

LA VÉNALITÉ DES OFFICES

DANS L'ANCIENNE FRANCE

Il est peu de faits qui aient eu, dans l'histoire de l'ancienne France, des conséquences plus étendues et plus diverses que la vénalité des offices. Pourtant les historiens, qui la rencontrent à chaque pas, se contentent presque toujours de la flétrir : aucune étude d'ensemble n'en a été tentée jusqu'ici¹. Un ouvrage important lui a bien été consacré : les *Cinq livres du droit des offices*, de Loyseau. Mais il date des premières années du xvii^e siècle, c'est-à-dire d'une époque où la vénalité atteignait à peine son plein développement et n'avait pas encore produit toutes ses conséquences politiques, économiques et sociales. D'ailleurs, si Loyseau nous donne une foule de détails concrets et singulièrement suggestifs sur la vénalité, telle qu'elle était pratiquée de son temps, il nous en parle surtout en juriste. L'histoire de la vénalité n'a pas encore été faite.

C'est probablement parce qu'elle serait bien difficile à faire. Quand l'historien étudie une institution, il prend d'ordinaire pour point de départ les textes législatifs qui l'ont créée ; puis il cherche à se rendre compte de la façon dont elle a été pratiquée et de la place qu'elle a tenue dans la société ou dans l'État. Or, il n'y a pas, ou guère, de législation sur la vénalité. Celle-ci n'a pas été créée par édit ; elle a été le fruit naturel d'un certain état des idées et des mœurs. Les seuls textes législatifs qui en parlent, d'ailleurs indirectement, sont les édits sur les survivances, qui se succédèrent au cours du xvi^e siècle, et dont le dernier fut, un peu plus tard, l'édit sur la Paulette. L'histoire de la vénalité serait donc un chapitre d'une histoire encore très mal connue, et très malaisée à connaître, à cause de l'extrême dispersion des sources, celle de la société d'ancien régime. Ce chapitre, le moment n'est pas encore venu de l'écrire. Je voudrais seulement présenter ici, sur quelques points, des observations très générales, et poser quelques

1. Ernest Lavisse le déplore déjà dans une note de son *Louis XIV*.

questions, sans prétendre y apporter moi-même des réponses définitives.

* * *

L'un des problèmes les plus délicats est celui des origines de la vénalité. Quand on en parle, on ne pense, presque toujours, qu'à l'une des formes de la vénalité, celle que les rois ont mise en usage en vendant les offices de finances et de judicature. Mais ce n'est pas la seule, ni la plus ancienne. La vénalité s'est d'abord introduite, en dehors de toute initiative royale, dans le mode de transmission des offices. Quand? Comment? Questions difficiles, dont la première ne comporte peut-être pas de réponse précise. Pour essayer, tout au moins, de répondre à la seconde, il faut avant tout se bien rendre compte de la conception juridique à laquelle correspond le terme d'office, et par conséquent remonter jusqu'à l'origine des offices eux-mêmes.

On sait qu'au temps des premiers Capétiens le domaine royal n'est, en fait, qu'une seigneurie comme les autres. Le roi en vit, comme ses barons vivent de leur fief. Ni les barons ni le roi n'administrent leurs terres, ils les exploitent, ou plutôt ils les font exploiter en leur nom, et se réservent une part des revenus. Et tout naturellement les idées du temps déterminent le caractère de cette exploitation. Les agents du roi sur ses terres, comme ceux du seigneur sur les siennes, voient dans l'occupation du sol le fondement essentiel de leur autorité; ils tendent à perpétuer cette occupation, c'est-à-dire à se transformer en feudataires. Dans les villes où le roi possède quelques maisons et un château, le châtelain, qui commande en son nom, ne tarde pas à y parvenir. Sur les terres du roi, les prévôts, auxquels il en afferme l'exploitation, s'y efforcent de même¹. Telle est la première forme qu'a prise, après la dissolution de l'empire carolingien, l'administration (il faut bien employer ce mot-là, faute d'un autre, quoiqu'il ne corresponde guère à la réalité) du roi dans son domaine.

Mais le domaine s'agrandit, le pouvoir royal devient plus fort, la gestion des prévôts entraîne les abus les plus graves et de tous côtés les sujets se plaignent. Un moment vient où le roi s'inquiète et cherche à établir plus directement son autorité. Il crée les baillis. A l'origine, ceux-ci ne ressemblent en rien aux prévôts. Ce sont des lieutenants

1. Loyseau note que les anciennes ordonnances n'appellent jamais les prévôts du nom d'offices, « parce que c'étaient plutôt seigneuries qu'offices, attendu qu'elles avaient le domaine et les émoluments de la justice annexés, ainsi que les seigneuries ».

du roi, détachés temporairement de la *Curia regis*, nommés et salariés par le roi, et dont la circonscription — le bailliage — n'a rien de fixe. Ils ont mission de corriger les abus, de contrôler la gestion des prévôts, et non de s'acquitter, dans un territoire plus vaste, d'une charge analogue. Les baillis, dans leur forme originelle, ressemblent assez à ce que seront à leur égard, au siècle suivant, les *enquêteurs* de saint Louis ; ils font même penser, de beaucoup plus loin, au rôle que joueront, à la fin du xvi^e siècle, les premiers intendants de la justice à l'égard des officiers royaux. C'est peu à peu seulement que le bailliage prend un peu plus de fixité (il n'en aura jamais beaucoup), que le bailli s'y installe, et que son autorité se superpose nettement à celle des prévôts.

Or, tout aussitôt la tradition et l'intérêt particulier s'unissent pour transformer l'institution nouvelle. A son tour, le bailli s'efforce de se perpétuer dans sa fonction pour en conserver les profits. Dès le xiii^e siècle, on voit des baillis maintenus plus de quinze ans, parfois plus de vingt ans dans un même bailliage. Au xv^e siècle, les fonctions de bailli sont devenues pratiquement viagères, et la même transformation s'est produite, pour les mêmes raisons, dans toutes les charges. Le roi n'a pu leur conserver le caractère de missions temporaires. Il s'est contenté d'un compromis. Il a maintenu le principe qu'il a seul le droit de disposer des charges, de les attribuer, d'en supprimer, d'en créer ; mais ses agents sont parvenus à lui faire admettre qu'ils ne peuvent en être privés, leur vie durant, que pour forfaiture. Dès lors, les charges sont devenues, sous certaines conditions, avec certaines restrictions de droit, des biens viagers. Et c'est à cette conception de la fonction publique que correspond le nom d'*office*¹. Sous Louis XI, le roi admet, comme un principe de droit public, qu'il ne peut disposer des offices, à moins qu'ils ne deviennent vacants par la mort des officiers, par leur résignation pure et simple (c'est ainsi que l'on appelle la démission) ou par forfaiture. L'*office*, à proprement parler, ne date que de cette conception nouvelle de la fonction publique.

Mais il en résulte des conséquences, si naturelles, qu'elles n'ont pas dû tarder longtemps à apparaître. Si l'officier considère son office comme un bien viager, comment ne s'efforcera-t-il pas de le transmettre à son fils, ou à son gendre, ou d'en disposer, lorsqu'il ne pourra plus l'exercer lui-même ? « C'est le commun vœu des pères », remarque Loyseau, « de laisser leurs enfants héritiers de leur dignité et de leur

1. Une histoire précise du mot *office*, à l'exemple des études de M. Dupont-Ferrier sur les mots *province* ou *aides*, serait certainement très instructive.

tations toutes semblables qu'il fait à propos des autres officiers de finances, receveurs, grénétiers ou trésoriers de France.

Nous nous trouvons ici en présence d'une hypothèse, qui a été récemment présentée et soutenue par M. Olivier-Martin. Les résignations à survivance seraient d'abord entrées en usage pour la transmission des bénéfices ecclésiastiques ; puis les officiers royaux auraient profité de cet exemple pour faire admettre à leur tour les résignations d'offices. Je ne suis pas en état de discuter, encore moins de combattre cette opinion, qui est très plausible. Je ferai seulement remarquer qu'elle ne résout pas toute la question. Si les premiers officiers qui ont résigné leur office et qui en ont fait admettre la résignation par le roi se sont autorisés de résignations de bénéfices antérieures, cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas été inclinés à le faire par une conception nouvelle de la fonction publique et par l'état des idées et des mœurs. Il me semble bien probable qu'il faut avant tout chercher dans cet état des idées et des mœurs l'origine des pratiques nouvelles, en matière de bénéfices comme en matière d'offices, même si les unes ont apparu avant les autres. Loyseau ne sépare guère offices et bénéfices. Ceux-ci, comme ceux-là, se composent de deux éléments : d'une part, une fonction et la dignité qu'elle confère, d'autre part un revenu. Or, il n'est pas douteux qu'au xv^e siècle — à l'aube du capitalisme moderne — l'intérêt des bénéficiers et des officiers s'attache beaucoup plus au revenu qu'à la fonction. De là une double évolution, qui se produit parallèlement dans l'idée que les contemporains se forment, aussi bien des fonctions publiques que des bénéfices, et le terme de cette double évolution est marqué, presque à la même date, par le Concordat de 1516 et par la création du bureau des parties casuelles en 1522. Dans l'esprit nouveau se mêlent d'anciennes conceptions féodales qui survivent à la féodalité¹ et les aspirations irrésistibles d'un temps où se développe la fortune mobilière et où s'affirme la puissance de l'argent.

* * *

Si nous admettons que l'usage des survivances s'est établi et que la vénalité s'y est introduite, sans que le roi fût intervenu, une seconde question se pose, que nous aurions grand besoin d'éclaircir : en présence de ce fait, qui l'intéressait au premier chef, comment la royauté a-t-elle réagi ?

1. Loyseau indique avec soin l'affinité, « quant au droit et commerce », entre le fief et l'office.

Elle a réagi, non pas en s'opposant aux résignations, mais en se conformant aux nouvelles mœurs, qui lui parurent profitables, c'est-à-dire en attribuant elle-même contre argent les offices anciens dont elle pouvait librement disposer ou les offices nouveaux qu'elle créait. On a longtemps cru que les ventes d'offices n'étaient devenues tout à fait usuelles que sous François I^{er}. D'après Nicolas Gilles et Gaguin, nous dit Loyseau, Louis XII aurait le premier « pris de l'argent des offices » ; mais, ajoute-t-il, « le roi François I^{er} pratiqua tout ouvertement et sans restriction la vénalité publique des offices qu'il établit comme un nouveau revenu ordinaire de son domaine, qui déjà était aliéné, érigeant le bureau des parties casuelles en l'an 1522, pour servir de boutique à cette nouvelle marchandise ». A vrai dire, il ne semble pas que la « marchandise » fût, à beaucoup près, aussi nouvelle qu'il le croyait. Il est tout d'abord certain que la création du bureau des parties casuelles ne fut pas l'origine, mais l'une des conséquences de ce profitable trafic. François I^{er} créa le bureau, lorsqu'il voulut se constituer une épargne et se rendre indépendant des financiers, et s'il crut pouvoir alimenter suffisamment cette épargne avec le seul produit des parties casuelles (il en fut ainsi tout d'abord), c'est évidemment que ce produit était dès lors abondant et paraissait assuré¹. De même, quand Loyseau nous dit que la vénalité « s'est glissée même à l'égard des offices de judicature..., soit sous lui (François I^{er}) ou ses successeurs », il se trompe certainement encore. Je n'en veux pour preuve qu'une supplique de l'hôtel de ville de Rouen à François I^{er}, au lendemain même de son avènement : les magistrats municipaux y remontent au roi « les dangers et périls qui pouvaient advenir, quand aucuns officiers de judicature étaient pourvus de leurs offices *par deniers* », et ils le supplient « que son plaisir soit *donner* les offices de judicature² ». Pareille requête ne s'expliquerait pas, si la vente des offices de judicature n'était devenue déjà pratique courante sous Louis XII. Un texte de 1507 confirme d'ailleurs indirectement l'hypothèse. Des lettres patentes furent publiées cette année-là « pour l'enregistrement et l'exécution en Normandie des ordonnances précédemment rendues sur la justice », et nous y lisons ce qui suit :

« Et pour ce que nous avons entendu que plusieurs, pour avoir et obtenir de nous aucuns offices de judicature au temps passé, ont offert et payé plusieurs sommes de deniers à plusieurs de nos officiers et con-

1. Cf. Jacqueton, *Le trésor de l'épargne sous François I^{er}*, dans *Revue historique*, t. LV et LVI (1894).

2. Cité par Floquet, dans son *Histoire du parlement de Normandie*, t. I, p. 493.

seillers et par ce moyen obtenu lesdits offices, dont plusieurs inconvénients sont advenus à nos droits, même à nos sujets et à la chose publique de notre dit pays de Normandie, Nous, en ensuivant les ordonnances de nos prédécesseurs rois de France, prohibons et défendons à tous nos officiers et conseillers, et à tous nos sujets, que dorénavant nosdits conseillers ne reçoivent aucune promesse ni dons, aucune chose meuble ou immeuble, pour avoir et obtenir aucun desdits offices de nous¹. »

Il n'est pas du tout invraisemblable que les conseillers du roi se soient laissés corrompre les premiers et que l'usage de vendre les offices se soit introduit par ce détour ; mais, en tout cas, Louis XII lui-même reconnaît ici qu'avant 1507, « au temps passé », des offices de judicature pouvaient être obtenus du roi « par deniers », et ce qui se passa par la suite nous permet de supposer que, si le roi interdisait à ses ministres de trafiquer des offices, c'est qu'il entendait bien réserver à la Couronne les profits de ce trafic. N'est-ce pas d'ailleurs Louis XII qui exigea des nouveaux conseillers au parlement le serment de n'avoir rien payé ni promis pour acquérir leur charge ? Le fait peut être utilement rapproché de notre texte de 1507, et prouve tout à la fois, semble-t-il, que, dès les dernières années du xve siècle, l'achat d'un office de judicature n'était plus chose rare, et que l'achat des offices de finances était de pratique courante, puisque les officiers de finances n'étaient pas astreints à l'obligation du serment. Enfin, en 1522, la création du bureau des parties casuelles consacra les mœurs nouvelles et posa nettement le principe que l'acquéreur d'un office doit payer au roi « une finance », dont le Conseil privé fixe le taux.

Mais la coutume des survivances, en se généralisant, ne laisse à la disposition du roi que bien peu d'offices : les offices vacants par forfaiture ou par mort de titulaires qui n'ont pas résigné. Le premier cas devait être bien rare, si l'on tient compte de l'extraordinaire indulgence de l'opinion, et du Conseil lui-même, à l'égard des officiers concussionnaires. Le second cas se faisait plus rare, lui aussi, à mesure que les résignations à survivance devenaient plus fréquentes. Il fallut donc que le roi créât des offices nouveaux pour les vendre : c'est là un fait bien connu sur lequel je n'insisterai pas. Puis il fallut aussi que la Monarchie se fit une politique à l'égard des survivances. Il n'est pas inutile d'indiquer la façon dont celle-ci se développa.

1. Article 47 d'une ordonnance, annexée à des lettres patentes du 14 novembre 1507, « pour l'enregistrement et l'exécution en Normandie des ordonnances précédemment rendues sur la justice ». Isambert, t. XI, p. 477.

Le roi aurait pu, sinon interdire les résignations à survivance, du moins prendre des mesures pour en diminuer le nombre, puisqu'il dépendait de lui d'accorder ou de refuser les lettres de provision. Or, il semble ne l'avoir essayé que trop tard. Le seul expédient qu'il employa (et qui se pratiquait pour la transmission des bénéfices) fut la clause des quarante jours : pour qu'une résignation fût valable, il fallait que le résignant survécût au moins quarante jours. On empêchait ainsi les résignations *in extremis*, les plus nombreuses. Mais l'obligation des quarante jours ne fut pas instituée par édit : on se contenta de l'introduire dans la formule des lettres de provision. Il resta donc possible d'y échapper. L'officier, qui voulait résigner, obtenait l'omission de cette restriction gênante, soit par faveur, soit « par deniers ». Bientôt même, on acheta communément la dispense des quarante jours. Le principal résultat de la fameuse clause fut ainsi de permettre au roi de vendre des dispenses ; en sorte qu'au lieu de diminuer le nombre des résignations à survivance, il en tira profit. Et ce fut aussi le véritable objet des édits sur les survivances, dont les dispositions se précisèrent et se complétèrent peu à peu.

En apparence, le but était tout autre : c'était de révoquer les survivances. Mais, parmi les officiers qui les avaient obtenues, le roi distinguait : « excepté, toutefois, ceux (est-il écrit dans le plus ancien de ces édits, celui de décembre 1541) qui, pour lesdites résignations..., nous ont fourni et payé aucune finance¹ ». L'intention est claire : le roi voudrait qu'il n'y eût plus de résignation valable sans le paiement d'une finance, c'est-à-dire d'une taxe fixée par le Conseil. Un édit de Villers-Cotterets, en septembre 1559², renouvelle, en les précisant, les dispositions de 1541 : « excepté, toutefois, ceux qui, pour lesdites résignations à survivance, ont payé finance à nos prédécesseurs ». Ceux-là « seront tenus d'en faire apparoir à notre Conseil privé dedans trois mois », et le Conseil leur délivrera « acte de la vérification et lettres patentes pour les laisser jouir de l'effet desdites survivances sans aucun empêchement ». Même en ce cas, le roi se réserve d'annuler les résignations, s'il le juge bon, à condition de rembourser les résignataires. Il reste entendu que le but idéal est de réduire le nombre des offices à ce qu'il était au temps du « bon roi » Louis XII. Mais personne n'en conserve plus l'espérance. Aussi, dans un édit de 1567, le roi lui-même — Charles IX — renonce-t-il à l'entretenir. Après avoir rappelé les tentatives de ses prédécesseurs pour révoquer les survivances et leur inten-

1. Édit de Fontainebleau, de décembre 1541. Fontanon, t. II, p. 560.

2. Ibid., p. 561.

tion de réduire le nombre des offices, il reconnaît qu'ils n'y sont point parvenus. Par contre, il est arrivé que « plusieurs personnes, qui avaient le principal de leurs biens, facultés et substances en leurs états [offices], sont décédées sans en avoir pu aucunement disposer, et en ont laissé leurs enfants et familles en grand malaise », et cela sans qu'il ait jamais été possible de « ramener les choses en l'état qu'elles étaient au temps du roi Louis douzième, notre bisaïeul ». Le roi pose alors le principe nouveau : « Dans ces conditions, nous voulons... que tous nos officiers... puissent dorénavant et soient reçus à résigner leurs dits offices à personnes suffisantes et capables, en payant à nos parties casuelles la finance à quoi seront taxées les résignations d'iceux¹. » Le préambule de l'édit de janvier 1568 dit à peu près la même chose, mais les articles y ajoutent quelques précisions. « Il advient souvent », y lisons-nous, « que ceux qui sont détenteurs d'offices étant prévenus de mort avant qu'ils en aient pu disposer, laissent quelquefois, les uns leurs veuves et enfants pauvres et en nécessité, n'ayant autres biens que leurs offices, les autres, n'ayant payé avant leur décès l'argent dont ils les ont achetés, laissent pour toute succession à leurs héritiers une dette de la valeur desdits offices. » On voit combien peu le roi songe désormais à contester le droit du résignant. Cette fois, c'est même l'hérédité qu'il accorde, tout au moins dans le vaste ressort du Parlement de Paris : « Toutes lesquelles choses, que nous avons jugées pitoyables », continue le texte de l'édit, « mises en considération,... déclarons... que nous voulons et entendons que toutes et chacune les personnes tenant états et offices, en cette notre ville de Paris et au-dedans le ressort de notre parlement dudit Paris..., lesquelles voudront payer à nos parties casuelles... le tiers de la valeur des états qu'ils tiennent et possèdent, pourront, après ledit paiement fait, résigner et disposer de leurs états, en leur vivant, à personnes suffisantes et capables quand bon leur semblera ; et, au cas qu'ils vinssent à décéder sans en avoir disposé, demeurera la disposition desdits offices à leurs veuves, enfants ou plus proches héritiers, sans payer autre composition de finance². »

Voilà donc enfin, semble-t-il, une législation des survivances constituée, et l'on peut la définir de la façon suivante. Le roi reconnaît implicitement le droit qu'a l'officier de disposer de son office. Mais ce droit ne produit son plein effet qu'après « composition de finance ». L'officier peut alors résigner quand il lui plaît, sans qu'il soit plus ques-

1. Édit de novembre 1567. Fontanon, t. II, p. 561.

2. Fontanon, t. II, p. 563.

tion d'un délai de quarante jours. Enfin si, dans ce cas, il meurt sans avoir résigné, l'office reste, après sa mort, à la disposition de sa veuve, de ses enfants, ou, à défaut, de ses plus proches héritiers. Il est vrai que la « composition de finance » qui doit être versée au roi, est du « tiers denier » (un denier sur trois), c'est-à-dire égale au tiers de la valeur de l'office. Quant à la condition : « à personnes suffisantes et capables », elle ne fut guère qu'une clause de style. Il y eut bien, pour l'admission aux charges de judicature, un examen de capacité, d'ailleurs illusoire ; mais pour la réception des officiers de finances, on se contenta de l'attestation du résignant.

* * *

Ainsi, dès le règne de Charles IX, la Monarchie renonce à combattre efficacement l'hérédité des offices. Mais le régime qu'elle vient d'établir n'est pas encore définitif, parce qu'il ne satisfait pas les officiers et ne lui assure pas à elle-même un profit certain sur les survivances. La taxe du tiers denier, imposée au résignant, est si lourde qu'elle l'encourage à user de tous les moyens pour y échapper, et il n'y parvient que trop aisément, à la faveur des guerres civiles. De nouvelles mesures se succèdent alors ; mais elles se contredisent l'une l'autre et ne font que prouver l'impuissance du roi. La législation sur les survivances, imaginée en vue d'accroître les ressources du bureau des parties ca-suelles, risquait, au contraire, de les tarir. C'est alors qu'intervint, en 1604, la fameuse « Déclaration sur le droit annuel » ou paulette.

La paulette mériterait une étude particulière, qui n'a pas encore été faite¹. Mais il est dès maintenant possible d'en préciser quelque peu les origines et le caractère. Celui-ci résulte des textes qui ont créé le droit annuel et en ont affirmé la perception. Ils sont au nombre de deux : une *Déclaration* du 12 décembre 1604, que l'on trouvera dans le grand recueil de Fontanon, et un *Édit* sur les « Conditions » faites à Paulet le premier adjudicataire de la ferme du droit annuel. Cet édit, beaucoup plus complet et plus précis que la déclaration, n'a pas été publié ; il est conservé aux Archives nationales, parmi les arrêts du Conseil d'État et des finances de l'année 1604². Nous avons, d'ailleurs, pour

1. Un de mes élèves, M. Mousnier, a consacré à la paulette un mémoire pour le diplôme d'études supérieures. Je souhaite qu'il puisse le reprendre, le développer et le publier. Je me sers ici de quelques-unes de ses conclusions.

2. Série E, vol. 7^c, fol. 49.

nous éclairer sur les dispositions de la paulette, le commentaire si intelligent que nous en a donné Loyseau.

Ce n'est pas ici le lieu de les étudier en détail. Du moins est-il aisé de bien mettre en lumière à quel point les « conditions » accordées à Paulet étaient plus favorables aux officiers que les stipulations des édits précédents. Comme eux, l'édit de 1604 maintenait, en principe, le régime que l'usage avait consacré. Mais il avait en réalité pour but de substituer, sans l'imposer, à ce régime ancien, qui ne satisfaisait ni les officiers ni le roi, un régime nouveau, beaucoup plus souple, et dont Loyseau admire l'ingéniosité. Il offrait aux officiers la dispense des quarante jours, sous les conditions et avec les avantages qui suivent. Ils paieraient, s'ils le voulaient, au début de chaque année, une taxe légère — le droit annuel — du soixantième de la valeur de l'office, après que celle-ci aurait été évaluée par le Conseil ; puis ils pourraient, pendant l'année entière, résigner librement, au moment qui leur conviendrait, et leur résignataire n'aurait à verser au Trésor que le huitième denier, au lieu de l'ancienne taxe du tiers denier ; enfin et surtout, s'ils mouraient sans avoir résigné, l'office resterait en la possession de leurs héritiers, qui pourraient le vendre, et la taxe payée par l'acquéreur serait, elle aussi, du huitième denier seulement. A vrai dire, ces termes de soixantième, de tiers ou de huitième denier ne sauraient éveiller dans notre esprit aucune idée précise. Un exemple concret est indispensable. Loyseau nous dit qu'un office de conseiller au Parlement de Paris se vendait communément, au début du règne de Louis XIII, 45,000 livres ; or, il avait été évalué par le Conseil, en 1604, à 18,000 livres seulement ; le titulaire de l'office qui songeait à résigner n'avait donc à payer qu'un droit annuel de 300 livres, et il pouvait tirer de son office, en déduisant du prix réel de 45,000 livres, les 2,225 livres du huitième denier que devrait payer le résignataire, une somme de 42,000 livres au moins. Le sacrifice de 300 livres n'était pas tel¹ que l'officier n'eût pas tout avantage à se procurer à lui-même, ou à procurer à sa famille, la sécurité que le versement du droit annuel lui garantissait. On pouvait espérer qu'assez promptement la plupart des officiers s'accoutumeraient à payer la paulette.

Mais, si nous voyons aussitôt l'avantage des officiers, nous apercevons moins bien celui du roi. Il substituait à un revenu, qui peut-être

1. Les officiers pouvaient résigner dès la première année du bail, c'est-à-dire après avoir payé une seule fois le droit annuel. Par la suite, il suffisait de l'avoir payé deux fois, pendant deux années consécutives. Cela faisait, dans le cas pris pour exemple, 600 livres versées au Trésor.

eût été plus considérable, mais qui était aléatoire et en tout cas très irrégulier, la recette, assurée à date fixe, que représentait la somme versée chaque année, en vertu de son traité, par le fermier du droit annuel. Était-ce là une contre-partie suffisante de tout ce qu'il accordait aux officiers? Deux remarques doivent éveiller notre attention. La première, c'est que la ferme adjudgée à Paulet ne comprend pas seulement le droit annuel, mais à peu près tous les profits des parties casuelles. Pourtant les anciens trésoriers des parties casuelles subsistent à côté de l'adjudicataire. Tandis que celui-ci perçoit le droit annuel, ils continuent à percevoir les taxes sur les résignations et le prix des offices vacants par mort; mais ils les perçoivent pour le compte du fermier et en versent le montant à l'Épargne à sa décharge. L'organisation, compliquée, semble faite pour rendre facile, quand le roi le souhaitera, la suppression de la ferme et la perception du droit annuel par les trésoriers des parties casuelles. Sully avait-il donc prévu que le régime de la ferme ne durerait pas? — La seconde remarque suggère une conclusion analogue. Les plus gros profits du fermier lui venaient, non de la paulette, mais de la vente des offices vacants par mort, et du quart denier, auquel étaient taxées les résignations quand le résignant n'avait pas payé la paulette. Si tous les officiers avaient payé la paulette, le droit annuel et la taxe du huitième denier n'auraient pu procurer au fermier une somme équivalente à celle qu'il était lui-même tenu de verser au roi. Le bail ne pouvait donc lui être profitable que si beaucoup d'officiers préféraient le risque des quarante jours au paiement de la paulette, et pourtant les avantages qui leur étaient offerts étaient bien faits pour les décider à la payer. Sully aurait-il donc organisé la ferme, je ne dis pas de telle façon que le fermier se ruinât, mais sans se soucier beaucoup qu'il se ruinât?

Ce ne sont là, bien entendu, qu'hypothèses. Il faut avouer pourtant que les faits ne les rendent pas invraisemblables. Les voici. L'annuel fut très bien accueilli : Loyseau nous montre les officiers assiégeant, dès les premiers jours de janvier, le bureau des parties casuelles, pour se faire délivrer leurs quittances; il semble bien que, très vite, un grand nombre d'officiers s'acquittèrent de la paulette. Le premier adjudicataire de la ferme, Paulet, dut y renoncer, avant que la première année du bail fût achevée, et passa la main à un autre traitant, Saulnier. Saulnier s'obstina pendant six ans, comme les joueurs qui perdent et qui persistent à jouer; mais il se ruina totalement. Un troisième fermier, Marcel, fit un dernier essai, après modification du bail, mais dut renoncer à son tour au bout de quelques mois. Enfin, en décembre

1613, la ferme fut supprimée et la perception de la paulette attribuée aux trésoriers des parties casuelles. Telle est, en bref, l'histoire de la ferme du droit annuel. Elle nous invite à réfléchir.

Rappelons-nous les intentions du roi, lors des édits de 1567 et de 1568. Il avait voulu frapper d'une taxe toutes les résignations et d'une lourde taxe : le tiers denier. Mais la répétition même des édits sur les survivances prouve que la nouvelle législation avait échoué. Peut-être beaucoup d'officiers préférèrent-ils courir le risque des quarante jours ? Il est plus probable que les fraudes se multiplièrent. Nous avons peine à nous représenter l'état d'anarchie où sombra la France pendant les guerres religieuses, surtout à l'époque où il y eut deux rois, et comme deux royaumes, dont les frontières enchevêtrées se déplaçaient, dès que l'une ou l'autre des armées gagnait quelque terrain. Ni Henri IV ni Mayenne n'exerçaient plus aucun contrôle effectif sur les officiers, ni par conséquent sur les transmissions d'offices. On dissimulait les vacances ; on obtenait des lettres de provision par surprise ; l'universelle complicité des officiers de toute espèce rendait faciles des fraudes qui nous paraîtraient tout à fait invraisemblables. Toujours est-il que le revenu des parties casuelles tombait à rien. Quand le roi entreprit de remettre un peu d'ordre dans ce chaos, des difficultés presque insurmontables apparurent. Comment reprendre en main les offices, alors que le Conseil ignorait presque tout de ce qu'ils étaient devenus et que les officiers, grands et petits, avaient un intérêt commun à prolonger l'anarchie ? Une vaste enquête était d'abord indispensable pour rechercher les transmissions frauduleuses. Sully la confia, dans chaque généralité, aux trésoriers de France. Dans un arrêt sur leurs fonctions, qui est du 10 novembre 1601, se trouve un article bien curieux. Il nous donne quelque idée d'une situation que nous imaginerions malaisément. « S'informeront aussi bien particulièrement », dit l'article, « lesdits trésoriers, chacun ès élections de leur département, de toutes sortes d'offices qui ont vaqué par mort en l'étendue de leur généralité depuis le premier jour de janvier de l'année 1599, comme aussi des grandes fraudes et abus qui s'y seront commis et s'y commettent journellement, tant par surprise des résignations que recéleurs des corps morts, et dresseront un état le plus exact et au vrai qu'il leur sera possible du nombre desdits offices qui ont vaqué par mort depuis ledit temps..., lequel ils enverront à Sa Majesté ou à Messieurs de son Conseil ¹. »

1. Bibl. nat., ms. fr. 18165, fol. 160 et suiv., art. 7.

Or, il semble bien que l'enquête ne donna pas les résultats que Sully avait espérés. Sans doute les trésoriers de France ne mirent-ils aucune hâte à dévoiler les abus, dont tant de gens qui leur tenaient de près avaient profité et comptaient bien profiter encore. Il fallait donc trouver autre chose. On trouva la paulette. Nous ne savons si Charles Paulet (qui devait en pâtir) en eut le premier l'idée, ni quelle part y a pu prendre Sully lui-même. Il est certain, en tout cas, que la nouvelle solution donnée au problème était ingénieuse et se révéla efficace. Elle s'apparente visiblement avec la tentative de 1601, car une phrase des « Conditions » de Paulet rappelle d'assez près celle que l'on a pu lire un peu plus haut : « En chacune province, il sera permis au sieur Paulet d'établir tel nombre de commis que bon lui semblera, auxquels Sa Majesté donnera pouvoir et commission de tenir la main et faire exacte recherche, chacun en l'étendue de son ressort, *du recèlement qui se fait en la plupart des provinces après la mort d'un grand nombre d'officiers* en les offices vacants au profit de Sa Majesté, au moyen de quoi elle demeure frustrée de ses droits¹. » Le but est bien le même, mais les moyens employés sont beaucoup plus habiles. D'une part, l'édit du droit annuel offre aux officiers des avantages tels qu'ils doivent être tentés d'accepter le nouveau régime et par conséquent de se mettre en règle à l'égard du roi. D'autre part, le contrôle des transmissions d'offices n'est plus confié aux officiers eux-mêmes, mais à un fermier, qui a le plus grand intérêt à ne laisser échapper aucune source de profits, et à des commis, choisis par le fermier, envoyés de Paris dans les provinces, et dont les officiers n'auront à attendre aucune indulgence.

Le résultat, cette fois, ne se fit pas attendre. La plupart des officiers s'accoutumèrent vite à payer l'annuel ; ceux même qui n'y avaient pas été admis sollicitèrent la faveur de l'être. Après neuf années de bail seulement, trois fermiers successifs s'étaient ruinés. Mais la situation de tous les officiers du royaume était désormais connue du Conseil, qui avait pu fixer, en vue des taxes de survivance, le prix de tous les offices. Le roi, cela va sans dire, n'avait aucune raison de renoncer à un régime qui avait ainsi fait ses preuves ; mais il n'avait plus besoin de trouver un nouveau fermier : la perception de l'annuel fut attribuée aux trésoriers des parties casuelles.

Voilà le vrai profit que le Trésor royal tira de la paulette.

1. Arch. nat., série E, vol. 7^e, fol. 49 et suiv.

* * *

Avec la paulette, la vénalité des offices a pris la forme définitive qu'elle gardera jusqu'à la fin de l'ancien régime. Il resterait à en étudier les conséquences, si étendues et si diverses — conséquences politiques, financières, économiques, sociales, morales aussi. Mais il y faudrait tout un livre. Je me contenterai de quelques remarques, qui me semblent particulièrement importantes.

On a dit beaucoup de mal de la vénalité des offices. On a eu raison. Il ne peut s'agir de la réhabiliter. Pourtant, si l'on y songe, il est bien difficile d'admettre qu'une institution eût pu prendre un développement pareil, résister à toutes les attaques, durer aussi longtemps, si elle n'avait pas eu quelques bons effets. En voici un, par exemple, et qui n'est pas négligeable. La vénalité des offices a contribué puissamment, dans l'ancienne France, à l'ascension des classes inférieures, au renouvellement des classes dirigeantes, et cela beaucoup plus qu'on ne le dit communément. On sait bien que l'acquisition d'un office de conseiller au Parlement permet de devenir maître des requêtes et peut ainsi conduire aux plus grands emplois. On sait bien que, dès le *xvi^e* siècle, et grâce à la vénalité, se sont constituées en France de grandes familles de robe, qui s'allient entre elles par des mariages et ne tardent pas à se réserver une bonne part de la puissance publique. Mais il faut penser aussi à tous les menus offices de finances, qui sont à tout moment jetés sur le marché et dont le prix modique est à la portée des petites bourses. Ceux-là, comme les autres, auraient pu devenir héréditaires au moyen du droit annuel. Mais à quoi bon ? Ceux qui les achètent, ce sont bien souvent d'assez pauvres gens, mieux pourvus d'ambition, de hardiesse et d'habileté que de fortune, et qui n'y voient qu'un moyen de parvenir. Dès qu'ils s'y sont un peu mieux garni les mains, ils les revendent, pour en acheter d'autres, qui pourront leur procurer de plus gros profits. S'ils paient le droit annuel, c'est beaucoup moins pour laisser leur office à l'un de leurs enfants que pour permettre à leur veuve d'en disposer, car l'office est presque toujours le seul capital qu'ils laissent à leurs héritiers. S'ils ne meurent pas, l'ascension continue. Quelque office de receveur — il y en a de toute sorte — les conduira peut-être à la richesse et leur descendance prendra rang dans la bonne bourgeoisie. Peut-être même pourront-ils, comme tant de partisans heureux, acheter une charge de secrétaire du roi et entrer de plain-pied dans la noblesse. Combien de grandes familles du

xvii^e siècle ont ainsi pour origine un petit officier de finances, dont les descendants seraient sans doute restés obscurs et pauvres, si la vénalité ne lui avait pas ouvert les voies de la fortune et des honneurs?

C'est là l'une des conséquences sociales de la vénalité des offices. Or, elle est étroitement liée à une autre conséquence, politique cette fois, et dont il serait, je crois, difficile d'exagérer l'importance. Grâce à la vénalité, le royaume de France a été administré pendant près de deux siècles, le xvi^e et la majeure partie du xvii^e, par les acquéreurs d'offices. En haut, ce sont les magistrats qui forment ce que l'on a appelé la grande robe. Mais, au-dessous, ce sont une infinité de collèges régionaux et locaux : bureaux des finances aux chefs-lieux des généralités ; bureaux d'élections ; greniers à sel ; conseils de bailliages ; corps municipaux, etc. Ces officiers sont presque tous originaires du pays où ils exercent leur office, et c'est la vénalité qui les a fait sortir du peuple. Ils sont contrôlés de très loin par le Conseil du roi ; de plus près, mais sans continuité suffisante, par les commissaires auxquels le roi délègue temporairement ses pouvoirs et dont les principaux sont les intendants de la justice. Ils sont (et c'est encore une conséquence de la vénalité, mauvaise, celle-là) plus préoccupés d'exploiter leur charge que de défendre, dans les provinces, l'intérêt général ; ils commettent toutes sortes d'abus et leur gestion provoque d'innombrables plaintes. Mais il n'en est pas moins vrai qu'avec eux toute la bourgeoisie, jusqu'à la plus petite, est associée à l'exercice et aux profits de la puissance publique. Et c'est pourquoi la bourgeoisie tout entière est intéressée à soutenir la Monarchie absolue, qu'elle a secourue de son argent, et qui lui a peu à peu abandonné, en retour, l'honneur et le bénéfice d'administrer le royaume en son nom.

On dit souvent que la Monarchie ne pouvait supprimer la vénalité, parce qu'il eût fallu, pour racheter les offices, de très grosses sommes, et qu'elle a toujours été besogneuse. Une question d'argent, qui était insoluble, rendait, en effet, le rachat impossible. Mais il n'y avait pas qu'une question d'argent. On ne songe pas assez que la vénalité était devenue, au xvii^e siècle, un élément essentiel dans la structure politique et sociale du royaume : en la supprimant, on eût ébranlé tout l'édifice. Il faut s'en rendre compte pour ne pas trouver bien extraordinaire une affirmation de Richelieu dans son *Testament politique*. La vénalité, y a-t-il écrit, « serait un crime au nouvel établissement d'une République ». Il aurait donc fallu, à l'origine, couper court à son développement. Mais, ajoute-t-il aussitôt, « la prudence ne permet pas

d'agir du même pied en une Monarchie, dont les imperfections ont passé en habitude, et dont le désordre fait (non sans utilité) partie de l'ordre de l'État ». Il est évident que Richelieu ne pense pas ici aux difficultés financières qu'eût rencontrées la suppression de la vénalité, mais à des difficultés, ou plutôt à des dangers, d'un tout autre caractère. Avec sa clairvoyance accoutumée, il reconnaissait la place qu'avait prise la vénalité dans la société et dans l'État ; il n'en méconnaissait ni les périls, ni les avantages. Certes, il ne pouvait pas prévoir ce qui devait se passer après lui ; mais, s'il l'avait prévu, il n'aurait pas pu mieux dire.

En abandonnant l'administration du royaume aux officiers, la Monarchie absolue s'était donné, sans le vouloir, une base, large et solide, dans la nation. Mais elle n'aperçut qu'une chose : elle s'était dessaisie de la puissance publique au profit de la bourgeoisie enrichie. Elle s'efforça de la ressaisir et y employa les commissaires, qu'elle pouvait créer, déplacer ou rappeler quand elle le voulait. Alors, dès le milieu du xvii^e siècle, les progrès accomplis par les intendants de justice, police et finances, provoquèrent une révolte des officiers, qui fut le prélude de la Fronde. Les officiers de finances, aussi bien que les officiers de judicature, tous groupés derrière les cours souveraines, réunies à la chambre de Saint-Louis, réclamèrent et obtinrent, en 1648, la suppression de la plupart des intendants. Leur victoire fut de courte durée. Mazarin rétablit les intendants. Et peu à peu, pendant le règne personnel de Louis XIV, la Monarchie absolue changea de caractère ; elle devint une Monarchie administrative et les pouvoirs des intendants s'accrurent démesurément. Mais qu'arriva-t-il ?

Le roi ne racheta pas les offices, ou du moins n'en racheta qu'un petit nombre. Il ne supprima ni le bureau des parties casuelles, ni la paulette. Mais les officiers perdirent peu à peu, au profit des intendants, leurs fonctions les plus honorables et les plus lucratives. Colbert lui-même en était venu — il fallait vivre, c'est-à-dire vendre des offices — à défendre contre les intendants les dernières prérogatives des officiers. Ce fut en vain. Au début du xviii^e siècle, le royaume n'est plus administré par cinquante mille officiers peut-être¹, recrutés dans toute la bourgeoisie, grande et petite. Tout dépend désormais de quelques dizaines d'intendants, dont Law dénonçait alors la toute-puissance et l'arbitraire. Et ces intendants, anciens maîtres des re-

1. Il est tout à fait impossible d'évaluer le nombre total des officiers de judicature et de finances. Il était, en tout cas, très considérable.

quêtes, sortent de quelques familles de robe, qui ne tardent pas à accéder à la noblesse, en attendant qu'un peu plus tard presque tous les maîtres des requêtes soient nobles déjà. La France est aux mains d'une étroite oligarchie, d'origine bourgeoise sans doute, mais dont les intérêts s'apparentent étroitement à ceux de la noblesse. Peut-on s'étonner que la bourgeoisie, qui continue à s'enrichir et qui forme la classe la plus éclairée du pays, mais qui se voit dépossédée de sa part de puissance publique, s'irrite, et que son loyalisme de jadis fasse place à la désaffection ?

Quand, au début de son ministère, Colbert avait un moment rêvé le rachat ou la confiscation de tous les offices, il semble qu'il avait entrevu la conséquence d'un pareil coup d'État. Il notait alors que le principal bien des officiers consistait « souvent dans le prix des offices » dont ils étaient pourvus, et qu'après la suppression « quarante mille familles tomberaient à rien ». Mais il en prenait aisément son parti, en déclarant « que les grands coups sont aussitôt exécutés en France que les petits, et qu'incontinent après on n'y pense plus ». Il avait tort. « Ce grand cardinal de Richelieu », ainsi que l'appelait volontiers Colbert, qui croyait suivre son exemple, avait été plus clairvoyant. Colbert eut beau renoncer à son projet, dont l'immédiate réalisation lui apparut bientôt impossible : le développement de la Monarchie administrative, si lent et si incomplet qu'il fût, produisit le même résultat. La Monarchie absolue n'eut plus de base dans la nation. C'est là, si je ne me trompe, une conséquence, indirecte sans doute, mais non la moindre, de l'établissement de la vénalité des offices dans l'ancienne France.

G. PAGÈS.

FRANCE ET AFRIQUE DU NORD

AVANT 1830

La prise d'Alger a été le « commencement d'un empire ». Mais de quoi est-elle la suite ?

Albert Vandal, qui égayait volontiers son cours de mots d'esprit, observait que l'établissement des Français en Afrique septentrionale était généralement expliqué en modifiant un peu une poésie célèbre de Sully Prudhomme :

Un consul général de France
D'un coup d'éventail fut fêlé.

Cette facétie ne raillait que l'habitude de simplifier à l'excès et, pour ainsi dire, de styliser les causes du grand événement qui s'accomplit en juillet 1830. Elle ne tendait pas à les contester. La présente étude¹ n'y tend pas non plus. Les multiples litiges, les graves incidents, qui ont précédé le débarquement d'une armée française sur la côte algérienne, en sont bien les causes immédiates. Mais l'expédition d'Alger a eu aussi des origines lointaines. Elle s'insère dans une évolution historique, commencée longtemps avant, continuée longtemps après.

L'idée d'intervention armée, de conquête, d'occupation, d'établissement en Afrique du Nord, soit en Tunisie, soit en Algérie, soit au Maroc, s'est souvent manifestée en France depuis la fin du règne de saint Louis jusqu'à celle du règne de Charles X. Elle a fait l'objet, tantôt de réalisations, tantôt de tentatives, tantôt d'études et de propositions, qui forment une chaîne, non pas ininterrompue, mais toujours renouée, pendant cinq cent soixante ans.

* * *

La Méditerranée a souvent divisé ses riverains : elle ne les a jamais

1. Cette étude n'est que la condensation d'un ouvrage plus étendu qui paraîtra dans la collection des publications du Centenaire de l'Algérie.

empêchés de se connaître et de se fréquenter, que ce fût pour échanger des marchandises ou des coups.

Échanges de l'un et l'autre type, entre Africains du Nord et Européens du Sud, avaient atteint, dans l'Antiquité, un degré d'activité que suffisent à faire constater les plus élémentaires notions d'histoire romaine. Rien de comparable n'existe plus, à partir du moment où l'invasion arabe a balayé la domination que les Byzantins avaient rétablie sur une partie de l'*Africa romana*. L'Europe traverse alors la période de ses « siècles obscurs ». La navigation est à peu près suspendue entre les ports nord-africains et ceux de l'Europe méridionale. A plus forte raison les Européens ne sont-ils plus en état de passer la mer pour guerroyer, conquérir ou coloniser. Ce sont, au contraire, les envahisseurs arabes de l'Afrique du Nord qui débordent sur le continent européen, sur l'Espagne, sur la Sicile. Ainsi reprennent pourtant les échanges de coups et de marchandises. Quand, de part et d'autre, on s'est un peu lassé de se battre, quand la force d'expansion de l'Islam a commencé à décliner, le commerce renaît et les navires de Venise, Pise, Gênes, Marseille, Narbonne, Collioure, Port-Vendres, Barcelone, recommencent à visiter Mehdiâh, Tunis, Bougie, Bône, Oran, Ceuta, Tanger et les estuaires de la côte occidentale du Maroc. Ce trafic acquiert dès le ^{xii}^e siècle une certaine importance.

Mais Marseille ni la Provence, Narbonne ni le Languedoc n'appartiennent alors politiquement à la France. Privée de tout littoral sur la Méditerranée jusqu'au début du ^{xiii}^e siècle, la France du Moyen Age commence par ne participer au commerce méditerranéen que par l'intermédiaire de ports plus tard devenus siens.

C'est indirectement aussi que viennent en Afrique du Nord les premiers Français ou futurs Français qui y paraissent en conquérants. Au ^{xii}^e siècle, le roi normand de Sicile, Roger II, établit et maintient trente ans sa domination sur le littoral de l'actuelle Tunisie et sur des enclaves le long du rivage de l'actuelle Algérie. Mais les Normands ne sont encore que des Français « en puissance ». Le duc de Normandie est alors le roi d'Angleterre. Et encore est-ce par personne interposée, par la Sicile, que la Normandie envoie ses fils dans les parages nord-africains.

En 1248, saint Louis, dont le royaume avait acquis accès direct à la Méditerranée, dirige contre l'Égypte sa première croisade, la septième de la série. Ce n'est pas la première fois que la basse vallée du Nil voit apparaître des hommes d'armes français : elle a déjà vu, au siècle précédent, ceux d'Amaury I^{er} de Jérusalem. Mais c'est la première

fois qu'une armée de croisés, partie de France, prend pour objectif initial une terre d'Afrique. Cette destination est un détour, qui en précède de vingt-deux ans un second, beaucoup plus surprenant. Toutefois, bien que terre africaine, l'Égypte, contiguë à la Palestine, fait corps avec les régions du Levant, où sont les États latins. Et, qui plus est, c'est spécialement vers l'Égypte que l'expédition de saint Louis à Damiette, mal terminée, mais de souvenir impérissable, concourt à orienter les entreprises françaises, dans la mesure où elle commence à créer une tradition.

L'Afrique du Nord proprement dite, dans le sens que nous donnons aujourd'hui à cette expression, n'est donc qu'à peine entrée, par le commerce, dans la vie extérieure de la France au titre économique, quand, par ses préparatifs et par son exécution, la croisade de saint Louis l'y fait entrer au titre politique.

A première vue, il ne semble pas qu'un rapport quelconque puisse être établi entre une croisade et un phénomène moderne d'expansion. Si l'on y regarde de plus près, c'est moins certain. On peut être, en considérant une croisade, moins loin qu'on ne croit des intérêts qui déterminent une expédition du *xix^e* siècle. La foi a vite cessé d'être le seul moteur, le seul régulateur des mouvements d'une armée de croisés. Par contre, elle a continué, bien au delà de l'ère des croisades, à inspirer des projets et à intervenir, à titre accessoire, dans des initiatives.

Tunis n'a pas été le but initial de la croisade de 1270¹. Lorsque saint Louis a repris la croix en 1267, il s'est proposé de conduire ses chevaliers en Terre-Sainte ou en Égypte. Aucun doute n'existe à cet égard. Aucun non plus sur l'intention qu'il eut de poursuivre son expédition de Tunisie en Orient. Mais là s'arrêtent les points dont on est certain. Sur les motifs qui ont déterminé saint Louis à se diriger vers Tunis, à commettre ce que l'on peut appeler un « détournement de croisade », tout n'est qu'incertitude. On en est réduit à des hypothèses. Mais ces hypothèses, parmi lesquelles a chance de se trouver la vérité, ont cela de commun qu'elles supposent toutes le jeu de facteurs autres que l'urgence du secours attendu par la Palestine.

La première et la plus ancienne attribue la résolution de saint Louis à l'influence de son frère, Charles d'Anjou, roi de Naples et de Sicile, comte de Provence, seigneur de Marseille. On peut, certes, la

1. Sans donner ici une bibliographie de la croisade de saint Louis, nous nous bornerons à renvoyer au livre de M. O. Sternfeld, *Kreuzzug Ludwigs des Heiligen nach Tunis und die Politik Karls I von Sizilien*. Berlin, 1897.

rejeter. Mais les faits dont on l'a tirée, et qui sont avérés, diminuent singulièrement l'abîme qui semblait devoir séparer une croisade d'une expédition des temps modernes. Ce Charles d'Anjou réunissant sous son sceptre, entièrement distinct de celui de son frère, les Deux-Siciles, la Provence et Marseille, se faisant tirer l'oreille pour participer à une croisade qui dérangeait ses plans politiques et risquait de troubler le commerce de ses États maritimes avec l'Orient méditerranéen, échangeant des ambassades avec le sultan d'Égypte, contre qui le roi de France rassemblait des troupes, ayant maille à partir avec l'émir de Tunis, son proche voisin, de la part de qui il prétendait à un tribut, recueillant enfin, après la mort de saint Louis, le principal profit d'un traité où il est question d'indemnité de guerre, de tribut, d'arrérages, de résidence, de négoce et de navigation, beaucoup plus que de religion : tout cela nous reporte-t-il donc aussi loin des combinaisons de la politique contemporaine que de notre époque? Est-il si désuet qu'une puissance maritime cherche à en écarter une autre de l'Égypte et s'accommode mieux de la voir aller en Tunisie? Est-il si anachronique que les noms de la Sicile, de la Provence, de Marseille, s'associent à une affaire tunisienne?

Plus curieuse est la conclusion, si l'on admet que Charles d'Anjou ait été l'instigateur de la déviation subie par la dernière croisade. Regardons, en effet, la carte. L'Italie, de la pointe de sa botte, pousse la Sicile : c'est apparemment dans l'espoir de l'envoyer en Tunisie. Du moins les circonstances politiques d'une époque très postérieure au XIII^e siècle ont-elles tendu à justifier cette interprétation finaliste de la géographie. Or, qui aurait été le premier à diriger les Français vers Tunis? Un roi de Naples et de Sicile! Il est vrai qu'il était Français et qu'il régnait aussi sur Marseille et la Provence.

Mais l'hypothèse qui autorise ces considérations a été contestée. On a allégué que Charles d'Anjou ne se souciait nullement que les sujets de son frère, les Français, parussent sous les murs de Tunis, où saint Louis serait donc allé de sa propre initiative. Autre aspect de l'affaire, qui ne jure pas non plus tellement avec celui des phases modernes de la question tunisienne. Une entreprise purement française se serait opposée là aux desseins différents d'un prince, dont l'intérêt principal avait désormais son siège dans l'Italie méridionale.

Et ici intervient la seconde hypothèse : saint Louis serait allé à Tunis pour y recevoir la conversion au christianisme de l'émir Mostancir et des Tunisiens. Qu'on ne jette pas les hauts cris! Cette hypothèse est étayée d'arguments très forts par un historien allemand

tout autre que romanesque ou romantique. On peut, certes, ne pas adopter sa conclusion. Mais, si on l'admet, alors un dessein ultérieur de protection, pour ne pas dire de protectorat, se serait accouplé à celui d'une démonstration militaire devant Tunis. « Il protégera le converti avec toutes ses forces et son autorité », a dit de saint Louis l'historien allemand qui a soutenu cette conjecture. Au prosélytisme près, ce dessein présumé de « protection » nous éloigne-t-il encore tant de la réalité qui s'est accomplie de nos jours ?

Au prosélytisme près... C'est que voilà un « près » qui n'est pas sans rendre l'approximation passablement fragile. Car le prosélytisme reste, quelle que soit l'hypothèse pour laquelle on opte, le ressort essentiel de l'entreprise de saint Louis. Or, n'a-t-il pas vite cessé d'entrer en ligne de compte, comme mobile des actes de gouvernement ?

Resterait à savoir s'il a cessé d'entrer en ligne de compte aussi vite qu'on le dit. Voici, par exemple, ce qu'écrivait aux ministres de Charles X en 1827 un député du Loiret¹, qui leur conseillait une action militaire contre la régence d'Alger : « Quel honneur pour le fils aîné de l'Église de reporter le feu sacré du christianisme, de relever l'étendard et les autels du Christ dans les provinces illustrées par l'épiscopat des Augustins et des Cypriens, et d'y faire enfin reflourir la religion catholique, qui y répandit autrefois un si brillant éclat ! » Sont-ce là des pensées si différentes que celles que l'on a pu avec vraisemblance attribuer à saint Louis ? Et voici encore ce qu'écrivait à Charles X, en 1827 aussi, son propre ministre de la Guerre², pour le pousser à l'expédition d'Alger : « Dieu a voulu que Votre Majesté fût brutalement provoquée, dans la personne de son consul, par le plus déloyal des ennemis du nom chrétien. Ce n'est peut-être pas sans des vues particulières que la Providence appelle ainsi le fils de saint Louis à venger à la fois la Religion, l'Humanité et ses propres injures... Peut-être avec le temps aurons-nous le bonheur, en civilisant les indigènes, de les rendre chrétiens. » Tout rappel de l'état d'esprit du XIII^e siècle n'est donc pas impossible à relever chez les Français du XIX^e, comme tout élément de l'état d'esprit du XIX^e n'est pas impossible à relever chez les Français du XIII^e.

Une part d'idéal, de mysticisme, qui n'a pas si vite cessé d'être d'essence religieuse, s'est mêlée à des initiatives françaises d'action en

1. Lainé de Villéveque. La référence de son mémoire sera donnée quand nous le retrouverons à l'année 1827.

2. Clermont-Tonnerre. La référence de son mémoire sera également indiquée plus loin.

Afrique, bien après le signal qu'en a donné saint Louis. Sous ce rapport non plus il n'existe pas de coupure entre le commencement et la suite. Plus tard sans doute, au déclin du *xix^e* siècle et au début du *xx^e*, le prosélytisme ne sera plus celui de la foi ; mais ce sera celui de la civilisation, qui en est un tout de même et qui est aussi une forme d'idéal et de mysticisme.

Mais l'espoir de saint Louis dans la conversion de Mostancir a aussi été contesté : et l'on s'est mis en quête d'autres raisons pour expliquer son débarquement à Carthage. Les uns les ont cherchées dans le simple désir d'assurer la sécurité de ses communications maritimes, en occupant une position intermédiaire d'où elles pouvaient être troublées, ou en faisant passer à l'émir l'envie de les interrompre. Cette conjecture-là est un hommage à l'importance de la situation où la nature a placé la Tunisie, ce qui n'a pas non plus un tel cachet de vétusté. D'autres, enfin, ont attribué la résolution de saint Louis aux réclamations de commerçants, ses sujets et ceux de son frère, lésés dans leurs intérêts par les rigueurs de Mostancir contre un riche négociant tunisien, El-Luliani, dont les biens avaient été confisqués. Dans ce cas, d'ailleurs peu vraisemblable, il y aurait eu, à l'origine de l'expédition de 1270 contre Tunis, une question de gros sous, comme il y en eut une parmi les causes immédiates de l'expédition d'Alger.

Voilà les quatre hypothèses entre lesquelles on a le choix. Aucune ne fait faire à l'esprit un saut dans un passé qui l'isole entièrement de temps moins anciens. Quelle que soit celle qu'on choisisse, un fait demeure constant : c'est l'attraction exercée sur la France du Moyen Âge par la Tunisie en particulier, par l'Afrique du Nord en général, comme champ d'une expansion conçue sous la forme où les hommes de ce temps la concevaient.

Le caractère précurseur, annonciateur, dont est marquée l'entreprise : c'est là ce qui frappe le plus dans la dernière des croisades. Les ambitions éveillées chez les Français par leur expédition à Tunis — s'installer à l'un des endroits les plus importants de la Méditerranée, y fonder un État latin analogue à ceux du Levant — les inquiétudes inspirées à Charles d'Anjou par leur invasion d'un territoire où leur présence pouvait affecter l'intérêt italien ne sont pas sans ressemblance avec ce qui s'est vu beaucoup plus tard. Voici qu'enfin la campagne se termine par un traité auquel est partie le roi de France, Philippe III le Hardi, et qui procure aux Français en Tunisie des garanties commerciales dont n'avaient joui jusqu'alors que les Proven-

caux, Siciliens, Aragonais et Castillans : « Maintenant », remarque l'historien allemand Sternfeld¹, « arrivaient les Français, qui, pour la première fois, apparaissaient en Afrique du Nord comme puissance politique, pour y mettre désormais de plus en plus la main. »

La première fois qu'ils y ont mis la main, et même les pieds, mérite donc bien de faire époque. Leur début y aura une suite qui se prolongera à travers des âges infinis, connaîtra de longs temps d'arrêt, mais reprendra toujours. « La croisade de saint Louis ne fait pas que terminer une période. Elle annonce aussi l'avenir. La France, entrée dans le grand commerce après d'autres États méditerranéens, entreprenait à son tour de se mettre en évidence dans le Moghreb, à côté de l'Espagne et de l'Italie. C'était la première manifestation de rivalités politiques, de développements historiques, qui n'acquiescent toute leur importance qu'au XIX^e siècle. » Cette constatation est exacte². La croisade de saint Louis à Tunis clôt une ère ; mais elle annonce un développement historique. On ne saurait cependant dire qu'elle l'ouvre, parce qu'il tardera encore beaucoup à s'ouvrir.

* * *

De 1270 à 1390, aucune initiative française d'action politique ou militaire, visant l'Afrique du Nord. Cent vingt ans d'éclipse de l'idée qui avait fait, sous saint Louis, sa première apparition.

Mais sur ces cent vingt ans d'éclipse, il y en a une bonne soixantaine de guerre de cent ans. C'est une excuse. Il était réservé à Charles VI de renouer la tradition si longtemps interrompue ou, si l'on juge qu'une tradition n'existait pas encore, de poser un nouveau jalon. Les coloniaux, en France, ont souvent été traités de visionnaires, d'illuminés : c'est un saint qui leur a montré la route. Ils ont souvent aussi été traités de fous : c'est d'un fou qu'ils peuvent ensuite se réclamer. Il est vrai que, circonstance atténuante, Charles VI n'est devenu dément que deux ans après avoir fait reprendre à une poignée de guerriers français le chemin de la Tunisie³.

Cette fois, pas de doute : c'est bien d'Italie, de Gênes, que vient à la France l'invite à retourner dans le « royaume de Tunis ». L'expédition est d'ailleurs franco-génoise. Elle a pour motif la répression de la

1. *Op. cit.*

2. Elle est de Sternfeld, dont c'est la conclusion.

3. Cf. L. Mirot, *Une expédition française en Tunisie au XIV^e siècle : le siège de Mehdiâ (1830)*, dans *Revue des études historiques*, octobre-décembre 1931, p. 357-396, où l'on trouvera une bibliographie des sources et toutes les références utiles.

piraterie sarrasine, pour but le port d'El-Mehdiah, à une soixantaine de kilomètres de Sousse. En font partie un oncle du roi, le duc de Bourbon, et le plus grand marin français de l'époque, l'amiral Jean de Vienne. Sous leurs ordres, et ceux de capitaines qui s'appellent Coucy et du Soudic, s'embarquent à Marseille mille cinq cents Français, corps de débarquement qui n'est pas absolument négligeable pour ce temps. Leur équipée, si elle tourne bien, pourra conduire à l'établissement d'Européens sur une position africaine. Mais on ne saurait dire qu'elle ait bien tourné. L'entrée du port forcée, le débarquement opéré avec succès, le siège mis devant la place, une sortie des indigènes repoussée, les opérations traînent. Des renforts arrivent aux assiégés de Tunis, de Bougie, de Tlemcen même. Finalement on traite en septembre 1390 : les gens de Mehdiâh s'engagent à payer tribut à Gênes pendant quinze ans. Les bénéficiaires de l'entreprise sont donc, cette fois, les Génois, comme en 1270 les Siciliens. Vraiment quand les Français retourneront dans ce pays, en 1881, sans que ce soit précisément à l'instigation d'Italiens, il sera grand temps qu'ils pensent un peu à eux-mêmes !

De nouveau, ensuite, un siècle et quart d'intervalle avant toute opération française, même navale, contre un objectif nord-africain. De 1390 à 1516, seconde interruption, et de taille, dans une chaîne dont les anneaux vont désormais se souder l'un à l'autre avec plus de régularité. Mais la fin de cet espace béant de cent vingt-six ans est marquée par quelques événements qui importent grandement aux rapports de la France avec l'Afrique du Nord.

En 1482, le comté de Provence et la ville de Marseille se réunissent au royaume de France. De ce fait, la façade méditerranéenne de la France, jusqu'alors limitée à la côte languedocienne, s'allonge de tout le littoral provençal et s'enrichit du port le plus actif de la région. Le royaume hérite des relations que Marseille et les ports secondaires de Provence ont antérieurement nouées avec le rivage nord-africain, comme avec le Levant.

Pendant le ^{xv}^e siècle et le début du ^{xvi}^e, Portugais et Espagnols commencent à déborder sur l'Afrique du Nord. Les Portugais, qu'attire le Maroc, prennent successivement Ceuta, Tanger, Arzila, Mazagan, Safi, Sainte-Croix (Agadir), Azemmour, Mamora. Les Espagnols occupent Melilla, le Peñon de Velez, Mers-el-Kébir, Oran, Bougie, forcent le roi de Tunis à leur payer tribut, enlèvent Tripoli de Barbarie. C'est le début d'une expansion européenne, portugaise au Maroc, espagnole dans le Riff et sur toute la côte nord-africaine, qui tantôt

incitera nos pères à suivre l'exemple de leurs concurrents, tantôt les en détournera.

Enfin, à partir de 1515, les Turcs s'introduisent dans le bassin occidental de la Méditerranée et s'y implantent. Les grands marins ottomans de ce temps substituent leur pouvoir à celui de dynasties locales épuisées et soumettent à la souveraineté, au moins nominale, du sultan tout le nord de l'Afrique, excepté le Maroc, qui reste toujours indépendant. Ainsi prennent naissance les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. De ce moment date l'usage d'appeler Barbarie la région constituée par ces trois États et le Maroc et Barbaresques ses habitants. De ce nom date aussi l'essor donné par les corsaires turcs à la piraterie barbaresque, dont la piraterie sarrazine n'avait été qu'un avant-goût.

La France en Provence et à Marseille ; les Portugais et les Espagnols en Afrique du Nord ; les Turcs dans le bassin occidental de la Méditerranée ; la piraterie élevée à la hauteur d'une institution : voilà d'importants éléments nouveaux dans la situation.

Le premier roi qui ait eu, chez nous, à tenir compte de ces changements est François I^{er}. De François I^{er}, comme de Louis XIV, on s'imagine trop qu'il a pratiqué d'emblée une politique d'entente avec le Turc. Pendant les dix-huit premières années de son règne, il a, au contraire, réagi contre les progrès de l'Islam vers l'Occident. En 1516, 1517 et 1518, les forces navales françaises participent avec celles de l'Espagne, de Gênes, de l'État pontifical, à des campagnes de représailles contre les pirateries de Baba Haroudji, l'écumeur de mer et hardi marin qui a passé à la postérité sous le surnom de Barberousse, et qui règne en fait sur Alger. Le but de ces expéditions maritimes est La Goulette, Bizerte, El-Mehdiah, Monastir : tous ports du royaume de Tunis, qui revoit ainsi flotter près de ses côtes la bannière fleurdelisée. Aucune de ces opérations ne réussit à mater l'adversaire. En 1530, nouvelle expédition maritime, franco-espagnole, cette fois, contre Cherchell et Alger, sans plus de résultat. Sous Kheirreddin Barberousse, second du surnom, les Barbaresques poussent leurs incursions jusqu'aux côtes provençales. Les îles d'Hyères doivent être mises en état de défense par le général des galères, qui prend le titre essentiellement mistralien de marquis des îles d'Or, et le château d'If est pourvu d'une garnison. En 1533, le roi reçoit le pape à Marseille et combine avec lui des plans d'action contre les Infidèles¹.

1. Cf. Ch. de La Roncière, *Histoire de la marine française* ; t. III : *Guerres d'Italie. Liberté des mers*. Paris, 1923.

Deux ans après, il est leur allié. Dès 1534, il s'est rapproché de Kheirreddin Barberousse ; en 1535, intervient entre lui et le sultan, Soliman le Magnifique, la première des « capitulations » franco-turques. L'intérêt de la défense contre le même ennemi, Charles-Quint, a opéré ce revirement. L'entente de la France avec les Turcs de Constantinople, « l'alliance des lis et du croissant », a eu pour prélude un rapprochement entre elle et les Turcs de Barbarie, ce que l'on a pu appeler, un peu ambitieusement, l'alliance franco-algérienne¹. Désormais, plus de croisières françaises contre les corsaires d'Alger. Les Barbaresques paraissent à Toulon en amis et alliés. Les « capitulations », dont les stipulations s'appliquent à la Barbarie, moins le Maroc, profitent au commerce de la France avec les ports algériens, tunisiens et tripolitains.

Des dépendances nord-africaines de la Turquie, le Maroc ne fait et ne fera jamais partie. Ce n'est pas une raison pour qu'il soit sans intérêt aux yeux de François I^{er}. C'est ce roi qui y envoie, en 1533, la première ambassade française². Son avantage à entrer en relations diplomatiques avec le chérif consiste à procurer l'abri des ports marocains aux navigateurs français, qui cherchent à concurrencer les Espagnols et les Portugais dans l'Atlantique, jusqu'au Nouveau Monde. Le but de la mission confiée à Pierre de Piton, vieux routier des guerres d'Italie, fut-il d'obtenir pour nos marins « un point d'appui sur la côte maghrébine », pour la France « une base navale au Maroc » ? En tout cas, les négociations de Piton à Fez n'aboutirent pas à cela. Elles assurèrent seulement des garanties de bon accueil et de ravitaillement à nos bâtiments de commerce ou de guerre dans les ports du Maroc. Mais, pendant ses semaines marocaines, il est arrivé au vieux reître passé dans la diplomatie de se souvenir de son ancien état. Alors, il a songé et noté qu'avec quatre cents arquebusiers il aurait tôt fait d'enlever la smalah de son hôte et qu'il ne faudrait pas plus de sept mille soldats de son maître pour conquérir tout le royaume de Fez. Ainsi l'idée de conquête se présente-t-elle au premier Français venu au Maroc en mission diplomatique. Que celui de ses successeurs qui n'a jamais eu la même pensée lui jette la première pierre !

Une vingtaine d'années se passent et le projet de s'établir dans un port marocain est formé par un prince du sang de France. C'est An-

1. Cf. P. Heinrich, *L'alliance franco-algérienne au XVI^e siècle*. Lyon, 1898.

2. Cf. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*, publiées par le lieutenant-colonel H. de Castries. Deuxième série : *Dynastie filalienne*. Archives et bibliothèques de France, t. I. Paris, 1922.

toine de Bourbon, duc de Vendôme, amiral de Guyenne, roi de Navarre et père d'Henri IV¹. Dépouillé par Philippe II de la Navarre espagnole, il a imaginé un ingénieux moyen pour se la faire restituer : c'est de se faire céder par le chérif de Fez le port d'El-Ksar-es-Seghir, à l'endroit le plus resserré du détroit de Gibraltar, d'où il pourra inquiéter ou tenter le roi d'Espagne. En 1559, deux émissaires, munis des traditionnels présents, dont fait partie l'inévitable horloge, vont demander de sa part El-Ksar au sultan du Maroc et l'obtiennent, contre la promesse d'un petit contingent d'arquebusiers et de piquiers. Antoine de Bourbon s'est souvenu qu'il était Français : le traité conclu par ses envoyés étend aux sujets du roi de France tous les avantages commerciaux stipulés en faveur de ses propres sujets dans l'empire chérifien. L'année suivante, une tentative est faite pour entrer en possession du port promis : elle n'aboutit pas. Mais, bien que restée théorique, cette concession sur le papier manifeste l'idée d'établissement, alors si couramment associée à celle de commerce dans les pays hors chrétienté.

Au moment où on la constate à propos du Maroc, cette idée reçoit en Algérie sa première réalisation. A l'année 1560 remonte l'origine des « Concessions d'Afrique² », qui subsisteront, avec quelques interruptions, jusqu'en 1827 et qui joueront un rôle important dans les motifs du conflit entre le gouvernement de Charles X et celui du dey Hussein.

Un Corse émigré à Marseille, Thomas Lenche, et un Marseillais, nommé Didier, s'associent pour la pêche du corail dans les eaux nord-africaines, obtiennent le privilège de cette pêche sur une partie déterminée du littoral dans la province de Constantine, acquièrent, enfin, le droit d'établir à terre les installations nécessaires à l'exploitation de leur trafic. L'emplacement qu'ils choisissent pour leur établissement est une petite baie située entre La Calle et Bône, lieu isolé, désert, mais bien approprié à l'usage qu'ils entendent en faire. Là s'élève par leurs soins le « Bastion de France », berceau de ce qui sera dénommé ensuite les « Concessions françaises d'Afrique ». Malgré son nom, qui n'a pas dans la langue du temps le même sens qu'aujourd'hui, le Bastion commence par ne pas être une bastille. Il n'est pas fortifié ; c'est seulement dans une phase suivante de son existence qu'il prendra tournure et aspect de forteresse. Au début, il n'est que comptoir, par où est exploité le commerce, non seulement du corail, mais de toutes

1. Cf. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*, op. cit.

2. Cf. Paul Masson, *Histoire des établissements et du commerce de la France dans l'Afrique barbaresque, 1560-1793* (Algérie, Tunisie, Tripolitaine, Maroc). Paris, 1903.

les productions du pays. Bientôt la société concessionnaire essaime : elle s'installe à La Calle, appelée à devenir ultérieurement le siège des Concessions françaises. Elle trouve à Marseille des imitateurs. Un établissement analogue au sien est fondé par des Marseillais en Tunisie, au cap Nègre, à une soixantaine de milles de Bizerte : cela se passe sous Henri III, environ 1581.

A ce moment, il y a longtemps que le Bastion a été détruit par les indigènes algériens. Dès 1668, il a succombé à leurs attaques. Mais, pendant tout le règne d'Henri IV, les ambassadeurs de France à Constantinople s'évertueront à le rappeler à la vie et les ordres qu'ils obtiendront de la Porte, longtemps tenus en échec par la milice d'Alger et les tribus de Constantine, finiront cependant par le faire renaître de ses cendres après l'avènement de Louis XIII, sous le ministère de Richelieu.

Voilà donc, dès le *xvi^e* siècle, de premières réalisations données en Algérie et Tunisie à l'idée d'établissement, de concession, qui a procédé de l'exercice du commerce et qui s'y est liée. Par l'installation de Français dans des droits, privilèges, terrains, bâtiments, au milieu même des Arabes nord-africains, la France se trouve mêlée de beaucoup plus près à la vie de leur pays. Des points de contact en résultent entre ses intérêts, sa politique et leurs tribus, les autorités qui les régissent ou sont censées les régir, le gouvernement dont elles relèvent. Le caractère des établissements a beau être commercial : ils n'en peuvent pas moins être la cause de desseins politiques, et longtemps ne s'écoulera pas avant qu'ils en inspirent.

De la même époque, approximativement, date la création des Consuls de France dans les Échelles de Barbarie. Celle du Consulat d'Alger s'effectue, non sans peine, entre 1565 et 1580 ; celle du Consulat de Tunis a lieu, plus facilement, en 1577 ; celle du Consulat au Maroc s'accomplit la même année ; celle du Consulat de Tripoli, plus tardive, est tentée au début du règne d'Henri IV, mais échoue et ne deviendra effective que sous Louis XIV. Ainsi, avant la fin du *xvi^e* siècle, la France a installé une représentation consulaire permanente à Alger, à Tunis, au Maroc. Sous la juridiction et l'administration des consuls, sous la direction de la Chambre de commerce de Marseille, s'organisent régulièrement les Échelles de Barbarie, dans les mêmes conditions que celles du Levant. Bien que leur unique raison d'être soit le commerce, la défense de leurs intérêts contribuera grandement à faire une place à l'Afrique du Nord dans la politique de la France.

Une place dans la politique de la France, l'Algérie vient alors d'en occuper une, à un titre bien inattendu. Charles IX et Catherine de Médicis ont songé, en 1572, à en faire un royaume français au profit du duc d'Anjou, le futur Henri III¹. Fils préféré de la reine mère, Monsieur, ainsi qu'était appelé le frère du roi, ambitionnait une couronne. Son mariage et son établissement étaient une affaire d'État, tenant particulièrement au cœur de Catherine, qui avait l'esprit de famille très développé. Pour lui fut question d'un trône en Angleterre — par un mariage avec la vierge, sinon chaste, Élisabeth — à Gênes, à Milan, en Écosse, en Irlande, en Suède, en Pologne et jusqu'en Floride, au delà de l'Océan. Là-dessus parvient à Charles IX, de la part des Algériens, menacés par Don Juan d'Autriche, une vague invite à les prendre sous sa protection. C'en est assez pour faire naître à Paris l'espoir de caser le duc d'Anjou dans le « royaume d'Alger ». Catherine s'abandonne au rêve de placer sur la tête de ce fils chéri une couronne africaine, à laquelle sa royale imagination ajoute, par-dessus le marché, celle de Sardaigne et, pour achever de la corser, celle de Corse. Mais Alger appartient au Grand Seigneur, le sultan de Turquie. Qu'à cela ne tienne ! On obtiendra de lui qu'il se désiste, en faveur du duc d'Anjou, de ses droits sur Alger. Charles IX écrit à son ambassadeur à Constantinople d'en faire la demande aux Turcs, en leur démontrant par $a + b$ que leur intérêt est d'y accéder.

L'ambassadeur à Constantinople était alors François de Noailles, évêque d'Acqs. Il n'en crut pas ses yeux, en lisant la lettre de son seigneur et maître. Ne doutant pas que le duc d'Anjou n'eût anticipé sur l'autorisation des Turcs, il s'attendit à être jeté en prison au premier jour. Aussi n'éprouva-t-il qu'une inclination des plus mitigées pour la lubie de la maison royale de France, écrivit à Paris qu'il tenait pour folie « la domination des Maures et des déserts de Libye », adressa au futur roi d'Alger, qu'il croyait déjà débarqué en Afrique, un petit cours de politique coloniale plutôt réfrigérant, lui remémora le projet polonais, bien plus tentant. Il n'en pressentit pas moins les ministres du sultan, mais sans succès : « ils n'ont garde », manda-t-il à Charles IX, « de mordre en ceste grappe ». Le moment était, assura-t-il, mal choisi « pour faire avaler aux Turcs ceste thiriaque ». Et l'ambassadeur attendit la réponse de la cour à ses dépêches. S'il s'alarme de l'effet qu'elles produiraient en France, il eut bien tort. Quand elles y arrivèrent, Charles IX, Catherine de Médicis ni le duc d'Anjou lui-même

1. Cf. Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, t. III.

ne se souciaient plus du projet d'Alger. Nul n'eut de regret de voir se dérober cette couronne enturbannée. L'originale idée de la mettre sur la tête d'un prince français ne mérite d'être retenue qu'à titre de singularité pleine d'imprévu et comme une velléité d'établissement où la politique eût pris, cette fois, une préséance marquée sur le commerce.

* * *

Les Bourbons, en arrivant au trône, trouvent dans l'héritage des Valois une tradition d'entente avec le Turc, fût-il de Constantinople ou d'Alger. Henri IV commence par pousser un peu loin ce principe. Il fait appel aux Algériens pour entrer en possession de Marseille, qui tenait pour la Ligue¹. La soumission des Marseillais le dispense heureusement de recourir à ce remède héroïque.

Sans doute le Béarnais s'était-il dit que, si Paris valait bien une messe, Marseille valait bien un recours aux sectateurs du Prophète. Au xvi^e siècle, même sur sa fin, le préjugé contre l'infidèle influe beaucoup moins que plus tard, aux xvii^e et xviii^e siècles, sur les relations politiques des États chrétiens avec les peuples musulmans. En outre, certains pays nord-africains, le Maroc par exemple, jouent dans les rivalités de puissances européennes — Espagne, Angleterre, France, Portugal — un rôle, modeste sans doute, mais qu'ils ne rempliront plus dans les siècles suivants. En octobre 1596, il est question qu'Henri IV participe avec la reine Élisabeth d'Angleterre à une alliance franco-hollando-anglo-marocaine contre l'Espagne, dont l'initiative a été prise par les États-Généraux des Pays-Bas². Ce projet ne semble pas avoir été mis à exécution ; mais il n'en est pas moins le premier de ce genre, le premier et pas le dernier. A ce titre, il vaut d'être signalé.

Les Marocains restent amicaux ou inoffensifs envers Henri IV. Mais bientôt se gâtent ses rapports avec les autres Barbaresques. Dès 1600 lui est exposé, on ne sait par qui, un « dessein pour aller brûler les vaisseaux de Tunis », dans la rade de La Goulette³. Il ne s'agit là que d'incendier et de déguerpir. Cependant, l'auteur paraît bien penser qu'après avoir tant fait que de venir jusqu'à La Goulette, ce serait dommage de ne pas pousser une pointe jusqu'à Tunis, accessible aux embarcations par la lagune. Neuf ans après, c'est de son propre ambassadeur à Constantinople, impatienté des pirateries barbaresques, qu'Henri IV

1. Cf. Ch. de La Roncière, *op. cit.*, t. IV.

2. Cf. Coissac de Chevrebière, *Histoire du Maroc*. Paris, 1931, 1 vol.

3. Archives Affaires étrangères. Mémoires et documents, Afrique, Tunis, 8.

reçoit le conseil de « faire une descente en Barbarie, y prendre, saccager et ruiner Bizerte ». Le conseil n'est pas suivi. Mais, la même année, un hardi capitaine, Beaulieu-Persac, fond sur les navires des corsaires, mouillés sous le fort de La Goulette, et les détruit. Puis il propose aux chevaliers de Malte d'aller avec lui enlever la forteresse elle-même : invitation qui ne fut pas du goût des chevaliers. En 1610, la proposition est faite au roi d'un coup de main contre Alger. L'homme dont elle émane est bien le dernier dont on l'eût attendue ; car c'est un pirate, le plus redouté de l'époque, Simon Dansa, dit le capitaine Diable. Renégat passé à la solde des Algériens, il s'est brouillé avec eux et, transfuge de piraterie, apostat repent, offre de mettre son expérience des lieux au service de ses anciennes victimes. L'audace de son plan fait reculer¹.

Henri IV était mort sans avoir pu faire relever le Bastion. Mais il en avait transféré la propriété au gouverneur de Provence, le duc de Guise, fils du Balafré. Propriétaire de marque qui ne négligera rien pour faire valoir ses droits. Malgré des hostilités qui durent avec Alger jusqu'en 1628, Guise tente deux fois de faire réoccuper le Bastion. Deux fois, en 1618 et 1620, les petites expéditions qui y sont envoyées échouent dans leur mission². La diplomatie royale obtient bien de la Porte confirmation de nos concessions en Algérie, mais les ordres du sultan restent lettre morte. Les choses ne changeront qu'avec l'intervention de Richelieu.

La parole restant au canon, les opérations navales se succèdent, tantôt contre les Tunisiens, tantôt contre les Algériens. L'une d'elles, visant La Goulette en 1616, dut tendre à quelque débarquement, puisque quinze cents hommes avaient été embarqués à bord, sous le commandement d'un certain Vincheguerre, dont le nom était un présage de victoire³. Malherbe en chanta d'avance la gloire dans une ode, où il prédisait « la perte de Tunis ou de Bizerte ». Sans doute est-ce la première fois que les noms harmonieux de ces deux villes parurent dans une poésie française. Mais la prédiction du poète lyrique ne se réalisa pas : ni Tunis, ni Bizerte, ni même La Goulette ne reçurent l'arrêt de leur perte des mains du terrifiant Vincheguerre, dont le nom s'avéra trompeur. L'expédition revint bredouille. D'autres y firent suite : croisières, bombardements, blocus.

1. Cf. La Roncière, *op. cit.*, t. IV.

2. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

3. Cf. La Roncière, *op. cit.*, t. IV.

De ces opérations de guerre naquit dès lors l'idée de conquête et d'établissement politique. Entre 1620 et 1622, le Marseillais Mérigon propose à Louis XIII d'occuper en Afrique un port dont la description correspond à l'actuelle Philippeville¹. Une forteresse y serait construite, ainsi qu'à La Goulette. On s'emparerait des royaumes d'Alger, de Tunis et de Tripoli, à quoi suffiraient vingt-cinq galères, dix vaisseaux et dix mille hommes. Enfin, on fonderait une compagnie de commerce, dont la direction serait le petit bénéfice personnel de l'auteur. Se laisserait-on arrêter par les frais de l'entreprise? Mérigon n'était pas embarrassé pour si peu : l'argent « se prendrait sur le public par une assignation si douce qu'on ne s'en apercevrait pas ». Que n'a-t-il légué son secret aux ministres des Finances de l'avenir! La proposition qui résolvait comme en se jouant tant de difficultés ne dut pas être jugée *a priori* extravagante, car Mérigon fut appelé à la cour. Mais elle ne fut pas adoptée et le public resta exempt de l'« assignation si douce » qui eût couvert la dépense de cette expédition.

Richelieu arrivé aux affaires, la paix est enfin rétablie avec Alger en 1628. A cette occasion, est passé avec les Algériens un contrat qui restitue aux Français le Bastion et définit les modalités de leurs concessions, ainsi pourvues d'une charte qu'elles n'avaient jamais eue. Le négociateur de ces accords est Sanson Napollon, Corse d'origine et Marseillais d'adoption, ancien consul de France à Alep. Richelieu fait de lui, par lettres patentes du roi, le « capitaine et gouverneur du Bastion de France », qui relève désormais directement de l'autorité royale². C'est depuis lors que le Bastion devient la forteresse dont certains voyageurs du *xvii*^e siècle ont décrit les défenses, l'armement, la garnison, la flottille, les installations intérieures, la petite population. Deux forts secondaires sont construits à La Calle et au cap Roza, qui ferme à l'est le golfe de Bône. La compagnie concessionnaire a maisons et agents à Bône et à Alger. Entre le cap Roux et Bougie se forme, de 1628 à 1632, une sorte de colonie marchande française : établissement commercial sans doute, mais pourvu d'un appareil défensif tel qu'il paraît viser plus haut que le commerce, vouloir servir de base à une action politique.

Les Français récupèrent également leurs concessions tunisiennes. « J'estime », écrit Richelieu à Sanson Napollon, « qu'il est à propos que vous donniez le nom de Saint-Louis ou de la Fleur-de-Lys à la fortifi-

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Turquie, 2.

2. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

cation du cap Nègre¹. » Là s'élève aussi un édifice, à la fois forteresse et factorerie. Puis, le Cardinal et Napollon ambitionnent d'enlever aux Génois la petite île de Tabarque (Tabarkah) sur le littoral tunisien : ambition qui reparaitra périodiquement chez leurs successeurs pendant tous les XVII^e et XVIII^e siècles. Un coup de main monté contre cet îlot échoue en 1633 et coûte la vie à Napollon. Quatre ans après, en 1637, le Bastion et le cap Nègre sont emportés d'assaut et à moitié détruits par les indigènes. Richelieu s'évertue à les faire rendre, y réussit pour le Bastion en 1640, échoue pour le cap Nègre, où la rentrée des Français se fera attendre quelque vingt ans.

L'intérêt attaché en France à ces concessions d'Afrique ne s'est pas justifié que par le commerce. Napollon, son successeur Lepage, Richelieu lui-même, y ont vu des têtes de pont, utilisables quelque jour pour avancer dans l'intérieur du pays. Grâce à elles, « Sa Majesté peut faire débarquer tant de gens de guerre qu'il lui plaira », écrit à Richelieu Napollon, qui juge nécessaire de « conserver lesdites places sous couleur de négoce et pêche de corail, afin que le dessein de faire lesdites conquêtes ne soit pas connu² ». L'auteur d'un rapport fait au Cardinal lui déclare que le Bastion est « de très grande considération... pour servir un jour de degré à la conquête d'Alger³ ». Un autre, s'adressant également à lui, note que la mise en état de défense des établissements est ce qui « peut être un jour de plus de gloire à Son Éminence, important au service du roi et avantageux à la religion⁴ ». Le même, soumettant au Cardinal diverses mesures à prendre, lui signale le danger de « donner sujet à quelques méchants d'avertir les Turcs du dessein qu'on a pour l'avenir ». Mignet a dit de Richelieu qu'il eut l'intention des grandes choses qu'il fit : il eut aussi l'intention d'une grande chose qu'il ne fit pas, mais qui sera faite deux cents ans plus tard, s'il destina le Bastion à « servir de degré à la conquête d'Alger ».

Ce qui s'était accompli en Algérie et en Tunisie, Richelieu voulut le faire aussi au Maroc. Là aussi il voulut doter la France d'un établissement fixe. L'idée en avait germé antérieurement à son ministère. Dès 1619, des Français avaient cherché à se faire concéder un port marocain et le droit de l'occuper : leurs efforts s'étaient orientés vers

1. Cité par P. Masson.

2. Bibl. nat., ms. fr. 16164.

3. Bibl. nat., ms. fr. 16164. Cité par P. Masson.

4. Arch. nat. Marine, B⁷ 49. Cité par P. Masson.

un point de la côte du Doukala, qu'ils appelaient Aïer¹. En 1626, la proposition est faite au Cardinal d'occuper Mogador, d'y placer une centaine d'hommes, une demi-douzaine de canons et d'y ouvrir un comptoir commercial. Elle émane d'Isaac de Razilly, un de ses meilleurs auxiliaires dans son œuvre de relèvement maritime. Le projet sourit à Richelieu et au Père Joseph. Razilly est envoyé au Maroc en 1629², muni des instructions de l'Éminence rouge et de l'Éminence grise. Mais il revient deux ans après, sans avoir occupé la position dont il avait promis monts et merveilles, « soit contre les royaumes de Fez, Maroc et Suze (Souss), soit contre l'Espagne », soit pour « aider au trafic, comme fait le Bastion en la mer Méditerranée ». La France, qui a « un pied en Afrique » dans l'État d'Alger, continue à n'en pas avoir dans l'empire du Maroc.

* * *

Pendant la presque totalité de son ministère, Mazarin pratiqua une politique de patience envers les Barbaresques. Il y eut du mérite ou du démérite, selon le point de vue auquel on se place. Car rarement les Algériens furent plus arrogants, traitant nos consuls à Alger un peu plus mal que des otages. Aucune de leurs vexations ne provoque de réaction de la part de la cour. Maintenir et exploiter Concessions et Échelles borne l'ambition du pouvoir royal. Le trafic des premières doit être réputé lucratif, puisque en 1652 Colbert, collaborateur de Mazarin pour les affaires du Cardinal comme pour celles de l'État, lui suggère de devenir, sous son nom ou celui d'un homme de paille, le principal actionnaire du Bastion³. On ne sait si le premier ministre fit l'opération.

La patience de Mazarin envers les Barbaresques impliquait évidemment de sa part l'indifférence à toute possibilité d'établissement politique ou militaire sur leur côte. Effectivement, une acquisition en Barbarie paraît si peu tentante au Cardinal qu'il en écarte l'hypothèse, même quand elle peut être réalisée sans expédition contre eux. Tanger, après avoir été possession portugaise, était devenue possession espagnole, lorsque le Portugal avait été réuni à l'Espagne, puis était

1. Ch. de La Roncière, *op. cit.*, t. IV.

2. Cf. L. Deschamps, *Un colonisateur du temps de Richelieu*, dans *Revue de géographie*, 1886 ; C. Hardy, *Le Maroc*, dans t. III de l'*Histoire des colonies françaises*, publiée sous la direction de G. Hanotaux et A. Martineau. Paris, 1931.

3. Cf. Paul Masson, *op. cit.*, d'après la correspondance de Colbert.

redevenue possession portugaise, après la séparation des deux royaumes. En 1644, le Portugal fait offrir Tanger à la France, en échange d'un secours militaire, et l'agent français à Lisbonne vante à Mazarin les grands avantages d'une telle acquisition : tenir les clefs du détroit de Gibraltar, fermer à volonté le passage de l'Atlantique à la Méditerranée, c'est-à-dire des ports occidentaux aux ports orientaux de l'Espagne, enfin « donner de l'exercice aux gens de guerre en Afrique », quand la paix, les ayant mis sur le pavé, risquera de les transformer en coupeurs de chemins et détrousseurs des rouliers sur les grandes routes de France¹. Le Maroc, dont Tanger est la porte, servira donc d'exutoire aux démobilisés. Le Cardinal en juge autrement : pour lui, « le Portugal y trouverait plus son compte que la France », à laquelle l'occupation de Tanger enlèverait des soldats plus utiles ailleurs. En 1657, nouvelle proposition : la cession de Tanger à la France serait le gage de l'alliance franco-portugaise et la dot d'une infante de Portugal, qui épouserait Louis XIV. Nouveau refus de Mazarin et d'Anne d'Autriche, qui ont déjà projeté le rétablissement de la paix avec la cour de Madrid et le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne, Marie-Thérèse. Mais, cette fois, le Cardinal ne laisse pas d'être, quand même, tenté par l'occasion d'acquérir une ville de la valeur de Tanger. Homme pratique s'il en fût et politique retors, il feint de n'avoir pas compris que l'acquisition de la ville était subordonnée aux fiançailles du roi avec l'infante portugaise, et il entreprend, comme on dit dans le jargon diplomatique, de disjoindre les deux questions. Un ambassadeur, le comte de Comminges-Guitaut, est envoyé à Lisbonne, avec ordre d'accepter le port dont on veut bien, sans souffler mot de la princesse dont on ne veut pas. Comminges s'acquitte de la mission avec toute la candeur possible : la France, si elle met ses corps de troupes à la disposition du Portugal, aura besoin pour ces troupes d'une place d'armes, qui sera Tanger. Mais les Portugais n'ont garde de tomber dans le panneau. Ils lui rappellent que la cession de Tanger a été liée par eux à l'affaire du mariage : pas de Tanger sans infante. Les choses en restent là². Quatre ans après, en 1662, la princesse, que le Portugal destinait comme fiancée à Louis XIV, épouse le roi d'Angleterre et lui apporte en dot Tanger, qui devient anglaise. Ainsi s'évanouit pour la France l'occasion de s'installer sur la côte du Maroc.

1. Cf. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*. Deuxième série : *Archives et bibliothèques de France*, t. III. Paris, 1927.

2. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*. France, t. III.

La France, à ce moment, n'a qu'à se louer de ses rapports avec les Marocains et du développement de son commerce dans leur pays. Mazarin peut facilement se consoler de Tanger en pensant qu'il a évité de compromettre avec eux une paix que les méfaits des Algériens ne l'ont pas décidé à rompre avec ces derniers. Mais de divers côtés s'exerce sur lui, pendant les dernières années de son ministère, une pression pour lui faire employer la force contre la régence d'Alger. Nos consuls à Alger sont alors choisis parmi les Lazaristes, la congrégation fondée par saint Vincent de Paul. C'est une raison pour que leur supérieur s'émeuve de leurs tribulations. Peu avant sa mort, survenue en septembre 1660, il s'emploie à faire entreprendre une opération navale contre Alger¹, sollicite des Marseillais les subsides nécessaires à en couvrir les frais, tandis qu'un des meilleurs marins de l'époque, le chevalier Paul, Marseillais lui-même, s'offre à la diriger. En novembre 1660, en 1661², le chevalier Paul revient à la charge, proposant à la cour, tantôt une attaque contre Alger, La Goulette, Porto-Farina, Tripoli, avec huit vaisseaux et quatre à six mille hommes, tantôt une expédition militaire proprement dite et un débarquement de vingt-cinq à trente mille hommes. De ce moment paraît dater l'étude, avec l'assentiment de Mazarin, d'une opération de quelque envergure contre les Barbaresques.

Quatre ans pourtant s'écouleront encore avant qu'elle s'accomplisse. Quatre ans, pendant lesquels une série de reconnaissances maritimes et de conciliabules ont pour but de déterminer l'endroit le meilleur où débarquer et s'établir. Car seul l'endroit est en cause : le parti de porter la guerre à terre et d'y prendre pied a prévalu dès le début du gouvernement personnel de Louis XIV, qui commence, comme François I^{er}, par combattre l'Islam. Les reconnaissances³ sont confiées à un ingénieur militaire, le chevalier de Clerville, et au duc de Beaufort, cousin du roi, de la main gauche, le même qui a eu son heure de célébrité pendant la Fronde, sous le sobriquet de « roi des Halles ». Ils correspondent avec Colbert et le premier écuyer de Louis XIV, se concertent avec le gouverneur de Provence et l'intendant de la Marine à Toulon. Successivement sont envisagés, comme points de débarquement et d'établissement possibles, Stora, Bougie, Bône, La Calle, localités

1. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

2. Arch. nat. Marine, B⁴ 2. Lacour-Gayet, *La marine militaire de la France sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV*, t. I. Paris, 1911.

3. Arch. nat. Marine, B⁴ 2. Monchicourt, *L'expédition de Djidjelli*, dans *Revue maritime*, 1898.

situées dans les parages des Concessions, l'île de Tabarque, convoitée depuis 1632, les îles Zaffarines et Alhucemas sur la côte du Riff. En 1662, un conseil de guerre, tenu à Toulon, penche pour Stora : le projet d'établissement politique et militaire suivait la direction marquée par l'établissement commercial existant. Alger est aussi pris en considération, mais écarté, parce qu'on estime qu'il y faudrait trente mille hommes. Finalement est choisi Gigeri (Djidjelli), petite ville, elle aussi voisine des Concessions. L'endroit paraît propre à la création d'« un excellent port pour les bâtiments chargés de surveiller les corsaires et de leur faire la chasse » : car, cette fois, il s'agit de garder ce que l'on aura pris.

L'expédition¹ comporte huit mille hommes de troupes et, entre navires de guerre et de transport, quelque quatre-vingts voiles. Le 22 juillet 1664 a lieu le débarquement, suivi de la prise de Djidjelli, sans difficulté. Pendant que les soldats se retranchent, Chambre de commerce de Marseille et Parlement de Provence décident l'envoi sur les lieux d'un consul-juge, pour qu'un comptoir puisse s'organiser dans la place destinée à rester possession française². Elle ne le reste malheureusement pas longtemps. Dans la nuit du 29 au 30 octobre de la même année, les troupes, attaquées depuis des semaines, effectuent une évacuation forcée et précipitée.

Telle est la première tentative française pour établir une occupation sur un point du littoral algérien. Le résultat n'en fut pas heureux. L'expédition de Djidjelli mérite pourtant mieux que la place infime qui lui est faite dans nos livres d'histoire. Car c'est une des rares fois où fut mise à exécution l'idée d'occupation, d'établissement militaire, qui découlait naturellement de l'attitude agressive des Barbaresques envers la France.

Deux ans après, en 1666, la paix est conclue avec Alger. Ramené par l'échec de Djidjelli au pis aller de l'établissement commercial, Colbert entend du moins en faire l'application au seul pays où elle n'eût jamais été faite : au Maroc. Les mérites d'Alhucemas continuaient à lui être vantés, notamment dans un mémoire daté de 1664 et signé d'un certain Trubert³, qui semble avoir été un marin. Cette position nous mettrait, assurait celui-ci, à portée de faire alliance avec « le

1. Cf. Monchicourt, *article cité* ; Watbled, *L'expédition du duc de Beaufort contre Djidjelli*, dans *Revue africaine*, 1873 ; Camille Rousset, *Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire*. Paris, 1861-1863.

2. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

3. Arch. nat. Marine, B⁴ 2.

roi de Talifet », qui disposait de trente mille hommes, bons à lancer au besoin contre la ville algérienne de Tlemcen. Deux commerçants marseillais, les frères Fréjus, étaient impatients d'installer un comptoir à Alhucemas. Colbert les y autorisa et l'un des deux part pour Fez, où il négocia jusqu'en 1672 avec le sultan Moulay-Er-Rachid. Il croit toucher au but quand, s'étant laissé dérober un plan de fortification de sa future concession, il est mis aux fers ; son projet sombre dans la mésaventure¹. Il n'en reste que le souvenir d'une tentative avortée, pour établir des Français sur un rocher de la côte riffaine et y élever des redoutes à la Vauban.

Avant même qu'ait échoué ce projet est présenté à Colbert celui d'occuper Tabarque : renouvellement d'un vœu déjà exprimé. Puis, comme si Tabarque n'était pas encore assez petite pour que sa vogue surprit, l'îlot de la Galite, exigu et dénudé, mais bien placé, est signalé en 1671 comme offrant des « moyens faciles pour ruiner la Barbarie et accroître le commerce² ». Les îles voisines de la côte, et à peu près désertes, sont en faveur à cette époque, où le faible tonnage des navires n'exige pas de vastes abris et où le contact direct de l'indigène est redouté. Mais ni Tabarque, ni la Galite ne séduisent alors le gouvernement royal.

Il avait, à ce moment, maille à partir avec les corsaires marocains. Le maréchal d'Estrées croisait avec son escadre devant Salé. En même temps que les méfaits des Salétins, la présence des Anglais à Tanger, apportée en dot au roi d'Angleterre par une infante de Portugal, attirait l'attention de quelques Français sur le Maroc. Un commerçant, nommé Regnault, sollicite, en 1678, d'être envoyé sur une frégate à Salé ou à Tétouan pour y nouer une négociation avec Fez ; allègue que, huit ans auparavant, la côte riffaine avait éveillé l'intérêt de Turenne ; cite enfin à l'appui de ses dires une lettre reçue par lui du grand homme de guerre³.

Tanger étant, pour les Anglais, une possession mal assurée, très menacée, peu appréciée de leur gouvernement, et les Stuarts passant pour n'avoir rien à refuser aux Bourbons, certains pensent que Charles II pourrait bien accepter de vendre cette place à Louis XIV. Ne tint-il qu'à Louis XIV de l'acquérir ? En tout cas, il fut incité de Londres à la

1. Cf. *Les sources inédites*, etc., t. II, et Paul Masson, *op. cit.*

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents. Alger, 12. Correspondance, Tunis. Arch. nat. Marine, B⁷ 213.

3. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 2.

demander¹. A peine le gouvernement anglais a-t-il pris la décision de s'en défaire, soit en l'évacuant après en avoir détruit les défenses, soit en la vendant au Portugal ou à l'Espagne, que des ouvertures sont faites à l'ambassadeur de France à Londres par un des ministres de Charles II, Sonderland, et par la favorite du roi, Louise de Kéroualle, duchesse de Portsmouth : si Tanger convenait à Sa Majesté très chrétienne, il ne lui serait peut-être pas impossible de l'obtenir. La duchesse surtout, diplomate en jupe, est prête à mettre son influence au service de cette négociation. L'ambassadeur, Barillon d'Amancourt, y prévoit bien des difficultés, céder la place aux Français devant être un vrai défi au sentiment national anglais ; l'affaire, si son maître en était tenté, ne lui semble pouvoir être traitée à Londres qu'avec le duc d'York et le duc de Rochester, les seuls Anglais qui soient « dans le secret de l'argent », c'est-à-dire des subsides versés à Charles II par Louis XIV. La réponse de Louis XIV fut pleine de désintéressement pour lui-même et de sollicitude pour les finances du roi d'Angleterre. Bien loin, dit-il, de désirer cette nouvelle preuve de l'amitié de son cousin, il estime qu'elle ne convient en quoi que ce soit à ses propres intérêts. Mais il autorise Charles II, pour tirer plus d'argent du roi d'Espagne, à faire dire à Madrid que la France offrait de Tanger un prix considérable. Si, malgré cette innocente supercherie, la vente à l'Espagne ne réussit pas, le parti préféré par Louis XIV est la vente au Portugal ; enfin, à défaut de cette solution, Tanger devrait être démolie, « en sorte que les Mores n'en puissent pas profiter ». La question reste en suspens pendant toute l'année 1683. Les conseillers de Charles II ne se soucient guère de braver l'impopularité dans leur pays en cédant Tanger à une puissance européenne ; ils préfèrent donc encore y laisser rentrer les Marocains. Aussi ne proposent-ils pas le marché à l'Espagne, font-ils la sourde oreille aux sollicitations du Portugal et résistent-ils même à la pression de la France quand notre ambassadeur intervient en faveur des Portugais. Pourtant, au cours de ces pourparlers, Sonderland donne à entendre à Barillon que Louis XIV aurait pu, s'il s'en fût soucié, obtenir la place pour lui : « Vous voyez », dit-il, « que l'offre qu'on a faite était effective et qu'il n'a tenu qu'au roi votre maître d'avoir Tanger. » Toujours est-il que, Louis XIV ne s'étant pas mis sur les rangs, le gouvernement anglais s'obstine à repousser les instances portugaises, se montre indifférent au reproche « d'abandonner Tanger

1. Sources inédites de l'histoire du Maroc. Deuxième série : Archives et bibliothèques de France, t. II. Paris, 1924.

à demi ruinée aux ennemis de la chrétienté » et s'en tient à l'évacuer après destruction sommaire des fortifications. L'évacuation s'accomplit en 1684. La garnison britannique de Tanger s'embarque et les soldats de Moulay-Ismaïl prennent possession de la ville. Le ministre du Portugal à Londres demeura persuadé que, si les Anglais n'avaient pas voulu la rétrocéder à son pays, c'était dans la crainte que la cour de Lisbonne n'en disposât ensuite au profit de la France.

Que Louis XIV ait pu acheter Tanger, cela reste donc douteux. Ce qui est certain, c'est qu'il ne voulut pas l'essayer, jugeant l'acquisition sans aucun intérêt pour lui. Son indifférence pour une place de cette valeur concorde avec la politique qui a prévalu à Versailles, après l'échec de l'expédition contre Djidjelli. Un établissement militaire sur la côte de Barbarie n'entre plus dans les vues du gouvernement royal, même si les circonstances l'amènent à user de rigueur contre l'un ou l'autre des États barbaresques. Plutôt que de prendre pied chez eux, il préfère s'en tenir à leur infliger, en cas de besoin, une exemplaire correction. C'est alors le cas pour Alger. Ce ne l'est pas pour le Maroc, avec lequel les rapports sont pacifiques. Le conflit qui vient de surgir avec Alger fait désirer, au contraire, le maintien de la paix avec le Maroc, voire même, si c'est possible, quelque chose de plus et de mieux. En juillet 1682, donc peu de mois avant que Louis XIV fût invité à briguer la succession des Anglais à Tanger, le roi a envoyé auprès du sultan Moulay-Ismaïl un ambassadeur, Saint-Amant. Un article des instructions remises à Saint-Amant lui a prescrit de « proposer au roi du Maroc de faire une entreprise du côté de terre sur Alger, pendant que les vaisseaux et les galères de Sa Majesté entreprendront quelque chose de considérable du côté de mer¹ ». Ainsi la guerre rallumée avec Alger a inspiré à la cour de Versailles l'idée d'une opération combinée entre la marine française et les forces du chérif marocain. Sans doute, avant d'avoir quitté Toulon, Saint-Amant reçoit-il l'ordre de supprimer cet article de ses instructions et de ne pas faire à Moulay-Ismaïl cette proposition. Mais ce n'est, évidemment, pas au moment où le gouvernement royal vient d'envisager une coopération franco-marocaine contre les Algériens qu'il peut songer à s'attirer l'hostilité du sultan du Maroc en remplaçant les Anglais à Tanger. Ce sera seulement quand ses rapports avec la cour de Fez se seront gâtés — ce qui ne tardera pas beaucoup — que Tanger et d'autres ports du Moghreb obtiendront de lui quelque attention.

1. Arch. Aff. étr. Correspondance, Maroc, 1.

Les Algériens avaient encouru les foudres du roi. Ce n'était pas tant qu'ils eussent battu leurs propres records d'insolence envers nos consuls et résidents ; mais ils avaient capturé un bâtiment de guerre français. Louis XIV et Colbert revinrent donc, pour plusieurs années, à la politique de force contre eux¹. Duquesne, qui s'était fait la main sur les Tripolitains en 1681, fut chargé de mettre à la raison les sujets du dey. Ce sont alors les fameux bombardements d'Alger de 1682 et de 1683, suivis en 1688 d'un troisième, le plus terrible des trois, exécuté par d'Estrées. Tripoli, dont la France a aussi à se plaindre, est bombardée trois fois, en 1683, 1685 et 1693. Tunis, encadrée entre les boulets qui s'abattent sur ses deux voisins, n'échappe au même sort qu'en traitant. Les autres en font autant après sévère leçon. Les premières de ces canonnades ont grand écho en Europe, particulièrement en France. Bossuet, prononçant l'oraison funèbre de la reine Marie-Thérèse en 1683, célèbre les exploits de Duquesne devant Alger en une prosopopée, qui fait retentir en plein xviii^e siècle l'annonce prophétique de ce qui se réalisera au xix^e. On n'en est pas là. Mais, pour la première fois en France, le nom d'Alger s'associe à l'éclat d'opérations navales hardies, énergiques et, jusqu'à un certain point, efficaces.

Les bombardements d'Alger sous Louis XIV ont exercé de l'influence sur la suite des rapports franco-algériens. « Précédents » illustres, ils seront invoqués ensuite, tantôt en faveur d'une expédition à terre, tantôt contre elle. En sa faveur, parce que, tout en ayant été efficaces, ils n'avaient pas été décisifs. Contre elle, parce que le souvenir s'en présentait sous l'égide d'un grand roi, de grands ministres, de grands marins, et qu'il incitait à ne pas tenter de faire mieux.

Les Français rentrent dans leurs concessions d'Afrique grâce à la paix avec Tunis et Alger. Ceux du Bastion et ceux du cap Nègre se disputent le rocher de la Galite : ni les uns ni les autres ne l'obtiennent. Seignelay, fils et successeur de Colbert, est sollicité de faire occuper Tabarque : il s'en abstient. Puis l'intérêt se reporte sur le Maroc.

Le sultan Moulay-Ismaïl, bien que rempli d'admiration pour Louis XIV, n'arrivait pas à s'entendre avec lui. En 1692, Roland Fréjus, l'un des deux commerçants marseillais qui avaient proposé à Colbert, en 1666, un établissement à Alhucemas, renouvelle la même proposition² et s'offre à aller négocier l'affaire avec le chérif marocain, non sans faire remarquer que « par ce moyen le roi pourrait tenir vais-

1. Cf. La Roncière, *op. cit.*, t. V ; Jal, *Abraham Duquesne*, t. II. Paris, 1872.

2. Arch. Aff. étr. Cotrespondance, Maroc, 1.

seaux et galères dans les ports de Tanger, des Alhouzèmes, aux Zafarines et autres ports de la domination du roi de Fez, avec autant de sûreté que dans ceux de la dépendance du Grand Seigneur ». A l'appui de sa requête, il mentionne qu'il est « cousin du Père Bourdaloue, jésuite ». Cette parenté honorable ne dispense pas sa proposition d'être communiquée pour avis au consul de France au Maroc, Estelle. Celui-ci rappelle que Fréjus n'avait, vingt ans plus tôt, échappé que par la fuite à la colère du sultan alors régnant, Moulay-Er-Rachid. « Voilà », note-t-il, « une bonne réussite pour vouloir y retourner. » Quant au stationnement de nos vaisseaux de guerre dans les ports marocains, ce n'était, au jugement d'Estelle, « que vision comme le reste du mémoire » de Fréjus. Cet avis négatif fait ensevelir la proposition. En 1698, un mémoire anonyme, mais fort bien fait, propose à Louis XIV de profiter du passage d'une escadre française de l'Océan dans la Méditerranée pour faire enlever Tanger¹. Cette place, assurait l'auteur, était la plus facile et la plus avantageuse à occuper au Maroc. Les multiples utilités de sa possession, au regard de l'Europe comme à celui de la Barbarie, étaient justement signalées. La suggestion ne fut pas retenue. Mais c'est tout de même une belle époque pour la France que celle où le passage d'une escadre de Brest à Toulon pouvait autoriser le projet d'enlever Tanger en passant, et où l'intérêt d'occuper les marins du roi pouvait sembler une raison d'occuper aussi un port.

Cette année-là et la suivante, le ministère de la Marine réunit manifestement des informations sur les places maritimes du Maroc. De ses informateurs, les uns lui conseillent d'agir contre Tanger, les autres contre Tétouan, Salé, Safi et Sainte-Croix (Agadir). En 1700, un grand homme de mer, Pointis, est chargé d'une campagne, qui combine des opérations de croisière et de blocus avec une attaque par mer de Tanger. L'attaque a lieu, en juillet, sans grand effet, et Pointis s'éloigne sans avoir tenté de descente à terre². Mais cet échec lui est resté sur le cœur. En 1702, il propose par écrit de prendre Salé³ et expose toutes les modalités de l'opération : forces nécessaires, description des lieux et des défenses, dispositions de débarquement et d'assaut. Quant à l'usage à faire de la place, ou bien elle servira de monnaie d'échange pour la libération des captifs, ou bien elle deviendra pour les Français « un solide réduit ». Mais la guerre de Succession d'Espagne,

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 3.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 1.

3. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 2.

qui commence alors, détourne d'exécuter ce projet. Les vieux canons de bronze, qui montent aujourd'hui leur faction somnolente aux créneaux de la kasbah des Oudaïas et sur les remparts de Salé, n'ont pas l'occasion de vomir la mitraille sur les bombardes, galiotes, tartanes et traversiers que Pointis aurait voulu faire entrer dans l'Oued-Bou-Reggereg.

Peu après, en 1709, Moulay-Ismaïl, qui avait eu l'étrange prétention d'épouser la veuve du prince de Conti, fille naturelle de Louis XIV et de M^{lle} de La Vallière, fait offrir au roi son alliance contre l'Angleterre et l'Autriche, proposant d'interdire aux Anglais le détroit de Gibraltar et d'envoyer des troupes marocaines combattre les Autrichiens. Moins chimérique que l'alliance matrimoniale, l'alliance politique et militaire devait cependant, à l'époque, paraître une anomalie, dont il n'y avait point lieu de faire l'expérience. Elle ne fut pas jugée, à Versailles, digne d'être prise au sérieux.

* * *

Après la mort de Louis XIV, les trois régences barbaresques ne donnent pas trop de griefs à la France, tandis que nos rapports avec le Maroc restent orageux. C'est donc contre les Marocains que le gouvernement de Louis XV est sollicité d'agir.

En 1720, le célèbre corsaire nantais Cassard¹ choisit les ports du Maghreb comme objectif d'une campagne navale, au cours de laquelle il se présente devant Tanger. On ne sait au juste s'il tenta ou non d'y débarquer. En tout cas, comme Pointis, il garde sur le cœur le regret de n'avoir pas réussi. Cinq ans après, en 1725, il demande au roi les bâtiments et les hommes nécessaires pour renouveler la tentative, qu'il juge exécutable en six semaines de temps. La cour et le ministère ne croient pas le succès aussi assuré et refusent.

Deux ans s'écoulent, et ce sont les Tunisiens qui violent les conditions d'une paix pourtant « jurée », comme toujours avec les Barbaresques, et d'un traité pourtant « centenaire », comme toujours aussi. On songe à leur administrer une correction. A ce moment, 1727, rentre en France un évadé des bagnes de Tunis, Reynaud, qui a passé plusieurs années dans la régence, d'ailleurs très apprécié du bey, qui en avait fait son homme de confiance. Il remet au gouvernement royal un plan de blocus et de bombardement des ports tunisiens², La Goulette, Porto-Farina, Bizerte, Sousse et Sfax, exception faite de Tunis,

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 2.

2. Eug. Plantet, *Correspondance des beys de Tunis et des consuls de France avec la cour*, t. II.

que sa situation, à l'abri d'une lagune, protège contre l'attaque d'une escadre. Ces opérations doivent, d'après lui, amener la population contre le bey et l'obliger promptement à nous accorder toutes les satisfactions possibles. Point n'est besoin d'en venir là : on les obtient l'année suivante d'une simple démonstration navale.

De beaucoup plus grande envergure est l'entreprise proposée à Louis XV en 1729 par un de ses sujets, Pierre Terral¹, qui avait été six ans esclave à Meknès : car ce n'est rien de moins qu'une expédition au Maroc pour en faire la conquête, puis continuer par celle des trois régences, ni plus ni moins. Débarquement à Tétouan, prise de cette ville, marche sur Tanger, Larache, Salé et La Mamore ; à cela se réduit le plan des opérations, qui est sommaire. Sommairement aussi, Terral décrit la manière de combattre et l'armement des indigènes. D'artillerie, ils n'ont, dit-il, que dans les places ; encore la majeure partie en a-t-elle été concentrée à Meknès, capitale favorite de Moulay-Ismaïl, mort deux ans auparavant. La population ne s'attend pas à une invasion des chrétiens, bien qu'elle ajoute foi à une prophétie prédisant la conquête du pays par les Français : elle y croit même si fort que, si les Français paraissaient, elle se soumettrait vraisemblablement à eux. Maitresse du Maroc, la France le serait bientôt des royaumes d'Alger, Tunis et Tripoli, voire même de la Guinée, nom donné à l'intérieur de l'Afrique. A lui seul, le Maroc lui assurerait d'ailleurs des richesses : productions agricoles, minerais, animaux domestiques, cuirs, etc... « Les Espagnols, Portugais, Anglais et Hollandais ont des Indes », notait Terral, « il serait facile à Votre Majesté, et à beaucoup moins de frais, d'en avoir aussi. » Le Maroc, « Indes » de la France : cette formule est si heureuse qu'elle rachète beaucoup des naïvetés contenues dans le mémoire de l'esclave libéré.

Les rois dépouillent rarement leur courrier eux-mêmes. Il y a peu d'apparence qu'aucun ministre ait jugé le factum de Terral digne d'être montré à Louis XV, si ce n'est peut-être pour égayer ses dix-neuf ans. A cette époque, l'expansion coloniale française se dirigeait vers l'Hindoustan, les Antilles, le Canada, nullement vers la Barbarie. Cela eût suffi, à défaut d'autres raisons, pour que l'idée d'envahir le Maroc parût risible.

Au même genre comique appartient la correspondance adressée, en 1731-1732, par le capitaine marseillais Nadal² au cardinal Fleury, premier ministre. Pour couvrir les frais d'un armement naval contre les

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 5.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 6.

Salétins, Nadal préconise une loterie de trois millions de billets de quarante sols chacun, dotée de lots abondants et lancée dans toute la France. Fleury transmet la suggestion à Maurepas, ministre de la Marine. Puis, comme la réponse tarde, Nadal appelle à son aide auprès du Cardinal « l'exemple des grands saints, qui ont vendu jusqu'aux vases sacrés pour délivrer leurs frères de la servitude ». Il le presse de s'assurer « un mérite si éminent devant Dieu ». Mais le vieux Cardinal reste sourd à cette pieuse argumentation. Quand un armement naval sera envoyé contre les corsaires marocains, en 1737, ce sera sans recourir à une loterie pour en payer la dépense.

Neuf ans plus tôt, une escadre avait été dépêchée devant Tripoli, dont le gouvernement était en conflit avec la France. Mais là les ministres de Louis XV avaient songé à plus qu'une simple opération navale. Duguay-Trouin leur avait offert de transporter douze mille hommes pour s'emparer de la place et la détruire. Ce projet leur avait plu et ils avaient décidé qu'un corps de débarquement achèverait à terre l'œuvre des canons de marine. C'est une des plus notables occasions où se soit manifestée en France, à propos d'un port barbaresque, l'idée de débarquement aux fins de destruction. A Toulon sont donc entrepris les préparatifs d'une expédition contre Tripoli¹, pour l'occuper temporairement, en détruire les défenses et en combler le port. Maintenant, une fois des troupes débarquées, n'eût-il pas paru hasardeux de se fier à leur ouvrage pour empêcher le nid de corsaires de se reformer? La ville n'aurait-elle pas paru fournir à la France la position si souvent souhaitée contre les pirates des trois régences? On ne sait jamais. Mais la Porte s'émeut et demande des explications à notre ambassadeur à Constantinople, le marquis de Villeneuve. La cour de Versailles répond en maintenant son droit de châtier les Barbaresques comme elle l'entendait, et ainsi se pose, en 1728-1729, au sujet de Tripoli, la question même que la Turquie tentera de poser à propos d'Alger en 1830. La soumission des Tripolitains prévient le coup qui les menaçait. L'escadre du chevalier de Goyon n'a plus à se présenter devant leur port, en 1729, que pour conclure la paix. En épargnant au roi la peine d'envoyer chez eux des régiments français, ils lui ont peut-être épargné la tentation de les y maintenir.

Car l'envie d'un « poste » sur la côte barbaresque ou près de cette côte continue à hanter quelques cerveaux français. L'île de Tabarque

1. Arch. Aff. étr. Correspondance, Turquie. — Cf. A. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV : la mission du marquis de Villeneuve (1728-1741)*, 2^e éd. Paris, 1887.

trouve de nouveaux amateurs. En attendant que la conquête soit tentée, c'est elle qui fait des conquêtes. En 1725 s'élève d'elle un docteur en médecine, Peyssonnel, chargé de mission en Afrique du Nord¹. Il en conseille l'acquisition au gouvernement royal en y montrant pour la France « un boulevard contre ses ennemis et une place d'où elle pourrait donner la loi à toute la Barbarie ». Du même avis est le consul de France à Tunis qui donne le même conseil en 1731 au ministre de la Marine, Maurepas. Le gouvernement se met donc en devoir d'acheter Tabarque aux Génois : longue négociation qui dure de 1732 à 1741². Le bey de Tunis en a vent, fait occuper l'île et, par-dessus le marché, chasser les Français du cap Nègre. Cet échec fut considérablement aggravé par un effort malheureux pour le réparer. Une petite expédition maritime, conduite par le capitaine de Saurins-Murat, est montée en 1742 à La Calle pour aller enlever Tabarque aux Tunisiens : elle échoue lamentablement. Mais cette mésaventure n'empêchera pas qu'on ne revienne plus tard au projet de prendre pied sur ce rocher.

C'était peu d'une île d'un mille de tour, à côté de l'empire dont un Français proposa ensuite la conquête à Louis XV ! Car c'est du Maroc entier qu'il s'agit dans le « projet pour jeter les fondements d'un empire ou royaume chrétien sur les côtes de la mer Atlantique en Afrique ». Ce projet³ grandiose et abracadabrante date de 1748. L'auteur, dont le nom ne s'est pas conservé, est un commerçant qui avait résidé à Salé, secondé nos chefs d'escadre dans des négociations de rachat d'esclaves, puis s'était retiré à Lyon. Frappé, comme la plupart des Européens qui avaient pénétré au Maroc, par la faiblesse du pouvoir des sultans et les troubles continuels de leur pays, il en avait conclu à la possibilité pour la France, aidée de puissances amies, de s'emparer des ports du Maroc occidental et de soumettre ensuite à la domination d'un prince chrétien les capitales chérifiennes et tout le reste de l'empire. On formerait donc une ligue où entreraient France, Hollande, Espagne, Angleterre même et le commandement en chef d'une expédition internationale serait confié au prince Charles-Édouard Stuart, qui, sous le nom de chevalier de Saint-George, venait de se faire une renommée de bravoure sur les champs de bataille d'Europe. L'expédition se concentrerait à Cadix, débarquerait à La Mamore, au nord de Salé, disperserait l'armée noire, seule force militaire organisée du Maroc,

1. Cf. Dureau de La Malle, *Peyssonnel et Desfontaines, voyages dans les régences de Tunis et d'Alger*. Paris, 1838, 2 vol.

2. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

3. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 5.

enlèverait Salé, se dirigerait ensuite sur Meknès et Fez. Du succès de l'entreprise résulteraient d'abord « la propagation de la foi catholique », la suppression de la piraterie, enfin l'exploitation des richesses du sol et du sous-sol. Le prince-généralissime gouvernerait le territoire conquis, soit au nom de l'ordre de Malte, soit comme lieutenant général des souverains confédérés.

L'idée de guerroyer au Maroc pour tailler un royaume chrétien au rejeton de la dynastie des Stuarts ne pouvait que faire sourire. Elle n'était pas plus ridicule que celle de placer le frère du roi de France sur le trône d'Alger. Mais on n'était plus au xvi^e siècle. La monarchie était devenue bureaucratique et l'atmosphère de la bureaucratie n'est pas favorable aux chimères.

Deux ans après est présenté à Louis XV le projet de conquérir Tanger et de s'emparer du Maroc septentrional et occidental¹. Châtier l'audace des corsaires de Salé et faire contrepoids à Gibraltar, sinon même obliger les Anglais à l'évacuer, sont les deux raisons motivant ce projet, dû à un officier irlandais au service d'Espagne, qui avait été cinq ans prisonnier, et par conséquent esclave, à Meknès. Après avoir exposé ses vues au ministre de la Marine, Maurepas, dès 1741, l'auteur les développe en un mémoire datant de 1750-1751 et complété en 1755-1756. Le nord et l'ouest de l'empire chérifien, avec Tanger et les ports de la côte atlantique, forment à ses yeux ce que l'on a appelé depuis « le Maroc utile ». La prise de Tanger notamment rendra intenable aux Anglais le séjour de Gibraltar, voire celui de Port-Mahon et de Minorque. L'Espagne rentrera en possession de son bien. La France sera maîtresse du détroit. Elle-même et sa voisine espagnole seront délivrées du fléau de la piraterie et tireront du Maroc des ressources infinies. Bien entendu, elles installeront sur le trône des chérifs « un prince de l'auguste maison de Bourbon ». Toutefois, « la conquête faite, il conviendrait qu'elle restât à la France », de préférence à l'Espagne, déjà trop abondamment nantie en Amérique du Sud et trop épuisée pour ajouter à ses possessions. L'opération qui conduirait à ces résultats débiterait par un débarquement à proximité de Tanger, qui serait enlevée « en deux ou trois heures de temps ». Troupes (6,000 hommes), frégates, galères et navires de transport se réuniraient à Cadix, d'où l'on ferait voile « par vent d'est sur les six heures du soir, pour se trouver le lendemain à la petite pointe du jour » devant les défenses de la place.

1. Arch. nat. Marine, B⁷ 462.

Aucune expédition franco-espagnole ne quitta Cadix à destination de Tanger. Mais la proposition en paraîtra moins intempestive, si l'on réfléchit que la guerre de Sept ans venait de commencer et que peu après fut organisée l'expédition française qui enleva aux Anglais Port-Mahon, à mi-chemin de Marseille et du Maroc.

* * *

L'excentricité de certains plans ne doit pas empêcher de voir ce qu'ils ont de commun avec des projets plus raisonnables : le principe d'action coercitive contre les Barbaresques. Ce principe n'inspire pas que rêveries de visionnaires. Ainsi tranche sur les fantaisies habituelles un projet soumis au gouvernement royal¹, en 1753, et manifestement rédigé par quelqu'un qui n'est ni un original, ni un irresponsable, en veine de conseiller les grands de la terre. Il s'agit de diriger contre Alger, dont les corsaires venaient de maltraiter à l'excès nos bâtiments marchands et jusqu'à notre consul, une expédition qui puisse être « assez glorieuse aux armes de Sa Majesté pour être une époque de son règne ». Expédition navale, qui comportera en tout cas un bombardement, plus tout ce que l'amiral « pourra entreprendre avec son escadre ». Pour la commander est jugé nécessaire « un officier de tête et de résolution assez ambitieux pour vouloir acquérir devant Alger la gloire, les distinctions et la récompense dont il y trouverait l'occasion ». La campagne se terminera par des coups de main sur « les ports du Maroc, Tanger, Tétouan ou d'autres ». De fait, une expédition navale contre Alger est alors à l'étude dans les bureaux de Versailles : le consul, rappelé en congé, est signalé comme utile à consulter ; en Espagne est recherché un certain ingénieur français, qui a été esclave dans les bagnes du bey. On déniche ce précieux ingénieur, qui s'appelle Ricaud, et le 15 juin 1754 il remet au gouvernement royal un projet d'expédition contre Alger, proposant de débarquer vingt-six mille hommes sur la plage en face de Bab-el-Oued². L'endroit n'est pas des mieux choisis : mais c'est la première fois qu'est suggéré un point de débarquement situé à l'ouest des murs de la ville. Il suffira de continuer à déplacer vers l'ouest ce point hypothétique, pour que le choix devienne bon. Mais les choses en restent là. Le gouvernement se contente, pour ses griefs contre les Algériens, des satisfactions que peut procurer la diplomatie, et la Marine n'a point à chercher, parmi les chefs d'escadre,

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger.

2. *Venture de Paradis, Alger au XVIII^e siècle*, édité par E. Fagnan. Alger, 1898.

l'homme « de tête et de résolution » qui voulut acquérir devant Alger gloire, distinctions et avancement.

Les sacrifices d'amour-propre, et parfois de dignité, que l'on est obligé de faire à la paix avec les Barbaresques entretiennent le regret de ne pas disposer contre eux de ce « poste », de cette position côtière ou insulaire, d'où l'on puisse les tenir en respect. Aussi Tabarque reprend-elle l'attrait qu'elle avait déjà eu. Le consul de France à Tunis en vante à Versailles les commodités. Un anonyme¹, au début de la guerre de Sept ans, en promet monts et merveilles : le moyen de « contenir toutes les puissances barbaresques dans les bornes de l'humanité », de leur « faire la loi », de faire respecter notre pavillon, de soustraire nos navigateurs à la bastonnade, de compléter la possession de Mahon, de dominer la Méditerranée et d'exclure les Anglais du commerce du Levant. Le gouvernement finit par se laisser convaincre. Le consul de France est chargé, en 1757, de demander Tabarque au bey de Tunis, alors besogneux et menacé par ses voisins. Le bey ne dit pas non et demande à son tour un ingénieur pour lui fortifier ses places. La cour de Versailles lui en dépêche un, Trincano, dont le nom est francisé en celui de Trinquant. L'ingénieur, tout en dressant des plans de redoutes, reprend la négociation commencée par le consul². Le bey acquiesce, mais sollicite l'alliance de la France et la promesse d'un secours militaire français à première réquisition. Cela revient, vu la différence de puissance respective, à l'offre de se placer sous la protection française : et c'est bien cela qui fut, dès le milieu du XVIII^e siècle, à la disposition du gouvernement royal³. Trincano vient à Versailles et négocie jusqu'en 1760. L'importance de la conjoncture n'échappe point aux ministres compétents. Rapport est fait au conseil du roi des propositions du bey de Tunis et des avantages qui en pourraient résulter, sans omettre, bien entendu, celui de s'assurer Tabarque. « Si cette alliance est approuvée par le roi », dit l'auteur du rapport, « il est indispensable d'en poursuivre l'exécution dans le plus grand secret ». Et il suggère de renvoyer Trinquant à Tunis, avec la commission ostensible d'acheter des chevaux pour les écuries royales. Mais on était alors en pleine guerre de Sept ans, commençant à très mal tourner. Aussi le conseil du roi reste-t-il finalement insensible à la tentation de placer la Tunisie sous la dépendance de la France.

Tandis qu'il éludait une invite venue de Tunis, il recevait celle

1. Arch. nat. Marine, B⁷ 462.

2. Arch. nat. Marine, B⁷ 403.

3. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

d'orienter ses ambitions vers le Maroc. En 1759 un juif portugais, nommé de Paz¹, fait entrevoir au ministre de la Marine la possibilité d'obtenir du sultan la cession de Tanger. La suggestion ne fut pas tenue pour inconsistante. Rapport en fut fait au conseil du roi : « la concession de Tanger serait un article décisif », lit-on dans ce document, où apparaissait l'espoir de jouir dans ce port des mêmes privilèges qu'à La Calle et à Bône. L'affaire ne fut pourtant pas suivie ; mais « les insinuations du sieur de Paz » laissèrent des traces dans la mémoire des fonctionnaires de Versailles.

Trois ans après, en 1762, un Français, nommé Beaudeau², conseille au duc de Choiseul de nouer une alliance de la France et de l'Espagne avec le Maroc. Les Anglais et leurs clients portugais étaient alors fort actifs à la cour du chérif et avaient recours à son empire pour ravitailler Gibraltar. Il s'agissait de leur couper l'herbe sous le pied — et même le blé — en proposant au sultan marocain l'alliance du Roi catholique et du Roi Très Chrétien. L'Espagne aurait fait les frais de la combinaison en abandonnant au Maroc Ceuta et Oran. Le Maroc eût lancé ses corsaires contre la marine marchande anglaise et contre les colonies portugaises d'Amérique, d'où ils eussent rapatrié les nègres en Afrique : Beaudeau voyait grand. Si grand, qu'il destinait les méhallas chérifiennes à aller attaquer les Anglais au Sénégal et « sur la rivière de Gambie ». Ce mémoire fut soumis à l'examen critique d'un commis des Affaires étrangères, qui énuméra gravement jusqu'à six raisons, pour lesquelles le projet de l'auteur ne lui paraissait pas praticable. Le rapporteur conclut que le mieux à faire, étant donné la guerre en cours avec l'Angleterre, était de chercher à s'assurer la neutralité du Maroc « par la voie accoutumée des présents ». Et il ne fut plus question d'alliance hispano-franco-marocaine.

Mais le désir d'avoir un établissement au Maroc était resté en éveil à Versailles. En 1764, des négociations s'étant nouées entre la France et le chérif par l'intermédiaire d'un négociant français, le duc de Praslin, ministre de la Marine, fait insérer dans le projet de traité un article concédant aux Français une « place de sûreté », sur le type de La Calle en Algérie. Le négociateur français fait aussitôt prévoir le rejet de cette prétention : et le sultan la rejette, en effet, « avec indignation ». On dut se convaincre à Versailles que l'on n'obtiendrait pas un « poste » marocain de la bonne grâce du souverain³.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 3.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Maroc, 3.

3. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

A ce moment précis est faite à la France la proposition d'en prendre un de force. Un juif portugais, nommé Buzaglo, remet à l'ambassadeur de France à Londres, le comte de Guerchy, un mémoire où il suggère de s'emparer de Sainte-Croix (Agadir), de fomenter une révolution au Maroc et d'en faire la conquête¹. Il s'étend sur les ressources agricoles et les bénéfices commerciaux que ce pays offrirait à la France, l'avantage de sa proximité, la possibilité de s'en servir contre l'Angleterre, les facilités qu'il procurerait au commerce avec Madère et les Canaries. Or, la clef du Maroc était, selon lui, Sainte-Croix : ce port serait donc le point de départ d'une action qui combinerait la politique et les armes, soit pour s'emparer de l'intérieur des terres, soit pour mettre sur le trône un prince chérifien à la dévotion de la France. Ce projet ne parut pas au comte de Guerchy digne de la corbeille à papiers, et c'est sous le couvert d'une lettre de notre ambassadeur à Londres, le paraphrasant, que le mémoire de Buzaglo parvint au duc de Praslin, alors ministre des Affaires étrangères. Celui-ci non plus ne jugea pas que le document fût à « classer » sans plus. Il le transmet à Choiseul, alors ministre de la Marine, qui le fait étudier par un chef d'escadre, le chevalier de Fabry. Le rapport de Fabry n'y fut pas favorable. Le conclusion dont Choiseul fait part à Praslin, en juillet 1764, est que le projet de Buzaglo ne méritait « aucune attention ». Cette appréciation, d'ailleurs justifiée, scella sur la proposition d'occuper Sainte-Croix, de révolutionner et de conquérir le Maroc, le couvercle de ce sépulchre qu'est un carton d'archives.

Mais une année ne se passe pas avant que le gouvernement ne reçoive une nouvelle invite à tenter un débarquement au Maroc. Elle était sérieuse et émanait d'un des meilleurs chefs d'escadre de la marine royale, Du Chaffault. Lancé à la poursuite des pirates marocains en 1765, Du Chaffault examina de près Mogador², estima que les défenses en étaient aisées à détruire et qu'il serait facile d'y faire passer, quand on le voudrait, le premier régiment allant à la Martinique ou à Saint-Domingue. Que n'attendit-il de disposer de troupes en nombre suffisant pour tenter un coup de main où que ce fût ! Peu après, voulant incendier des corsaires réfugiés dans l'estuaire de Loukos à Larache, il y fait pénétrer les chaloupes de sa division navale : un petit désastre est la conséquence de cette imprudence. L'affaire de Larache³ est le

1. Arch. Aff. étr. Correspondance, Maroc, 7.

2. Cf. Paul Masson, *op. cit.*

3. Cf. Auzoux, *L'affaire de Larache*, dans *Revue de l'histoire des colonies françaises*, 1928 ; Paul Chack, *L'homme d'Ouessant, Du Chaffault*, Paris, 1931.

premier contact de fusiliers marins français avec la côte occidentale du Maroc : contact qui n'encourageait pas à recommencer.

Traiter avec la cour de Fez est alors redevenu nécessaire. Sur ce sujet s'exerce, en 1766, un jeune officier de marine, qui avait croisé l'année précédente le long de la côte du Riff. Destiné à une belle carrière, il s'appelle le chevalier de Suffren¹. Dans un mémoire au ministre, il propose de profiter de la négociation franco-marocaine pour faire céder à la France les îles Zaffarines, en face du cap de l'Eau. Il énumère six raisons de son choix, tenant toutes au parti qui pourrait être tiré de la position contre les Barbaresques, contre les Anglais et en faveur du commerce. Mais Choiseul et son cousin Praslin savaient par expérience que demander au sultan du Maroc une concession territoriale était courir au-devant d'un refus. Ils s'abstinrent donc.

C'est du côté de Tunis qu'ils songent bientôt à arrondir les concessions françaises. La compagnie concessionnaire, dite « Compagnie royale d'Afrique », ambitionnait Porto-Farina, Bizerte ou Tabarque. Le consul de France à Tunis, Saizieu, engagea Choiseul à faire main basse sur Tabarque². Mais Choiseul, « qui croyait tout possible avec de l'argent », préféra essayer d'acheter plutôt que de prendre. Saizieu lui représenta en vain « la facilité de conquérir et l'impossibilité d'acquiescer ». Le ministre tint bon pour sa tentative d'achat, qui échoua.

Le long règne de Louis XV s'achève sans que rien ait été ajouté à l'établissement commercial français en Barbarie.

* * *

A partir de 1774, la France commence à être obsédée par la tentation d'occuper l'Égypte. De cette date jusqu'à 1798 se succèdent les propositions, plans, enquêtes, initiatives, qui constituent les origines de l'expédition de Bonaparte³. En Égypte est montré le lot réservé à la France dans le démembrement de l'empire ottoman, dont la chute est alors considérée comme prochaine.

Les visées françaises sur l'Égypte ont un effet de diversion au détriment des convoitises, beaucoup moins fortes, qu'éveille la Barbarie. Mais elles ne les font pas taire complètement.

En 1775, les Espagnols effectuent un débarquement en rade d'Alger. Leur général, l'Irlandais O'Reilly, a d'abord voulu débarquer à l'ouest

1. Arch. Aff. étr. Correspondance, Maroc, 8.

2. D'après une lettre de Saizieu à Talleyrand de 1797.

3. Cf. notre ouvrage, *Les origines de l'expédition d'Égypte*. Paris, 1910.

d'Alger, à Sidi-Ferruch, donc à l'endroit même où débarquera Bourmont en 1830. Puis il s'est ravisé et a mis ses troupes à terre sur la rive gauche de l'Harrach, à l'est de la place. Mal lui en prend : elles y rencontrent un sanglant désastre. Avant même que cette expédition espagnole ait mal tourné, elle est considérée à Versailles comme hautement indésirable. Le premier commis du ministère de la Marine, Saint-Didier, personnage important par ses fonctions et son mérite, y consacre un volumineux mémoire, où il déduit toutes les calamités qui s'ensuivront¹. Puis, sur la nouvelle que la tentative de 1775 sera suivie d'une récidive, nouveau mémoire du même Saint-Didier, aussi alarmiste que le précédent. La vive émotion, l'extrême mauvaise humeur, qui s'expriment dans ces deux rapports, n'ont pas pour cause que la sollicitude pour l'Espagne. Elles dénotent la désagréable impression produite à Versailles par l'intervention armée des Espagnols dans la régence d'Alger et la conviction ancrée, profonde, que l'intérêt de la France était mieux servi par l'existence de cette régence que par l'installation d'étrangers à Alger.

L'échec d'O'Reilly s'ajoute à ceux de Charles-Quint et de Philippe II comme argument à invoquer contre les chances de succès d'un débarquement en Barbarie. On épiloguera ferme sur ce sujet, de 1827 à 1830.

Mais c'étaient là considérations auxquelles restaient sourds les gens travaillés par le démon de l'aventure. Il y en eut toujours ; il y en avait alors. La preuve en est dans l'extravagant projet du baron de Saintot pour faire du Maroc un apanage en faveur du comte d'Artois². Étienne de Routier, baron de Saintot, était un officier mis sur le pavé par une réforme de son arme, échoué à Marseille dans l'intention de passer aux Indes, dirigé sur le Maroc par ses conversations avec des navigateurs marseillais, promené enfin par son humeur vagabonde de Salé à Mogador, d'où il adresse une note au ministre des Affaires étrangères en 1777, et de Mogador à Paris, d'où il récidive. Ce qu'il entend démontrer est « la facilité qu'aurait la France de s'emparer de l'empire du Maroc, d'en faire l'apanage de Mgr le comte d'Artois et, par ce moyen, d'être presque la seule souveraine de toute la Méditerranée par la possession de Tanger et de Tétouan ». La possession du Maroc aurait, à ses yeux, compensé et bien au delà à la France les colonies que lui avait coûtées la guerre de Sept ans, soit qu'elle en fit l'usage qu'il suggérerait,

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 10.

2. Arch. Aff. étr. Correspondance, Maroc, 14.

soit qu'elle le gardât « à titre de Nouvelle France ». Le premier avantage qu'elle y trouverait serait de ne pas être obligée de disperser ses forces, mais de pouvoir les concentrer dans un rayon relativement étroit. « Ce pays étant à notre porte », dit Saintot, « c'est un nerf de plus à l'État. » Tanger aux mains des Français, Cadix aux Espagnols, le détroit de Gibraltar serait à notre discrétion et cette place même ne serait plus tenable aux Anglais. Les ports marocains de la côte occidentale, Salé, Safi, Mogador, Sainte-Croix, nous donneraient une supériorité commerciale écrasante. Non moins appréciables seraient les profits à tirer des productions du pays : blé, café, sucre, laines, cuirs, cire, gomme, plumes d'autruche, nègres, dents d'éléphant et poudre d'or. On remarquera l'insertion des nègres entre les plumes d'autruche, l'ivoire et la poudre d'or : du point de vue décoratif, ce groupement est du plus heureux effet ; du point de vue moral, il est moins recommandable, mais tout aussi pittoresque, parce qu'il date. Sous une domination moins incapable que celle des chérifs, l'empire marocain s'étendrait jusqu'au Sénégal. Les habitants — ils avaient été sympathiques à Saintot — en étaient « laborieux, hospitaliers, doux, simples, très ignorants ». Leur confiance serait facile à gagner « en faisant parler leur prophète ». L'art militaire était chez eux dans l'enfance. Les forces armées du sultan n'étaient pas à redouter. Quant aux moyens à employer pour faire la conquête du Maroc, rien de plus simple. Saintot passerait de Sainte-Croix au territoire d'une tribu où il avait noué des intelligences, l'armerait, instruirait, disciplinerait à l'européenne, la conduirait ensuite à l'attaque de Marrakech, qu'il enlèverait avec le sultan dedans, s'emparerait des ports de la côte occidentale, y appellerait des Européens par voie d'annonces, marcherait sur Meknès et Fez, enfin sur Tanger, où serait venue à sa rencontre une armée française. L'Europe n'apprendrait l'acquisition faite par la France qu'au moment où celle-ci en prendrait possession. Elle y gagnerait du reste d'être dispensée des humiliations que lui faisait subir un souverain à demi barbare.

Les archives ne gardent pas trace d'une réponse du ministre à son conseiller bienveillant. Le gouvernement n'envoya pas de bâtiment porter à Saintot les armes et munitions destinées à ses amis du Maroc. On ne sait si cet original vécut assez pour voir le comte d'Artois devenir Charles X et décider l'expédition d'Alger. Quoi qu'il en soit, ses extravagances de 1777 prouvent qu'il n'y a jamais de grande et utile entreprise qui n'ait d'abord été conçue par quelques fous.

Cette année-là, la cour de Versailles chargea un brigadier des armées du roi, le baron de Tott, d'aller inspecter toutes les Échelles du Levant et lui confia la mission secrète d'étudier les avantages et les modalités de la conquête de l'Égypte. Tott revient en 1779. Il remet au gouvernement un rapport qui conclut à l'intérêt de cette conquête et en indique les moyens. Mais la guerre d'Amérique était en cours. Le ministre des Affaires étrangères, Vergennes, ne voulait pas porter la sape dans l'empire ottoman. Le projet d'occupation de l'Égypte fut ajourné¹.

Envers les Barbaresques aussi, la politique en honneur est celle de la patience. Mais elle ne recueille pas l'unanimité des suffrages. Elle trouve, en 1782, un contradicteur notable dans la personne d'un consul qui venait d'être nommé à Alger : Kercy². Si jamais consul rejoignit son poste sans illusion, c'est bien celui-là. Avant d'aller l'occuper, il déclare tout net au ministre qu'aucun effort d'aucun agent ne pourra arrêter le cours des mauvais procédés dont les Algériens s'étaient fait une habitude. Partant de cette conviction, il démolit un à un tous les arguments dont on justifiait la politique de temporisation et de faiblesse envers le dey, ainsi que la fiction d'« une espèce de bonne intelligence » franco-algérienne. A cette politique, il en oppose une autre : rappel du consul, occupation de Tabarque, qui serait achetée au bey de Tunis, sommation au dey d'Alger de nous en reconnaître la possession. En cas de refus, rupture complète et guerre. Dans ce cas, la France portera ses armes sur le territoire algérien. Et c'est là qu'intervient un fait nouveau. L'expédition que conseille Kercy n'est pas une opération navale : celle-ci, au contraire, il la déconseille, en observant que les défenses d'Alger du côté de la mer rendaient désormais un bombardement inefficace. Ce qu'il convient à la France de faire, selon lui, c'est une expédition à terre, un débarquement à l'ouest d'Alger, combiné avec une feinte à l'est. Trente mille hommes devront être employés à cette expédition, qui aura toute chance de réussir.

Voilà donc un consul de France à Alger conduit, dès 1782, par une argumentation très analogue à celle qui s'imposera lentement au gouvernement français de 1827 à 1830, à proposer une expédition militaire contre cette ville, à y consacrer trente mille hommes — à peu près l'effectif de l'armée de Bourmont — à débarquer dans l'ouest de la place — Sidi-Ferruch est à l'ouest — à faire une démonstration vers

1. Cf. nos ouvrages, *Les origines de l'expédition d'Égypte*, op. cit. ; *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII^e siècle*. Paris, 1922 ; *Le projet français de conquête de l'Égypte sous Louis XVI*, dans *Mémoires de l'Institut d'Égypte*, 1925.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 10.

l'est, à mettre le siège devant Alger, c'est-à-dire à l'attaquer sur son front de terre.

La capture du trésor du dey indemniserait la France de tous les frais de cette expédition : premier témoignage d'un espoir qui se retrouvera aussi en 1830, et maintes fois avant. Quant à la conquête, ce n'est pas pour la garder que nous l'aurons faite. Le dessein d'établissement dans la régence est, en effet, étranger à la proposition de Kercy : « La propriété du royaume d'Alger, si inférieur à celui de Tunis, ne serait qu'onéreuse. » C'est en Égypte, à laquelle Kercy entonne un hymne, que la France cherchera à s'établir, grâce à la dissolution de l'empire ottoman. Singulière logique ! Mais il y en aura des exemples jusqu'à la fin de 1829. Elle est plus excusable en 1782, où de nombreux agents français pressaient le gouvernement de s'assurer la possession de l'Égypte. En Algérie, nous nous bornerions à affranchir « les Maures » du joug des Turcs. Cette idée de libérer l'Arabe et le Berbère, de substituer l'élément indigène à l'élément turc dans le gouvernement d'Alger, reparaitra souvent aussi dans la suite.

La politique de Kercy ne fut pas adoptée par les ministres de Louis XVI, qui restèrent fidèles à la leur. Peu de temps avant, le consul de France à Tripoli de Barbarie les avait incités à mettre la main sur la rade et l'île de Bomba, à l'extrémité est de la Cyrénaïque, entre Derna et la frontière égyptienne¹. Le bruit courait que les Russes avaient fait reconnaître ce lieu, poste avancé sur la route d'Égypte. Mais la crainte d'être devancé à Bomba par les vaisseaux de Catherine II fut sans effet sur le gouvernement du roi.

En 1783, une escadre espagnole vient canonner Alger. Son apparition renouvelle à Versailles les alarmes inspirées par l'expédition de 1775. Comme d'habitude en pareil cas, la diplomatie française s'emploie à rétablir la paix entre l'Espagne et Alger. Mais cette activité pacifique ne remplit pas, en France, les vœux de tous. Un négociant marseillais, Audibert-Caille², suggère cette année-là à Vergennes une entente internationale des puissances maritimes, pour poser au dey d'Alger des conditions communes, sous menace de rupture générale avec lui. Puis, un botaniste et académicien, Desfontaines³, qui parcourt la Barbarie de 1783 à 1785, est à son tour séduit par Tabarque, expose au gouvernement royal les avantages inappréciables qu'il en

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, Tunis, 14. Note de Guys. Archives Chambre de commerce de Marseille. Rapport du consul d'André, 1780.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 5.

3. Cf. Dureau de La Malle, *op. cit.*

retirerait — la loi faite aux États barbaresques, l'hégémonie en Méditerranée, l'Angleterre exclue du commerce du Levant — et insiste pour que la France y établisse « un poste aussi important que l'avait été La Goulette pour Charles-Quint ». Ses lettres ne firent pas reprendre avec Tunis une négociation qui avait plusieurs fois échoué.

Tandis que la guerre continuait entre Espagnols et Algériens, elle paraît devoir se rallumer entre la France et le Maroc. Alors un des chefs de la marine française propose à son ministre, le maréchal de Castries, une expédition contre un port marocain : c'est le comte de Grasse¹, le même qui a, par sa victoire de Chesapeake, rendu possible la prise de Yorktown par les Américains et à qui un monument vient d'être élevé à Paris. Le port sur lequel il veut foncer est Sainte-Croix. La conquête en rapporterait « au roi et à ses sujets plus que ne peuvent faire toutes les îles françaises et anglaises ensemble ». Il l'affirme « des plus faciles », exécutable « en dix jours », avec les moyens qu'il indique. Elle attirerait, selon lui, « à l'obéissance de Sa Majesté les royaumes de Maroc, Tafilet, Suz, les provinces de Tamesna, Doukala, Tadla, Ufran, jusqu'à l'intérieur de la Guinée », autrement dit plus que les proportions du Maroc actuel. C'était un respectable lot. L'optimisme n'est pas ce qui manque au mémoire de Grasse. L'amiral attend beaucoup de la défection des sujets du sultan. Il est plus judicieux dans le tableau, souvent fait avant et après lui, des richesses du Maroc et des ressources du commerce, pour lequel il souhaite un « port franc » à Sainte-Croix. Le moment où Grasse écrivait, au retour de sa captivité en Angleterre, était celui où la paix faisait récupérer à la France le Sénégal. Peut-être avait-il pensé que nous n'avions pas besoin d'aller aussi loin pour trouver mieux et que, par la côte marocaine, l'accès à l'intérieur de l'Afrique était aussi possible.

En 1790, Kersey rentre d'Alger. La manière, somme toute heureuse, dont sa mission s'était écoulée ne l'avait pas réconcilié avec la politique de ménagements envers les Barbaresques. L'année suivante, il remet au ministre des Affaires étrangères un mémoire² où il revient, en la précisant, sur sa proposition de 1782. A l'aiguiller vers la destruction du gouvernement d'Alger concourent toutes les observations qu'il rapportait d'un séjour de huit ans dans la capitale de la régence. Il exclut le procédé hasardeux d'un assaut au môle du port et celui du

1. Arch. nat. Marine, B⁷ 440.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 10. Publié par Esquer en appendice à *Reconnaissance des villes, forts et batteries d'Alger, par le chef de bataillon Boutin, dans Collection des documents inédits pour l'histoire de l'Algérie après 1830*. Paris, 1927.

bombardement. Ces deux solutions éliminées, la seule qu'il déclare appropriée est l'emploi « d'une armée de terre ». Comme lieu de débarquement, il indique « le lieu nommé Sidi-Ferruch, trois lieues à l'ouest d'Alger ». De là, les troupes marcheraient sur le Fort-l'Empereur, dominant Alger par derrière, lui-même dominé par des collines, d'où l'on pourrait le bombarder. « Quand on est maître de ce château, on est maître de la ville. » C'est par anticipation l'esquisse du plan qui sera exécuté en 1830. L'effectif de l'armée, Kercy le fixe cette fois entre trente et quarante mille hommes : et la prévision d'un effectif élevé, approximativement égal à celui qui sera utilisé cinquante après, est aussi l'un des points par où le projet de Kercy est sérieux, bien qu'encore superficiel. Quant aux conséquences de la victoire, aucune idée d'établissement ne procède encore du désir de détruire le dey. Le consul fait toutefois allusion « à la puissance que les Français conserveront longtemps dans le royaume d'Alger » ; il ne répète plus que le territoire de la régence ne valait pas la peine d'être conquis, ni qu'il n'y avait rien de tentant pour la France que l'Égypte, dont il ne souffle plus mot.

Ainsi se présentait en 1791 le projet d'expédition contre Alger que Kercy avait conçu dès 1782 et mûri ensuite pendant neuf ans dans la place. En le soumettant à la Monarchie transformée par la Révolution, sans doute s'imaginait-il qu'elle y ferait meilleur accueil que la Monarchie absolue. Mais le roi, ses ministres et l'Assemblée nationale avaient d'autres soucis en tête que la suppression du dey d'Alger.

Kercy, pourtant, n'a pas été le seul à y songer. Sous ses ordres servait, à Alger, un interprète qui a été l'un des meilleurs orientalistes de ce temps : Venture de Paradis. Celui-ci jette sur le papier, en 1789, des notes sur Alger, qui sont un remarquable tableau de la régence à cette époque. Il les termine par une analyse du projet d'expédition établi par Ricaud en 1754 et, rappelant que cet ingénieur assignait au débarquement la plage en face de Bab-el-Oued, il écrit qu'il y a un meilleur emplacement pour débarquer : « la plage qui est entre le cap Cassine et Sidi-Ferradj », d'où « l'on vient prendre Alger par les derrières, qui ne sont nullement fortifiés¹ ». Sidi-Ferradj, c'est Sidi-Ferruch. Prendre Alger par les derrières, c'est marcher sur le Fort-l'Empereur. Lorsqu'on rapproche ce que dit Kercy de ce que dit Venture, on doit convenir qu'une doctrine s'était établie à cet égard, dès 1789-1791, parmi les fonctionnaires du consulat général.

1. Venture de Paradis, *Alger au XVIII^e siècle*, édité par E. Fagnan. Alger, 1898.

* * *

La Révolution française bouleverse profondément le régime spécial sous lequel avaient jusqu'alors vécu les Échelles de Barbarie, comme celles du Levant. Elle abolit la Compagnie royale d'Afrique, qui exploitait les Concessions, et la remplace par une Agence d'Afrique, gérée par des négociants marseillais et contrôlée par le ministère de l'Intérieur. Survivent donc à la Révolution, malgré des modifications, les Échelles de Barbarie et, avec un organisme de gestion, les Concessions d'Afrique.

Les gouvernements républicains, jusqu'au Consulat exclusivement, ne changent rien à la politique de la Monarchie envers les souverains barbaresques. Ils se bornent à les tutoyer, en leur écrivant en français, et à ne plus les qualifier d'« Illustres » et « Magnifiques Seigneurs », comme avaient fait les ministres royaux. La guerre avec l'Europe, la disette et la détresse financière se réunissent pour rendre le Comité de Salut public, puis le Directoire, attentifs à ne pas se les aliéner. De cette époque datent les emprunts au dey d'Alger et les dettes pour achats de blé faits aux Juifs Bacri et Busnach. Avec ces créances prend naissance le litige qui, s'envenimant sous la Restauration, aboutira au conflit diplomatique de 1825-1827 et à l'expédition de 1830.

Pendant la période comprise entre 1792 et 1798 progresse l'idée de l'expédition d'Égypte. Aussi la Barbarie n'éveille-t-elle plus autant de convoitises, si ce n'est par ses confins orientaux. De nouveau, la rade et l'île de Bomba, près de Derna, passent pour allécher les Russes. De nouveau, un point qu'ils sont soupçonnés de guigner ne paraît pas à dédaigner au consul de France à Tripoli, Alphonse Guys¹. Il le signale au commissaire des Relations extérieures, Buchot, qui lui assure, en l'an II, que le Comité de Salut public examinera son projet. Mais le résultat de l'étude du Comité, si elle eut jamais lieu, n'est pas connu. En 1796 débarque à Tripoli un envoyé de la République, le citoyen Herculaïs, personnage intrigant et brouillon². A l'en croire, il aurait entretenu le souverain tripolitaïn d'« une cession territoriale intéressante », qui est probablement celle de Bomba. Mais une brusque destitution coupe court en même temps à sa mission et à son projet d'acquisition.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, Tunis, 14.

2. Cf. notre ouvrage, *Les travaux d'Herculaïs ou Une extraordinaire mission en Barbarie*. Paris, 1927.

En juillet 1797, Talleyrand, qui devient ministre des Relations extérieures ce mois-là, lit à l'Institut de France son célèbre essai sur « les avantages à retirer de colonies nouvelles ». Il y dirige vers l'Afrique les visées coloniales de la France. Il y parle d'« établissements le long de la côte d'Afrique, ou dans des îles qui l'avoisinent¹ ». Réminiscence des Concessions existant dans la régence d'Alger, des ambitions qui s'étaient portées sur Tabarque et autres petites îles, ou simple rencontre avec ces précédents? En tout cas, l'analogie est curieuse.

L'écho de la lecture de Talleyrand s'est-il répercuté jusqu'à Sisteron, Basses-Alpes? Là passait l'été un ancien consul de France à Tunis, Barthélemy de Saizieu, le même qui, sous Louis XV, avait engagé Choiseul à s'emparer de Tabarque. A l'automne de 1797, il écrit au Directoire, en l'invitant à « envahir et coloniser les États civilisés de l'Afrique ». Le Directoire transmet sa lettre à Talleyrand, ministre depuis le 16 juillet, et Talleyrand écrit à Saizieu pour lui demander de s'expliquer plus au long. Saizieu, alors, répond à Talleyrand en développant un projet de conquête de la Tunisie². « La France », déclare-t-il, « doit comme Rome s'assurer des greniers de Carthage. Ils sont sous ses yeux et presque dans ses mains. J'ai passé en quarante-huit heures de Toulon à Tunis et... la France n'osa jamais franchir cet intervalle! » Il est d'avis qu'elle le franchisse enfin, avec dix mille hommes, qui n'en auront pas pour trois jours à prendre La Goulette, en l'attaquant « par ses ruines de terre ». La Goulette, comme toutes les places de Barbarie, ne présentait du côté de la terre que le décor d'une fortification : Saizieu compare au « sifflet des machinistes » le canon qui fera tomber ce décor. Ensuite, le royaume seul de Tunis fera retrouver à la France les trésors qu'elle avait enfouis en Amérique, tandis qu'elle avait négligé un pays réunissant les productions des deux mondes.

Ce projet pouvait être tentant. Mais ce fut pour l'Égypte, non pour la Tunisie, qu'une expédition militaire fut décidée par le Directoire en mars 1798, très peu de semaines après que Saizieu avait vanté à Talleyrand l'intérêt d'un débarquement à La Goulette.

L'expédition d'Égypte fait naturellement diversion aux propositions de conquête en Barbarie. Mais elle mêle plus étroitement les États barbaresques à la politique de la France. La prise de Malte établit les Français dans une île d'où un armement naval peut être vite rendu sur la côte septentrionale d'Afrique. Bonaparte sait bien le faire

1. Cf. Lacour-Gayet, *Talleyrand*, t. I.

2. Arch. Aff. étr. Correspondance, Tunis, 1797.

sentir aux régences, jusqu'au moment où Malte est bloquée par les Anglais. Ensuite viennent la pression de la Turquie sur les régences pour leur faire déclarer la guerre à la France, les efforts de la France pour les retenir dans la neutralité, leurs déclarations de guerre, les négociations de paix avec elles. Mais ce qu'il y a de plus curieux est la série ininterrompue des tentatives faites, tant à Paris par le Directoire et le Consulat, qu'au Caire par Bonaparte et ses successeurs, pour acheminer de France en Égypte et d'Égypte en France correspondances, provisions, munitions, armes et même troupes, par l'itinéraire nord-africain¹. Combien aventureux est ce trajet, ne fût-ce que pour des lettres, même si le courrier venu de France n'aborde l'Afrique qu'à Tripoli, à plus forte raison s'il l'aborde à Alger, voire à Tanger, comme pense à l'essayer le Directoire ! Cependant, c'est ce qui est soit imaginé, soit tenté. Une fois Bonaparte élevé au consulat, un traité est conclu en mai 1801 entre son gouvernement et le pacha de Tripoli, assurant le passage de ravitaillements et de renforts pour l'armée française d'Orient entre Tripoli, Benghazi, Derna et l'Égypte. C'est en exécution de cet accord qu'a lieu, en juin 1801, une tentative de débarquement de cinq mille hommes à Derna, pour porter secours à Alexandrie assiégée. La tentative est d'ailleurs abandonnée, devant l'attitude menaçante des Arabes, et l'escadre de l'amiral Ganteaume ramène à Toulon son chargement de soldats. La présence en Égypte d'une armée française bloquée par mer a donc donné un intérêt nouveau à ces pays barbaresques, où l'imagination a fait voir le lointain vestibule — combien lointain — de la basse vallée du Nil.

De la période 1798-1801 date le début de l'évolution qui déplacera d'est en ouest, du Levant en Barbarie, l'axe de notre politique méditerranéenne. Évincés d'Égypte, les Français désireront trouver sur une autre partie de la côte africaine une compensation à cette éviction. L'évacuation forcée de l'Égypte contribuera à diriger vers la Barbarie les forces d'expansion de la France.

Elle n'est pas encore accomplie qu'un consul général à Alger, Dubois-Thainville, convie Bonaparte à être le libérateur des Arabes d'Algérie². En juillet 1801, dans un mémoire qu'il appelle « Précis de mes opérations en Afrique », Dubois-Thainville décrit les misères des « Cabails », les Kabyles, persécutés par les Turcs, et en conclut qu'un libérateur serait accueilli dans la régence avec transports. Il annonce

1. Cf. notre ouvrage, *Bonaparte et la Tripolitaine*. Paris, 1929.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 14.

à Bonaparte que son nom est prononcé sous toutes les tentes « avec un saint respect » et que le fanatisme religieux ne serait pas là un obstacle à la délivrance des indigènes.

Cette année-là et la suivante, les Algériens se permettent, aux dépens des Français, des déprédations et des incartades que le Premier Consul prend très mal. Il fait dire à leur dey par Dubois-Thainville que leur premier acte d'hostilité sera « le signal de la destruction d'Alger ». Il les menace de débarquer quatre-vingt mille hommes dans la régence¹. Puis, comme cet avertissement et d'autres similaires ne produisaient pas l'effet voulu, il se prépare à passer aux actes. Le ton énergique, menaçant, qu'il a pris avec le dey est déjà en opposition flagrante avec la politique de ménagements, érigée en système au XVIII^e siècle et transmise par la Monarchie à la République. Mais Bonaparte n'entend pas que ce soit un simple changement de ton, et il se préoccupe de savoir comment devrait être, le cas échéant, employée la force.

Pour être renseigné, Talleyrand a recours à Jean Bon Saint-André, l'ancien conventionnel qui avait été consul général à Alger après le 9 Thermidor et sous le Directoire, et qui fut préfet de Mayence sous l'Empire. Il lui adresse, en 1802, un questionnaire de dix-huit questions, parmi lesquelles sont à remarquer les suivantes : « Si, en cas de guerre avec Alger, on se décidait à employer une armée de terre, comment devrait-elle être composée, quelle devrait être sa force? Comment et où devrait-elle débarquer? Quelle conduite devrait-on tenir pour s'emparer d'Alger? » L'ensemble des dix-huit questions posées indique clairement qu'une expédition à terre est, parmi les éventualités possibles, celle sur laquelle le gouvernement tenait le plus à être éclairé.

Bien que composée uniquement d'après ses souvenirs, sans le secours d'aucune note, la longue réponse de Jean Bon Saint-André est très loin d'être sans intérêt². Il ne reconnaît de valeur qu'aux défenses d'Alger du côté de la mer, celles de la Marine ou de l'Arsenal ; il est catégorique pour en refuser la moindre aux fortifications du côté de l'intérieur. « Du côté de la terre », dit-il, « Alger est à peu près et l'on pourrait dire absolument sans défense. » Déjà dit par Kercy, c'est ce qui va être répété à satiété jusqu'en 1830 et déterminera le plan d'attaque mis à exécution cette année-là. Jean Bon Saint-André signale l'existence du Fort-l'Empereur, « peu redoutable pour un ennemi,

1. *Correspondance de Napoléon*, vol. VII.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 2.

beaucoup plus pour la ville, si, un débarquement étant effectué, on venait à s'emparer de ce fort. Alors Alger, canonnée et bombardée, ne pourrait qu'ouvrir ses portes au vainqueur ». C'est exactement ce qui se passera en 1830 et, auparavant, ce sera aussi répété à satiété. Jean Bon Saint-André dénonce l'inefficacité de moyens exclusivement maritimes pour réduire Alger. « Une guerre purement maritime contre le dey peut être fort désagréable pour nous et n'est presque d'aucune conséquence pour lui » : autre constatation essentielle qui va être souvent confirmée. L'expédition à terre étant la seule efficace, l'effectif de l'armée devra être de trente mille hommes, comprenant une forte proportion de troupes légères — ce qui n'est pas non plus mal pensé. Comme lieu de débarquement pourra convenir celui dont s'étaient servis les Espagnols au fond de la rade d'Alger à l'est, à condition de ne pas renouveler ensuite les fautes qu'ils avaient commises. Mais Jean Bon Saint-André en signale aussi un autre, « vanté par les personnes instruites » : il l'appelle *Ferut*¹ et le situe à l'ouest d'Alger, dans une anse ou baie, près du cap Cassine. Ce semble bien être Sidi-Ferruch, déjà indiqué par Kersey. De là, l'armée devra marcher sur le Fort-l'Empereur : Jean Bon Saint-André désigne donc l'objectif qui sera celui des troupes de Bourmont après leur débarquement. Le but de cette marche est d'attaquer Alger à revers : base de tous les plans d'attaque sérieux qui seront faits depuis ce moment. Rien de décisif à attendre d'une « opération secondaire », destinée à porter un coup au dey ailleurs qu'à Alger. Qu'elle vise Oran, Bône ou tout autre point, elle sera inutile. « Si l'on veut punir la régence, il faut la frapper droit au cœur. Le Premier Consul ne peut rien faire qui ne soit digne de lui et de la nation dont il est le premier magistrat. Tous les peuples ne sont-ils pas fatigués de l'insolence des Algériens ? Il a donc à venger la cause de tous les peuples, celle du commerce, celle surtout de l'humanité. Tous les vœux seront pour lui... » Rarement gouvernement français avait reçu, d'une voix plus autorisée, un encouragement de ton plus ferme à marcher contre Alger.

Le travail de Jean Bon Saint-André, où se trouvaient beaucoup d'autres indications sur les forces militaires du dey, son gouvernement, les possibilités de ravitaillement en eau, vivres, bois, offertes par les environs d'Alger, contenait, certes, des naïvetés qui attestaient des

1. Dans un recueil très peu connu (*Correspondance de Napoléon avec le ministre de la Marine*. Paris, 1836), où ce mémoire est publié, on lit, au lieu de *Ferut*, *Sersell*, ce qui devrait s'entendre de *Cherchell*.

illusions. Mais, dans l'ensemble, il précisait utilement des notions qui avaient fait leur première apparition dans l'étude de Kercy et qui étaient les données essentielles de tout plan d'expédition contre Alger. Autre fait à noter : Jean Bon Saint-André renvoyait au mémoire de Kercy, dont il avait jadis eu connaissance. C'est la première fois qu'une telle référence montrait un lien entre les travaux inspirés par l'idée d'expédition.

Faut-il rattacher à l'enquête de Talleyrand le mémoire qui lui est adressé en septembre 1802 par le consul de France à Savone, Thédenat ? En tout cas, c'est bien à la tension franco-algérienne et à la velléité d'une expédition que se rapporte ce travail, intitulé « coup d'œil sur la régence d'Alger¹ ». Thédenat, qui avait passé plusieurs années en captivité à Alger et à Mascara, fait le tableau du gouvernement de la régence, de ses divisions administratives, de sa force armée, de sa population et des conditions de vie des indigènes, montre que l'État d'Alger ne s'était soutenu que par les rivalités des puissances d'Europe entre elles, signale l'existence, à la Casbah, d'un trésor très considérable — croyance qui persistera jusqu'en août 1830 — termine enfin par l'esquisse d'un plan d'expédition. Lui aussi veut une expédition à terre ; lui aussi veut qu'elle soit importante, trente à trente-cinq mille hommes, avec de l'artillerie à proportion ; lui aussi veut qu'elle attaque Alger à revers. Mais, comme point de débarquement, il en indique un beaucoup plus éloigné d'Alger à l'ouest que ne l'avaient fait Kercy et Jean Bon Saint-André. C'était Ténès, relativement loin dans la direction de la province d'Oran. Ce choix oblige Thédenat à prévoir une assez longue marche des troupes dans l'intérieur du pays, par les hauteurs qui séparent la côte de la vallée du Chélif, la plaine de Miliana, une nouvelle barrière de collines, la plaine de la Mitidja, pour arriver enfin aux escarpements qui dominent Alger au sud. Sans doute était-il peu judicieux de choisir pour débarquer un point aussi éloigné du but que Ténès. Mais c'était là une erreur dont il y aura d'autres exemples ; car, aussi tard que décembre 1829, Bourmont lui-même proposera d'opérer la descente à Oran, pour marcher de là sur Alger.

Quand le mémoire de Thédenat put parvenir à Talleyrand, le gouvernement consulaire avait décidé l'expédition de Saint-Domingue. Le commencement d'enquête sur une action contre Alger se termina donc par une entreprise dans la mer des Antilles.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 10.

L'expédition de Saint-Domingue n'empêche pas Bonaparte de poursuivre la satisfaction de ses griefs contre le dey, en usant d'intimidation et de menaces. En août 1802, paraît devant Alger une division navale commandée par l'amiral Leissègues. A bord s'est embarqué le général Hulin, adjudant du Palais et commandant des grenadiers de la garde consulaire. Il est chargé de faire craindre au dey le sort des Mameluks et de le menacer d'une visite personnelle de Bonaparte. Le 16 septembre suivant est apportée à Alger une lettre du Premier Consul, confiée à son aide de camp, le capitaine Berge. « Si vous refusez de me donner satisfaction », écrivait Bonaparte au dey, « je débarquerai quatre-vingt mille hommes sur vos côtes et je détruirai votre régence. » Sans doute Berge a-t-il eu aussi mission de recueillir des indications utiles en cas d'expédition militaire : car il procède à une hâtive reconnaissance topographique d'Alger. C'est la première reconnaissance de cette place faite par un officier français. Vingt-six ans plus tard, en 1828, cet officier, devenu le général baron Berge, fera partie d'une commission chargée d'élaborer le plan de l'expédition de 1830¹.

Le dey prend peur et cède. Mais ceux qui lui avaient porté les sommations de Bonaparte ne reviennent pas tous convaincus qu'il y ait lieu de renoncer à l'expédition. Hulin, à son retour d'Alger, remet au Premier Consul et à Talleyrand un rapport, « observations sur la régence d'Alger² ».

C'est le résumé assez superficiel de ce qu'un passant peut entendre dans un consulat, riche d'archives et de traditions. Comme Jean Bon Saint-André, Dubois-Thainville et Kersey, Hulin appuie sur l'animosité des Kabyles et Berbères envers la soldatesque turque. « Ce peuple », en conclut-il avec complaisance, « est affamé de l'arrivée des chrétiens, qu'il indique comme devant être ses libérateurs. » Et de s'écrier alors : « C'est à Bonaparte qu'appartient cette conquête ! » Puis, après avoir observé que la paix avec les Barbaresques n'était jamais que trêve : « Il appartenait au gouvernement français », dit Hulin, « de rendre celui d'Alger beaucoup plus docile ; il lui appartiendra sans doute de le réduire, quand il jugera convenable. » Cette prédiction ne manquait pas de justesse. Mais au moment où Bonaparte put la lire sous la plume du commandant de sa garde, en octobre 1802, il ne jugeait plus convenable de réduire Alger. Il y repensera en 1808.

1. Cf. Esquer, *Les commencements d'un empire. La prise d'Alger*, 2^e éd. Paris, 1929.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 10.

* * *

De 1803 à 1805, les rapports franco-barbaresques, relativement paisibles, ne justifient pas l'examen de mesures coercitives.

Mais, dans les alertes, il y a toujours des retardataires : c'est le cas du comte de Montlosier, ancien député aux États-Généraux et à la Constituante. Il adresse au Premier Consul, le 15 août 1803, une note¹ tout inspirée des projets agités l'année précédente. Rappelant avec juste raison l'importance de l'Afrique dans le monde antique, Montlosier ne craint pas de mettre en parallèle la découverte de l'Amérique avec la redécouverte de l'Afrique. A celui qui fera renaître le monde africain « des ruines amoncelées par la Barbarie », il promettait autant de gloire qu'à Christophe Colomb. C'est à ce rôle qu'il convie Bonaparte, en des termes qui pourraient s'appliquer à tel de nos grands coloniaux contemporains : « Ce n'est pas vous qui trouverez dans cette idée une grandeur seulement apparente. Ce n'est pas vous qui contesterez l'avantage universel de ce nouveau marché. » Le nouveau marché, c'est celui des États barbaresques, Régences et Maroc, qu'il incite le Premier Consul à conquérir. Il montre dans cette conquête l'intérêt de toute l'Europe et l'avantage particulier de la France, du point de vue politique, maritime, commercial et colonial. Avec le Maroc, Alger et Tunis, la France s'assurera tout le commerce de l'Afrique, la maîtrise de la Méditerranée, la prépondérance sur les places du Levant, les denrées qu'elle tirait de l'Inde et des Antilles. Une riche colonie à nos portes et, erreur répandue jusqu'après 1830, une colonie fournissant les produits des pays tropicaux : ainsi apparaissent à Montlosier l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Enfin, il met la conquête de la Barbarie en parallèle avec la frontière naturelle du Rhin, avec l'Égypte, avec Saint-Domingue, et lui donne la préférence sur les trois. Il fallait une conviction forte et rare à cette époque pour venir dire à Bonaparte que la conquête des États barbaresques, dont il s'était détourné, valait mieux que celle des frontières naturelles, consacrée par de récents traités ; que celle de l'Égypte, demeurée l'objet de ses rêves ; que celle de Saint-Domingue, où il avait envoyé une armée.

Montlosier évalue à trente ou quarante mille hommes l'effectif de l'armée destinée à conquérir l'Afrique du Nord et prévoit une armée de

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 1.

secours, de force égale, prête à rejoindre. Les émigrés et autres tenants de l'Ancien régime, ayant subi des pertes en France, en seront dédommagés sur le sol africain. « Cet immense avenir d'intérêts et d'espérances, dont ce pays ouvrira la perspective, achèvera de tuer notre passé. » Que si le gouvernement français veut, « à l'instar de la Providence, recourir à une cause seconde », alors il peut lancer dans l'entreprise l'ordre de Malte. En tout cas, Montlosier s'offre à lever et commander un corps franc.

Sa proposition arrivait un an trop tard ou cinq ans trop tôt : car, lorsqu'il s'agissait de guerre aux Barbaresques, tout retardataire était assuré d'être un précurseur.

Pendant que la France pouvait, par exception, ne pas s'occuper d'eux, l'Espagne poursuivait au Maroc une intrigue, qui est restée, sur le moment, entièrement ignorée¹. Tenté de bonne heure par l'exploration de l'Afrique musulmane, un Catalan aventureux et tenace, Domingo Badia y Leblich, s'y était préparé en apprenant toutes sortes de sciences nécessaires à l'explorateur et en s'instruisant de l'arabe assez à fond pour pouvoir passer pour Arabe aux yeux des indigènes. Après quoi, il s'était confectionné une généalogie faisant remonter son origine aux Abbassides : d'où le nom d'emprunt Ali-Bey-El-Abbassi, sous lequel il circulera en terre d'Islam. Avant de se mettre en route, il subira à Londres ce qu'un de ses biographes a appelé « une petite opération qui parachevait sa préparation musulmane ». Sur son projet de voyage, agréé par Godoy, ministre de Charles IV, fut greffée une ténébreuse mission politique. Il s'agissait, soit de faire accepter par le sultan Moulay-Sliman des secours espagnols contre un prétendant au trône, un *Roghi*, et d'obtenir en échange la cession de ports marocains, soit, si Moulay-Sliman refusait, de soutenir contre lui le Roghi. A exécuter ce plan servirait l'influence personnelle du prétendu prince syrien que serait le faux Ali-Bey-El-Abbassi.

Savant et courageux, Badia était, en outre, un habile homme. Il commença par « rouler » Talleyrand. De passage à Paris, il lui tait soigneusement sa mission politique, le met au courant de sa supercherie musulmane et lui soutire une lettre le recommandant au consul de France à Tanger en qualité de prince syrien. Talleyrand ne se douta même pas qu'il avait recommandé à notre consul un émissaire de Charles IV. Au Maroc, les Européens prennent Ali-Bey-El-Abbassi pour un agent secret du gouvernement français. Les indigènes, par

1. Cf. lieutenant-colonel de Castries, *Napoléon et le Maroc*, dans *Revue hebdomadaire*, 1908.

contre, sont dupes de sa mascarade. Une négociation s'engage en 1803 entre le sultan et lui. Elle continue en 1804. Mais, loin d'accepter les propositions de l'Espagne et de souscrire à ses conditions, Moulay-Sliman offre au négociateur le commandement d'une méhalla chérienne pour déloger les Espagnols de Ceuta. Ali-Bey se retourne alors vers le Roghi et entre en correspondance avec ce rebelle. De ce côté, ses insinuations ont plus de succès. Sa propre popularité auprès des Marocains peut d'ailleurs lui permettre de fomenter lui-même un soulèvement, quand, pris de peur, Charles IV contremande tout. Ali-Bey en est réduit à annoncer l'intention de faire le pèlerinage de La Mecque et, de Marrakech, gagne Oudjda, puis Tlemcen. Là, le sultan, inquiet de ses conciliabules avec les tribus, fait courir après lui. Ramené à Larache, il y est embarqué pour Tripoli de Barbarie dans l'été de 1805. Telle est l'extraordinaire aventure dont il était nécessaire de donner un aperçu, parce que l'offre d'y prendre la suite du roi d'Espagne sera bientôt faite à l'Empereur des Français.

Les relations de Napoléon avec la Barbarie recommencent à se gâter en 1805. Les corsaires barbaresques n'épargnent pas assez ses sujets italiens. Or, depuis qu'il est roi d'Italie, il entend les faire respecter à l'égal des Français. Jérôme Bonaparte, primitivement destiné à être le marin de la famille, est envoyé devant Alger avec une division navale. Une fois de plus des menaces, appuyées de canons et aidées d'argent, suffisent à arranger l'affaire avec le dey. Mais elle recommence en 1806-1807 et s'aggrave beaucoup : dans l'intervalle, il y avait eu Trafalgar. Les torts du dey envers la France deviennent tels qu'il faut songer de nouveau à le mettre à la raison.

Successivement, la paix et l'alliance conclues avec la Russie à Tilsit, la continuation de la guerre avec l'Angleterre, l'activité française en Turquie, l'expédition britannique de 1807 à Alexandrie, les intrigues anglaises au Maroc et dans les régence, la déposition des Bourbons de Madrid, l'avènement de Joseph Bonaparte au trône d'Espagne, viennent faire aux États barbaresques, dans les desseins de Napoléon, une place qu'ils ne garderont d'ailleurs pas longtemps. Une base navale à Alger paraît pouvoir être intéressante, pour contre-balancer Gibraltar et Malte.

Le 10 août 1808, Napoléon écrit¹ de Bayonne à l'amiral Decrès, ministre de la Marine, une lettre célèbre et souvent citée. « Méditez », lui dit-il, « l'expédition d'Alger, tant sous le point de vue de mer que

1. Cf. *Correspondance de Napoléon*, vol. XVI.

sous celui de terre. Un pied sur cette terre d'Afrique donnera à penser à l'Angleterre... Après avoir étudié l'expédition d'Alger, étudiez bien celle de Tunis. » Puis, quand se sont pressées sous sa plume les questions rapides, précises, sur les ports où l'escadre pourrait trouver abri, par où l'armée débarquée pourrait être ravitaillée, la saison propre à l'expédition, l'effectif à employer, viennent les ordres : se renseigner auprès de l'amiral Ganteaume, préfet maritime à Toulon ; mettre à contribution les archives de la Marine, de la Guerre, des Affaires étrangères ; envoyer à Alger un officier qui soit un peu marin, un peu ingénieur de terre, qui reconnaisse la place, ses environs, et qui « ne nous rapporte pas des rêveries » ; avant un mois, avoir recueilli des matériaux où « il n'y ait pas de mais, de si, de car ».

Decrès s'adresse aussitôt au comte d'Hauterive¹, garde des archives du ministère des Affaires étrangères, et des recherches sont entreprises dans ce dépôt. Deux envois de documents sont faits à la Marine, le 27 avril et le 15 mai, le premier plutôt pauvre, le second plus copieux. On y voit figurer des notes sur Alger par Kersey (sans doute ses mémoires de 1782 et 1791), des mémoires sur Alger par Saint-Didier, sur le Maroc par Chénier, sur Tunis par Guy de Villeneuve, sur Tabarque, sur la Galite par divers auteurs anonymes ou connus, sur Tripoli par d'André, l'un ou l'autre des projets d'occupation de Sainte-Croix, un projet d'établissement en Afrique de l'an VII, qui peut être celui de Saizieu pour Tunis, etc., etc. Ni le mémoire de Jean Bon Saint-André, ni celui de Thédenat, ni celui de Hulin, ni le volumineux rapport de Dubois-Thainville sur la régence d'Alger, ne sont mentionnés comme ayant fait partie des deux envois, bien que ces pièces remontassent à moins de six ans. Hauterive s'avouait à Decrès passablement dédaigneux de ce que lui avait fourni le fonds Barbarie de son dépôt. Son dédain paraît exagéré. La vérité semble que, des documents transmis et de ceux qui ne le furent pas, quelques pages d'indications vraiment utiles auraient pu être extraites : la critique des dispositions qui avaient fait échouer les expéditions espagnoles ; la mention de Sidi-Ferruch comme meilleur point de débarquement ; le conseil de prendre Alger à revers ; celui d'enlever le Fort-l'Empereur et de l'utiliser contre la ville ; l'évaluation de l'effectif nécessaire ; l'affirmation qu'un bombardement par l'escadre ne pouvait être décisif ; une idée rudimentaire des fortifications ; un tableau très exact du gouvernement, des divisions administratives, de la population de la régence ; un aperçu des

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 5.

forces militaires du dey, de leur armement, de leurs méthodes de combat ; des données sur les ressources de la région d'Alger. Cette énumération représente ce qui était acquis avant 1808. Ce n'était pas absolument négligeable, et encore ne s'agit-il là que d'Alger. Or, bien des pièces concernant Tunis, le Maroc et Tripoli ne renfermaient pas non plus qu'indigence d'information et verbiage.

Toujours est-il que, par les recherches demandées à Hauterive et par leur résultat, un pont se trouve jeté entre les projets actuels de Napoléon et les manifestations antérieures de l'idée qui était devenue la sienne.

En même temps, Decrès s'est mis en quête de l'officier qualifié pour faire la reconnaissance secrète d'Alger. Son choix, probablement inspiré par Clarke, ministre de la Guerre, tombe sur le chef de bataillon du génie Boutin¹. C'était un heureux choix : les mérites et des services de Boutin ont été justement tirés de l'oubli, à l'approche du centenaire de la conquête d'Alger. Muni des instructions de Decrès le 1^{er} mai 1808, Boutin quitte Paris le 3, arrive à Toulon le 7, se présente à l'amiral Ganteaume le 9, s'embarque le même jour sur le brick de guerre *le Requin*, qui met aussitôt à la voile. Vêtu en civil, il est désormais un proche parent de Dubois-Thainville, allant lui rendre visite.

Pendant que s'exécutaient les ordres de Napoléon concernant Alger, lui-même avait à Bayonne des conférences sur l'éventualité d'une action au Maroc.

Après avoir été « éjecté » du Maroc, Ali-Bey-El-Abbassi avait parcouru la Libye, l'Égypte, l'Arabie, visité La Mecque, passé par Constantinople, traversé les provinces danubiennes, la Hongrie, la Bohême, l'Allemagne, et enfin échoué à Munich, ayant repris sa qualité d'Espagnol, mais pas sous le nom de Badia — c'eût été trop simple — sous celui de Del Castillo. A Munich, apprenant les événements d'Espagne et inquiet pour le sort des documents qu'il avait, en cours de route, adressés à Madrid, il s'était révélé au ministre de France, Otto, qui avait mis Paris au courant². Puis, à peine rétabli d'une grave maladie, il s'était hâté vers Bayonne, pour y rencontrer Charles IV et Napoléon. Il y était arrivé le 9 mai 1808. Sa première visite est pour Charles IV. Le vieux roi, qui venait d'abdiquer, lui dit que, l'Espagne ayant passé sous la domination de la France, tout ce qui se rattachait à son expédition en Afrique était à la disposition de l'Empereur des

1. Cf. Esquer, *Reconnaissance des villes, forts et batteries...*, op. cit.

2. Arch. Aff. étr. Correspondance, Bavière, 1808.

Français. Badia ne se le fait pas dire deux fois. Il se présente, le 12 mai, au château de Marrac, où Napoléon avait pris quartier. A l'en croire, il aurait eu plusieurs conférences avec l'Empereur lui-même. Ce qui est avéré, c'est qu'il fut reçu une fois en audience privée. Le préfet du Palais, Bausset, est ensuite chargé de traiter avec lui. Au sortir de l'audience impériale, Badia adresse à Napoléon une courte note, où il offre ses services, soit qu'on veuille faire une expédition au Maroc, soit qu'on cherche seulement à intimider le sultan¹.

Attendre de son influence les prodiges qu'il en promettait dut paraître chimérique à ses interlocuteurs français. Mais l'idée d'une action militaire ou politique au Maroc ne leur semble pas intempestive. Dès l'instant que l'Espagne devenait une dépendance de la France, le Maroc devenait pour l'Empire français un voisin intéressant. Les présides espagnols sur la côte suivaient en droit le sort de la métropole. Les ports marocains subvenaient au ravitaillement de Gibraltar et des escadres anglaises. Les agents britanniques manœuvraient le sultan et damaient le pion aux nôtres. Aussi Napoléon n'exclut-il pas la possibilité d'une expédition militaire au Maroc et voulut-il faire procéder à la reconnaissance sérieuse de la partie du pays où ses troupes pourraient avoir à opérer. Le 16 mai 1808, il écrit de Bayonne à Murat, son lieutenant général à Madrid, de confier à un officier du génie intelligent la mission de porter à Moulay-Sliman une lettre de lui, plutôt comminatoire que cérémonieuse, de s'entendre avec le consul de France pour déjouer l'influence des Anglais à la cour du chérif, de reconnaître la route de Tanger à Fez, l'état des fortifications des villes, enfin de se renseigner sur la force des armées, la population et « tout ce qui intéresse sous le point de vue militaire ». Ces renseignements lui permettront d'exécuter la menace qu'il faisait adresser au sultan du Maroc : « passer en Afrique avec 200,000 Français et Espagnols ».

Pour remplir la mission ordonnée par l'Empereur, Murat fait choix du capitaine du génie Burel, détaché à l'état-major de l'armée d'Espagne, ancien officier de l'armée d'Égypte. Burel part de Madrid le 23 mai 1808. A la différence de Boutin, il n'a pas à dissimuler sa qualité, puisqu'il est porteur d'une lettre de Napoléon ; il doit même « prendre l'uniforme d'aide de camp ».

Boutin² arrive à Tunis le 14 mai 1808, en repart le 18 pour Alger, y

1. Cf. de Castries, *article cité*.

2. Cf. Esquer, *Reconnaissance...*, *op. cit.* ; Auriant, *Notes et documents d'histoire. Sur la piste du mystérieux Boutin : l'odyssée algérienne, 1808 (Documents inédits). La mission orientale (1810)*, dans *Mercure de France*, 1925 ; Sambœuf, *Boutin*, dans *Bull. de la Société de géographie d'Alger*, 1927 et 1928.

débarque le 24 et y séjourne jusqu'au 17 juillet. Il demeure chez Dubois-Thainville, qui met tout en œuvre pour lui faciliter l'accomplissement de sa mission. Elle était difficile, périlleuse : telle promenade au cap Matifou fait menacer le promeneur et ses compagnons d'être « enterrés tout vifs », en cas de récidive ; telle autre se heurte au tombeau d'un saint, le marabout de Sidi-Ferruch, dont les chrétiens devaient se tenir à distance ; même en ville, il y a des quartiers interdits aux Européens, la Casbah entre autres. Toutes les difficultés sont surmontées ou tournées, sous d'ingénieux prétextes : parties de chasse ou de pêche, inadvertance. A détourner quelque peu l'attention du dey des allées et venues de cet hôte indiscret, contribue fort à propos un incident avec le bey de Tunis : le dey eut un instant si peur qu'il songea à se réfugier au consulat de France. En tout cas, il faut que Boutin ait pu examiner dans le plus grand détail tout ce qui lui était utile de voir, pour avoir pu rédiger ensuite, d'après ses notes, un rapport de mission aussi complet et précis que le sien et dresser les cartes et plans dont il l'accompagna. Encore est-ce miracle si les matériaux qu'il rapportait d'Alger ne furent pas perdus. Car sa traversée de retour fut une odyssée. Parti d'Alger le 17 juillet, il est à Ajaccio le 25, en repart le 26, est capturé par des Anglais à six milles seulement de Monaco, conduit par eux à Malte, s'en évade, gagne Smyrne sur un bateau ragusais, passe à Constantinople et de là gagne Paris, où il arrive enfin en novembre 1808.

Le rapport¹ que Boutin adressa à Decrès le 18 novembre 1808 — « reconnaissance générale des villes, forts et batteries d'Alger, des environs, etc..., pour servir au projet de descente et d'établissement définitif dans ce pays » — est un document capital, qui a été intégralement publié en 1930 et justement loué. C'est la première étude compétente des conditions d'une expédition militaire contre Alger, le premier exposé méthodique des données nécessaires à connaître pour l'entreprendre. Aucun mémoire antérieur, même utile, ne supporte la comparaison avec ce rapport.

A la recherche du meilleur point de débarquement, Boutin commence par en éliminer plusieurs. Il en arrive ainsi, d'élimination en élimination, à ne laisser de disponible que l'espace compris « entre le cap Caxine, Sidi-Ferruch et au-dessous ». Dans cet espace encore vaste, il désigne expressément, comme l'endroit le plus propre à une descente, l'une ou l'autre des deux baies que forme la presqu'île de Sidi-Ferruch.

1. Le document se trouve aux archives du ministère de la Guerre et, en copie, à celles des Aff. étr. Il a été, comme nous l'avons dit, publié par M. Esquer.

Il énonce avec précision les raisons de sa préférence, les commodités offertes par cet emplacement au débarquement et à l'avance ultérieure des troupes. Il montre que les fortifications de la rade d'Alger et la configuration du terrain se réunissaient pour faire exclure le choix d'un point de débarquement situé à l'intérieur de cette rade : « attaquer par la rade, c'est affronter à la fois tous les dangers et toutes les difficultés ». Il indique dans le Fort-l'Empereur « le point dominant de toutes les fortifications » et en conclut que « c'est le château de l'Empereur qu'il faut attaquer le premier : on pourra de là battre la ville et le fort Bab-Azoun ». Il dit d'où l'on pourrait dominer et bombarder le Fort-l'Empereur. Il suggère, comme opérations auxiliaires et diversions, l'occupation du poste de la Vigie, un détachement sur Oran, un mouvement offensif des Tunisiens, de fortes démonstrations de l'escadre devant le port et la rade. Il décrit tous les ouvrages de défense d'Alger et recommande formellement de ne pas s'en prendre à ceux de la Marine, les plus forts et les mieux armés. Il évalue les forces militaires de la régence — quinze mille hommes en temps de paix, soixante mille en temps de guerre — l'effectif de l'armée d'expédition — trente-cinq à quarante mille hommes — le temps nécessaire pour se rendre maître d'Alger : un mois à partir du moment où les troupes débarquées et le terrain déblayé devant elles, l'artillerie et le génie auront pu entrer en action. Il conseille d'opérer entre le 10 mai et le 10 juin. Il donne des renseignements sur les ports et rades de Barbarie depuis Tunis jusqu'à Oran, les itinéraires d'Alger aux principales villes de la régence et de ces villes entre elles, l'eau, le climat, le gouvernement, la population, etc., etc... Son rapport est accompagné d'un véritable atlas de cartes et de plans.

Napoléon n'en put prendre connaissance qu'à la fin de février 1809, au retour de sa campagne d'Espagne. Dans l'intervalle, le projet d'expédition contre Alger avait été abandonné. Comme en 1802, des affaires plus pressantes y avaient fait diversion. Le moment d'utiliser le rapport de Boutin avait passé et n'était pas près de revenir.

Il reviendra une vingtaine d'années plus tard, quand le gouvernement de Charles X se préoccupera de régler par les armes son conflit avec le dey d'Alger. Alors le rapport de Boutin, signalé dès 1819 par le consul général Deval, sera rappelé par le commandant de l'escadre de blocus, exhumé des archives de la Guerre, consulté par le ministre, pris pour base d'études par une commission militaire chargée de préparer l'expédition de 1830. Les résultats de la reconnaissance de Boutin ont donc été largement utilisés et ont exercé une influence considé-

nable sur le plan de l'expédition exécutée vingt-deux ans après. Leur utilisation et leur influence font apparaître ce lien entre les âges, qui est le fil conducteur de l'histoire, et le concours que des générations de Français se sont prêté pour former, développer et finalement réaliser l'idée d'intervention armée de la France en Afrique du Nord.

Il y a juste un an que Boutin a remis son rapport quand Dubois-Thainville, rentré en France, adresse au ministre des Affaires étrangères, le 18 novembre 1809, un mémoire général sur Alger¹. C'est un exposé complet du gouvernement, de l'administration, des ressources, des relations extérieures, de la population, de la situation de la régence. Toutes les parties de cet exposé qui peuvent amener l'idée de la destruction du dey, de la conquête du pays et de l'établissement des Français en Algérie sont littéralement dominées par cette idée. Dubois-Thainville dit comment il faudrait s'y prendre pour soumettre les indigènes. Il trace le tableau de ce que deviendraient, sous un gouvernement éclairé, le commerce et l'agriculture. Il assure que les esclaves chrétiens, quinze cents à Alger, trois mille à Tunis, n'ont d'espoir que dans l'apparition en Afrique du « héros qui gouverne la France ». Rapportant une prédiction que lui-même avait entendue d'un marabout arabe, il appelle la vengeance de Napoléon sur « les brigands qui, aux portes de l'Europe, insultent aux nations les plus puissantes ». Il affirme que « les difficultés de se coloniser en Afrique ne sont pas aussi grandes que quelques esprits faibles se sont plu à le présenter ». Il nie qu'on doive se laisser effrayer par l'échec du débarquement de Charles-Quint. Il termine en ramassant dans dix lignes un fulminant réquisitoire contre les Algériens. Voilà ce que pensait et écrivait le consul général dont Boutin avait été l'hôte à Alger.

Boutin faisait sa reconnaissance d'Alger quand Burel commença la sienne au Maroc. Débarqué à Tanger le 26 mai, il en part le 5 août avec le consul général Ornano, est à Meknès le 13 et à Fez le 16. Le but de son voyage était de remettre à Moulay-Sliman la lettre de Napoléon. En le faisant attendre à Tanger, le sultan lui a fourni l'occasion d'observer cette ville à loisir. Sa visite à la cour chérifienne lui procure le moyen de reconnaître la route de Tanger à Meknès, celle de Meknès à Fez, ainsi que les fortifications de ces deux capitales. La négociation diplomatique dont il était chargé échoue rapidement : au reproche de ravitailler les Anglais, le sultan oppose les droits de la neutralité. Par surcroît, arrive d'Espagne la nouvelle que la population

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 14. Publié par Esquer, dans *Documents inédits*..., etc.

se soulevait contre les Français et que le roi Joseph Bonaparte avait dû évacuer Madrid : l'attitude des Marocains se fait encore plus évasive, en attendant qu'elle devienne tout à fait partielle en faveur de l'Angleterre. Burel n'avait plus qu'à regagner Tanger. La fantaisie du sultan lui impose pour le retour une autre route que pour l'aller : elle lui permet ainsi de parcourir un autre itinéraire, plus à l'est, par Ouezzan. A Tanger, où il est parvenu en septembre 1808, il ne peut s'embarquer : les Anglais tenaient la mer ; le sud de l'Espagne était en insurrection. Burel en profite pour aller visiter Larache, s'y rendant par l'intérieur des terres, en revenant par Arzila et la côte. Ce n'est pas avant février 1810 qu'il peut quitter Tanger, aborder en Andalousie et rentrer en France.

De retour à Paris, il y rédige un volumineux et intéressant « mémoire militaire sur l'empire du Maroc¹ », qu'il remet à Napoléon à Compiègne le 21 mars 1810 et au ministre de la Guerre le 26 avril. Il y traite de l'étendue du Maroc et de son « système de guerre », des routes, du terrain qu'il avait parcouru, de la marine, de la population, du climat, des productions, du commerce. Il distingue deux catégories de troupes marocaines : les troupes provinciales et les troupes impériales. Des premières il remarque : « tout homme au besoin est soldat dans le Maroc ». Les secondes sont évaluées par lui à environ trente-six mille hommes, dont dix-huit mille noirs. Burel explique comment était levée et composée une méhalla chérifiennne, avec cinq ou six mille hommes de troupes impériales, le reste, qui pouvait monter à beaucoup plus, étant de troupes provinciales. Ce qu'il dit du commandement n'en donne pas une haute idée ; pas davantage ce qu'il dit de l'artillerie de campagne, de place et de côte. Il décrit la tactique traditionnelle de la cavalerie, les coutumes de l'infanterie, signalant les qualités de tireur du soldat marocain, les divers types de fortifications permanentes en usage, enceintes de villes et kasbahs isolées. Ses itinéraires sont minutieusement relatés, de manière à pouvoir être suivis après lui d'après sa description. A son mémoire sont d'ailleurs joints la carte de la région qu'il avait traversée, les plans de la ville et de la rade de Tanger. Bien entendu, aux abords des cités rencontrées ou visitées, il indique les positions appropriées à l'emplacement d'un camp retranché, de batteries, d'un poste. Les défenses de Meknès, Fez et Larache, soigneusement décrites, lui ont paru peu redoutables : davantage celles de Tanger.

1. Arch. Guerre, fonds Maroc.

Burel n'esquisse pas de plan d'opérations. Mais il donne des indications propres à guider le choix d'un point de débarquement. Ce point n'était à choisir, selon lui, ni dans la rade de Tanger, défendue par des batteries installées en 1808, ni à l'est de la place, à cause du relief de la côte, mais bien dans la direction de l'ouest, entre le cap Spartel et Larache, de préférence entre Larache et Arzila. Ayant reçu sa mission au moment où un frère de Napoléon venait d'être appelé à régner sur l'Espagne, Burel raisonne dans l'hypothèse où l'expédition contre le Maroc disposerait des ports espagnols de l'Océan, de Cadix entre autres.

Son rapport n'égale, certes, pas en valeur celui de Boutin. Mais il répond pleinement à l'objet de ses instructions. Il présente un ensemble de renseignements précieux à la préparation et à la conduite d'une expédition militaire dans la partie du Maroc qu'il concerne.

Quand Napoléon le reçut des mains de l'auteur, la guerre d'Espagne lui donnait déjà trop de déceptions pour qu'il pût encore songer à faire passer le détroit à ses troupes. De gigantesques plans continentaux, visant à la ruine de l'Angleterre, emportaient la pensée de l'Empereur loin des rivages du Moghreb. Le rapport de Burel fut classé. Il n'eut pas, comme celui de Boutin, la fortune d'être exhumé des archives pour servir de base aux études d'une expédition en partance. C'est que plus longtemps se passa avant que la France portât ses armes au Maroc. Mais ce compte-rendu de reconnaissance atteste l'apparition que l'idée d'intervenir au Maroc avait faite en 1808 et le progrès que la mission de Burel avait fait accomplir à la question.

* * *

De 1811 à l'été de 1814, la France n'a réellement pas le loisir d'accorder son attention aux Barbaresques. Le reste de l'Europe ne l'a guère non plus. Mais quand se réunit le Congrès de Vienne, il est saisi par les Anglais d'une grande question de droit international : la suppression et la répression de la traite des noirs. Cette question fait dévier les pensées vers l'espèce de traite des blancs que pratiquaient les Barbaresques aux dépens des chrétiens capturés en mer par leurs corsaires. D'autre part, la réunion des représentants de tous les gouvernements d'Europe suggère aussi l'idée d'une action collective contre la piraterie nord-africaine. Le projet en est soumis aux puissances par l'amiral Sir Sidney Smith¹, qui se fait le promoteur d'une sorte de croisade navale contre les Barbaresques.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 6.

Sidney Smith était célèbre. Sa participation à la défense de Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte en 1799 lui avait valu une réputation qui allait jusqu'à la gloire. C'était un marin de valeur, un homme d'initiative, original, vaniteux, remuant, mais loyal et chevaleresque. Il lui paraissait paradoxal qu'au moment où l'on s'occupait de la traite des nègres sur la côte occidentale d'Afrique, on se désintéressât du « honteux brigandage » pratiqué, sur la côte septentrionale du même continent, par des « pirates turcs » qui opprimaient les indigènes, les réduisaient en esclavage, les embarquaient sur leurs bateaux-corsaires, enlevaient les Européens en mer ou à terre, en faisaient aussi des esclaves, troublaient le commerce, rançonnaient les puissances maritimes et « plaçaient les peuples civilisés sous la dépendance d'un chef de voleurs » : le dey d'Alger. Le moment était venu d'adopter des mesures énergiques. Quel devait être le but ? Quels les moyens ? Le but serait de « mettre pour toujours l'Europe à l'abri des attentats des corsaires africains et de faire succéder à des États pirates depuis Barberousse des gouvernements utiles au commerce et en harmonie avec les nations civilisées ». Le moyen serait une action maritime et diplomatique internationale. Une force navale, à laquelle chaque puissance intéressée fournirait son contingent, en s'y engageant par traité, « un pouvoir avoué et protégé par toute l'Europe », quelque chose comme l'escadre d'une ligue des nations formée contre les Barbaresques réprimerait la piraterie, rendrait la sécurité au commerce, dicterait ses conditions aux souverains des trois régences, empêcherait le recrutement en Turquie de soldats pour leur service, exigerait le rapatriement de ceux qu'ils employaient.

Tel est le projet de Sidney Smith. Alors que la France, principale puissance méditerranéenne, était dans une situation politique amoindrie par l'occupation étrangère de son territoire, une action navale internationale, dont la direction serait revenue à l'Angleterre, aurait pu être pour celle-ci l'occasion d'avantages moraux et même de profits matériels. Ce fut et ce resta, pour le gouvernement de la Restauration, une bonne raison de s'en défier. Malgré cela se trouve, parmi les partisans les plus fidèles des Bourbons, un homme qui est séduit par la proposition de Sidney Smith. C'est Jules de Polignac, le futur ministre de Charles X. Il expose ses idées à Louis XVIII dans une « note sur l'expédition projetée contre les Barbaresques ¹ », qui est la première attestation de son intérêt pour la question dont il lui était réservé de donner plus tard la solution.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 6.

Polignac ne dissimule pas au roi, placé sur le trône de ses ancêtres par la victoire d'armées étrangères, que les Français gardaient la nostalgie de l'épopée napoléonienne. Six mois avant le retour de l'île d'Elbe, l'avertissement ne manquait pas d'à-propos. Puis, après un développement assez filandreux sur l'art avec lequel *Buonaparte* s'entendait à « échauffer l'imagination » par le miroitement de plans colossaux, Polignac découvre à l'expédition projetée contre les Barbaresques « une sorte d'analogie de grandeur avec les projets gigantesques » de l'usurpateur, à cela près qu'elle serait inspirée « par un grand sentiment du Bien », tandis que les entreprises napoléoniennes étaient toujours « enfantées par le génie du Mal ». A cet argument s'ajoutaient plusieurs autres. Toutes les nations étaient encore, matériellement et moralement, sur le pied de guerre : n'était-il pas prudent de fournir un champ d'activité à leurs armements et à leur humeur guerrière ? A défaut de cela, n'était-il pas à craindre que l'« union générale », dans laquelle les avait groupés « le renversement du colosse menaçant leur indépendance », ne fit place à des conflits, maintenant que « le colosse était abattu » ? La direction à donner à leurs forces coalisées semble à Polignac tout indiquée : c'est Alger, où — dernier argument — la France pourra trouver l'occasion d'établissements avantageux et d'un acheminement vers l'Égypte. Que venait faire l'Égypte dans cette affaire ? On le verra seize ans plus tard. Pour le moment, Polignac ne donne de sa pensée qu'un commentaire presque aussi sibyllin qu'elle : « Ce dernier point demande », dit-il, « une attention particulière ; plus d'un motif doit nous porter à former des établissements en Afrique. »

Louis XVIII ni Talleyrand ne furent convaincus par l'argumentation de Polignac. La proposition de Sidney Smith n'eut d'abord pas plus de succès auprès de Lord Castlereagh, ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Celui-ci pensa que toute action coercitive contre les Barbaresques risquait de conduire à leur destruction ; or, de leur destruction il ne voulait pas. Il considérait, en effet, l'existence des régences comme plus utile que nuisible aux intérêts anglais. Leur suppression eût mené, selon lui, à établir sur la côte septentrionale d'Afrique des États nouveaux qui, unis à la France, auraient pu porter tort à l'influence et au commerce britanniques dans la Méditerranée. La question barbaresque demeura donc pour le Congrès de Vienne, qui en fut officiellement saisi, une matière à déclaration platonique ou, si l'on préfère, à résolution de principe, dont ne fut pas prévue l'application pratique.

Les dispositions du gouvernement anglais commencent toutefois à se modifier après les Cent-Jours et Waterloo. Castlereagh, s'apercevant que l'opinion publique de son pays était favorable à une offensive contre la piraterie nord-africaine, en devient partisan. Le cabinet décide d'envoyer, au printemps de 1816, l'escadre de Lord Exmouth dicter des conditions aux Algériens.

En France, l'actualité ainsi rendue à la question barbaresque réveille des idées de conquêtes et de colonisation dans l'esprit d'un homme qui en était hanté depuis quinze ans. C'est Badia, qui, après avoir été intendant et préfet en Espagne sous Joseph Bonaparte, s'était réfugié à Paris, quand Ferdinand VII était rentré à Madrid. La publication de ses voyages venait de le faire connaître et apprécier du public savant. Le 22 octobre 1816, il remet au duc de Richelieu, ministre des Affaires étrangères, un « mémoire sur la colonisation de l'Afrique¹ ». Il y pose en principe : « L'Afrique septentrionale est la colonie naturelle de l'Europe ». Ce n'était pas mal pensé ni mal dit. Badia observe qu'elle avait été la colonie des Grecs, des Romains, des Goths : elle aurait, ajoutait-il, été celle de l'Espagne sans la découverte du Nouveau Monde. « La supériorité des colonies africaines sur les colonies de l'Amérique », dit-il encore, « est bien facile à démontrer. » Cet axiome non plus n'était pas sot : Badia le démontre par la proximité et par les facilités qui en découlent pour les relations, le commerce, la défense. « L'Afrique septentrionale », continue-t-il, « produit et peut produire toutes les denrées que nous tirons de l'Amérique et de l'Asie » : ceci était moins juste, mais généralement admis à son époque. Badia met d'ailleurs en garde contre « les brillants rêves d'Eldorado, qui ont emporté tant de victimes », et conseille une colonisation qui ne s'étende pas loin à l'intérieur du continent. Puis, après avoir rappelé en détail toute son activité sous Charles IV et sous Napoléon, il offre ses services à Louis XVIII, assure que la France pouvait avoir par lui des colonies en Afrique, et par lui aussi les conserver ensuite, exhorte le duc de Richelieu à ne pas imiter l'exemple des hommes à courte vue qui avaient jadis repoussé les offres de Christophe Colomb, demande enfin une prompt réponse, en alléguant : « J'ai déjà quarante-huit ans et demi, et une opération de cette nature n'est pas faite pour un vieillard. »

Le silence fut la seule réponse du duc de Richelieu, insensible au

1. Cf. P. Roussier, *Les derniers projets et le dernier voyage de D. Badia*, dans *Revue africaine*, 1930.

« précédent » de Christophe Colomb. En vain, Badia revient-il à la charge en avril 1816, en juillet 1817, répétant qu'il détenait le secret de procurer à la France de riches colonies nord-africaines, sans qu'il en coûtât « une goutte de sang français ». Richelieu s'obstina à ne manifester aucune curiosité de connaître son secret. D'autres ministres, Decazes, Molé, qui connaissaient Badia, lui firent obtenir la mission de retourner en Arabie, puis de traverser l'Afrique de la mer Rouge au Sénégal : redevenu Ali-Bey-El-Abbassi, l'explorateur mourut entre Damas et La Mecque.

Le gouvernement de Louis XVIII avait fait la sourde oreille à une suggestion de plus de poids que celle de Badia. Chateaubriand, en effet, apporte, devant la Chambre des pairs, le secours de son éloquence au projet de destruction des Barbaresques. La motion¹ déposée et soutenue, le 9 avril 1816, par l'auteur du *Génie du christianisme*, procède manifestement de la proposition présentée au Congrès de Vienne par Sidney Smith. Elle emprunte à celle-ci son thème humanitaire : « réclamer les droits de l'humanité, effacer la honte de l'Europe », répondre à l'abolition de la traite des noirs, décrétée par le Parlement d'Angleterre, en « faisant cesser l'esclavage des blancs », pratiqué « sur les côtes de Barbarie ». Cette symétrie et, pour ainsi dire, cette opposition de ton entre la traite des noirs et l'esclavage des blancs sont simplement renouvelées du mémoire de l'amiral anglais. Mais l'initiative de Chateaubriand est aussi d'inspiration historique et chrétienne : « J'ai vu, Messieurs, les ruines de Carthage. J'ai rencontré, parmi ces ruines, les successeurs de ces malheureux chrétiens, pour la délivrance desquels saint Louis fit le sacrifice de sa vie. Le nombre de ces victimes augmente tous les jours... N'est-ce pas aux Français, nés pour la gloire et pour les entreprises généreuses, d'accomplir enfin l'œuvre commencée par leurs aïeux ? C'est en France que fut prêchée la première croisade ; c'est en France qu'il faut lever l'étendard de la dernière... » Et, après avoir observé que les moyens employés devront être en harmonie avec un temps qui n'était plus celui de Pierre l'Ermite, ni même de saint Louis, c'est à une croisade toute diplomatique que Chateaubriand convie le gouvernement de Louis XVIII, en demandant qu'il propose à toutes les cours d'Europe d'ouvrir avec les puissances barbaresques une négociation collective. La Chambre des pairs vote sa motion ; mais le gouvernement n'en tient pas compte. En définitive, son prestige de grand écrivain ne profite pas à la cause qu'il

1. Cf. Chateaubriand, *Œuvres complètes*, édition Garnier, t. VIII.

plaidait. Richelieu était d'autant plus résolu à persister dans une politique négative que le gouvernement anglais s'en écartait.

Castlereagh, rallié à l'idée de Sidney Smith, avait pressenti notre ambassadeur à Londres, le marquis d'Osmond, sur la participation de la France à une ligue maritime contre les Barbaresques et lui avait annoncé l'intention de réunir en conférence les représentants des grandes puissances auprès de l'Angleterre pour approfondir le sujet. Cette proposition apparut aussitôt à Richelieu comme « une de ces conceptions philanthropiques que le gouvernement anglais favorise, quand leur accomplissement peut servir ses vues politiques et les intérêts de son commerce¹ ». La France, elle, n'avait aucune raison d'y prêter les mains : elle avait peu à redouter des Barbaresques ; la destruction des régences pouvait ne pas lui être du tout avantageuse ; sa situation du moment ne lui permettait pas de paraître, dans une entreprise internationale, « au rang que sa dignité était intéressée à soutenir » ; la direction de l'association eût appartenu à l'Angleterre. Osmond reçoit donc instruction de chercher des échappatoires et de mettre des bâtons dans les roues. La conférence ne s'en ouvre pas moins à Londres ; mais, en 1816, elle n'aboutit à rien.

Pendant qu'elle se tenait, l'escadre d'Exmouth exécutait sa mission. Devant Tunis, en avril 1816, devant Tripoli peu après, l'amiral anglais obtient la libération des esclaves et la suppression de l'esclavage. Mais devant Alger, en mars et en mai, il trouve le dey récalcitrant à ses exigences. Il lui faut revenir une troisième fois et bombarder la place le 30 août pour obtenir un traité qui abolit l'esclavage, mais ne parle pas de la course. Ce bombardement de Lord Exmouth, bien qu'il n'eût pas été sans résultat, fut bientôt considéré comme ayant prouvé une fois de plus l'inefficacité d'opérations exclusivement navales contre Alger.

La conférence reprend à Londres en 1817 et en 1818, sans encore aboutir à rien. Le plan de Castlereagh comportait une ligue maritime conclue pour sept ans, une association de forces navales sous un commandement unique, « comme l'armée d'occupation en France » — comparaison pleine de tact envers les Français — le commandant en chef assisté d'un conseil formé de ministres des diverses puissances et siégeant à Paris, ce conseil se concertant avec le commandant en chef, « comme les gouvernements le font avec Lord Wellington » — la comparaison continuait — et donnant au besoin des instructions aux consuls de Barbarie. France, Autriche et Russie manœuvrèrent de con-

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 6.

cert pour faire échouer ce projet. Le gouvernement français, notamment, ne cesse d'opposer au principe de l'action collective celui de l'action isolée, exercée par des escadres distinctes. Une ingénieuse contre-proposition est présentée en son nom : il sera déclaré aux régences que le droit de paix et de guerre ne leur était pas reconnu, indépendamment de la Turquie, leur suzeraine, et que les marines des puissances traiteraient en pirates, avec la dernière rigueur, tout bâtiment algérien, tunisien ou tripolitain qui, visité en mer, serait trouvé à mé. Chaque fois que Castlereagh revient à son système, cherche à faire fixer les contingents ou les cotisations des divers États à la ligue de ses rêves, il se heurte à quelque objection. On en vient à envisager de s'adresser à la Porte pour interdire aux régences la pratique de la course, mais on doit convenir que celles-ci ne feront aucun cas d'un ordre de Constantinople. Le Russe se prononce donc pour des mesures de force ouverte contre celle des régences dont on aura à se plaindre. Obtiendra-t-on le résultat souhaité, fait alors observer Osmond, sans employer des troupes à terre? Dans ce cas, à quel effectif les fera-t-on monter? Personne ne le suit sur ce terrain et la délibération demeure encore sans conclusion.

Le moment arriva de la sorte où les plénipotentiaires des grandes puissances — voire pour certaines leurs souverains — se réunirent en congrès à Aix-la-Chapelle¹. Richelieu, qui y représentait la France, se fit donner par Louis XVIII l'instruction de persévérer dans sa tactique, de repousser tout plan qui consacrerait la suprématie maritime de l'Angleterre et lui conférerait la haute police de la Méditerranée, de susciter des échappatoires à tout projet qui ferait entrer l'Europe en guerre contre les Barbaresques et entreprendre des expéditions coûteuses, enfin d'accepter le rétablissement de l'ordre de Malte dans cette île ou dans une autre, si quelqu'un le proposait. Le Congrès aborde la question le 7 novembre 1818. Russes, Autrichiens et Français avaient rédigé des mémoires exposant leurs systèmes respectifs. Le système français prend pour base le refus aux régences du droit de paix et de guerre. Il admet — concession de Richelieu aux vues des Anglais — une alliance générale des puissances maritimes, mais sans chef commun ni permanent, chaque contractant opérant isolément, avec un nombre de bâtiments déterminé par traité. Autant d'États, autant d'avis : cette diversité d'opinions conduit à une conclusion peu concluante. Le protocole du 20 novembre 1818 invite la France et l'Angleterre à

1. Note résumant les négociations de 1814 à 1818 dans Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, 6.

faire savoir aux régences que « l'effet infailible de leur persévérance dans un système hostile au commerce pacifique serait une ligue générale des puissances », qui « pourrait les atteindre jusque dans leur existence ».

Ce solennel avertissement est donné aux trois régences par la voie diplomatique. Il ne produit aucune impression. On décide alors d'en faire porter la notification écrite par des amiraux. En septembre 1819, l'amiral anglais Freemantle et l'amiral français Jurien de La Gravière se rendent successivement à Alger, Tunis et Tripoli. Le pacha de Tripoli s'engage facilement à interdire la course à ses sujets. Le bey de Tunis équivoque. Le dey d'Alger refuse de renoncer au droit de visite, seul moyen, prétexte-t-il, de reconnaître ses amis de ses ennemis. L'injonction de l'Europe s'était donc heurtée à un refus au moins : or, ce refus n'eut pas pour « effet infailible » la formation d'une ligue européenne, qui ne se forma pas. C'est, en diplomatie, le sort de beaucoup d'effets dits « infailibles ».

Le duc de Richelieu avait su empêcher que la question de Barbarie fût internationalisée et que les Anglais prissent la haute main sur des opérations combinées, qui ne l'auraient d'ailleurs pas résolue : car elle ne pouvait pas l'être par des opérations exclusivement navales.

* * *

Désormais, chaque fois qu'il s'agira d'opérations navales contre Alger, des voix s'élèveront pour proclamer que seule une expédition à terre pouvait être efficace.

C'est ce que soutient Pierre Deval, consul général à Alger, dans un rapport¹ du 28 décembre 1819, qui suit de peu le passage des amiraux Freemantle et Jurien. Ce ne sera jamais, affirme-t-il, par des bombardements, que l'on parviendra à réduire les Algériens ; il rappelle alors en exemple les bombardements du xvii^e siècle et celui, tout récent, de Lord Exmouth. Il faut donc « extirper le mal dans la racine ». Ce qu'entend Deval par cette métaphore, c'est « un siège de la ville d'Alger, du côté de terre ». L'opération est, à l'en croire, d'une extrême facilité d'exécution. Les fortifications d'Alger se réduisent, du côté de terre, à un mur d'enceinte, dominé par des hauteurs qui commandent même le Fort-l'Empereur. Le relevé en a été fait en 1808 par « le colonel du génie Boutin » : c'est la première d'une série de références qui, de 1819 à 1828, vont être faites à la reconnaissance de Boutin et feront exhum

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 11.

son rapport. Entraîné par son sujet, Deval donne ensuite à entendre que les vrais indigènes, « les Numides, aujourd'hui appelés Cabails », haïssaient la race dominante des Turcs et « formeraient pour la France le fond de la plus riche et de la plus fertile colonie du monde ». Voilà donc, dès 1819, le gouvernement de la Restauration invité à entreprendre le siège d'Alger, la conquête et la colonisation de la régence, par le consul même, dans la personne de qui Charles X sera insulté en 1827.

A l'époque où Deval adresse cette invite aux ministres de Louis XVIII, rien n'est plus éloigné de leurs intentions que de l'écouter. Mais longtemps ne se passa pas avant que des difficultés surgissent entre eux et les régences. En 1823, un rapport¹ présenté à Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères, conseille le recours à la force contre le bey de Tunis, coupable d'infraction au traité franco-tunisien, parce qu'« il est d'un haut intérêt politique que la France recouvre son influence sur la côte septentrionale d'Afrique ». L'escadre de l'amiral Drouault est envoyée en 1824 devant Tunis et Alger. Cette démonstration navale suffit à arranger les affaires avec Tunis, mais non pas avec Alger où le conflit s'envenime. Le conflit procède, entre autres causes, des créances Bacri — irritante affaire de gros sous, conséquence du passif laissé à Alger par le Directoire, qui n'avait pas dédaigné les achats à crédit — et des Concessions d'Afrique, de tout temps source de chicanes, quand il plaisait au dey d'en susciter, et gage dont il dépendait de lui de se saisir, s'il lui convenait. La grande place tenue, dans les causes de la rupture franco-algérienne, par les créances Bacri est bien connue. Une part doit aussi être faite aux litiges nés des Concessions, qui contribuèrent à aigrir le conflit d'où sortira l'expédition de 1830.

Dès 1825, les rapports franco-algériens sont redevenus assez tendus pour que reparaisse l'idée d'en finir avec la régence. A cette époque, les troupes françaises occupent l'Espagne : et c'est une circonstance qui met la France presque au contact de la Barbarie. Un anonyme adresse au baron de Damas, ministre des Affaires étrangères, un « mémoire militaire sur Alger² ». Sa proposition est celle de conquérir Alger par une expédition à terre. Il prouve que les tentatives des Espagnols, depuis Charles-Quint jusqu'à O'Reilly, n'avaient échoué que par suite de fautes de tactique faciles à éviter ; que le renforcement des défenses de mer depuis 1816 rendait presque impossible la répétition d'un bom-

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Afrique, Tunis, 9.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 11.

bardement ; qu'Alger était « entièrement sans défense du côté de la terre » ; que le seul endroit approprié à un débarquement était Sidi-Ferruch, dont il donnait la description et signalait les avantages ; que le pourtour de la rade était défendu par des batteries ou des forts ; que la ville était commandée par le Fort-l'Empereur, lui-même dominé par des hauteurs, auxquelles on accédait facilement de Sidi-Ferruch. On doit reconnaître le mérite de l'exactitude à toutes ces indications : elles coïncident d'ailleurs avec celles du rapport de Boutin, que l'auteur de ce mémoire semble pourtant avoir ignoré. Moins juste est son évaluation de l'effectif nécessaire à l'opération : dix mille hommes d'infanterie, cent cavaliers, une artillerie non moins insuffisante. Le succès est naturellement présenté comme assuré : « Alger et ses trésors sont livrés presque sans défense aux premiers, qui, guidés par des notions certaines, tenteront de s'en rendre maîtres. » Une péroraison cicéronienne exhorte les Français à tenter le coup : « Jusques à quand enrichirons-nous de nos dépouilles les ignobles usurpateurs d'une fertile contrée?... Qu'un grand monarque le veuille, et ces Barbares, refoulés aux lieux qui les ont vomis, feront place à des cultivateurs utiles, à d'industriels commerçants ! » Car, dans l'esprit de l'auteur, les envahisseurs au moins d'Alger devront être colonisés.

Ainsi, deux ans seulement avant que l'expédition d'Alger soit mise à l'étude, un mémoire qui n'est pas sans intérêt vient s'ajouter à ceux qui, antérieurement, avaient déjà fourni tout ou partie des mêmes indications.

Cette année-là, avons-nous dit, les Français étaient en Espagne. Ils y étaient depuis 1823 et allaient y rester jusqu'en 1828. Une de leurs divisions tenait garnison à Cadix. De là, ils découvraient le cap Spartel et la côte du Maroc. Aller voir cela de plus près était bien tentant. Le général commandant à Cadix autorise donc deux de ses officiers, le capitaine d'artillerie Bonet et le lieutenant d'état-major de Caraman, à visiter Tanger. L'artilleur est chargé d'une mission « relative à son arme » ; le lieutenant d'état-major n'est, semble-t-il, qu'en permission, mais assez élastique, puisqu'il l'étendra à plus de trois mois. A Tangér, le consul général de France, qui se rendait précisément en ambassade à Fez, auprès du sultan Moulay-Abderrahman, les invite tous deux à l'accompagner. C'est ainsi que le lieutenant de Caraman fait, en avril, mai et juin 1825, la reconnaissance de la route de Tanger à Fez, complétée par la visite de Tétouan et d'Arzila. Il en rend compte au ministre de la Guerre par un rapport¹ du 15 octobre

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 1.

1825, où il utilise, en outre, des notions empruntées aux voyages d'Ali-Bey-El-Abbassi et à l'ouvrage de Chénier, consul au Maroc sous l'Ancien régime.

On sait combien le pli professionnel est difficile à perdre, même en voyage. Aussi est-ce un travail militaire que Caraman rapporte de son excursion au Maroc. Le voici, par exemple, à Tanger : considérée « militairement », la place ne lui paraît pas susceptible de défense ; un débarquement opéré sur la plage, hors de la portée des batteries, du côté du vieux Tanger, permettrait aux troupes de tourner la ville et de la prendre à revers, où les fortifications sont négligeables. Sur la route de Fez, notre lieutenant pense au transport de l'artillerie et observe qu'on en pourrait amener de légère jusqu'aux abords de la capitale. Il lui revient que Napoléon avait songé à « envoyer cent mille hommes sur cette partie de l'Afrique » pour la coloniser. Quant à lui, il n'est pas aussi ambitieux ; il n'est pas du tout colonial. L'hypothèse qu'il prévoit est seulement celle d'une « vengeance légitime », qui porterait la France à prendre une des capitales marocaines, Fez ou Meknès, et peut-être à la détruire, pour « laisser une bonne fois empreinte la terreur du nom chrétien parmi ces Barbares ». Conception heureusement périmée des entreprises en terre d'Islam. Toujours est-il que, dans le cas d'une expédition au Maroc, Caraman conseille trois débarquements distincts à Tanger, Tétouan et Arzila, les trois corps ainsi débarqués venant opérer leur jonction en un point de la route de Tanger à Fez, Alcassar, par exemple, d'où ils marcheraient sur Fez ou sur Meknès, pour se replier ensuite, leur mission remplie, sur l'un ou l'autre de leurs points de débarquement et quitter le pays. Chacun des corps devra compter de douze à quinze mille hommes.

Ainsi l'occupation française de l'Espagne, qui sera bientôt invoquée comme une circonstance favorable à une expédition contre Alger, incite un de nos officiers à se lancer sur les traces du capitaine Burel, son devancier de 1808-1809, et à étudier les conditions d'une intervention militaire au Maroc. Mais en 1825 il était encore plus indifférent au gouvernement français de savoir comment s'y prendre pour enlever Tanger, Fez ou Meknès, que d'être renseigné sur les moyens d'attaquer Alger. Charles X et ses ministres étaient tout aux soucis que leur causait la question d'Orient, dont l'insurrection hellénique laissait entrevoir les prochains développements. Leur vœu était qu'avec les Barbaresques la paix pût être maintenue.

Ce vœu ne fut pas exaucé. Le 30 avril 1827 se produit la célèbre scène du « coup d'éventail », sujet d'estampes et de vignettes qui ont

passé sous les yeux de générations d'écoliers. Alors, c'est la rupture avec le dey, la guerre avec la régence, le blocus des ports algériens.

* * *

Cette guerre, à laquelle il s'est jugé contraint, le gouvernement entend toutefois la faire le moins possible, ne la mener qu'avec des moyens maritimes, avec le moins offensif de tous, le blocus, et la terminer le plus tôt possible, à des conditions honorables. Il n'en est que plus frappant de constater que l'idée d'une expédition militaire, à laquelle s'opposaient encore tant de répugnances, s'impose dès ce moment à l'attention de ministres dont la majorité y était résolument contraire.

Le 8 juin 1827, un anonyme¹ — il signait sa lettre « Th. aîné » — écrit de Toulon au ministre de la Guerre que « la ville d'Alger est bien fortifiée du côté de la mer, tandis qu'elle l'est peu du côté de la terre, n'étant défendue que par de faibles murailles ». De cette constatation exacte, il conclut que des opérations purement maritimes risquent de n'avoir pas d'effet décisif, tandis que, si des vaisseaux partis de Toulon et de Brest embarquaient en passant les troupes françaises de Catalogne et d'Andalousie et les débarquaient sur la côte d'Algérie, la ville pourrait être tournée et la citadelle prise avec le trésor qu'elle contenait. Il y avait dans ces lignes l'indication d'un projet dont les études antérieures n'avaient pas encore été exhumées de la poussière des dossiers. Pour sommaire et anonyme qu'elle soit, elle ne paraît pas négligeable aux services du ministère de la Guerre. Le 22 juin, le chef de division chargé de la correspondance générale en fait l'objet d'un rapport au ministre, comte de Clermont-Tonnerre, sous les yeux de qui il place la lettre de « Th. aîné », en l'accompagnant d'un court commentaire : elle sortait, estimait-il, « de la classe de ces projets vagues et dénués de toute idée positive, qui ne peuvent qu'être condamnés sur le premier aperçu, comme de pures rêveries ». Clermont-Tonnerre n'en juge pas autrement que son chef de division et fait inscrire dans la colonne réservée à sa décision l'ordre de « faire avec secret des recherches sur l'état réel d'Alger », de procéder à des investigations dans les archives de la Guerre et de demander qu'il en fût entrepris dans les dépôts de la Marine et des Affaires étrangères. Ainsi fut fait et telle est l'origine de la première des enquêtes décidées, après la rupture avec le dey, sur les conditions d'une expédition contre Alger. L'origine en est

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 1.

une proposition anonyme : preuve que l'idée d'expédition à terre, de débarquement et d'attaque d'Alger à revers existait déjà dans l'esprit d'un quidam, qui n'était certainement pas seul de son espèce.

Avant la fin du même mois, le lieutenant général de Loverdo est chargé par Clermont-Tonnerre d'« un travail historique, géographique, statistique et militaire sur la régence d'Alger¹ ». Son mandat consiste, en somme, à utiliser les renseignements qui seront fournis par les recherches prescrites dans les archives de trois ministères, ainsi, naturellement, que par les bibliothèques. La compilation, dans les bureaux de la Guerre, de toutes les données utiles à l'élaboration d'un plan d'expédition, la mise à l'étude des modalités de l'opération elle-même constituent une étape des plus importantes dans le cheminement de l'idée et la formation du projet.

L'idée est déjà assez acheminée, le projet assez ébauché pour apparaître à des conseillers naturels du gouvernement comme la seule conclusion logique du conflit existant. Embarqué sur le vaisseau du commandant Collet, qui bloque Alger, Pierre Deval renouvelle le conseil qu'il avait donné dès 1819 et adresse au baron de Damas, le 27 juillet 1927, un « mémoire sur les difficultés et les facilités d'une expédition par terre contre Alger² ». Il y répète, après maint autre, que l'échec des débarquements espagnols n'avait été dû, en 1775 comme en 1541, qu'à des dispositions mal prises, et que l'attaque d'Alger, très difficile de front, était facile à revers. Il décrit les fortifications, fortes du côté de la mer, faibles du côté de la terre, le relief des abords de la ville, dominée par des hauteurs sur sa face sud. Il évalue l'effectif du corps expéditionnaire à vingt-cinq mille hommes d'infanterie, mille de cavalerie ; indique comme saison propre au débarquement avril, mai et la première moitié de juin ; désigne comme lieu de descente « une plage unie, éloignée d'Alger de quatre à cinq milles à l'ouest, derrière la pointe du cap Caxine », et comme mouillage pour l'escadre « une baie d'une très bonne tenue à un mille de là » ; suggère des diversions sur Bône et sur Arzeu ; se réfère enfin au rapport de Boutin, qu'il conseille de consulter. C'est la deuxième référence à ce rapport, qui servira de base au plan d'expédition de 1830 ; la première était aussi de Deval et datait de 1819. L'une et l'autre sont évidemment dues au fait que la correspondance de Dubois-Thainville, consul général à Alger en 1808, avait mentionné la mission de Boutin.

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 1. — Cf. Esquer, *Les commencements d'un empire*, op. cit.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 11.

Nul doute que Deval n'eût adressé à Paris ce nouveau plaidoyer, d'accord avec Collet, commandant l'escadre de blocus, à bord de laquelle il était alors. Aussi Collet, écrivant dans le même sens au ministre de la Marine, le 10 août 1827¹, invoque-t-il l'autorité de Deval, dont il mentionne expressément le dernier mémoire, et se réfère-t-il, lui aussi, à la mission et au rapport de Boutin. Troisième référence à ce document fondamental. A mesure que, sous l'effet des circonstances, l'idée d'expédition se rapprochait de sa réalisation, apparaissait davantage l'enchaînement des initiatives par lesquelles elle s'était manifestée successivement. Naturellement, Collet s'autorise aussi de son expérience personnelle de marin pour dénier un effet décisif à des opérations exclusivement navales et, par conséquent, pour se prononcer en faveur d'un débarquement sur la côte et d'une attaque à revers. Mais quand il cite la conclusion optimiste que les Algériens avaient tirée du bombardement de Lord Exmouth en 1816, quand il signale le mauvais état des fortifications d'Alger du côté de la terre, il se fait nécessairement l'écho des agents consulaires embarqués à son bord, Deval et les fonctionnaires subalternes du Consulat.

Avant qu'aient été apportés à Paris la lettre de Collet et le mémoire de Deval, le ministre de la Marine, dans un rapport au roi du 22 août, déclare toutes les opinions concordantes sur ce qu'il était « devenu impossible de réduire Alger par le seul feu des vaisseaux de ligne » et que, par suite, la seule opération efficace serait celle qui combinerait une attaque par mer avec le débarquement de vingt-cinq mille hommes². Sur quels témoignages le comte de Chabrol se fonde-t-il pour répéter cette assertion? Il ne le disait pas. Ce peut être sur les résultats de l'enquête de Loverdo, en train de s'achever. En tout cas, partant de là, Chabrol indique dès lors que les conséquences d'une expédition à terre devraient être proportionnées à l'effort et, comme but d'une expédition, s'il en était fait une, il mentionne en première ligne « la possession définitive du pays conquis », en deuxième ligne « la destruction totale des moyens de piraterie » des Algériens. A son tour, l'idée de faire tourner l'expédition à l'établissement de la domination française sur Alger et tout ou partie de la régence s'introduit donc dans les sphères gouvernementales, après avoir été émise par nombre de précurseurs, dont les écrits subsistaient.

Huit jours après, le 30 août 1827, le baron de Damas est gratifié

1. Cf. Esquer, *op. cit.*

2. Cf. Esquer, *op. cit.*

d'une nouvelle consultation sur l'affaire d'Alger, la manière de la régler, le parti à en tirer. Elle émane d'un fonctionnaire de son département, Barbié du Bocage, géographe des Affaires étrangères, élève et successeur du célèbre d'Anville et membre de l'Institut¹. Nul doute que l'auteur ne se fût documenté à l'aide des archives du ministère. Car il déclare s'être « livré depuis quelque temps à l'étude approfondie de tout ce qui est relatif à l'existence des nations dites barbaresques ». Il pose, lui aussi, en principe l'impossibilité d'attaquer Alger par mer, « du moins sans exposer aux plus grands risques les bâtiments assiégeants », et la nécessité de recourir à d'autres moyens pour « réduire ce refuge de brigands ». Puis, après un regret donné en passant au simple coup de main qu'il aurait cru possible trois mois auparavant, il se dit « persuadé qu'avec quinze cents hommes et de l'artillerie de campagne on parviendrait à détruire » l'armée du dey et à s'emparer de hauteurs, qui assureraient bientôt la possession de la ville. A cet endroit de son exposé, il renvoie le lecteur au « mémoire militaire et topographique de Boutin, dont il faisait grand cas ». Quatrième référence à ce mémoire, qui était d'ores et déjà entre les mains de Loverdo. Si l'on ne voulait pas se lancer dans une campagne en Afrique, alors Barbié du Bocage conseille d'en revenir au projet discuté sous le règne de Louis XVIII : action combinée des escadres européennes, qui se trouvaient précisément réunies alors dans les eaux grecques, convention entre les puissances européennes, conditions précises et rigoureuses imposées aux régences, destruction de leurs fortifications et de leurs forces de mer. Mais « si le projet d'une attaque sérieuse est résolu, c'est par terre qu'il faut l'entreprendre ». Là, Barbié du Bocage s'avise d'une objection juste : la possession d'Alger ne donnerait pas celle du reste de la régence ; elle n'entraînerait pas non plus la disparition du pouvoir de la classe dirigeante, les Turcs ; elle laisserait l'occupant français dans la situation, difficilement tenable, où les Espagnols avaient été à Oran ; insuffisante aussi serait l'occupation de la côte. Donc, « dans le cas où la France formerait le projet de se rendre maîtresse absolue de ce pays », quels moyens devrait-elle y consacrer ? Environ quarante mille hommes, répond Barbié du Bocage, répartis en plusieurs corps, dont un de dix à douze mille conquerrait Alger et son territoire, trois autres de quatre à cinq mille hommes chacun auraient pour objectif, le premier Oran, le second Tlemcen, Mascara et Titteri, le troisième Bône, Bougie et Constantine, le reste de l'effectif

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 2.

étant employé à de fausses attaques et tentatives de descente sur Arzeu, Mostaganem, Tenès, Cherchell, etc., etc. La géographie est nécessaire à l'art militaire, mais manifestement elle n'y supplée pas. Telle était la carte des opérations tracées par le géographe des Affaires étrangères à une armée française de quarante mille hommes, transportée en Algérie : elle couvrait une honorable superficie. Le mérite stratégique en est faible ; l'intérêt politique moins insignifiant : à l'idée de rester où l'on serait allé venait s'ajouter celle d'aller où l'on aurait envie de rester.

Elle s'étale sans voiles et s'agrémente d'un plan de colonisation de la régence dans un mémoire remis, vers le même moment, à plusieurs ministres du cabinet Villèle, notamment à celui des Affaires étrangères, par un membre de la majorité conservatrice, Lainé de Villévréque, député du Loiret¹. Au printemps, saison la plus favorable, devrait être envoyée contre Alger une armée forte d'au moins vingt à vingt-cinq mille hommes, dont deux mille de cavalerie, avec un train d'artillerie de siège et des vivres pour trois mois. Ces troupes seraient, de préférence, prélevées sur celles qui occupaient encore l'Espagne, où une flotte partie de Toulon irait les embarquer à Alicante et Carthagène. Elles seraient débarquées, soit à Tementifous, où Charles-Quint avait fait son débarquement de 1541, soit plus commodément « dans la baie à l'ouest d'Alger, à deux ou trois lieues de cette capitale », où ne se rencontre aucune fortification. Alger prise, l'armée se diviserait en deux corps, dont l'un marcherait sur Constantine, l'autre sur Oran et Tlemcen. La capture du trésor du dey indemniserait des frais de la guerre : vieille illusion, devenue un « tarte à la crème », qui se répétait dans la plupart des projets exposés depuis Kersey. Ensuite on appellerait d'Europe des colons, en drainant vers l'Algérie une partie des émigrants annuellement absorbés par l'Amérique. Puis on ferait de la colonisation militaire, en distribuant des terres aux soldats français libérables. Compte tenu des terres incultivables, de celles qui étaient possédées et cultivées par des Arabes sédentaires et de celles qui appartenaient aux nomades, c'étaient huit millions d'hectares qui restaient disponibles, rien que dans la partie du pays située en deçà du Grand Atlas. Là-dessus, un million serait attribué au domaine du roi, un autre à la dotation du clergé, aux hôpitaux, aux villes, à la colonisation militaire. Resteraient six millions d'hectares à vendre à des compagnies financières. En calculant très bas le prix de l'hectare, la vente en rap-

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 11.

porterait trois cents millions de francs. C'était le Pactole coulant dans le lit des oueds algériens. A cela s'ajouteraient les bénéfices du commerce et l'avantage de tirer de la colonie nord-africaine des produits agricoles et des matières premières que la France importait de l'étranger. Glorieuse et profitable, cette entreprise consoliderait le trône, ferait oublier *Buonaparte*, assurerait la tranquillité publique, « consolerait et dédommagerait la France de la perte, si justement regrettée, de la frontière du Rhin », enfin ramènerait le christianisme sur le sol « illustré par l'épiscopat des Augustins et des Cypriens ». Là se trouve le passage, cité au début de la présente étude, sur « le feu sacré du christianisme », « l'étendard et les autels du Christ », l'honneur de « faire reflourir la religion catholique » : réminiscence de l'esprit des croisades sous une proposition où domine le vœu d'une expansion coloniale française en Afrique du Nord.

* * *

Le moment où divers ministres peuvent avoir parcouru ce projet est celui où le général de Loverdo remet à Clermont-Tonnerre le travail qui lui avait été demandé en juin précédent. C'est un travail qui, l'auteur n'ayant alors aucune expérience personnelle d'Alger, doit tout à l'étude documentaire de la question. Il y a trace des envois de documents faits au ministère de la Guerre par les Affaires étrangères et la Marine, ainsi que de leur remise à Loverdo¹. L'envoi des Affaires étrangères avait eu lieu le 11 juillet 1827, celui de la Marine le 14 juillet. Du premier, on sait seulement qu'il avait consisté en extraits des correspondances consulaires, spécialement des rapports de Deval. Du second on a la liste : on y trouve entre autres le journal de l'escadre conduite devant Alger par le maréchal d'Estrées en 1688, un mémoire de 1772 sur Alger par le consul Vallière, un mémoire de 1775 par Saint-Didier, premier commis de la Marine, un mémoire relatif aux possibilités de diversion contre Alger de la part de Tunis ou du Maroc (entre 1780 et 1792), une étude de Peyssonnel sur la province de Constantine (le même Peyssonnel qui avait fait campagne au XVIII^e siècle pour l'occupation de Tabarque), un précis des expéditions militaires contre Alger « de 1628 à 1808 » (dates qui font supposer que c'était également un précis de projets d'expédition), une des lettres de d'Hauterive à Decrès en 1808, ce qui mettait sur la voie des velléités éprouvées par Napoléon à cette époque. De fait, Loverdo a pris connaissance du rap-

1. Arch. Guerre. Alger. Correspondance, cartons 1 et 2.

port de Boutin, qu'il cite et dont il s'inspire. Bien entendu, il a aussi compulsé force livres. Son travail¹ donne aux intentions de Bonaparte, en 1801 et 1802, une précision et une ampleur dont la preuve resterait à faire — il lui attribue le projet positif de détruire et conquérir les trois régences barbaresques à la faveur d'un bouleversement méditerranéen — signale le retour de l'Empereur en 1808 aux vues du Premier Consul, rappelle la reconnaissance des forts et batteries d'Alger par Boutin, rattache donc l'expédition dont il s'agissait en 1827 aux souvenirs de la plus brillante époque du régime bonapartiste. Quant aux modalités de l'expédition elle-même, il les emprunte aux conclusions de Boutin.

Loverdo ne cache pas qu'il conseilla dès lors l'expédition à Clermont-Tonnerre. Il n'est pas le seul par qui le ministre de la Guerre en entende alors parler. Le général commandant la division de Cadix — c'était Castellane, le futur maréchal de France — suggère d'y employer les troupes placées sous ses ordres, comme étant les mieux préparées par leur acclimatation en Espagne méridionale à une campagne en Afrique du Nord et les plus rapprochées du théâtre des opérations². Or, par qui Castellane sait-il qu'une expédition à terre est le seul moyen de forcer le dey à capituler? Par un officier de marine, le commandant de Saint-Priest, qui a rencontré Deval et à qui le consul a appris qu'Alger était imprenable par mer, prenable à revers, moyennant le débarquement de vingt-cinq mille hommes. A l'origine de l'initiative de Castellane, c'est donc encore le témoignage de Deval et la tradition consulaire que l'on retrouve.

En août aussi, est arrivé à Paris le commandant Dupetit-Thouars, chargé par Collet de porter sa lettre du 10 et d'y joindre toutes les explications souhaitables. Il est entendu par le ministre de la Marine, le ministre de la Guerre, le conseil de l'Amirauté et remet au comte de Chabrol, le 21 septembre 1827, une note³ résumant ce qu'il avait exposé verbalement. On ne dira jamais assez l'importance du témoignage de Dupetit-Thouars, l'autorité donnée à sa conviction par son expérience de marin et sa connaissance des lieux. C'est évidemment l'homme du métier, venant de croiser devant Alger, qui parle lorsqu'il dénonce l'inefficacité du blocus comme moyen de coercition, condamne le bombardement et l'attaque navale de la place en s'autorisant des

1. Cf. Loverdo, *De la régence d'Alger et des avantages que la possession de ce pays peut assurer à la France*, dans *Spectateur militaire*, 1833.

2. Cf. *Journal du maréchal de Castellane*, t. II. Paris, 1897.

3. Publiée par Nettement, *Histoire de la conquête d'Alger*. Paris, 1856.

exemples anglais de 1816 et espagnol de 1783, déclare « une expédition combinée de terre et de mer » la seule manière infailible d'obtenir la réparation voulue, conseille le transport des troupes sur des bâtiments de guerre plutôt que sur des navires du commerce, détermine le rôle et la force de l'escadre. A l'observation personnelle peuvent encore être rapportées l'indication de deux points de descente pour deux débarquements simultanés, Sidi-Ferruch à l'ouest et la rive droite de l'Arach dans la rade, bien qu'une tradition établie existât déjà pour l'un et pour l'autre, et la suggestion de deux diversions sur Bône et Oran, bien que le choix de Bône fût manifestement inspiré par le voisinage des Concessions françaises d'Afrique. Mais ce n'est pas la lunette d'approche de Dupetit-Thouars qui a pu le renseigner sur le nombre et la composition des forces militaires du dey, lui permettre d'en déduire l'effectif nécessaire à l'expédition française, ni même lui faire apprécier la valeur des défenses de la ville du côté de la terre. Il est donc redevable de quelque chose, et de quelque chose qui n'est pas négligeable, aux informations de Deval et du consulat, dont un agent, Florent Thierry, l'a d'ailleurs accompagné à Paris. De fait, Dupetit-Thouars était en possession d'une copie du dernier rapport de Deval au ministre des Affaires étrangères : lui-même, en 1840, il la versera aux archives du ministère de la Guerre.

Une quinzaine de jours après que Dupetit-Thouars a remis sa note au ministre de la Marine, le ministre de la Guerre adresse au roi un rapport qui est un chaleureux plaidoyer en faveur de l'expédition. Le texte en a été intégralement publié de nos jours¹. Il fait le plus grand honneur à l'esprit d'initiative et au sens politique du comte de Clermont-Tonnerre. Mais ce n'est pas en diminuer la valeur que de constater ce qu'il emprunte à la tradition et à l'étude antérieure du sujet. Chrétien s'adressant au Roi Très Chrétien, Clermont-Tonnerre place l'intérêt de la foi parmi les raisons qui doivent déterminer Charles X à l'expédition d'Alger. En exhortant son souverain à se faire l'instrument d'un dessein de la Providence, il rattache implicitement sa proposition au plus lointain passé français et l'apparente à l'entreprise immortalisée par le trépas de saint Louis. Sans doute, cet élan mystique n'intervient-il, comme dans le mémoire de Lainé de Villévêque, qu'à l'appui d'autres considérations, qui sont d'ordre essentiellement matériel et pratique ; mais enfin il anime les premières lignes du rapport, et c'est donc sous la plume d'un ministre du roi que passe cette

1. Par le général Azan, dans la *Revue africaine*, 1929.

fois la réminiscence des croisades. Après cet exorde, l'argumentation et le projet de Clermont-Tonnerre utilisent principalement des données et des idées déjà invoquées : inefficacité du blocus ; insuffisance du bombardement ; chances de succès d'une expédition à terre, seul moyen d'avoir gain de cause et moyen justifiant pleinement la confiance en la victoire ; débarquement à Sidi-Ferruch ; exécution de l'entreprise entre avril et juin ; campagne menée à terme en six semaines ; plan d'opérations conforme à celui de Boutin ; effectif de l'armée fixé à trente-trois mille hommes, chiffre légèrement inférieur à celui de trente-sept mille indiqué par Loverdo ; prélèvement d'une partie de cet effectif sur les troupes d'occupation de l'Espagne, selon les suggestions de Castellane et de Lainé de Villévêque ; après la conquête d'Alger, marche sur Constantine en partant de Bône ; ensuite, occupation de la régence entière, colonisation du pays, exploitation de ses ressources naturelles, établissement définitif de la France en Algérie. Ce remarquable rapport consacre l'adhésion d'un membre du gouvernement, non seulement au projet de diriger une expédition contre Alger, mais à l'idée d'occuper et de garder toute la régence : par là surtout l'importance en est capitale.

Discutée en Conseil des ministres, sous la présidence du roi, la proposition de Clermont-Tonnerre est non rejetée, mais ajournée. A peine l'ajournement en a-t-il été prononcé que le ministre de la Guerre, prévoyant qu'il y faudra revenir, s'efforce de recueillir de nouveaux documents. Il demande à son collègue des Affaires étrangères un précis des délibérations du Congrès d'Aix-la-Chapelle et des Conférences de Londres, relatives aux Barbaresques¹. Ainsi le principal promoteur du projet d'expédition africaine, préoccupé d'en préparer la reprise, s'emploie-t-il à en approfondir les origines et à en compléter, pour ainsi dire, l'arbre généalogique.

* * *

L'ajournement du projet d'expédition contre Alger se prolonge deux ans et demi, au bout desquels il prend fin. C'est un des plus éclatants démentis de l'histoire au proverbe selon lequel il n'y a que le provisoire qui dure.

Aux causes qui firent différer l'expédition, comme à celles qui la firent entreprendre, Alger et son port, la régence et ses ressources n'ont

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 1.

pas eu la part principale. Ceci a été démontré de manière irréfutable et ne saurait être remis en doute.

La question d'Alger se posait au gouvernement de la Restauration, concurremment avec un problème de politique intérieure, avec la question d'Orient et avec celle des frontières naturelles. Elle ne fut pas résolue par l'expédition, tant qu'un débarquement en Afrique ne parut pas une diversion appropriée à la situation intérieure, que la question d'Orient demeura ouverte et que l'espoir subsista de pouvoir rouvrir celle des frontières naturelles. Elle fut résolue par l'expédition, quand cette opération fut devenue la seule diversion possible aux difficultés internes, que la question d'Orient eut été fermée et que l'illusion de pouvoir rouvrir celle des frontières naturelles se fut évanouie. Encore intervinrent, pour retarder un peu plus l'heure du dénouement, la réminiscence inattendue d'une politique méditerranéenne orientée vers l'Égypte et, pour la faire sonner finalement, l'avortement d'un chimérique dessein de coopération franco-égyptienne.

Mais pendant tout le temps où prévalut l'influence de facteurs étrangers à la question d'Alger, celle-ci n'en passa pas moins par des vicissitudes qui, invariablement, firent sentir le besoin d'en finir avec le dey. Ainsi arriva-t-il que, secondé par les péripéties du conflit franco-algérien, le projet d'expédition ne cessa jamais d'être rappelé, repris, remis sur le tapis, parfois sur le métier, approfondi et complété. L'ajournement n'en suspendit donc pas l'étude, qui se poursuivit sur la base des travaux antérieurs, et, pour en faire décider l'exécution, il importa grandement qu'il eût été souvent exposé, que les modalités en eussent été établies, les avantages signalés, les chances de succès démontrées.

L'expédition remise aux calendes grecques, le blocus reste l'alpha et l'oméga des opérations navales, dont il est la moins offensive et, par conséquent, la moins efficace. L'expérience continue d'en faire constater l'inefficacité, prédite ou dénoncée par Deval, Collet, Dupetit-Thouars, Clermont-Tonnerre. Chaque année reviennent en discussion, devant la Chambre des députés, les crédits du blocus¹. Chaque fois, le débat parlementaire sur ces crédits établit le discrédit de l'opération pour laquelle on les vote. En 1828, le gouvernement la défend encore avec un semblant de confiance en elle. En 1829, il n'ose plus, pour demander les fonds nécessaires à la poursuivre, invoquer l'espoir d'at-

1. Cf. Esquer, *Les commencements d'un empire*, op. cit.

teindre le but par elle. Le blocus est condamné par les marins qui l'appliquent, les députés qui en votent les crédits, le gouvernement qui y recourt. On doit ajouter : par les faits.

Sa condamnation rejette les esprits vers les autres moyens de terminer le conflit avec le dey. Il n'y en a jamais eu que trois : bombardement d'Alger par une escadre, négociations avec la régence, expédition par terre. De ces trois moyens il est question dans les discussions parlementaires, les polémiques des journaux, les conférences des ministres et de leurs subordonnés. Le premier est celui qui rencontre le moins de faveur. Cependant, il arrive que des allusions y soient faites. A la Chambre, un vétéran des guerres maritimes de la Révolution et de l'Empire, l'amiral Truguet, suggère l'emploi d'engins et de procédés qui, à son avis, rendraient un bombardement efficace¹. Plus tard, le ministre des Affaires étrangères écarte le recours au bombardement, en laissant entendre que les défenses d'Alger du côté de la mer ne sont plus ce qu'elles étaient du temps de Duquesne, ni même d'Exmouth. Le ministère de la Marine n'en songe pas moins, peu après, à une opération exclusivement navale et détermine le matériel nécessaire pour l'exécuter. Mais ce ne sont là qu'éphémères retours à l'idée d'un moyen trop souvent mis à l'épreuve sans succès, pour que l'expérience puisse en être renouvelée. Malgré cela demeure acquis le principe selon lequel il n'y a rien de décisif à attendre d'un bombardement ni, en général, d'opérations exclusivement navales.

C'est surtout aux moyens diplomatiques, à la négociation, que profitent les déceptions causées par le blocus. Des tentatives d'accommodement avec le dey, en rabattant tout ce qui se peut rabattre des exigences d'abord élevées envers lui : voilà à quoi le gouvernement de Charles X demande la solution de son conflit avec la régence et l'échappatoire à l'expédition devant laquelle il recule. L'expédition, Villele d'abord, Martignac ensuite, Polignac enfin persistent à n'en pas vouloir, parce qu'elle dérange leurs plans de politique extérieure, qu'ils craignent l'opposition de l'Angleterre, qu'ils donnent le pas à la question d'Orient sur la question d'Alger, qu'ils envoient un corps d'armée en Morée, qu'ils réservent le cas où des remaniements territoriaux en Europe ouvriraient la question des frontières naturelles. Donc, la négociation est, à plusieurs reprises, renouée avec le dey Hussein. Le successeur de Collet à la tête de l'escadre de blocus, La Bretonnière, se transforme en négociateur. Mais, chaque fois, l'échec des moyens

1. Cf. Esquer, *op. cit.*

diplomatiques ramène de force au projet d'expédition, et, la dernière fois, ce n'est pas sans qu'au coup d'éventail s'ajoute un nouvel affront caractérisé : l'insulte au pavillon parlementaire, arboré sur le vaisseau que commande La Bretonnière.

Bien avant ce nouvel incident, l'idée de l'expédition a bénéficié de l'inefficacité du blocus. Dans le temps même où le gouvernement cherchait, par la négociation, à s'épargner l'expédition, celle-ci est apparue comme l'ultime ressource dont on ne pouvait pas ne pas se préoccuper. Discute-t-on des crédits du blocus? La thèse des opposants peut se résumer ainsi : vous nous demandez des fonds pour un blocus qui ne sert à rien ; nous vous les accorderions plutôt pour une expédition. La discussion dévie-t-elle sur les motifs du conflit avec le dey? Les critiques adressées au gouvernement lui font grief de s'être lancé dans un conflit qui l'accule à une expédition. Les libéraux veulent-ils embarrasser un ministère composé de leurs adversaires? Ils lui annoncent qu'il ne pourra pas se dispenser de l'expédition à laquelle il cherche à se soustraire. Rares sans doute sont ceux qui en prennent sincèrement leur parti et osent publiquement y reconnaître un intérêt. Il en est cependant : tels Charles Dupin, qui déclare Alger imprenable par mer, facilement prenable par terre, et un député de Marseille, Roux, qui accouple au projet d'expédition celui d'une occupation permanente, sinon à Alger, du moins sur plusieurs autres points de la côte.

L'expédition constitue donc une sorte d'obsession, à laquelle ne peuvent pas échapper les ministres. C'est un des premiers sujets que doit traiter le comte de La Ferronnays, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Martignac. Le 19 janvier 1828, il remet au roi un rapport¹, où il se prononce catégoriquement contre l'expédition, parce qu'elle risquerait, à son avis, d'amener des complications et peut-être une guerre avec l'Angleterre. Mais par quel argument justifie-t-il cette crainte? Par un argument qui rend le plus éclatant hommage à l'intérêt national de l'expédition et de la conquête d'Alger : par la valeur de la régence et de sa capitale. La Ferronnays qualifie Alger dans les termes suivants : « l'un des points les plus importants de l'Afrique septentrionale, et dont l'occupation donnerait tant d'avantages à la puissance qui s'y établirait ». Il ne fait pas moins de cas du projet de colonisation, souvent accouplé à celui d'expédition ; il ne met pas en doute qu'entre des mains françaises l'établissement formé dans la régence ne parvienne, grâce à sa position géographique,

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance.

« à un haut degré de prospérité ». Voilà donc Charles X dissuadé de faire l'expédition d'Alger, à cause du grand intérêt qu'elle présenterait pour les Français et qui la destinerait à rencontrer l'opposition britannique. L'argument de La Ferronnays est de ceux qui peuvent se retourner contre la conclusion qu'il en tire.

Bon gré mal gré, La Ferronnays, comme ses prédécesseurs et comme son successeur, n'en continue pas moins à entendre parler de cette expédition, dont il n'est pas partisan. De l'étranger comme de France, revient aux oreilles de nos ministres qu'elle est considérée par de bons juges comme assurée du succès. C'est là ce que le consul d'Angleterre à Alger, Thomas, déclare à La Bretonnière : qu'une armée de vingt mille hommes, débarquée sur la côte, mettrait bientôt fin au différend¹. C'est ce qu'écrivit un ancien consul des États-Unis, Shaler², qui extrait de ses rapports une esquisse de l'État d'Alger, analysée au ministère des Affaires étrangères, à peine elle a paru en anglais : qu'Alger est facile à prendre à revers, qu'un débarquement est facile à l'ouest de la ville (mais, en bon Anglo-Saxon, Shaler attend de l'Angleterre qu'elle délivre l'Europe du fléau de la régence et en colonise le territoire). — C'est ce que rapporte à Lamartine³, chargé d'affaires de France à Florence, le consul de Danemark à Alger, rentrant chez lui par l'Italie : que le blocus n'amènera aucun résultat, par la raison que le commerce n'est rien pour Alger, mais que sept à huit mille hommes de débarquement suffiraient à réduire la place du côté de la terre. De ces exemples on peut conclure à une opinion générale du corps consulaire étranger dans la régence.

Tantôt spontanément, tantôt sollicités par les bureaux, les agents des Affaires étrangères continuent à donner leur avis, invariablement favorable à notre intervention par les armes sur le territoire algérien. Marcescheau⁴, vice-consul à Tunis, n'admet pas qu'acceptant la perte de nos vieilles concessions d'Afrique, nous nous laissions dépouiller par le dey « d'une propriété dont l'existence est plus ancienne que sa domination ». Le droit historique représenté par les Concessions dictées, selon lui, à la France, le devoir de reprendre « possession de ce pied-à-terre sur les côtes de la Barbarie », qui serait « du plus grand intérêt » pour elle. A son tour, la récupération de La Calle « commande la prise immédiate et l'occupation de Bône » par cinq mille hommes de troupes.

1. Cf. Esquer, *op. cit.*

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 2.

3. C'est du grand poète qu'il s'agit. Arch. Aff. étr. Correspondance de Toscane, 1828.

4. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 2.

Cela fait, on favorisera l'indépendance du bey de Constantine. Par là aura été acquis le moyen de « coloniser quelques-uns des points baignés par la Méditerranée ». Et l'auteur de s'exalter quelque peu devant la perspective « d'une colonie française sur la côte septentrionale d'Afrique ».

Moins de trois mois après Marcescheau — qui a écrit de Tunis le 16 décembre 1827 — Pierre Deval revient à la charge, le 26 février 1828¹. C'est son dernier rapport sur le sujet : il mourra l'année suivante, mais il est resté partisan d'une expédition contre Alger même. Un long résumé des rapports de la France avec la régence depuis l'origine et de nos griefs contre le dey depuis la fin du XVIII^e siècle, un bref historique des Concessions, semblent y rattacher la nécessité de l'expédition souhaitée. Deval la déclare désirée par le bey de Tunis, en haine de son voisin. Il répète qu'à une attaque d'Alger par mer on ne doit pas songer, mais qu'une attaque par terre est reconnue facile : « le succès le plus complet en est immanquable ». Dix à douze mille hommes y suffiront (auparavant Deval, mieux inspiré, avait dit vingt à vingt-cinq mille). « A Paris », dit-il, « on s'est exagéré les difficultés d'un débarquement. » La France trouvera dans la régence son dédommagement aux agrandissements d'autres puissances en Turquie. S'effraiera-t-on d'avance « au seul nom de colonies » ? Les Français avaient bien conquis l'Égypte. Or, dans toute la Barbarie, particulièrement dans l'État d'Alger, ils étaient « désirés et même attendus ».

Trois mois encore s'écoulent et une nouvelle consultation parvient au ministre. Datée du 29 mai 1828, elle émane d'Alexandre Deval², neveu du précédent et ancien consul à Bône et à Oran. Elle a été sollicitée de lui par La Ferronnays (ou en son nom) et provoquée par la proposition, faite par Marcescheau, d'une expédition contre Bône. Alexandre Deval déclare intéressante la prise de Bône, qui nous restituerait nos Concessions agrandies et, par sa proximité de Tunis, nous assurerait une prépondérance incontestée dans cette régence. Son avis ne lui avait pas été demandé sur la prise d'Oran : il le donne. Oran nous procurerait un excellent port, aisé à fortifier, d'où nous pourrions ensuite nous porter sur Alger, si nous le voulions. Nous verrons Bourmont, en 1829, s'inspirer de ce rapport.

Supposer que les militaires faisaient, de leur côté, pression sur le ministre de la Guerre, ce n'est pas beaucoup conjecturer. Toujours

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 3.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 3.

est-il que ce ministre, le vicomte de Caux, revient au projet de son prédécesseur, Clermont-Tonnerre. Il nomme une commission pour « examiner les questions relatives à une expédition contre Alger, proposer un plan définitif d'opérations, indiquer les moyens susceptibles d'en assurer le succès ». De cette commission font partie, entre autres membres, le général de Loverdo, le même qui avait été chargé d'un travail sur ce sujet en 1827, et le général baron Berge, le même qui, comme capitaine, avait reconnu en 1802 les fortifications d'Alger. Par le général Berge, la commission de 1828 se relie donc aux velléités d'expédition que la crise franco-algérienne de 1801-1802 avait inspirées à Bonaparte. Par les documents qu'elle consulte, elle relie ses études à tous les précédents de la question. Le 31 juillet 1828 sont transmis à Loverdo¹ le rapport de Clermont-Tonnerre, le mémoire de Marcescheau, le rapport de Pierre Deval du 28 février 1828, celui d'Alexandre Déval du 30 mai de la même année, le travail de Boutin et ses annexes. En outre, la commission compulse force récits de voyages et relations d'expéditions dirigées contre Alger depuis deux cents ans. Ses études aboutissent à un plan d'expédition², qui, établi par Loverdo, doit tout aux documents dont elle a fait son profit, très particulièrement au travail de Boutin. Le point de débarquement indiqué est celui que Boutin a désigné, Sidi-Ferruch ; le plan des opérations ultérieures au débarquement est celui qu'il a tracé. L'effectif des troupes est fixé à un chiffre supérieur : près de trente-six mille hommes. La diplomatie devra contribuer au succès des armes par des négociations avec le pacha d'Égypte, le bey de Tunis, le sultan du Maroc : annonce de l'ampleur nouvelle que la seule éventualité de l'expédition fait entrevoir pour la politique africaine de la France.

Quand les ministres furent en possession de ce beau plan d'expédition contre Alger, ils envoyèrent un corps expéditionnaire en Morée, pour concourir à la libération des Hellènes. Retardé, le moment d'utiliser le plan de Loverdo viendra cependant. En attendant, le parti pris de se détourner de la question d'Alger ne suffit pas à se débarrasser d'elle ; s'abstenir de l'expédition ne la rend pas moins nécessaire. En juin 1829 sont données à La Bretonnière, pour négocier avec le dey, des instructions³ où sont atteintes les limites extrêmes de la condescendance. L'excès même de la faiblesse y appelle, timide correctif, une

1. Arch. Guerre. Alger. Correspondance.

2. Publié ensuite par Loverdo dans le *Spectateur militaire*, 1833.

3. Cf. Esquer, *op. cit.*

allusion à l'usage de la force. Si le dey laisse échapper cette occasion de traiter, des bateaux à vapeur et des bombardes rallieront l'escadre de blocus : c'est l'un des retours à l'idée de bombarder. Toutefois, La Bretonnière devra ne rien dire qui puisse faire croire que l'envoi des bombardes sera « le *nec plus ultra* des efforts de la France contre Alger ». L'euphémisme employé ici pour ne pas nommer l'expédition n'empêche pas qu'elle ne soit visée : si la menace n'en doit pas être faite au dey, la crainte ne doit pas lui en être enlevée. L'insulte au pavillon parlementaire, le 3 août 1829, est le seul fruit de cette tentative de solution diplomatique. La nouvelle en est reçue à Paris par un nouveau gouvernement : le cabinet Polignac. Sa première réaction à l'affront — au moins celle du ministre de la Marine, le baron d'Haussez — est dans le sens de l'expédition : débarquement de troupes, précélé d'un bombardement. Une fois de plus, les circonstances l'imposent à l'attention ; une fois de plus, d'autres soucis y font diversion. Polignac espère alors l'annexion de la Belgique et du Luxembourg d'une étonnante « valse de territoires », dont il a demandé la musique à son collaborateur Bois-le-Comte¹ et qui conduira le roi de Hollande sur le trône de Constantinople. Aussi, pour échapper à la nécessité de faire entreprendre l'expédition d'Alger par la France, saute-t-il sur l'idée de la faire faire par le vice-roi d'Égypte, Mehemet-Ali.

* * *

L'idée en avait été soumise, dès 1828, à La Ferronnays par Drovetti, consul général de France à Alexandrie. La Ferronnays n'en avait fait, dans son mémoire de janvier 1828, qu'un usage des plus discrets : associer Mehemet-Ali à une action internationale anglo-franco-russe contre Alger. Drovetti², rentrant en France, revient à la charge auprès de Polignac en août 1829 et Polignac s'empresse d'adopter intégralement la proposition : confier à Mehemet-Ali seul le soin de réduire, de détruire et de remplacer par une administration égyptienne les trois régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. Un questionnaire de dix-huit questions est adressé à Drovetti, qui y répond. Ainsi renseigné, *grosso modo*, sur les moyens pratiques d'exécution, Polignac saisit le Conseil des ministres de la combinaison. Malgré l'immédiate opposition qu'il rencontre de la part des ministres de la Guerre et de la Marine, le géné-

1. Directeur au ministère des Affaires étrangères.

2. Cf. C. Douin, *Mehemet-Ali et l'expédition d'Alger*, Le Caire, 1930.

ral de Bourmont et le baron d'Haussez, il entreprend des négociations dont il a arrêté le plan : l'une avec la Turquie, dont Mehemet-Ali est le sujet, l'autre avec le vice-roi lui-même. Des instructions en conséquence sont envoyées au général Guilleminot, ambassadeur à Constantinople, et à Mimaut, consul général à Alexandrie. Un officier, le capitaine Huder, est détaché en Égypte pour assister le consul général dans sa tâche diplomatique. En voilà pour plus de six mois de négociations aux deux endroits.

Ce que l'on peut appeler « la combinaison égyptienne » risque de dérober à la France l'occasion et de l'expédition, et de la conquête d'Alger, pour faire de Mehemet-Ali le seul bénéficiaire d'une besogne militaire, d'ailleurs au-dessus de ses forces. C'est, de la part du gouvernement français — de son chef au moins — une tentative pour se décharger de l'expédition sur un auxiliaire. C'est aussi de sa part la renonciation à l'espoir de tout ou presque tout établissement français dans la régence. Mais ce n'est pas que cela. C'est aussi autre chose, par quoi cette extravagance se relie au passé. C'est, sous une forme chimérique, la réminiscence d'une politique méditerranéenne orientée vers l'Égypte. Pour comprendre la pensée, d'ailleurs falote, que Polignac s'est évertué pendant six mois à traduire en acte, il faut se rappeler un passage sibyllin de son mémoire de 1814 à Louis XVIII, où il insinuait que la France eût profité en Égypte de l'opération qu'il conseillait alors contre les Barbaresques. Il faut aussi se reporter à l'explication que lui-même a donnée, en 1845, de la pensée qui l'avait hanté en 1829-1830. Cette pensée consistait à faire régner l'influence de la France dans toute la Méditerranée, de Gibraltar à Alexandrie, par l'intermédiaire de Mehemet-Ali, son client, et de la faire dominer, pour ainsi dire par personne interposée, d'Oran au Caire et à La Mecque, demain à Damas et à Alep. La combinaison égyptienne est donc bien une manifestation de l'idée qui faisait voir dans l'Égypte, devenue le domaine d'un pacha dont les Français étaient engoués et s'exagéraient la puissance, la base et le pivot de la politique française dans la Méditerranée. Cette idée n'est que la forme nouvelle de la tradition qui, jadis, avait poussé les Français à la conquête de l'Égypte. Même sous sa forme ancienne, cette tradition n'était, du reste, pas complètement morte : en 1825 encore, le consul de France à Livourne, Miège, avait vanté au ministre des Affaires étrangères les avantages incomparables de la conquête de l'Égypte. Ce qui venait se placer en travers du projet de l'expédition française contre Alger, presque à la veille du jour où il allait atteindre le terme de son évolution, c'était l'ambition même qui

avait, au XVIII^e siècle, fait une concurrence victorieuse aux velléités d'intervention armée en Barbarie : l'ambition d'être prépondérants en Égypte. Elle devait survivre à notre établissement en Algérie.

Cet aspect de la combinaison égyptienne n'est toutefois pas, à beaucoup près, le seul qui intéresse l'évolution du projet d'expédition contre Alger et celle de l'idée d'établissement dans la régence. La seule régence avec laquelle la France fût en guerre, celle d'Alger, n'est pas la seule que Mehemet-Ali est convié à détruire : aux deux autres, Tunis et Tripoli, est réservé le même sort. La question d'Alger s'élargit donc aux proportions de la question barbaresque, pour laquelle est prévue une solution uniforme. C'est un retour aux vues de Sidney Smith et de Polignac lui-même en 1814.

Même le désintéressement qu'implique l'appel à Mehemet-Ali, pour supprimer les trois régences et y substituer son propre pouvoir, ne dispense cependant pas le gouvernement français de prévoir pour soi un léger, très léger profit de l'opération. Les vieilles Concessions d'Afrique devront revivre et la faculté de les fortifier être stipulée. C'est une nouvelle affirmation du droit historique des Concessions, principe d'un minimum d'établissement permanent.

L'expédition française, que la combinaison égyptienne a pour but d'épargner à la France, est utilisée comme croque-mitaine à Constantinople, pour emporter l'assentiment des Turcs à l'action du pacha d'Égypte ; à Alexandrie, pour écourter les marchandages du vice-roi. Guilleminot, notamment, a ordre de déclarer à la Porte ottomane que l'intervention égyptienne est le seul moyen d'éviter une expédition française toute prête, des conséquences de laquelle le gouvernement royal ne saurait répondre. Bien inspiré, l'ambassadeur à Constantinople appuie fortement sur cet argument, dans des notes dont il envoie le double à Paris. La nécessité de l'expédition, l'éventualité de ses conséquences locales se renforcent de l'usage même qui en est fait auprès de la Turquie pour épargner cet effort à la France.

L'accueil négatif des Turcs aux instances de Polignac, leurs tentatives pour les faire dégénérer en une intervention ottomane entre le gouvernement français et le dey Hussein amènent Guilleminot à suggérer lui-même que la France se charge seule de l'expédition contre Alger, quitte à laisser au vice-roi d'Égypte le soin de réduire Tripoli et Tunis. Le refus de Mehemet-Ali d'accéder à cette dernière combinaison l'élimine finalement de toute la question, dont la solution retombe exclusivement sur la France. Ce refus profite, en fin de compte, non seulement au projet d'expédition française contre Alger, mais au rôle

de la France par rapport à Tunis et Tripoli. C'est à elle qu'il appartiendra de leur dicter des conditions, de leur imposer le renoncement définitive à la course, aux tributs, à l'esclavage des chrétiens : ce qu'elle fera aussitôt après la prise d'Alger.

L'opposition déclarée de plusieurs membres du gouvernement à la combinaison égyptienne, pendant les six mois où la négociation s'en poursuit, profite largement aussi au projet d'expédition française, puisque cette expédition est la seule ressource, pour ainsi dire la carte forcée, si le recours à Mehemet-Ali échoue. Pour la même raison y profite également l'opposition non moins résolue de l'Angleterre, alarmée d'un progrès possible de l'influence française à la fois en Égypte et dans les régences, dans le Levant et en Barbarie. Pour une autre raison y profite enfin l'appel au bon sens que fait entendre à Polignac le tsar Nicolas de Russie, qui incite le gouvernement français à vider lui-même sa querelle avec Alger et à en tirer le parti qu'il jugera convenable. L'ambassadeur de France à Pétersbourg, Mortemart, signale à Polignac l'intérêt de la possession d'Alger.

Telles sont les principales réactions de la combinaison égyptienne sur le processus du projet d'expédition française contre Alger. Imaginée pour l'enterrer, cette combinaison l'a, en définitive, servi. De fait, la négociation avec Mehemet-Ali est encore loin d'être terminée, que le projet d'expédition française est déjà remis à l'étude en France, et il sera définitivement adopté avant que soit connue à Paris la réponse définitive du vice-roi d'Égypte.

* * *

Dès la mi-décembre 1829, la question d'Alger est revenue devant le Conseil des ministres. Il y est reconnu qu'elle ne peut être réglée que par une expédition. Bien que Polignac n'ait, alors, pas encore pris son parti d'agir par les forces de la France, Bourmont esquisse un plan : s'emparer d'Oran, d'où l'on marcherait plus tard sur Alger, si besoin était. C'est un des partis qu'avait suggérés Alexandre Deval dans son mémoire du 29 mai 1828. Rien de positif n'est décidé : le Conseil fait prendre des renseignements complémentaires. Avant ou après cette séance, Bourmont a remis un rapport au roi, daté de décembre 1829¹. Il y presse Charles X de faire l'expédition, non pas sur Oran cette fois, mais sur Alger, en débarquant à Sidi-Ferruch et marchant sur le Fort-

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 2.

l'Empereur. C'est l'essentiel du plan de Boutin et de la commission de 1828. Garder Alger n'entre pas encore dans les vues du ministre de la Guerre : Alger pourra être, ou échangé contre un territoire plus à notre convenance, ou cédé à Mehemet-Ali.

Le 3 janvier 1830, Polignac — tout espoir venait de lui être enlevé de réaliser son rêve de frontières naturelles avec le concours russe — propose au Conseil des ministres que la France agisse seule contre Alger et Mehemet-Ali contre Tunis et Tripoli. C'est la suggestion que Guilleminot lui avait insinuée un mois plus tôt. Puis, se ravisant — sans doute parce que les amiraux déclaraient impossible un débarquement près d'Alger — Polignac propose le 31 janvier que l'action militaire contre le dey prenne pour objectif, non Alger, mais Bône et Oran. Bône, c'est la proposition que Marcescheau avait faite dans son mémoire du 16 décembre 1827, et c'est aussi un effet de la coutumière attraction exercée par les Concessions, qui jouent ici le rôle de l'habitude. Oran, c'est la suggestion d'Alexandre Deval, corroborée ensuite par celle de Bourmont. A part le principe, qui est acquis, d'agir militairement contre la régence, aucun parti n'est encore pris, sinon celui de consulter une commission, où sont adjoints aux commissaires de 1828 quelques archontes de l'amirauté, deux marins plus jeunes, Dupetit-Thouars et Taradel, Alexandre Deval et l'ancien agent des Concessions, Rambert. Cette commission siège le 6 février 1830 et adopte le plan de 1828, qui est ensuite sanctionné par le Conseil des ministres.

La décision prise de faire l'expédition contre Alger, elle est notifiée aux puissances étrangères. Tout le monde connaît l'opposition forcée qu'y fit l'Angleterre¹. Nous nous bornerons ici à en signaler l'effet sur le projet d'expédition et sur l'idée d'établissement. Par sa violence même, qui, toutefois, exclut la guerre, l'opposition britannique met en jeu, du côté français, le point d'honneur, qui interdit d'y céder. Par son obstination à exiger l'engagement préalable de ne pas garder Alger, l'Angleterre intéresse la dignité de la France à lui refuser cet engagement et, par conséquent, à réserver la liberté d'action du gouvernement français. Par son insistance à répéter sur tous les tons à Paris qu'expédition équivaut à occupation permanente, conquête à établissement, que, ne voulût-on pas rester à Alger, on serait contraint d'y demeurer, elle enfonce dans l'esprit des ministres français une idée qui n'y était pas et que rejetait surtout celui de Polignac. Si le cliché de

1. Cf. Darcy, *France et Angleterre ; cent années de rivalité coloniale. L'Afrique*. Paris.

l'utile ennemi n'était un cliché, il serait ici à sa place. Parmi les facteurs des actes politiques, comme des actions privées, on ne doit jamais négliger la contradiction.

Par d'autres que les Anglais est d'ailleurs ressassé à Paris qu'aller à Alger revient à y rester. Metternich le prouve par a + b à notre ambassadeur à Vienne, Rayneval, et encore que ce ne soit pas dans le but de nous y encourager, c'est avec l'effet de nous en convaincre. Le tsar Nicolas I^{er} laisse entendre qu'il s'y attend sans s'en alarmer. Les Toscans n'en prennent pas ombrage. Les Piémontais suggèrent un plan de partage, qui les installerait à Tunis.

La succession du dey d'Alger continue néanmoins à n'avoir que peu d'attrait aux yeux du prince de Polignac. Le 20 avril 1830, il consulte Rayneval sur sept solutions possibles de la question que posera la victoire espérée¹. Du moins en font partie celle qui consisterait à « garder Alger et coloniser la côte », et un partage qui donnerait Alger à la France en attribuant à six autres puissances six autres ports algériens. Rayneval, dans sa réponse, invite son chef à moins de désintéressement. Mais l'invite le laisse froid, puisque aux Conseils des ministres du 23 mai et du 23 juin sont encore soumis des choix de solutions variées. Cependant, le nombre s'en est réduit progressivement et, qui plus est, Polignac reconnaît, tout en persistant à préférer d'autres partis, que conserver Alger pour la France est le plus rationnel et que coloniser la régence est tentant, parce que les régences barbaresques sont les colonies naturelles de la France. On peut donc constater tout de même un léger progrès de l'idée d'occupation permanente, et encore, pour le mesurer, doit-on tenir compte de la crainte des complications diplomatiques, toujours plus ou moins efficace sur un ministre des Affaires étrangères. Les instructions politiques que Polignac remet à Bourmont, le 18 avril, sont un compromis entre le principe d'établissement et celui de désintéressement. La liberté d'action de la France y est entièrement réservée, dans le cas où Alger serait enlevée de vive force et le dey prisonnier de guerre. Le dey, s'il demande à traiter après le débarquement, « rentre dans la condition d'un sujet immédiat de la Porte » ; mais même alors la France acquiert « souveraineté pleine et entière » sur ses anciennes Concessions, accrues de Bône, occupe Alger jusqu'à complète exécution d'un certain nombre de conditions et conserve une sorte de patronat sur le futur gouvernement ottoman de la régence. On ne peut donc citer ces instructions comme un exemple de

1. Cf. Esquer, *op. cit.*

renonciation anticipée au droit éventuel de conquête. Il y faut voir au contraire une étape sur la voie qui aboutit à la domination.

Dans la même voie, et plus vite que Polignac, marche Bourmont. Sur son esprit influent le commandement que, dès avant d'avoir quitté la France, il exerce, et les notions qu'il acquiert sur le pays où il va conduire son armée, sur les rapports de l'Europe avec la Barbarie. Dès février 1830, il a demandé au ministre des Affaires étrangères de nouveaux documents historiques. Le 6 mars, ces documents ont été communiqués à son chef d'état-major, Desprez. Avec ces matériaux, ceux qui les ont précédés, le travail préparatoire de Loverdo, le rapport de Boutin, est alors composé un *aperçu historique* sur l'État d'Alger, à l'usage des officiers du corps expéditionnaire. L'avant-propos s'en réfère à la documentation accumulée depuis plusieurs années dans les bureaux de la Guerre pour préparer l'expédition. Le petit livre traite d'abord des principales expéditions dirigées contre l'Afrique septentrionale du x^ve siècle à 1830, ainsi que des événements qui ont précédé celle qui est à la veille d'être entreprise. Mention est faite des intentions du Premier Consul et de l'Empereur en 1801 et 1808, et le regret est exprimé qu'il n'y ait pas donné suite. La conclusion, dont le style est d'une péroration, attribue la résolution de Charles X à l'impérieux devoir de faire disparaître le gouvernement de la régence : raison tout autre que le simple besoin de venger un affront. Après cela, on est moins surpris que, traversant Marseille pour se rendre à Toulon, Bourmont déclare à la Chambre de commerce que la France fera d'Alger soit une colonie française, soit un royaume gouverné par un prince français. Déclaration d'autant plus symptomatique que les instructions du général en chef lui ont prescrit de ne rien dire qui puisse engager le gouvernement royal.

L'imminence de l'expédition a donné une actualité immédiate aux controverses sur la solution de la question d'Alger. Moins de quinze jours après la décision du conseil des ministres, Florent Thierry, ancien vice-consul à Alger, adresse à Polignac, le 18 février 1830, un mémoire¹ dont le sujet est ainsi défini : « Quand nous aurons pris Alger, qu'en ferons-nous ? » Il y passe en revue plusieurs solutions, dont la première est de garder Alger et d'occuper la régence ; c'est celle qu'il préfère, dont il énumère les avantages et démontre la possibilité. Les autres, dont il ne dissimule pas les inconvénients, consistent alternativement à créer un royaume arabe, à réunir les trois régences sous un

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, 11.

même souverain, à remettre l'Algérie à l'Espagne, à en faire cadeau au vice-roi d'Égypte. La conclusion de Thierry est la suivante : « La France, à moins d'impossibilité absolue résultant de la politique générale, peut et doit conserver et coloniser Alger. » Sans doute l'autorité de l'agent qui se prononçait ainsi était-elle mince : elle était pourtant suffisante pour que son avis lui eût probablement été demandé.

Avant l'embarquement des troupes, Bourmont leur adresse une proclamation. Il y rappelle les précédentes apparitions des Français sur la terre d'Afrique. Si l'on excepte le débarquement à Djidjelli, il n'y en a eu que deux : la croisade de saint Louis et l'expédition d'Égypte. Le souvenir de l'une et de l'autre revient naturellement à la mémoire. Celui de la première est présent à l'esprit des ministres de Charles X. Dans les instructions données au consul général de France à Tunis et à deux négociateurs spéciaux, chargés de présenter à la signature du bey un traité tout préparé, ils insèrent la demande de céder à la France le lieu où saint Louis était mort, à Carthage. Dans une séance du Conseil qui suit immédiatement la nouvelle de la prise d'Alger, ils examinent diverses propositions pour commémorer ce grand événement : unanimement, ils s'arrêtent à celle d'« élever un monument sur le lieu où mourut saint Louis¹ ». La première chapelle édiflée sur la colline de Carthage, où se dresse aujourd'hui une cathédrale placée sous le vocable de ce saint, a son origine dans cette décision du 13 juillet 1830.

Quant à l'expédition d'Égypte, alors distante d'une trentaine d'années seulement, la pensée s'y est reportée dès qu'a pris forme le projet d'expédition contre Alger. Clermont-Tonnerre, le soumettant au roi en 1827, a souhaité au commandant en chef les qualités qui avaient valu à Kléber, en Égypte, le surnom de sultan juste. Seules les convenances l'ont sans doute empêché de rappeler Bonaparte et son surnom, de bon aloi aussi : Sultan-Kébir. Moins homme de cour, un demi-solde, ancien officier d'Égypte, le lieutenant-colonel Châtelain, a ensuite remis personnellement à Charles X un mémoire², où il a fait tourner au profit de la future expédition son expérience de la campagne d'Orient. Se souvenant des formations employées aux Pyramides, il a vanté l'effet à attendre d'une artillerie bien servie et de « feux d'infanterie en carrés ». Les bureaux de la Guerre lui ont sottement reproché d'avoir osé parler de l'expédition d'Égypte, l'un des titres de gloire

1. Arch. Guerre, Alger. Papiers Lacroix.

2. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 2.

de l'usurpateur. Il s'en justifie en février 1828, alléguant qu'il a « eu pour but de faire connaître un modèle d'établissement, dans le cas où, par suite de l'expédition contre Alger, une station sur les côtes fût jugée nécessaire ». Deux ans après, les pudeurs légitimistes qui lui ont été opposées ont quelque peu cédé, devant l'analogie des circonstances. Le ministère de la Guerre songe à constituer en bataillon ou en escadron les survivants des Mameluks de la garde impériale ; mais il en reste trop peu. Alors on se contente de prescrire au préfet des Bouches-du-Rhône de découvrir à Marseille quelques rescapés, civils ou militaires, de la campagne d'Égypte, pour en faire les interprètes de l'armée d'Afrique.

* * *

Le débarquement opéré et son succès connu en France, celui du siège d'Alger est escompté. L'usage à faire de la conquête, n'étant plus qu'à peine une anticipation, est d'autant plus à l'ordre du jour. Sur ce sujet revient, le 25 juin 1830, Lainé de Villévêque dans un mémoire¹ qu'il transmet à Polignac le 5 juillet. Il ne s'agit pas, selon lui, « de recueillir une gloire stérile de cette grande et généreuse entreprise ». Elle offre au gouvernement « les moyens de reporter la France au premier rang et de la consoler de la perte de la limite du Rhin ». Nous savons combien il est rare que, même partisans de la conquête d'Alger, des Français de ce temps l'aient jugée capable de faire oublier au pays la perte de sa frontière naturelle : c'en est ici un cas. Évacuer Alger ne peut, selon Lainé de Villévêque, être en question. « Nous avons bien », dit-il, « le droit de garder le royaume d'Alger en indemnité de notre expédition et de celles d'Espagne et de Morée, dont nous n'avons recueilli aucun avantage. » Son vœu reste toujours la colonisation de la régence par des colons militaires, des émigrants de France et d'autres pays d'Europe, grâce à quoi « nous fonderons en peu de temps en Barbarie une colonie florissante, à l'abri de toute attaque et capable de braver tous les efforts de l'Europe, qui tenterait en vain de nous l'arracher ». D'ailleurs, l'Angleterre n'est pas, à son avis, en situation financière de faire la guerre et, voudrait-elle la faire, il faudrait l'accepter. Si elle nous la déclare, « fondez », dit-il, « sur les vingt mille navires anglais qui sillonnent les mers, comme l'aigle sur sa proie ». Albion mise à la raison, si tant est qu'il faille en venir là, l'Algérie

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

« nous affranchira de l'énorme tribut que nous payons à l'étranger pour les huiles, les soies, le coton, l'indigo ».

En attendant, le seul fait d'avoir porté nos armes sur le sol de la régence oblige le gouvernement à une politique plus vigilante et plus active dans tout le reste de la Barbarie. Dès le 18 mars 1830, un officier de l'état-major général, le chef de bataillon Prétot¹, a appelé l'attention du gouvernement sur la nécessité de rassurer et d'intimider à la fois Tunis, Tripoli et le Maroc, de préparer une proclamation aux indigènes de ces États, d'autoriser les consuls de France à s'embarquer en cas de besoin, pour leur épargner les tribulations de leurs prédécesseurs pendant la campagne d'Égypte. L'essentiel de ces suggestions sera adopté. Le chargé d'affaires de France à Tanger reçoit l'instruction de faire comprendre au sultan du Maroc qu'il n'a rien à craindre, s'il se tient tranquille. L'amiral Duperré, commandant en chef l'escadre devant Alger, est invité à détacher une division sous les ordres de l'amiral de Rosamel, pour se rendre à Tunis et Tripoli. Au pacha de Tripoli, avec qui la France est en état de rupture diplomatique depuis 1829, Rosamel a ordre d'imposer, et imposera, en effet, sous menace de guerre, de bombardement et de destruction, une sorte d'amende honorable, ainsi que la renonciation formelle à la course, aux tributs et à l'esclavage. Auprès du bey de Tunis, Rosamel est chargé d'appuyer les négociations du consul général, Mathieu de Lesseps, et de deux négociateurs spéciaux, porteurs d'un traité à accepter dans les huit jours. Ce traité sera effectivement signé dans le délai exigé, au mois d'août suivant.

La double démonstration navale et son résultat diplomatique rétabliront à Tripoli l'influence compromise de la France et renforceront à Tunis sa prépondérance, déjà acquise. La seule décision d'intervenir par les armes en Algérie a donc conféré aux autres pays barbaresques une importance nouvelle, aux yeux du gouvernement français.

Le 5 juillet 1830, Alger est pris. Se demander ce que l'on en fera n'est plus du tout aller plus vite que les violons. Aussi est-ce un thème courant de discussion dans l'opinion publique et d'élucubrations pour les donneurs de conseils. De ce nombre est un noble personnage, le comte de Montalembert, pair de France, ministre du roi à Stockholm, qui, au temps de l'émigration, a été aide de camp du général anglais commandant le corps d'armée de Madras, aux Indes. En congé à Paris au moment où y arrive la nouvelle de la prise d'Alger, Montalembert

1. Arch. Guerre, Alger. Correspondance, carton 2.

bert adresse un mémoire¹ à Polignac le 16 juillet. « Quel parti prendre pour utiliser notre victoire », en évitant des complications avec nos alliés? Tel en est le sujet. Notre représentant en Suède n'est d'avis ni de nous en tenir à détruire tous les moyens d'agression et de défense de la régence, parce que cela ne suffirait pas à rendre la piraterie impossible, ni de conquérir tout le territoire algérien pour l'occuper, garder et coloniser, bien qu'il reconnaisse à cette solution « quelque chose de simple et de grand, qui séduit et éblouit ». Ses préférences vont à un « système mixte », consistant dans un régime imité de celui que les Anglais pratiquaient dans l'Inde : occupation d'Alger et d'un petit territoire environnant, avec un gouverneur français et une garnison, division de la régence en deux principautés, capitales Tlemcen et Constantine, gouvernées par deux beys qui recevraient leur investiture du roi de France et dont l'administration serait contrôlée par Alger. Ce système paraît à Montalembert concilier « la gloire de nos armes avec nos intérêts nationaux, les exigences de la diplomatie et le maintien de l'union des alliés ».

Sur le même sujet (« que pourra-t-on faire d'Alger et de la Barbarie? ») s'exerce un agent de moindre rang, le marquis de Montcalm, second secrétaire à Turin, qui adresse un mémoire² à Bois-le-Comte dans le courant de juillet. Pour lui, le but de l'expédition ne peut avoir été que de « favoriser dans ces vastes contrées l'introduction du christianisme, hors duquel il n'existe pas de véritable civilisation ». Par cette raison et par d'autres, est exclue l'hypothèse de remettre les régences à Mehemet-Ali. Dès lors se présentent trois partis : créer un État souverain, gouverné par un roi chrétien — mais installer et maintenir un monarque chrétien dans un pays musulman n'est pas facile ; — coloniser le pays — c'est la solution la plus simple, mais « les colonies appauvrissent et épuisent la mère patrie, qui les nourrit de son sang » ; — enfin, instituer des suzerainetés européennes sur de grands fiefs indigènes, conçus selon le système féodal. C'est ce troisième parti que préconise Montcalm. Le roi de France serait suzerain de la régence d'Alger et nommerait le titulaire de ce fief. Le roi de Sardaigne (c'est-à-dire de Piémont) exercerait le même droit à Tunis. Quant à Tripoli, la suzeraineté en serait attribuée, dans les mêmes conditions..., au pape ! La Tripolitaine, fief pontifical : jamais encore on n'avait vu le prosélytisme chrétien, uni au culte du système féodal, aboutir à une conclusion aussi cocasse.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

Plus utile à Polignac que ces fantaisies est désormais ce qui lui vient de Bourmont. Le premier ministre avait soumis au commandant en chef, le 26 juin, le projet de remettre la régence à la Turquie, en ne réservant à la France que ses anciennes Concessions, légèrement étendues vers la Tunisie. Bourmont, qui, maître d'Alger et du dey, répond¹, de la Casbah, à Polignac, regimbe contre ce désintéressement : il ne peut être question d'évacuer Alger ; conserver la conquête est le vœu de toute l'armée ; la possession de Constantine est indispensable ; la France doit donc acquérir, à tout le moins, ces deux provinces. Le maréchal — il vient d'être élevé à cette dignité — commence d'ailleurs spontanément à faire acte de souveraineté dans la régence, et son initiative à cet égard ne fait que prévenir les instructions que lui enverra Polignac lui-même, à la remorque des événements. Contre l'évacuation d'Alger protesterait, du reste, l'opinion publique française, qui, si peu séduite qu'elle ait été par l'expédition, s'empresserait cependant de dénoncer comme une faiblesse impardonnable l'abandon volontaire de la conquête. Interprète d'un enthousiasme qui n'est, toutefois, nullement général et se limite à Marseille et à quelques ports de mer, le *Sémaphore* réclame même une loi déclarant départements français les quatre provinces de la régence. Entre le parti que dictent les circonstances et les exigences de la situation diplomatique, Polignac prend un biais : une négociation dilatoire avec la Porte, subordonnant à des conditions d'une réalisation problématique la remise de la régence au sultan. C'est là que la révolution de Juillet vient arrêter son évolution de colonial malgré lui.

Quand Guilleminot reçoit ces instructions, il se montre maître dans l'art de les interpréter. Comprenant que la France doit garder Alger, il ne soumet pas à la Porte les articles d'un traité sur le sort futur de la régence, et la convie seulement à une consultation. Puis, ses conversations avec les Turcs étant oiseuses à souhait, il envoie à Paris son conseiller, Varenne, dire au gouvernement que la Turquie craque de toutes parts, qu'elle ne se soucie pas de la régence d'Alger, que nous n'en parlions plus et que nous y restions. Varenne s'acquitte de cette communication par écrit², le 3 août, auprès du maréchal Jourdan, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Louis-Philippe.

En même temps parviennent au ministère des Affaires étrangères les premiers rapports des agents consulaires qui avaient accompagné

1. Cf. Esquer, *op. cit.*

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

l'armée d'Afrique¹. Pour Alexandre Deval n'est pas en question le maintien de l'occupation d'Alger, qui va de soi : le seul problème se posant est si, occupant la capitale, on soumettra effectivement l'intérieur du pays, ou si l'on y fera de l'administration indirecte, par l'intermédiaire de beys. Pour Florent Thierry, les débuts de la campagne, justifiant tout ce qui avait été dit du territoire, doivent encourager « dans l'idée de conserver le royaume d'Alger » ; que si quelque motif s'y oppose, l'occupation de la capitale est, à tout le moins, « indispensable ».

Sans doute se trouve-t-il encore, parmi les consuls, de vieux radoteurs pour nier la valeur de ce que l'on tient et n'avoir d'yeux que pour ce que l'on n'a plus ou pas encore. Ainsi Fourcade, ancien consul en Turquie, déclare Alger « un cul-de-sac », à évacuer en hâte, tout projet de colonisation de l'Algérie une « aberration » ; il préférerait Tunis ou Tripoli, « qui nous feraient toucher à l'Égypte² » ; mais le gouvernement voudrait-il écouter ces sornettes qu'il ne le pourrait pas. Les instructions données, en septembre 1830, à Talleyrand, nommé ambassadeur à Londres, soulignent l'intérêt méditerranéen de la possession d'Alger pour la France. Le maréchal Clauzel, successeur de Bourmont à Alger, s'étant plaint de l'incertitude où le gouvernement le laissait sur ses intentions, le maréchal Gérard, ministre de la Guerre, lui écrit que « l'intention du gouvernement français est de conserver la possession d'Alger », et que « cette détermination repose sur les motifs les plus importants ». Il en informe, le 12 novembre 1830, le maréchal Sébastiani, ministre des Affaires étrangères³. Le fait accompli a enfin emporté la décision de principe : le « j'y suis » a entraîné le « j'y reste ».

Nous avons essayé de faire la genèse d'un acte. Or, la genèse d'un acte est toujours l'histoire d'une idée. Puisse le lecteur ne pas conclure que les pensées heureuses n'ont pas d'histoire !

F. CHARLES-ROUX.

1. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

2. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

3. Arch. Aff. étr. Mémoires et documents, Alger, suppl. 6.

MÉLANGES

QUELQUES

ASPECTS NOUVEAUX DU RÈGNE DE VICTORIA

Une sorte de légende pieuse semble s'être établie, vers 1875, dans la littérature historique anglaise, non seulement autour de la reine Victoria, mais autour des principaux personnages politiques de son époque et, si l'on peut dire, autour de la période victorienne elle-même. Une certaine dignité conventionnelle, associée à une sensiblerie parfois puérile, semblait, aux yeux de l'immédiate postérité, devoir envelopper à jamais les grandes figures de l'histoire anglaise du milieu du XIX^e siècle, comme elle environnait leurs images peintes ou sculptées. Toute la période avait le style de l'*Albert Memorial*.

Vers 1900 commencèrent à paraître des recueils documentaires qui, malgré beaucoup de réserve et parfois de timidité, nous donnèrent de l'Angleterre victorienne une représentation plus vivante, quoique encore incomplète, et qu'utilisèrent des biographes moins exclusivement officiels. Enfin, après la guerre, les archives publiques et particulières s'ouvrirent plus largement aux recherches. La curiosité psychologique d'inspiration plus ou moins freudienne, la mode des biographies « intérieures », dont on chercha d'abord les modèles sur le continent, furent peut-être aussi pour quelque chose dans le renouveau récent, en Angleterre, des études historiques sur le XIX^e siècle. Les ouvrages abondent aujourd'hui qui tendent à montrer hommes et femmes de l'âge victorien sous un aspect plus humain et plus naturel, parfois même avec une liberté qui restera sans doute, dans l'avenir, caractéristique des temps « georgiens » que nous vivons. Sans entreprendre d'en donner ici même une liste sommaire, on voudrait seulement montrer, à propos de quelques-uns d'entre eux, le profit dont ils peuvent être pour notre connaissance de l'histoire anglaise contemporaine.

Deux biographies politiques ont récemment paru qui méritent de retenir l'attention à ce point de vue, parce que leur comparaison met en évidence ce que nous venons d'indiquer. L'une et l'autre se rapportent aux débuts du règne de la reine Victoria, qui devaient avoir tant d'importance sur l'évolu-

tion du régime parlementaire en Grande-Bretagne. Ce sont le gros volume de M. George Ketson Clark sur *Peel et le parti conservateur*¹ et l'ouvrage moins approfondi, mais plus alerte, de M. Bertram Newman sur *Lord Melbourne*².

M. Clark travaille un peu à la manière allemande. Son étude, qui ne porte que sur une période de la carrière de Peel (depuis la réforme de 1832 jusqu'à la chute des whigs en août 1841), est, en tant qu'histoire du parti conservateur, à peu près exhaustive. Il ne s'est pas contenté de mettre en œuvre les nombreux documents publiés, de 1891 à 1899, par Charles Stuart Parker sous le titre de *Peel papers*, il a dépouillé attentivement tous les dossiers provenant de Sir Robert que conserve le British Museum. Il suit pas à pas son personnage et s'efforce, avec un soin louable, de ne négliger aucune des circonstances qui expliquent son langage ou justifient ses actions. Cependant, il ne le fait vivre qu'à demi, faute sans doute de vouloir étudier en lui autre chose que la doctrine ou la tactique du chef de parti. Cette tendance est particulièrement sensible dans la dernière partie du volume, où sont retracés les débuts du règne de Victoria et les rapports de l'opposition conservatrice avec la nouvelle reine.

On sait que, lors de la mort de Guillaume IV, en juin 1837, les whigs étaient au pouvoir. Sans doute n'y seraient-ils pas restés longtemps si le roi, qui ne les aimait guère, eût vécu quelque temps encore. Mais la jeune reine, accoutumée par son entourage à les regarder comme ses amis, leur fit le meilleur accueil et se confia très vite à la direction politique de leur chef, Lord Melbourne, que pourtant elle connaissait fort peu, et qui ne lui avait jamais parlé qu'en public, à des cérémonies de cour. Elle lui permit de choisir le moment le plus favorable pour les élections générales, qui devaient avoir lieu dans les six mois. Le scrutin de juillet 1837 conserva la majorité aux whigs, et ils gardèrent le pouvoir jusqu'au vote du 7 mai 1839, qui, réduisant la majorité à cinq voix, décida le cabinet Melbourne à se retirer. C'était la première crise ministérielle du règne de Victoria.

L'histoire en est célèbre et, dans le détail, assez importante en somme, par les précisions qu'on y trouve sur le rôle, bien plus important qu'il ne semble parfois, de la Couronne dans les crises parlementaires. Après d'autres, mais en suivant de très près les textes, surtout ceux provenant des papiers de la reine³, M. Clark raconte, avec beaucoup de clarté et de clairvoyance, ces incidents fameux. Le 7 mai, Lord Melbourne informe la reine que le Cabinet a décidé de donner sa démission. Il lui conseille de faire appeler le duc de Wellington et de former un ministère conservateur sous sa direction. Si le

1. G. K. Clark, *Peel and the conservative party, a study in party politics, 1832-1841*. Londres, Bell, 1929, in-8°, xii-515 p. ; prix : 20 sh.

2. Bertram Newman, *Lord Melbourne*. Londres, Macmillan, 1930, in-8°, xii-322 p. (illustré) ; prix : 12 sh. 6.

3. *Letters of Queen Victoria* (1908), t. I, p. 37-64 ; *Girlishhood of Queen Victoria* (1912), t. II, p. 159-196 (publications du vicomte Esher).

duc refuse, elle devra du moins insister pour qu'il entre dans la combinaison, surtout au cas probable où elle serait dirigée par Sir Robert Peel.

La reine est désolée, incapable jusqu'à neuf heures du soir de retrouver son calme, même de prendre aucune nourriture. Le lendemain, à une heure, elle reçoit Wellington. Le vieux duc entend patiemment (si même il l'entend) l'éloge de Melbourne, ne bronche pas quand la reine déclare son intention de continuer à le voir à titre d'ami ; il s'excuse sur sa timidité et son impopularité aux Communes pour ne pas accepter d'être premier ministre et recommande le choix de Peel. La reine le fait appeler aussitôt et, à deux heures, Sir Robert entre dans le Salon jaune du palais de Buckingham.

Nous n'avons sur cette entrevue et les suivantes que les lettres, on dirait presque les comptes-rendus de la reine adressés à Lord Melbourne. On aimerait que M. Clark eût été en mesure d'y opposer le témoignage de Peel. Mais ses recherches n'ont rien donné sur ce point, et il doit s'en tenir à une sorte de critique interne, qu'avait déjà tentée, sur les mêmes textes, M. Élie Halévy. L'émotion des deux interlocuteurs était grande : la reine semblant inquiète, soupçonneuse et presque irritée, Peel à la fois craintif, intimidé et glacial. Il avoua son peu de confiance dans la tâche à entreprendre, donna la liste probable des membres du Cabinet, parla de dissolution possible, et finalement demanda que la reine, pour donner un témoignage public de sa neutralité politique, fit quelques changements dans les titulaires des charges de cour, toutes confiées aux whigs jusque-là. Elle refusa de s'y engager pour ceux qui n'étaient pas membres du Parlement. Peel n'insista pas et se retira. Il revint le lendemain et, après avoir consulté ses amis, posa nettement la question : les tories réclamaient, pour des dames de leur parti, un certain nombre d'emplois dans la Maison royale. La reine avait eu le temps, depuis la veille, de demander et de recevoir l'avis de Melbourne. Il était formel, et renforcé par l'étude des précédents de 1830, 1834 et 1835. Mais Victoria dédaigna de s'en servir pour une longue discussion et répondit à Peel qu'elle ne consentirait jamais. « La reine d'Angleterre », écrivit ensuite à Melbourne cette souveraine de dix-sept ans, « ne subira jamais une pareille tricherie. » Vainement, en deux entrevues qui suivirent, et où vint aussi Wellington, Peel essaya de la fléchir, de suggérer un compromis. Elle demeura inébranlable, même aux conseils de Melbourne, qui, tenu au courant de tout, semblait préconiser un arrangement. C'est alors qu'il se décida lui-même à la démarche dont les tories devaient lui faire grief : réunir le Cabinet démissionnaire, le 10 mai à onze heures du soir, et lui faire approuver le texte de la réponse royale : refus de consentir à la révocation des dames de la Chambre, cette mesure étant contraire à l'usage et répugnant aux sentiments de la souveraine. Au reçu de la lettre, rigoureusement conforme, envoyée par la reine, Peel déclina la mission qui lui avait été confiée.

Quand les ministres whigs, ayant repris le pouvoir, durent s'expliquer devant le Parlement, la question fut débattue uniquement sur le terrain

politique : on ne parla que du principe de la prérogative royale et des limites imposées au pouvoir des ministres sur la nomination aux charges. La reine elle-même, au bout de peu de temps, se persuada qu'il en était ainsi et qu'elle avait, *toute seule*, soutenu un point de doctrine constitutionnelle. Elle l'écrivait dès le 14 mai au roi des Belges. Mais elle-même devait en juger autrement plus tard. « J'étais bien jeune alors », disait-elle en 1897 à son secrétaire particulier, Sir Arthur Bigge, « et, si tout cela était à refaire, j'agis peut-être différemment. » Pour quelle raison ? Elle ne crut pas devoir s'en expliquer. Mais il nous est possible de nous en rendre compte aujourd'hui, et c'est un des mérites du livre de M. Newman de l'avoir mis en lumière. Elle avait agi sous l'influence d'un sentiment très vif et sans doute aussi d'une intrigue assez obscure.

Le sentiment est celui qu'elle éprouvait à l'endroit de Melbourne lui-même. Il apparaît évidemment dans les extraits du journal et des lettres de la reine qui ont été publiés. Lytton Strachey avait déjà tenté, fort heureusement, de le décrire d'après ces documents. M. Newman s'y essaie à son tour avec succès, en utilisant aussi d'autres sources, comme le journal inédit de Lord Hatherton, dont il a eu communication. Victoria ressentait envers Melbourne une affection toute filiale, mais passionnée au point d'être jalouse parfois, faite de gratitude et d'admiration profondes. Mais il y entrait aussi comme une sorte d'orgueil, juvénile et charmant, d'avoir si vite occupé l'esprit et fixé l'attachement d'un homme qui passait pour blasé entre tous et d'autant plus dédaigneux des femmes qu'il avait eu plus de facilité à se faire aimer d'elles. A soixante ans, Melbourne était encore un charmeur, et sa réputation d'irrésistible survivait aux succès qui l'avaient provoquée. Tout récemment encore, la belle Mrs Norton avait failli payer d'une condamnation en justice, réclamée par un mari jaloux, l'agrément d'une amitié fort étroite, quoique non suspecte, semble-t-il, avec le premier ministre. Élégant et très spirituel, mordant même à l'occasion, haïssant l'ennui sur toute chose et sachant le bannir des lieux où il fréquentait, Melbourne était l'homme le mieux fait pour attirer et retenir l'attention affectueuse de la jeune princesse, enfermée jusque-là dans le cercle morose où vivait sa mère, la duchesse de Kent. Lui-même se laissa gagner presque tout de suite par le spectacle touchant de cette reine adolescente, privée de conseils et d'appui, profondément honnête et courageuse et qui, dans des circonstances aussi troublées, acceptait de si grand cœur sa lourde tâche. Lord Hatherton remarqua son émotion dès ce matin du 20 juin 1837 où Victoria tint la première séance du conseil privé : « il répétait des lèvres chaque mot de la déclaration qu'elle lisait, son visage était douloureusement crispé et, par moments, il semblait prêt à défaillir ».

Deux années de travail en commun, de fréquentation presque continue (Melbourne dînait avec la reine presque chaque jour), avaient fortifié ce sentiment réciproque, dont il n'y a peut-être pas d'autre exemple en his-

toire. Victoria n'avait eu que peu de rapports avec son père ; elle avait expérimenté de bonne heure que, dans l'entourage des princes, où abondent, écrit-elle, « les mauvais cœurs et les esprits faux », il y a peu d'exemples d'attachements sincères. Elle n'en mit que plus de fougue dans l'affection filiale qu'elle vouait à ce mentor indulgent et tendre qu'était Lord Melbourne. Quand la politique vint brusquement l'obliger à se séparer de lui, elle en fut bouleversée. Elle en était arrivée à croire — et elle le lui redisait sans cesse — qu'il était son seul ami, seul capable de lui parler franchement, de la conseiller sans arrière-pensée. Il était devenu une sorte de confesseur, à qui elle faisait aveu de ses moindres pensées et transmettait, à l'heure de la crise qui la séparait de lui, le récit fidèle de tout ce que son cœur éprouvait. Au sortir de l'entretien avec Peel, ce qu'elle écrit, en toute innocence, la peint au vif : « La reine a été très maîtresse d'elle-même et n'a trahi aucune agitation pendant ces deux redoutables audiences. Mais, ensuite, *tout* s'est effondré. Elle sent que Lord Melbourne la comprendra. Elle est au milieu des ennemis de ceux qui lui inspiraient le plus de sécurité et d'estime et entourée de gens qui lui semblent sans cœur ; mais le pire de tout est d'être privée de voir Lord Melbourne comme elle en avait l'habitude. »

Que, dans cet état d'esprit, la reine ait saisi avidement le prétexte que lui offrait inconsciemment Peel d'éviter un pareil désastre en conservant le cabinet whig, c'est ce que le récit de M. Newman, plus ramassé que celui de M. Clark, montre avec évidence. Elle y persévéra contre le sentiment de Melbourne lui-même, et le supplia en termes touchants de « demeurer toujours un père pour quelqu'un qui n'avait jamais eu autant besoin de soutien qu'en ce moment ». Et elle réussit à obtenir, comme écrit M. Newman, que « l'homme prit le dessus sur l'homme d'État ». Melbourne pensa qu'on ne pouvait pas « abandonner une pareille reine et une pareille femme ». Sous cette influence toute romantique, il décida la réunion du Cabinet qui résolut d'appuyer la résistance de Victoria et maintint les whigs au pouvoir. Même l'ancien radical Hobhouse ne voulut pas demeurer en reste de sensibilité chevaleresque et déclara qu'il aimerait mieux se couper la main droite que de signer une *minute* conseillant à la reine de rappeler Sir Robert Peel. « Victoire féminine », disaient les journaux tories. De fait, Victoria marqua elle-même le premier avantage qu'elle y trouvait. A peine a-t-elle envoyé son refus écrit à Peel, et avant d'avoir reçu la réponse, elle écrit à Melbourne pour l'inviter à dîner, « puisque les négociations sont finies » et qu'il est déjà revenu au palais !

L'autre côté de l'affaire est plus obscur, bien que M. Newman l'ait sensiblement éclairci, en s'aidant des journaux du temps et des passages du *Journal de Greville*, longtemps demeurés inédits, que M. Whitwell Wilson a rétablis dans l'édition qu'il en a donnée en 1927. Il paraît vraisemblable qu'une intrigue avait été ourdie, peu de temps avant la mort du roi Guillaume IV, dans l'entourage de la duchesse de Kent. Celle-ci était désignée comme régente si le roi mourait avant que Victoria eût atteint dix-huit ans.

Son principal conseiller, Sir Joseph Conroy, avait des ambitions politiques. Certains radicaux, comme Lord Durham, pensaient arriver au pouvoir avec la régente. Les tories comptaient aussi sur elle, mais auraient préféré le duc de Cumberland, héritier présomptif au défaut de Victoria. Y eut-il une tentative pour décourager d'avance la jeune princesse, l'amener à accepter l'idée d'une prolongation de la régence, peut-être d'une abdication? L'histoire fut racontée beaucoup plus tard à Lord Granville par Stockmar, et à Henry Greville par Lord Ravensworth, père de cette même Lady Normanby que Melbourne plaça, dès le début du règne, auprès de Victoria, à la tête des « Dames de la Chambre ». C'est pour assurer une garde fidèle à la jeune souveraine — et non par un esprit de parti qui lui était assez étranger — que le premier ministre confia presque uniquement aux femmes et aux sœurs de ses amis et de ses collègues ces fonctions de cour. Il resta cependant au palais quelques dames du milieu tory plus ou moins groupées autour de la duchesse de Kent et de Conroy, que Melbourne ne put faire écarter tout à fait. Entre elles et les ladies du parti whig, une animosité très violente se développa bientôt, qui alla jusqu'à la diffamation et la calomnie. Une des dames tories fut, en février 1839, dénoncée pour inconduite par une dame de l'autre groupe, et la reine semble avoir pris parti contre l'accusée. Celle-ci, Lady Flora Hastings, dut subir un examen médical humiliant, qui la justifia entièrement. On lui fit des excuses et la reine (probablement prévenue contre Lady Flora par son ancienne gouvernante, la baronne Lehzen) exprima ses regrets. Mais le scandale devint public, la mère de Lady Flora, la marquise de Hastings, et son frère ayant adressé à la reine et à Lord Melbourne des lettres que les journaux publièrent. La presse tory lança toutes sortes d'accusations contre les whigs — hommes et femmes — qui entouraient la souveraine, et Lord Hastings voulait provoquer en duel le premier ministre. On s'explique que, dans ces conditions, Peel, arrivant au pouvoir, ait trouvé impossible de laisser aux whigs toutes les charges féminines de la cour; il aurait encouru les mêmes haines que Melbourne, sans avoir les mêmes soutiens. On comprend aussi que la reine ait craint la rancune des amies d'une femme qu'elle avait mortellement offensée et refusé de leur faire place à ses côtés. L'étrange est que, moins de deux mois après le « Bedchamber plot », Lady Hastings, mourut. Le médecin de la cour fut suspecté et mis en cause par le *Morning Post* et divers libelles. Des brochures parurent sur la « martyre du palais »; une d'entre elles accusait directement la baronne Lehzen. La reine fut, malgré tout, sensiblement atteinte. Sa popularité, « tombée à zéro », dit M. Newman, ne devait se rétablir qu'après son mariage avec Albert de Cobourg.

* * *

Il va de soi que nous n'avons pas encore, sur les parties les plus récentes de l'époque victorienne, des témoignages qui nous permettent de voir ainsi l'envers des choses et la réalité qui se cache derrière la façade luxueuse ou

modeste des maisons royales de Windsor, d'Osborne ou de Balmoral. Non que les publications manquent. On a vu paraître, en grand nombre, les *Life and Letters* de personnages ayant approché de tout près la reine, le prince de Galles et les membres de leur famille. Les trois volumes de lettres de Victoria et d'extraits de son journal, mis au jour avant 1908 par le vicomte Esher, s'arrêtaient en 1861. Depuis, par les soins de M. George Earle Buckle, ont paru cinq volumes (le dernier tout récent) continuant la série jusqu'en 1895¹. Un journal spécial, tenu par la reine pendant ses séjours d'été en Écosse, a été publié à part. Ces textes sont venus compléter, parfois contredire ce que, dans leurs biographies de la reine Victoria, avaient écrit ou laissé entendre Sidney Lee et Lytton Strachey. Enfin, le T. H. Sir Frederick Ponsonby, qui avait fait paraître déjà les lettres si dramatiques de l'impératrice Frédéric à sa mère, a tiré de ses archives de famille la matière d'un très curieux volume, auquel il a donné le titre, difficile à rendre exactement en français, de *Sidelights on Queen Victoria*². Nous voudrions essayer d'indiquer ici, d'après ce dernier ouvrage et ceux publiés par M. Buckle (surtout le tome I de la 3^e série), l'idée qu'on peut se faire actuellement du rôle de la Couronne dans certaines circonstances décisives de la vie politique anglaise, et même des affaires internationales, entre 1880 et 1890.

Comme beaucoup de souverains et d'hommes d'État, la reine Victoria croyait volontiers n'avoir pas subi d'influence politique décisive au cours de sa vie et être demeurée fidèle, sans défaillance, aux mêmes convictions. Libérale au début de son règne, elle écrivait encore en 1884 : « Personne n'est plus vraiment libéral de cœur que la reine. » Mais la notion de libéralisme avait subi, en cinquante ans, bien des changements auxquels son esprit ne se prêtait pas volontiers. Son libéralisme était de cet *old judicial type* que, déjà en 1889, Lord Salisbury déclarait ne plus exister³ : celui de Grey et de Melbourne, qui avaient su, dès la première réforme, renforcer, en l'utilisant au bénéfice de leur parti, le prestige naguère bien ébranlé de la royauté. Quand étaient venus des libéraux d'une autre espèce, dont Palmerston fut le premier, Victoria avait défendu ses prérogatives avec une ténacité souvent triomphante, en pensant, disait-elle, à ses successeurs. On a souvent dit que cette résistance, vigoureusement soutenue par le Prince consort dans certaines circonstances difficiles, avait quelque peu fléchi après sa mort et à peu près disparu dans les dernières années du règne. Il faut avouer pour-

1. *The Letters of Queen Victoria*, 2^d series (1862-1885), 3 vol. in-8° illustrés. Londres, Murray (prix : 3 l. 17 s. 6 d. ; 3^d series, t. I (1886-1890), paru en 1930 (prix : 1 l. 5 sh.). Le tome II (1891-1895), paru fin 1931, ne nous est pas encore parvenu.

2. R. H. Sir Frederic Ponsonby, *Sidelights on Queen Victoria*. Londres, Macmillan, 1930, in-8°, xi-305 p. (illustré) ; prix : 21 s. Il y a pour cette période peu de chose à prendre dans les *Personal letters of King Edward VII*, parues fin 1931 par les soins du lieutenant-colonel J. P. C. Sewell, et dont la *Revue historique* rendra compte ultérieurement.

3. Buckle, III, I, 510.

tant que la lecture du journal et de la correspondance de la reine (ou du moins des extraits qui nous en sont donnés) laisse une impression bien différente. Qu'il s'agisse du cérémonial ou des affaires d'État, Victoria tient aux droits que lui confère l'usage et les défend avec autant d'habileté que d'énergie, sans égard pour ce qu'il peut y avoir parfois d'un peu puéril, et même de comique, dans certains de ces conflits. Sir Frederick Ponsonby s'est diverti à raconter en détail la lutte homérique qui mit aux prises, en 1872, l'amirauté tout entière et le prince de Galles. Le point était de savoir si, aux manœuvres navales, le coup de canon tiré au coucher du soleil, tandis qu'on amène les couleurs, doit partir du vaisseau amiral ou bien du yacht royal, lorsque la Reine y est seulement représentée par l'héritier du trône. La querelle se termina, au bout de longues négociations, par un compromis et par la publication, dans l'*United Services Gazette*, d'un mélodrame comique, parodié de Shakespeare, et intitulé *The fatal gun*.

Mais l'objet du litige était, le plus souvent, d'une bien autre importance. Ainsi, la reine a toujours maintenu son droit, non seulement d'être tenue exactement au courant, par le premier ministre, du résultat des délibérations du Cabinet, mais même d'être prévenue à l'avance de l'ordre du jour et des déclarations que le chef du gouvernement devait faire devant ses collègues. Elle refusa, en 1881, de prononcer le discours du trône à la date fixée par le Cabinet, parce qu'il lui avait été soumis trop tard et contenait sur l'Afghanistan une phrase qu'elle désapprouvait¹. Quand Gladstone inaugura la coutume des discours dominicaux en province, jouant ainsi, comme Lord Salisbury le constatait plus tard avec tristesse, le plus mauvais tour imaginable à ses successeurs éventuels, la reine protesta au nom des règles constitutionnelles. Selon elle, le chef du gouvernement n'avait pas le droit de faire au public des déclarations politiques sur lesquelles le souverain n'avait pas été consulté. Elle maintint cette doctrine aussi longtemps que possible, même à l'encontre des ministres conservateurs.

A plus forte raison, la reine devait-elle préserver avec soin ceux de ses pouvoirs qui n'étaient pas contestés, comme celui d'intervenir dans la nomination ou le changement des ambassadeurs et dans la désignation des grands dignitaires de l'Église anglicane. Mais il lui fallut soutenir une vraie bataille avec le ministère, en 1890, au sujet du commandement en chef de l'armée, alors attribué au duc de Cambridge : « La position du commandant en chef », écrivait-elle, « ne doit être ni diminuée ni affaiblie. C'est une des plus grandes prérogatives du souverain que la *communication directe* avec un officier de haut rang, inamovible et non politique, *au sujet de l'armée* »². » Cette fermeté lui assura gain de cause et lui permit d'appeler, malgré une vive opposition parlementaire, son fils, le duc de Connaught, au commandement de l'armée des Indes.

1. Ponsonby, p. 136 et suiv.

2. 30 avril 1890 ; Buckle, III, I, 600.

Dans cette tâche de défendre les attributions traditionnelles du monarque, un roi aurait peut-être moins aisément réussi qu'une reine, qui sut employer au bénéfice de la Couronne la déférence et le respect naturellement dus à son sexe et à la dignité de sa vie. Si l'on ne peut dire qu'elle eut une politique personnelle, elle ne se priva jamais d'exprimer, devant ses ministres et ses intimes, des préférences marquées. Le recueil de ses lettres (peut-être choisies un peu, à vrai dire, en vue de mettre son rôle en lumière) nous la montre, par exemple, fort désappointée de l'arrivée au pouvoir des libéraux, regrettant hautement Beaconsfield, entrant en lutte avec Gladstone sur le projet de Home rule, consultant librement le chef de l'opposition sur les chances d'une élection générale, conseillant même discrètement à Lord Rosebery, à la veille de la chute des libéraux, de ne pas s'engager à l'excès avec Gladstone, en vue de ménager son avenir. Quant à ce qu'elle appelle le *home-ruling socialism* des radicaux, elle ne cache pas les inquiétudes qu'il lui inspire, ni son déplaisir de le voir professer par Gladstone à Glasgow, « où se trouvent tant d'Irlandais de la pire espèce¹ ».

L'étonnant, et même l'admirable, est que, malgré ces préférences avouées, Victoria ait su mieux que personne, dans les circonstances difficiles, s'élever au-dessus des partis et préparer, grâce à la plus active et patiente diplomatie, des solutions transactionnelles. Sir Frederick Ponsonby a retracé, dans le plus grand détail, le conflit qui mit aux prises, en 1884, le gouvernement libéral et la Chambre des Lords au sujet de la nouvelle loi électorale. Gladstone avait fait voter aux Communes une réforme étendant considérablement le droit de suffrage, mais muette sur la nouvelle répartition des circonscriptions. Les lords, occupés surtout du résultat politique que donnerait le nouveau système, ne voulaient pas voter l'« extension de franchise » sans connaître le projet de « redistribution ». Le conflit dura longtemps, prolongé par la répugnance de Gladstone à laisser les radicaux attaquer le principe de la pairie. La reine cherchait une « solution impartiale et pacifique ». Elle y travailla pendant un an, organisant des rencontres entre le premier ministre et le chef de l'opposition, employant comme intermédiaires les personnes de son entourage, y compris les princes, allant même jusqu'à évoquer, en quelque sorte, le fantôme de Disraeli, en faisant venir à Windsor son ancien secrétaire, Lord Rowton, pour lui demander ce qu'aurait fait, en pareil cas, celui qu'elle appelait *good Lord Beaconsfield*. Elle parvint, enfin, à vaincre l'obstination de Gladstone, qu'elle traitait de dictateur et qui, disait-elle, « devait céder ». Tout finit bien, puisque le « dictateur » se loua publiquement de l'aide que la souveraine lui avait apportée *so timeously* et reçut la Jarretière. Il n'était pas encore ce « vieillard sauvage et incompréhensible » que Victoria se plaignait à Lord Lansdowne, dix ans plus tard, d'avoir dû accepter une fois de plus comme premier ministre.

1. Buckle, III, I, 36, 73, 118, 146, 169, 617.

La reine, qui se bornait à démentir par des actes le grief de partialité en matière de politique intérieure, se fâcha tout rouge le jour où elle apprit que Lord Randolph Churchill lui attribuait, dans la direction des affaires étrangères, des préoccupations de famille, étrangères à l'intérêt public. Elle s'avouait *quite furious*, écrivait dans son journal que la conduite de Lord Randolph, « monstrueuse, abominable », aurait été, en d'autres temps, récompensée par « la Tour et la hache¹ ».

On est un peu tenté de croire que, si le reproche indignait tellement Victoria, c'est qu'elle avait conscience de l'avoir un peu mérité. L'occasion à propos de laquelle il avait été formulé est celle où elle a le plus certainement, à son insu, laissé subir à sa politique, et tenté de faire subir à celle de ses ministres, l'influence de ses sentiments personnels : il s'agit des affaires de Bulgarie. La reine avait autant d'attachement que d'estime pour le prince Alexandre de Battenberg et une défiance persistante à l'égard de la Russie. Elle chercha, d'une façon suivie et tenace, à faire prévaloir ses vues, à soutenir le prince Alexandre avant sa chute, à préparer son retour, à venger l'affront qu'il avait subi et l'Angleterre avec lui². Dans sa correspondance avec Salisbury, elle y revient sans cesse, se refusant à « avaler cela », à « recevoir un soufflet », exigeant que l'on « démasque la Russie », que l'Angleterre « parle haut et ferme » à ce pays « malhonnête ». Elle avait, dès le début du ministère conservateur, établi pour règle que les questions diplomatiques seraient réglées entre elle, le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères (Salisbury devait, au début de 1887, cumuler les deux fonctions) et soumises au Cabinet le moins souvent possible. Elle entretenait, avec sa fille, la princesse Frédéric d'Allemagne, une correspondance très active, ainsi du reste qu'avec le prince de Battenberg, et en faisait état dans ses instructions aux ministres. Salisbury n'était pas d'un caractère à résister à ces influences. Nul doute que la reine n'ait pu, pendant son passage au pouvoir, prendre sa revanche du temps de Palmerston. C'est ce qui donne un intérêt particulier au volume de sa correspondance qui comprend la période 1881-1891. L'intervention de la reine explique souvent, non seulement la politique britannique dans les Balkans et dans l'Inde, mais aussi les alternatives singulières des rapports anglo-allemands, sur lesquels influèrent beaucoup les conflits de Bismarck avec l'impératrice Frédéric, puis la brouille de Guillaume II et du prince de Galles. On aurait tort, toutefois, d'en conclure que cette intervention de la Couronne ait été permanente et se soit étendue à toute la diplomatie anglaise de l'époque. A tout le moins jusqu'à ce que la correspondance complète de Victoria soit publiée, si elle doit l'être un jour. Car des lacunes importantes apparaissent dans la série des lettres que donne M. Buckle. Plusieurs sont des réponses à un docu-

1. Buckle, III, I, 25.

2. Voir notamment le télégramme du 27 août 1886 (Buckle, III, I, 191).

ment antérieur non publié. Surtout, le recueil est presque muet sur quelques-unes des plus importantes affaires : Égypte, Abyssinie, crise franco-allemande de 1887-1889, etc. La France est à peu près absente de la correspondance. Il est vrai que Salisbury ne paraît pas en avoir fait cas outre mesure. Au moment de l'affaire Schnaebelé, il écarte les offres de Bismarck, qui lui fait entrevoir les profits d'une « bonne guerre » aux côtés de l'Allemagne, mais il répond à Waddington que l'Angleterre a besoin de toutes ses forces pour défendre son influence dans le sud-est de l'Europe. En août 1888, il dira encore : « La France est et doit toujours rester le principal danger pour l'Angleterre, mais ce danger est dormant, tant que dure la tension actuelle entre elle et ses deux voisins de l'Est. Si jamais la France doit être en termes d'amitié avec eux, les crédits de la Guerre et de la Marine augmenteront très rapidement. » Mais la reine ? Comment expliquer qu'en cinq ans, écrivant chaque jour au ministre des Affaires étrangères, elle ne lui ait parlé que quatre fois de la France, autant des États-Unis, deux fois de l'Égypte, jamais de l'Espagne ? Faut-il admettre que cette élève attentive, en diplomatie, de Stockmar et du prince Albert, n'ait eu d'yeux que pour les pays où la Maison de Cobourg avait quelque intérêt et ait appliqué au reste du monde — ou presque — le fameux *I don't care* de son autre maître en politique, Melbourne ? On a peine à le croire, en se rappelant la curiosité universelle dont témoigne le recueil de ses lettres antérieures à 1860. Plus encore, en constatant, par tous les textes actuellement connus, la puissance de travail et, si l'on peut dire, la conscience professionnelle de cette souveraine, accoutumée dès longtemps à mettre, comme dit Sir Frederick Ponsonby, « la main à la pâte gouvernementale », *to have her finger in every Government pie*.

Raymond GUYOT.

LA

PÉRIODE COLONIALE DE L'HISTOIRE DU MEXIQUE

D'APRÈS LES PUBLICATIONS RÉCENTES¹

I

SOURCES

L'année qui vient de s'écouler a vu la publication de deux textes d'une grande importance. Le premier est la *Descripcion Geographica de los Reynos de Galicia, Vizcaya, y Leon*, de l'évêque de Nouvelle-Galice, D. Alonso de

1. Je me borne ici aux publications parues en 1931. On pourra compléter cette chronique en se reportant à celle que j'ai donnée à la *Revue de l'Amérique latine*, août 1931, p. 163-168, *Quelques publications récentes sur le Mexique*.

la Mota y Escobar¹. Cette édition, fort soigneusement présentée, a été procurée par un érudit mexicain, M. Joaquín Ramírez CABAÑAS, qui travaille de la façon la plus rigoureuse, et à qui l'on doit déjà, entre autres choses, une étude intéressante sur *Las relaciones entre México y el Vaticano* (2^e édit., México, 1928), où l'on regrette seulement de noter parfois l'influence de la politique contemporaine. Achevée en 1605, la *Descripcion* d'Alonso de la Mota groupe les informations recueillies par l'évêque au cours de ses visites pastorales à partir de 1602. Elle nous donne un excellent tableau d'ensemble du Nord-Ouest mexicain au début du XVII^e siècle, et l'on sait combien sont précieux les textes de cette espèce.

La *Crónica de la Real y Pontificia Universidad de México*, signée de Cristóbal Bernardo de la Plaza y Jaén, qui acheva le travail entrepris par son grand-père et poursuivi par son père, attendait depuis longtemps un éditeur. Elle vient de paraître en deux gros volumes (México, 1931), aux frais de l'Université autonome de México et sous la direction de M. Nicolás RANGEL². La *Crónica* des Plaza commence avec l'inauguration de l'Université, au début de 1553 ; l'auteur s'est arrêté à 1689. Les Plaza, comme on s'en doute, ne méritent guère le titre d'historiens. Mais ce sont des annalistes minutieux, qui ont rassemblé avec une conscience scrupuleuse noms, dates et documents, et il sera impossible d'écrire l'histoire de l'Université de México sans dépouiller méthodiquement cette compilation. La nouvelle édition facilitera ce travail. Presque luxueuse, sobrement, mais intelligemment illustrée, elle comporte un bon index et un important appendice documentaire, où les pièces de l'époque coloniale occupent malheureusement la moindre place. L'avant-propos manque un peu de substance. On aurait été heureux de connaître avec quelque précision cette dynastie des chroniqueurs de l'Université. M. Nicolás Rangel n'en reste pas moins l'érudit le mieux placé pour écrire maintenant l'histoire de l'Université de México ; il a déjà fait le plus pénible, puisqu'il a eu le courage de surmonter l'ennui profond que ne manque pas de faire naître la lecture de ce genre d'ouvrages. Souhaitons qu'il nous la donne sans trop tarder.

En Espagne, le R. P. Atanasio LÓPEZ continue, avec une activité infatigable, ses publications de textes et ses recherches bibliographiques. Dans la dernière livraison de l'*Archivo Ibero-Americano* de Madrid, il publie trois rapports sur les Indiens du nord-ouest du Mexique établis par des religieux franciscains, et qui se trouvent être à peu près contemporains de la *Descrip-*

1. México, Bibliófilos Mexicanos, 1930 (avec introduction de Joaquín Ramírez Cabañas). En réalité, le livre n'a été distribué qu'en 1931.

2. A signaler, parmi les autres travaux de M. Rangel, une brève monographie de Churubusco en collaboration avec M. Ramón Mena, *Churubusco-Huitzilopochtli*, México, 1921, et surtout une *Historia del Toreo en México, Epoca colonial [1529-1821]*, México, 1924, contribution intéressante à l'histoire de la société coloniale, et d'une portée beaucoup plus générale qu'on ne pourrait le croire de prime abord.

cion d'Alonso de la Mota¹. Ailleurs, il reprend le problème obscur de la bibliographie du chroniqueur franciscain Fr. Toribio de Motolinía, dont les ouvrages jumeaux, l'*Historia de los Indios de la Nueva España* et les *Memoriales*, sont des sources fondamentales pour l'étude du Mexique précortésien et pour l'histoire religieuse de la Nouvelle-Espagne au xvi^e siècle². Le P. López, après beaucoup d'autres, a été frappé du désordre, des lacunes et des incohérences de l'*Historia* et des *Memoriales*, tous deux connus par des manuscrits uniques et défectueux. On considère parfois les *Memoriales* comme un brouillon ou une première rédaction de l'*Historia*. Le P. López s'efforce de démontrer que les deux livres représentent ou bien deux états antérieurs, ou bien deux extraits d'un grand ouvrage de Motolinía, aujourd'hui perdu, mais dont nous pouvons nous faire une idée à travers les écrivains qui l'ont utilisé, comme Fr. Jerónimo de Mendieta³ et Alonso de Zorita, auteur d'une *Relación de la Nueva España* encore inédite en grande partie⁴.

1. Atanasio López, O. F. M., *Los Indios Coras, Tepehuanes, Cheles y Guainamotas*, dans *Archivo Ibero-Americano*, juillet-septembre 1931, p. 341-370. Cet article comprend trois textes : une *Relación* de Fr. Francisco del Barrio, 28 mai 1604 (*Archivo general de Indias*, Séville, 67-1-33), sur les Coras, les Tepehuanes et les Guainamotas ; une *Relación* du même, 15 mars 1615 (*A. G. I.*, 67-1-34), sur les Cheles ; un rapport de deux Franciscains, 20 juin 1611 (*A. G. I.*, 67-1-34), sur la conversion des Indiens de Chiametla.

2. Atanasio López, O. F. M., *Fray Toribio Motolinía, misionero e historiador de Méjico en el siglo XVI*, extr. de *Iluminare*, janvier-février 1931, 16 p. Le P. López avait déjà abordé le problème dans un autre article, *Cuestionario histórico ¿Escribió Fr. Toribio Motolinía una obra intitulada « Guerra de los indios de la Nueva España o Historia de la conquista de Méjico »* (*Archivo Ibero-Americano*, mars-avril 1925, p. 221-247).

3. Fr. Jerónimo de Mendieta, *Historia Eclesiástica Indiana*, édit. J. García Icazbalceta, México, 1870, 2 vol.

4. Aux arguments donnés par le P. López en faveur de l'existence d'un troisième ouvrage de Motolinía, on peut ajouter un texte de Las Casas. Aux chapitres LXIII-LXIV de son *Apologética Historia de las Indias* (édit. Serrano y Sanz, Madrid, 1909, p. 162-165), Las Casas raconte des fêtes qui eurent lieu à Tlaxcala d'après le récit de Motolinía, qu'il prétend reproduire littéralement (cf. *Historia de los Indios*, I, ch. xv) ; or son texte diffère sur plusieurs points de celui de Motolinía et comprend en particulier des passages entiers qui ne se retrouvent pas dans l'ouvrage de celui-ci. D'autre part, le P. López essaie de laver Torquemada de l'accusation de plagiat qui a été portée contre lui par Icazbalceta : Torquemada n'aurait pas démarqué Mendieta, mais tous deux auraient puisé à une source commune, qui serait l'ouvrage hypothétique de Motolinía. Mais il faut observer que nous savons de façon à peu près certaine, par le témoignage de Fr. Juan Bautista, que Torquemada a eu entre les mains la chronique de Mendieta et qu'il l'a utilisée (cf. comte de la Viñaza, *Bibliografía española de lenguas indígenas de América*, Madrid, 1892, p. 63). — Ayant pu constater par expérience personnelle que les travaux du P. Atanasio López sont peu connus hors d'Espagne ou des milieux franciscains, je crois utile de rappeler ici les principaux d'entre eux relatifs au Mexique : *Misiones o doctrinas de Michoacán y Jalisco (Méjico) en el siglo XVI. 1525-1585*, dans *Archivo Ibero-Americano*, novembre-décembre 1922, p. 341-425. — *Misiones o doctrinas de Jalisco en el siglo XVI (Adiciones)*, dans *A. I.-A.*, mars-avril 1923, p. 235-279. — *Descripción de los Manuscritos existentes en la Biblioteca Provincial de Toledo*, tirage à part de l'*A. I.-A.*, Madrid, 1926, 181 p. Plusieurs pièces relatives au Mexique (cf. ma note dans le *Journal de la Société*

II

CONQUÊTE

L'année 1931 nous a apporté deux bonnes biographies de *conquistadores*. M. Carlos PEREYRA est revenu à Cortés. Le fondateur de la nationalité mexicaine est un personnage si extraordinaire et si séduisant qu'on ne l'abandonne jamais définitivement. Voici quelques années, M. Pereyra avait consacré un petit livre à *Hernán Cortés y la epopeya del Anáhuac*¹; puis il avait édité sous deux formes différentes la chronique de Bernal Díaz del Castillo², et la conquête du Mexique a beaucoup fourni à ses *Huellas de los conquistadores*³. Dans l'*Hernán Cortés* (Madrid, 1931) qu'il vient de nous donner, l'historien mexicain utilise ces travaux, reprend et complète ces ébauches. On connaît la manière de M. Pereyra. Il se défend d'être un érudit : point de notes, point de longues recherches bibliographiques. M. Pereyra se contente d'une étude approfondie des sources fondamentales, qu'il interprète souvent avec la pénétration la plus originale. Son *Cortés* est bâti de main de maître, et si nous en trouvons les préambules un peu lents, c'est notre précipitation qu'il faut accuser et notre désir impatient de voir le conquérant aux prises avec sa conquête. La biographie d'un homme aussi violemment discuté, aussi diversement jugé, pouvait tourner facilement au panégyrique ou au pamphlet. La perspicacité psychologique de M. Pereyra a heureusement contre-balancé ce qu'il y a de volontiers passionné dans son tempérament, et elle lui a permis d'éviter ces deux dangers. Biographe objectif, mais sympathique à son héros, je ne sais si personne a jamais insisté comme lui sur les erreurs de Cortés. Il a fort bien montré qu'avec tout son génie de très grand homme, Cortés ne savait pas résister à l'heureuse fortune. Dès qu'il avait réussi, il perdait une partie de ses moyens. Caractère de joueur, comme on l'a fait si souvent observer à propos des Espagnols, qui ne se contrôle plus quand il gagne? L'« anabase » de la côte à la vallée lacustre de Tenochtitlán est un chef-d'œuvre de hardiesse, mais surtout de méthode, de patience, de diplomatie. Seulement, lorsqu'il a pénétré imprudemment dans cette capitale aztèque, qui l'a attiré comme une souricière et

des Américanistes de Paris, 1927, p. 408-410); le fragment de la biographie de Martin de Valence par Fr. Francisco Jiménez, qui passait pour perdue, a été publié ultérieurement par le P. López, dans *A. I.-A.*, juillet-août 1926, p. 48-83. — *Los doce primeros apóstoles de Méjico*, dans *Semana de Misiología de Barcelona*, Barcelona, 1930, II, p. 201-226.

1. L'ouvrage a paru à Madrid, sans date.

2. Bernal Díaz del Castillo, *Descubrimiento y conquista de Méjico*. Biblioteca Histórica Ibero-Americana, Buenos-Aires, s. d. (1927) (morceaux choisis. Cf. *Bulletin hispanique*, octobre-décembre 1927, p. 423-425). — *Historia verdadera de la conquista de la Nueva España*, 2 vol., Madrid, 1928 (édition intégrale).

3. Madrid, 1929. Voir ma chronique de la *Revue d'histoire moderne*, novembre-décembre 1929, p. 455.

qui est entourée d'un lac dont il n'est pas le maître, quand, avec sa poignée d'hommes, il se trouve au milieu d'une foule aux sentiments incertains, Cortés accumule les fautes et les négligences. Il faut la catastrophe, l'atroce massacre de la *Noche Triste*, la bataille désespérée d'Otumba, l'évidence que tout était définitivement perdu sans la fidélité de l'alliance tlaxcaltèque pour qu'il redevienne lui-même. La reprise de Tenochtitlán sera un autre chef-d'œuvre de méthode, de patience et de diplomatie. L'expédition des Hibueras fut à la fois l'exploration continentale la plus étonnante du siècle et une erreur grave, probablement la plus grave de toutes. Cortés avait commencé à organiser la Nouvelle-Espagne, avec le talent politique que sa gloire de *conquistador* a injustement éclipsé. Il abandonnait le pays sans terminer ce travail essentiel et confiait l'administration à des hommes médiocres ou hostiles et malhonnêtes. L'expédition faillit lui coûter la vie, et peut-être lui coûta-t-elle le gouvernement de la Nouvelle-Espagne.

Par ailleurs, Cortés, ainsi revu à travers le livre de M. Pereyra, impose une comparaison : malgré tout ce que les parallèles ont d'artificiel et de dangereux, en particulier quand ils mettent en ligne un contemporain, il est difficile de ne pas le rapprocher de Lyautey, dont il est possible de parler avec quelque recul depuis le jour où il a quitté le Maroc. Le parallèle choquera peut-être, à cause de la réputation de cruauté de Cortés. Mais le massacre de Cholula et l'exécution de Cuauemoc portent surtout la marque de l'époque, et il semble qu'ils aient été imposés par la nécessité. En réalité, Cortés était trop préoccupé de reconstruire et de reconstituer pour être prodigue des vies indigènes. C'est déjà un trait qui le rapproche de Lyautey. Mais on note encore chez eux le même goût du faste et de la mise en scène, les mêmes habitudes de somptueuse hospitalité, le même intérêt pour les choses de l'esprit et le même talent d'écrivain, la même sympathie pour les indigènes, la même aisance à évoluer parmi eux, la même habileté à les séduire et à les employer, les mêmes dons d'administrateur, de politique et d'animateur ; l'un et l'autre, ils n'ont conquis que pour édifier, pour bâtir des villes, pour appliquer des formules sociales nouvelles. Si le fait n'était plus banal, et du reste indépendant de leur volonté, on pourrait ajouter que des régimes bien différents les ont traités avec la même ingratitude.

Comme Coronado, comme Ibarra, dont il était d'ailleurs compatriote, le Basque Francisco de Urdiñola appartient à un autre type et à une autre génération de *conquistadores*, ceux que l'on peut appeler les épigones. Né probablement en 1552 — quelques années après la mort de Cortés — Urdiñola est le conquérant et le pacificateur d'une partie du Mexique septentrional, en particulier de la région qui correspond à l'État actuel de Coahuila. C'est lui qui a fondé la ville de Saltillo. Peu de personnages, cependant, étaient aussi mal connus et, sans doute, aussi calomniés. La biographie que publie M. Vito Alessio ROBLES¹ nous apporte sur lui beaucoup de lumières

1. Vito Alessio Robles, *Francisco de Urdiñola y el Norte de la Nueva España*, México, 1931.

nouvelles. C'est le fruit d'un patient travail ; M. Alessio Robles a consacré à la préparation de cet ouvrage, nous dit-il, tous les loisirs que ses occupations professionnelles et politiques lui ont laissés depuis quinze ans. C'est aussi, dans une certaine mesure, un livre filial ; originaire du Coahuila comme M. Pereyra — la coïncidence est à relever — profondément attaché à sa petite patrie, l'auteur a voulu élever un monument au fondateur de Saltillo et dissiper les légendes qui ont terni sa renommée. Son étude se ressent un peu de tout cela. Elle est optimiste. En même temps, elle est un peu trop lourdement chargée de citations, de documents, de discussions, dont une bonne partie aurait gagné à être rejetée en note ou en appendice, et le reste à être purement retranché : visiblement, dans les résultats de ses longues recherches, M. Alessio Robles n'a pas eu le courage de faire tous les sacrifices nécessaires. D'ailleurs, si ce léger défaut peut nuire à la composition de l'ouvrage et gêner l'agrément de la lecture, il ne diminue en rien sa valeur documentaire. C'est une biographie remarquablement riche et solide ; l'optimisme n'a pas aveuglé l'auteur au point de rendre ses conclusions inacceptables. Dans l'ensemble, on ne peut qu'y souscrire ; en particulier, Urdiñola paraît complètement lavé de l'accusation traditionnelle qui faisait de lui l'assassin de sa femme. On lira avec un intérêt tout spécial le chapitre consacré par M. Alessio Robles à la fondation de San Esteban de Nueva Tlaxcala, colonie tlaxcaltèque qui fut installée à côté de Saltillo pour protéger la nouvelle ville contre les incursions des Indiens insoumis. Il y a là une page curieuse de politique indigène ; avec d'autres faits, comme la fondation de la colonie tlaxcaltèque d'Analco, près de Villa de San Ildefonso (E. d'Oaxaca)¹, elle avive nos regrets de n'avoir pas encore une histoire générale des tribus tlaxcaltèques durant la période coloniale, et de leur emploi dans la pacification et l'organisation de la Nouvelle-Espagne.

Le livre de M. Vito Alessio Robles complète heureusement la série de biographies de fondateurs du Mexique dont nous disposons aujourd'hui. Son Urdiñola et le Cortés de M. Pereyra, avec le Grijalba de M. Pérez BOZAL² et le Pedro de Alvarado de M. Angel de ALTOLAGUIRRE³, surtout avec le Ibarra de M. J. Lloyd MEGHAM, avec le Mendoza de M. Scott AITON et celui de M. Pérez BUSTAMANTE, avec le Zumárraga d'ICAZBALCETA et le Quiroga de Nicolás LEÓN⁴, forment un ensemble qu'il serait excessif de qualifier d'imposant,

1. Cf. Oscar Schmieder, *The settlements of the Tzapotec and Mije Indians, State of Oaxaca, Mexico*, University of California Press, Berkeley, California, 1930, p. 23 et p. 65.

2. Madrid, 1927, coll. Hispania.

3. Madrid, 1928, coll. Hispania.

4. J. Lloyd Meham, *Francisco de Ibarra and Nueva Vizcaya*, Duke University Press, Durham, North Carolina, 1927 ; Arthur Scott Aiton, *Antonio de Mendoza, first Viceroy of New Spain*, D. U. P., Durham, 1927 ; C. Pérez Bustamante, *Los orígenes del gobierno virreinal en las Indias españolas. Don Antonio de Mendoza, primer virrey de la Nueva España (1535-1550)*, Santiago [de Compostela], 1928 ; Joaquín García Icazbalceta, *Don Fray Juan de Zumárraga, primer obispo y arzobispo de México*, México, 1881 (livre fondamental qui n'a rien perdu de sa valeur) ; Nicolás León, *El Ilmo. Señor Don Vasco de Quiroga, primer obispo de Michoacán*,

mais qui, malgré la valeur très inégale des livres, représente un effort considérable, un progrès certain et un outillage inappréciable pour l'étude des origines mexicaines. Avec la *Sor Juana* de M. Ezequiel A. CHÁVEZ¹, nous restons dans le domaine de la biographie, mais nous quittons les origines pour aborder, avec le XVII^e siècle, l'histoire de la conquête militaire et de l'organisation administrative pour un domaine auquel nous conduisaient déjà les figures de Zumárraga et de Quiroga, celui de l'histoire religieuse.

III

HISTOIRE RELIGIEUSE

On sera peut-être surpris, du reste, de me voir rattacher l'étude de M. Chávez à l'histoire religieuse. Ce qui a fait la gloire de Sor Juana, ce n'est pas sa vocation, mais son génie d'écrivain, et c'est dans le cadre de l'histoire littéraire que beaucoup seraient tentés de la ranger. Pourtant, M. Ezequiel A. Chávez, dans le livre très dense et presque fervent qu'il lui a consacré, met surtout l'accent sur la religieuse, et il semble que rien ne soit plus juste. Sans doute, c'est au couvent de San Jerónimo que Sor Juana entre de façon définitive. Elle ne reste pas chez les Carmélites. Et ce départ a comme une signification symbolique : Juana de Asbaje est tout le contraire d'un écrivain aussi spontané, aussi éloigné du bel esprit que sainte Thérèse d'Avila. Elle apparaît comme une femme savante, comme une femme de lettres professionnelle, d'ailleurs sans pédantisme et sans affectation. Mais si, guidés par l'analyse souple, minutieuse, pleine, parfois trop pleine de finesse de M. Chávez, nous allons au delà de ces apparences, nous voyons que c'est Dieu qui est au centre de la vie de Sor Juana, et j'avoue que je ne comprends pas bien ce que veut dire M. Abreu Gómez quand il écrit, dans son compte-rendu du nouvel ouvrage, qu'à ses yeux l'existence menée par Sor Juana a été non pas religieuse, mais seulement ritualiste, « para mí sólo ritualista² ». Rien ne permet de supposer — tout au contraire — que Sor Juana soit entrée en religion parce qu'elle pensait y trouver plus de liberté et de commodité pour ses études et ses travaux. Le calcul eût été d'ailleurs singulièrement imprudent, comme le prouvent les persécutions que lui attirèrent son activité littéraire et sa passion de savoir. Même si l'on admet qu'il y ait eu à l'origine de sa vocation du dépit et du dégoût, le sacrifice qu'elle fit, deux ans avant sa mort, de ses livres et de ses instruments et son renoncement total aux lettres montrent bien que chez elle la religieuse l'emportait sur la femme

México, s. d. (1903). Sur les livres de MM. Pérez Bozal, Altolaguirre et Pérez Bustamante, cf. *Revue d'histoire moderne*, novembre-décembre 1929, p. 456-458. J'ai également rendu compte du dernier de ces ouvrages dans le *Bulletin hispanique*, juillet-septembre 1929, p. 279-280.

1. Ezequiel A. Chávez, *Ensayo de psicología de Sor Juana Inés de la Cruz y de estimación del sentido de su obra y de su vida para la historia de la cultura y de la formación de México*, Barcelona, s. d. (1931).

2. Cf. *Contemporáneos* (México), septembre-octobre 1931, p. 201.

savante, ou du moins finit par l'emporter. Et, comme elle disparut prématurément, à quarante-trois ans, il n'y a pas lieu de considérer cette espèce de conversion comme une simple préparation à la mort. M. Chávez va d'ailleurs plus loin. Il n'admet guère que cette résolution de Sor Juana puisse être considérée comme une conversion. Pour lui, Sor Juana, comme je le disais, a toujours mis Dieu au centre de sa vie : elle n'avait pas à se convertir. Elle aurait seulement cédé à la pression des autorités ecclésiastiques et de son confesseur, inquiets de la voir plus occupée des problèmes sociaux qu'il ne leur paraissait convenir à une femme et à une religieuse, et sur le point de devenir le porte-parole de tous les opprimés de la société coloniale. Cette ingénieuse hypothèse ne me convainc pas complètement. Pourquoi ne pas envisager la possibilité d'une évolution intérieure et personnelle, qu'auraient simplement précipitée, en dépit du plaidoyer de Sor Juana, la lettre de l'évêque de Puebla dissimulé sous le nom de Sor Filotea de la Cruz (que M. Chávez interprète peut-être de façon trop littérale), l'attitude de l'archevêque de Mexico, les conseils du P. Núñez de Miranda? Après s'être instinctivement défendue contre les exagérations de Sor Filotea, Sor Juana a pu faire un retour sur elle-même, remuer de vieilles réflexions, s'interroger, s'examiner et, l'action du P. Núñez aidant, modifier l'orientation de sa vie.

Pour affirmer, il faudrait évidemment reprendre soi-même l'étude de Sor Juana, car la question est délicate et complexe. Le livre de M. Chávez pose un grand nombre de problèmes qu'il ne saurait être question d'aborder ici. Même si l'on n'est pas toujours d'accord avec lui, on reconnaîtra la profondeur et la pénétration avec lesquelles il a analysé la vie intellectuelle et spirituelle de Sor Juana. Mais Sor Juana est une personnalité extrêmement riche, et cette personnalité a d'autant plus absorbé les efforts de M. Chávez que celui-ci est un philosophe, surtout un psychologue, de goût et de tempérament autant que d'étiquette. Il n'est donc pas étonnant, et je ne lui en fais pas reproche, que Sor Juana ait éclipsé son temps et que le livre soit un livre de psychologue plus que d'historien. M. Chávez a donc admirablement étudié la personnalité psychologique de Sor Juana. Mais, en dépit d'une foule d'indications suggestives — par exemple sur son sens « mexicaniste », sur son intérêt pour les indigènes — il a moins nettement dégagé son rôle historique, moins bien précisé la place qui lui revient dans l'évolution du Mexique et la formation de la nationalité nouvelle. Il est vrai que l'on ne peut et que l'on ne doit jamais tout dire ; son livre, qui est gros, serait devenu énorme. Tel qu'il est, il apparaît et il apparaîtra longtemps comme fondamental.

Les fêtes du quatrième centenaire des apparitions de Notre-Dame de Guadalupe ont provoqué la publication de deux ouvrages d'ensemble. Je ne signalerai que pour mémoire l'*Album Histórico Guadalupano del IV centenario*, paru à Mexico en 1930, et où le R. P. Mariano Cuevas, S. J., a rassemblé tous les textes relatifs aux apparitions, du xvi^e siècle à nos jours.

J'ai dit ailleurs les réserves qu'il faut faire sur ce recueil¹. Le livre de M. Primo Feliciano VELÁZQUEZ² rendra des services moins discutables. Tout en acceptant et même en appelant la discussion, il a d'abord sur la publication du P. Cuevas la supériorité de fuir la polémique violente. Si M. P. F. Velázquez ne fait aucune allusion à l'*Album Guadalupano* et aux commentaires passionnés qu'il a provoqués dans la presse de México³, c'est peut-être qu'il n'a pas eu le temps d'en tenir compte. Mais la courtoisie et la modération avec lesquelles il traite ses contradicteurs sont une chose trop rare dans les débats *guadalupanos* pour qu'on ne tienne pas à les signaler. Toutefois, le livre a d'autres mérites, plus positifs, et il n'est pas exagéré de dire qu'il constitue le manuel *guadalupano* qui jusqu'ici nous faisait si cruellement défaut. Assurément, on ne partagera pas toujours l'opinion de l'auteur et l'on n'acceptera pas tous ses arguments; certaines discussions sembleront un peu lentes et diffuses; on regrettera l'absence de conclusions partielles qui auraient éclairé la marche de la démonstration; l'ensemble, enfin, paraîtra un peu compact. Mais, aux historiens dont la philosophie ou les croyances reconnaissent l'existence du surnaturel — le problème ne peut se poser que pour cette catégorie de chercheurs — il n'est pas douteux que M. P. F. Velázquez apporte en faveur de la thèse « apparitionniste » un plaidoyer aussi objectif et partant aussi persuasif qu'il est possible. Par ailleurs, ce manuel n'est pas seulement une mise au point. Il souligne des faits sur lesquels on n'avait pas suffisamment insisté : l'hostilité d'une grande partie du clergé régulier, surtout parmi les Franciscains, à l'égard de la nouvelle dévotion; le rôle important joué par le second archevêque de México, Fr. Alonso de Montúfar, dans le développement du culte de Notre-Dame de Guadalupe⁴. En

1. Cf. *Revue d'histoire des missions*, juin 1931, p. 247-251. Le P. Cuevas a d'ailleurs très utilement servi les études mexicaines par la rédaction, malheureusement un peu hâtive, de son *Historia de la Iglesia en México* (3^e édit., 5 vol., El Paso, 1928) et surtout par ses publications de documents, *Documentos inéditos del siglo XVI para la historia de México*. México, 1914, et *Cartas y otros documentos de Hernán Cortés*. Sevilla, 1915. Sous le titre de l'*Évangélisation du Mexique au XVI^e siècle*, le P. Paul Dudon a donné dans la *Revue d'histoire des missions*, juin 1929, p. 163-194, une bonne analyse des deux premiers volumes de la *Historia de la Iglesia*, fâcheusement gâtée par une abondance excessive de fautes d'impression.

2. Primo Feliciano Velázquez, *La aparición de Santa María de Guadalupe*, México, 1931.

3. Cf. *Revue d'histoire des missions*, juin 1931, p. 257, n. 1.

4. M. P. F. Velázquez n'a pu avoir connaissance, naturellement, des lettres de Montúfar que j'ai publiées dans mes *Études et documents pour l'histoire missionnaire de l'Espagne et du Portugal*, Louvain, 1931, p. 66 et suiv. Mais il ignore l'important article que le R^me P. Luciano Serrano, O. S. B., a consacré à ce prélat dans le *Boletín de la Real Academia de la Historia* de Madrid, avril 1923, p. 299-321, et que j'ai essayé de compléter sur quelques points secondaires dans le *Bulletin hispanique*, juillet-septembre 1925, p. 242-246. Je ne signale ce détail que pour montrer les « conditions déplorables » dans lesquelles travaillent les américanistes; elles sont analogues à celles dont M. Marcel Bataillon s'est déjà plaint pour les hispanistes (*Bulletin hispanique*, janvier-mars 1931, p. 81); dans les études américaines, la dispersion des matériaux et des publications, que ne compense aucune organisation d'ensemble (le seul effort dans ce sens est la bibliographie annuelle du *Journal de la Société des Américanistes*), amène une pullulation de travaux inutiles, soit parce qu'ils reposent sur une documen-

outre, M. P. F. Velázquez a l'avantage d'être un « nahuatlisant » de mérite. Cela lui a permis d'étudier de près la documentation en langue mexicaine relative à Notre-Dame de Guadalupe, et qui est fort abondante. De ce point de vue, je crois que son effort n'avait aucun précédent¹.

IV

INDIANISME ET FOLKLORE

Ce trait rappellera aux historiens de la période coloniale que la civilisation indigène et la civilisation espagnole se sont trop intimement unies ou trop étroitement juxtaposées au Mexique pour qu'ils puissent se désintéresser complètement des disciplines que je grouperai sous le nom général d'indianisme. Il ne me paraît pas inutile de consacrer quelques lignes à ce sujet. Dans les recherches sur la civilisation préhispanique, deux récentes études d'ensemble leur seront utiles, le long article de M. NOGUERA sur la céramique mexicaine² et surtout le petit livre de M. Manuel M. MORENO sur l'organisation politique et sociale des Aztèques³. D'autre part, il importe de signaler que la traduction française de l'ouvrage presque classique de M. Raffaele PETTAZZONI sur *La confession des péchés* commence à paraître⁴. Enfin, sous le titre de *Geografía de las lenguas de la Sierra de Puebla*, M. Vicente Lombardo TOLEDANO vient de nous donner une esquisse, abondamment illustrée, d'un tableau archéologique, ethnographique et linguistique du Nord de l'État de Puebla, en particulier de la civilisation totonaque⁵. Espérons que cet article n'est que l'annonce d'une de ces monographies détaillées dont la multiplication paraît le meilleur moyen d'assurer le progrès des études indiennes au Mexique.

Pour ce qui est du folklore hispano-indien, on accueillera avec intérêt l'étude de M. Higinio Vázquez SANTANA sur la chanson mexicaine⁶. Mais les

tation par trop fragmentaire, soit parce qu'ils font double emploi avec des livres ou des articles antérieurs.

1. Outre sa *Colección de Documentos para la historia de San Luis Potosí*, 4 vol. San Luis Potosí, 1897-1899, on doit à M. P. F. Velázquez une excellente édition, avec traduction castillane, de l'ouvrage de Lasso de La Vega, *Huel Tlamahvictolica* (Mexico, 1926) ; la traduction castillane est reproduite dans *La aparición*, p. 142-183.

2. Eduardo Noguera, *Algunas características de la cerámica de México*, dans *Journal de la Société des Américanistes*, 1930, p. 249-310 (livraison distribuée en 1931).

3. Manuel M. Moreno, *La organización política y social de los Aztecas*. Universidad Nacional de México Autónoma, México, 1931. Prologo del Lic. Alfonso Caso. — Cf. *Revue de l'Amérique latine*, août 1931, p. 163-164.

4. Raffaele Pettazzoni, *La confession des péchés*, traduit par R. Monnot, 1^{re} partie, vol. I : *Primitifs. Amérique ancienne*. Paris (Leroux), 1931. Les p. 113-117 et 191-252 concernent le Mexique.

5. Vicente Lombardo Toledano, *Geografía de las lenguas de la Sierra de Puebla, con algunas observaciones sobre sus primeros y sus actuales pobladores*, dans *Universidad de México*, novembre 1931, p. 14-96 (74 fig. et 3 cartes).

6. *Historia de la canción mexicana*. Canciones, cantares y corridos coleccionados y comentados por Higinio Vázquez Santana. México, 1931.

recherches qu'il a entreprises en collaboration avec M. J. Ignacio Dávila Garibi rendront plus de services encore ; leur monographie du carnaval et le premier fascicule de leur calendrier des fêtes populaires¹ représentent le début d'une enquête générale que la revue *Mexican Folkways* avait sans doute déjà amorcée, mais sans le plan d'ensemble qui paraît présider au nouveau travail. Cette enquête de MM. Vázquez Santana et Dávila Garibi manque peut-être un peu de caractère scientifique ; peut-être comporte-t-elle aussi une part de mode. Elle n'en fournira pas moins aux ethnographes et aux historiens des matériaux suffisamment sûrs, et il faut souhaiter aux deux auteurs la persévérance et les ressources nécessaires pour la mener à complet achèvement. On voudra bien m'excuser d'ajouter en terminant que j'ai étudié récemment dans le *Journal de la Société des Américanistes* un des aspects du problème indigène, la question scolaire².

Le rapide inventaire que je viens de dresser n'est certainement pas exhaustif. Toutefois, je pense n'avoir rien omis de réellement important³. Les historiens accoutumés à l'activité scientifique des pays européens ou des États-Unis jugeront peut-être le bilan un peu maigre, du moins pour la quantité. Mais il faut tenir compte des difficultés très grandes auxquelles se heurtent les travailleurs mexicains. Sans doute, le pays est beaucoup moins agité que ne pourraient le faire croire des informations de presse tendancieuses. Mais l'atmosphère générale — en particulier le rôle excessif de la politique, l'instabilité sociale et administrative et le manque de ressources financières — n'est guère favorable aux recherches désintéressées⁴. N'ayant que peu d'argent à leur disposition, absorbés par leurs occupations professionnelles, par le journalisme ou par un enseignement trop lourd, nos confrères mexicains font ce qu'ils peuvent ; leur labeur n'en mérite que davantage notre sympathie et notre gratitude.

Robert RICARD.

1. Higinio Vázquez Santana et J. Ignacio Dávila Garibi, *El Carnaval*. México, 1931. — *Calendario bilingüe de fiestas típicas de México para el año 1931*. Guía para el turista. Vol. I. Enero. México, 1931.

2. Robert Ricard, L'« incorporation » de l'Indien par l'école au Mexique, dans *Journal de la Société des Américanistes*, 1931, p. 47-70 et p. 441-457.

3. La *Biografía de México* (Universidad Nacional de México Autónoma, México, 1931) de M. Alfonso Teja Zabre et la deuxième édition de l'étude, étrangement inégale, de M. Ricardo Rivera, *La heterogeneidad étnica y espiritual de México*, México, 1931, ne doivent guère être mentionnées que pour mémoire.

4. Un exemple tout récent : dans son numéro du 25 janvier 1932, le journal de México *Excelsior* attire l'attention sur la situation désespérée de deux institutions très anciennes et qui ont rendu aux études mexicaines les plus grands services : l'Académie des Sciences « Antonio Alzate » et la Société Mexicaine de Géographie et Statistique. La Société de Géographie ne touche plus la subvention officielle qui depuis longtemps lui permettait de vivre, et elle va être forcée de fermer sa bibliothèque, faute de pouvoir payer le traitement, pourtant bien modeste, des employés. Quant à l'Académie « Antonio Alzate », elle ne peut même plus acheter le papier nécessaire à la publication de ses mémoires.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ALLEMAGNE

MOYEN ÂGE¹

I. QUELQUES INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — Bien que l'apparition de la huitième édition du « Dahlmann-Waitz » ait été déjà annoncée dans la *Revue*², on ne saurait ouvrir une chronique d'histoire d'Allemagne sans rappeler ce grand progrès de notre équipement scientifique. Sans doute, le volume ne laisse pas d'inspirer çà et là quelques regrets. Beaucoup de mentions nouvelles ont été ajoutées ; un bien petit nombre, parmi les anciennes, ont été retranchées. Le terrain n'eût-il pu être plus largement débarrassé de titres devenus sans intérêt ? A être constamment élaguée, une bibliographie choisie n'en remplit que plus heureusement son rôle de guide. Le directeur de l'entreprise, M. Hermann HAERING, ne nous démentirait point ; si l'on en juge par quelques mots de l'*Introduction*, il n'eût pas mieux demandé que d'atteindre à une plus rigoureuse sobriété. Des périodiques importants, comme la *Revue belge de philologie et d'histoire*, comme la *Revue historique* elle-même — osons la nommer — n'ont pas toujours été bien soigneusement dépouillés³. N'importe. L'effort est admirable et son résultat d'une éclatante

1. Cf. *Revue historique*, t. CLVIII (1928), p. 108 ; t. CLXIII (1930), p. 331, et CLXIV (1930), p. 134. Le présent *Bulletin* ne retient que les ouvrages reçus avant le mois de février 1932. Quelques-uns des travaux recensés, tout en prenant leur point de départ dans la période qu'on est convenu d'appeler « Moyen Âge », en dépassent sensiblement les frontières traditionnelles ; le compte-rendu, cela va de soi, les suit jusqu'au bout. Les indications de prix sont données en note, toutes les fois qu'il a été possible de les connaître ; elles se rapportent naturellement aux conditions faites au moment de la publication et que les circonstances économiques, depuis lors, peuvent avoir modifiées. Sur la prière de la maison de Gruyter, nous signalons que — périodiques et ouvrages en souscription exceptés — les prix précédemment fixés par elle ont été, depuis le 16 décembre 1931, régulièrement abaissés de 10 %.

2. Cf. la note de M. L. Eisenmann, *Revue historique*, t. CLXVIII (1931), p. 411. L'index du recueil paraîtra par la suite ; inutile de dire que son absence est une grande gêne.

3. Les deux importants articles de M. Pirenne dans la *Revue belge* : *Mahomet et Charlemagne* (t. I, 1922) et *Un contraste économique : Mérovingiens et Carolingiens* (t. II, 1923), ont été oubliés ou mal placés. Les travaux sur le *capitulare de villis* sont répartis de façon

utilité. Aussi bien, comment oser critiquer sérieusement un pareil ouvrage lorsque l'on n'a, soi-même, rien à mettre en regard. Il serait peut-être possible de faire mieux ; mais il faudrait d'abord faire aussi bien. A quand le « Dahlmann-Waitz » français ?

La bibliographie courante continue à être commodément assurée par les *Jahresberichte für deutsche Geschichte*, dont les divers volumes ont été signalés ici au fur et à mesure de leur publication¹.

M. Viktor LOEWE a recensé les biographies (même très brèves) et les bibliographies relatives à un certain nombre d'historiens choisis de la façon que voici : tous les auteurs allemands qui, depuis le début du XIX^e siècle, se sont occupés de l'histoire de leur pays ; — à partir de cette même date, les savants étrangers dont les travaux ont trait à l'Allemagne ou dont l'« éminente réputation » a dépassé les frontières ; — avant le XIX^e siècle, les principaux éditeurs de sources ou les tout à fait grands noms de l'historiographie². C'est surtout comme répertoire des biographies que le recueil rendra des services. Sur les écrivains de l'étranger, les notices, pleines de bonne volonté, présentent cependant des lacunes assez déconcertantes : voyez, par exemple, sur Michelet et Fustel de Coulanges.

Sous le nom d'*Archivalische Beilage der historischen Blätter*, les fonctionnaires des Archives Nationales de Vienne (*Haus-Hof-und Staatsarchive*) ont commencé en 1931 la publication d'une revue destinée, semble-t-il, à réunir des inventaires de dépôts locaux. La direction en a été confiée à M. Lothar Gross. Dans le premier fascicule, M. Otto STOWASSER inventorie les archives du château de Jaidhof, en Basse-Autriche, où quelques dossiers, venant des comtes de Sinzendorf, intéressent l'histoire diplomatique des XVII^e et XVIII^e siècles, et M. Victor KLEINER celles de la ville de Bregenz, de 1350 à 1500. Ce dernier fonds mérite de retenir l'attention des historiens du commerce et des métiers.

En 1891, Bruno GEBHARDT publiait la première édition de son « Manuel d'histoire d'Allemagne ». La sixième parut en 1922. Huit ans après déjà il fallait en lancer une nouvelle, qui, cette fois, a été entreprise sous la direction de M. Robert HOLTZMANN³. Le texte a été refondu et condensé de façon à tenir en deux volumes (au lieu de trois en 1922). Parmi les collaborateurs

bien gênante entre deux alinéas (nos 5448 et 5696), ce qui a naturellement entraîné des répétitions ; des deux articles que je me trouve avoir publiés sur ce texte, celui qui a paru dans la *Revue historique* (t. CXLIII, 1923) est omis. Oubliée également l'utile dissertation de M. W. ELSNER, *Zur Entstehung des capitulare de villis* (Kiel, 1929), bien que sa date de publication eût dû, semble-t-il, permettre de la retenir.

1. *Revue historique*, t. CLXVI (1931), p. 389.

2. *Deutsche Geschichte*. Berlin, de Gruyter, 1931, in-8°, 87 p. ; prix : 3 mk. 50 (*Bio-Bibliographien der Wissenschaften*, H. 1).

3. *Gebhardt's Handbuch der deutschen Geschichte* ; 7^{me} Aufl. Bd. I : *Von der Urzeit bis zur Thronbesteigung Friedrichs des Grossen*. Stuttgart, Union deutsche Verlagsgesellschaft, 1930, in-8°, xx-861 p.

auxquels a été confiée la rédaction des divers chapitres — l'œuvre, on le sait, est collective — quelques noms nouveaux apparaissent ; quelques attributions ont été modifiées. Ainsi rhabillé, le « Bruno Gebhardt » demeure ce qu'il était depuis le début : un très utile *vade-mecum*, dont la commodité est, au surplus, attestée par le nombre et la fréquence de ses éditions. Un livre d'histoire ? Ceci est une autre affaire. Un récit souvent exagérément détaillé des événements politiques occupe de beaucoup la plus grande partie de l'ouvrage. Les faits y sont relatés dans un ordre presque exclusivement chronologique, sans ce groupement par grandes masses qui seul eût été capable de faire saisir les liaisons essentielles. Des lacunes d'ailleurs, parfois étonnantes : rien, par exemple, sur les visées de Charles IV dans l'Allemagne du Nord. Sur le développement des institutions, la vie religieuse ou intellectuelle, les phénomènes économiques, quelques maigres chapitres se raccordent assez mal à l'ensemble de l'exposé. Chose curieuse, dans ce tableau d'un pays où les forces particularistes ont toujours tenu tant de place, presque aucune part n'est accordée aux évolutions régionales : seul l'État brandebourgeois-prussien a l'honneur d'un chapitre particulier. En somme, un recueil à consulter sans cesse, mais bien impropre à la lecture et qui surtout ne semble guère fait pour éveiller, dans les jeunes esprits, le goût et le sens de l'histoire véritable. Une fois de plus apparaît ce singulier paradoxe : l'Allemagne, qui a disposé, qui dispose encore de tant de bons historiens et d'une si merveilleuse équipe d'érudits, l'Allemagne, passionnée de son passé et qui, mieux qu'aucune autre nation du monde, l'a su fouiller, ne possède, à l'exception de l'ouvrage de Lamprecht, souvent si contestable, pas un seul écrit qui puisse authentiquement être dit : une histoire d'Allemagne.

II. LA TERRE ET LES HOMMES. — Deux travaux récents mettent sous nos yeux avec une force singulière l'image de cette terre allemande qui, entre tous les témoignages que doive déchiffrer l'historien du peuple allemand, est sans conteste le premier : le volume que M. Emmanuel de MARTONNE, dans la *Géographie universelle*, a consacré à l'Allemagne¹ ; l'« Allemagne du Sud » de M. Robert GRADMANN². L'un, comme il convenait, a déjà été signalé et apprécié dans la *Revue* ; le second ne nous a pas été envoyé. Comment renoncer cependant à les mentionner tous deux ici, fût-ce d'un mot ? Ainsi qu'on pouvait s'y attendre d'un des hommes qui, en Allemagne, ont le plus fait pour l'étude critique des établissements humains, le livre de M. Gradmann accorde une grande place aux phénomènes de peuplement envisagés avec tout le recul de l'histoire — sinon toujours, hélas ! dans cet esprit de

1. *Europe centrale* ; 1^{re} partie : *Généralités*. — *Allemagne*. Paris, A. Colin, 1930, in-4°, 369 p., 64 pl., 2 cartes hors texte, 90 fig. ; prix : 110 fr. (*Géographie universelle*, t. IV, 1). Cf. *Revue historique*, t. CLXVIII (1931), p. 378, le compte-rendu de M. L. Eisenmann.

2. *Süd-Deutschland*. Stuttgart, J. Engelhorn, 1931, 2 vol. in-8°, II-215 et 553 p., nombreuses cartes et planches.

stricte impartialité que devrait inspirer la méditation du passé. Volontairement tourné vers des temps plus proches de nous — l'absence de toutes précisions sur ce grand fait géographique que fut la colonisation de l'Est est un des rares regrets que laisse l'ouvrage — le tableau prodigieusement prenant qu'a retracé M. de Martonne n'en devra pas moins être lu et pesé par tous les historiens de l'Allemagne, quelle que soit l'époque où ils aient choisi l'objet propre de leurs études. Il va de soi que la description du milieu physique, dans ses traits durables, ne saurait les laisser indifférents. Ce n'est pas tout. Presque à chaque page, ils trouveront l'occasion de réflexions fécondes à la fois sur les contrastes du présent avec le passé et sur leur solidarité.

« Essai de géographie humaine à travers l'Histoire », tentative d'un auteur conscient d'avoir déjà « intégré » à l'histoire générale l'histoire intellectuelle, pour « incorporer » cette fois à cette vaste synthèse et la « géographie humaine et l'histoire de l'art » : ainsi M. René LORÉ présente au lecteur son petit livre sur « les visages de l'Allemagne ¹ ». On y trouvera, en fait, beaucoup de noms d'artistes, de noms d'œuvres, de pays ou de villes, beaucoup de considérations plus ambitieuses que neuves ou convaincantes. Malgré les alléchantes promesses de la préface, en dépit aussi, par endroits, d'heureuses notations visuelles, non, ce n'est encore là ni la géographie historique, ni la géographie esthétique que tous ceux d'entre nous qui se penchent avec passion sur le présent ou le passé de l'Allemagne eussent été si heureux d'accueillir.

Tantôt frontière, tantôt axe intérieur, par moments aussi, selon les divers points de son cours, tous les deux à la fois — et lors même qu'il formait limite entre les États, toujours aisément franchi par les influences culturelles —, le Rhin est un des grands personnages de l'histoire allemande. Non seulement de l'histoire telle qu'elle fut, mais aussi, ce qui à certaines dates importa tout autant, de l'histoire telle qu'on la rêvait. Élucider, époque par époque, le rôle humain du fleuve et de sa vallée ; — décrire les courants de civilisations qui vinrent s'entre-croiser au bord de ses eaux, tantôt suivant la ligne même du thalweg, tantôt l'abondant de biais ; — par là même, combattre discrètement, mais efficacement, la masse d'idées fausses que, des deux côtés des frontières actuelles, a accumulées une immense littérature, pleine à la fois de renseignements utiles et de dangereux partis pris : telle est la tâche que s'est donnée M. Lucien FEBVRE, dans un essai destiné à un public d'hommes cultivés ². C'est l'œuvre d'un véritable historien. Je ne sau-

1. *Les visages de l'Allemagne à travers la géographie et l'histoire. Paysages. — Villes. — Art. Civilisation.* Grenoble, Didier et Richard [1931], in-8°, 148 p., 17 gravures (extrait des *Annales de l'Université de Grenoble*. Section lettres-droit, 2^e trimestre 1931).

2. *Le problème historique du Rhin*, dans *Le Rhin*, ouvrage publié par la Société générale alsacienne de banque, à l'occasion de son cinquantenaire. Strasbourg, 1931, in-4°, p. 1-155. Dans le même volume, une précieuse étude de M. Albert DEMANGEON, *Les problèmes économiques du Rhin*, p. 160-307.

rais mieux en définir l'esprit que par ce seul mot, qui me paraît dire, en bref, tout l'essentiel : impartialité absolue, cela allait de soi, et on rougit presque de le noter ; sens des liens qui au présent unissent un passé souvent très reculé ; intelligence de ces réalités sociales profondes que par moments expriment et par moments dissimulent les vicissitudes de la politique. Ajoutez, qu'il s'agisse de paysages naturels ou de paysages humains, une faculté de perception visuelle que peu d'historiens, même parmi les meilleurs, possèdent aussi vive. D'ailleurs, l'ouvrage lui-même parle aux yeux ; les excellentes reproductions qui l'accompagnent ne constituent pas un simple ornement ; choisies avec le soin le plus avisé, elles sont à leur manière un récit. Un tel livre ne se résume guère, et si je mentionne en passant quelques pages particulièrement saisissantes sur la bourgeoisie rhénane des *xv^e* et *xvi^e* siècles, ce n'est que pour citer un exemple de ce qu'il nous donne. Il faut souhaiter que ces indications, forcément un peu rapides, soient un jour reprises par l'auteur, dans un exposé plus détaillé et de trame plus serrée. Voici quelques observations que je lui soumets pour ce jour-là.

Sur le haut cours du Rhin, la Bourgogne, au *x^e* siècle, venait se heurter au royaume des « Francs orientaux » ; Bâle semble bien avoir été quelque temps ville bourguignonne, évêché bourguignon. Sans doute ce royaume rodolmien était un pauvre État ; mais sa culture n'était pas méprisable. Elle s'insinua de bonne heure à la cour impériale, dès Otton I^{er}, avec l'impératrice Adélaïde ; plus tard, par l'intermédiaire de moines venus des monastères de la Transjurane : tel ce Wipo, qui fut l'historiographe de Conrad II et fit l'éducation du futur Henri III. On ne saurait guère douter que son action ne se soit fait sentir aussi sur les milieux rhénans. Beaucoup plutôt que la « Trouée de Belfort », dont le nom a été popularisé par une géographie militaire forcément toute tournée vers l'interprétation d'événements en somme assez récents, c'était la plaine suisse, de Lausanne et Soleure jusqu'aux passes aisées du Jura bâlois, qui servait de lit à ce courant d'influences. Puis, sous les Saliens, bien que le fleuve continuât à voir s'égrenier, le long de ses grèves, le chapelet des villes fidèles et loyales, à Spire, s'élever l'église où les rois se plaisaient à fixer leurs tombeaux, la monarchie allemande parut un moment vouloir s'écarter de lui. Loin de ses rives, autour du Harz, Henri III et Henri IV cherchèrent à se créer, toute hérissée de burgs, leur Ile-de-France. L'échec de cette tentative ramena Henri V et ses successeurs vers le Rhin, où, au temps des Hohenstaufen, se pressent les domaines royaux. Au moins sur le Haut-Rhin. Car autour de Cologne se forme alors une tout autre constellation de pouvoirs, qui regarde vers l'Angleterre et les Pays-Bas : là prit naissance, lors du grand schisme impérial de 1198, la candidature du Welf, plus qu'à demi Plantagenet. Plus vers l'aval encore, contrariant en quelque sorte les lignes de force qui suivaient le fil de l'eau, il faut, je crois, faire une place, depuis le *xiii^e* siècle pour le moins, à la solidarité des villes bas-allemandes (en dépit d'ailleurs, ce qui n'empêche rien, de leurs querelles) : liai-

sons commerciales, voyages incessants des hommes d'affaires, solidarité de langue aussi. C'était le temps où les gens de Bruges n'avaient pas besoin de traducteurs pour lire les lettres qui leur venaient de Lübeck. Dans de pareilles remarques, rien d'ailleurs qui contredise l'esprit du livre de M. Febvre : n'est-il pas tout entier une protestation contre le simplisme des pseudo-fatalités, historiques ou géographiques ?

III. L'ARRIÈRE-PLAN MENTAL : SES CARACTÈRES ET SES MANIFESTATIONS.

— Par les questions spéciales qu'il s'efforce d'élucider — genèse des diverses lois frisonnes, structure sociale de la Saxe médiévale — le livre que M. Philipp Heck intitule « Problèmes de traduction du Haut Moyen Âge¹ » appartient à l'histoire du droit. Pourtant, si je ne me trompe, sa portée la plus haute, comme sa valeur la plus certaine, sont ailleurs. Les thèses de M. Heck sur l'histoire des classes dans l'Allemagne du Nord ont déjà été exposées dans un précédent *Bulletin*. J'indiquais en même temps les graves objections qu'elles me paraissent appeler. M. Heck défend à nouveau, contre de très nombreux adversaires, ces opinions qui, visiblement, lui tiennent à cœur. Honnêtement parlant, la réplique, qui ne touche guère aux points cruciaux de la discussion, ne m'a point semblé plus convaincante que les premiers plaidoyers. Ce n'est pas à dire, bien entendu, qu'on n'y puisse recueillir çà et là mainte observation utile. Dans ces délicates recherches d'analyse sociale, M. Heck fait la part très large à l'investigation sémantique. Nul doute qu'il n'ait pleinement raison. Voyez, par exemple, cette fameuse épithète de « nobilis » : tant que le relevé de ses diverses acceptions, dans les textes du Haut Moyen Âge, n'aura pas été systématiquement entrepris, il faudra renoncer à posséder une histoire véritablement satisfaisante des « origines » de la noblesse. Peut-être, cependant, conviendrait-il d'aller encore un peu plus avant dans la voie ainsi ouverte par M. Heck (et par plusieurs autres) : comme les sens des mots eux-mêmes, les notions de classe ne sont après tout que des données psychologiques, et, à ce titre, différemment conçues selon les divers milieux sociaux : ni le vocabulaire, ni le schéma de l'organisation sociale n'étaient pareils chez des juristes qui s'efforçaient de réduire les réalités de leur temps à un tableau bien ordonné — un Eike von Repgow, un Beaumanoir, un Bracton —, chez les juges préoccupés de régler des cas concrets (et lorsque le juriste faisait fonction de juge il ne pensait sans doute pas tout à fait de la même façon que lorsqu'il écrivait), chez les notaires qui, chargés de rédiger les actes, étaient souvent soucieux surtout de beau langage, chez le commun peuple enfin... Mais, encore une fois, l'intérêt le plus vif du livre n'est pas là. M. Heck a fait une remarque très simple et pourtant grosse de conséquences. Les documents juridiques du Moyen Âge,

1. *Uebersetzungsprobleme im frühen Mittelalter*. Tübingue, J. C. B. Mohr, 1931, in-8°, xv-303 p. ; prix : 22 mk. Sur les thèses de M. Heck, voir *Revue historique*, t. CLXIII (1930), p. 359 et suiv.

nous dit-il, jusqu'à une époque très avancée, furent rédigés en latin (il y aurait une exception à noter pour la civilisation anglo-saxonne); mais c'est en langue vulgaire qu'ils étaient pensés; bien mieux, pour les utiliser il fallait — puisque le commun des hommes ne lisait pas le latin — à chaque coup les traduire. Certains d'entre eux — les textes de lois ou, pour parler plus exactement, de coutumes — allaient jusqu'à exiger un double exercice de traduction. L'un, une fois fait, à l'origine du texte : car, dans l'enquête qui avait révélé la coutume, les témoins, les « diseurs de droit », avaient, cela va de soi, été interrogés en langue vulgaire. L'autre, sans cesse renouvelé, lorsqu'il s'agissait d'exécuter la loi elle-même. Les juges, en effet, pouvaient bien à l'ordinaire posséder l'écrit; n'étant point latinistes, ils n'eussent su qu'en faire, s'ils n'avaient eu à leur côté un clerc prêt à leur en rendre le sens dans le langage auquel ils étaient habitués. De ces observations dont le principe ne saurait être contesté, M. Heck, par malheur, n'a guère tiré que des applications relatives à la critique textuelle, et l'ingéniosité qu'il déploie à ce jeu paraîtra souvent plus effrayante que persuasive. Sans doute aussi, préoccupé uniquement de ce processus de perpétuelle traduction, a-t-il négligé à l'excès les phénomènes propres à l'évolution du latin lui-même. Voyez, par exemple, ce fameux mot d'*ingenuus*; il paraît bien avoir été de très bonne heure, dès le latin « vulgaire », confondu avec *liber* : témoin le vocabulaire des plus anciens actes d'affranchissement. Il n'en est pas moins vrai que ces vues ouvrent de très larges horizons. Sur l'interprétation des textes d'abord : sans constituer tous un cas aussi désespérément complexe que le *Domesday Book* — triple décalque exécuté par des clercs qui ont d'abord repensé en français, puis décrit en latin les réalités de la société anglaise —, ils s'accordent cependant à ne nous offrir des conceptions premières de leurs rédacteurs qu'un reflet à jamais déformé par les nécessités de la traduction. Sur la mentalité médiévale elle-même : car cette éternelle dualité de la langue parlée et de la langue écrite, des notions sociales et de leur expression, croira-t-on qu'elle ait pu rester sans effet sur le plus profond des esprits¹?

Qu'en dépit de bien des survivances d'institutions et d'idées périmées, un système judiciaire, saisi à un moment donné de son développement, puisse généralement être tenu pour un symptôme assez exact, à ce même instant,

1. Dans la Frise orientale, les règles coutumières de droit furent mises par écrit dès la fin du XI^e siècle : ce sont les dix-sept *Küren* et les vingt-quatre *Landrechte*. On en possède une rédaction latine et divers textes en frison et bas allemand. Les rapports de ces différentes versions entre elles sont difficiles à établir. Contrairement à l'opinion généralement admise, M. Heck croit à l'antériorité de la rédaction latine, dont les textes en langue vulgaire ne seraient que des traductions. Ses arguments, malgré un certain excès de subtilité, donnent à réfléchir. Mais qu'il serait donc à souhaiter de voir un historien allemand nous apporter, une bonne fois, sur la société frisonne le grand livre d'ensemble qui nous fait encore défaut ! Rien n'importerait davantage à l'intelligence des sociétés germaniques et de l'évolution européenne en général.

de la société qu'il régit, de la structure du groupe, voire de sa mentalité : à cette proposition tout historien, je pense, souscrira volontiers. Par contre, emprunter à des ouvrages de seconde main, d'ailleurs des plus estimables, le tableau d'un système judiciaire donné — en l'espèce celui de la Saxe orientale, au Moyen Age ; puis de divers autres livres — fort bons eux aussi, je veux bien, mais dont le résumé ne s'imposait point — ayant tiré quelques notions sur le développement des formes artistiques ou des idées dans l'Allemagne du même temps, établir de force un parallélisme entre les deux ordres de faits ; éviter d'ailleurs, avec un soin jaloux, de jamais se poser une question proprement critique ; ne jamais se demander, par exemple, s'il n'arrive pas que de deux expressions de la conscience sociale l'une retarde sur l'autre : l'intérêt d'un pareil jeu d'esprit, auquel M. Helmut HILLMANN nous convie¹, m'échappe, je l'avoue, absolument. Il faut à un jeune érudit beaucoup de hardiesse vraiment ou, si l'on préfère, beaucoup de docilité, pour écrire un chapitre de vingt-six pages qui s'intitule simplement : « La société, la religion, l'art et le droit comme expression des forces spirituelles du Moyen Age. » Mais le plus beau, sans doute, c'est de se fixer ainsi à soi-même dès le début de l'étude — car le chapitre se lit presque en tête du livre — les conclusions que l'examen de la vie judiciaire viendra ensuite confirmer : car il les confirme, qui en douterait ? A moins de ne voir dans le passé qu'une forêt de symboles, quel sens précis, quel sens concret donner à cette phrase : « L'architecture romane, dont les empereurs suivaient les principes lorsqu'ils bâtissaient leurs cathédrales, est l'image de la concentration du droit de justice dans les mains de la monarchie » (p. 36). Mais il y a mieux, et ce n'est pas sans amusement que, songeant à nos nefs gothiques, contemporaines de Philippe-Auguste et de saint Louis, de Bouvines, des premiers baillis royaux et des premiers registres du Parlement, le lecteur apprendra que de ce fameux style roman « la dissolution — ô admirable, ô douloureuse coïncidence — manifeste celle de la grande monarchie allemande et annonce l'avènement du particularisme... » Ai-je pris trop de peine à dénoncer autrement que d'un mot l'évidente vanité de ce trop présomptueux effort ? Le livre, cependant, existe noir sur blanc ; qui pis est, il a trouvé l'abri d'une collection, où l'a précédé un utile et consciencieux travail, où d'autres, de même valeur, paraîtront sans doute. Ne fallait-il pas crier gare ?

Sur la société allemande des deux derniers siècles du Moyen Age, M. Hermann BECHTEL nous a donné un livre singulièrement hybride². Le corps de

1. *Das Gericht als Ausdruck deutscher Kulturentwicklung im Mittelalter : ein geistesgeschichtlicher Versuch als Beitrag zur Geschichte des ostsächsischen Rechtes auf Grund des Sachsenspiegels und des Magdeburger Rechts*. Stuttgart, Kohlhammer, 1930, in-8°, xiii-148 p. ; prix : 10 mk. (*Deutschrechtliche Forschungen*, hgg. von Guido Kisch, H.²).

2. *Wirtschaftsstil des deutschen Spätmittelalters : der Ausdruck der Lebensform in Wirtschaft, Gesellschafts- und Kunst von 1350 bis um 1500*. Munich, Duncker et Humblot, 1930, in-8°, xvi-368 p., 35 pl.

l'ouvrage est constitué par un tableau de la vie économique, incomplet à vrai dire, puisque les problèmes ruraux n'y sont même pas effleurés, mais clair, sensé et généralement bien informé. Ça et là, pourtant, jusque dans cette partie, se trahit déjà un certain manque d'étendue dans les lectures. Que le marchand ne pût guère être sans péché, cette vieille idée, ascétique et cléricale, avait derrière elle un beaucoup plus long passé que M. Bechtel ne semble le supposer : bien avant Césaire de Heisterbach, seul cité ici, Jean Chrysostome — pour me borner à cet exemple — l'avait exprimée dans un texte que le Décret de Gratien, en le recueillant, avait largement popularisé. Un bon nombre des observations présentées par M. Bechtel, si elles s'appliquent parfaitement aux villes de l'Allemagne méridionale, alors les véritables foyers du renouveau commercial et bancaire, manquent à rendre un compte exact de l'état du monde hanséatique, que dominait, au xve siècle, une bourgeoisie beaucoup plus empêtrée dans les anciennes routines¹. Sur-tout, comment étudier avec fruit le développement économique de l'Allemagne et la mentalité de ses hommes d'affaires sans jeter un coup d'œil au delà des frontières nationales? Ce parti pris de simplification, qui barre la route à toute perception des originalités proprement allemandes, paraît en l'espèce d'autant plus illégitime que l'étude porte avant tout sur le commerce, phénomène de liaison par excellence. Qui doutera, au surplus, que le xive et le xve siècle n'aient connu une économie véritablement européenne? Cet exposé central, modeste et, à tout prendre, utile², se trouve en quelque sorte enrobé dans des considérations d'ordre méthodologique qui n'ont avec lui qu'un lien des plus ténus : telle une longue définition de la notion de « tonalité économique », opposée à celle de « stade ». L'effort déployé pour faire servir à l'intelligence de la vie sociale l'étude des formes artistiques est en lui-même estimable ; mais faute, cette fois encore, d'un sens critique assez aigu, il n'aboutit qu'à la répétition, sans vergogne, de quelques vieux truismes : de l'artiste à la société, échange réciproque d'influences (p. 25) ; opposition, à la fin du Moyen Age comme au xixe siècle — au xixe siècle seulement? — des forces de tradition aux forces de mouvement (p. 344) ; enfin, le grand mot lâché, bien nouveau, n'est-ce pas? le Moyen Age à son terme fut caractérisé par la libération de l'individu... Vouloir être un penseur est aisé ; y réussir est décidément plus difficile.

Vers la fin du xiii^e siècle, un prélat d'Allemagne, ou plus précisément de Bavière, fit copier sur les feuillets d'un même manuscrit tout un lot de poésies, latines pour la plupart, quelques-unes cependant en langue allemande.

1. Cf. l'intéressant compte-rendu de M. Fritz Rörig, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CXLIV, 1931, p. 457 et suiv., et les divers travaux de cet auteur, notamment *Les raisons intellectuelles d'une supériorité commerciale : la Hanse*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, t. II, 1930.

2. On notera, p. 314 et suiv., un instructif relevé de livres de commerce et des correspondances commerciales qui nous ont été conservés. — P. 107, « Bruasien » est, je pense, Brouage.

Le bon seigneur était fort éclectique : parmi les morceaux rassemblés par ses soins, il s'en rencontrait beaucoup de pieux ou de moralisateurs ; d'autres avaient un tour violemment satirique ; d'autres, enfin, n'étaient que des chansons d'amour, souvent des plus crues, ou des chansons à boire. Que cette collection passablement disparate ait été constituée en Bavière, les caractères linguistiques, ingénieusement mis en lumière par M. Otto Schumann, ne permettent pas d'en douter. Fut-ce dans l'abbaye de Benedikt-beuern ? On ne sait. Là, en tout cas, elle fut pendant de longs siècles conservée. Jusqu'à la fin du Moyen Age on ne cessa de la lire, de la corriger, de la compléter. Puis elle tomba dans l'oubli. Le ton fort leste de certaines pièces, les attaques contre la curie, auxquelles beaucoup d'autres se complaisaient, ne répondaient guère à l'esprit de la Contre-Réforme. Lorsque en 1803, la bibliothèque du monastère, atteint par la sécularisation, fut versée à la Bibliothèque de la Cour, à Munich, l'historien Arétin y découvrit le manuscrit et, vrai fils du XVIII^e siècle, en fit ses délices. Depuis lors, les *Carmina Burana* ont pris figure de classique. Pourtant, comme il arrive parfois pour les textes les plus célèbres, on n'en possédait point d'édition vraiment satisfaisante. Longtemps le grand érudit Wilhelm MEYER en prépara une ; il mourut avant d'achever sa tâche. Utilisant les matériaux qu'il avait réunis, MM. Alphons HILKA et Otto SCHUMANN nous donnent aujourd'hui la première partie du recueil, en deux tomes parallèles, l'un consacré au texte, avec appareil critique, l'autre au commentaire, qui est très soigneux et très nourri¹. En tête du second volume, une excellente introduction décrit le manuscrit et en retrace l'histoire. Lorsque la publication aura été menée à terme, une des sources les plus précieuses dont le médiéviste puisse disposer sera, lisible et sûre, entre nos mains.

Le petit choix de textes de prose en vieil haut allemand que M. Richard NEWALD a pris soin de composer et de pourvoir d'un bon lexique² rendra aux débutants les plus grands services. Toutes les fois que le texte en langue vulgaire n'est qu'une traduction — ce qui est le cas le plus fréquent — l'éditeur a eu l'heureuse idée de placer en regard l'original latin.

Dans un petit volume de vulgarisation, M. Hermann SCHNEIDER expose l'histoire de la « poésie héroïque » allemande³ : entendez les poèmes qui mettent en œuvre des légendes se rapportant à l'époque des invasions. Beaucoup d'analyses clairement et alertement menées. Beaucoup de conjectures aussi. Afin de permettre au lecteur de distinguer plus sûrement

1. *Carmina Burana. Mit Benutzung der Vorarbeiten Wilhelm Meyers*, kritisch herausgegeben von Alfons HILKA und Otto SCHUMANN ; Bd. I : *Text* ; Bd. II : *Kommentar*. I. *Die moralisch-satirischen Dichtungen*. Heidelberg, Carl Winter, 2 vol. in-8°, xvi-112 p. (avec 5 fac-similés en couleur) et 96*-120 p. L'orthographe, variable dans le manuscrit, œuvre d'ailleurs de divers scribes, a été normalisée.

2. Friedrich WILHELM und Richard NEWALD, *Althochdeutsches Lesebuch* ; I : *Prosaische Denkmäler*. Heidelberg, C. Winter, 1930, in-12, [iv]-70 p. ; prix : 2 mk. 80.

3. *Deutsche Heldensage*. Berlin, W. de Gruyter, 1930, in-16, 144 p. (Sammlung Göschen).

d'avec les textes les mieux attestés les reconstitutions tentées par les érudits, l'auteur, prudemment, a fait appel aux artifices de la typographie.

Dans la première moitié du XII^e siècle — la date exacte demeure fort incertaine — un clerc bavarois, peut-être ce même prêtre Conrad à qui l'on doit une adaptation fameuse de la Chanson de Roland, mit bout à bout, dans un long récit en vers allemands, l'histoire des empereurs de l'ancienne Rome et celle des empereurs francs ou germanis, jusqu'à Conrad III : pour lui, comme pour tant d'autres de ses contemporains, n'était-ce pas un seul et même Empire? Après une introduction, qui résume la littérature érudite, M^{lle} Marta Maria HELFF s'attache à déceler dans cette œuvre historique les éléments qui relèvent de la poésie courtoise¹. Dissertation scolaire, du type habituel. Mais il faut retenir la remarque finale : clerc incontestablement, l'auteur de la *Chronique des empereurs* n'en a pas moins recours aux mêmes moyens d'expression et aux mêmes thèmes que les jongleurs. En d'autres termes, rien de plus faux que de prétendre distinguer au Moyen Age deux courants littéraires, sans lien entre eux : littérature cléricale, littérature « populaire ». Certes.

J'ai déjà signalé, dans un précédent *Bulletin*, l'aventureuse interprétation que M. Aloys SCHRÖFL a donnée de la *Chanson des Nibelungen*. Elle a été généralement rejetée. M. Schröfl, cependant, n'a point perdu courage. Son nouveau livre² ne m'a pas persuadé plus que le premier. Mais son érudition est grande et l'on trouvera à glaner dans l'ouvrage plus d'un détail utile sur l'histoire de la Hongrie et celle des marches allemandes. Et, après tout, son effort n'aura pas été vain, s'il parvient à convaincre les historiens de la littérature que l'Attila du *Lied*, à figure de Charlemagne, pose, qu'on le veuille ou non, une singulière énigme. Par malheur, M. Schröfl, qui est enclin à l'enthousiasme, a mêlé à ses arguments une réhabilitation un peu naïve et bien inutile de l'évêque Pilgrim de Passau, grand missionnaire, certes, et grand administrateur, mais aussi impudent fabricant d'actes faux. En parcourant ces pages enflammées, je ne pouvais m'empêcher d'évoquer un souvenir de lecture : divers savants avaient tenté de sauver l'honneur des clercs pontificaux qui forgèrent la Donation de Constantin ; en quelques lignes, sobrement ironiques, Heinrich Brunner se borna à leur rappeler les peines dont le Moyen Age frappait les faussaires³.

M. Hermann KEUSSEN a mené à bonne fin son édition de la matricule de l'Université de Cologne (1389-1559), dont nous avons déjà dit l'immense intérêt. Le troisième volume⁴ apporte, puisés à d'autres sources, quelques

1. *Studien zur Kaiserchronik*. Leipzig, Teubner, 1930, in-8°, [II]-72 p. ; prix : 4 mk. (*Beiträge zur Kulturgeschichte der Mittelalters und der Renaissance*, hgg. von Walter GÖTZ, Bd. 41).

2. *Und dennoch — die Nibelungenfrage gelöst!* Munich, Selbstverlag des Verfassers, Widemayrstr. 52, in-8°, 288 p. Cf. *Revue historique*, t. CLXIV (1930), p. 155.

3. *Festgabe für R. v. Gneist*, 1888, p. 34 et suiv. ; réimprimé *Abhandlungen zur Rechtsgeschichte* (cf. ci-dessous), p. 706.

4. *Die Matrikel der Universität Köln*, Bd. III. Bonn, P. Hanstein, 1931, in-8°, 1,103 p.

compléments aux listes d'étudiants que fournissait la matricule elle-même. Surtout il nous donne les indispensables indices : index alphabétique général, indices des diocèses, des ordres et des Universités. Nous voilà donc en possession d'un des plus admirables instruments de travail qui se puissent rêver pour l'étude des courants de culture et des liaisons entre pays. Un simple coup d'œil jeté, dans ces tables, sur des articles tels que St Andrew (en Écosse), Besançon ou Théroüanne, est déjà révélateur.

Le petit ouvrage où M. Joseph KLAPPER s'est attaché à scruter l'âme populaire allemande à la fin du Moyen Âge¹ fait état du bagage folklorique usuel.

IV. L'HISTOIRE POLITIQUE : ÉVÉNEMENTS ET ACTEURS. — Dans deux petits volumes ingénieusement illustrés, M. J. O. PLASSMANN et M. Friedrich Wilhelm SCHAAFHAUSEN retracent, le premier la vie d'Otton le Grand (avec un appendice sur les autres souverains saxons), le second le tragique destin du duc Henri le Lion². La publication de pareils ouvrages, de caractère presque populaire, atteste l'emprise que le passé médiéval n'a cessé d'exercer sur les imaginations allemandes. Si, de part et d'autre, le ton du récit, d'ailleurs sérieusement documenté et conduit avec beaucoup de vie, peut sembler parfois se teinter d'une trop facile éloquence, n'en cherchons point chicane aux auteurs, pas plus que nous ne reprocherons amèrement à l'éditeur d'avoir, sur la couverture, présenté Henri le Lion, qui descendait d'une vieille famille souabe, comme un « authentique Bas-Allemand » : désir de plaire, publicité !

L'œuvre admirable des *Monumenta Germaniae* courrait-elle quelques dangers ? M. P. KEHR, à qui incombe aujourd'hui la direction de cette illustre entreprise, avoue avoir éprouvé certaines difficultés à recruter parmi les « jeunes » un savant qualifié pour terminer l'édition des diplômes de Henri III, amorcée naguère par Harry BRESSLAU et Hans WIBEL. « Alors qu'il y a trente ans une bonne douzaine de jeunes érudits s'offraient aux *Monumenta* pour des tâches de cette sorte, aujourd'hui c'est à peine s'il s'en trouve un qui le veuille et en même temps le puisse. » De ce travail redouté, M. Kehr lui-même a dû se charger. Non sans plaisir d'ailleurs ; ne réalisait-il point, par là, un rêve formé au temps de son apprentissage ? Personne, en tout cas, ne se plaindra de sa décision. Le volume³ est digne des meilleurs parmi ses aînés ; il faut souhaiter que son exemple réveille les ardeurs. Un

(*Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*, VIII, 3). Cf. *Revue historique*, t. CLXIV (1930), p. 151.

1. *Deutsches Volkstum am Ausgange des Mittelalters*. Breslau, Borgmeyer, s. d., in-12, 103 p., 1 pl.

2. *Das Leben Ottos des Grossen*. Iéna, E. Diederichs, 1928, petit in-8°, 79 p. — *Das Leben Heinrichs des Löwen*. Iéna, E. Diederichs, 1926, petit in-8°, 81 p. (*Deutsche Volkheit*).

3. *Diplomatum regum et imperatorum Germaniae*, t. V, pars II : *Heinrici III. Diplomata*, MXLVII-MLVI. Berlin, Weidmann, 1931, in-4°, LXXVII-754 p. ; prix : 60 mk.

soin plus attentif que par le passé a été apporté à l'identification des noms de lieux. Pour le reste, les traditions ont été fidèlement respectées. La plupart sont excellentes, quelques-unes contestables : telle, entre les faux absolus et ceux qui s'inspirent ou sont censés s'inspirer d'un modèle authentique, cette séparation dont j'ai déjà eu l'occasion de signaler l'incommodité et l'arbitraire¹. Le volume s'ouvre par une longue introduction sur la chancellerie, précise et substantielle à souhait, gâtée cependant, à mon sens, par l'obsession de la critique « stylistique ». Mais c'est là un sujet qui ne saurait être traité que d'ensemble. Nous aurons à y revenir².

Historien autant que diplomate, M. KEHR n'a pas abandonné à ses lecteurs le soin d'exploiter les textes que Bresslau et lui-même avaient rassemblés. Ses « quatre chapitres de l'histoire de Henri III » portent la marque de cette fermeté de pensée et de forme à laquelle tous ses écrits nous ont habitués³. Ils complètent et rectifient utilement les *Jahrbücher*, un peu vieillis, de E. Steindorff. On y remarquera, notamment, d'intéressantes données sur l'entourage du souverain et une très fine analyse des relations de la cour impériale avec les papes, avec Léon IX surtout⁴.

L'un relayant l'autre, trois habitants de Lodi, le juge et consul Otton de Morena, son fils Acerbo, juge également et podestat, un troisième personnage enfin, qui ne nous a point laissé son nom, entreprirent de raconter « les choses accomplies en Lombardie », de 1153 à 1168, « par le très saint empereur Frédéric ». Tous trois avaient été directement mêlés aux événements ; tous trois savaient voir et, dans une langue incorrecte, décrire avec précision et parfois non sans couleur, ni sans une savoureuse philosophie : des écuyers de l'armée impériale avaient, en 1158, volé quelques vivres à des paysans

1. Cf. *Revue historique*, t. CLXIII (1930), p. 343, à propos des diplômes de Lothaire III.

2. Voici quelques observations de détail. L'analyse du n° 210 interprète abusivement les données du texte : un *miles* n'est pas forcément un *ministerialis*, fût-ce de rang chevaleresque. — On aimerait à connaître, mieux que par une simple cote de bibliothèque, le manuscrit d'où est tirée la lettre n° 263. — Dans le *Fontanellis iuxta Parmam* du diplôme n° 313 pour le chapitre de Besançon, M. Kehr, avec raison je crois, voit une localité voisine de Baume-les-Dames. *Parmam* est une erreur du notaire pour *Palnam* ; quant au *P* et au *B* romans, un clerc allemand les confondait aisément. Mais le diminutif indiqué par la transcription *-ellis* suggère, plutôt qu'un Fontaine, Fontenotte (cant. Baume). — Les historiens des institutions agraires ont fait du mot *Waldhufe* un emploi si fréquent et parfois si arbitraire qu'il n'est pas sans intérêt de relever, dans le n° 361, le sens, cette fois au moins très simple, de l'expression *mansos silvaticos* : ce sont tout bonnement des manses « qui ne produisent que du bois ».

3. *Vier Kapitel aus der Geschichte Kaiser Heinrichs III.* Berlin, de Gruyter, 1931, in-4°, 61 p. (extrait des *Abhandlungen der preussischen Akademie*, 1930, Phil. hist. Kl., 3).

4. Il n'est — la remarque pourra consoler beaucoup d'entre nous — érudit si exact qui ne se trompe quelquefois : M. Kehr a laissé échapper deux *lapsus* : Cluny (p. 45) n'était naturellement pas une église du royaume de Bourgogne, quelque étroites d'ailleurs qu'aient toujours été ses relations avec la dynastie rodolpheine. — Parmi les papes pris, au x^e siècle, en dehors du clergé romain, on s'étonne (p. 51) de ne pas voir mentionné Bruno de Carinthie (Grégoire V).

des environs de Brescia ; « c'est », dit Otton de Morena, « chose usuelle à l'ost ; il ne serait guère possible qu'on en usât autrement » (p. 47). Ce récit de témoins intelligents est naturellement fort précieux à plus d'un titre : par les faits mêmes qu'il relate ; par le jour qu'il ouvre sur la mentalité des écrivains. Les trois auteurs vénèrent l'Empereur et l'Empire : Lodi, qui avait eu tant à souffrir de Milan, avait ardemment embrassé la cause impériale. Pourtant il est visible que le dernier en date va se détachant du parti qui d'abord avait été le sien ; c'est sur la joyeuse reconnaissance par ses compatriotes de l'évêque imposé par Alexandre III et la ligue lombarde que, sans un mot de blâme, il termine son ouvrage. L'édition très soignée que vient de procurer M. Ferdinand GÜTERBOCK et qu'il a fait précéder d'une utile introduction nous rend désormais aisément accessible ce curieux document¹. Le texte était difficile à établir ; il en existe, en effet, deux versions, dont la meilleure — je veux dire celle qui paraît la plus proche de l'original — n'a été transmise que par de médiocres manuscrits. M. Güterbock les publie l'une et l'autre, parallèlement, faisant appel en outre, pour indiquer ses procédés de reconstitution, à d'ingénieux artifices typographiques.

Tenir un pays et s'en procurer en tout temps le libre accès, c'était avant tout, pour un souverain du Moyen Age, garder la disposition des châteaux et villes fortes qui commandaient les passages et servaient aux armées en campagne de lieux de rassemblement, de quartiers généraux ou de refuges. Divers moyens permettaient d'atteindre ce but : l'appropriation directe, l'inféodation à des serviteurs dévoués, ou plus simplement des mesures propres à gagner la fidélité, toujours douteuse, des seigneurs châtellains et des communautés urbaines. M. Hans MEYER étudie les efforts de Frédéric Barberousse pour s'assurer ainsi la domination militaire de l'Italie². Venant après un assez grand nombre de bons travaux — ceux notamment de P. Darmstädter et de Friedrich Schneider sur les domaines impériaux de Lombardie et de Toscane — cette dissertation ne pouvait guère apporter de faits véritablement nouveaux. Mais, consciencieuse, claire et, ce qui ne gâte rien, très simplement et modestement écrite, elle met bien en lumière la faiblesse profonde de cette prestigieuse monarchie à prétentions universelles. Jamais l'Empereur ne put conserver, de façon tant soit peu durable, la maîtrise des voies alpestres. En Italie même, villes et forteresses passent perpétuellement de main en main, ou de parti en parti, sans qu'à aucun moment, sauf peut-être en Toscane — et encore ! — le Hohenstaufen parvienne à se constituer un solide réseau de points d'appui. Sur le

1. *Otonis Morenae et continuatorum Historia Frederici I.* Berlin, Weidmann, 1930, in-8°, xlv-245 p. ; prix : 18 mk. (*Monumenta Germaniae Historica. Scriptores rerum germanicarum, Nova Series, tomus VII*). Cf. F. GÜTERBOCK, *Zur Edition des Geschichtswerks Otto Morenas*, dans *Neues Archiv*, t. XLVIII, 1929, p. 116-147.

2. *Die Militärpolitik Friedrich Barbarossas im Zusammenhang mit seiner Italienpolitik.* Berlin, Ebering, 1930, in-8°, 122 p. (*Historische Studien*, hgg. von Dr E. EBERING, H. 200).

rôle militaire des fortifications, quelques renseignements plus précis auraient été les bienvenus. Les guerres des Capétiens avec les Plantagenets — qui furent essentiellement des guerres de châteaux — eussent offert l'occasion d'instructifs rapprochements.

M^{lle} Ruth HILDEBRAND a entrepris d'étudier la « monarchie » d'Henri le Lion¹. De ce grand travail, malheureusement, sa dissertation ne nous donne, pour l'instant, que la première partie, consacrée à la Bavière : choix assez regrettable, car visiblement, parmi ses deux duchés, la Saxe beaucoup plutôt que la Bavière fut le champ d'action préféré du grand Welf : là de très vastes alleux lui fournissaient une solide base terrienne et l'existence, sur la frontière orientale, d'amples pays de colonisation ouvrait des possibilités d'expansion quasi illimitées. En Bavière, il ne paraît guère avoir poursuivi, comme on l'a cru parfois, le renforcement de ses pouvoirs proprement ducaux, ni cherché à acquérir systématiquement des droits comtaux ou des droits d'avoueries capables, par leur rassemblement en une même main, de préparer la formation d'un véritable État princier, d'un « territoire » au sens allemand du mot. Le noble duc se préoccupait surtout de gains plus immédiats : mainmise sur les péages de la route du sel — la fondation de Munich en est l'exemple le plus significatif, non le seul — ; mainmise au moins partielle sur les salines de Reichenhall elles-mêmes ; maîtrise (par obtention d'avoueries) sur les voies d'accès vers l'Italie. Telles sont du moins les conclusions de M^{lle} Hildebrand ; on les jugera fort raisonnables. Mais cette politique était-elle aussi nouvelle et, à sa date, aussi exceptionnelle que l'auteur l' imagine ? On en peut douter et j'avoue, pour ma part, que rien en elle ne me paraît justifier une comparaison avec les desseins nourris par ces chefs et presque ces fondateurs de grands États bureaucratiques, un Roger II de Sicile, un Henri II d'Angleterre ? L'étude cependant, clairement et intelligemment menée, est de celles qui promettent.

Nos lecteurs n'ont pas oublié le remarquable *Frédéric II* de M. Ernst KANTOROWICZ². L'ouvrage était dépourvu de tout appareil d'érudition. Un *Ergänzungsband*³ apporte aujourd'hui à la fois les références, copieuses et clairement présentées, et quelques dissertations sur des points spéciaux : on notera particulièrement celles qui ont trait aux monnaies dites augustales, à l'Université de Naples, à l'entourage de l'Empereur. Ajoutez un excellent index. Le tout compose un précieux instrument de travail et donne une juste idée du soin avec lequel le récit avait été préparé. Mais, si l'on ne con-

1. *Studien über die Monarchie Heinrichs des Löwen*, 1931, petit in-8°, 74 p. (Diss. Berlin).

2. Voir *Revue historique*, t. CLVIII (1928), p. 116, où, par malheur, une faute d'impression a déformé en « Kantocorowicz » le nom de l'auteur.

3. Berlin, Bondi, 1931, in-8°, 336 p., 5 pl. La traduction française de l'*Histoire du commerce du Levant* de Heyd est plus complète que l'édition allemande, citée p. 48. Pour Philippe de Novare, le renvoi (p. 66) eût dû être fait à l'édition Ch. Kohler (*Les classiques français du Moyen Âge*).

naissait la haute culture de M. Kantorowicz, si, par ailleurs, çà et là, quelques ouvrages de chez nous ne se trouvaient tout de même cités, on ne pourrait s'empêcher de se demander s'il lit notre langue : faut-il lui rappeler que sur des sujets comme la IV^e Églogue, les Cisterciens, l'idée royale et impériale elle-même — et quelques autres — il existe, en français, des travaux qui ne sont point tout à fait négligeables ?

Le dramatique conflit qui, contre l'empereur Frédéric II, jeta son fils le roi Henri ne fut-il qu'un épisode de la rivalité, vieille comme le monde, entre les pères épris de commandement et les fils trop pressés de régner, un acte de l'éternelle « Kronprinzentragedie », ou bien faut-il voir en lui, au contraire, l'opposition de deux pensées politiques, de deux conceptions antinomiques des destins de l'Empire et de l'Allemagne ? Voici bien longtemps que les historiens se posent la question, et comme ils n'aiment rien tant, en général, que de découvrir derrière les luttes humaines les guerres de principes, la seconde solution est celle qu'ils ont le plus souvent préférée. M. Emil FRANZEL ne manque point à la tradition¹. Son « Henri VII » est un partisan de la « petite Allemagne », un souverain à vues lucides, poursuivi par le rêve d'un État unitaire, qui se serait appuyé sur deux grandes forces : la bourgeoisie et cette ministérialité en qui se préfigurait le *Beamtenum* de l'avenir. La démonstration serait plus convaincante si le livre était mieux centré autour du problème essentiel, s'il procédait davantage par récits et moins par allusions, enfin si l'auteur avait eu le courage de jeter par-dessus bord une foule de développements, à la fois trop longs et trop ambitieux, sur l'histoire générale de l'Empire et de l'Europe. Ces digressions sont, pour une large part, empruntées à la littérature historique courante, où l'on voit figurer en bonne place le grand ouvrage de Lamprecht, ordinairement — et peut-être à tort — beaucoup moins en faveur auprès des jeunes : lectures indispensables certes, mais pour s'en nourrir, non pour les résumer. La discussion, par surcroît, n'échappe pas à tout artifice ni à tout parti pris. Il est trop commode d'attribuer régulièrement à la volonté personnelle du jeune roi ou de ses conseillers immédiats les mesures qui vont dans le sens de l'interprétation défendue par l'auteur, de donner, par contre, comme imposées par les princes ou par l'Empereur celles qui la semblent contredire. Ces réserves faites, il n'en reste pas moins qu'en dépit d'exagérations certaines, l'exposé donne à réfléchir. D'autant qu'il n'est point sans nuances. M. Franzel n'a eu garde de négliger les facteurs psychologiques : comme il l'observe justement, ce père et ce fils ne s'étaient presque jamais vus. N'objectons d'ailleurs à sa thèse ni l'âge du prince (il avait vingt-quatre ans lors de sa défaite), ni l'ignorance où nous resterons toujours de la mentalité véritable

1. *König Heinrich VII. von Hohenstaufen : Studien zur Geschichte des « Staates » in Deutschland*. Reichenberg, Sudetendeutscher Verlag Franz Kraus, 1929, in-8°, 192 p. (*Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, hgg. von der historischen Kommission der deutschen Gesellschaft der Wissenschaften und Künste für die Tschechoslowakische Republik).

de ce don Carlos avant la lettre — un des rares personnages des temps médiévaux, soit dit en passant, qui, selon toute apparence, ait fini par le suicide. M. Franzel a prévu l'argument. « La politique d'Henri VII », dirons-nous après lui, sinon tout à fait dans les mêmes termes : simple mode de langage après tout, usuel et commode ! Une fiction polie veut qu'on n'attribue guère de stratégie qu'aux généraux ; c'est bien souvent celle de leurs états-majors. Politique d'un roi, politique de son entourage, au Moyen Age, dans les trois quarts des cas comment distinguer ? Mais sur cet entourage, précisément, on eût voulu des recherches plus approfondies. Ces fameux ministériels, qui étaient-ils, d'où venaient-ils, quelle était leur formation ? Enquête difficile, certes ; est-ce à dire qu'elle fût impossible ?

M. Walther KIENAST poursuit ses patients travaux sur « les princes allemands au service des puissances occidentales » (France et Angleterre). Comme il était inévitable, le présent volume¹, qui va des dernières années du règne de Philippe-Auguste à la mort de saint Louis, aboutit à nous donner, ou peu s'en faut, une histoire véritablement intégrale de la diplomatie européenne pendant la période envisagée. Il n'en sera pas moins utile pour cela, bien au contraire. Nous saisissons sur le vif le jeu complexe des forces politiques en présence : Empire, royautes « occidentales », princes vassaux des trois monarchies et, bien entendu, curie romaine. On y trouvera notamment une description minutieuse, et présentée avec une louable objectivité, de la poussée capétienne vers l'Est. Beaucoup de renseignements aussi sur le droit des fiefs. Ces dernières données, très importantes, seront, si je comprends bien, reprises et groupées dans une conclusion analytique ; pour l'instant, elles demeurent dispersées au cours du récit, où il n'est pas toujours aisé de les recueillir. L'étude des transformations économiques aura également à tirer profit de l'ouvrage ; rien de plus frappant que la place prise dans les luttes d'influence par l'octroi de pensions en argent, souvent, mais non toujours, sous la forme de fiefs. Il ne faudrait d'ailleurs pas faire du nombre des rentes, ainsi constituées par un État donné, la mesure de son progrès vers une économie fondée sur le numéraire ; le facteur politique, en l'espèce, reste primordial. Comme M. Kienast le remarque justement, si la France de saint Louis pensionne moins de princes étrangers que l'Angleterre de Henri III, ce n'est pas qu'elle soit moins riche ; elle a moins besoin de se créer une clientèle soldée, parce qu'elle est plus forte.

Deux grandes séries d'instruments de travail ont été mises, par la science allemande, au service des historiens de l'Allemagne médiévale : des récits

1. *Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich*, Bd. II, Erste Hälfte. Utrecht, Instituut voor middeleeuwse Geschiedenis ; et Leipzig, Duncker und Humblot, 1931, in-8°, xxxv-228 p. (*Bijdragen van het Instituut voor middeleeuwse Geschiedenis der Rijks-Universiteit te Utrecht, uitgegeven door O. OPPERMAN*, XVI). Cf. *Revue historique*, t. CLVIII (1928), p. 117. Sur le rôle des pensions en argent, voir aussi les très intéressantes indications données par G. G. DEPT, *Les influences anglaise et française dans le comté de Flandre au début du XIII^e siècle*. Gand, 1928.

continus des divers règnes, établis en principe sur un plan annalistique, — ce sont les *Jahrbücher des deutschen Reichs*, que publie l'Académie de Munich; puis, règne par règne également, une suite de catalogues d'actes et de notes chronologiques sur les faits marquants : *Regesta imperii*. A l'exception des règnes d'Otton III et de Frédéric II et de la plus grande partie de celui de Barberousse — graves exceptions, à vrai dire — les *Jahrbücher* sont complets jusqu'au grand interrègne. Les *Regesta* conduisent le lecteur jusqu'à la mort de Sigismond (1437); mais la dynastie saxonne depuis 973, toute la dynastie salienne, les Hohenstaufen jusqu'en 1198, la période enfin qui s'étend de la mort de Rodolphe de Habsbourg à l'avènement de Charles IV ne figurent que dans des éditions anciennes, qui, œuvre de l'initiateur même de l'entreprise, J. F. Böhmer, ne sont plus guère utilisables. Ce bref état des travaux était nécessaire pour rendre compte de la double tâche qui s'impose encore à nos voisins, si justement préoccupés d'assurer leur armement scientifique : poursuivre la publication des *Jahrbücher*, surtout depuis la date où ils manquent tout à fait; pour les *Regesta*, reprendre en sous-main les volumes périmés. C'est ainsi que M. Vincenz SAMANEK a été chargé de procurer une seconde édition des régestes d'Adolphe de Nassau. Il lui a paru nécessaire de présenter d'abord, sous forme de dissertations critiques, les principaux résultats de ses recherches¹. De pareils ouvrages ne se résument point. Bornons-nous à signaler que ces soigneuses études de détail devront désormais être tenues pour presque aussi indispensables à l'histoire de Philippe le Bel — dont on sait les démêlés avec le malheureux roi des Romains — qu'à celle d'Adolphe lui-même². Les archives du Doubs ont fourni aux pièces justificatives un important apport. Quant aux *Jahrbücher*, l'Académie a décidé, dès 1911, d'en modifier désormais la forme, à partir du grand interrègne. Le modèle proposé aux auteurs est l'excellent Rodolphe de Habsbourg, d'Otto Redlich, qui ne fait point partie de la collection, mais, naturellement, rend inutile tout autre ouvrage sur ce souverain. Moins encombrées de détails, moins rigoureusement astreintes à l'observation de l'ordre chronologique, plus succinctes, les nouvelles « annales » devront dorénavant tenir moins du livre à consulter que du livre à lire. De fait, dans son Albert I^{er}, qui ouvre la série³, M. Alfred HESSEL nous donne de la vie de ce

1. *Studien zur Geschichte König Adolfs : Vorarbeiten zu den Regesta Imperii VI 2 (1292-1298)*. Vienne, Holder-Pichler-Tempsky, 1930, in-8°, viii-302 p.; prix : 15 mk. 30 (*Akad. der Wissenschaften in Wien, Phil. histor. Klasse, Sitzungsberichte*, Bd. 207, Abh. 2). Quelques négligences dans l'exposé : pour avoir omis de rappeler en temps utile la mort du jeune duc Rodolphe, qui, fils du roi Rodolphe de Habsbourg, disparut un peu plus d'un an avant son père, le 10 mai 1290, M. Samanek a condamné à beaucoup d'incertitudes le lecteur qui, sans avoir ce détail présent à l'esprit, lirait ses premières pages, relatives à l'élection d'Adolphe.

2. Malheureusement, M. Samanek n'a pu connaître l'important ouvrage de M. Ét. DUCAMBE, *Les relations de la France avec le Hainaut... (1280-1297)*, paru la même année que le sien.

3. *Jahrbücher des Deutschen Reichs unter König Albrecht I. von Habeburg*. Munich, Dunc-

prince, dont l'énergique figure a tant d'accent, et des événements politiques de son règne, un récit clair, substantiel et suffisamment alerte. Ici encore notre histoire, par Philippe le Bel, est directement intéressée. Plus généralement, les renseignements fournis sur l'entourage du prince, duc d'Autriche, puis roi des Romains, sur l'origine de ses conseillers, sur ses méthodes administratives, méritent d'être recueillis avec soin par les historiens qui se préoccupent de suivre, à travers les divers pays d'Europe, l'évolution de cette institution aux formes changeantes : l'État¹.

De famille thuringienne, M^e Rodolphe Losse, après avoir été, de longues années durant, notaire, puis official de l'archevêque de Trèves, Baudouin de Luxembourg, finit ses jours le 7 janvier 1364, comme doyen du puissant chapitre cathédral de Mayence. Il laissait deux précieuses collections de projets d'actes, de minutes et de copies, qui, par bonheur traversant les temps, ont aujourd'hui trouvé asile l'une à la bibliothèque de Cassel, l'autre dans les archives du pays de Hesse, à Darmstadt. Elles ont fourni à M. Edmund E. STENGEL la partie de beaucoup la plus considérable du recueil de textes qu'il intitule *Nova Alamanniae*²; autour de ce noyau, l'éditeur a groupé quelques autres pièces de même époque, récoltées dans divers dépôts de l'Allemagne moyenne. Un premier volume avait paru en 1931. Voici aujourd'hui le second. Manque encore, avec les index, l'introduction, qu'il est évidemment fâcheux de voir si longtemps retardée. Publié avec beaucoup de soin, ce spicilège, très disparate, cela va de soi, renferme un grand nombre d'inédits du plus haut intérêt. L'archevêque Baudouin, au cours d'un pontificat de quarante-six ans, poussa successivement au trône royal et impérial son frère, Henri VII, et son petit-neveu, Charles IV. Il fut mêlé à toutes les grandes affaires de son temps. On en retrouvera l'écho dans les papiers de son confident et conseiller. Il faut tenir désormais le dépouillement de ces dossiers pour indispensable à toute étude du règne de Louis de Bavière, voire à toute recherche sur la politique française au début de la guerre de Cent ans. Mais ils contiennent encore bien d'autres indications curieuses, qui débordent l'histoire politique : sur les communautés juives, par exemple, et plus particulièrement sur ce qu'on est convenu d'appeler du nom un peu vague d'histoire des mœurs. On n'aurait pas de peine à broder un conte à la manière de Boccace ou de Bandello sur les

ker et Humblot, 1931, in-8°, xxi-251 p.; prix : 18 mk. Puisque la consigne était d'éviter toute longueur, n'eût-il pas été possible d'alléger le volume de quelques considérations, assez inutiles, sur la lutte du sacerdoce et de l'Empire (avant Albert), et surtout d'un bon nombre de citations, en note, qui viennent bien inutilement à l'appui de faits universellement connus (voir p. 100 et 110)?

1. Cf., dans le précédent *Bulletin, Revue historique*, t. CLXIII, 1930, p. 354, le compte-rendu d'une étude de M. A. Dopsch sur Albert I^{er}.

2. *Nova Alamanniae: Urkunden, Briefe und andere Quellen besonders zur deutschen Geschichte des 14. Jahrhunderts*, 2 Halfte, 1 Teil. Berlin, Weidmann, 1930, in-8°, p. 417-703; prix : 25 mk.

deux actes authentiques où l'on voit le bon M^e Rodolphe consentir à la fille d'un teinturier de Trèves le généreux cadeau d'une maison, « en récompense de sa fidélité éprouvée », mais aussi moyennant une importante promesse, faite par-devant les échevins : cette aimable personne s'engage à ne jamais l'« inquiéter, calomnier, molester ou troubler », par mots ou par actes ; à ne point entrer chez lui sans sa permission expresse ; enfin, à s'abstenir de le traduire en justice (nos 615-616). Le fabliau, cependant, ne serait pas seulement piquant, encore que d'un genre un peu rebattu. Avec beaucoup d'anecdotes pareilles, il aide à faire la lumière sur un sujet très délicat et très sérieux : les réalités de la vie cléricale, en ces siècles où retentissait si souvent le mot de « réforme ». En février 1357, Rodolphe, faisant son testament, légua à un chanoine de ses amis son meilleur manuscrit des Décrétales, « afin qu'il puisse apprendre les canons et par là mieux marier ses sœurs » ; le légataire se trouvera-t-il faillir à cette double obligation ? Il devra, avant sa mort, céder le volume à un des proches du donateur. Preuve que, vers le milieu du XIV^e siècle, un clerc ne pouvait plus guère prétendre à faire fortune s'il ne se donnait une solide éducation juridique.

C'est en grande partie sur les *reliquiae* de Rodolphe Losse que leur éditeur même a fondé une suite de minutieuses études, consacrées à la politique allemande au XIV^e siècle¹. Quatre chapitres. Le premier, de tous points excellent, concerne l'élection royale qui, en 1308, porta au trône Henri de Luxembourg. On y verra comment l'artisan véritable de l'échec alors subi par Charles de Valois ne fut autre que le pape Clément V, dont l'action, pour être secrète, ne s'en trouva que plus efficace. La démonstration semble décisive. On y trouvera également des précisions intéressantes sur le rôle de l'archevêque de Mayence, Pierre d'Aspelt. L'origine du prélat explique, dans une large mesure, l'attitude qu'il adopta en ces délicates circonstances : il appartenait à une famille de ministériaux héréditairement liés aux comtes de Luxembourg. Les trois autres chapitres ont trait au règne agité et poignant de Louis de Bavière : vaines tentatives de la curie, en 1328, pour provoquer l'élection d'un antiroi ; — offre, par Louis, en 1333, de renoncer à la couronne en faveur de son cousin Henri de Basse-Bavière, mais à condition d'être préalablement absous, ce qui pouvait prêter à bien des délais ; — enfin et surtout, négociations et assemblées des princes depuis le synode épiscopal de Spire, en mars 1338, jusqu'à la mort de l'Empereur : au centre, bien entendu, la fameuse réunion des électeurs à Rhens. D'où le titre même du volume, « Avignon et Rhens », l'antithèse des lieux symbolisant celle des idées : d'une part l'Empire selon la curie, de l'autre l'Empire selon les électeurs. On récoltera tout le long du récit beaucoup de détails jusqu'ici ignorés. Ils ne paraissent pas, à vrai dire — et l'on ne s'en étonnera guère — devoir modi-

1. *Avignon und Rhens : Forschungen zur Geschichte des Kampfes um das Recht am Reich in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts.* Weimar, Böhlau, 1930, in-8°, xx-242 p. (*Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches im Mittelalter und Neuzeit*, VI, 1).

sier sensiblement l'image d'ensemble que, d'après des faits dès longtemps connus, on pouvait d'ores et déjà se faire du grand conflit. Ce que le livre apporte peut-être de plus neuf et de plus suggestif — le premier chapitre mis à part — est une étude très poussée de la personnalité de l'archevêque Baudouin et de ses idées.

Lorsque, le 21 octobre 1368, le pape Urbain V, qui avait délaissé Avignon, fit son entrée à Rome, l'empereur Charles IV, tête nue, marchait à côté de la haquenée du souverain pontife et lui tenait la bride. Ce geste de pieux respect, dès longtemps rituel, fut diversement accueilli. Coluccio Salutati célébrait l'entente du maître des âmes et du maître des corps ; à Prague, le chanoine Benesch de Weitmühl louait la chrétienne humilité de son cher seigneur. Mais, à Nuremberg, Ulman Stromer croyait savoir que les Romains avaient parlé « d'une grande honte pour l'Empire ». En fait, le renouvellement de l'antique cérémonial mettait assez crûment en lumière la différence des temps: Au Vatican, Charles fut l'hôte du pape, dans la ville même d'où il tenait son titre impérial et où ses prédécesseurs avaient prétendu commander. « Prince de la paix », il avait passé les Alpes pour la seconde fois, afin de délivrer le pays des routiers et d'y rétablir l'ordre. Il s'y employa, en effet, plutôt par d'habiles négociations que par la force. L'œuvre fut sans lendemain. Il était vain de vouloir réconcilier Bernabo Visconti avec la curie ou d'espérer que les Florentins souffrissent longtemps de voir la bannière de l'Empire flotter sur la « roche » de San Miniato. Le pape lui-même quitta bientôt l'Italie, désespérément troublée. Les chroniqueurs n'avaient pas tout à fait tort, qui raillaient sans indulgence les résultats médiocrement glorieux de cette grande aventure. Il semble bien, en revanche, qu'ils se soient trompés, lorsqu'ils accusaient l'Empereur d'être revenu en Bohême plus riche qu'il n'était parti. A son deuxième *Römerzug*, Charles IV n'avait pas gagné grand'chose : pas même de l'argent. Telle est l'entreprise dont M. Gustav PIRCHAN nous a donné un récit solidement documenté, souvent pénétrant, par endroits peut-être un peu trop soucieux de l'effet littéraire et trop enclin à se contenter d'allusions¹. Un second volume rassemble tout un lot de discussions critiques. L'ouvrage, qui semble bien épuiser le sujet, sera indispensable à la fois aux historiens de l'Italie, à ceux de l'humanisme (Pétrarque y tient sa place légitime, qui est grande), de la papauté avignonnaise et de l'institution impériale.

V. LES IDÉES ET SENTIMENTS POLITIQUES. — Le souverain de l'Allemagne était un roi comme beaucoup d'autres et, plus spécialement en tant qu'il régnait sur l'Allemagne prise à part, un « roi des Francs ». Il était, en outre,

1. *Italien und Kaiser Karl IV. in der Zeit seiner zweiten Romfahrt*. Reichenberg, Sudetenverlag, 1930, 2 vol. in-8°, VIII-448 et VIII-305 p. (*Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, hgg. von der historischen Kommission der deutschen Gesellschaft der Wissenschaften und Künste für die Tschechoslowakische Republik).

empereur. A dire vrai, pour qu'il pût s'appeler ainsi, il lui fallait en avoir reçu le droit à Rome même, au cours d'un sacre proprement impérial, dont plusieurs princes n'eurent pas la possibilité ou le loisir. Mais, selon une tradition qui remontait au x^e siècle, dès son premier sacre en Allemagne — son sacre royal — il passait pour le candidat né à cette dignité suprême. Bien mieux, sans qu'il portât encore le titre d'empereur, on le tenait dès lors pour le chef de l'Empire. Comment ces deux notions — pouvoir royal, pouvoir impérial — réagirent l'une sur l'autre au cours des temps ; comment, en particulier, certaines conceptions juridiques, originellement appliquées à l'Empire, s'en détachèrent à mesure que s'évanouissaient les vieilles prétentions à la monarchie universelle, voire à la domination sur l'Italie et la Bourgogne ; par quel curieux avatar alors, trouvant en quelque sorte leur refuge dans le « royaume » d'Allemagne, elles vinrent marquer sa constitution de leur empreinte étrangère et entre le Reich et ses « territoires » ou « pays » accentuèrent ce dualisme politique dont tant d'Européens s'étonnent aujourd'hui : telle est l'évolution qu'un « discours académique » de M. Edmund E. STENGEL retrace à grands traits¹. On relèvera dans cette brève étude plus d'une vue intéressante, notamment sur l'espèce de scission qui tendit à s'opérer, vers la fin du Moyen Age, au sein du royaume d'Arles ; les souverains allemands, qui sentaient cet État leur échapper, s'efforcèrent alors de lui soustraire, pour les rattacher directement à l'Empire, ses anciennes provinces du Nord, jusqu'à la Savoie incluse. Mais, ainsi qu'il arrive trop aisément dans ce genre de recherches, les concepts font ici figure de réalités en soi. Comme s'ils n'étaient pas, au contraire, le produit changeant de la mentalité, de l'éducation, des facultés et du bagage intellectuel d'êtres de chair et d'os : les hommes, ces seules réalités de l'histoire.

« Études sur les idées qui formèrent le contenu de la politique étrangère allemande sous les Ottons et les Saliens » : ainsi s'intitule la dissertation qui a valu à M. Theodor E. MOMMSEN le grade de docteur de l'Université de Berlin, et dont il publie aujourd'hui les premiers chapitres, relatifs à Otton I^{er}². Moins long et certainement moins gauche en allemand que dans la traduction française, ce titre ne laisse pas cependant d'être doublement inquiétant : car les « idées » ne sont pas toute la mentalité, et « politique étrangère » a une fâcheuse saveur d'anachronisme. En fait, le « contenu », à en croire l'auteur, aurait été assez mince : l'idée d'Empire « universel », nous dit-il, ne s'est véritablement dégagée que sous les Hohenstaufen, à la suite de la Querelle des Investitures. Peut-être. L'empire d'Otton III cependant, n'était déjà plus celui d'Otton I^{er}. D'estimables qualités d'ail-

1. *Regnum und Imperium : engeres und weiteres Staatsgebiet im alten Reich*. Marbourg, Elwert'sche Buchhandl., 1930, in-8°, 40 p. ; prix : 1 mk. 60 (*Marburger Akademische Reden*, Nr. 49).

2. *Studien zum Ideengehalt der deutschen Aussenpolitik im Zeitalter der Ottonen und Salier*. Berlin, Ebering, 1930, in-8°, 71 p.

leurs dans ce petit mémoire : de la solidité, du bon sens, le juste souoi de ne pas permettre à la discussion de s'égarer sur le terrain des jugements de valeur, dont depuis Sybel et Ficker tant d'écrivains ont, sans profit pour la science, battu les buissons. En somme, un très honorable travail d'étudiant. Mais était-il véritablement nécessaire de le faire imprimer?

Aussi bien, un thème analogue avait déjà été traité, dans un cadre plus ample, avec une érudition infiniment plus riche et originale et un sens plus aigu des nuances de la pensée politique, dans l'ouvrage auquel M. Percy Ernst SCHRAMM a donné pour nom « l'Empereur, Rome et la *Renovatio*¹ ». Entendez par ce dernier mot ce qu'on pourrait appeler — mais avec une forte couleur messianique en plus — l'idée de restauration : restauration de l'ancien Empire romain, de la paix et de la grandeur romaines et de l'ordre chrétien. Car, cela va de soi, l'Empire dont l'image, embellie par le souvenir, enflamma aux XI^e et XII^e siècles les rêves de quelques ardents esprits, était avant tout celui de Constantin et de Théodose ; Rome même n'exerçait si sûrement son prestige sur les âmes que parce qu'elle avait été, elle aussi, « rénovée » par le sang des martyrs. Telle est l'idée-force dont M. Schramm s'est proposé de suivre les vicissitudes dans l'Allemagne et l'Italie des Ottons et des premiers Saliens, prenant pour terme, à son tour et très naturellement, la grande crise des Investitures. Mais comment atteindre, à travers l'opacité des âges, une représentation mentale de cette sorte ? Par ses expressions d'abord, plus ou moins rudimentaires ou maladroites : textes narratifs et littéraires, préambules des diplômes, et ces monuments figurés qui, à un historien aussi averti que M. Schramm, savent révéler tant de choses. Par ses symptômes aussi : les institutions qui, tant bien que mal, lui donnèrent corps, les décisions des souverains ou de leur entourage, dont elle inspira les motifs. Tous ces témoignages divers, M. Schramm les a soigneusement et intelligemment colligés, analysés, pesés, tant dans son premier volume qui renferme l'exposé proprement dit que dans le second, tout entier occupé par des dissertations érudites et des éditions de textes. Le livre, sans doute, eût été de lecture plus aisée et pour le commun public d'un intérêt plus prenant si l'auteur avait osé débarrasser sa route de divers problèmes critiques, non pour les éluder certes, mais pour les rejeter résolument en appendice. Tel quel, il abonde en renseignements utiles et en aperçus suggestifs. Impossible désormais, sans l'avoir sans cesse sous la main, de prétendre étudier l'histoire de l'Empire ou celle de Rome, foyer à certains moments d'une idée de « renouveau » qui était loin de coïncider entièrement avec l'idée impériale. Voyez par exemple, au cœur même de l'ouvrage, le tableau du règne d'Otton III, ou encore la discussion sur le patriciat romain de Henri III. Est-ce à dire cependant qu'une fois ces deux tomes fermés, le

1. *Kaiser, Rom und Renovatio*. Leipzig, B. G. Teubner, 1929, in-8°, xvi-305 et vi-185 p. ; prix : 18 et 14 mk. (*Studien der Bibliothek Warburg*, hgg. von F. SAXL, XVII, 1-2).

lecteur emporte avec lui une image historique d'un trait parfaitement net, que ce long récit consacré à la vie d'une idée sonne toujours le plein? En toute franchise, je ne le crois pas. C'est que, précisément, M. Schramm a pris trop exclusivement pour héros une idée ou des idées. On serait tenté de répéter ici, presque littéralement, les critiques pénétrantes que jadis Michel Bréal adressait à l'anthropomorphisme d'un petit livre, lui aussi à sa manière instructif et ingénieux, qui avait pris pour objet et pour titre : « La vie des mots. » Pas plus que le langage, les conceptions ou les sentiments politiques n'existent en dehors des hommes, et ce sont ceux-ci, je le rappelais à l'instant, qui sont au regard de l'histoire les seuls héros dignes de son attention. D'où deux règles de méthode, que M. Schramm me paraît avoir parfois perdues de vue. Tout d'abord ne pas oublier qu'une conscience humaine est chose essentiellement une : en elle les diverses représentations que nous séparons par une abstraction nécessaire sont en réalité intimement liées. Sans doute, la notion qu'un contemporain des Ottons pouvait se faire d'un empereur était nourrie d'idéal antique en même temps que chrétien (M. Schramm a bien mis en lumière ce dualisme, où beaucoup d'hommes — non pas tous cependant — ne voyaient alors qu'harmonie). Mais elle se raccordait aussi, dans les replis de ce même cerveau, à une certaine image de la dignité royale : image d'un roi oint du Seigneur, d'un roi par nature presque saint — l'épithète est du temps — et cette représentation-là remontait pour une large part à de tout autres sources. Surtout — et c'est la seconde règle d'or — les idées, les idées politiques comme les autres, ne sont qu'un des éléments d'un bagage mental, fait chez la plupart des hommes de beaucoup d'influences : éducation, lectures (au Moyen Age, lorsque des laïques sont en cause, il s'agit le plus souvent moins de lecture des yeux que de l'audition de lectures faites à voix haute), propos de tout ordre. Voilà l'atmosphère qu'il faudrait à tout prix reconstituer. Il y a une abstraction insupportable à parler de tradition d'Empire sans mentionner les récits qui couraient sur les Carolingiens et, de toutes les raisons multiples par où s'expliquent les différences si nettes et si bien vues par M. Schramm, entre la politique impériale d'Otton I^{er} et celle de son petit-fils Otton III, il en est une très simple et pourtant capitale : Otton I^{er} était pratiquement un illettré, Otton III tout le contraire. Pour le premier, les textes ne comptaient guère : on sait quel extraordinaire *pactum* avec le pape — un *pactum* par lequel il lui eût donné plus de la moitié du royaume d'Italie — il souscrivit sans sourciller et sans jamais en tenir compte. Otton III, qui pouvait lire les textes, les prenait au sérieux : c'est pourquoi il rejeta et *pactum* et Donation de Constantin. Otton I^{er}, pas plus que plus tard Conrad II, ne s'embarrassait guère de souvenirs historiques, probablement parce qu'il n'en avait pas ou si peu! Otton III savait l'histoire ou mieux il croyait la savoir ; car comment eût-il pu la connaître exactement? Parce qu'il était trop instruit, il fit une poli-

tique de réminiscences. Ce n'est pas la seule tentative de ce genre dont le passé comme le présent nous rapportent les cruelles mésaventures¹.

Dans l'histoire de la légende carolingienne — longue et passionnante histoire qui, malgré tant d'illustres travaux, est encore fort loin d'être définitivement écrite — le 8 janvier 1166 marque un point de repère éclatant. A cette date, Frédéric Barberousse, annonçant la célébration de la « canonisation et exaltation » du très saint corps de Charlemagne, combla de générosités la cité d'Aix-la-Chapelle et son église, qui avait été le théâtre de la cérémonie. Du moins, si l'on en croit un diplôme qui lui est attribué et où l'on trouve inséré un autre privilège que Charlemagne en personne est censé avoir, lui aussi, octroyé à Aix, « siège du royaume transalpin ». Que cette dernière pièce soit un faux, l'exact pendant de celui qui, peu auparavant, avait été mis sous le nom du grand Empereur par les moines de Saint-Denis, pareillement empressés à revendiquer pour leur monastère le titre de « chef de toutes les églises du royaume », nul n'en saurait douter. Mais de l'acte de Barberousse lui-même, que penser? Depuis près d'un siècle les érudits en disputent. Le dossier diplomatique n'est guère révélateur : point d'original ni de pseudo-original ; une copie, assez ancienne, des environs de l'an 1200 ; une allusion, très nette, par la chancellerie de Frédéric II, dès le 19 juin 1215 ; et au mois d'août 1244, par Frédéric II encore, une confirmation qui reproduit le texte tout au long. M. Martin KNEER, à son tour, s'est attaqué au problème². Pour lui, le document litigieux contient une partie authentique, qui concerne la canonisation ; mais il a été interpolé après coup. On y aurait alors ajouté le faux diplôme de Charlemagne et tout le développement sur les avantages accordés à la ville et à l'église d'Aix. Le travail porte toutes les traces d'une œuvre de début. Il y aurait quelque ridicule à en pourfendre les jeunes inexpériences. Aussi bien M. Kneer — qui lui en voudrait ? — jure

1. Il est frappant que la différence d'éducation et de culture entre Conrad II et son fils Henri III se soit traduite, à son tour, par un contraste marqué entre leurs deux politiques. Conrad, visiblement, ne tient guère à la domination sur Rome et sur la papauté. Henri abat la maison de Tusculum, nomme des papes allemands et, par l'adoption du titre de patrice, signifie qu'il ne veut plus de pouvoir intermédiaire entre les Romains et lui.

2. *Die Urkunde über die Heiligssprechung Karls d. Gr. v. 8. Januar 1166 und ihr Verfasser in der Kanzlei Kaiser Friedrichs I.* Erlangen, Palm und Enke, 1930, in-8°, viii-80 p. ; prix : 4 mk. (*Erlanger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*, hgg. von B. SCHMEIDLER und O. BRANDT, Bd. VI). Comme M. Kneer n'a pas cru devoir reproduire le texte qu'il commente continûment, il est tout à fait impossible de suivre son argumentation si l'on n'a pas sous la main une édition du diplôme, telle que celle d'Huillard-Bréholles, *Historia diplomatia*, t. VI, p. 224, ou, de préférence, celle que Loersch a donnée en appendice à G. Rauschen, *Die Legende Karls des Grossen*, 1890 (*Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*, VII). Parmi les exemptions de péages accordées, à des dates anciennes, à des villes allemandes, M. Kneer paraît avoir oublié (p. 60) le fameux diplôme de Henri IV pour Worms (1074, 18 janvier). Les *scripta imperatoris* que mentionne un document champenois (p. 32) sont, selon toute apparence, des listes de fiefs, non des livres d'enregistrement d'actes.

volontiers *in verbo magistri*, et sa démonstration se fonde très largement sur des critères d'ordre stylistique qui seront examinés en leur lieu. Un seul argument de fond qui, emprunté d'ailleurs à M. Oppermann, ne m'a pas paru très convaincant : il est tiré du nom de *civitas* appliqué à Aix par un des passages que l'on nous propose de rejeter — nom inconcevable, nous dit-on, en 1166, car cette ville était alors encore dépourvue de toute institution urbaine autonome. Cependant, à supposer que ce mot ait jamais eu un sens juridique bien précis, est-il certain qu'il doive l'avoir eu toujours ? N'est-il pas visible, au contraire, que le rédacteur ne l'a pris ici que dans une acception à la fois vague et grandiloquente ; par quel autre terme, après tout un clerc préoccupé de beau langage eût-il pu désigner un lieu choisi pour de si hautes destinées ? Ce n'est pas à dire que ce morceau fameux ne me paraisse — et tout entier — fort suspect. Mais l'étude, semble-t-il, serait à reprendre. Et sans doute pour y procéder utilement conviendrait-il de la lier à une enquête plus vaste qui, abordant de front l'histoire de la « gloire posthume » de Charlemagne, devrait se poursuivre parallèlement des deux côtés de la frontière franco-impériale et dans un même coup d'œil saurait embrasser Aix avec Saint-Denis¹.

A la fin de l'année 1280 ou au début de l'année suivante, un clerc colonais, Me Alexandre de Roes, séjournait à Viterbe, pendant le conclave. Un jour qu'il disait la messe, il chercha dans le missel de la chapelle papale, qu'on lui avait mis entre les mains, la prière « pour le Roi » et ne la trouva point. Grand scandale au regard d'un cœur loyaliste ! Pour confondre les malveillants, quoi de mieux que de retracer, dans un bref traité, l'histoire véritable de l'Empire et de sa « translation » des Grecs aux Germains ? Me Alexandre s'y résolut, en effet. Mais il ne tira pas toute la matière de son propre fonds. Au beau milieu de son travail, il inséra un opuscule que naguère, pendant le grand interrègne, un chanoine d'Osnabrück, Jordan, avait composé sur la « prérogative » de l'Empire. Nul document mieux que cette œuvre à deux voix ne fait revivre le monde de concepts, de réminiscences historiques, de partis pris nationaux et de rêves messianistes dont se nourrissaient les féaux de l'idée impériale — peu d'années avant le moment où notre Pierre Dubois devait offrir aux fidèles sujets des Capétiens des armes forgées dans

1. Lors du schisme impérial de 1198, Otton IV, candidat de l'archevêque de Cologne, fut sacré à Aix ; Philippe de Souabe, par contre, ne put l'être, assez tardivement, qu'à Mayence, quitte, par la suite, en 1205, à renouveler dans le lieu traditionnel cette cérémonie. Dans la lettre qu'ils écrivirent, probablement en juillet 1198, au pape Innocent III (*Constitutiones*, t. II, p. 24), les électeurs d'Otton se trouvèrent donc tout naturellement amenés à insister sur l'éminente vocation de l'église du sacre ; ils ont fait monter, disent-ils, le roi, leur seigneur, « sur le trône des Augustes que Charlemagne, le plaçant à Aix, destina jadis à cette haute dignité ». On peut se demander s'il n'y a pas là une allusion au fameux diplôme ou pseudo-diplôme de 1166. Faut-il aller plus loin et supposer que l'acte a été forgé ou interpolé à cette occasion ? Je ne saurais ici faire autre chose que d'indiquer, en passant, cette conjecture ; pour la rendre vraisemblable, une longue recherche serait nécessaire. Mais on voudra bien reconnaître, sans doute, que la piste mériterait d'être suivie.

un arsenal intellectuel de tous points analogue. En procurant de ce texte hautement instructif une édition à la fois maniable et sûre — ajoutons, ce qui ne gâte rien, de prix abordable — M. Herbert GRUNDMANN a rendu à tous les chercheurs que préoccupe l'histoire de la mentalité politique un très précieux service¹.

VI. LE DROIT ET SES SOURCES. — L'inventaire des coutumiers allemands et des manuscrits qui nous les ont conservés, publié en 1856 par G. HOMEYER, n'était naturellement plus au niveau des recherches. Dès 1901, la « Savigny Stiftung » avait décidé d'en procurer une nouvelle édition. Retardée par les événements, cette utile entreprise a pu enfin être exécutée ; la publication débute par le second volume, qui, confié à MM. Conrad BORCHLING et Julius VON GIERKE, donne dépôt par dépôt la description des manuscrits². De pareils ouvrages ne souffrent point d'analyse ; mais ils épargnent aux chercheurs beaucoup de tâtonnements et d'erreurs.

Réunis par les soins de M. Karl RAUCH, les travaux que Heinrich BRUNNER avait dispersés dans des revues diverses, voire dans d'introuvables *Festschriften*, nous sont désormais aisément accessibles³. A côté de mémoires très développés, l'éditeur, avec raison, a tenu à faire place à des notes beaucoup plus brèves, à quelques discours ou notices nécrologiques, aux plus importants des comptes-rendus critiques. Certes, quelques-unes des théories chères au grand historien du droit sont aujourd'hui fortement battues en brèche, et dans le nombre, s'il en est qui sans doute résisteront victorieusement à l'assaut, d'autres, selon toute apparence, mordront la poussière. C'est le sort commun de toute œuvre de science. Mais par l'ampleur de l'information, par la clarté de la pensée, par le soin apporté à l'expression, toujours parfaitement ferme et bien ordonnée, en un mot par ces rares qualités qui jadis à l'Université de Berlin avaient conquis le cœur du jeune von Below, les écrits de Brunner restent un modèle où il faut souhaiter que les nouvelles générations continuent à chercher secours contre l'attrait des fausses idoles. Ce sont de pareils ouvrages qui à la science allemande ont fait son juste prestige.

Parmi les livres de Brunner les plus souvent maniés figurent ses « *Éléments d'histoire du droit allemand* », qui parurent pour la première fois en 1901.

1. Alexander von ROES, *De translatione imperii*, und Jordanus von OSNABRÜCK, *De prerogativa Romani imperii*. Berlin, B. G. Teubner, 1930, in-8°, 38 p. ; prix : 2 mk. (*Veröffentlichungen der Forschungsinstitute an der Universität Leipzig, Institut für Kultur- und Universalgeschichte. Quellen zur Geistesgeschichte des Mittelalters und der Renaissance*, hgg. von W. GÖTZ, Bd. II).

2. *Die deutschen Rechtsbücher des Mittelalters und ihre Handschriften. Zweite Abteilung, Verzeichnis der Handschriften*. Weimar, Böhlau, 1931, in-8°, 323 p., prix : 18 mk.

3. *Abhandlungen zur Rechtsgeschichte : gesammelte Aufsätze*. Weimar, Böhlau, 1931, 2 vol. in-8°, VIII-722 et VI-672 p. ; prix : 39 mk. 50 et 35 mk. 50. En appendice, liste des travaux de Brunner.

M. Claudius VON SCHWERIN vient d'en assurer la huitième édition¹. Le dessin général reste, bien entendu, sans changement. Le texte, çà et là, a été discrètement retouché. Surtout, les bibliographies ont été complétées. Par malheur, en ce qui regarde la production étrangère, ce travail de mise au point atteste une négligence ou une partialité qui eussent certainement scandalisé le vieux maître. Veut-on un exemple? Au chapitre sur les villes médiévales, je cherche en vain le nom de M. Pirenne. L'œuvre elle-même est dès longtemps classique et mérite de le demeurer.

Le « Dictionnaire des termes de l'ancien droit allemand », longtemps interrompu, a recommencé à paraître en 1930. Nous avons reçu le troisième fascicule (lettre A) et un supplément à la liste des sources². Les historiens, pénétrés de l'importance que revêt pour leurs études la recherche sémantique, salueront avec reconnaissance la résurrection de cet instrument de travail, fruit d'un long et soigneux labeur.

Le 28 décembre 1233, le grand maître Hermann de Salza, le précepteur de Slavonie et Prusse, Hermann Balke, et tout le convent de la maison de l'hôpital Notre-Dame des Allemands de Jérusalem promulgaient une charte de coutumes en faveur des habitants du pays de Culm, qu'ils venaient de recevoir peu d'années auparavant du duc de Mazovie, et au bénéfice, plus spécialement, des villes de Culm même et de Thorn. Parmi les dispositions de cette *Kulmer Handfeste*, quelques-unes tombèrent rapidement hors d'usage : tel le règlement des moulins, jugé certainement trop libéral. Mais l'ensemble devait servir de base au droit de l'État teutonique, notamment à son droit urbain. M. Guido Kisch nous donne une édition soignée : 1^o du texte de 1233 ; 2^o de sa confirmation, en 1251 ; 3^o des diverses traductions anciennes en langue allemande ; 4^o d'un commentaire du début du xvi^e siècle³. L'introduction s'attarde longuement à discuter les mérites et, surtout, les démérites des précédents éditeurs, ceux aussi des érudits qui, au cours des temps, ont consacré à la *Handfeste* leurs études. Malgré son étendue, elle ne fournit sur le fond même du document qu'un bien petit nombre d'indications, d'ailleurs intéressantes et, sur les problèmes mêmes de critique textuelle elle est décidément insuffisante. Nous ne connaissons la charte originelle que par une copie sur un cartulaire de Culm, exécutée en 1431 ; or, nous savons, à n'en pas douter, qu'entre 1233 et 1251 — date de la confirma-

1. *Grundzüge der deutschen Rechtsgeschichte*. Munich, Duncker et Humblot, 1930, petit in-8°, xi-348 p. ; prix : 13 mk. Cf., sur la septième édition, *Revue historique*, t. CLIII (1923), p. 108, et t. CLVIII (1928), p. 119.

2. *Deutsches Rechtswörterbuch (Wörterbuch der älteren deutschen Rechtssprache)* hgg. von der Preussischen Akademie der Wissenschaften, Bd. I, H. 3 (abtrieb — aller'schwerst), et *Quellen-Ergänzungsheft*. Weimar, Böhlau, 1930, in-4°.

3. *Die Kulmer Handfeste : rechtshistorische und textkritische Untersuchungen nebst Texten*. Stuttgart, Kohlhammer, 1931, in-8°, x-162 p., 4 pl. ; prix : 12 mk. (*Deutschrechtliche Forschungen*, hgg. von Guido Kisch, H. 1).

tion, provoquée précisément par l'accident qu'on va voir — l'original avait été « perdu » dans un incendie de la ville. D'où vient cependant qu'en 1431 on avait encore à Culm même la possibilité de le reproduire? Un mot d'explication ou, au pis aller, un aveu motivé d'ignorance eussent été les bienvenus.

Deux œuvres ont rendu illustre le nom du chevalier saxon Eike von Repgow : le *Miroir de Saxe* et une chronique universelle en vers allemands (dite *Sächsische Weltchronik*), ou du moins la première partie de cette histoire du monde, continuée plus tard et remaniée, avec beaucoup moins de largeur d'horizon, d'abord par un clerc du diocèse de Brême-Hambourg, puis par un moine qui, appartenant sans doute au monastère de Saint-Michel de Lüneburg, avait tous les sentiments d'un féal sujet des Welfs. A vrai dire, si, dans le *Miroir*, Eike se nomme tout au long, la chronique, par contre, ne donne que le patronyme seigneurial — *der van Repegouwe* — sans prénom, de sorte qu'on a pu se demander si elle n'avait pas plutôt été composée par un sien cousin. Bien à tort. Car l'une des rares raisons sérieuses qu'en dépit de la parenté certaine des deux écrits on pouvait invoquer en faveur de cette théorie dualiste était un passage où le chroniqueur dit : « Nous autres clercs », *we geistlichen liude*. D'où deux hypothèses : ou les deux von Repgow étaient deux personnages distincts, ou ils ne faisaient au contraire qu'un seul et même homme, chevalier d'abord, puis prêtre. La véritable explication est beaucoup plus simple, comme M. Karl August ECKHARDT le montre excellemment : la phrase incriminée, à n'en pas douter, a été ajoutée après coup. Pour les détails, il n'y a qu'à renvoyer à la dissertation que M. Eckhardt vient de consacrer aux deux ouvrages d'Eike¹. Quant à leur date, elle y fait l'objet d'une discussion approfondie, où se marque un sens très fin des divers degrés du certain et du probable. C'est merveille de voir la pince se resserrer progressivement, rendant à chaque coup plus étroite la fraction du temps où peut se placer la rédaction de l'écrit étudié. Le *Miroir de Saxe* est certainement postérieur à une charte de paix saxonne, promulguée en septembre 1221. Selon toute apparence, il est antérieur à une autre charte de paix régionale, dont on ne connaît, il est vrai, qu'une version lotharingienne, mais qui a dû s'appliquer aussi à la Saxe ; elle fut publiée à Wurtzbourg en juillet 1224. Diverses remarques viennent confirmer ces premières déductions. Visiblement, la dernière élection royale connue est celle du jeune Henri, le 23 avril 1220. Le *Miroir*, d'autre part, fait allusion à l'érection du comté d'Anhalt en fief de bannière ; elle avait eu lieu en ce même mois d'avril 1220. En revanche, il ignore à la fois l'excommunication portée contre Frédéric II en septembre 1227 pour refus d'accomplir le vœu de croisade — car il ne cite pas ce motif parmi ceux qui peuvent amener l'excommunication du souve-

1. *Rechtsbücherstudien* ; II : *Die Entstehungszeit des Sachsenspiegels und der sächsischen Weltchronik* : *Beiträge zur Verfassungsgeschichte des 13. Jahrhunderts*. Berlin, Weidmann, 1931, in-8°, VIII-128 p. (*Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Phil. histor. Kl.*, N. F., XXIII, 2).

rain — et la dualité de gouvernement créée dans l'Empire, en 1228, par la reconnaissance de la majorité du roi Henri, désormais chargé des affaires allemandes. Quant à la première rédaction de la *Chronique* — celle de Eike — elle a été commencée vers 1228, terminée peu après décembre 1230. Mais ce ne serait pas rendre un compte suffisant de ce remarquable mémoire que d'en retenir uniquement la partie critique (à laquelle s'ajoute, dans le même ordre d'idées, une étude sur la tradition manuscrite de la *Chronique*). Comme un des éléments essentiels de datation est, pour le *Miroir*, le passage fameux sur l'élection du roi, M. Eckhardt, en l'examinant avec sa pénétration habituelle, a été conduit à apporter sur plusieurs aspects de ce gros problème historique des précisions d'un grand prix : notamment sur la distinction du « consentement » et de l'« élection » proprement dite, sur la question, fort embrouillée, de la voix tantôt octroyée et tantôt refusée au roi de Bohême. Du *Miroir* lui-même, M. Eckhardt nous promet pour 1932, dans les *Fontes iuris germanici in usum scholarum*, l'édition à la fois maniable et véritablement scientifique que tous les historiens des anciennes sociétés européennes espèrent depuis si longtemps : les travaux préparatoires sous les yeux, comment ne pas attendre beaucoup de cette grande entreprise ?

Aussi bien, si M. Eckhardt ne nous a pas encore donné le père des coutumiers allemands, a-t-il du moins déjà contribué à publier une des imitations qui en sont issues. Pendant la seconde moitié du XIII^e siècle, le livre qu'Eike venait de composer se répandit dans le sud de l'Allemagne, par l'intermédiaire surtout du couvent des Frères Mineurs d'Augsbourg que des liens étroits unissaient à celui de Magdebourg. On ne se contenta pas de traduire en haut allemand le *Miroir* saxon ; on s'efforça de l'approprier aux besoins du pays, en y insérant des prescriptions empruntées aux coutumes et textes législatifs de la Bavière. On pensait en faire ainsi un « Miroir de tous les hommes d'Allemagne », *Spiegel aller tiutscher liute*. Tel est précisément le titre que donna à son travail l'auteur de la plus ancienne adaptation ; nous avons pris l'habitude de la désigner par le nom plus court de *Deutschenspiegel*. Travail d'ailleurs fort incomplet : la première partie seule du « Droit territorial » (*Landrecht*) fut mise au point ; la seconde, à peu de chose près, et le « Droit des fiefs » (*Lehnrecht*) tout entier demeurèrent à l'état de simple traduction. Aussi dans la petite édition que MM. ECKHARDT et Alfred HÖNER viennent de faire paraître, comme pierre d'attente à l'édition plus ample qui doit prendre place dans les *Monumenta in-quarto*¹, la première partie du *Landrecht* seule se trouve intégralement reproduite. De la seconde, on s'est borné à recueillir quelques articles, en mettant en regard, à titre de comparaison, les mêmes passages tels que les fournit une autre version à peu près contemporaine et rédigée également à Augsbourg. En revanche, le

1. *Deutschenspiegel, mit Augsburger Sachsenspiegel und ausgewählten Artikeln der ober-deutschen Sachsenspiegelübersetzung*. Hanovre, Hahn, 1930, in-8°, 287 p. (*Fontes iuris germanici antiqui in usum scholarum ex Monumentis Germaniae Historicis separatim editi*).

« Livre des rois de l'ancienne Alliance », sorte de paraphrase de l'Ancien Testament, dont l'auteur du *Deutschenspiegel* avait fait précéder son ouvrage, nous est offert tout au long, bien qu'à vrai dire, ni l'intérêt juridique, ni l'intérêt historique n'en paraissent extrêmement vifs. Clairement disposée, munie d'un utile index, cette *Schulausgabe* rendra d'autant plus de services que le texte établi jadis par Julius Ficker était à la fois périmé et introuvable en librairie¹.

VII. LA JUSTICE ET LA FORMATION DES « TERRITOIRES ». — L'étude de l'organisation judiciaire se place, en chaque pays, au cœur même de toute recherche sur la société médiévale ; quant aux « territoires » — sortes de sous-États entre lesquels l'Allemagne se morcela définitivement à partir du XIII^e siècle et dont les survivants forment la base du système fédératif encore en vigueur — le comment et le pourquoi de leur genèse a très naturellement, et de tout temps, préoccupé au premier chef les historiens de la nation allemande. Or, ces deux groupes de problèmes apparaissent, aujourd'hui plus que jamais, étroitement apparentés. Quelques grands seigneurs réunissant entre leurs mains, patiemment, les pouvoirs de haute justice comtale sur des districts de plus en plus étendus ; autour de ce noyau primitif, toutes sortes d'autres droits venant peu à peu se grouper : telle était, d'après la théorie classique de von Below, l'origine même de la puissance territoriale. Il la concevait donc, en dernière analyse, comme née de la haute justice. Mais cette vue, dont la simplicité grandiose ne laissait pas d'être aussi un peu inquiétante — en dépit d'ailleurs de toutes les nuances que, beaucoup plus que ses détracteurs ne veulent bien le dire, von Below lui-même y avait apportées — bien des historiens aujourd'hui se refusent à l'admettre. D'une part, en effet, on a observé en divers lieux que les maîtres de « territoires » déjà nettement formés étaient demeurés fort longtemps sans être, à beaucoup près, les seuls hauts justiciers de la contrée ainsi soumise à leur autorité. M. Gasser le note dans le pays qui devait devenir la Suisse alémanique ; M. Praussnitz, après beaucoup d'autres, en Autriche. Puis la notion même de haute justice s'est révélée moins claire et, surtout au cours des temps, moins constamment pareille à elle-même que longtemps on ne l'avait cru. Entre les « causes majeures », réservées au tribunal comtal par la législation carolingienne et la « justice de sang » des XII^e ou XIII^e siècles, les conceptions régnantes ne voyaient naguère qu'une évolution sans brisure. Voici cependant qu'un érudit s'est trouvé pour contester presque absolument cette continuité. Le livre où M. Hans Hirsch, nos lecteurs s'en souviennent sans doute, a défendu cette négation quasiment révolutionnaire² est fort mal construit, et l'on ne saurait dire que les solutions propo-

1. Dans le lexique, au mot *iu*, au lieu de « Dativ von *wir* », lire : « von *ir* ».

2. Sur le livre de M. Hirsch, cf. *Revue historique*, t. CLVIII (1928), p. 129 et suiv.

sées, que l'énoncé même des problèmes s'y présentent avec toute la précision désirable ; si bien qu'un des services les plus appréciables que nous rendent les diverses études qui se sont inspirées de lui — celle de M. Wohl-HAUPTER par exemple — est certainement d'en avoir donné des résumés souvent plus clairs que l'original lui-même. Mais cet ouvrage fumeux atteste une érudition et un sens critique également pénétrants et sa force suggestive est certainement très grande. Son influence domine la plupart des recherches qui ont été entreprises au cours de ces dernières années. Que ces travaux aient abouti jusqu'ici à une conception parfaitement nette à la fois de l'évolution des droits de justice et de la formation des territoires, il serait exagéré de le prétendre. L'exemple même du livre de M. Hirsch ne prédisposait pas ses disciples à beaucoup de lucidité. Surtout, nous sommes visiblement à une époque de tâtonnements. De l'ancien édifice, dont les grandes lignes étaient d'un dessin très ferme, que devra-t-on conserver ? De quels matériaux nouveaux la nouvelle construction sera-t-elle faite ? Il faudra attendre quelques années encore avant de le savoir. Mais, souvent rebutante dans le détail, la polémique mérite d'être suivie en dehors même de l'Allemagne. Les historiens des diverses évolutions européennes y trouveront l'occasion de rapprochements féconds.

Avant de passer à l'examen des divers travaux, pris à part, une remarque de méthode encore semble s'imposer. Un système de juridictions est forcément, dans une certaine mesure, fonction de la structure sociale. Vraie de tout temps, cette observation l'est particulièrement du Moyen Âge, puisqu'à l'époque franque — à laquelle il faut toujours remonter — les différences de conditions entraînaient dans le statut judiciaire des différences considérables, sensibles surtout entre hommes libres et *servi*. Or, au cours des temps, il arriva que les lignes de clivage entre les diverses catégories humaines changèrent de place. Omettre de tenir compte de cette évolution, c'est proprement se fermer l'intelligence du développement des droits de justice. Par malheur, trop de chercheurs semblent avoir négligé cette clef du problème. M. Gasser, par exemple, dans un ouvrage que je discuterai tout à l'heure, note justement, entre le plaid comtal du ix^e siècle et les plaids de haute justice des âges postérieurs, un contraste frappant : au premier les hommes libres seuls participaient ; les seconds admettaient les non-libres. Mais lorsque de cette opposition il prétend tirer d'assez vastes conclusions, il oublie proprement l'essentiel : les transformations de la notion de liberté. Avec les rares esclaves de l'époque carolingienne, qu'avaient de commun les individus, très nombreux et placés dans une situation de fait et de droit bien différente, qu'en vertu d'une terminologie inspirée de conceptions nouvelles l'âge proprement féodal se prit à considérer comme étrangers à l'épithète de « libres » ? Pas même le sang, selon toute apparence. Les colons du début du ix^e siècle, théoriquement libres, figuraient probablement aux

plaids judiciaires¹; leurs descendants, dont la condition était généralement qualifiée de servile, purent fort bien, en dépit de ce changement de rang, continuer pour la plupart à y être appelés.

C'est l'organisation judiciaire de la Bavière médiévale que M. Eugen WOHLHAUPTER, sous l'influence directe du livre de Hirsch, s'est appliqué à décrire et expliquer². De bonnes discussions de textes feront que ce consciencieux travail sera toujours consulté avec profit : il est dommage que, selon une habitude trop répandue, elles s'accompagnent généralement de polémiques beaucoup moins intéressantes. Les traits par où l'histoire des droits de justice en Allemagne se différencie si nettement de l'évolution française apparaissent en vive lumière : importance beaucoup plus grande conservée par les cours comtales (mais sur ce point une étude plus poussée de certaines régions françaises réserverait peut-être quelques surprises); sur les terres d'Eglise, accaparement beaucoup plus fréquent de la haute justice par les voués. D'autres caractères sont plus spécialement propres à la Bavière : contrairement à ce qui eut lieu dans diverses parties de l'Allemagne, le tribunal public (*Landgericht*) ne paraît pas s'y être jamais transformé en un tribunal de classe, particulier à la noblesse. En revanche, que les monastères bavarois aient universellement manqué à posséder la haute justice, cette thèse semble démentie par les textes mêmes dont l'auteur fait état pour la défendre. Surtout, on cherche en vain dans l'ouvrage la moindre trace d'un sentiment, tant soit peu concret, de la vie sociale. Après l'avoir lu de mon mieux, j'en suis encore à me demander quels pouvaient être en Bavière — disons, pour fixer les idées, aux XII^e et XIII^e siècles — les pouvoirs judiciaires d'un seigneur laïque de type moyen.

Le livre de M. Adolf GASSER sur la formation des territoires dans la future Suisse alémannique³ souffre d'évidents défauts : une forme de pensée fâcheusement abstraite — travers ici d'autant plus choquant que l'évolution décrite, de l'aveu de l'auteur lui-même, fut souvent déterminée par de simples « questions de force » — ; l'abus de grands mots auxquels on serait souvent bien en peine de donner un sens précis : tel ce « dynamisme » dont il est fait un si agaçant emploi ; un vocabulaire juridique insuffisamment défini : qu'est-ce exactement que la « juridiction seigneuriale » (*grundherrliche Gerichtsbarkeit*) ? — enfin, un exposé mal ordonné que le recours constant à un

1. Sur la liberté de droit du colon, à l'époque carolingienne, et leur présence à un plaid — plaid d'immuniste, à vrai dire — cf. mon article sur *Les « Colliberti »* (*Revue historique*, t. CLVII (1928), p. 241 et suiv.).

2. *Hoch- und Niedergericht in der mittelalterlichen Gerichtsverfassung Bayerns*. Heidelberg, Carl Winter, 1929, in-8°, 335 p.; prix : 12 mk. 50 (*Deutschrechtliche Beiträge*, hgg. von K. BEYERLE, Bd. XII, H. 2).

3. *Entstehung und Ausbildung der Landeshoheit im Gebiete der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Ein Beitrag zur Verfassungsgeschichte des deutschen Mittelalters*. Aarau et Leipzig, H. R. Sauerländer, 1930, in-8°, xix-437 p.

artifice typographique destiné à souligner les passages importants (*Sperdruck*) ne rend pas plus lucide, tant s'en faut. Aussi bien M. Gasser semble avoir eu lui-même conscience de certaines de ces tares : car parti, chose curieuse, de recherches de cartographie historique, il confesse n'avoir adopté ce qu'il appelle une « méthode de travail juridique » qu'afin de suivre von Below, dont il entendait contester les opinions, sur son propre terrain. Juriste tant qu'on voudra, von Below était plus clair. Mais ce livre si pénible à lire est plein de renseignements utiles. On y relèvera, entre autres, un développement fort curieux sur la politique de souveraineté territoriale poursuivie par les villes confédérées : Zurich, Lucerne, Berne surtout ; tout comme les cités italiennes — la comparaison ne semble pas être venue à l'esprit de M. Gasser — elles allaient jusqu'à imposer aux barons du voisinage la bourgeoisie obligatoire. L'idée qui fait le centre de l'ouvrage, pour paradoxale qu'elle puisse paraître, n'en mérite pas moins réflexion. Jusqu'au XIII^e siècle, nous dit l'auteur, deux sortes de pouvoirs ont été recherchés par les personnalités qui s'efforçaient d'établir leur suprématie sur d'assez vastes districts. D'une part et surtout c'était l'exercice de droits de protection et de commandement sur des vassaux, des ministériaux, des communautés ecclésiastiques. De l'autre — objets d'ailleurs d'une moins vive ambition (mais est-ce bien sûr ?) — des droits de commandement aussi et la perception de redevances sur des groupes de paysans. Ceux-ci pouvaient être astreints à ces charges en vertu de raisons diverses : application d'une coutume proprement seigneuriale ; avantages reconnus à l'avoué d'une église sur les terres qu'il était censé aider à conserver et à administrer ; contrat conclu par de petits alleutiers avec un baron qu'ils choisissaient pour défenseur (le censier des Habsbourgs offre d'intéressants exemples de conventions de cette sorte). Les deux derniers cas sont réunis par M. Gasser sous le nom commun de *Vogtei*. Cet emploi, indéniablement, est conforme à la langue du temps ; de la même façon on parlait dans la France capétienne à la fois d'avoueries sur les églises et de l'avouerie, c'est-à-dire la protection, étendue par le roi ou par quelques hauts barons sur des individus qui, de naissance, ne dépendaient pas d'eux ; mais il y a lieu de se demander si, à emprunter ainsi au vocabulaire toujours très flou dont usait le droit médiéval ses termes les plus équivoques, on ne risque pas d'introduire dans le tableau d'institutions déjà fort complexes une source nouvelle de confusions¹. Vinrent au XIII^e siècle — je résume toujours la théorie de M. Gasser — de profondes modifications dans l'économie. L'impôt en argent passa au premier plan ; avec lui, désormais, l'autorité sur les paysans, matière imposable par excellence. On attribue alors une assez faible importance à la haute justice ; la preuve en est que, lorsque le droit de l'exercer est vendu, il l'est régulièrement à fort bas prix.

1. Sur le mot d'avouerie et les confusions auxquelles il peut prêter, voir déjà *Revue historique*, t. CLVIII (1928), p. 131 et suiv., à propos d'un ouvrage de M. Ad. Waas.

Autant dire que les prérogatives comtales avaient perdu toute valeur pratique. Plus tard seulement, au xv^e siècle, lors de la véritable consolidation des territoires, les nouveaux souverains ou leur entourage éprouvèrent le besoin de donner à leur pouvoir de fait la consécration d'une théorie juridique; de cette construction doctrinale, la notion de « comté » fournit l'élément essentiel. Telle est, dans ses lignes principales — autant du moins que je puis voir — la thèse de M. Gasser. Sous la forme absolue où il l'a présentée, elle soulève de très nombreuses objections. Quelques aspects essentiels de l'évolution ont été passés sous silence : tel l'accaparement de la haute justice, primitivement réservée au comte, par les officiers chargés à l'origine des seules « causes mineures », centeniers, voyers, écoutètes. Mis en lumière dans diverses régions par plusieurs travaux — ceux de M. Lot pour la France de l'Ouest, de M. Ch-Edmond Perrin pour la Lorraine, de M. F.-L. Ganshof pour la Flandre, de M. Hirsch lui-même pour l'Allemagne du Sud¹ — ce phénomène semble bien un des traits fondamentaux du développement post-carolingien, un de ceux dont l'intelligence est la plus nécessaire à l'histoire des justices. Que du comté franc au comté de la fin du Moyen Age — cette « création du xv^e siècle » (p. 144) — il n'y ait à peu près aucun lien, on ne l'admettra pas sans doute beaucoup plus aisément qu'on ne souscrira à cette autre proposition, démentie par tant de procès dont partout le droit de condamner à mort fut l'enjeu : jusqu'au xv^e siècle « il fut autant dire sans importance qu'une seigneurie possédât ou non la justice du sang » (p. 174). Mais deux observations certainement demeurent, dont l'examen pourra être d'un intérêt capital : la notion de la haute justice n'a pas été une arme que les fondateurs de territoire ont puisée toute prête dans l'arsenal carolingien pour l'utiliser à leurs fins ; cette notion, en s'en servant, en la maniant, ils l'ont véritablement transformée ; — l'idée même d'un pouvoir utile sur les hommes et les choses n'est pas restée pareille à elle-même, à travers l'histoire ; selon les temps, selon les métamorphoses économiques surtout, son contenu a sensiblement varié.

Professé à l'Académie de droit international, le cours de M. Ludwig QUIDDE sur *l'Histoire de la paix publique en Allemagne au Moyen Age*² donne une analyse consciencieuse et utile du long effort tenté par la société allemande pour atteindre cette sécurité intérieure, perpétuel mirage des civilisations médiévales. Que l'histoire des institutions de paix ne puisse légitimement être séparée de celle de l'évolution générale du pays — sys-

1. F. LOT, *La « vicaria » et le « vicarius »*, dans *Nouvelle Revue historique de droit*, 1893 ; E. PERRIN, *Sur le sens du mot « centena »*, dans *Archivum latinianis medii aevi*, 1929-1930 ; F.-L. GANSHOF, *Recherches sur les tribunaux de châtellenie en Flandre*, 1932 (*Universiteit te Gent. Werken uitgegeven door de Faculteit der Wijsbegeerte en Leeren*, 66), p. 80 ; H. HIRSCH, *loc. cit.*, *passim*.

2. Paris, Hachette, 1929, in-8°, 150 p. (Académie de droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Extrait du *Recueil des cours*).

tème judiciaire, balance des pouvoirs politiques, droit des classes —, que, par conséquent, le livre, où il était impossible de traiter ces grands problèmes, voire de les effleurer, demeure, à beaucoup d'égards, incomplet, l'auteur sans doute serait le premier à en convenir.

La constitution de l'Autriche en duché par Frédéric Barberousse au mois de septembre 1156 ; l'investiture du nouveau grand fief accordée non seulement au duc lui-même, Henri de Babenberg, mais, en même temps qu'à lui, à sa femme, la Byzantine Théodora ; la reconnaissance, enfin, du caractère héréditaire de la dignité ducale ainsi créée : autant de faits qui ne sauraient souffrir le moindre doute. Mais, à cette occasion, un privilège écrit fut-il octroyé, et quel privilège ? Ici commencent les difficultés. Non que les archives ducales soient muettes. Elles ne sont, bien au contraire, que trop riches. A dire vrai, des deux diplômes de même date, mais de texte dissemblable, qu'elles offrent à notre curiosité, le plus long et le plus favorable aux pouvoirs territoriaux du duc — *privilegium majus* — est un faux patent, fabriqué en 1358 ou 1359 par la chancellerie de Rodolphe IV. Là-dessus encore, point d'hésitation. Au plus court des deux documents cependant — qui est aussi le plus ancien, puisqu'il fut confirmé dès 1245 par Frédéric II — au *privilegium minus* en un mot, quelle valeur attribuer ? Le problème est d'importance. Tenons-nous, en effet, comme on le fait généralement, la pièce pour authentique ? Nous aurons en elle un des premiers témoignages que l'histoire fournisse sur les origines de la puissance territoriale : presque un acte de naissance. Aussi bien personne, semble-t-il, ne l'a jamais soupçonnée d'être tout à fait fausse ; mais on a cru y déceler de graves interpolations. En sorte qu'avant le *privilegium minus* il faudrait encore faire place à un *privilegium minimum*, le seul véritablement pur, mais dont la teneur ne saurait être reconstituée qu'en nettoyant le *minus* des éléments ajoutés après coup. Ainsi s'efforcèrent de procéder Wilhelm Erben, en 1902, Harold Steinacker, en 1929. Le baron Otto de DUNGERN a repris aujourd'hui leur idée, mais avec des arguments tout neufs et sous une forme également nouvelle¹. Des deux paragraphes rejetés par ses prédécesseurs, il conserve comme appartenant à la première rédaction celui qui reconnaît au duc et à la duchesse, au cas où ils mourraient sans enfants, la faculté de désigner leur successeur. Si, tout comme eux, il taxe de faux l'exemption, sous certaines réserves, du service de cour et du service d'ost, il frappe du même ostracisme la disposition, jusque-là tenue pour inattaquable et entre toutes capitale, qui dans le duché fait dépendre de l'autorisation du duc tout exercice du droit de justice. La discussion est remarquablement claire et vivante. Point d'arguments stylistiques. Et lorsqu'il s'agit de prouver que le texte confirmé en 1245 ne saurait être considéré comme primitif, point d'arguments de fond non plus : de l'in vraisemblance prétendue de telle ou telle règle, conclure

1. *Wie Baiern das Oesterreich verlor : Geschichte einer staatsrechtlichen Fälschung*. Graz, Leuschner et Lubensky, 1930, in-8°, 113 p.

que l'acte qui en renferme l'expression est un faux, ne serait-ce pas, en effet, postuler ce qui doit être démontré? Les textes les plus insoupçonnables sont parfois les plus surprenants. Tout repose donc sur l'étude des caractères extérieurs, notamment de la liste des témoins. Chemin faisant, et malgré une certaine hantise de ce mot trop retentissant : « ministérialité », beaucoup de vues d'un réel intérêt historique. Tel, sur l'importance des diètes au temps de Barberousse, un brillant développement ; dans cette monarchie dépourvue d'agents locaux, de pareilles assemblées offraient au souverain le seul moyen dont il pût disposer pour conserver le contact avec les principaux de ses sujets et se tenir au courant des événements. Mais la thèse elle-même? Pour en peser la valeur, il faudrait un long article. Elle n'est pas sans m'inspirer quelques inquiétudes. En ce 17 septembre 1156, outre notre privilège, un autre diplôme fut expédié par la chancellerie royale. Les deux listes de témoins se ressemblent et pourtant ne se recouvrent point. A expliquer ces divergences, où il voit la preuve même de l'inauthenticité du *privilegium minus* sous sa forme actuelle, M. von Dungern dépense tous les trésors d'une admirable ingéniosité, aidée d'une connaissance approfondie du baronnat allemand ; ne pourrait-on cependant en rendre compte beaucoup plus simplement en supposant que les deux textes ont été mis au net par deux notaires différents ; en période de diète, tout le personnel de la chancellerie devait être sur le pont. Le diplôme qui fut rendu, le 10 juillet 1166, en faveur de l'évêque-duc de Wurtzbourg contient, au sujet de la justice, des prescriptions, différentes certes de celles que, dans le privilège autrichien, M. von Dungern refuse d'accepter, si analogues à ces dernières, cependant qu'elles paraissent les rendre beaucoup moins étonnantes qu'on ne s'est parfois plu à le croire. Enfin, doit-on supposer que Frédéric II et sa chancellerie aient pu se tromper sur l'authenticité du diplôme qu'en 1245 le duc d'Autriche leur demanda de confirmer? Je suis bien d'accord avec M. Dungern pour répondre : non. Mais M. von Dungern estime que, décidé pour des raisons de haute politique à accorder au Babenberg les avantages souhaités, l'Empereur, « en son ironique scepticisme », accepta de sanctionner comme véridique un acte qu'il savait forgé. Est-ce bien vraisemblable¹?

Lorsque se créèrent les territoires, il arriva qu'à l'intérieur de la région sur laquelle le prince cherchait à asseoir sa domination, débarrassée de toute rivalité locale, subsistèrent cependant assez longtemps des fiefs tenus de quelque pouvoir étranger : en Autriche, les margraves de Brandebourg

1. Incidemment, M. von Dungern (p. 110) note, comme une des grosses lacunes de l'équipement scientifique, l'absence — et pour longtemps sans doute — de tout recueil complet, voire de tout catalogue satisfaisant, des diplômes de Frédéric II. La rançon de publications aussi scrupuleuses que celles des *Monumenta* est la lenteur de leur marche. Disons mieux : leurs méthodes sont faites pour les époques anciennes, pour des chancelleries médiocrement fécondes ou victimes de beaucoup de pertes. Le même problème se pose en France, avec une acuité égale : à quand les actes de saint Louis, ou de Philippe le Bel?

avaient ainsi des vassaux jusqu'aux alentours de Vienne. A ces enclaves féodales, les juristes du XVIII^e siècle imaginèrent de donner le nom de *feuda extra curtem*, abusivement emprunté aux vieux recueils lombards, où il avait une signification toute différente; on se demande pourquoi, dans une étude récente¹, M. Otto Praussnitz, qui avait à sa disposition le terme commode d'*Aussenlehen*, a cru devoir reprendre à son compte le contresens tardif des feudistes. Les droits du seigneur de fief remontaient à une coutume antique et bien définie. Ceux du « seigneur du pays » (*Landherr*), résultats d'une évolution en voie d'accomplissement, se fondaient sur le fait beaucoup plutôt que sur des conceptions juridiques officiellement reconnues. Entre eux, un conflit devait nécessairement se produire et, presque aussi nécessairement, aboutir à la victoire de l'institution la plus jeune. En Autriche, on voit la maison de Habsbourg étendre peu à peu sur les « fiefs extérieurs » sa justice, les soumettre à l'impôt et aux charges militaires et finalement leur imposer sa suprématie religieuse. A ce dernier point de vue, d'ailleurs, l'évolution de l'Allemagne entière est significative à souhait. Le recez d'Augsbourg de 1555 défendait, en matière de religion, toute contrainte sur les « sujets d'autrui ». Mais les habitants d'un fief formant corps étranger à l'intérieur d'un territoire étaient-ils les « sujets » du prince tout proche ou ceux du seigneur féodal lointain? Les maîtres des fiefs défendaient naturellement la seconde interprétation. En 1648, la paix d'Osnabrück, expressément, leur donna tort. Dans ce phénomène d'absorption, l'historien, préoccupé de retracer et de comprendre la genèse des territoires, reconnaîtra un épisode instructif — et qui, accessoirement, ouvre sur l'histoire de l'Alsace quelques vues intéressantes (cf. p. 62, n. 1) —, moins révélateur cependant, moins fertile en horizons nouveaux que M. Praussnitz ne semble l'imaginer. Le sujet méritait certainement une étude; mais celle-ci eût pu sans inconvénient tendre à plus de concision. Les observations d'histoire comparée que l'auteur a tentées partent d'un souci en soi très louable; par malheur elles n'attestent une connaissance très poussée ni des institutions anglaises — car c'est un étrange paradoxe que de traiter de serment vassalique le serment de fidélité qu'en vertu de tout autres conceptions Guillaume le Conquérant se fit prêter non seulement par ses tenants en chefs, mais par leurs vassaux — ni des conditions propres à la France. Nous n'avons pas eu de « territoires » au sens strict du mot. Mais nul doute qu'à l'intérieur de nos « principautés féodales » il ne se soit trouvé aussi des fiefs étrangers. Leur existence et leur élimination ne purent que poser des problèmes assez analogues à ceux que l'Allemagne a connus. Appliquée notamment à l'État bourguignon, la recherche donnerait, selon toute apparence, des résultats intéressants. Ce

1. *Feuda extra curtem. Mit besonderer Berücksichtigung der Brandenburgischen Lehen in Oesterreich*. Weimar, Böhlau, 1929, in-8°, xiv-198 p., 2 cartes; prix : 12 mk. (*Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches*, Bd. VI, H. 3).

n'est pas la faute de M. Praussnitz si la littérature ne lui a rien fourni là-dessus qui pût le guider.

Parmi les princes régnants du « second » Empire allemand, jusqu'en 1914 les princes Reuss se distinguaient par quelques particularités curieuses. La plus frappante, au regard du public, était sans doute leur fidélité, de génération en génération, au même prénom : Henri. Une autre originalité attirait l'attention des historiens : leur maison, seule entre toutes les dynasties du Reich, était d'origine ministériale. Attestée dès le début du XII^e siècle, cette famille de « sergents » (osons employer l'équivalent français) trouva dans la gestion, au titre de *Vogt*, de divers biens d'Empire, le germe de sa puissance territoriale. Elle se divisa au Moyen Age en trois branches : Weida, Gera, Plauen enfin, où apparaît pour la première fois, en 1289, dans une pièce authentique, ce mystérieux surnom de Reuss. Les actes diplomatiques des trois lignées, jusqu'au milieu du XV^e siècle, viennent d'être étudiés par M. Willy FLACH¹. Ce travail, d'autant plus méritoire que les sources étaient très dispersées, fort solide au surplus et bien conduit, intéresse naturellement avant tout l'histoire locale. Mais on y recueillera quelques renseignements de portée plus vaste. Rien ne caractérise mieux l'administration encore rudimentaire de ces petites dynasties que le régime de leurs chancelleries : les mêmes personnages, cumulant les fonctions de chapelains, de notaires et de conseillers intimes, décidaient de la teneur des actes, en établissaient la forme et finalement, de leur plume, les mettaient au net.

A l'intelligence des transformations de tout ordre — politiques, sociales, économiques — qui marquèrent la seconde moitié du Moyen Age, peu d'études importent autant que de bonnes recherches sur le fonctionnarisme : les représentants de l'État désormais tenus pour révocables et dûment spécialisés, la pratique du salariat, l'avènement d'une véritable classe de bourgeoisie ou de noblesse d'offices, est-il beaucoup de faits plus graves que ceux-là ? Le très minutieux travail de M. Hans FALK sur l'administration, par les archevêques de Mayence, de leurs territoires de la Hesse et du Eichsfeld² manque malheureusement trop souvent à distinguer, dans la masse des détails, les traits véritablement significatifs. Cependant, à condition d'user de beaucoup de patience et de rapprocher les renseignements que l'exposé ne donne qu'en ordre dispersé, on pourra en tirer un tableau assez précis et non dépourvu d'intérêt. Vers 1120 les archevêques, divisant le vieil office de la vidamie, créent toute une série de vidames régionaux : premier pas vers un gouvernement mieux en main. Mais ces dignités étaient encore des fiefs héréditaires. A la fin du XIII^e siècle, second stade : les vidames sont

1. *Die Urkunden der Vögte von Weida, Gera und Plauen bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts*, Greiz, Vereinsbuchdruckerei, 1930, in-8°, xv-275 p.

2. *Die Mainzer Behördenorganisation in Hessen und auf dem Eichsfelde bis zum Ende des 14. Jahrhunderts*, Marbourg, Elwert, 1930, in-8°, xii-109 p, une carte ; prix : 8 mk. (*Marburger Studien zur älteren deutschen Geschichte*, hgg. von Edmund E. STENGEL, Reihe 1, Heft 2).

alors, en pratique, remplacés par d'authentiques fonctionnaires. Toutefois, les besoins d'argent étaient si urgents que bien souvent il fallut procéder à de nouvelles aliénations des pouvoirs administratifs, mais sous une forme différente des inféodations d'autrefois et moins dangereuse, parce qu'elle était, en principe, moins durable : ce fut « l'engagement » des fonctions et revenus. Les listes du personnel dressées par M. Falk montrent qu'il se recrutait surtout dans la petite noblesse.

Aujourd'hui que le Vorarlberg a retrouvé, au sein de la république fédérale d'Autriche, son Parlement régional, il est naturel que, désireux de chercher dans le passé la légitimation de ce renouveau, ses historiens se tournent vers le temps où les possessions habsbourgeoises de ce canton alpestre possédaient déjà, sous forme d'« États », leur représentation propre. L'amour des antiquités nationales inspire le livre de M. Anton BRUNNER¹ : lorsqu'il nous parle de la « situation de grande puissance » conquise par les États, de la « lutte de géants » qui, sur ce petit coin de terre, mit aux prises, au XVII^e siècle, « Pays d'En Haut » et « Pays d'En Bas », sachons accueillir avec une souriante sympathie ces expressions un peu exagérées d'un touchant orgueil. D'autant que précis et solide, volontairement sobre de grandes théories, l'ouvrage apporte à l'étude des institutions et de la société européennes une contribution qu'on aurait tort de négliger. L'évolution des États du Vorarlberg rappelle, bien entendu, par beaucoup de traits, celle de la plupart des assemblées analogues. Le prince commença, au XV^e siècle, par convoquer les députés du pays à des réunions plus amples, qui se tenaient à Méran, à Innsbrück, à Linz. Mais ces voyages coûtaient gros ; les communautés souvent s'abstenaient d'y déléguer. Il fallut se résoudre à des sessions limitées au Vorarlberg même ; la première eut lieu en 1541. Leur raison d'être, cela va de soi, était, pour le souverain, le vote des subsides et des levées de troupes. Les États mettaient à profit ces exigences pour chercher à obtenir, par le marchandage habituel, le contrôle de la perception de l'impôt et de son emploi, ainsi que la reconnaissance des libertés régionales. Il leur arriva de prendre eux-mêmes l'initiative des convocations. Mais, à l'époque de la guerre de Trente ans, les querelles qui les divisaient, les vices de leur administration financière, la consolidation du pouvoir territorial amenèrent une décadence, qui, du reste, devait être, dans le Vorarlberg, plus lente et moins complète qu'ailleurs. A côté de ces caractères communs à presque tous les « États » de l'Allemagne, voire de l'Europe, quelques originalités se marquent, qui sont des plus significatives. Dans les assemblées du Vorarlberg n'apparaît aucun des ordres que nous appellerions privilégiés. Sans clergé, sans noblesse (les rares dynasties qui subsistaient là-bas jouissaient de l'immédia-

1. *Die Vorarlberger Landstände von ihren Anfängen bis zum Beginn des 18. Jahrhunderts.* Innsbruck, Wagner, 1929, in-8°, xv-159 p., 2 cartes (*Forschungen zur Geschichte Vorarlbergs und Liechtensteins*, hgg. von der historischen Kommission für Vorarlberg und Liechtenstein, Bd. 3).

teté d'Empire), ils groupent avec les élus des villes ceux des circonscriptions judiciaires de la campagne (*Gerichte*). Car, dans ces vallées montagnardes, tout comme dans la Suisse voisine, les paysans étaient demeurés assez libres de l'emprise seigneuriale. A quelques exceptions près toutefois : deux *Gerichte* sont qualifiés de serviles (*leibeigenen*) ; ils ont des juges choisis par le prince et ne députent qu'exceptionnellement aux États. On eût aimé quelques renseignements sur la structure de cette société rurale, qui, pour se gouverner en partie elle-même, n'avait certainement rien d'une démocratie. Je crois comprendre que seuls les propriétaires étaient électeurs. Par ailleurs, une observation, jetée en passant, éclaire la vie des classes : les chefs élus des *Gerichte*, qui d'ordinaire les représentaient aussi aux États, étaient le plus souvent pris moins parmi les simples cultivateurs que dans les rangs des artisans ou des aubergistes. Mais beaucoup de nos curiosités demeurent insatisfaites. Cette absence de tout intérêt pour le substrat social est le seul défaut grave de cette bonne étude d'institutions, comme de beaucoup d'autres.

Marc BLOCH.

(Sera continué.)

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Joseph DÉCHELETTE. **Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine**. T. V : *Archéologie gallo-romaine*, par Albert GRENIER. Première partie : *Généralités, travaux militaires*. Paris, Alphonse Picard, 1931. In-8°, v-619 pages, avec une pl., une carte hors texte et 232 figures. Prix : 75 fr.

Ce Manuel, qu'une mort glorieuse vint si brusquement interrompre, a été continué par M. A. Grenier, qui, pieusement, a voulu que le nom du regretté J. Déchelette continuât à figurer en tête de l'ouvrage. Cependant, le présent volume est entièrement son œuvre, les documents laissés par Déchelette se réduisant seulement à quelques dessins. Au cours de ces 600 pages, dont aucune n'est à négliger, M. Grenier ne s'est pas montré seulement un parfait archéologue, mais encore un historien averti. Dès le début de son livre, il a tenu à préciser les rapports de l'archéologie et de l'histoire. Alors que celle-ci, telle surtout que nous l'a transmise l'antiquité, s'attache essentiellement au récit des grandes crises collectives qui, « en quelques semaines, fixent pour un temps plus ou moins long les conditions générales de l'activité d'un peuple », celle-là a pour objet « la vie journalière de la masse anonyme qui échappe à l'histoire. L'archéologue recueille, pour les analyser et les classer, les produits du travail humain depuis les plus humbles jusqu'aux ruines de l'architecture. Ce qu'il y cherche, ce sont les idées ou les besoins qui en ont déterminé la création, c'est la technique qui les a façonnés, ce sont les efforts successifs qui en ont déterminé l'évolution. L'archéologie tend, elle aussi, à formuler des lois, mais tandis que l'histoire, par l'abstraction, vise aux idées générales, l'archéologie ne peut se détacher des réalités concrètes qui forment son objet propre » (p. 106-107). Si, dans l'histoire, l'archéologie trouve le plus sûr des guides, elle est pour celle-là un auxiliaire précieux. Derrière les objets qu'elle classe et étudie, elle cherche les hommes qui les ont fabriqués. Ces restaurations des grands monuments publics, ces trésors de monnaies enfouis dans la terre et abandonnés par leurs possesseurs à la fin du règne d'Antonin et pendant celui de Marc-Aurèle gardent le souvenir d'une ère de calamités, de contagions et de guerres, à une époque que l'on est tenté de considérer comme celle de l'apogée de l'histoire des Gaules. La légende de la paix romaine, créée par l'histoire, n'est pas toujours confirmée par les découvertes de l'archéologie. Ces faits politiques ne suffisent point à expliquer à eux seuls les raisons de la prospérité ou de la pauvreté d'un pays. La structure du sol et les productions naturelles jouent un rôle dont l'importance est considérable et qu'un archéologue ne saurait négliger. Les pages que l'auteur consacre à l'étude de ces facteurs naturels, forêts, marécages, cours d'eau et lignes de rivages, sont un exemple de saine critique ; ils devront servir de base à toute nouvelle tentative de géographie humaine relative à la Gaule romaine. Mettant en action ses principes, M. Grenier nous donne une excellente définition de la cité gallo-romaine,

où se concentre la vie particulière du pays, bien plus qu'à l'intérieur des provinces, création d'Auguste, remaniée au Bas-Empire. « La cité gallo-romaine exprime une réalité non seulement historique et géographique, mais géographique et économique ; elle est la réunion des terres diverses qui ont besoin les unes des autres, parce qu'elles se complètent naturellement et que l'ensemble assure la vie du groupe qui les a occupées. La cité se trouve constituée le plus souvent le long d'une grande voie de communication naturelle, route ou cours d'eau, dont ses diverses parties tirent également profit » (p. 144). Dans l'établissement des limites de la cité et de ses *pagi*, historiens et archéologues devront, comme les hommes qui les créèrent, tenir compte des conditions naturelles du pays.

Cette même méthode est appliquée avec autant de bonheur dans la seconde partie du volume à l'étude des établissements militaires, travaux d'investissement, forteresses et villes fortes du Haut et du Bas-Empire. Les excellentes descriptions, accompagnées de plans, de vues de monuments et de notices bibliographiques que donne l'auteur, constituent un précieux répertoire de l'archéologie militaire des Gaules. De cette documentation précise, il tire les plus heureuses conclusions pour l'histoire de l'occupation romaine. Rares sont les villes entourées d'une enceinte sous le Haut-Empire et ces remparts sont plus vastes et moins massifs que ceux qui, à partir de 275, vont concourir à la défense du territoire. Ces forteresses, ces murailles solides, tout en témoignant de l'insécurité du moment, montrent également, comme M. Grenier l'a très bien mis en lumière, l'intense vitalité du pays en réaction contre les désastres accumulés par les premières invasions. L'action de ces constructions, élevées par la masse anonyme des cités, par les campagnards ou les grands propriétaires soucieux de se créer des refuges, a été durable. Elles ont imposé leurs formes non seulement au IV^e siècle, mais à tout le Moyen Age, et conditionné la vie urbaine jusqu'aux temps modernes, qui n'ont fini par en éliminer les restes que tout récemment (p. 587).

Ce nouveau volume est en tous points digne de ceux qui l'ont précédé. Pendant longtemps, il sera le guide auquel devront se reporter tous ceux qu'intéressent nos antiquités nationales.

Raymond LANTIER.

Georges RADET. *Alexandre le Grand*. Paris, L'« Artisan du livre », 1931.
447 pages. Prix : 40 fr.

Dans cet excellent ouvrage, M. Radet s'est proposé, non pas de dresser le tableau détaillé de la vie et de l'œuvre d'Alexandre, mais de dégager les traits essentiels de la prestigieuse épopée qui s'ouvre par le débarquement du jeune prince en Asie Mineure. C'est bien d'une épopée, en effet, qu'il s'agit ici : la carrière d'Alexandre est vraiment une *Iliade* vécue. Et c'est aussi la transformation, l'élargissement magnifique de la conception qui avait primitivement inspiré l'expédition d'Asie : le fondateur de la puissance macédonienne avait songé tout au plus à dominer la Grèce et les contrées annexes ; Alexandre, lui, rêvait de subjuguer l'immense empire oriental et de succéder aux Achéménides ; à son ambition dévorante, les aspirations du vieux nationalisme macédonien ne suffisaient plus. Ce dessein de conquête universelle ne s'est pas formé, d'ailleurs, au cours même de l'expédition : il

existait dès l'origine ; il avait surgi, tout constitué, du caractère exceptionnel, de l'orgueil effréné du fils de Philippe.

De cet incomparable génie d'Alexandre, qui domine et dirige toute l'épopée, M. Radet analyse avec une finesse singulière les traits fondamentaux. Dans la personnalité si complexe du disciple d'Aristote viennent confluer les deux principaux courants entre lesquels s'est partagée la vie spirituelle du monde grec : le courant « apollinien », fait de réflexion, de prévoyance organisatrice, de raison souveraine, et le courant « dionysiaque », tout débordant de sensibilité, de frénésie et de mysticisme. De son père, Alexandre tenait les qualités éminentes qui distinguent le conducteur de peuples : volonté patiente et souple, netteté et vigueur de l'intelligence, aptitude aux décisions promptes et aux desseins suivis ; de sa mère Olympias, il avait hérité une imagination de visionnaire, la passion de l'inconnu, de la chimère et du surnaturel.

Ses gigantesques projets ne devaient pas se révéler dès le début de l'expédition : durant les premiers mois de la guerre en Asie Mineure, sous l'aspect héroïque des opérations, s'accomplit une besogne foncièrement pratique de libération et de renaissance hellénique. Mais déjà en Phrygie, comme l'atteste l'épisode du nœud gordien, se manifeste le désir de conquête orientale dont l'âme d'Alexandre est emplie : c'est une « étape de transition » que marque le célèbre épisode. Le rêve impérial s'affirme plus vigoureusement encore dans les négociations qui s'engagent entre Darius et le Macédonien après la bataille d'Issus. M. Radet analyse avec une admirable précision les propositions successives de l'Achéménide, qui, en dépit de multiples concessions, ne réussit pas à faire fléchir les hautaines prétentions de l'Argéade. C'est qu'aussi le vainqueur d'Issus, le conquérant de l'Asie Mineure, de la Syrie et de l'Égypte, est de plus en plus profondément persuadé de sa divine origine et de son droit à fonder sur « la victoire indéfinie » sa domination universelle : l'épisode du sanctuaire d'Ammon illustre avec éclat et, du même coup, fortifie les ambitions illimitées du fils d'Olympias. Bientôt, à Babylone, cette idée d'un empire unique s'imposera d'une façon décisive à son âme ardente.

Mais, pour réaliser l'immense projet, il faut mettre la main sur les trois capitales des Achéménides : Suse, le centre du gouvernement impérial ; Persépolis, où rayonne la splendeur de la puissance perse ; Pasargades, la cité sainte, où repose le fondateur de la dynastie. En quelques mois, ces villes sont emportées par Alexandre, qui subit toujours davantage l'influence du milieu oriental et tend à se substituer à l'Achéménide vaincu. Il accorde, d'ailleurs, d'éclatantes satisfactions aux appétits et aux rancunes de son armée : les richesses des trois cités sont copieusement pillées, et le cômós de Persépolis, véritable « épiphanie dionysiaque », que M. Radet décrit de main de maître, vient tout ensemble apaiser le patriotisme exaspéré des Hellènes et signifier aux Barbares l'effondrement définitif de la domination perse. Enfin, la fuite et la mort de Darius invitent le vainqueur à agir ouvertement en héritier du Grand Roi : d'où l'opposition, parfois très vive, d'une partie de son entourage macédonien, restée fidèle aux conceptions de Philippe. Le supplice de Philotas, l'égorgement de Parménion, le meurtre de Clitos, la mort violente de Callisthènes illustrent tragiquement cet âpre conflit.

C'est aussi l'aspiration à la suprématie universelle qui, jointe à l'ardente curiosité géographique du disciple d'Aristote, conduit ce dernier vers les régions mystérieuses de l'Inde ; mais, après un très heureux début, l'effroyable épuisement de

l'armée mettra un terme à l'expédition. Cet échec, du reste, ne décourage pas l'insatiable activité d'Alexandre : sa soif de domination et son immense curiosité géographique s'étendent aux océans comme aux continents, et le périple de Néarque est la brillante et féconde *Odyssée* qui complète l'étonnante *Iliade* écrite à la pointe du glaive par le fils de Philippe et d'Olympias. Son rêve d'empire mondial, ses projets d'étroite fusion entre la Grèce et l'Orient y puisent une nouvelle ardeur, dont témoignent les somptueuses fêtes nuptiales de Suse et les multiples faveurs décernées aux Iraniens, en dépit d'une opposition fort tenace qui va jusqu'à la sédition. La vieille Hellade elle-même finit par reconnaître la divinité d'Alexandre, dont Babylone sera la cité sainte et la nouvelle capitale. C'est là qu'il reçoit les hommages non seulement du monde grec, mais de l'Occident : Carthage et, peut-être, Rome envoient des ambassades au maître de l'Asie. Mais les vastes régions qu'il a conquises ne lui suffisent déjà plus : soumettre l'Arabie, explorer la mer Rouge, organiser la circumnavigation de l'Afrique, peut-être même subjuguier l'empire punique, la Numidie et l'Espagne, tels sont les suprêmes desseins conçus par l'héritier des Achéménides.

Quel fut le sort de l'œuvre du héros si promptement englouti dans la mort? Son empire, il est vrai, devait se disloquer; mais son rêve de domination universelle ne périt pas : Rome saura le recueillir et en assurer le triomphe; mieux qu'aucun de ses rivaux, le sceptique César incarnera l'ambition sans limites du pieux successeur de Philippe. Alexandre restera l'idéal de plus d'un empereur romain, et ses exploits, s'ils ont pu irriter certains philosophes et hommes d'État, continueront durant des siècles à charmer et à inspirer les poètes et les artistes. Parmi tous les fondateurs d'empires, c'est celui en qui s'unirent au plus haut degré le rêve et l'action et qui, suivant le mot de Goethe, réussit ou chercha à « ceindre la couronne totale de l'humanité ». De cet être d'exception, M. Radet a su merveilleusement faire revivre la rayonnante physionomie et, sans rien dissimuler de ses tares et de ses crimes, glorifier la prodigieuse et impérissable grandeur : il s'est ainsi créé un nouveau titre, après tant d'autres, à la gratitude et au respect des historiens et des lettrés¹.

Paul CLOCHÉ.

J. G. O'NEILL. *Ancient Corinth. Part I : From the earliest times to 404 B. C.* Baltimore, The Johns Hopkins Press; Londres, H. Milford; Oxford University Press, 1930. In-8°, ix-270 pages, 10 pl. Prix : \$ 5.

Le sujet traité dans l'utile et consciencieux ouvrage de M. O'Neill a été en partie renouvelé par les fouilles de l'École américaine d'Athènes. L'auteur étudie d'abord

1. Nous nous permettons de présenter ici deux brèves remarques de détail. Peut-on situer sans hésitation en 388 le discours olympique de Lysias (p. 20)? Telle est bien, il est vrai, la date donnée par Diodore (XIV, 105); mais Grote a formulé contre cette chronologie de sérieuses objections, et il croit devoir préférer la date de 384 (voir son *Histoire de la Grèce*, trad. Sadous, XIV, p. 220-222); certains critiques ont jugé cette hypothèse acceptable (cf. Lysias, *Discours*, II, texte établi et traduit par L. Gernet et M. Bizos, p. 201). — Est-ce bien en 345 que l'armée d'Ochos a reconquis l'Égypte (p. 108)? N'est-ce pas plutôt en 342/1, comme nous avons essayé de le montrer (cf. *La Grèce et l'Égypte de 405/4 à 342/1*, dans *Revue égyptologique*, I, p. 235-241, 253-257)?

la topographie de la Corinthie (golfs, isthme, *diolcos*, rempart, ports, etc.), la ville de Corinthe et sa citadelle ; il décrit, notamment, avec une grande précision les fontaines de Peirène et de Glaukè et le temple d'Apollon ; il souligne les avantages économiques et militaires de la situation de Corinthe (chap. I et II). Puis, tirant bon parti des fouilles de Korakou, il montre, contrairement à l'opinion de Leaf, que Corinthe existait dès l'âge mycénien et bénéficiait déjà d'une notable activité commerciale (chap. III). Les deux chapitres suivants sont consacrés aux anciennes légendes, aux premiers contacts avec les Doriens, aux Bacchiades, aux cultes et aux mythes, dont les origines mycénienes et minyennes paraissent indiscutables, à la tyrannie des Cypselides et aux institutions : celles des temps achéens et de l'époque immédiatement postérieure sont peu connues ; l'oligarchie étroite et fermée des Bacchiades sera remplacée par un régime à la fois très autoritaire et relativement équitable, sous lequel on verra s'accomplir de brillants progrès dans tous les domaines ; enfin, Corinthe sera dirigée par une aristocratie de marchands, plus modérée que l'oligarchie des Bacchiades.

Le chapitre VI traite de l'essor colonial et met en lumière l'aspect dynastique et « impérialiste » de la fondation de différentes colonies ; puis il examine les premières relations de Corinthe avec Mégare, Sicyone, l'Eubée, Argos (l'auteur place au VIII^e siècle la domination de Phidon) et Lacédémone, à l'égard de laquelle les Corinthiens, tout en adhérant à la Ligue péloponnésienne, conserveront une indépendance appréciable. M. O'Neill retrace ensuite (chap. VII) l'histoire de Corinthe au VI^e siècle et durant la première moitié environ du siècle suivant ; il étudie ses rapports avec Égine, Samos et Athènes et montre dans les progrès maritimes et commerciaux de cette dernière cité la principale raison de l'inimitié grandissante que lui témoignèrent les Corinthiens. Le chapitre VIII, enfin, analyse les responsabilités de Corinthe dans les origines de la guerre du Péloponnèse (les travaux de Grundy, de Cornford et de Bonner sont judicieusement mis à profit) et son rôle au cours du conflit.

Certaines affirmations et conclusions de M. O'Neill appellent des réserves ou gagneraient à être plus fortement établies. C'est ainsi qu'il attribue sans hésiter à Périclès l'initiative de l'expédition athénienne de 459 en Égypte (p. 193) : il n'eût sans doute pas été inutile de rappeler et de discuter l'hypothèse de M. Hatzfeld, qui voit dans cette expédition l'œuvre du « parti militaire », dirigé par Cimon (*Histoire de la Grèce ancienne*, p. 166-168). — En concluant la trêve de 446/5, Athènes renonçait-elle aussi formellement que l'auteur semble le penser (p. 195) à ses desseins d'hégémonie grecque ? Si cette trêve faisait bénéficier Corinthe d'importants avantages, chassait-elle nécessairement du golfe corinthien le commerce attique (*ibid.*) ? — Selon M. O'Neill, les Corinthiens auraient vu de très bon œil la fondation de Thourioi, parce qu'il s'agissait d'une entreprise panhellénique, inspirée par des dispositions conciliantes (p. 195-196) : n'a-t-on pas le droit de supposer, au contraire, qu'ils ont redouté les effets d'une initiative capable d'étendre l'influence morale et diplomatique d'Athènes dans l'Occident grec ? — Enfin, c'est moins à l'action de Lysandre qu'à la forte situation de Corinthe en Sicile et à la désastreuse intervention des Athéniens dans cette région qu'est due, suivant l'auteur, l'issue de la guerre du Péloponnèse (p. 242). Une telle conclusion nous semble excessive : n'est-ce pas surtout, en effet, dans l'arrêt des travaux miniers du Laurion, dans l'épuisement financier et les déchirements politiques d'Athènes, dans les insignes

capacités militaires et diplomatiques du vainqueur d'Aigos-Potamos et les envois d'abondants subsides perses à Lacédémone qu'il faut chercher les raisons de la catastrophe athénienne¹?

Paul CLOCHÉ.

H. BERVE. *Griechische Geschichte. I : Von den Anfängen bis Perikles*. Freiburg-en-Brigau, Herder et C^{ie}, 1931. In-8°, vii-308 pages, 9 planches hors texte.

M. Berve s'est proposé de publier une histoire générale de la Grèce, dont le premier volume s'étend des origines à l'époque de Périclès. Une brève et claire introduction décrit les traits essentiels du relief, du climat et de la mer helléniques ; le corps de l'ouvrage comprend cinq parties, où sont respectivement étudiés les temps précédant l'invasion dorienne, la formation de l'hellénisme, l'âge archaïque, la période des guerres médiques et la pentekontaëtie. L'exposé est, en général, d'une lecture aisée, et on y relève nombre d'aperçus ingénieux et pénétrants. L'auteur fait ainsi observer, en examinant les résultats des guerres de Messénie, que Lacédémone est la seule cité de la Grèce qui ait établi une domination continue sur deux régions séparées par la nature (p. 173) ; le caractère original des réformes soloniennes, si riches d'avenir, est mis en bonne lumière (p. 174-176) ; le rôle prépondérant joué par la *πλοῦς* dans la vie hellénique est très fortement marqué (p. 178-179) ; les raisons de la primauté d'Athènes au ^ve siècle et son aptitude singulière à s'assimiler les valeurs diverses de l'hellénisme sont clairement analysées (p. 292), etc.

Certaines conclusions et indications semblent d'ailleurs fort discutables ou d'une brièveté excessive. Sur les origines et le caractère de l'éphorat, par exemple, sur la condition des hilotes (en particulier, sur l'institution de la cryptie), l'exposé est bien sommaire et d'une insuffisante précision (p. 74-75). — Il n'est nullement assuré qu'une loi solonienne, comme paraît le supposer l'auteur (p. 171), ait assigné une étendue maxima à la propriété foncière (voir sur ce point l'argumentation décisive de M. Glotz, *La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*, p. 329-330). — M. Berve a raison, semble-t-il, d'admettre l'existence d'une Boulé des Quatre-Cents instituée par Solon (p. 173) : il n'eût pas été sans intérêt de rapprocher cette Boulé solonienne du « Conseil populaire » que possédait Chios au ^{vii}e siècle (cf. G. Glotz et R. Cohen, *Histoire grecque*, I, p. 438-439 ; G. Fougères, *Les premières civilisations*, 2^e édit., p. 342). — L'ordre des événements dont l'Attique fut le théâtre en 508/7 ne paraît pas avoir été précisément celui que l'auteur a adopté (p. 226-230) : c'est seulement une fois revenu d'exil, à notre avis, que Clisthènes exécuta son programme de réformes. — Sur les pouvoirs du Conseil des Cinq-Cents, sur les restrictions qui leur furent infligées (en particulier dans les domaines de la justice et de la diplomatie) probablement dès la fin du ^{vi}e siècle, les indications de M. Berve (p. 228) ne sont pas aussi détaillées et précises qu'on l'eût désiré. — Il

1. La bibliographie et l'index (p. 255-270) pourront rendre des services ; mais pourquoi l'auteur, qui signale les ouvrages vieilliss de Grote et de Curtius, a-t-il omis de mentionner certaines histoires générales récentes, comme celle de M. Hatzfeld (Paris, Payot, 1926) et les tomes I et II de *Peuples et civilisations* (Paris, Félix Alcan, 1926 et 1928) ? Il est permis également de regretter le silence gardé sur le savant article que J. Pâris a consacré au port de Léchaion (*Bulletin de correspondance hellénique*, 1915, p. 5-16).

n'est peut-être pas très légitime de soutenir (p. 230, 233) que les Alcéméonides se montrèrent médiocrement hostiles aux Perses (cf. notre étude sur *La politique des Alcéméonides de 507 à 482 av. J.-C.*, *R. É. A.*, 1928, p. 269-279).

La bibliographie est systématiquement réduite aux ouvrages généraux que l'auteur estime les plus importants. Il est assez surprenant qu'elle s'abstienne de citer des travaux tels que *La civilisation égéenne* de G. Glotz, *La formation du peuple grec* d'A. Jardé, la *Griechische Geschichte* de Beloch, les tomes I et II de *Peuples et civilisations*; on regrettera sans doute aussi qu'elle ne signale pas les trois fascicules déjà parus du t. II de la magistrale histoire grecque de Glotz et Cohen, le brillant et dense exposé de Ch. Picard sur la sculpture antique, la remarquable synthèse de Glotz sur le travail en Grèce, la claire et vivante histoire de la littérature grecque composée par A. et M. Croiset.

Paul CLOCHÉ.

Frederick York POWELL et Thomas Frederick TOUT. **Histoire d'Angleterre, des origines à nos jours.** Édition française par Édouard GUYOT, professeur à la Sorbonne. Paris, Payot, 1932. 1,294 pages, avec 25 croquis. Prix : 120 fr.

Cet ouvrage se recommande tout d'abord par deux noms très estimés à la fois comme professeurs et comme érudits. Sous sa forme actuelle et sans doute définitive, il est le résultat d'une longue évolution dont il n'est pas inutile de rappeler les étapes successives. Tout d'abord, ce fut un simple manuel. La maison Longmans, ayant entrepris d'éditer une série de précis pour les écoles de ce que nous appellerions l'enseignement secondaire, s'assura la collaboration de MM. Powell, professeur à l'Université d'Oxford (mort en 1904) et Tout, professeur à celle de Manchester (mort en 1929). Le manuel parut successivement en trois parties ou volumes pour les trois degrés de l'enseignement : primaire, moyen et supérieur. La partie médiévale fut traitée par Powell, Tout étant chargé des deux autres, de l'avènement d'Henri VIII (1509) à la mort de la reine Victoria, puis, dans une édition postérieure, jusqu'à celle d'Édouard VII (1910)¹. A l'usage des étudiants des collèges, Tout a refondu l'ouvrage, tout en lui laissant le caractère propre aux manuels scolaires, avec les dates chronologiques marquées en tête de chaque chapitre, des indications bibliographiques à la fin de chaque période, des cartes et des plans de batailles terrestres ou maritimes, des tableaux généalogiques et un index. Nouveau remaniement, par Tout, qui s'adresse cette fois plutôt au grand public²; c'est celui dont la maison Payot vient de donner une « édition » française. Le plan primitif n'a pas changé; les cadres sont restés les mêmes ou à peu près; mais, dans chacun, le récit a pris plus d'ampleur et contient des vues d'ensemble qui n'étaient pas tout à fait à leur place dans un manuel. Une comparaison minutieuse des deux dernières rédactions, celle de l'*Advanced history* et celle de la *History of England*, montre dans celle-ci des additions constantes, plus développées à mesure qu'on se

1. *An advanced history of Great Britain from the earliest times to the death of Edward VII* (j'ai sous les yeux le tirage de 1916).

2. *History of England*, by F. York Powell and F. T. Tout (j'ai sous les yeux l'édition de 1913).

rapproche davantage de l'époque moderne et surtout contemporaine. Je signalerai notamment, dans le chap. VII du livre X de la *History*, un rapide mais instructif tableau des institutions, de l'organisation ecclésiastique, de l'économie politique, des lettres, sciences et arts de la Grande-Bretagne à l'extrême fin du XIX^e siècle. Dans la rédaction définitive on a supprimé, à tort peut-être, les indications bibliographiques ; mais on a eu grand soin de maintenir l'Index (qui n'est d'ailleurs pas aussi complet qu'on peut le désirer) ; on l'a même fait précéder d'un glossaire des termes usuels qui ne sont pas expliqués dans le texte ; certains passages de la traduction auraient pu être améliorés si l'on avait pris soin de s'y reporter.

La traduction ou, pour reprendre les termes mêmes du titre, l'« édition française » suit le texte de très près, à cela près qu'on a cru devoir omettre certaines citations tirées d'anciennes poésies anglaises dont le public français n'aurait peut-être pas goûté la saveur. On a supprimé les tableaux généalogiques, pourtant si utiles, et l'Index, qui est vraiment indispensable. A-t-on estimé qu'en France le grand public, celui qui n'hésiterait pas à payer 120 fr. pour un volume de treize cents pages, est trop frivole pour trouver utile de recourir à un pareil instrument de travail ?

On a dit plus haut que le texte original s'arrête à l'année 1910 ; une note de la page 1268 (édition française) annonce que M. Guyot a continué le récit jusqu'en 1914 et qu'il a pris la peine, dont on lui sera reconnaissant, d'y ajouter un tableau chronologique des événements principaux survenus dans l'Empire britannique jusqu'aux élections générales de 1931, début d'une nouvelle période historique, si grosse d'incertitudes.

En ce qui concerne la traduction, elle est en général telle qu'on devait l'attendre d'un professeur de langue et de littérature anglaises à la Sorbonne : elle est élégante et limpide. Elle se lit avec un intérêt soutenu jusqu'à la fin. Cependant, il faut bien dire qu'elle aurait gagné à être revue de près par un historien de métier. Il aurait certainement contribué à faire mieux comprendre certains termes appartenant à la langue des institutions féodales ou spécifiquement anglaises, tels que relief, écuage, gage de bataille (traduit par « gageure de bataille », p. 130), *port reeve*, droits régaliens des comtés palatins, etc., dont l'équivalent en français est trop souvent imprécis ou inexact. On ne peut pas lire (p. 123) sans surprise qu'au temps du *Domesday book* l'Angleterre comprenait parmi ses habitants « 9,500 militaires¹ », ou encore (p. 288) qu'au temps du Bon Parlement, en 1376, les Communes avaient un *président* ; le personnage chargé alors² par les Communes d'aller devant le Parlement (le roi et les lords) pour porter leurs avis ou leurs doléances, était simplement un orateur (*speaker*). P. 121, on lit que le plus beau des morceaux épiques consacrés à Charlemagne, la *Mort de Roland*, « fut vraisemblablement composé en anglais par Turol³ ». N'est-il pas comique de traduire, p. 532, le titre du fameux pamphlet de John Knox contre Marie Stuart : *The first blast of the trumpet against the monstrous regiment of women*, par *Le coup de trompette contre le régiment monstrueux des femmes* ? Le régiment des femmes ! — Comment a-t-on pu laisser passer

1. Dans le texte anglais : « 9,500 military and Church tenants. »

2. Il s'appelait, comme chacun sait, Pierre de La Mare, dont Powell a fait simplement, p. 241, un « compagnon » (*follower*) du comte de March (édit. fr., p. 288).

3. Le texte porte, p. 89, que ce poème fut « composed in England ». Ici, on peut croire qu'il s'agit d'un simple *lapsus calami*.

(p. 49) : le « chapitre du monastère de l'abbaye de Winchester » et traduire constamment le mot *minster* par cathédrale?

Ce qui arrête le plus souvent le lecteur, c'est la forme que prennent dans la traduction les noms de personnes et de lieux. Là, trop souvent, le traducteur conserve la graphie du texte original, même pour les noms bien français, et l'on trouve Margareta ou Margaret, Mathilda ou Maud, Joan (pour Jeanne), Piers et Peter (pour Pierre). Ainsi le favori d'Édouard II, le Gascon Pierre de Gabaston, est affublé du prénom *Peter* ou *Piers*; Jean de Gand est partout transfiguré en Jean de *Gaunt*, graphie fréquente sans doute dans les textes anglais et que Powell emploie constamment, mais qu'il convient dans un livre français d'abandonner. Et pourquoi laisser imprimer dans le titre courant des pages 162-174 le nom de Jean *Sans Terres*, alors que tous les textes du Moyen Âge donnent à ce roi le surnom « sine terra »? Pourquoi, dans un livre français, maintenir le nom de Beket au lieu de Becket, qui est autorisé par la plupart des documents originaux. Un tel procédé conduit parfois à des effets assez comiques. Ainsi, p. 281, on lit qu'Édouard III « maria ses filles *Isabel* à *Ingelram* (Enguerrand) de Coucy, et *Mary* à Jean de Bretagne, tandis que *Joan* était fiancée à Pierre de Castille et *Margaret* à John Hastings¹ ». Page 271, on parle de la flotte assemblée à l'Écluse en 1340 « sous les ordres de Sir *Hugh Kiriell* le Breton, d'un Normand, Sir *Peters* Bahucet, et de Barbenoire, corsaire génois. Il n'est pas nécessaire de recourir à l'*Histoire de la marine française* par M. Charles de La Roncière (t. I, p. 444), pour identifier deux de ces personnages qui avaient nom Quiriet et Behuchet². Pourquoi ne pas traduire Guillaume de *Longsword* (p. 167) par *Longuépée*, que donnent les textes du Moyen Âge, et Osborn *Eightpenny* (p. 127) par Huit-Deniers? Pourquoi, enfin, changer des appellations auxquelles nous sommes habitués depuis longtemps? Par exemple partout, dans nos livres, on parle du naufrage de la *Blanche nef*; pourquoi traduire l'anglais *Whit ship* par *Vaisseau blanc* (p. 107)?

Dans un nouveau tirage, il conviendra de reviser de près les noms de lieux. N'a-t-on pas reconnu Louvain dans le *Löwen* de la page 108? Page 157, il faut faire imprimer Fréteval au lieu de *Frette-Val*, lieu où Powell persistait à croire que Philippe-Auguste « manqua de voir l'ennemi mettre la main sur les archives de France qu'il transportait toujours avec lui³ ». Page 109, on lit qu'en 1135 Henri I^{er} tomba malade « au château des *Lions* en Normandie »; on ne s'est pas aperçu qu'il s'agit ici du château de Lyons-la-Forêt, dans le département de l'Eure. La construction du château Gaillard aux Andelys a donné lieu d'abord à un joli mot, puis à un singulier contresens (p. 159) : quand la construction en fut achevée en un temps très court, le roi Richard s'écria : « mon marmot d'un an n'est-il pas un vrai gaillard⁴? » Le mot « gaillard » correspond à l'anglais *saucy*, qui signifie aussi orgueilleux; aussi, quatre pages plus loin, peut-on lire (p. 163) que Roger de Lacy, maître de Château-Gaillard, tenait la clé de la Normandie, le *Château orgueilleux*!

1. P. 160, le vicomte de Limoges est appelé Widomar, au lieu d'Adémar. Dans la famille de Simon de Montfort, on rencontre, p. 187, *Arnisy* pour Amicie, *Almeric* pour Amauri; p. 189, *Ethelmar* pour Aimar [de Valence].

2. Quant à Barbenoire, M. de La Roncière l'appelle Barbaneva. — *Esplocen* (p. 272), où fut conclue la trêve du 25 août 1340, doit être lu : Esplechen.

3. Cf. p. 160, *Font-Evraud* pour Fontevrault.

4. Dans le texte anglais : « is not this a fine saucy year-old baby of mine » (p. 118).

On remarquera peut-être que cette liste d'*errata*, qu'il serait facile d'allonger, se rapporte exclusivement à la partie dont Powell est responsable. Celle qui incombe à Tout fournirait fort peu de chose, tout au plus de légères fautes d'impression¹. Comment expliquer cette singularité? Je ne sais.

Ce n'est pas d'un cœur léger que j'ai donné tant de place à des erreurs plus ou moins graves. Il faut bien se garder d'en tirer cette conclusion que l'ouvrage doit être lu avec défiance. Tout au plus avec précaution, et il serait si facile d'ajouter un feuillet d'*errata* aux exemplaires qui existent encore en magasin! On reste bon chrétien même après avoir fait son *mea culpa*. J'approuve, au contraire, très volontiers les termes suivants de l'avant-propos : « il n'existe pas encore, à notre connaissance, d'histoire complète de ce pays (l'Angleterre) qui soit écrite² ou traduite en français. Nul doute que ce récit probe, sincère, admirablement documenté³, ne trouve chez nous le meilleur accueil. »

Ch. BÉMONT.

Ch.-André JULIEN. *Histoire de l'Afrique du Nord (Tunisie-Algérie-Maroc)*.

Préface de St. GSELL. Paris, Payot, 1931. In-8°, 866 pages, 357 grav., 2 cartes hors-texte. Prix : 120 fr.

Trop de compétences nous font défaut pour parler comme il conviendrait de ce beau livre et mesurer, dans tous les sens, l'extraordinaire effort qu'il représente. Il faudrait être préhistorien pour voir avec quel soin l'auteur a utilisé les recherches des spécialistes, il faudrait être ethnographe et discuter avec lui la part des races dans la formation si complexe du peuple arabo-berbère (on devrait pouvoir dire berbère-arabe, ou même berbère arabisé) et fixer, suivant les régions, les dosages variés du mélange. Il faudrait pouvoir parler de la civilisation punique aussi bien que de la conquête et de la domination romaines, des Vandales, puis de cette seconde phase de la romanité que nous appelons byzantine. Il faudrait être sémitisant, archéologue, etc. Il nous suffira d'avoir pour garant un maître ès choses africaines, maître à l'autorité souveraine, Stéphane Gsell, qui n'hésitait pas à écrire et qui n'a écrit qu'à bon escient : « M. Julien n'a négligé aucun des secours qui pouvaient s'offrir à lui. Il est au courant des résultats acquis et des questions controversées dans ces différentes études. »

Nous pourrions donc, nous profanes, de ce côté-ci de la Méditerranée, le consulter avec confiance. Et nous lui saurons tout de suite gré du parti qu'il a pris. Pour citer encore le très regretté Stéphane Gsell, ce livre « est le premier où soit racontée l'histoire entière de l'Afrique du Nord ». Sauf le livre vieilli et incomplet d'Ernest Mercier, nous n'avions que des histoires du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, divisions quelque peu factices introduites dans la géographie par l'histoire et maintenues par la politique, par la routine administrative, mais qui ne correspondent que très imparfaitement à la réalité dans le passé, pour ne pas parler des obstacles qu'elles constituent — et qui seront sans doute écartés — sur la route de l'avenir.

1. P. 567, *Anyas* Paulet ; p. 576, *Santa Grus* ; p. 458, l'Utopie de Th. More est datée de 1545, au lieu de 1515, etc.

2. N'oublions pas cependant ni Filon ni Prentout.

3. Cela serait tout à fait exact si l'on n'avait sacrifié les indications bibliographiques.

Grâce à M. Julien, c'est une vue d'ensemble de l'histoire du Maghreb que nous avons sous les yeux dans ce gros volume. Même quand les nécessités de l'exposition l'obligent à se limiter à l'Empire chérifien, à la « régence » d'Alger ou à celle de Tunis, nous ne perdons jamais le fil qui rattache ces diverses parties au bloc nord-africain.

Il faudrait un immense compte-rendu pour suivre l'auteur dans ces diverses étapes. J'aime mieux dire, d'une façon générale, ce qui fait le mérite éminent et rare du livre. Dans cette histoire qui semble d'abord si confuse, faite de guerres et de conquêtes, de révoltes numides contre Carthage et contre Rome, d'invasions, puis de luttes incessantes entre dynasties qui s'exterminent, M. Julien a porté la lumière parce qu'il a cherché à dérouler, en une succession à la fois précise et pittoresque, des états de civilisation. Ses chapitres sur l'Afrique romaine — avec trois stades, l'occupation, la période d'Auguste à Gordien, la désagrégation — forment une peinture très animée de la vie qu'on menait alors dans les villes dont nous admirons encore les ruines majestueuses, dans les villas des riches propriétaires, dans les campagnes berbères ; le christianisme y apparaît à son heure, en face des cultes indigènes aussi bien que des cultes romains, et avec ses caractères spécifiquement africains. Après l'arrivée de l'Islam, c'est encore l'existence même des grands empires, l'almoravide, l'almo hade, le saadien, qui est décrite, avec le tableau de leur activité économique, intellectuelle, artistique, aussi bien que de leurs batailles et de leurs révolutions de sérail.

Sur un point il se trouve que l'auteur du présent article possède, à défaut d'une modeste compétence, quelques connaissances, à savoir le conflit entre la domination turque qui s'étend au *xvi^e* siècle sur le Maghreb oriental et médian, et la croisade espagnole, tandis que les Portugais semailent leurs postes sur le littoral du Maghreb-el-Aksa. Ce nouveau heurt entre l'Europe chrétienne et l'Islam nord-africain est un gros événement. Pour l'étudier, M. Julien n'a pas seulement consulté les maîtres de l'érudition nord-africaine, mais ces jeunes *scholars* qui, à Alger ou à Rabat, sont en train de nous créer une brillante école d'historiens, déjà riche de promesses. L'échec du plan de Ximénès, la faiblesse du système de l'occupation restreinte appliqué par Charles-Quint et Philippe II, l'écroulement subit, et de conséquences prodigieuses sur l'histoire universelle, de la puissance portugaise en 1578, prennent ainsi toute leur valeur. A tout instant, dès lors, l'auteur a soin de renouer le lien entre l'histoire des pirates d'Alger ou du roi « de Maroc » et l'histoire européenne, ce qui l'amène à écrire des phrases savoureuses comme celle-ci (p. 555) : « Ce n'est pas un des aspects les moins curieux et les plus connus de la politique barbaresque de la France au temps de Mazarin, qu'elle ait été une des formes de la cabale des dévots. »

Il y avait, naturellement, moins à dire de neuf sur les événements de 1830, dont le centenaire a été une occasion pour les mises au point. Enfin, les deux derniers chapitres (cent pages) sont consacrés à l'Afrique du Nord actuelle, singulière et énigmatique individualité historique où, sur le vieux tronc berbère, se sont greffés l'Islam arabe et une civilisation qu'il serait un peu simpliste de nommer française, disons plutôt franco-méditerranéenne.

Comment l'auteur conçoit-il et juge-t-il ce présent en formation, qui demain sera du passé?

Sa conscience d'érudit probe et sincère m'en voudrait de ne pas dire toute ma

pensée. Ce ne serait pas être complètement exact que de répéter avec Gsell « qu'il n'aime pas les impérialismes et les nationalismes, les manières trop fortes et les opérations coloniales trop fructueuses ». Au reste, après avoir loué l'idéaliste qu'est M. Julien d'avoir réservé « sa sympathie aux gens qui reçoivent les coups », le maître n'avait-il pas ajouté, avec cette ironie pince-sans-rire qui était chez lui une des formes exquises de l'esprit critique : « et qui souvent, d'ailleurs, ont fait ce qu'il fallait pour les recevoir » ?

Parlons net : M. Julien n'aime pas les colonisations, les efforts d'un peuple pour s'installer sur la terre d'un autre, fût-ce à côté de lui et, somme toute, pour améliorer son genre de vie ; il ne croit pas l'opération avantageuse ni même durable. Il voit en particulier dans l'Afrique berbère une terre qui ne change pas, et qui a la puissance terrible d'absorber, d'annihiler ses vainqueurs, d'effacer jusqu'à leur souvenir. Après avoir admiré l'œuvre prodigieuse des Romains, cette œuvre que certains Américains ont comparée à la « conquête de l'Ouest », il se plaît à en mesurer la fœnérière fragilité : « Viennent les Vandales, et la puissance romaine en Afrique s'écroulera d'un bloc. »

C'est dire que son jugement sur l'œuvre française est plutôt sévère. Non seulement son humanité s'indigne, non sans cause, de certains épisodes de l'histoire de la conquête. Le manquement à la foi jurée après la reddition d'Abd-el-Kader, la triste affaire des grottes du Dahra, les expéditions « punitives » de Bourbaki et de Cuny en 1851 (p. 612), le rôle de Pélissier lors de l'insurrection de Kabylie — « il décida (p. 620) de laisser se développer la révolte » — une répression dont un historien officiel a pu écrire qu'elle « fut terrible et, pour beaucoup, hors de proportion avec la culpabilité », ce sont des faits que nous n'avons pas le droit d'effacer de l'histoire pour y substituer une imagerie d'Épinal où défileraient Bugeaud et sa casquette, le soldat laboureur, les défenseurs de Sidi-Brahim. M. Julien a raison de donner (p. 631) cette caractéristique de la guerre d'Afrique : elle « n'eut jamais une allure de pastorale. Ce fut une guerre inexpiable », — de dire : « on ne se douterait pas, en lisant Camille Rousset et les autres historiens de la conquête, que les généraux élevèrent la dévastation à la hauteur d'une doctrine », — d'analyser cette doctrine, dont les exécutants « se firent gloire ». Cela est d'un historien. Il faut ajouter, et M. Julien ajoute avec un entier souci de vérité, qu'on avait affaire à un adversaire impitoyable, massacrant, torturant atrocement les prisonniers, et qu'« à ce régime soldats et officiers n'acquerraient pas des vertus de salon ». Quand on lit : « les Hadjoutes avaient une façon spéciale de couper les têtes sans descendre de cheval », cela n'excuse rien, car les Français se vantaient d'être les porteurs de la civilisation, mais cela explique un état d'esprit qui, hélas ! n'a pas complètement disparu et qu'un Français d'Europe s'étonne parfois et se scandalise de trouver chez les « chrétiens » d'Algérie.

Mais il y a d'autres choses encore que M. Julien juge avec une juste sévérité, par exemple la politique financière, celle de tous les « impérialismes européens », qui consistait à pousser les souverains musulmans, les beys de Tunis, pendant un temps les sultans du Maroc, aux pires prodigalités, pour leur prêter ensuite de l'argent à des conditions telles que la plus révoltante des transactions usuraires semblerait, en comparaison, écrite avec l'encre de « la petite vertu ». Tout cela est vrai, là comme en Égypte. Mais est-il vraiment conforme aux règles de la critique historique, lorsqu'il s'agit de juger Rouston — peut-être, après tout, un grand ser-

viteur de la France — ou même Jules Ferry (p. 704-712), que d'épouser les violences passionnées de Clemenceau, la légèreté spirituelle et meurtrière de Rochefort? Et qui songerait aujourd'hui, hors M. Julien, à citer Vigné d'Octon?

Je ne dis pas non plus que c'est fausser la vérité, mais je dis que c'est troubler un peu la perspective d'un lecteur pressé que de parler de la nomination du résident général Lyautey (p. 738), qui est du 28 avril, avant d'avoir mentionné les massacres du 17 — où l'on peut se demander s'il ne faut pas voir la main de l'Allemagne, ou du moins certaines mains allemandes — cause immédiate de cette nomination. Le portrait du grand proconsul n'est pas précisément tiré au noir, mais le lecteur ne trouvera certainement pas qu'il est flatté. Et d'écrire sèchement : « Le Maroc ne connut pas de troubles graves pendant la guerre », sans parler du véritable tour de force qui permit de maintenir le *bled es makhzen* tout en jetant des divisions marocaines sur le front français, c'est manquer, je le dis avec regret, au devoir de l'historien. Ce n'est pas le remplir tout à fait que de citer sans guillemets, et même sans un sourire (p. 720), la phrase de la *Tunisie martyre*, où Taalbi, en 1920, « opposait la tyrannie française au régime libéral antérieur à 1881 et réclamait les libertés perdues ». O temps bénis de Mohammed es-Saddok ! Faut-il aussi regretter le temps où les têtes sanglantes des vaincus s'accrochaient au-dessus de la porte d'Oudjda?

Je crois qu'une vision moins polémique des choses, un peu plus *sub specie aeternitatis*, aurait conduit M. Julien à plus de sérénité. Le soussigné, qui est loin d'avoir la même connaissance directe et intime du Maghreb, lui apportera cependant ici le témoignage de deux faits, tous deux de 1904 : le mot naïf d'un ânier kabyle qui, au col de Tirourda, lui disait sa joie de pouvoir, sous la protection des gendarmes, laisser paître sa chèvre attachée à son figuier ; le geste d'un noble vieillard, décoré du titre de chérif, un otage cependant de 1871, qui descendait de sa splendide villa de Mustapha au Palais d'Été simplement pour saluer — la main au front, puis au cœur — le passage rapide du gouverneur général, alors Jonnart, « parce que, disait-il, c'est un homme juste » ! Paix française, justice française, ce sont des valeurs humaines introduites par le conquérant dans l'Afrique du Nord, même si cette justice a encore été trop souvent rudimentaire et inéquitable, même si l'instruction est encore trop parcimonieusement répandue, même si une équipe trop peu nombreuse de médecins et d'hygiénistes a encore trop peu fait reculer l'ophtalmie purulente et les endémies méditerranéennes.

Et le peuplement français? Laissons de côté la Tunisie, où les circonstances, et un peu la politique internationale, nous ont maintenus longtemps dans le cadre des *latifundia*. Laissons même le Maroc, où notre établissement réel ne date pas de cinquante ans et où la politique cependant très louable du respect des indigènes opposa un frein aux impatiences des colons. Mais, tout compte fait, je ne saurais (p. 684) conclure avec Roberts que « le résultat est disproportionné à l'effort et ne peut être considéré comme un succès ». Je ne saurais non plus considérer cet auteur comme « impartial », surtout en songeant qu'il est Australien, c'est-à-dire citoyen d'un pays qui, après avoir résolu le problème indigène par la disparition totale des autochtones, a fermé la porte aux immigrants blancs, tout en limitant ses propres naissances. La fable de la poutre et de la paille me revient en mémoire, et j'opposerais à Roberts ce mot d'un historien que M. Julien ne taxera pas d'optimisme colonialiste, d'E.-F. Gautier (*Un siècle de colonisation*, p. 87, sur Boufarik) : « s'il se

trouve n'importe où, à la surface de la planète, un coin où la colonisation, en présence d'obstacles aussi formidables, ait obtenu un résultat plus complet, je voudrais bien savoir où. »

Je sais bien tout ce que l'on peut dire et ce qu'il faut dire : le mal causé par l'effrénée spéculation sur les terrains, qui amène souvent le remembrement de la grande propriété ; l'influence démoralisante de l'alcool (j'ai trop vu, aux jours d'angoisse d'avril 1912, Oudjda transformé en un énorme marché d'absinthe, avec les mœurs du Far West avant la loi de Lynch) ; je sais aussi que peu à peu l'indigène berbère, en Kabylie et ailleurs, reconquiert, cette fois avec la charrue française, les terres des colons, et je comprends l'inquiétude de ceux qui se demandent si la vieille race ne va pas éliminer ses vainqueurs comme elle a fait des Romains. Mais, d'abord, il faut s'entendre : si le laboureur kabyle, le cultivateur d'oliviers ou de figuiers, rachète le sol, c'est donc que le régime actuel n'est pas pour lui qu'une oppression. Et puis, *fata viam invenient*. S'il se crée dans l'Afrique française un peuple de paysans solides, sortis de la barbarie ancestrale pour devenir une démocratie rurale prospère, si même il absorbe les éléments européens qui avaient cru le dominer, n'est-ce pas un service que la France, après tout, aura rendu à l'humanité méditerranéenne ? Et si nous avons nos Pélissier et nos Saint-Arnaud, ne pouvons-nous point nous enorgueillir de ceux qui, enquêteurs ou administrateurs — un Paul Bourde, un Burdeau, un Ferry, un Lyautey — auront contribué à ce résultat : la renaissance du Maghreb ?

Je ne voudrais pas clore sur une controverse le compte-rendu d'un ouvrage qui représente un admirable effort, et qui est désormais indispensable. La bibliographie (p. 745-822) est un guide analytique dont on ne saurait exagérer le prix, et que feu Gsell avait loué. Quant à l'illustration — qui serait un plaisir pour les yeux si l'auteur n'avait été desservi par un détestable papier — c'est une merveille d'intelligence et de choix. « La vie des châtelains » — j'entends des châtelains africano-romains — « d'après les mosaïques », renaît à nos yeux (fig. 100-104) de la manière la plus expressive, de même que les diverses phases de l'art musulman ou (fig. 201) la croisade africaine. Pour toutes les époques, de l'âge de pierre à nos jours, l'image accompagne le texte et l'éclaire. La recherche de ces documents, la rédaction des notices qui les accompagnent, ce n'est pas, j'imagine, ce qui a coûté le moins de peine à l'auteur.

Henri HAUSER.

GASTON-MARTIN. Nantes au XVIII^e siècle. L'ère des négriers (1714-1774) ; d'après des documents inédits. Paris, Félix Alcan, 1931. In-8°, 449 pages, avec 7 pl. hors texte. Prix : 70 fr.

Excellente contribution, non seulement à l'histoire économique de Nantes sous l'Ancien Régime, mais aussi et au delà à celle du trafic noir à la même époque ; par suite, à l'histoire négrière en général et à celle de nos Antilles. En particulier, M. Gaston-Martin a dit fort justement (p. 23) que son livre « pourra valoir pour

1. P. 732, on nous montre Roosevelt considérant « la politique de Delcassé comme un danger international ». Dix lignes plus bas, c'est surtout grâce à l'appui du Président que la thèse française triomphe à Algésiras. Il aurait donc changé d'attitude.

l'ensemble du territoire [principalement des autres ports français qui exercèrent le commerce des nègres] en tout ce qui concerne la technique de la traite (I^{re} partie) et (II^e partie) la défense du commerce négrier » [tel que l'entendait le négociant privé, contre les Compagnies privilégiées, les fermes et les colons, dont les attaques venaient surtout de l'intérieur, Paris compris]. L'auteur n'a exagéré qu'à la fin de son Introduction (p. 24), par cette vue trop ambitieuse : « Volume qui, dans mon dessein, est aussi, et surtout peut-être, une histoire de la traite négrière tout court. » Ne l'oublions pas, le *slave trade* pour l'usage colonial a singulièrement varié, au cours de trois siècles et demi, de la fin du xv^e au milieu du xix^e ; il a été exercé, pour des colonies différentes entre elles, par des peuples différents et avec des procédés qui, malgré de grandes lignes semblables, sont loin d'avoir été toujours pareils. Les deux autres parties de l'histoire négrière, l'esclavage et l'abolition, ont également varié suivant les époques et les pays. Or, d'une part, on pourra donner une vue d'ensemble, véritablement satisfaisante (mieux vaut ne pas dire « définitive »), de l'histoire générale de l'une des parties, seulement lorsque l'on connaîtra vraiment bien, aussi, chacune des deux autres ; et une vue d'ensemble, vraiment satisfaisante, de l'histoire négrière, sera possible seulement quand on connaîtra bien chacune de ses trois parties constitutives. Car il y a là — on l'oublie trop — un tout indissoluble au fond, quoiqu'il soit légitime, et pratiquement nécessaire, d'en étudier d'abord des portions plus ou moins étroitement délimitées¹.

M. Gaston-Martin en a étudié une relativement large, et il a tiré un excellent parti des archives nantaises, surtout d'un fonds considérable, presque entièrement inexploré jusqu'à lui, et qui est exceptionnellement bien conservé : le fonds de l'amirauté de Nantes². Son exposition est nette, claire, méthodique, sans que jamais il y ait abus de subdivisions. Dans le détail, même hors des parties que l'on

1. Étude qui est extrêmement loin d'être près de sa fin ! C'est que — les États-Unis exceptés — dans tous les pays qui furent des colonies à esclaves et dans leurs métropoles ou ex-métropoles, les éléments scientifiquement établis de l'histoire négrière sont en nombre très réduit. La plupart sont dispersés en des ouvrages qui ne sont pas spécialement « négriers », ou bien restés, à l'état d'articles ou même de simples insertions documentaires, en une foule de périodiques européens. Pour ces motifs, une bibliographie générale et vraiment critique de l'histoire négrière ne pourrait être dressée que par une équipe internationale de spécialistes.

2. Il s'y trouve même des registres de bord de navires négriers (dont naguère encore j'ignorais l'existence : je n'avais pu découvrir à Nantes, autrefois, qu'une copie inachevée d'un de ces registres, cachée derrière de gros dossiers). M. Gaston-Martin les a mis en œuvre de manière très intéressante et très vivante. En outre, c'est la première fois que, depuis l'œuvre magistrale, en 220 pages in-4^e, de M. Bourde de La Rogerie, simplement intitulée « Introduction » (au tome III de l'Inventaire des archives départementales du Finistère, fonds d'amirautés), il paraît un véritable « ouvrage » écrit au moyen d'archives d'amirauté.

Toutefois, je solliciterai de M. Gaston-Martin une légère retouche de forme, en sa prochaine édition, à la page 169, où le troisième alinéa, succédant à la dernière phrase du deuxième, donnerait à croire que les « Rapports de mer » à l'amirauté de Saint-Malo contiennent... le vide ou à peu près ! En fait, quoique bien moins détaillés, en général, que ceux de Nantes (en raison du laisser aller de l'amirauté malouine), ils constituent, même à eux seuls, une documentation précieuse. — De plus, sont à supprimer les derniers mots du deuxième alinéa : « Dans les 150 déclarations analysées par M. Vignols. » Je n'ai, en effet, jamais dit, et pour cause, que les 150 nombres, environ, qui m'ont servi à établir certaines moyennes, provenaient d'archives malouines. Je m'explique, du reste, à cet égard, dans le présent compte-rendu.

pourrait qualifier de dramatiques, on a souvent le plaisir de rencontrer des pages remarquables de vigueur et de vie. Telle, dans la III^e partie — « Le colonialisme négrier » — la discussion de « L'exclusif commercial » (p. 372-374). Mieux encore, dans l'Introduction, l'exposé critique des raisons alléguées hier encore, et des raisons véritables, « qui font de Nantes... le type même du port négrier » (p. 17-23). Il est vrai, on n'y a « jamais consacré à ce négoce plus du cinquième ou du sixième de son armement. Mais *ce trafic conditionne tous les autres* [souligné]. D'une part, il n'est presque pas d'armateur qui n'arme un ou plusieurs vaisseaux de sa flotille pour l'Afrique ; d'autre part, les navires qui font le trafic direct de France aux Antilles sont subordonnés pour leur cargaison de retour au bénéfice de la campagne négrière de leur armateur. C'est parce qu'un vaisseau négrier ne peut pas ramener tous ses retours, qu'à d'autres navires le doublent et vivent ainsi de sa substance. Ce n'est donc pas sans cause que le commerce des noirs apparaît comme primordial » (p. 23). Ainsi est justifiée solidement la publication d'un volume entier sur ce trafic seul, exercé par une ville qui fut, du reste, le plus important « port négrier » de France.

Le livre mériterait d'être analysé en entier, mais la place disponible doit être ménagée, notamment pour quelques observations critiques, lesquelles auront peut-être une certaine utilité directe, attendu que l'ouvrage n'est pas de ceux dont une seule édition épuise le succès.

On rencontre bientôt, p. 36-37, un amusant essai apparent de réhabilitation morale des capitaines négriers, qui, affirme d'un air sérieux M. Gaston-Martin, « dans l'ensemble, apparaissent bien davantage comme des gens de bonne compagnie » ; mais l'unique « preuve » qu'il en ait pu trouver consiste en témoignages de « la coquetterie et les goûts de luxe et de parade », c'est-à-dire ce qu'il y a de plus superficiel dans le vulgaire vernis mondain ou pseudo-mondain. Sans doute, l'auteur a voulu un instant se divertir et divertir les lecteurs, au milieu d'un sujet tragique ; l'inconvénient est que certains d'entre eux, lisant vite et sans critique, pourront garder la conviction que les officiers négriers ont été calomniés, etc. (et sur la voie des etc. le lecteur ordinaire aboutit vite à des conclusions graves autant que fausses).

Autrement sérieuse est la très aventureuse affirmation de la p. 114 : « La mortalité moyenne » des captifs durant la traversée de l'Atlantique, « c'est une chimère qu'il est inutile de poursuivre..., il n'y a rien à tirer de là ». — En vérité, la défiance, salutaire en soi, à l'égard de la trop répandue manie des moyennes, est ici poussée jusqu'à une phobie injustifiée. J'ai additionné les « pertes % » indiquées p. 115 et divisé le résultat par le nombre d'années, ce qui donne $764 : 53$ (années) = $14,41$ % de mortalité moyenne ; disons 14 à 15 %. Mortalité « obtenue » dans le laps de temps (moyenne générale, trois mois environ) de la traversée atlantique (et un peu durant le séjour en rades africaines). Eh bien, c'est le taux général que j'ai deux ou trois fois signalé récemment — évaluation fatalement approximative, mais très suffisamment « approchée » pour être un élément utile de l'histoire négrière. C'est, en effet, par une autre méthode — et la rencontre est concluante — que j'étais arrivé, il y a nombre d'années, à cette même moyenne. Méthode très longue, mais en fin de compte très sûre, et bien intéressante à plus d'un égard : j'avais établi mon estimation en confrontant à maintes reprises mes données numériques avec tous les renseignements capables d'éclairer ces données, de façon directe ou indirecte. Nous voici donc en droit, plus que jamais, de traiter de fables les moyennes de 6 à 8 %

(chez Peytraud, par exemple) et celles de 20 à 25 %, également bâties par des procédés antiscientifiques. — Bien entendu, le 14 à 15 % ne s'applique pas seulement aux négriers nantais de 1714 à 1774, mais (comme je l'avais établi déjà vers 1895) aux négriers français sous l'Ancien Régime.

P. 30 et 117. L'auteur généralise un peu trop la coutume de mise aux fers durant la traversée, chez les négriers français. Au XVIII^e siècle, ils laissaient parfois leurs captifs non entravés, du moins une fois au large de la côte africaine, les captifs sachant que désormais la fuite était impossible. Les négriers anglais, hollandais, danois, qui (comme les autres capitaines de leurs pays) naviguaient, eux, à *équipage réduit*, avaient leurs captifs invariablement enchaînés (les hommes) par prudence, n'étant pas en nombre pour les y mettre soudain rapidement en cas d'agitation dangereuse.

P. 117. « ... les sévices... habituels » à bord. « Le récit de ces supplices a été longuement détaillé dans le Saint-Domingue de Pierre de Vaissière. » — Il y a là une grosse confusion, sans doute par lapsus. Nulle part, en effet, Vaissière ne s'occupe de la traite et, dans le passage auquel renvoie M. Gaston-Martin, il y a exclusivement un tableau des supplices auxquels étaient exposés les esclaves dans les colonies, et non pas du tout les captifs à bord.

P. 117 *ad finem* et 118. « J'ai eu la chance de découvrir... », etc., et la citation p. 118 : « ... Après leur avoir mis les fesses en sang... », etc. Comme récit détaillé des suites du supplice du fouet à bord, c'est en effet une grande rareté ; mais il serait au moins utile de rappeler que, aux colonies, ces suites, pour aggraver le châtiment et prévenir la gangrène, étaient quotidiennement les mêmes ; le R. P. Labat en fait un récit, bien connu, presque exactement dans les mêmes termes que le narrateur du navire *l'Affriquain*, récit pris sur le vif : il venait de faire appliquer le fouet, et les suites de ce supplice, à des esclaves à lui, Labat. — Quant au « sadisme » (p. 118, ligne 26), qui certainement n'existait pas chez Labat, et peut-être pas chez les négriers de *l'Affriquain*, il n'a que trop existé, bien qu'exceptionnel, partout et toujours — il existe encore dans les pays à esclaves, dans ceux où fonctionne le néo-esclavage qu'est le « travail forcé » (etc. : se rappeler, par exemple, l'affaire Toqué et les horreurs de certains lynchages de nègres aux États-Unis).

On est surpris que, parlant de la régression de la culture de l'indigotier (p. 138, 3^e alinéa) au XVIII^e siècle, l'auteur ait oublié d'en mentionner la raison capitale : le rendement si « aléatoire », au sens pessimiste du terme (tous les témoignages concordent à ce sujet).

Autre lapsus, p. 153, lignes 12-13 : « Magon de la Balue..., armateur à ses heures » [je souligne]. Si un historien s'exprimait ainsi en parlant d'un grand armateur de la famille Montaudouin, M. Gaston-Martin sursauterait. Or, les Magon furent les Montaudouin de Saint-Malo.

Il y a lieu à des observations particulièrement intéressantes, au sujet et à propos de ce que dit l'auteur, p. 256 *ad finem*-257 : « Tous les économistes de la traite, contemporains de la Société [Société Wailsh et autres], sont d'accord pour noter la médiocre qualité des nègres anglais et leur peu de valeur marchande aux îles d'Amérique... » — J'ignore qui étaient ces « économistes de la traite », mais j'ai lu des appréciations sur les qualités des captifs ou des esclaves suivant leur provenance géographique, pour les XVII^e et XVIII^e siècles, en bien des livres de l'époque et des manuscrits d'archives, sans jamais vouloir en faire état. Non pas tant en raison des divergences (point rares) de ces appréciations, que par des motifs qui

expliquent très bien ces divergences¹. Le motif c'est, pour les captifs, l'état dans lequel ils arrivaient au marché, passé le débarquement « aux îles », état qui dépendait par-dessus tout des vicissitudes de la traversée Afrique-Antilles et de la manière dont ils avaient été traités à bord. Les motifs, pour les esclaves, c'étaient : 1^o leur état de santé, peu après la vente, selon qu'ils avaient ou non été « blanchis », en cas de « besoin », au moyen de drogues dangereuses et d'un embonpoint factice ; 2^o les résultats, divers, du degré variable d'irrespect pratique d'une vérité pourtant bien connue aux colonies intertropicales : tout esclave nouvellement arrivé d'Afrique doit être par son maître, dans l'intérêt de celui-ci, réellement ménagé durant six mois environ (c'était le temps admis), à fins d'acclimatement et, bien davantage, à fins d'accoutumance à un intensif travail journalier, auquel rien jusqu'alors ne l'a préparé ; 3^o les conséquences, directes ou indirectes, du régime auquel ensuite était — à tous égards — soumis l'esclave, régime qui achevait de le former ou déformer de tous points de vue, régime duquel avant tout provenaient sa mentalité, son rendement de travail, etc. — Tous résultats et conséquences constatés (?), appréciés, jugés, à l'époque, par des gens d'incompétence aussi notoire pour cela que pour dissenter sur l'ethnologie comparée (science alors inexistante) de ces nègres dans leurs pays nats même — ce qu'ils faisaient pourtant, avec l'aplomb de l'ignorance.

En l'espèce, le dédain à l'égard de la valeur des noirs amenés aux Antilles par les navires de Wailsh, venait du fait qu'ils étaient en mauvais état, ayant été maltraités et mal traités à bord, parce que Wailsh avait l'habitude, par économie sordide, de recruter des équipages de rebut et de faire entasser trop de nègres sur ses bateaux (p. 242, 254, 257).

P. 307 et 341, deux passages contradictoires. Le premier affirme que le *slave trade* fut « une nécessité de mise en valeur des colonies intertropicales » ; que « seuls les noirs d'Afrique » constituaient « une main-d'œuvre capable de résister au climat ». Tandis qu'à la p. 431 on lit : « ... tout en réservant bien entendu la question de savoir si une main-d'œuvre libre n'aurait pas pu rendre les mêmes services que la main-d'œuvre servile. » Ailleurs (p. 363-365), M. Gaston-Martin reconnaît que la main-d'œuvre blanche a existé en nombre, subsisté, fait souche, avant et au cours du développement de la main-d'œuvre nègre. — Laissons donc une bonne fois pour ce qu'elle est, pour un impudent mensonge, la légende de l'impossibilité fondamentale, d'ordre climatérique, d'une main-d'œuvre blanche aux Antilles. Légende créée autrefois par les négriers, par leurs porte-parole ou « porte-plume » ; entretenue fin XVIII^e siècle et première moitié du XIX^e par les milieux esclavagistes ; introduite, acceptée et routinièrement rabâchée depuis dans l'enseignement historique. (Dans une étude qui est en préparation, je traiterai ces questions avec l'ampleur qu'elles méritent.)

P. 363-365. L'auteur hésite curieusement entre les vieilles rengaines concernant les engagés et ce que j'ai dit sur eux dans mon article relatif à cette institution ; de là, une sorte de confusion et de flottement d'idées.

P. 433, lignes 4-5 du 2^e alinéa. La traite négrière, trafic « générateur de prospérité pour... les pays qu'elle alimente à l'aller comme au retour. » A l'égard des « pays qu'elle alimente à l'aller », M. Gaston-Martin a oublié d'ajouter : de prospérité surtout apparente, factice, dénuée de fond solide.

Importante rectification à faire à la p. 378, au sujet des noirs introduits en

1. Lorsqu'elles ne sont pas copiées les unes sur les autres.

contrebande dans nos Antilles. « Ce ne sont », affirme bien à tort M. Gaston-Martin, « que les déchets de leur vente dans leurs propres colonies que les Anglais apportent aux Antilles françaises. » — On trouve cette accusation des quantités de fois, mais sous la plume des négociants métropolitains, des fermiers, de milieux métropolitains (coloniaux, exceptionnellement) officiels ou officieux, ou de personnages à la solde de ces diverses catégories sociales ; rarement ailleurs. N'ayons pas la candeur de chercher des références en sens inverse sous la plume des colons ou de leurs tenants systématiques (soit passionnés, soit intéressés). L'appel à la raison, simplement : si les Anglais avaient offert exclusivement, disons même en grosse majorité, du déchet, leur clientèle eût été d'importance presque infinitésimale (sauf, tout au plus, « au lendemain de guerres ») ; or, la part faite — large — à l'exagération des textes, il reste acquis que cette clientèle fut d'importance très notable et constante.

Les noms des lieux de la traite négrière. P. 218, lignes 1 à 3 de l'alinéa d'en bas : « Certains de ces villages » de la côte ouest africaine, « impossibles à identifier, même avec le *Neptune des côtes d'Afrique* ou le *Flambeau des mers* ». — Contrairement à cette surprenante affirmation, l'identification est presque toujours très facile et on la fait même en général à mesure qu'on lit les noms défigurés¹. Quand on a un doute, il suffit de prendre en mains : d'une part, une carte détaillée de l'époque², et d'autre part une d'à présent³.

Planches. L'ouvrage en contient dix, dont sept hors texte. De ces dernières, quatre mises à la fin du volume, numérotées IV à VII, sont des planches pliées, et trois d'entre elles sont de grand intérêt documentaire. La planche VII, en particulier, est de valeur hors pair. C'est un triple graphique, dressé par M. Gaston-Martin (titre : « Mouvement général de la traite des nègres effectuée par les bâtiments ren-

1. Exemples, dans le tableau de la page 218 : « Louangue » = *Loango*, « R. Galine » = *Galinas River* (in Sierra Leone, au sud), « Gabingue » = *Cabinda*, « Cherbia » [*alias Sherbera*] = *Sherbro*, « Quilongue » = *Kilongo* (au nord-ouest de Loango), « Galbary » (p. 207, ligne 7) = le *Calbar* ou *Calabar* (parfois *Kalbar* ou *Kalabar*, aux bouches du Niger). — Malgré cette facilité d'identification, et parce que le lecteur non « averti » pourrait être souvent dérouter, il est d'usage d'écrire les noms véritables (sans donner les autres, sauf rares exceptions justifiées), et non pas les très fantaisistes orthographes diverses des capitaines ou écrivains de bord, que transcrivaient en les estropiant davantage des scribes à peu près totalement illettrés.

2. Malgré la qualité (clarté) de la carte générale « guinéenne » donnée par M. Gaston-Martin d'après le *Neptune* de 1750, certaines autres, parmi celles qui ne s'éloignent pas trop de cette date centrale, seraient préférables. Notamment la « *Carte de la côte occidentale d'Afrique* » allant de Cacheo jusqu'à Benguela Velha, carte « tirée de la Carte française de l'Océan occidental. Augmentée sur les observations particulières de Barbot » et autres, « Publiée par ordre de Mgr le comte Maurepas, en 1739 ». Cette carte, malgré sa grande étendue géographique, est très maniable, de par ses faibles dimensions (204 x 250 millim., à la marge du cuivre), et très lisible, bien qu'elle soit — avantage considérable — très chargée de noms.

3. Alors on voit aussitôt que « Jonque » (ailleurs « les Jonques ! ») = *Jong River* (débouchant face à l'île Sherbro) ou *Junk River* (à l'est-sud-est de Monrovia) ; que « Cavallo » = *Cavally* (rivière qui limite le Libéria au sud-est), « Sino » = *Sinu* (village et district du Libéria) ou *Jino* (un peu plus à l'est) ; que « Epée » = *Epe* ou *Epeh* (sur la rive droite d'un affluent de la lagune de Lagos) ; que « Saint-Paul » = *S^t-Paul River* (qui ne finit pas loin de Monrovia) ou le *Cap S^t-Paul* (dans le Togoland). — Nota. Au cas où une double identification est possible, et où il y aurait donc persistance de doute si l'on n'avait d'autre indication que le nom de l'endroit, il est bien rare, en fait, que l'on n'ait pas en outre un contexte qui permette de préciser.

trés au port de Nantes de 1715 à 1775 », dont les lignes indiquent : le nombre de nègres traités ; le nombre de ceux d'entre eux qui furent effectivement vendus « aux Iles » ; enfin, le nombre de bâtiments négriers rentrés à Nantes. Ce graphique illustre remarquablement bien les savants commentaires qu'en donne l'auteur dans son livre. Les recherches en vue de son établissement et de son explication, sa confection même et les susdits commentaires représentent un labeur énorme — autant que fécond — duquel M. Gaston-Martin peut être légitimement fier.

Je voudrais insister — le défaut de place me l'interdit — sur l'intérêt considérable des grandes planches IV et V, *Coupees de deux navires négriers chargés d'esclaves*. Le premier, le *Brookes*, de Liverpool, trafiquait activement au cours des années 80 du XVIII^e siècle. L'affichage dans toutes les villes de la Grande-Bretagne des coupes de ce négrier, par les abolitionnistes, Clarkson en tête, suscita à lui seul un effet énorme et durable. J'ai été heureux de prêter à M. Gaston-Martin les planches de cuivre que j'en avais fait faire jadis. Du deuxième, la *Vigilante*, un nantais, des environs de 1820, M. Gaston-Martin a eu la bonne idée de faire reproduire des coupes dressées à l'occasion d'un procès survenu en 1821. L'arrimage du bétail humain y est pareil à celui du *Brookes*.

La planche III est une carte générale des côtes guinéennes, dressée par MM. Gaston-Martin et H. Morilleau « d'après le carton 30 du *Neptune des côtes d'Afrique*, Paris, 1750 ». — Ce « carton 30 » figure en hors texte (p. 80-81), mais il a été imprudemment réduit, au point que la lecture en est impossible, même à la loupe. Quant aux autres reproductions (en frontispice et aux p. 32-33, 88, 119, 135), elles ne s'adressent qu'à la curiosité du lecteur ordinaire ; mais, puisqu'elles ont été ingénieusement choisies pour cela, elles contribueront à la vente d'un livre qui mérite une réelle diffusion. Livre bien imprimé, où les « coquilles » sont assez rares et dont le solide brochage sera justement apprécié¹.

LÉON VIGNOLS.

Alfred RUFER. Pestalozzi. Die französische Revolution und die Helvetik. Berne, P. Haupt, 1928. In-8°, 267 pages. Prix : 6 fr.

En Pestalozzi, on ne voit guère d'habitude que le rénovateur de l'enseignement populaire. Par intérêt de parti, on a rejeté dans l'ombre son activité politique et ses idées sociales. M. Rufer a montré péremptoirement qu'on l'a ainsi défiguré. Dans la pensée du grand citoyen suisse, l'enseignement populaire n'était qu'un fragment de la réforme sociale, et cette réforme était pour lui l'essentiel ; sa religion même n'était guère que la religion de l'humanité. Bien avant 1789, il a décrit les maux dont souffraient les pauvres gens et en a recherché les causes ; il s'est attaqué aux dîmes, aux droits féodaux, au système fiscal ; il a défendu la liberté du travail ; il a réclamé le partage des communaux pour multiplier les propriétaires et une loi sur l'héritage pour diminuer les grandes fortunes. Son idéal, comme celui des démo-

1. Au sujet de la Guadeloupe, dont il est question incidemment plusieurs fois, il ne serait pas inutile d'indiquer avec quel âpre égoïsme la Martinique la remorqua pour ainsi dire dans son sillage (voir Satineau, *Histoire [économique] de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime, 1635-1789*. Paris, Payot, 1928, in-8°).

P. 416, note 1, ligne 2, au lieu de : *Dahlgren*, il faut lire : *Sée et Vignols*.

P. 274, écrire *Falmouth* et non *Phalmouth* (orthographe vicieuse d'un quelconque scribe d'amirauté, probablement). — *Passim*, écrire partout « Anamabou », sans doubler l'n ; le doublement, même autrefois, était incorrect et d'ailleurs rare.

crains français des temps révolutionnaires, était que chaque paysan possédât au moins un peu de terre.

Mais, jusqu'à la Révolution française, c'est au despotisme éclairé qu'il faisait confiance ; il s'était affilié aux Illuminés et admirait Joseph II et Frédéric II. Il n'admettait ni les droits de l'homme, ni la légitimité de la révolution à la manière américaine. La Révolution française fut, pour lui comme pour beaucoup d'autres, le point de départ d'une évolution que retrace M. Rufer. La résistance de l'aristocratie et de la royauté en France, la coalition de l'aristocratie et des rois à travers l'Europe lui ouvrirent les yeux ; il admit bientôt que les despotes, si éclairés qu'ils fussent, ne consentiraient jamais à ébranler l'édifice social de l'ancien régime et que la réforme qu'il souhaitait supposait une transformation politique. Sa sympathie affichée et persistante pour l'œuvre de la Constituante et pour les victoires des armées républicaines lui valut la réprobation de beaucoup de ses concitoyens, mais il se résigna à passer pour jacobin et ne chanta pas la palinodie.

L'évolution de Pestalozzi exerça naturellement une influence profonde sur la manière dont il envisageait la politique helvétique. Il acquit la conviction que des réformes radicales étaient indispensables et, sans vouloir appeler le peuple à l'insurrection, il entra en rapports, à la fin de 1797, avec les patriotes suisses pour rechercher les moyens d'en imposer à l'oligarchie des cantons. Les périls d'une intervention de la France ne lui échappaient nullement et il ne souhaitait pas que l'armée républicaine entrât en Suisse ; mais, jugeant inévitable l'immixtion du Directoire dans les affaires de la confédération, il admit qu'on en profitât, tout en s'efforçant de la limiter à une démonstration. La résistance de l'oligarchie amena, comme on sait, le Directoire à occuper la Suisse et la direction du mouvement échappa ainsi aux patriotes helvétiques.

Pestalozzi, cependant, ne bouda pas la République helvétique. Il la servit par la plume et la propagande. Avec une grande sûreté de vue, il aperçut fort bien que l'adhésion des masses paysannes dépendait de la solution qu'on donnerait au problème de la dîme et des redevances féodales. Il ne dépendit pas de lui qu'on n'adoptât la solution la plus radicale, c'est-à-dire l'abolition pure et simple. Les nécessités financières et la timidité de la bourgeoisie helvétique, loin de la permettre, aggravèrent au contraire les conditions du rachat. Ce fut seulement lorsqu'il eut été chassé de Berne par les oligarques que le gouvernement, réfugié dans le canton de Vaud et n'apercevant pas d'autre moyen de s'y maintenir, libéra purement et simplement les paysans de ce pays¹.

Pestalozzi demeura fidèle à l'Helvétique, en dépit de la crise qui fut provoquée par la seconde coalition. L'acte de médiation de 1803 mit fin à ses espérances de réforme sociale et à sa vie politique.

M. Rufer termine en résumant à grands traits la doctrine de Pestalozzi, au centre de laquelle se place la réforme sociale que peut réaliser seule la démocratie politique ; il le revendique comme ancêtre pour la démocratie sociale de 1848 et s'étonne que la démocratie helvétique ait abandonné aux étrangers le soin de rassembler dans des éditions complètes les œuvres d'un de ses membres le plus justement célèbres.

G. LEFEBVRE.

1. La question a été traitée récemment par M. H. Schenkel, dans une dissertation de l'Université de Zurich qui ne nous est pas parvenue (*Die Bemühungen der helvetischen Regierung um die Ablösung der Grundlasten*, 1931).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Antiquité. — V. GORDON CHILDE. *The Bronze Age* (Cambridge University Press, 1930, in-8°, XIII-258 p., avec 31 figures et 1 carte ; prix : 8 s. 6 d.). — Par sa clarté, ses qualités d'exposition, le choix heureux des figures, ce nouveau livre de M. V. Gordon Childe se présente comme un des meilleurs manuels consacrés à l'étude de l'Age du Bronze. Le premier chapitre constitue une bonne introduction générale à l'histoire de cette nouvelle phase de la civilisation. On y trouvera, en particulier, une étude précise des problèmes posés par l'emploi du métal dont l'usage ne s'est pas brusquement généralisé. La progression et la pénétration des industries nouvelles sont restées très lentes et, pendant un certain temps, dans une même région, on observe la coexistence des deux civilisations du Néolithique et de l'Age du Bronze. L'une des transformations les plus importantes se manifeste dans les relations de groupe à groupe : à l'organisation sociale des néolithiques, qui pouvaient se suffire à eux-mêmes, une économie nouvelle nécessite des relations de commerce souvent fort étendues. La seconde partie du chapitre dresse le tableau des découvertes récentes se rapportant à l'Age du Bronze, d'une part, en Égypte : Badarien, Amratien, Gerzéen et Semainien ; de l'autre, en Asie antérieure (Suse, Ur, Kisch). Quant à l'origine du métal, nous ne sommes guère plus avancés qu'il y a vingt ans. Deux foyers, l'un asiatique, l'autre égyptien, sont déjà constitués aux environs de 3.000 avant J.-C. Quel est le plus ancien ? Après avoir exposé les grands traits de la métallurgie et du commerce à cette époque, établit la typologie des haches, ciseaux, gouges, dagues, épées, pointes de lances et de flèches, couteaux, rasoirs, ornements et céramiques, l'auteur étudie les diverses phases de la période. Le dernier chapitre traite des races. Il semble que déjà une partie de l'ethnographie européenne soit constituée ; il n'est plus impossible d'établir des rapports entre les groupes humains que fait connaître l'archéologie et les noms donnés aux populations par les auteurs classiques. Dans cette tâche, l'étude des langues indo-européennes apporte des renseignements précieux qui ne sauraient être négligés.

Raymond LANTIER.

— *Corpus inscriptionum Semiticarum*. Pars secunda, inscriptiones aramaicas contiens, t. III, fasc. 1 (Paris, Imprimerie nationale, 1926 ; librairie Klincksieck, in-fol., 336 p.). — C'est seulement en 1932 que l'Académie des inscriptions a pu distribuer ce gros volume, qui a été imprimé en 1924 et 1925. Les planches correspondant à ce fascicule seront jointes au suivant. Il comprend les inscriptions palmyréniennes trouvées soit à Palmyre même, et c'est de beaucoup le plus gros lot, soit dans d'autres régions du monde antique. Elles sont décrites sous les nos 3901-4237, avec fac-similés, transcriptions et commentaire. Il n'est pas superflu de faire connaître que ce *Corpus* compte déjà dix volumes d'égale importance.

Allemagne. — SCHUMACHER-FESTSCHRIFT, zum 70-Geburtstag Karl Schumacher-

24 Oktober 1930, herausgegeben von der Direktion des Römisch-Germanischen Zentral Museums in Mainz (Mayence, L. Wilcken, 1930, in-4°, vi-370 p., avec 48 planches et 187 figures). — Le volume de *Mélanges* offert à M. Schumacher à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire constitue un précieux recueil de documents, dont une partie traite de l'histoire de l'occupation territoriale de l'Allemagne dans l'antiquité. Ces études de *Siedelungsgeschichte* doivent beaucoup à l'ancien directeur du musée de Mayence qui a contribué pour une très large part à en préciser les règles et la méthode. Bon nombre de ces mémoires apportent des précisions nouvelles sur le peuplement préhistorique de l'île de Rügen (W. Petzsch), l'occupation mésolithique du Bodensee (H. Reinerth), la plus ancienne occupation du territoire de Budenheim, près Mayence (J. Curschmann), le Kaiserstuhl aux époques préhistoriques (R. K. S. Guttman), le peuplement du pays de Bade (G. Kraft), l'occupation préromaine de l'Alpe bavaroise (F. Wagner), les débuts de l'occupation germanique à Starkenburg (F. Behn), l'âge du Bronze dans le bassin de Neuwied (A. Günther), les antiquités germaniques de l'époque de La Tène dans la région de Cologne (E. Rademacher). A l'étude des techniques se rattachent les travaux sur la clé celtique et la clé de Pénélope (H. Jacobi), la fabrication des *diatreta* (F. Fremersdorf), la céramique de style baroque à l'époque de Tibère (A. Oxé). Deux mémoires traitent de l'architecture barbare : maisons du milieu du second âge du fer au Goldberg (G. Bersu) et tombes à pilastres de Glanum (P. Jakobsthal). Le choix des sujets traités, qui presque tous se rapportent aux antiquités de l'Allemagne, assure aux *Mélanges* Schumacher une unité que présentent trop rarement les recueils de ce genre.

Raymond LANTIER.

Allemagne. — Hedwig HINTZE. *Goethe und die französische Revolution (Die Justiz, avril 1932)*. — Pénétrante et suggestive étude, fondée sur une connaissance précise de l'œuvre de Goethe. Goethe ne s'est pas, dès l'abord, rendu pleinement compte de la portée énorme de la Révolution française. Il en a eu du moins l'impression très vive, lors de la victoire de Valmy ; on le voit très nettement dans sa *Campagne en France*, publiée, il est vrai, longtemps après les événements, en 1822 ; mais que l'on consulte sa correspondance de 1792, on y trouvera l'équivalent de la fameuse phrase : « de ce jour date une nouvelle période de l'histoire du monde. » Cette même impression est donnée par *Hermann et Dorothee* (1796-1797). Goethe n'a cessé de penser à la Révolution et de s'intéresser aux ouvrages paraissant sur cette époque, notamment aux mémoires ; ceux de M^{me} Roland, notamment, l'ont vivement intéressé. Toutefois, littérairement, il n'a pas tiré parti de la Révolution, comme il y avait songé à plusieurs reprises. Il l'a jugée avec impartialité, bien que toute manifestation de la violence répugnât à sa nature. D'autre part, il appréciait et aimait la France ; il lui était reconnaissant de ce qu'il devait à sa littérature et à sa civilisation.

H. S.

Canada. — R. P. LABAT. *Voyage aux Isles de l'Amérique. Antilles, 1693-1705* (Paris, Duchartre, [1931], 2 vol. in-8° carré, xvi-844 p. ; avant-propos par A. t Sersteuens ; prix : 76 fr. les 2 vol.). — Cette nouvelle édition du célèbre ouvrage du R. P. Labat est une édition de luxe, remarquablement imprimée et enrichie de trente-deux gravures, de cinq cartes et plans des Antilles, dont malheureusement l'origine n'est pas toujours indiquée, six portraits d'indigènes bien choisis, huit planches de plantes et d'animaux caractéristiques des Antilles, des vues de Porto-

Rico et de Saint-Martin de Grenade, neuf scènes qui évoquent les principales cultures pratiquées à la Guadeloupe et à la Martinique. La courte introduction est vivante, mais de caractère plus polémique que scientifique.

La présente édition n'est pas complète : elle est allégée de nombreux développements sur les plantes, les animaux, les monuments (églises ou forts). Les suppressions, qui sont indiquées avec soin, s'appliquent aussi à maints détails géographiques un peu arbitrairement choisis. Ces éliminations successives contribuent du moins à donner une idée fort vivante du caractère du Père Labat, de son caractère, de la vie aux Antilles au début du XVIII^e siècle. On pourra regretter l'absence de notes, qui seraient indispensables à l'intelligence du texte ou satisferaient la curiosité légitime du lecteur. Citons quelques exemples : au t. I, p. 63, le P. Labat écrit : « le nègre qu'on m'avait donné était créole. » Ce mot n'a-t-il point besoin d'être commenté ? Au t. II, à la p. 238, l'allusion à la guerre de 1699 est peu claire. Faute d'explications, les mentions faites de l'amiral Penn (t. II, p. 215) et de la famille de Galiffet (t. II, p. 223) auraient été plus évocatrices, si l'éditeur avait rappelé la fondation de la Pennsylvanie par le fils du premier et la réputation gagnée par un descendant de la seconde. A la fin du second volume, une courte notice bibliographique concernant les œuvres du P. Labat (p. 459-478) cite les neuf éditions du *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique* (six en français, une en flamand (1725), une en allemand (1782-1787), sans les caractériser de façon suffisante (l'éditeur n'indique que leur rareté et leur caractère abrégé). Dans l'ensemble, cette édition rendra surtout des services aux bibliophiles et aux lecteurs des grandes bibliothèques.

E. PRÉCLIN.

— Magdalen CASEY. *Catalogue des brochures aux Archives publiques du Canada* (Ottawa, Acland, 1931, in-8°, 553 p. ; prix : 1 \$) — M. CONSTANTIN-WEYER. *Champlain* (Paris, Plon, 1931, in-12, ix-240 p. et 11 gravures hors texte ; prix : 12 fr.). — Antoine ROY. *Les lettres, les sciences et les arts au Canada sous le régime français* (Paris, Jouve, 1930, in-8°, xvi-292 p.). — W. P. M. KENNEDY et G. LANCTOT. *Rapports sur les lois de Québec, 1767-1770* (Ottawa, Acland, 1931, in-8°, 95 p.). — R. RUMILLY. *Sir Wilfrid Laurier* (Paris, Flammarion, s. d., in-12, 209 p. ; prix : 12 fr.). — Les cinq ouvrages analysés ici appartiennent à trois genres différents : deux (1 et 4) sont des recueils de documents ; deux (2 et 5), des œuvres de vulgarisation ; un (3), une œuvre savante.

Le catalogue préparé par M^{lle} Casey et M. Doughty est un excellent instrument de travail à l'usage des historiens et des spécialistes. Les 4,260 brochures (la plus longue a 130 pages) mentionnées entre 1493 et 1877 sont classées par année, mais faciles à retrouver, grâce à deux index d'auteurs et de matières, le premier excellent de tous points (omissions des numéros 3,162 et 3,176) ; le second, de valeur plus inégale. Certaines rubriques : agriculture, American colonies, auraient gagné à être l'objet d'une classification plus poussée : il eût été bon d'indiquer les diverses colonies, de mentionner les différents problèmes agricoles, etc. Les paragraphes : Canada, Églises, Émigration, Chemins de fer, Pêcheries, souvent bien classés, renvoient à de fort intéressantes brochures.

Le recueil rendra d'immenses services. Il en eût rendu plus encore si les auteurs avaient pu donner quelques commentaires critiques sur la valeur de chacun de ces ouvrages.

Le livre de M. CONSTANTIN-WEYER est bien écrit, clairement présenté¹. Il n'ajoute rien à ce qui est déjà connu, parce que l'auteur ne s'est servi que des œuvres de Champlain et de bons ouvrages de seconde main, dont celui de Dionne. La biographie qu'il a donnée de Champlain est destinée au grand public et aux élèves de nos lycées. Elle contient des pages intéressantes (un exposé de la lutte soutenue par Champlain et les missionnaires contre les spéculateurs). Elle est juste de ton et contient peu d'erreurs. Est-il cependant exact de dire (p. 92) que le P. Lafitau fut un des premiers missionnaires des Iroquois? P. 96. L'auteur croit que la polygamie était rare chez les Algonquins, dont les Hurons sont la principale branche. Wrong (*The Rise and Fall of New France*, t. I, p. 227) montre exactement le contraire. P. 120. La fête de saint François d'Assise est le 4 octobre, non le 25 mai.

C'est sur l'ensemble de la période française que le très bon livre de M. Antoine Roy jette de singulières et précieuses clartés. Son « Essai de contribution à l'histoire de la civilisation canadienne » comble les lacunes du livre, si intéressant, du professeur Wrong, et constitue surtout une pertinente réponse aux contempteurs de la civilisation canadienne française aux XVII^e et XVIII^e siècles : à Sir Charles Lucas et même à J. C. Bracq, qui, à la page 6 de son *Évolution du Canada français*, décrit le Canada : « une France éloignée des grands courants de la civilisation. » Sur d'excellentes bases documentaires (p. VII-XVI) qui rendront service en France — encore que la bibliographie ne soit pas critique — M. Roy donne une synthèse de la vie intellectuelle du Canada d'autrefois. La longue étude (p. 1 à 57) qui est faite des écoles canadiennes est précise et ordonnée. Sur le niveau intellectuel de la bourgeoisie, l'auteur aboutit à des conclusions un peu optimistes, et qui, à la page 55, sont dépourvues de clarté : « [Les Canadiens] déclaraient ne savoir signer. Qu'est-ce que cela prouve? Rien du tout. Le fait peut sembler étrange. Il l'est, en effet, mais il faut l'accepter tel quel. Sous l'ancien régime, lorsqu'on savait écrire, assez souvent pour une raison ou pour une autre, on déclarait qu'on ne savait pas signer. » L'auteur a tiré bon parti des inventaires des bibliothèques canadiennes. Peut-être exagère-t-il leur portée, car le fait qu'un ou deux hommes instruits possèdent dans leur bibliothèque des ouvrages historiques rares ne justifie pas des conclusions générales comme celles-ci : « Dans le genre tout à fait sérieux, Pasquier, Moréri, Bayle, Fleury, le Fleury de l'*Histoire ecclésiastique*, Pufendorf, jouissaient d'un grand crédit » (p. 82), ou : « Les Canadiens étaient doués au plus haut degré de sens critique » (p. 83-84). M. Roy a su habilement se servir des correspondances, montrer (p. 89-134) leur valeur historique et littéraire. Le chapitre consacré aux sciences paraît neuf et complet (sauf sur la cartographie : il eût été intéressant de reproduire des cartes du XVIII^e siècle). Le rôle des correspondants de l'Académie des sciences, comme Sarrazin, est bien mis en évidence. Les développements sur les arts sont plus intéressants encore. En une étude très précise au point de vue technique et un peu à la manière du commandant Quedevy, M. Roy explique l'emploi du bois au lieu de l'ardoise dans la construction

1. Les illustrations — un plan de maison, des reproductions de la maison de Champlain, des scènes indiennes, deux cartes dessinées par Champlain — ont une réelle valeur documentaire.

canadienne. Les quelques lignes consacrées aux moulins-forts (p. 189) font regretter la brièveté des renseignements donnés sur l'architecture militaire. Les vingt pages (p. 200-201) qui retracent l'évolution de l'urbanisme seront les bienvenues. Sur la peinture, M. Roy ajoute beaucoup aux pages de Bracq (p. 389) sur le même sujet. Dans l'ensemble, son livre est nouveau, intéressant, vivant. Il serait plus remarquable encore si l'auteur avait pu multiplier les points de comparaison avec la civilisation française aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Exprimons un regret d'ordre pratique ; c'est-à-dire l'absence totale de reproductions de maisons canadiennes, de monuments et de tableaux.

C'est au lendemain de la conquête du Canada par les Anglais que nous transportent les quatre documents publiés par MM. KENNEDY et LANCTOT. Ils nous donnent les avis autorisés, mais divergents, des conseillers du gouvernement britannique (Carleton, Hey, Masères) sur l'opportunité de maintenir à Québec les lois anglaises et françaises. Les textes, qui ne sont pas toujours fort clairs, sont bien annotés. Ils présentent un double intérêt : ils font revivre de façon précise l'organisation du Canada, en des années de transition (p. 58 et suiv.). Par delà les tendances différentes d'un Masères, hostile aux coutumes françaises, et d'un Carleton qui leur est plus favorable, le lecteur voit peu à peu se dégager les points communs qui seront à la base du *Québec Act* ; l'opportunité d'adopter les coutumes françaises sur la tenure, la vente et l'hypothèque, mais aussi l'essentiel de la législation criminelle anglaise sur l'*habeas corpus*, le jury.

C'est grâce à ce compromis fécond que le Canada a vécu depuis plus d'un siècle et que les Canadiens français ont pu prendre une part active au gouvernement du Dominion.

La biographie de l'un d'eux, Sir Wilfrid Laurier, que donne M. RUMILLY, est un ouvrage qui est plutôt un livre de vulgarisation, inspiré par les ouvrages de David, de Skelton, bien qu'il contienne des renseignements fournis par la famille Laurier. Il n'en sera pas moins utile en France, car il évoque de façon vivante la belle nature de l'homme, son actif patriotisme canadien, son œuvre de chef du parti libéral et de ministre. Dans un dessein d'apologétique qui s'explique par la nature de la collection où l'ouvrage est publié, M. Rumilly a omis plusieurs faits propres à caractériser les différends qui mirent aux prises Sir Wilfrid avec le clergé catholique canadien : je veux parler du court stage de Laurier dans une école protestante, de l'affaire Guibord, du rôle du journal *le Défricheur*, édité par le futur homme d'État. A la page 168, les causes de son hostilité à l'égard de la conscription sont indiquées de façon superficielle. A la fin de l'ouvrage, on trouve un chapitre un peu vague sur le Montréal moderne. En attendant une biographie définitive de Sir W. Laurier, l'ouvrage de M. Rumilly sera lu avec intérêt par les grands élèves de nos lycées, même par les historiens.

E. PRÉCLIN.

États-Unis. — H. Hale BELLOT. *The Study of American history* (Oxford, Basil Blackwell, 1931, in-8°, 16 p. ; prix : 1 s.). — Cette très courte conférence, prononcée à l'University College de Londres, rappelle que la Révolution américaine fut à la fois dirigée contre des ordres impopulaires émanés de Westminster, mais aussi contre l'absolutisme de « la Couronne s'exprimant par la voix du Parle-

ment ». L'auteur divise l'histoire des États-Unis en deux périodes. De 1783 à 1861, un conflit politique met aux prises les partisans des droits des États et ceux de l'État. « Les vainqueurs de 1788 furent les vaincus de 1865. » Depuis la fin de la guerre de Sécession, l'histoire des États-Unis marque l'avènement d'une audacieuse expérience économique et sociale. Pour en illustrer l'évolution, l'historien, pendant de longues années, « devra appliquer ses méthodes [techniques] à la compilation patiente de monographies consacrées aux formes d'activité variées de ce vaste organisme et éviter toute interprétation ».

E. PRÉCLIN.

— Käthe SPIEGEL. *Kulturgeschichtliche Grundlagen der Amerikanischen Revolution*. Beiheft 21 der Historischen Zeitschrift (Berlin et Munich, R. Oldenbourg, 1931, in-8°, x-214 p.). — Cet ouvrage est un très bon exposé de la situation des treize colonies à la veille de la Révolution américaine. Avec précision et netteté, l'auteur étudie successivement le peuplement des colonies, l'importance relative des nationalités, des religions, des divers États. Puis il caractérise heureusement la situation religieuse (les pages 64-66 expliquent l'attitude des Anglicans) et scolaire, ainsi que l'activité des journaux et des magazines. La troisième partie, consacrée à l'administration et au droit, est plus inégale. Alors que l'étude de l'organisation locale paraît au point, que les pages qui démontrent la faible influence du droit anglais sur les juristes coloniaux sont curieuses, l'explication du rôle des gouverneurs et des assemblées locales gagnerait à être complétée par les conclusions établies par G. Labaree. La quatrième partie, qui expose la situation économique, à savoir les besoins des colonies à pain et à tabac, le problème des dettes, les conditions de vie des pauvres blancs, est fort intéressante.

En conclusion, l'auteur démontre la légitimité des conceptions nouvelles sur la Révolution de 1776, à la fois crise politique, économique et sociale.

En Europe, le livre rendra de réels services aux étudiants et aux professeurs. Clairement écrit, il s'appuie sur une bibliographie assez complète (les derniers livres de Mollon, Schmidt, Coupland, ne sont pas cités), mais l'auteur a le tort de ne pas distinguer entre les ouvrages essentiels et les secondaires. On peut aussi regretter l'absence de cartes et d'un index.

E. PRÉCLIN.

— *The Library of Congress. Exhibit of books printed during the XVth century and known as Incunabula* (Washington, Government Printing Office, 1930, 77 p.).

— Un Bill, présenté par le représentant Ross A. Collins et voté en juillet 1930, a décidé l'achat, pour la Bibliothèque du Congrès, de la collection Vollbehr, très riche en incunables et en volumes rares du x^ve siècle. La présente brochure est le catalogue de ceux de ces ouvrages qui sont exposés dans la Bibliothèque. On remarquera dans le nombre un des trois seuls exemplaires sur vélin qui subsistent de la Bible latine dite de Gutenberg, à quarante-deux lignes, imprimée à Mayence en 1454.

M. C.

France. — J. CALMETTE. *Les fouilles de Saint-Bertrand-de-Comminges (Lugdunum Convenarum), 1920-1929* (Toulouse, Privat, 1930, une brochure in-8°, 4 p.). — B. SAPÈNE. *Découvertes à Saint-Bertrand-de-Comminges en 1929* (Toulouse, Privat, 1930, une brochure in-4°, 4 p., avec 2 planches). — La première de ces deux brochures n'est qu'un compte-rendu, publié dans les *Annales du Midi* (janvier-avril 1930), de l'ouvrage que MM. P. Lavedan, R. Lizop et B. Sapène ont consacré aux *Fouilles de Saint-Bertrand-de-Comminges (Lugdunum Convenarum)*. Il n'est que

juste de signaler l'énergie déployée par MM. Sapène et Lizop pour s'assurer les appuis indispensables à l'œuvre de résurrection de l'antique cité dont les premiers résultats, fort intéressants, ont permis de reconstituer en partie la topographie de la ville gallo-romaine. A la découverte d'une grande basilique chrétienne s'ajoutent celles d'un grand trophée orné de statues de captifs, de thermes publics, d'une basilique civile, de diverses maisons et d'un théâtre. Les fouilles de 1929 ont été poursuivies à l'intérieur de ce dernier édifice, situé au flanc de la colline sur laquelle s'élèvent les constructions de la ville haute. Plusieurs étages de gradins ont été mis au jour. Un second chantier a été ouvert au terrain Escoubas, dans le voisinage duquel avaient été trouvées les statues du grand trophée. La découverte la plus remarquable a été celle d'une tête colossale en marbre blanc, haute de 0m45, Apollon ou Tutèle, dont la chevelure, portant des traces de couleur rouge, était peut-être surmontée d'une couronne.

Raymond LANTIER.

— Camille COUDERC. *Bibliographie historique du Rouergue*. 1^{re} livraison : A-C. (Rodez, P. Carrière, 1931, xii-316 p.). — Recueil inappréciable pour l'histoire du Rouergue ; œuvre de très longue haleine, pour laquelle l'auteur, conservateur honoraire à la Bibliothèque nationale, ne s'est pas contenté de mettre à profit les immenses dépôts de livres à la portée de sa main, mais aussi tout ce que pouvaient lui fournir les archives et bibliothèques de son pays d'origine où il passait la plus grande partie de ses vacances, toujours cherchant et cataloguant avec l'exactitude scrupuleuse d'un bibliothécaire et d'un professeur à l'École des chartes. Espérons que la suite de l'ouvrage ne se fera pas attendre.

— Henri LÉVY-BRUHL. *Un document inédit sur la préparation de l'Ordonnance sur le commerce de 1673* (extr. de la *Revue. hist. de droit français et étranger*, 1931, in-8°, p. 649-681). — Le document découvert par l'auteur (procès-verbal de la séance du 4 février 1671) est d'une importance capitale, d'abord parce que nous n'avons rien conservé sur les travaux préparatoires du Code Savary, ensuite à cause de sa valeur intrinsèque. Il s'agissait de la *quaestio vexata* du prêt intérêt, que le texte primitif de l'Ordonnance autorisait jusqu'à 5 %. Consultation des docteurs de Sorbonne, d'où il appert que le point de vue théorique n'avait pas changé depuis 1530. On ne peut citer qu'une opinion divergente, celle, chose à noter, des « prêtres de l'Oratoire », qui soutiennent la légitimité d'un intérêt modéré par des arguments qui rappellent singulièrement ceux de Calvin. On se mit d'accord pour ne rien dire, c'est-à-dire pour effacer purement et simplement la phrase litigieuse, de façon à ne pas sanctionner à nouveau l'interdiction, sans dire qu'on en limitait la portée. Exemple nouveau de l'étroitesse des rapports entre l'histoire économique et l'histoire religieuse.

H. H^{rs}.

— *Lettere di Georges Sorel a Roberto Michels* (Rome, 1930, viii-in-8°, 8 p. ; extr. des *Nuovi studi di diritto*). — Cinq lettres (1905-1917) du doux apôtre de la violence. Il y montre à plein sa haine des socialistes (Jaurès est pour lui un *faux-frère*), son admiration déconcertante pour l'honnête critique qui avait nom Jean Bourdeau, et sa tendresse très explicable pour l'Action française.

— F. ÉVRARD. *Le commerce des étoffes à Versailles avant la Révolution* (Versailles, 1930, in-8°, 45 p. ; extr. de la *Revue d'hist. de Versailles et de Seine-et-Oise*). — Étude très soignée de la communauté des merciers drapiers, création quelque peu artificielle de 1777. Police du commerce des étoffes, avec détails intéressants

sur le colportage plus ou moins clandestin. M. Évrard nous renseigne notamment sur les marchands en gros, sur leur mode d'approvisionnement, sur leur fréquentation des foires de l'Ouest (surtout Guibray et Caen). Il y avait là un mouvement d'affaires d'une réelle importance. A signaler la concurrence des maisons étrangères, et surtout des maisons établies dans les pays « à l'instar de l'étranger ». Les frères Hausmann de Logelbach ont un magasin d'indiennes à Versailles ; ils finissent même par compter au nombre de ces négociants versaillais qui jouent un rôle dans la vie municipale avant et après 1789.

H. Ha.

— Dans le Bulletin trimestriel de la Société d'émulation d'Abbeville en 1930 (Abbeville, impr. La Fosse, 1931), M. Adrien HUGUET a publié (p. 235-287) une étude sur *Raoul Bouteiller, capitaine du Crottoy pendant la captivité de Jeanne d'Arc* ; on y trouvera quelques mentions inédites tirées par l'auteur du Cabinet des titres à la Bibliothèque nationale et des archives municipales d'Amiens et d'autres, communiquées par M. le commandant Bailly-Matthe. Ce Bouteiller, plusieurs fois cité dans la vie de Charles VII par M. de Beaucourt, est plus connu des historiens anglais sous le nom de Ralph Butler, seigneur banneret de Sudeley (co. Gloucester). Voir, par exemple, *The reign of Henry V*, par feu J. H. Wylie et par son continuateur W. T. Wylie, t. III, p. 259 et suiv.

Ch. B.

— Signalons aux historiens de la Révolution les *Souvenirs d'une femme du peuple, Marie-Victoire Monnard, de Creil, 1777-1802*, publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Senlis (Comptes-rendus et Mémoires, 6^e série, t. II). Ces *Souvenirs*, rédigés au temps de Louis-Philippe, ont été publiés par M. O. Boutanquoi.

— H. CLOUZOT et A. FARAUULT. *Niort et sa banlieue. Dictionnaire topographique et historique avec plan, du XI^e au XVIII^e siècle* (Niort, au siège de la Société, 1931, 373 p. ; *Mémoires de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres*, 17^e-27^e années, 1921-1931). — On trouvera dans cet important travail d'utiles renseignements, non seulement sur les rues, places, monuments, lieux dits de Niort et de sa banlieue (c'est-à-dire des cinq communes qui encerclent la ville : Aiffre, Souché, Sainte-Pézenne, Saint-Liguaire et Saint-Florent), mais encore sur les institutions, les corps constitués et les usages locaux.

M. C.

— L. VIVIER. *Petite histoire du collège et du lycée de Roanne, 1607-1931* (Roanne, impr. Souchier, 1931, vi-136 p.). — Ce petit livre, publié sous les auspices de la Société des anciens élèves du lycée, a été écrit par un de ses professeurs, ancien élève lui-même. C'est une étude rapide sans doute, mais basée sur l'étude des documents, des transformations subies par cet établissement, qui fut fondé en 1607, grâce à la protection du P. Cotton, le confesseur d'Henri IV et de Louis XIII. Depuis cette date, le vieux collège a connu bien des vicissitudes ; les Jésuites ont dû céder la place aux Pères de Saint-Joseph et ceux-ci à l'École centrale ; puis ce fut le Collège universitaire, mais sa place fut prise de 1851 à 1870 par un collège diocésain directement soumis à l'autorité de l'archevêque de Lyon. A suivre cette histoire dans le détail, on constate que chaque événement politique a une répercussion immédiate et profonde sur la vie du collège : à plusieurs reprises, au cours du XIX^e siècle, les violentes campagnes contre l'Université menacèrent d'entraîner sa disparition ; les variations du nombre des élèves et des professeurs permettent de se rendre compte de ces difficultés. En indiquant aussi les changements des programmes, M. Vivier insiste sur le souci qu'ont eu de tout temps les Roannais de

donner un enseignement technique et moderne à côté de l'enseignement classique traditionnel.

M. C.

— Séverin CANAL. *Notes historiques sur le département de Tarn-et-Garonne en 1830* (Montauban, impr. Georges Forestié, 1932, 58 p. ; prix : 8 fr.). — A l'aide des documents des Archives départementales dont il a la garde, M. Canal a dressé un excellent tableau, précis et instructif, de ce département, au moment où se produit la Révolution de 1830. A cette date, le Tarn-et-Garonne présente encore beaucoup de traits de l'Ancien Régime : l'agriculture produit peu, le seul engrais employé est le fumier et on ne laboure guère qu'avec le soc de bois ; par contre, l'industrie, surtout les filatures et minoteries, est beaucoup plus active qu'aujourd'hui. Quant aux routes départementales, elles sont en construction, les chemins vicinaux n'existent pas encore ; aussi est-ce sur la Garonne et sur le Tarn que se manifeste l'activité du trafic. Au point de vue démographique, la situation est encore favorable (densité de 65 contre 43 aujourd'hui), mais déjà les cantons de la rive gauche de la Garonne et du Tarn sont déficitaires. L'enseignement primaire est peu développé et le sous-préfet de Moissac attribue cet état à l'incurie des conseils municipaux qui sont recrutés parmi les plus imposés. Le conseil général, nommé par le gouvernement et épuré par Polignac, montre cependant une certaine indépendance dans la défense des intérêts locaux. Au début de 1830, l'opinion est agitée et les succès libéraux aux élections de juin provoquent une émeute, car la masse populaire à Montauban est ardemment catholique et légitimiste ; cependant, la Révolution de Paris ne provoqua pas de réaction et le nouveau régime put s'établir sans difficulté.

M. C.

— Henri CARRÉ et R. P. DE MONSABERT. *Correspondance de M^{me} de Médel, 1770-1789* (Poitiers, impr. moderne, 1931, in-8°, 166 p. ; extr. des *Archives historiques du Poitou*). — Ces lettres, datées presque toutes de Poitiers ou des environs et adressées la plupart par M^{me} de Médel à sa belle-sœur, M^{me} de Ferrières¹, donnent une idée vivante de la société noble du Poitou, dans les vingt dernières années de l'ancien régime. Cette noblesse provinciale, parfois assez besogneuse, passe une partie de l'année à Poitiers, recherchant les fêtes et les distractions, et la belle saison, jusqu'à une date assez tardive, à la campagne, où elle s'occupe de ses terres. M^{me} de Médel est d'ailleurs une femme intelligente et cultivée, férue de lecture et d'esprit libéral : elle plaint la misère des paysans, misère qu'aggravent, à la fin de l'ancien régime, plusieurs mauvaises récoltes. En septembre 1791, son mari, cédant au courant général, s'apprête à émigrer et elle-même, quelques mois plus tard, va partir. L'édition de cette curieuse correspondance a été faite avec grand soin, et une très abondante annotation, due au P. de Monsabert, vient encore en augmenter l'intérêt.

H. S.

— Pierre SAUBERT. *Notre bourgeoisie. Réflexions sur l'origine, la formation et le rôle des bourgeois* (Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1931, 63 p. ; prix : 5 fr.). — Cette petite brochure ne contient guère que des réflexions banales et vagues sur l'origine et la formation de la bourgeoisie. Quant aux idées de l'auteur

1. Elles forment comme le complément de la correspondance du marquis de Ferrières, député de la noblesse aux États-Généraux, que M. Henri Carré vient de faire paraître.

sur son rôle et sur la nécessité pour elle de s'organiser et de s'armer contre les révolutionnaires, elles sortent du cadre de la *Revue*. M. C.

— Abbé Émile PASQUIER et Victor DAUPHIN. *Imprimeurs et libraires de l'Anjou* (Angers, Société des éditions de l'Ouest, 1932, in-8°, 403 p.). — Cette belle publication, œuvre de deux excellents érudits angevins, est le fruit de longues et patientes recherches, poursuivies non seulement dans les bibliothèques municipales de l'Anjou, à la Bibliothèque nationale, dans la très riche bibliothèque privée du Plessis-Villoutreys, mais aussi aux Archives départementales et communales de Maine-et-Loire et même aux Archives nationales¹.

L'ouvrage, embelli par d'intéressantes illustrations (frontispices, lettres ornées, culs-de-lampe, etc.), intéresse à la fois la bibliographie et l'histoire sociale. En une instructive introduction, MM. Pasquier et Dauphin montrent que l'imprimerie, introduite en Anjou dès 1478, devient particulièrement brillante à partir de la fin du xvi^e siècle; beaucoup de livres, aux xvii^e et xviii^e siècles, sont sortis des presses des Hernault, Avril, Yvain; au xviii^e, Barrière, puis Mame se distinguent par la beauté de leurs éditions. L'existence d'une Université à Angers contribua à cette prospérité. Cependant, la communauté des libraires et imprimeurs d'Angers n'eut pas de statuts, observant simplement les règles d'une coutume corporative et gérée par des syndics. La plupart de ces libraires et imprimeurs se succèdent de pères en fils ou en gendres. Dans les autres villes de l'Anjou, où il n'y a pas de communauté du tout, ils jouissent d'une liberté complète. Les ateliers angevins sont, d'ailleurs, assez peu fournis de matériel et n'ont guère que deux ou trois presses; pour la première fois, en 1802, l'imprimerie Mame compte dix presses et cinquante-six ouvriers. Les auteurs nous donnent, en suivant l'ordre alphabétique, les bibliographies détaillées des imprimeurs et libraires d'Angers, avec les listes des livres sortis de leurs presses.

Ils procèdent de la même façon pour les autres villes de l'Anjou, qui ont eu des imprimeurs et libraires (Saumur, La Flèche, Château-Gontier, Baugé, Cholet). Mais imprimerie et librairie ne connurent de véritable prospérité qu'à Saumur, au xvii^e siècle, par le fait que dans cette ville, devenue place de sûreté pour les protestants en 1589, fut créée, en 1600, une Académie protestante, véritable Université bientôt florissante; alors parurent de multiples éditions d'ouvrages théologiques, de sermonnaires, de classiques grecs et latins. La suppression de l'Académie, en 1685, ruina l'imprimerie saumuroise, qui ne fit plus que végéter au xviii^e siècle. A la Flèche, la création du célèbre collège des Jésuites, en 1603, eut pour effet d'y rendre relativement prospères l'industrie et le commerce du livre. — Les auteurs nous donnent encore quelques renseignements sur les imprimeries particulières et clandestines, ainsi que sur l'imprimerie ambulante de l'armée vendéenne. A l'appendice, on trouvera les listes des imprimeurs et libraires de Maine-et-Loire au xix^e siècle, ainsi que quelques documents inédits, parmi lesquels on peut citer des comptes d'impressions et fournitures de librairie aux xvii^e et xviii^e siècles.

Henri SÉE.

— A. GERNOUX. *La chouannerie de 1832 dans la région de Châteaubriant* (Châteaubriant, impr. L. Lemarre, 1929, 71 p.). — Intéressante petite étude des troubles qui eurent pour théâtre l'arrondissement de Châteaubriant de 1831 à 1835.

1. Notons que les auteurs ont tiré bon parti des archives notariales.

L'auteur montre bien la liaison entre cette chouannerie et celle de 1793 à 1800. Ce sont les mêmes chefs — en particulier ce Jean Terrien, vétéran de la première révolte, pensionné sous la Restauration comme colonel des « armées royales de l'Ouest » et nommé percepteur de Riaillé — qui essaient de soulever les paysans, à la fois par intimidation et en faisant appel à leurs sentiments religieux. Mais le mouvement ne fut jamais sérieux ; malgré leur audace, les chefs ne purent jamais réunir d'effectifs suffisants et les habiles dispositions de l'administration les paralysèrent. C'est que la population resta spectatrice et ne voulut pas compromettre sa tranquillité et ses intérêts dans une lutte hasardeuse.

M. C.

— Pierre LHANDÉ. *La France rayonnante : Argentine, Chili, Uruguay, 1930* (Beauchesne, 1931, 144 p. et 4 gravures hors texte ; prix : 10 fr.). — Le R. P. Lhandé S. J. est allé en 1931 faire une série de conférences en Amérique du Sud ; il en rapporte des impressions de voyage à la vérité peu originales ; il montre la nécessité d'un effort, si l'on veut maintenir l'influence intellectuelle de la France, encore très grande dans la haute société sud-américaine, et il insiste sur le rôle important des congrégations religieuses.

M. C.

— André MEYNIER. *Ségalas, Levézou, Châtaigneraie* (Aurillac, éditions U. S. H. A., 1931, xix-490 p.). — Plus des trois quarts des pages de cette thèse de géographie sont consacrées à l'étude économique d'une partie du Massif central. Pour expliquer le présent, l'auteur, à chaque instant, a recours au passé et il apporte ainsi une importante contribution à l'histoire économique. Faute de documents, il n'a pas pu décrire l'économie rurale avant le xviii^e siècle, mais les pages si vivantes qu'il consacre à la révolution économique du xix^e siècle sont d'un vif intérêt. Dans ce pays, placé à l'écart des grandes routes, découpé en compartiments isolés par des gorges profondes, la vie a été misérable tant que des voies de communication ne l'ont pas ouvert à la civilisation. Cette économie du xviii^e siècle était un contresens perpétuel : on s'obstinait à cultiver des plantes qui, dans une région froide et élevée, ne peuvent donner que de faibles rendements ; vivant de la culture du seigle, du chanvre, de la châtaigne, de l'élevage extensif, le paysan devait, en outre, pour payer ses impôts et acheter les autres objets dont il pouvait avoir besoin, se livrer à des travaux peu rémunérateurs : charrois, travail des textiles, etc. Depuis le début du xix^e siècle, les routes, les chemins de fer permettent d'apporter la chaux qui révolutionne l'économie et d'exporter les produits du pays ; désormais le pays se transforme avec une rapidité inégale d'ailleurs suivant les régions. On appréciera surtout les excellentes pages si pleines de sens critique que M. Meynier consacre à ce réseau ferré construit sans qu'on ait tenu un compte suffisant des besoins du trafic local et régional ni des graves inconvénients que présente son tracé. De même, les chapitres qui traitent des mouvements de la population, de l'émigration et de l'évolution des villes sont pleins d'aperçus suggestifs.

M. C.

— *Le chemin de fer métropolitain de Paris* ; tel est le titre d'un album richement illustré, où M. Marcel ULRICH, ingénieur au Corps des mines, expose les travaux exécutés pour l'établissement de cette voie souterraine de transport. L'historien y trouvera des indications précieuses sur cette belle œuvre, « dont la construction, comme l'exploitation, si peu connues du grand public, font appel aux plus récentes découvertes de l'art de l'ingénieur et dont le développement est lié si intimement à celui du plus grand Paris ». Ces quelques lignes, qui terminent la préface, suffisent

pour signaler l'intérêt de cette publication, même au point de vue purement historique. Le réseau n'est d'ailleurs pas encore terminé, comme on sait, et les dernières pages de l'album renseignent sur les nouvelles lignes prévues et en construction, avec leur prolongement au delà de ce qu'on peut appeler encore les fortifications, de Saint-Denis à Arcueil et de Vincennes à Puteaux (édité par les Ateliers A. B. C., en avril 1931, gr. in-4°, 58 p. et 13 planches).

Grande-Bretagne. — *Register of Edward, the Black Prince, preserved in the P. Record Office. 3^e partie : Palatinate of Chester, 1351-1365* (Londres, H. M's Stationery office, 1932, 587 p. ; prix : 1 £ 10 s.). — Nous avons déjà signalé (*Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 116) la première partie de cet important registre. Voici maintenant la troisième (la seconde ne nous étant point encore parvenue), qui est l'œuvre de M. C. B. DAWES, archiviste au P. R. O. Bien qu'elle se rapporte à l'époque de l'invasion conduite en France par le Prince Noir en 1355-1357, elle présente pour l'histoire de notre pays un moindre intérêt que la première ; elle concerne presque uniquement l'administration des biens du Prince, toujours absent, dans son palatinat de Chester. A la fin, on trouve une trentaine d'actes relatifs à la Galles du Nord, qui ont été retrouvés dans le fonds de l'« Ancient Correspondence ». Cependant, la France n'est pas oubliée, car, parmi les ordres donnés par le Prince à ses fonctionnaires dans le palatinat, se trouvent un certain nombre de dons faits à des personnages gratifiés pour les services rendus en Gascogne, et notamment à la bataille de Poitiers. Le plus célèbre est Jean Chandos, qualifié soit de chevalier (*knight*), ou plus souvent de « bachelier » (cf. *Rev. histor.*, t. CLXVIII, p. 118). Il reçoit le manoir de Drakelow, avec une rente viagère de 40 l. ; il est nommé « maître » et garde-chasse de plusieurs forêts domaniales. En fait, ce registre d'ordres intéresse surtout l'organisation de la Maison du Prince, décrite, avec l'érudition que l'on sait, par Mrs. Margaret Sharp, dans *Tout, Chapters*, t. V, 2^e section de l'appendice.

Ch. B.

— *Acts of the Privy Council of England, in the reign of James I. Vol. VI : July 1621 to may 1623* (Londres, H. M's Stationery office, 1932, 598 p. ; prix 1 £ 15 s.). — Les précédents volumes de cet important recueil de documents ont déjà été signalés par la *Rev. histor.* Le tome VI, qui, comme les précédents, a été rédigé par M. LYLE, sera utilement consulté par les historiens français qu'intéresse l'histoire de La Rochelle et du parti protestant au début du ministère de Richelieu. On y voit les Rochelais employant leur marine à faire la course, non seulement contre les étrangers : Italiens (p. 270) et Espagnols (p. 340), mais aussi contre Saint-Malo (p. 100), les Sables-d'Olonne (p. 316) et allant vendre leurs prises dans les ports anglais : Falmouth, Douvres, surtout Plymouth. En 1623, on trouve même une autorisation donnée à un capitaine anglais de lever « une compagnie de soldats pour venir en aide à La Rochelle » (p. 475). De là de fréquentes interventions de l'ambassadeur de France ; l'affaire est alors soumise au Conseil privé qui, après examen, la renvoie au tribunal suprême de l'Amirauté. Dans un tout autre ordre d'idée, mentionnons parmi les affaires soumises au Conseil (p. 75) le cas d'un Français qui, s'étant « conformé à la discipline de l'Eglise d'Angleterre », fut molesté par les « Anciens de l'Eglise française », c'est-à-dire des huguenots réfugiés à Londres.

Ch. B.

— Marjorie JOHNSTON. *Bibliography of the registers (printed) of the Universities, Inns of court, Colleges and Schools of Great Britain and Ireland* (extr. du *Bulletin of*

the Institute of historical research). — Les registres des Universités, collèges et écoles de Grande-Bretagne et d'Irlande sont précieux pour la biographie de maints personnages, surtout de ceux qui n'ont pas joué un rôle de premier plan. On comprend donc l'intérêt de cette bibliographie, que Miss Johnston a composée avec un soin des plus méritoires, sans se dissimuler d'ailleurs qu'elle ne saurait être absolument complète; elle espère que les lecteurs lui signaleront nombre d'*addenda* et *corrigenda*. H. S.

— George PRATT INSH. *The study of local history and other Essays* (The Educational Institute of Scotland, in-16, 171 p.). — Cette série d'essais, écrits d'une plume alerte, contient surtout des impressions très vivantes du pays d'Écosse, de ses paysages pittoresques et l'auteur note toujours avec prédilection les vestiges du passé. La partie la plus importante du petit volume concerne l'étude de l'histoire locale; l'auteur en montre le grand intérêt et remarque très justement que l'histoire nationale repose en grande partie sur des travaux qui ont pour objet l'histoire locale ou régionale. Pour ce qui est de l'histoire d'Écosse, M. Insh montre le parti que l'on peut tirer de certaines sources et notamment des *Statistical Accounts*, dont la belle série a été inaugurée, en 1791, par Sir John Sinclair. H. S.

— André GERVAIS. *Un grand ennemi : Nelson* (Paris, la Renaissance du Livre, 1931, in-8°, 246 p.). — Les Vies de Nelson se multiplient depuis quelque temps avec une insistance d'autant plus fâcheuse qu'elles exploitent, sans y rien ajouter, le fonds commun des *Letters and dispatches* et des travaux de James, Laughton, Desbrières, Corbett ou Newbolt. Le petit livre de M. André Gervais a le mérite d'être une des rares biographies françaises du célèbre amiral; l'auteur est exact en général et écrit d'une façon fort alerte; mais il satisfait au goût du jour pour l'histoire romancée et témoigne d'une confiance singulière dans les *Guerres maritimes sous la Révolution et l'Empire* de Jurien de La Gravière, si vieilles; il leur emprunte le plus clair de sa documentation militaire, sans les avoir toujours lues, semble-t-il, assez posément (il déforme, en les résumant, les allées et venues de Nelson dans la Méditerranée et l'Atlantique en 1805). A-t-il consulté l'*Expédition d'Égypte* de La Jonquière ou la *Campagne de Trafalgar* de Corbett? Elles auraient corrigé certains de ses points de vue. Reconnaissons, d'autre part, qu'il ne sacrifie pas exagérément le vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar à l'amant de Lady Hamilton et ne commet point de ces hérésies maritimes qui font sourire dans d'autres volumes de la collection consacrée à la *Grande Légende de la mer*. — A. REUSSNER.

— M. EPSTEIN. *The Annual Register. A review of public events at home and abroad for the year 1931* (Longmans, 1932, xvi-316 et 167 p.; prix : 30 s.). — Comme on sait, ce remarquable annuaire comprend deux parties, chacune avec une pagination séparée. La première est consacrée à l'histoire de l'Angleterre, à celle de l'Empire britannique et à l'histoire étrangère; la deuxième à la chronique des événements notables qui se sont produits dans le monde. En ce qui concerne l'Angleterre propre, quatre chapitres traitent de la crise industrielle et de la lutte des partis politiques, du budget et des impôts nécessaires pour le mettre en équilibre, de la crise financière et de l'avènement du nouveau ministère, enfin des premières mesures prises pour organiser le régime protectionniste. En ce qui concerne l'Empire, cinq chapitres se rapportent à l'Irlande, au Canada, à l'Union sud-africaine, à l'Australasie et à l'Inde. Enfin, l'histoire étrangère est représentée par neuf chapitres sur la Société des nations (on conserve ici l'ancien titre : *The Ligue of Nations*), les

États européens, grands et petits, les pays d'Orient et d'Extrême-Orient et l'Amérique. Un chapitre spécial (le ch. VIII) est consacré à la fois au Maroc et à l'Égypte. — Dans la deuxième partie, après la Chronique, sont résumés les faits et les œuvres concernant la littérature, l'art et la science, les finances, le commerce et la législation. A la suite, on trouve le texte complet de la constitution républicaine que vient de se donner l'Espagne. Vient en dernier lieu l'obituaire des personnages les plus marquants qui sont décédés en 1931 ; cette liste débute par le maréchal Joffre (3 janvier) et se termine par Sir George Foster, un des partisans les plus ardents de l'Empire britannique, mort le 30 décembre à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— A. W. BROGGER. *Ancient Emigrants. A History of the Norse Settlements of Scotland* (Oxford, Clarendon Press, 1929, in-8°, xi-208 p., avec planches ; prix : 15 s.). — Le mouvement qui entraîne chaque année vers les Amériques un large contingent d'émigrants n'est pas un phénomène isolé dans l'histoire de la Norvège. Il y a plus de mille ans (780-1020), des Norvégiens sont venus se fixer en Écosse, aux Orkney, Hébrides, Shetland, Féroë, et jusqu'en Islande. C'est l'histoire de cette émigration que M. Brogger vient de retracer dans un livre de lecture facile et attrayante.

Contrairement à ce que l'on observe habituellement, c'est à une époque particulièrement prospère de l'histoire de la Norvège que se produit ce grand mouvement. On peut même dire qu'il en fut la conséquence directe : une population riche, mais trop nombreuse pour le peu de sol fertile dont elle dispose, a dû envoyer une partie de ses jeunes hommes à la recherche de terres nouvelles et aussi de côtes plus développées pour s'y livrer à la pêche qui constitue l'une des premières ressources de son alimentation. Le développement rapide de la métallurgie du fer en Scandinavie, en permettant la construction de navires aptes à de longues navigations, a favorisé encore ce mouvement de migration. Mais ces émigrants ne sont pas allés bien loin. Ils n'ont pas recherché de climats plus doux que ceux des pays du Nord ; bien au contraire, ils se sont arrêtés dans un pays ayant les mêmes caractères que la patrie qu'ils venaient de quitter. Ce sont des groupes de jeunes gens de souche paysanne, ayant le goût de l'aventure, mais surtout désireux de trouver des terres pour s'y établir. Ce mouvement diffère, en somme, de celui qui conduisit dans nos régions les pirates du Nord, les Normands. C'est une colonisation progressive et pacifique.

Leur installation en Écosse et dans les îles voisines a été singulièrement facilitée par l'état d'instabilité sociale des populations pictes alors installées sur ces territoires et qui, à l'arrivée des Scandinaves, se sont retirées dans l'intérieur. La toponymie de l'Écosse et des îles a conservé le souvenir de ces envahisseurs pacifiques qui ont laissé également de nombreux restes archéologiques de leur passage. Les institutions, elles aussi, portent le témoignage du séjour des Norvégiens sur ces terres. Alors que, dans l'Europe occidentale, le régime féodal s'établit solidement, ces territoires restent soumis au régime de la loi d'Odel qui repose sur l'individualité de la famille. Les îles Shetland et Orkney sont régies par un comte et un évêque et, bien que de civilisation norvégienne, gardent un particularisme accentué, sur lequel l'action intellectuelle de l'Europe occidentale exerce une réelle influence. En 1266, la couronne écossaise acquiert les îles occidentales, deux cents ans plus tard les îles septentrionales. Les succès remportés à Largs par le roi de Norvège, Haakon Haakonsson, marquent la fin de la grande période norvégienne. Au traité

de Perth, l'Écosse acquiert l'île de Man et les Sudreys. Seules les Shetland resteront encore pendant quelque temps fidèles à la Norvège. Raymond LANTIER.

— Thomas BLAIKIE. *Diary of a Scotch Gardener* (London, G. Routledge, 1931, in-8°, 256 p. ; prix : 10 s. 6 d.). — On sera reconnaissant à M. Francis Birrel de la publication qu'il a entreprise de cet intéressant journal, découvert depuis peu. Ce *Diary* émane d'un jardinier écossais, né près d'Édimbourg en 1750. Très jeune encore, en 1775, il fut envoyé en Suisse par deux botanistes, les D^{rs} Fothergill et Pitcairn, pour y recueillir des plantes alpestres. Thomas Blaikie raconte en détail son voyage à Genève, dans le Valais, dans le pays de Berne, le Jura suisse et la région du Mont-Blanc ; il nous parle de ses relations avec les savants genevois ; Voltaire lui fit l'honneur d'aller voir les plantes qu'il avait recueillies ; à Chamonix, il eut pour guide l'un des fils Paccard, celui qui, en 1786, devait faire, avec Saussure, la première ascension du Mont-Blanc. Le récit de son voyage de retour à travers la France ne manque pas d'intérêt, bien qu'on ne puisse en aucune façon le comparer avec les *Voyages* d'Arthur Young. Il nous apprend cependant, pour citer un exemple, qu'il y avait une navigation fort active sur la Loire, de Roanne à Orléans, sur une distance de quatre-vingts lieues, que lui-même franchit en bateau dans l'espace de quatre jours.

Quelque temps après, Th. Blaikie fut engagé comme jardinier par le comte de Lauraguais, personnage assez fantasque, toujours plus ou moins endetté, qui ne le payait que très irrégulièrement, mais le recommanda à de riches amateurs de jardins anglais, l'une des grandes modes de l'époque. C'est ainsi qu'il entra au service du comte d'Artois, pour lequel il travailla notamment à Bagatelle, puis à celui du duc d'Orléans, le futur Philippe-Égalité, pour lequel il aménagea le fameux parc de Mousseau (aujourd'hui parc Monceau). Blaikie nous donne bien des détails intéressants sur de nombreux jardins anglais de l'époque, sur les jardins de Trianon, par exemple. La famille royale paraît, à plusieurs reprises, dans son récit ; il a saisi quelques curieuses silhouettes de Louis XVI et de Marie-Antoinette, qui ne dédaigna pas de s'entretenir avec lui. Th. Blaikie est, en réalité, un véritable artiste en jardinage ; il collabore avec des architectes comme Belanger, très réputé à cette époque. Le *Diary* se termine au 10 août 1792 et contient même quelques échos curieux de cette terrible journée. Notre jardinier, d'ailleurs, n'avait pas lieu d'être bien satisfait de notre Révolution, qui le ruina, car son auguste clientèle s'était déjà dispersée. Il resta cependant en France et y vécut même très longtemps et fort vieux, car il ne devait mourir qu'en 1838, dans une situation peu prospère ; le roi Louis-Philippe lui fit servir une petite pension.

M. Francis Birrel a publié avec soin le texte, quelque peu rocailleux, du jardinier écossais, l'a éclairé de notes intéressantes et d'une instructive introduction. On peut cependant lui reprocher de n'avoir pas identifié les noms de lieux, dont beaucoup ont été écorchés par son auteur¹.
Henri SÉE.

État libre d'Irlande. — Le Comité des manuscrits irlandais (Irish manuscripts Commission) a fait paraître le tome I des *Facsimiles in collotype of irish manuscripts* ; il contient les plus anciens fragments du Senchus Már, d'après un manuscrit de Trinity College, Dublin. Le volume est précédé d'une introduction par I. Best

1. En appendice est publiée la liste des plantes rapportées par Blaikie de son voyage en Suisse.

et Rud. THURNEYSSEN (Dublin, Stationery office of Saorstát Éireann, xv-56 p.; prix : 30 s.).

Italie. — Silvio TRENTIN. *Le fascisme à Genève* (Paris, Marcel Rivière, 1932, in-16, 262 p.; prix : 15 fr.). — En ce petit volume, reposant sur une documentation étendue, M. Silvio Trentin, juriste italien très réputé, s'efforce de mettre en lumière le rôle du gouvernement fasciste à la Société des Nations. Sa thèse, c'est que, si celui-ci apparaît comme un membre très actif de la Société des Nations et adhérant à toutes ses manifestations extérieures, toute sa conduite politique, et notamment sa diplomatie, sont en contradiction avec l'esprit véritable de l'institution de Genève. Des chapitres intéressants sont consacrés au conflit avec la Grèce, à la suite de l'assassinat des membres italiens de la Commission de délimitation interalliée (août 1923), à l'occupation de Corfou, puis à l'entente anglo-italienne pour l'exploitation de l'Abyssinie et pour la mainmise sur l'Albanie (décembre 1925). L'auteur insiste ensuite sur la politique suivie par la diplomatie fasciste en Hongrie et dans la péninsule des Balkans ; il présente toute cette politique comme inspirée par un impérialisme mégalomane. Ainsi s'expliqueraient aussi les « contradictions et incohérences » révélées par l'attitude du gouvernement actuel de l'Italie vis-à-vis des grandes puissances européennes.

A Genève, en ces derniers temps, ce gouvernement se donne comme un des partisans les plus fermes du désarmement, considéré comme une des conditions essentielles de la « sécurité ». M. Trentin partage cette manière de voir, mais il pense que le fascisme manque complètement de sincérité, puisqu'il a fait de l'Italie un État militaire de premier ordre, comprenant, outre son armée régulière, « 387,000 miliciens et 281,000 avant-gardes ». Enfin, si le régime fasciste proscriit maintenant l'émigration italienne, ce serait aussi dans des vues impérialistes. En un mot, toute sa politique tendrait à miner l'idéal d'entente internationale, qui est la raison d'être de la Société des Nations.

Henri SÉE.

Orient. — Karl STRUPP. *La situation juridique des Macédoniens en Yougoslavie* (Paris, Presses universitaires, in-8°, 139 p.). — L'auteur, professeur de droit public à l'Université de Francfort-sur-le-Mein, s'est livré à des recherches historiques approfondies pour étudier la question de savoir si les habitants de la Macédoine incorporés dans le royaume de Yougoslavie constituent une *minorité* au sens que lui attribue le pacte de la Société des Nations. Il a étudié avec un soin particulier la période de la domination turque jusqu'à la fondation de l'Exarchat (1870), puis celle qui s'étend de 1870 jusqu'à l'entrée en vigueur des traités de Neuilly et de Saint-Germain (1919-1920). Il conclut que les Macédoniens se distinguent des Serbes par la langue, surtout par un très fort *sentiment national*, des habitants de la Macédoine réunie à la Yougoslavie. Ceux-ci devraient donc être reconnus comme une *minorité nationale*, justiciable, à ce titre, de la Société des Nations.

H. S.

— L. VILLECOURT. *L'Estonie* (Paris, Rieder, 1932, 123 p. et 8 pl. hors texte; prix : 18 fr.). — Les directeurs de la collection « Les États contemporains » avaient confié le soin de préparer ce volume sur l'Estonie à Louis Villecourt, professeur à l'Université de Tartu (Dorpat) et animateur de l'Institut français établi auprès de cette Université; sa mort étant survenue avant qu'il ait pu achever son ouvrage, ce sont quelques-uns de ses amis français ou estoniens qui l'ont complété. Ce livre nous apporte beaucoup de renseignements précis sur ce petit pays sur lequel nous sommes si mal renseignés. Les historiens y liront avec intérêt une brève introduc-

tion historique et quelques détails sur la politique de russification, ainsi que sur la renaissance de la nationalité estonienne au XIX^e siècle. M. C.

— Georges BONNEAU. *Japon et Mandchourie* (Paris, Vanier, 1932, 45 p.). — Mince plaidoyer tendant à justifier l'intervention armée du Japon en Mandchourie. L'auteur se base sur le respect des traités conclus depuis 1894-1897, sur la nécessité de rétablir l'ordre détruit par des bandits, sur l'obligation morale de venir au secours d'un peuple livré à la barbarie. On attendait mieux du directeur de l'Institut français de Tokio.

— MUHAMMAD AS SAKATI (de Malaga). *Un manuel hispanique de hisba*; texte arabe avec introduction, notes linguistiques et glossaire, par G.-S. COLIN et E. LÉVI-PROVENÇAL (Paris, Leroux, 1931, in-8°, XIII-73-74 p.). — *Le mohtasib* est un magistrat musulman qui a joué un rôle considérable dans la vie économique du monde musulman et qui n'y a point perdu partout son importance. Auxiliaire du cadi, il veille au respect de la loi de l'Islam, de ses justes coutumes et des bonnes mœurs, particulièrement dans la vie des marchands et des artisans; il surveille la vente de tous les produits naturels ou fabriqués et réprime les fraudes sur la matière, la quantité et la qualité des marchandises. Il est le maître des *souq*. Les esclaves sont l'un des plus importants objets des transactions et le *mohtasib*, en soumettant à un examen très strict les transmissions de propriété qui les concerne, est amené à intervenir pour défendre la liberté individuelle et aussi pour réglementer la prostitution.

Dans l'introduction de leur édition d'as Sakati, MM. Colin et Lévi-Provençal ont indiqué, en quelques pages substantielles, les traits caractéristiques de ce personnage et énuméré les principales sources actuellement utilisables pour l'histoire de la *hisba*, en négligeant, avec raison, la littérature juridique qui fournirait des traits de détail. L'ouvrage nouveau d'as Sakati vient en bonne place dans cette bibliographie, par l'ancienneté de sa date (début du XII^e siècle) et par la nationalité andalouse de son auteur.

C'est, avant tout, un recueil des fraudes et des malfaçons que commettaient le plus couramment les artisans et les marchands andalous, détails techniques qui ne se laissent point comprendre aisément. Avant d'en donner la traduction, dont ils annoncent la publication prochaine, les éditeurs ont bien facilité la lecture du texte par la rédaction d'un glossaire de soixante pages qui est une très importante contribution à l'étude du vocabulaire arabe andalou. Des notes linguistiques mettent en ordre les faits les plus particuliers.

Mais ce texte n'est pas intéressant par la langue seule; il fournit des renseignements précieux à l'étude de l'industrie et du commerce de l'Andalousie du Moyen Âge. L'historien des mœurs y récoltera des anecdotes savoureuses. Il verra que les entreprises des voleurs et des amoureux étaient redoutées dans une ville où il était défendu de fabriquer une clé pour une femme, pour un esclave, ou pour un homme dont on ne connaîtrait point parfaitement l'identité; il est interdit aussi d'en faire une d'après une empreinte d'argile ou de pâte. Il faut surveiller les baladins et les conteurs de carrefour, qui peuvent corrompre les femmes et les simples; aussi, les écrivains publics qui doivent notamment s'abstenir d'écrire des lettres satiriques ou injurieuses et se contenter de répandre les nouvelles. Les écoles doivent être ouvertes dans des rues passagères; le maître ne peut employer un de

ses élèves à son service personnel. Le *mohtasib* règle l'attitude des pleureuses dans les cérémonies funèbres, et la besogne des fossoyeurs.

L'exécution typographique du volume est excellente. Le texte est un document important pour l'étude de l'arabe ; la traduction sera précieuse aux historiens de la vie économique de l'Occident au Moyen Age. GAUDEFRY-DEMOMBYNES.

— Dr DUGUET. *Le pèlerinage de La Mekke* (Paris, Rieder, 1932, in-8°, XII-337 p., avec 8 planches ; prix : 30 fr.). — Le pèlerinage de La Mekke est un fait assez important pour qu'il convienne de l'examiner à des points de vue divers : c'est son histoire médicale que le Dr Duguet s'est attaché à étudier avec une parfaite compétence.

Cependant, les cent premières pages considèrent le pèlerinage mekkois sous l'aspect social et religieux : les routes des caravanes (chap. III), avec deux croquis utiles (p. 45 et 47) ; les statistiques selon l'origine des pèlerins (chap. II) ; le chemin de fer du Hidjaz et l'automobile (chap. IV) ; la voie maritime (chap. V) ; les pèlerinages chiites (chap. VII) et Médine (chap. VIII) ; les faits connus y sont bien exposés et complétés par les renseignements personnels de l'auteur. Oserai-je dire que les chapitres I et VI sur les origines et les rites du pèlerinage semblent moins solides¹. Les photographies sont bien choisies, d'une bonne exécution ; quelques-unes sont nouvelles.

Le reste de l'ouvrage ne se résume point : c'est le récit détaillé et clair des efforts que l'Europe fait, depuis plus d'un siècle, pour garantir le monde contre le redoutable foyer de choléra qui se ranime chaque année à La Mekke. L'auteur y signale les progrès de l'accord des États européens et, avec les changements des connaissances médicales, l'amélioration des moyens employés pour combattre le fléau. En Orient, l'Égypte seule a bien compris son devoir de solidarité mondiale et dépense hommes et argent pour le lazaret d'Et Tor. L'Arabie est indifférente, étant à un autre stade de développement social. La Turquie a une façade de compréhension et de modernisation qui, ici, dissimule l'incurie la plus complète. Les États européens, responsables à la fois de la vie de leurs ressortissants en Europe, en Asie et en Afrique, orientent de plus en plus leur action vers des mesures préventives, prises au départ des pèlerins, qui seules peuvent être contrôlées et efficaces. Le Dr Duguet réserve, avec justice, son appréciation sur l'attitude du roi actuel du Hidjaz, trop nouveau venu pour imposer partout son souci d'ordre et de sécurité.

— Dans les annexes, à côté des textes officiels sur le contrôle sanitaire du pèlerinage, on trouvera, p. 285, une liste utile des principaux personnages qui ont été à La Mekke et qui ont décrit leur séjour ou leur pèlerinage : renseignements exacts et appréciations justes, peut-être un peu trop discrètes.

Manuel de tous les fonctionnaires qui ont à s'occuper du pèlerinage, le livre du Dr Duguet doit être lu par les islamisants. La combinaison de l'automobile et même de l'avion avec le rite le plus archaïque du monde, dans une des régions les moins préparées à être un centre de civilisation, est un fait économique très intéressant. GAUDEFRY-DEMOMBYNES.

1. P. 14, inutile de reproduire des étymologies de Zemzem, d'ailleurs fausses ; — p. 15, « Courban Bairam » est du turc ; — p. 22 et *passim*, bien des orthographes fantaisistes des noms propres arabes et autres, notamment du mien ; — les recruteurs des pèlerins sont bien connus, en Afrique du Nord, par exemple ; — p. 24, note, « 15,000 musulmans en Pologne » : l'Annuaire du monde musulman de Massignon dit 6,000 ; — p. 38, les indications sur les origines du *mahmel* sont inexactes ; etc.

Histoire religieuse. — Mgr J.-M. VIDAL. *Dans l'entourage de Caulet. I : Henri Dorat, archiprêtre d'Aix, 1633-1701* (Foix, impr. Fra, 1931, 38 p.). — En vue de l'ouvrage qu'il préparait sur la Régale, le P. Marc Dubruel avait, au cours de ses recherches à la bibliothèque Vaticane, rencontré une Vie manuscrite de Henri Dorat, mais sa mort l'empêcha d'en tirer parti ; c'est Mgr Vidal qui publie ici une analyse assez étendue de cet ouvrage. Dorat fut le disciple de prédilection de Caulet qui l'avait soumis à une discipline exceptionnelle pour éprouver ses vertus ; après l'avoir appelé à la cure d'Aix, une des plus importantes du diocèse, il l'envoya à Rome en 1678 comme procureur pour défendre le point de vue des antirégalistes. Après la mort de Caulet en 1682, et même après que la question de la Régale fût réglée, il demeura à Rome, où Innocent XI et Clément XI l'honorèrent de leur amitié. Cette Vie insiste surtout sur des détails édifiants, sur ses vertus, sa bonté, son humilité qui fit qu'à soixante ans il entra comme novice chez les Dominicains. On voit par là que Dorat était incapable de jouer le rôle de faussaire dont l'accusèrent ses adversaires.

M. C.

— *La pensée catholique dans le monde contemporain.* Conférences de la deuxième semaine catholique internationale de Genève, 15-21 septembre 1930 (Éditions Spes, 1931, 246 p. ; prix : 15 fr.). — L'Union catholique d'études internationales publie ici les conférences données à Genève en 1930 sous ses auspices. Six orateurs qualifiés ont dressé le tableau de l'état où se trouve actuellement le catholicisme dans divers pays : Mgr Baudrillart, pour la France ; M. F.-J. Sheed, pour l'Angleterre ; M. Lars Eskeland, pour les pays scandinaves ; Mgr Noll, évêque de Fort-Wayne, pour les États-Unis ; le R. P. Przywara, pour l'Allemagne, et M. G. Maklakoff pour la Russie. Les conclusions de Mgr Beaupin tendraient à prouver que « c'est l'idéologie de la Révolution française... qui est en recul et dont se poursuit l'abandon... ».

M. C.

Histoire de l'art. — Joseph GIRARD. *Le musée d'Avignon* (Paris, Laurens, in-16, 20 p., 42 planches). — Ulysse ROUCHON. *Les musées du Puy-en-Velay* (13 p., 42 planches ; prix : 5 fr.). — Ces deux petits volumes font partie de l'utile collection « Memoranda ». Les plus beaux musées de France y figurent déjà ; ceux qu'étudient MM. Girard et Rouchon ne sont point parmi les moins importants. Le musée Calvet d'Avignon est installé depuis 1835 dans l'hôtel de Villeneuve, auquel a été annexé récemment un immeuble voisin, ce qui n'est pas encore suffisant pour la bonne exposition de ses collections ; on espère que très prochainement la chapelle du lycée pourra être affectée aux séries épigraphiques et aux sculptures du musée. Au Puy, les collections artistiques sont installées dans un bâtiment qui date du milieu du XIX^e siècle ; son style pompeux s'en ressent quelque peu ; mais il n'importe ; c'est un cadre assez vaste pour les œuvres d'art qui forment le patrimoine artistique de la ville du Puy, dans lequel resplendissent quelques primitifs italiens et quatre très beaux primitifs français.

J. ALAZARD.

— Ettore VERGA. *Bibliografia vinciana, 1493-1930* (2 vol., 838 p.). — On sait avec quel soin et quelle conscience Ettore Verga dépouillait volumes, revues et journaux pour y trouver des renseignements ou des documents concernant le génie à l'étude duquel il avait voué son existence. La collection de la *Raccolta vinciana*, si précieuse, est là pour nous montrer à quel point ses recherches étaient minutieuses. La *Bibliografia vinciana* fut donc le travail de sa vie entière, et l'on comprend qu'elle soit d'une extraordinaire richesse d'information. Elle contient

d'abord tout ce qui concerne les œuvres et les manuscrits de Léonard ; ensuite, l'indication des œuvres de toute nature qui parlent de l'artiste — ne serait-ce qu'en passant : tout cela présenté dans l'ordre chronologique, sans qu'apparaisse suffisamment un grand souci de mettre en valeur les volumes ou articles qui s'imposent par leur qualité ; il arrive aussi trop souvent que l'auteur s'attache à l'infiniment petit. Il n'importe ; malgré les critiques que l'on peut faire à ces deux volumes si compacts, ils rendront les plus grands services : de bons index les rendent particulièrement faciles à utiliser.

J. A.

— BERIL BECKER. *Paul Gauguin the calm madman* (Londres, Cassell, 1931, in-8°, 340 p., 8 illustrations). — C'est entendu que la vie de Gauguin est le type de la « vie romancée » ; mais la romancer encore plus qu'elle ne l'est, c'est presque une gageure ; le livre de M. Becker ne nous apprend rien et nous indispose par ses innombrables dialogues qui veulent créer une atmosphère et ne réussissent qu'à rappeler le roman-feuilleton. Prenons simplement prétexte de ce volume qui, on ne sait pourquoi, est agrémenté d'une bibliographie, pour constater qu'il y a des livres intéressants et suggestifs sur Gauguin (ceux de Roton-Champ et de Robert Rey, par exemple) ; mais nous attendons toujours l'étude qui nous présentera dans son ensemble (avec un catalogue aussi complet que possible) l'œuvre si personnelle du père de l'exotisme contemporain.

J. A.

— SÁNCHEZ CÁNTON. *Antonio Rafael Mengs, 1728-1779* (Madrid, 1929, 72 p., 66 illustrations). — Ce volume a été écrit par M. Sánchez Cánton à propos de l'exposition de Raphaël Mengs organisée en 1929 au musée du Prado, exposition qui donna une idée complète du talent d'un artiste aujourd'hui très discuté. Après avoir connu une gloire éclatante, il n'a plus guère maintenant que des détracteurs. Or, il ne méritait à vrai dire ni cet excès d'honneur ni cette déchéance. Il fut de son temps d'abord, et beaucoup plus « baroque » qu'il ne voulut le paraître ; puis son néo-classicisme le rendit assez vite autoritaire et intransigeant ; mais toujours il resta un portraitiste de race, influencé par les portraitistes français de cette époque, dont le talent avait imposé un peu partout en Europe la même mode et les mêmes attitudes. Ce qui rend Mengs particulièrement intéressant, c'est qu'il a été, avec Tiepolo, un des maîtres de Goya. Son rôle en Espagne est étudié minutieusement et très intelligemment par M. Sánchez Cánton ; les pages qu'il consacre aux rapports de Mengs avec l'Académie San Fernando (riches de renseignements inédits) contribuent à mieux faire comprendre ce que fut l'influence du « renovador de las artes ». Son prestige fut grand, non seulement en Espagne, mais dans l'Europe entière, et il n'est pas indifférent de penser que Goethe en a parlé, dans son *Voyage d'Italie*, avec beaucoup de sympathie : « J'ai eu aujourd'hui entre les mains la nouvelle édition des œuvres de Mengs : c'est un livre qui est en tous points excellent ; il n'est pas une page qui ne se lise avec le plus grand profit. »

J. A.

— LOUIS HOURTIQO. *Les Chambres du Vatican* (Paris, Laurens, 1931, volume de la collection « Les visites d'art », 24 p., 40 illustrations ; prix : 5 fr.). — Ce petit volume est un guide très précieux pour l'étude de l'œuvre de Raphaël au Vatican ; on y retrouve les qualités de M. Hourtiqo : clarté de l'exposition et fine intelligence des œuvres plastiques : ce sont là vingt-quatre pages compendieuses et suggestives. Raphaël y est mis à sa place, qui est la première, malgré ce qu'en essayent de dire ceux qui tiennent à rabaisser tous les génies faits d'équilibre dans la pensée et dans la composition. On ne le comprend d'ailleurs pleinement que lors-

qu'on a longuement étudié — et admiré — la Chambre de la Signature. Là, « à un moment unique de l'histoire », dit très justement M. Hourticq, « l'artiste a su exprimer en termes divins la pensée suprême de la Renaissance. »

Dans cette excellente plaquette, notons une page, très pertinente à notre sens, sur la thèse récente de M. Coppier qui tend à faire de Sodoma le grand collaborateur de Raphaël au Vatican¹ ; il serait l'auteur du *Parnasse*, de plusieurs figures du plafond, de certains fragments du *Justinien promulguant les Pandectes* et même d'une bonne partie de l'*École d'Athènes*. Il est très possible que M. Coppier ait raison ; mais fût-il entièrement dans le vrai, cela ne changera pas grand'chose à notre jugement sur Raphaël ; car ce qui fait la grandeur des fresques de la « Segnatura », c'est, plus encore que la beauté des détails, l'originalité de leur ordonnance et l'harmonie de leur composition ; ce qui, précisément, porte la marque du génie de Raphaël.

J. A.

Histoire générale. — C. E. M. JOAD. *Philosophical aspects of modern science* (Londres, G. Allen et Unwin, 1932, in-8°, 344 p. ; prix : 10 s. 6 d.). — En ce volume, qui ne concerne guère notre discipline, M. Joad fait une critique serrée des théories de philosophie scientifique émanant des grands savants anglais qui ont noms Eddington, James Jeans, Bertrand Russell. Entre autres choses, il s'applique à montrer que ces savants, de tendances idéalistes, quand ils abordent la philosophie, en arrivent à considérer les sciences comme des symboles sans attache avec la réalité. Il fait une critique intéressante de ces conceptions. Remarquons en passant que, s'il cite souvent Bergson, il ne mentionne même pas Émile Meyerson, qui lui aurait fourni la confirmation et le complément de certaines de ses idées. Décidément, même sur le domaine de la philosophie, la coopération internationale laisse encore à désirer.

H. S.

— Paul VAN TIEGHEM. *Littérature comparée* (Paris, Armand Colin, 1931, in-12, 219 p. ; prix : 10 fr. 50). — Voilà un ouvrage qui rendra de grands services, car non seulement il est le premier de ce genre qui ait paru ; mais, écrit par un bon spécialiste, il est très bien informé et l'exposition, très claire, très nette, est attachante. M. van Tieghem montre d'abord les origines, relativement récentes, de cette intéressante discipline. La deuxième partie, qui traite des principes et des méthodes générales de la littérature comparée, tient la plus grande place dans le volume. Le comparatiste a pour objets d'étude les genres et styles, les thèmes, types et légendes, les idées et sentiments, les succès et les influences globales, les sources, enfin les intermédiaires entre littératures différentes. L'auteur montre avec précision, par des exemples, les méthodes rigoureuses auxquelles il faut satisfaire. L'histoire littéraire comparée offre des matériaux de premier ordre, que doit utiliser la littérature générale, mais celle-ci ne saurait se confondre avec la première ; son principe est différent, comme les problèmes qu'elle envisage et les méthodes qu'elle suit. L'un de ses grands mérites, c'est de nous acheminer vers l'histoire littéraire internationale, traitée encore, généralement, d'une façon si défectueuse. Retenons une des conclusions de M. van Tieghem : « C'est sous la forme de littérature générale que l'histoire littéraire peut s'incorporer utilement à l'histoire, au sens le plus général de ce terme... ; c'est surtout quand elle est internationale que l'histoire

1. A. C. Coppier, *L'énigme de la « Segnatura ». Raphael et le Sodoma*. Paris, 1928.

littéraire s'intègre à l'histoire. » Il serait intéressant de confronter les méthodes de l'histoire littéraire comparée et de l'histoire comparée tout court. H. S.

— *Political Handbook of the World, 1932*, edited by Walter H. MALLORY, Council on Foreign Relations (New-York, Harper and Brothers, 1932, 200 p.; prix : 2 d. 50). — Depuis 1928, le « Council on Foreign Relations » publie annuellement cet utile manuel, dont nous avons déjà signalé les éditions de 1930 (t. CLXVI, p. 397) et de 1931 (t. CLXVII, p. 410). Pendant l'année 1931, d'importants événements politiques ont eu lieu : cinq révolutions, trente-six élections générales, de nombreux changements de cabinets ont en partie renouvelé le personnel politique des soixante-deux États, auxquels des notices sont consacrées. On trouvera dans ce volume des renseignements succincts mais précis sur les résultats de ces changements, sur les programmes des partis et leurs nouveaux chefs. La liste si précieuse des principaux journaux avec l'indication de leur tendance et de leurs propriétaires et rédacteur en chef a été tenue à jour avec un soin qui mérite de vifs éloges ; on remarquera que, rien que pour la France, la direction de quatorze journaux importants ou revues a ainsi changé de mains en 1931. Signalons à M. W. H. Mallory que le directeur du *Correspondant* est actuellement M. le comte de Luppé, et non plus M. Édouard Trogan. M. C.

— Paul HALFLANTS. *Études de critique littéraire*, 5^e série (Bruxelles, éditions Halflants, 1932, 176 p.; prix : 12 fr. 50). — Dans ce volume d'essais rapides consacrés par M. le chanoine Halflants à plusieurs écrivains contemporains, pour la plupart catholiques et à la vérité en général peu notables, les historiens retiendront les pages consacrées au cardinal Billot. L'auteur rapporte une conversation qu'il eut avec le cardinal en 1925 et cite une lettre du 9 octobre 1926, d'après lesquelles le prélat, tout en manifestant sa sympathie pour les idées politiques de Charles Maurras, condamnait avec vigueur et sans réserves le paganisme de l'auteur d'*Anthinea*. M. C.

— *A Guide to historical Literature*, edited by William Henry ALLISON, Sidney Bradshaw FAY, Augustus Hunt SHEARER, Henry Robinson SHIPMAN (New-York, The Macmillan Company, 1931, xxviii-1,222 p.; prix : 10 d. 50). — Dans son Congrès de décembre 1919, l'Association des historiens américains décida de nommer un comité chargé de préparer, en liaison avec l'Association des bibliothécaires américains, un manuel de bibliographie destiné à remplacer celui qu'avait publié en 1882 le professeur Adams. C'est seulement en 1931 que paraît le fruit de ce long travail, auquel ont collaboré de très nombreux historiens dont la liste occupe plus de vingt pages au début du volume. Les quatre directeurs de l'entreprise ont adopté un plan qui — s'il peut prêter à critiques, ce qui est le cas de tous les travaux de ce genre — les réduit tout au moins au minimum. Toute une première partie est consacrée à l'histoire générale, à l'antiquité, au christianisme et à l'Islam, ainsi qu'à l'histoire de l'Europe par grandes périodes ; ensuite viennent les chapitres consacrés à chaque pays. Tous les ouvrages mentionnés sont suivis d'une courte appréciation avec référence aux comptes-rendus principaux qui leur ont été consacrés. Sans doute il est fâcheux, par exemple, de ne trouver cités dans les chapitres consacrés à la Grèce ou à Rome ni les volumes de l'histoire générale de Glotz, ni ceux de la collection Berr ou de Ch. Picard sur la sculpture antique ; il faut aller les chercher au chapitre de l'histoire générale, mais, quand on sera habitué à son manie-ment, l'ouvrage rendra de grands services. Les fautes et erreurs paraissent peu

nombreuses : il faut lire Carcopino et non Carponino (p. 78) ou Carcopini (p. 197), Déchelette et non Déchellette (p. 207), Guiraud et non Guirand (p. 596). Le livre d'Augustin Cochin : *Les sociétés de pensée et la démocratie*, n'appartient certes pas à la collection Armand Colin. Parmi les lacunes les plus saillantes, on peut citer l'oubli des importantes thèses de Carcopino sur Ostie et les origines de Rome, et de Jean Bayet sur Hercule, de l'histoire de la Compagnie de Jésus depuis 1814 par le P. Burnichon, des intéressants travaux de L. Romier sur Catherine de Médicis et les débuts des guerres de religion en France. Remercions les auteurs du jugement élogieux qu'ils portent sur la *Revue historique* (p. 116) ; c'est pour elle un encouragement particulièrement précieux. M. C.

— Jammy SCHMIDT. *Les grandes thèses radicales* (Éditions des Portiques, s. d. (1932), VIII-346 p.). — Dans ce livre de propagande, écrit à la veille des élections de 1932, M. Schmidt ne s'est pas contenté d'exposer le programme de son parti, mais il a voulu montrer la continuité de sa doctrine et résumer son histoire. Dans cette louable intention, il remonte jusqu'à Condorcet ; puis, avec Ledru-Rollin, sur lequel il insiste avec raison, et les républicains du Second Empire, il arrive à la Troisième République, « dont l'histoire se confond avec celle du parti radical ». Livre de seconde main, évidemment, et vivant, mais bien souvent superficiel et audacieux dans ses affirmations ; c'est ainsi qu'il passe avec une discrétion excessive sur les causes de la rupture entre radicaux et socialistes en 1848 ; il ne fait que citer, sans insister comme il convenait, le programme de Belleville en 1869. D'une manière générale, il prête aux radicaux de la fin du XIX^e siècle des préoccupations sociales que peu d'entre eux, semble-t-il, partageaient à ce point. Cependant, cette dernière partie, qui montre l'œuvre de réformes et l'organisation du parti, est celle qui sera lue avec le plus de profit. M. C.

— Eugène SICÉ. *Le problème social. Ce que chacun doit savoir du socialisme* (Paris, M. Giard, 1932, in-16, XII-242 p. ; prix : 14 fr.). — En ce petit volume, écrit d'une façon alerte, M. Sicé, magistrat colonial, s'est proposé de marquer la légitimité du socialisme, entendu d'une façon assez large d'ailleurs, car il ne s'en tient pas au pur marxisme. Dans une première partie, où il étudie le problème sous son aspect philosophique, il s'applique à montrer que le socialisme répond aux aspirations les plus élevées de l'âme humaine, puisqu'il veut réaliser les prescriptions de la morale et de la justice.

L'auteur insiste davantage sur le problème économique. Il s'efforce de prouver que la société capitaliste, reposant sur la concurrence, entraîne des luttes de toutes sortes : entre patrons, entre salariés et surtout entre patrons et salariés. L'État moderne, même non socialiste, a été amené forcément à mettre un frein à la liberté de la concurrence. Pourquoi les attributions économiques de l'État seraient-elle plus inconcevables et plus malfaisantes que ses attributions administratives ? Le socialisme, d'ailleurs, n'est pas hostile à toute propriété individuelle, notamment à la propriété paysanne, mais il n'admet pas, pour la propriété, le principe de la liberté illimitée. Enfin, dans une troisième partie, M. Sicé envisage quelle est et doit être l'attitude du socialisme vis-à-vis de certains des grands problèmes sociaux d'aujourd'hui : de la religion — surtout de la religion catholique — de la question coloniale, de la paix internationale. Dans son exposé, on trouvera bien des idées judicieuses et généreuses, qu'il ne nous appartient pas de discuter ici. Il attend du socialisme une transformation sociale profonde, l'élimination finale du capitalisme,

mais il le considère comme immédiatement efficace, du moins tant que sa pratique actuelle sera évolutionniste et réformiste. Henri Sée.

— *Bulletin de la Société des études locales dans l'enseignement public, groupe de la Seine-Inférieure, mai 1929 à mai 1930* (Rouen, impr. Wolf, 1931, in-8°, XLIX-158 et XXXVI-163 p.). — L'histoire générale pourra tirer bon parti de la série de travaux contenus dans ces Bulletins, et qui émanent, pour la plupart, d'instituteurs. Signalons, par exemple, des notes sur l'instruction primaire, à Arques, par M. A. DORIEU, et à Bréauté, par M. J. LENOSTRE. Tous deux, utilisant surtout les registres municipaux, montrent l'état précaire des écoles sous l'ancien régime et aussi pendant la période révolutionnaire, les progrès assez notables accomplis sous le régime de la loi de 1833, mais qui ne deviennent vraiment décisifs que grâce aux lois scolaires de la Troisième République. Pendant longtemps, les locaux avaient été scandaleusement insuffisants. Les auteurs ont essayé de se rendre compte du nombre des illettrés d'après les signatures des actes de l'état civil, mais sans se dissimuler que ce n'est là qu'un critérium insuffisant.

M^{me} BLEUZET a étudié la vie municipale de la commune de Blosseville-Boscours, du 8 mars 1792 au 7 décembre 1795, d'après les registres de la municipalité, dont elle donne d'intéressants extraits.

M. A. LETELLIER écrit une intéressante monographie de la commune de Guerville au cours des âges, en insistant particulièrement sur l'histoire contemporaine (de 1789 à 1900). Il note les progrès de l'agriculture, surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'amélioration des chemins à partir de 1840, l'embellissement des maisons, le mouvement de la population, qui a moins diminué qu'ailleurs, grâce à l'existence d'une verrerie florissante. M. André BOUDIER a consacré une étude très documentée à Albitte, député de la Seine-Inférieure à la Législative et à la Convention.

Les Bulletins publient aussi des documents, comme la correspondance de Duval de Grandpré, député de la sénéchaussée de Ponthieu aux États-Généraux de 1789, avec Guignon du Cambard, maire d'Eu, du 6 mai 1789 au 3 février 1790. M. E. LE PARQUIER, président et animateur de la Société des Études locales, publie le *Cahier des doléances de Montivilliers en 1789*, analyse les documents des Archives communales de Rouen, relatifs à la convocation des États-Généraux, parmi lesquels se trouvent les cahiers des corporations de cette ville, qu'il se propose de publier prochainement. Enfin, on lui doit un article fort intéressant sur le *Rôle et l'influence de Rouen dans la période de préparation aux États-Généraux* : le mémoire du 30 novembre 1788, œuvre de Thouret, a été envoyé à quatre cent soixante-seize municipalités, dont quarante situées en Normandie ; nombreuses ont donc été les villes qui s'en sont inspirées pour la rédaction de leurs cahiers. D'autre part, Rouen avait reçu, dans le courant de novembre, les délibérations de la ville de Nantes, qui joua un rôle si considérable à la veille de la Révolution. Henri Sée.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Annales d'histoire économique et sociale. N° 14, 1932, mars. — Robert BICO. Aux origines du mont-de-piété parisien : bienfaisance et crédit, 1777-1789 (cette institution a été l'œuvre de Framboisier de Beaunay, procureur honoraire au bailliage de Lyon, fortement appuyé par Lenoir, lieutenant général de police. Le principal service qu'elle rendit tout d'abord à la population parisienne fut de diminuer dans des proportions considérables le fléau de l'usure). — Éli-F. HECKSCHER. Un grand chapitre de l'histoire du fer : le monopole suédois (pays où le bois a longtemps été utilisé à défaut de houille). — Earl J. HAMILTON. En période de révolution économique : la monnaie en Castille, 1501-1650. — A. POSE. La crise bancaire en Allemagne. — J. CHAPPEY. La crise bancaire en Europe centrale. — Ch.-Edmond PERRIN. L'évolution d'une monnaie (le denier de Cologne au XII^e et au XIII^e siècle). — Maurice HALBWACHS. La prévision des crises économiques. — Lucien FEBVRE. Du passé au présent : de la France à l'Europe : histoires, psychologies et physiologies nationales.

Annales du Midi. 1931, octobre. — A. LAMBERT, O. S. B. Jean Parix, imprimeur en Espagne, 1472?-1478 (le séjour en Espagne de Jean Parix, de Heidelberg, est indiqué par la date de quatre incunables conservés à la bibliothèque capitulaire de Ségovie. Avec sept fac-similés). — Jean DONAT. Le mouvement protestant et l'édit de Révocation à Saint-Antonin, Haute-Garonne ; suite (les abjurations avant et après la Révocation ; près de 828 abjurants, d'après les archives de la ville. Démolition du temple et destruction des livres protestants, avec liste des anciens possesseurs, et la mention de leur condition sociale. Mesures administratives prises contre les nouveaux convertis). — Gaston ASTRE. Les pierres des constructions anciennes de Saint-Sernin. — J. CALMETTE. Un procès féodal aux Baléares en 1303 (publie une longue charte latine où sont inféodés, au nom de l'archevêque de Tarragone, certains fiefs d'Iviça et de Formentera). = Comptes-rendus critiques et Revue des périodiques. Nécrologie : Henri-Paul Dognon, prof. à l'Université de Toulouse, mort le 6 juillet 1931, à l'âge de soixante-quinze ans. = Chronique. = 1932, janvier. Jean DONAT. Le mouvement protestant et l'édit de Révocation à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne. Suite : L'exode. — J. BARADA. Toulouse et la vie toulousaine de 1786 à 1822, d'après des correspondances contemporaines (celles de la maison Daignan et de J.-P. Boutan). — Henri JACOBET. Sur quelques « Inconnus » de la correspondance de Boyssonné : Jean Escuron, Mathias Itterius, Hodon et Castaldus. = Comptes-rendus critiques. — Dépouillements des périodiques.

Annales historiques de la Révolution française. 1932, mars-avril. — Georges

LEFEBVRE. Albert Mathiez. — Roger JAQUEL. Euloge Schneider en Alsace ; suite. — Edmond SOREAU. La Révolution française et le prolétariat rural. Suite : Le mouvement politique et social. — Colonel HERLAUT. Les indemnités allouées aux volontaires pour la Vendée à Paris, mai 1793. — H. SOANEN. Les Thiernois et le conventionnel Couthon, d'après les lettres de la municipalité [de Thiers], floréal à thermidor an II. — Albert MATHIEZ. L'arrestation du ministre Garat, 27 septembre 1793, à deux heures du matin (d'après ses interrogatoires). — ID. Un secrétaire de Robespierre inconnu (Bègue, dit Magloire, « peintre en bâtiment, poète et philosophe » ; d'après l'inscription sur sa tombe au cimetière de Saint-Germain de Charonne). — ID. Une lettre de Mathieu Dumas (au général Reynier, chef d'état-major de Moreau à l'armée de Rhin-et-Moselle, 10 frimaire an V). = Bibliographie.

Bibliothèque de l'École des chartes. 1931, juillet-décembre. — Émile-A. VAN MOË. Suppliques originales adressées à Jean XXII, Clément VI et Innocent VI (plusieurs de ces suppliques ont été découvertes dans la reliure d'un ms. qui est à la Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat. 3012 ; avec quatre planches de fac-similés). — Maurice JUSSELIN. Les « Présidenz à Paris » au temps des derniers Capétiens (cette expression ne désigne pas des présidents de chambre au Parlement, mais des conseillers désignés par le roi pour « continuer la cour » dans certains cas particuliers). — Étienne DELCAMBRE. Le paréage du Puy ; suite et fin (après la convention de 1305 passée entre le roi et l'évêque). — Max PRINET. Les armoiries des Français dans le poème du siège de Carlaverock. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du Département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, — 1929-1931. PIÉTRUSSON DE SAINT-AUBIN. Curiosités sigillographiques. — P.-M. BONDOIS. Le procureur général Joly de Fleury et le *Recueil des ordonnances des rois de France, 1769-1770*. — Georges BOURGIN. La bibliothèque et les archives de l'Opéra.

Bulletin hispanique. 1931, octobre-décembre. — Antonio GASPARETTI. Un ignoto manoscritto Palermitano delle « Obras liricas » di Antonio de Salis y Rivadeneyra (Salis était seulement connu jusqu'ici comme l'auteur de la *Historia de la conquista de Méjico*). — Harriet Pratt LATTIN. Notes on Catalanian history in the x-xi centuries (sur la comtesse Ledgard, femme du comte Borrell II ; les abbés de Notre-Dame d'Arles au début du xi^e siècle ; le prix des livres en Catalogne à la même époque). — G. CIROT. Góngora et Musée (Musée est le premier auteur grec imprimé en Espagne. Góngora s'est peut-être inspiré de son poème sur Héro et Léandre, bien qu'il en parle avec irrévérence). — Olivier BRACHFELD. Note sur la fortune [littéraire] de Gracián en Hongrie. — Camille PITOLLET. A propos de « Fernán Caballero » et de M. Montesinos (beaucoup de notes bibliographiques pour montrer qu'un travail d'ensemble sur Fernán est nécessaire). = Nécrologie : Joseph-S. PONS. Notice sur Joseph Anglade, 1868-1930. — J.-J.-A. BERTRAND. L'Institut d'études catalanes (créé en 1907 ; son activité, longtemps entravée pour des raisons politiques, a repris sérieusement en 1930. Liste des publications qu'on lui doit). — 1932, avril-juin. L. SALEMBIEN. Le vocabulaire de Lope de Vega. — G. HAINSWORTH. Cervantes en France, à propos de quelques publications récentes (celles de Max-Helmut Newman, d'Esther J. Crooks et de Maurice Bardon. A la suite : détails supplémentaires pour la fortune de Cervantes en France). — Georges GAILLARD. L'abbé Oliva ; la Catalogne au début du xi^e siècle, l'institution de la Trêve de Dieu, les châteaux catalans du début du xi^e siècle. — E. SARMIENTO. Une

note sur « El Criticón » et l'Éclésiaste (relève quelques passages tirés de l'Éclésiaste par Gracián). — Camille PITOLLET. Deux mots encore sur Fernán Caballero. — ID. L. Barro-Dilhigo (nécrologie de notre ancien et cher collaborateur, mort le 2 août 1931, avant d'avoir pu nous donner son premier bulletin sur l'histoire de l'Espagne médiévale). = Bibliographie et Chronique.

Carnet de la Sabretache. 1931, décembre. — A. DEPRÉAUX. Documents sur l'uniforme des officiers et soldats du train des parcs, 1831-1832. — H. GOIRAN. Le régiment de Pondichéry, 1781-1784 ; suite et fin (démêlés de ce régiment avec le régiment suisse du comte de Meuron ; la question des déserteurs). — Campagne d'Égypte et de Syrie (extrait du cahier de Pierre-Louis Cailleux, caporal à la 2^e légère (1798-1802). = 1932, janvier-février. G. MICHEL et A. DEPRÉAUX. Les vélites à cheval de la garde napolitaine, 1807-1813. — Commandant DU PLESSIS D'ARGENTRÉ. Lettres du maréchal de Broglie et de ses trois fils, adressées à la maréchale, à Strasbourg, 1741-1743 (elles fournissent des renseignements sur la guerre en Bohême) ; suite en mars-avril. — Commandant MAGNAN DE BORNIER. Une curieuse lettre du XVIII^e siècle (adressée à M. de Givry, capitaine au corps royal de l'artillerie, datée du 20 décembre 1777, et de Fort-Royal à la Martinique ; l'auteur, qui appartenait sans doute au régiment de Metz, comme M. de Givry, fournit des détails sur les affaires militaires de la Martinique). — MITARD. Campagne d'Égypte et de Syrie ; suite et fin (en 1801). — Robert BALSAN. Notes de Maurice de Tascher, capitaine au 8^e régiment de hussards, mort à l'âge de vingt-sept ans dans la retraite de Moscou. Suite en mars-avril : Campagne d'Espagne, 1808 (curieux détails sur ce pays). — Le général Pépin, 1765-1811, d'après les documents classés par M. d'Espérandieu, son arrière-petit-fils, et M. Pépin de Bonnerive, son petit-cousin (à l'armée de Catalogne, 1793-1795 ; campagnes d'Italie, 1796-1797, et d'Égypte, 1799-1800. Suite en mars-avril : Retour d'Égypte ; le Consulat et les guerres de l'Empire jusqu'en 1810). — Général DE MAINDREVILLE. Les derniers jours des Mameluks, 1814. — Marquis DE GRASSE. Une « forte tête » provençale : Annibal, marquis de Grasse-Briançon, 1797-1828. — Général COLONNA DE GIOVELLINA. Un petit Saint-Cyr à l'École polytechnique (le 14 novembre 1870, soixante-seize élèves de Polytechnique, alors vide, y devinrent élèves de l'« Externat de Saint-Cyr », pour y apprendre leur métier. Ils rentrèrent à Saint-Cyr le 1^{er} septembre 1871). = Mars-avril. Albert DEPRÉAUX. Un capitaine au régiment de Forez : le vicomte de Lostanges, 1786.

Le Correspondant. 1932, 25 avril. — Comte Hippolyte D'URSEL. Lettres inédites de la reine Louise de Belgique (brefs extraits de lettres relatives au mariage de ses frères, les ducs d'Orléans et de Nemours, 1836-1840). — Roger CHAUVIRÉ. Les événements d'Irlande (les élections de 1928 ; les résultats, leurs causes et leurs conséquences). — Général DE CUGNAC. Le ministère de la défense nationale (créé le 20 février 1932 ; son organisation). — Jacques MAUPAS. Les projets d'entente économique entre les États danubiens. — Édouard PEYRILLER. Le pèlerinage et les jubilé du Puy (depuis le haut Moyen Âge jusqu'à Jeanne d'Arc). — François DE CHAMPEAUX. Impressions d'Amérique (Montréal et New-York). — Dr COLOMBE. Le palais apostolique d'Avignon (comment on pourrait rétablir les appartements des papes au temps de leur séjour en Avignon). = 10 mai. Roger LABONNE. Japonais et Soviétiques. — Dom J.-B. MONNAYEUR. La vraie figure de J.-K. Huysmans, oïlat de l'abbaye Saint-Martin de Ligugé (étude sur « le naturaliste

matérialiste » de l'école de Zola, puis le naturaliste spirite de l'école de Boullan, prêtre dévoyé, enfin le naturaliste spiritualiste de l'école bénédictine). — René DUPUIS. De l'Allemagne d'aujourd'hui à l'Allemagne de demain. — Victor GRAUD. La jeunesse de Brunetière (d'après ses souvenirs inédits). — Comte B. DE MONTESQUIOU. De quelques pièces d'orfèvrerie exposées à Londres (la boîte d'évangélaire du Louvre, les instruments du sacre : épée de Charlemagne, sceptre de Charles V, etc., la main de justice et l'anneau d'or, dit de saint Denis, qui adhère à la hampe).

Journal des Savants. 1932, janvier. — Gustave JÉQUIER. La construction égyptienne (d'après Clarke et Engelbach, dont le livre apporte des idées neuves et des interprétations personnelles). — Louis BRÉHIER. L'art des églises de Bucovine aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles (d'après les thèses de Paul Henry pour le doctorat). — L.-A. CONSTANS. Le palais de Minos à Cnossos ; suite et fin. = Février. P. ROUSSEL. Alexandre le Grand (à propos des ouvrages d'U. Wilcken et de G. Radet). — P. WUILLEUMIER. La civilisation romaine (d'après l'ouvrage de Léon Homo). — Paul COLLINET. Droit babylonien, droit assyrien, droit hittite (d'après Édouard Cuq) ; suite et fin en mars. = Mars. L.-A. CONSTANS. Au seuil de notre histoire (sur les trois volumes qui contiennent les leçons d'ouverture de C. Jullian au Collège de France). — Georges SEURE. A la recherche d'Ithaque et de Troie ; 4^e article (avec une carte de la région des îles de la mer Égée). — A. MERLIN. L'École britannique d'Athènes en 1929 et en 1930.

Mémoires de la Société éduenne. Tome XLVI, 2^e fascicule, 1930. — Paul MONTARLOT. Les émigrés de Saône-et-Loire. 2^e partie : Individus nés, domiciliés ou possessionnés en Saône-et-Loire, inscrits dans d'autres départements. — A. DE CHARMASSE. Flavigny et les évêques d'Autun ; suite (xi^e et xii^e siècles) ; suite au 4^e fasc. (xiii^e s.). — Élie BAYON. Inventaire des documents des collections Verchère de Reffye, Grégaire, Polignon de Montmegin et abbé Cucherat ; suite. = 4^e fascicule. Élie BAYON. Artisans et commerçants autunois aux xvii^e et xviii^e s. = Procès-verbaux des séances : l'impôt du « plaid général » en 1378 à Autun ; historique des fouilles de la station néolithique du camp de Chassey ; stèle gallo-romaine trouvée à Épinac ; note sur trois inscriptions trouvées à Autun et dédiées au dieu Anvalonacu et au dieu Anvalus ; monuments mégalithiques des environs d'Autun ; découverte à Marmagne d'un puits gallo-romain et de poteries de la même époque ; notes historiques sur le village d'Iguerande, canton de Semur-en-Brionnais ; documents originaux concernant diverses localités du Charollais et du Mâconnais ; date de la démission de Talleyrand, évêque d'Autun (13 janvier 1791).

Mercure de France. N° 812. — Jean-Ch. DUVAL. Tradition et peinture moderne. — Édouard KRAKOWSKI. Le premier disciple de Schopenhauer en France (c'est Challemeil-Lacour). = N° 813. Marcel PROVENCE. Poète et comédienne au service de la France : Théodore de Banville et Marie Daubrun à Nice, l'année de l'annexion (il s'agit de ce qu'on appelait officiellement la « réunion du circondario », 24 avril 1860, et de la propagande au service de la France par la littérature). — Jean PORRIER. Sur les « Mémoires » de M. Alfred Loisy (analyse détaillée du livre). — Commandant LEFEBVRE DES NOËTES. La « nuit » du Moyen Age et son inventaire (énumère les inventions concernant la technique en ce qui concerne, par exemple, le

harnachement moderne de la selle, inventé au ^{ix}^e siècle ; le moulin à eau, ^{xiii}^e s. ; la poudre à canon et l'horloge à poids, ^{xiv}^e s. ; la polyphonie vocale et l'imprimerie, ^{xv}^e s.). — Jean MARCHAND. La bibliothèque de la Chambre des députés (le bâtiment et ses collections). — D^r A. MORLET. Stratigraphie des signes glazéliens trouvés au Puy-de-Lacan, Corrèze. = N^o 14. Élie FAURE. Conclusions de mon périple : monde ancien, monde nouveau. — Maurice MURET. Une idylle impériale : le mariage morganatique de l'archiduc François-Ferdinand (son mariage avec la comtesse Chotek, à quoi l'empereur avait consenti, mais après avoir imposé cette condition que les enfants à venir de cette union n'auraient aucun droit à succéder au trône impérial. Pour l'archiduc, c'était un mariage d'amour ; mais il gardait l'espoir de voir annuler un jour le serment que l'empereur son père lui avait imposé). — Colonel A. RESANOV. La répression de l'espionnage, d'après la loi du 18 avril 1886 (ce crime devrait être réprimé « par des peines graves et infamantes qui atteindront tous les complices, sans égard aux motifs qui auront pu les animer »). — D^r MORLET. Une deuxième inscription de la grotte du Placard, dans la Charente, oubliée à Saint-Germain (cette inscription est, « à celle de Glozel, ce que furent les deux galets peints du musée de Carcassonne à ceux du Mas-d'Azil, une preuve irrécusable d'authenticité »).

La Révolution française. 1931, n^o 4. — Étienne POLLIO. Le commerce maritime pendant la Révolution. — B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. La Révolution française et les projets d'union européenne (à propos d'une brochure aujourd'hui oubliée, sur « le rêve d'un homme de bien réalisé », où était exposée, après plusieurs autres publicistes du ^{xviii}^e siècle, l'idée d'une paix générale et perpétuelle. L'auteur est un « Républicain anonyme » de l'an 1^{er} de la République française). — P. CARON. La Commission civile révolutionnaire et de surveillance de l'Aveyron (même chez les Révolutionnaires hostiles à la religion et ses ministres, on voit persister la mentalité catholique des âges antérieurs). — Étienne POLLIO. Une erreur sur la personne (M. Gautherot, ennemi déclaré du jacobinisme, a confondu deux personnages qui portent le nom de Hulin, mais avec des prénoms différents ; il attribue à l'un d'eux des crimes révolutionnaires où l'autre seul a participé). — Correspondance (lettre du lieutenant-colonel Carnot au sujet d'une critique qu'il estime mal fondée, de M. Arne Ording, sur le rôle de Lazare Carnot dans le bureau de police du Comité de Salut public). = 1932, n^o 1. Paul MANTOUX. A qui furent adressées les « Réflexions sur la Révolution française » de Burke? (elles ne répondent à aucun des Du Pont ou Dupont connus ou inconnus de l'époque ; le jeune homme auquel s'adresse Burke au commencement et à la fin des « Réflexions » est simplement une fiction littéraire. Un certain M. de Menonville, en lisant le livre, y reconnut les développements d'idées que Burke lui avait exprimées peu auparavant. Menonville lui écrivit en novembre 1790 pour lui communiquer ses observations, à quoi il répondit par une *Lettre à un membre de l'Assemblée nationale*). — Pierre CARON. La Commune de Paris et les massacres de Septembre ; 1^{er} article (corrige et complète le remarquable récit qu'en a donné M. Braesch dans son *Dix août*). — Béatrice Fry HYSLOP. Le cahier général du tiers état du grand bailliage de Rouen. — Pierre CARON. La Convention a-t-elle flétri Danton le 11 vendémiaire an IV? (non). — Id. Recherches biographiques. Les Maillard (Stanislas-Marie Maillard, l'homme des massacres de Septembre, Thomas et Étienne-Jean-Baptiste, beaucoup moins connus). — Id. L'affaire de Quillebeuf, septembre 1792. — H. LEMOINE. Quelques do-

cuments nouveaux sur la fuite à Varennes. — P. CARON. Une organisation de journal en l'an II.

Revue archéologique. 1931, novembre-décembre. — Radu VULPE. Piroboridova. La station protohistorique et daco-romaine de Poiana dans la Moldavie inférieure (avec 25 figures et croquis). — A. MORLET. La nécropole celtique de Cournon et son bas-relief à survivances totémiques. — S. REINACH. Copies de chefs-d'œuvre (des copies, même médiocres, peuvent aider à reconstituer l'original d'où elles dérivent). — Émile MALE. Discours prononcé à l'occasion du cinquantenaire de l'École française de Rome. — André CHARBONNIER. La Conférence internationale d'Athènes pour les monuments d'art et d'histoire (en octobre 1931). — Articles nécrologiques sur Victor Bérard, Raymond Koechlin, Michel Clerc, Pierre Paris, Ferdinand Noack. = Bibliographie et Revue des périodiques. — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine, 1931.

Revue de l'histoire des religions. 1931, novembre-décembre. — René DUSSAUD. La mythologie phénicienne, d'après les tablettes de Ras Shamra (étude le panthéon phénicien, le dédoublement d'Adonis, la lutte d'Aleyin, fils de Baal, et de Môt, le fils divin, les mystères phéniciens. Important mémoire de cinquante pages). — G. HEUTEN. La diffusion des cultes égyptiens en Occident. — P. ALPHANDÉRY. La glossolalie dans le prophétisme médiéval latin. — C. CLEMEN. Mgr Söderblom, historien des religions. = Comptes-rendus et Chronique.

La Revue de Paris. 1934, 15 avril. — Henry BORDEAUX. La reine Hortense à Notre-Dame-des-Ermites (où elle se réfugia quand elle fut obligée de quitter sa retraite à Aix-en-Savoie à la fin de novembre 1813). — René LE SENNE. L'influence de la philosophie bergsonienne en France. — Max HERMANT. La situation économique de l'Allemagne (« nul progrès sur la voie internationale n'est possible tant qu'une grande nation comme l'Allemagne n'aura pas renoncé à cette devise : qui paie ses dettes s'appauvrit »). — Julien BENDA. Esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être une nation ; suite et fin (« la France a aujourd'hui besoin d'une volonté plus forte qu'au temps de Hugues Capet ; rien ne permet d'assurer qu'elle ne la trouvera pas »). — Albert FLAMENT. Tableaux de Berlin (jour d'élections, la mort de Briand et les élections présidentielles) ; suite et fin le 15 mai. — Henry BIDOU. Le mouvement littéraire. — François PORCHÉ. Le mouvement dramatique. — Marcel THIÉBAUT. La pensée de Taine (à propos de l'ouvrage d'André Chevrillon). = 1^{er} mai. Henri BREMOND. Les prières de l'ancien régime et l'Académie française (analyse les recueils de prières qui se sont multipliés au XVIII^e siècle ; ceux, par exemple, de Pellisson et « autres habiles » qui se sont efforcés de leur donner « plus de force et de beauté qu'elles n'en avaient eu ci-devant ». Ces humbles recueils d'oraison « restent parmi les très rares témoins de l'atticisme français »). — Wladimir D'ORMESSON. Enfances diplomatiques (l'auteur nous conte sa toute première enfance : son départ de Russie en septembre 1888, alors âgé de six semaines ; les déplacements de son père, comme diplomate à Paris, au Danemark, sept. 1893, au Portugal en 1895). Suite le 15 mai (Souvenirs d'Athènes). — Jacques BOULENGER. Napoléon III aux Tuileries (sa vie privée ; l'étiquette aux Tuileries et à Compiègne ; service de l'empereur et de l'impératrice). — Desmond MAC CATHY. Le roman anglais d'après guerre. — ***. Les

élections du Reich et les desseins de l'État allemand (un fait domine toute la matière : c'est qu'en 1932 la grande majorité de l'Allemagne est nationaliste : elle veut détruire la victoire et les traités ; « c'est tout le programme de l'Allemagne entière »). — Paul BARTEL. La dictature au Portugal (et les réformes qu'elle entreprend). — 15 mai. Amiral DE FARAMOND. Souvenirs de Berlin et de Vienne, 1910-1914 (à cette époque, l'amiral fut attaché naval aux ambassades de France, de Berlin et de Vienne ; il était beau-frère du baron de Speck-Sternburg, ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis, donc en situation de connaître les personnes et les faits dont il parle dans ses Souvenirs. Extraits concernant Agadir et l'attitude de Guillaume II au cours de la crise, 1911 ; progrès du pangermanisme à la veille de la guerre et dernier voyage en Autriche, 1914). — Guillaume DUPUYTREN. La mort du duc de Berry (on réédite la « Déposition faite, le 25 mars 1820, à la Chambre des pairs, sur les événements de la nuit du 13 au 14 février 1820 ». A la suite, une consultation imaginée par le Dr T. de Martel sur la question de savoir si, à l'heure actuelle et étant donné les progrès accomplis par la chirurgie, on « pourrait » sauver le prince). — Adolphe JAVAL. Au pays des rentiers (ce pays, c'est la France, où « les trois quarts au moins des citoyens, touchant de l'argent qui ne représente aucun travail, sont des prébendés de la nation »). — Roger LABONNE. L'Ukraine. I (rapide aperçu de son histoire jusqu'au soulèvement de 1905) ; suite. — Robert SENCOURT. L'impératrice Eugénie et la politique extérieure (utilise des documents, imprimés ou encore inédits, tirés des archives de Vienne, qui complètent sur certains points délicats la documentation du prof. Oncken). — Marcel LUCATIN. Les élections législatives.

Revue de synthèse. Tome I, n° 3, 1931, décembre. — Jacques DE MORGAN. Les fouilles archéologiques ; leur portée documentaire. — Paul PELLIOU. Explorations et fouilles en Asie centrale. — R. DU MESNIL DU BUISSON. Rapport sur l'enseignement de la technique des fouilles archéologiques. — J. TOUTAIN. Les fouilles archéologiques en France ; leur contribution à l'étude de l'histoire. — Marcel GRIAULE. La mission Dakar-Djibouti dans son rapport avec les études ethnologiques et archéologiques. — Comte DU MESNIL DU BUISSON. Fouilles archéologiques (origine du mot fouille et historique de l'idée qu'il représente). — Raymond LENOIR. Sociologues et sociétés. — Lucien FEBVRE. Du modernisme à Érasme (sur Alfred Loisy et ses Mémoires). — Paul VAN TIEGHEM. Histoire littéraire, générale et comparée. 15^e compte-rendu annuel (où sont recensés les ouvrages parus en 1930). — Robert BOUVIER. Histoire des sciences (travaux parus en 1930). — Marcel BATAILLON. L'histoire de l'Espagne au Moyen Âge (d'après Menéndez Pidal, *La España del Cid*, et Giménez Soler, *La edad media en la Corona de Aragón*). — E. COORNAERT. Les origines de la grande industrie contemporaine (d'après C. Barbagallo, *Le origini della grande industria contemporanea*).

Revue des Deux Mondes. 1932, 15 avril. — *** Une idée en marche : le rapprochement des États danubiens. — Octave AUBRY. Le roi de Rome. II : Vienne et Schönbrunn, 1814-1819 (expose les mesures prises pour faire oublier à l'enfant le souvenir de son père et faire de lui un bon Autrichien : on lui avait tout d'abord donné les noms de François-Joseph-Charles, en omettant soigneusement celui de Napoléon ; le 22 juillet 1818, avec le titre de duc de Reichstadt, il reçut comme apanage les domaines de Bohême, dont les revenus étaient d'environ cinq cent mille francs. Il n'était plus qu'un prince médiatisé de l'empire d'Autriche). —

LYTTON STRACHEY. La fin tragique de Gordon Pacha. I : Vers Khartoum, 1884. Suite et fin le 1^{er} mai : Dans Khartoum assiégé. — Général GOURAUD. Le général Mangin (discours prononcé à l'inauguration de la statue du général). — Robert DEMANGEL. Au Congrès Guillaume Budé (à Nîmes, avril 1932). = 1^{er} mai. OCTAVE AUBRY. Le roi de Rome. III : Le duc de Reichstadt, 1820-1830. — Charles BRNOIST. Trois audiences de Léon XIII (la première, 13 mars 1890 ; après quoi vient une conversation bien curieuse avec le cardinal Lavigerie à la Marsa, 1^{er} mai 1892 ; deuxième audience privée du pape, 19 novembre 1891 ; troisième audience, le 10 mars 1892, où il est traité d'affaires politiques et du ralliement). — Marquis DE NOAILLES. Le Bureau du roi : deux lettres sur le drapeau blanc, 27 février et 3 mars 1871 (elles sont adressées par le comte de Blacas au marquis de La Ferté-Meun, membre du Bureau du roi à Paris ; elles déclarent nettement qu'à cette époque déjà le comte de Chambord était résolu à refuser le drapeau tricolore). = 15 mai. J. ROUCH. Souvenirs du maréchal Foch (concernant l'emploi des méthodes météorologiques aux armées. Foch, avec sa brusquerie ordinaire, refusa d'abord d'y croire ; il se rendit à l'évidence quand, le 18 août 1917, les renseignements fournis par le chef du service, le lieutenant Rouch, le décidèrent à décommander sur-le-champ une offensive ordonnée d'abord pour le lendemain). — OCTAVE AUBRY. Le roi de Rome. IV : L'éveil à la gloire, 1830. — Jacques CHEVALIER. M. Bergson et les sources de la morale. — Laurent DE SERCEY. Lettres de Prosper Mérimée à la comtesse de Boigne, avril-septembre 1848 (nouvelles qu'il lui envoie sur les événements révolutionnaires auxquels Paris était alors en proie).

Revue des études napoléoniennes. 1932, février. — Général M. KUKIEL. Vues sur le trône de Pologne en 1812 (c'est l'Empereur lui-même qui pensait se proclamer roi de Pologne). — Édouard CHAPUISAT. Les Suisses de l'Empereur (il s'agit des régiments suisses ; importance de leur rôle militaire). — Louis ROYER. Documents napoléoniens tirés d'une exposition (celle qui fut organisée à la bibliothèque de Grenoble en 1931). — J. MOISIL. Le régiment des gardes-frontières de Nasaud et Napoléon (la province de Nasaud en Transylvanie formait une région militaire). — Fulvio CANTONI. Le Congrès de la Société du Risorgimento à Modène, octobre 1931. — Édouard DRIAULT. Le Napoléon de Jacques Bainville (critique très sévère du livre qui en est resté à Masson et à Sorel et paraît ignorer ceux de M. Driault lui-même). = Mars. Georges MAUGUIN. Bonaparte au quai Conti, 1785 (légende inventée par la duchesse d'Abrantès). — Abel MANSUY. Sigismond Krasinski et la France. — Oszkar ELEK. Napoléon dans la littérature hongroise. — L. HOUDARD. Les généraux Bonaparte et Clarke en Italie, 1797 (quelques documents inédits). — Juljuz WILLAUME. La perte de Mantoue, 1799. Les lettres inédites du général Foissac-La Tour. — Édouard GACHOT. Le capitaine Bacheville (soldat au 101^e de ligne en 1803, Bacheville, lieutenant en second des grenadiers de la garde en avril 1814, suit l'Empereur à l'île d'Elbe ; capitaine en 1830, puis chef de bataillon, il meurt en 1833). — M^{lle} NOÏREJEAN. Souvenirs de l'Empire français en Belgique. — Édouard DRIAULT. Une Bibliothèque-Napoléon à Berlin (actuellement possédée par un libraire de Berlin : 12,000 volumes, dont 3,500 reliés en plein marocain aux armes de Napoléon et aux doubles armes de Napoléon et de Marie-Louise. Pourra-t-on l'acheter et la ramener en France?).

Revue d'histoire économique et sociale. 1932, n^o 1. — Moïse MOISSEEV. L'évolution d'une doctrine : la théorie des crises par Tougan-Baranovsky et la conception

moderne des crises économiques. — Louis-Philippe MAY. Le Mercier de La Rivière, intendant des îles du Vent, 1759-1764 (son œuvre à la Martinique, où il fut intendant de 1759 à 1762, puis de 1762 à 1764. En appendice sont publiées ses Observations sur un projet d'imposition rédigées en 1763). — Paul-M. BONDOIS. Les verreries nivernaise et orléanaise au xvii^e siècle : Jean Castellan et Bernard Perrot, 1647-1709 (documents publiés en appendice). — Henri SÉE. Remarques sur le rôle du capitalisme financier à l'époque du « Hochkapitalism ». = Comptes-rendus.

Revue d'histoire moderne. Nouvelle série, n° 1, 1932, janvier-février. — Marcel PAQUOT. Quelques lettres de Michelet (relatives à l'histoire de la France au Moyen Age). — Georges PAGÈS. Essai sur l'évolution des institutions administratives en France, du commencement du xvi^e siècle à la fin du xvii^e (« synthèse incertaine et provisoire », dit modestement l'auteur, mais qui aidera certainement à mieux connaître ces institutions et à orienter les chercheurs. Résumé lumineux, riche d'idées et d'enseignement). — Michel HUISMAN. Un document sur les origines de la guerre de 1870-1871 (concernant la candidature Hohenzollern ; il vient d'être publié à Bruxelles dans le *Flambeau*, janvier 1932). — G. LEFEBVRE. Les caractères originaux de l'histoire rurale de la France (analyse détaillée du bel ouvrage de Marc Bloch). — P. MURET. L'histoire diplomatique du milieu du xviii^e siècle d'après les travaux de Sir Richard Lodge. — Henry SALOMON. Un homme d'État autrichien : le comte de Rechberg (d'après sa biographie par Friedrich Engel-Janosi). — Paul DARMSTAEDTER. Les Mémoires du prince de Bülow (« il n'était ni un génie, ni un grand caractère, ni un saint ; mais il était supérieur à la plupart de ses contemporains. Ses Mémoires tracent un tableau unique des hommes qui ont dirigé l'Europe entre 1870 et 1914, et surtout des mœurs politiques à cette époque »).

Revue historique de Bordeaux. 1931, juillet-septembre. — Raymond LANTIER. Buste en bronze d'un jeune chef aquitain (du temps de l'empereur Trajan. Photographie de l'original, qui est aujourd'hui au musée de Saint-Germain). — Albert DE LUZE. Les jeux de paume de Bordeaux ; suite (xvii^e et xviii^e siècles). — Xavier VÉDÈRE. Les allées de Tourny (après la démolition du château Trompette). — P. C. Des précisions et une hypothèse sur les piliers de Tutèle (hypothèse présentée par M. Perdrizet, qui rapproche le monument bordelais d'un autre, l'« incantada » de Salonique. Ce n'était pas un temple, fait pour abriter la statue d'une divinité, mais une colonnade rectangulaire sans vâcs. Ce thème architectural, qui comportait des arcatures à jour soutenues par des piliers, était usuel dans la Gaule romaine). — LE MÊME. Buffon à Bordeaux (d'après une lettre, datée de Bordeaux, le 22 janvier 1731 ; elle est signée Leclerc, qui fut créé comte de Buffon en 1753). = Octobre-décembre. Réginald BIRON. Le prieuré bénédictin de Saint-Florent de Castillon (il dépendait de Saint-Florent de Saumur ; son histoire ; liste des prieurs de 1060 à 1789). — Albert DE LUZE. Les jeux de paume de Bordeaux. Suite et fin : Le jeu de la rue Rolland, 1788 (le bâtiment est vendu en 1826 ; racheté en 1846, il est transformé en salle de spectacles et de concerts et reprend sa destination primitive en 1876). — Xavier VÉDÈRE. Les allées de Tourny. 4^e partie : Leur achèvement ; la porte Tourny (c'est alors « le rendez-vous des affaires et des plaisirs, de la richesse et de l'élégance »). — Paul COURTEAULT. Les débris du piédestal de la statue équestre de Louis XV. = 1932, janvier-février. André REDSOMEN. Les droits de naufrage, de baleine et d'ambre gris sur la côte du pays de Buch (depuis le xii^e s.).

— F. RANDIER. Les orgues et les organistes de l'église Notre-Dame de Bordeaux, du XVII^e siècle à nos jours. — Pierre DAMAS. La rue de la Halle et la halle aux poids (XVIII^e siècle ; avec un plan).

Revue historique de droit français et étranger. 1931, octobre-décembre. — Fernand DESSERTAUX. De l'acquisition de l'hérédité par l'intermédiaire du fils ou de l'esclave (en droit romain). — Henri LÉVY-BRUHL. Un document inédit sur la préparation de l'ordonnance sur le commerce de 1673 (procès-verbal d'une séance de la commission établie par Colbert pour élaborer cette ordonnance ; elle a été tenue « chez M. Pussort, le mercredi de relevée 4 février 1671 ». Important). — A. GIRFARD. L'action édilicienne « quanti minoris » (elle était déjà connue d'Ulpian ; « il y avait donc, à l'époque classique, comme on l'a toujours cru, deux « actiones aedi-
« litiae », dont une en réduction du prix : « iudicium quanti minoris »). — A. DE SENARCLENS. Correction au texte du *Digeste* : 12, 1, fr. 3. — Pierre PETOT. La capacité testimoniale du vassal. = Compte-rendu de la Semaine d'histoire du droit normand tenue à Caen, 15-19 juin 1931. = Comptes-rendus critiques. = Société d'histoire du droit. Résumé des séances. = 1932, janvier-mars. André RADULESCO. Ressemblances entre les idées primitives dans la Bretagne contemporaine et celles du peuple roumain. — Fernand DESSERTAUX. De l'acquisition de l'hérédité par l'intermédiaire du fils ou de l'esclave d'autrui ; suite et fin. — Antoinette PICON. La collation des bénéfices au chapitre de Notre-Dame de Paris sous le régime du Concordat, 1518-1547. — Édouard CUQ. Le rescrit d'Auguste sur les violations de sépultures (l'auteur du rescrit est Auguste ; il date d'environ six ans avant la mort de l'empereur. En appendice, M. Cuq signale une étude de M. Leandro Zancan prétendant prouver que l'inscription de Nazareth, qui donne le texte du rescrit, est un faux moderne ; il soutient que les arguments de cet auteur sont sans valeur). — E.-M. MEYERS. Le droit ligurien de succession. — Gabriel LE BRAS. Notes pour servir à l'histoire des collections canoniques. Suite et fin : Les collections canoniques en Angleterre après la conquête normande. = Comptes-rendus.

Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin. 1931, octobre-décembre. — F.-M. BARTOS. Picards et « Pikarti » (les « Pikarti » sont des Picards persécutés par l'Inquisition, qui, en 1418, purent se réfugier en Bohême. Un de leurs chefs tenta de répandre leurs principes à Tournai, où se produisirent des troubles violents. Exposé de sa doctrine). — Paul-Romane MUSCULUS. Wolfgang Musculus en Lorraine et en Alsace (réfugié à Strasbourg en 1529, il devint l'ami de Bucer, qui, par la suite, lui fit accepter un poste à Augsbourg, 1531 ; mais il resta en correspondance avec ses amis strasbourgeois). — Poursuites contre les hérétiques, 1522-1589 (extraits d'actes conservés aux Archives nationales). — Documents concernant les prisonnières après la Révocation (archives départementales de l'Hérault). — Sceaux des églises du Refuge. = Comptes-rendus critiques. = Nécrologie : Eugène Hubert (professeur à l'Université de Liège et, pendant quelque temps, ministre de l'Instruction publique en Belgique ; mort en février 1931, à l'âge de soixante-dix-sept ans). = 1932, janvier-mars. F.-M. BARTOS. Picards et « Pikarti » ; suite (ce que croyaient et enseignaient en Bohême les Picards de Lille et de Tournai : ils adhéraient au spiritualisme, au mysticisme ; ils s'appelaient « amis de Dieu » et se rapprochaient des spiritualistes bruxellois, dont le chef était le carme Guillaume de Hildernissen). — M^{lle} A. SALOMON. Pierre-Conrad Fries, émissaire morale en France, 1760-1761. — NOUGUIER. Les méreaux de Troyes, 1564-1567. — Tony

ANDRÉ. Lettre du cardinal dal Monte au grand-duc de Toscane (de Rome, 4 janvier 1591). — L. DE SAINT-ANDRÉ. Inscriptions protestantes (avec un fac-similé). — SAINT-JOURS. L'église de Geaune (fin du XVII^e siècle). — Une maison orléanaise dans laquelle Calvin fut reçu ou logé (vers 1530). = Bibliographie critique et Chronique.

Revue d'histoire de la Guerre mondiale. 1930, janvier. — Pierre CALMETTE. Les timbres-poste et l'histoire de la guerre. — Général DESCOINS. Six mois d'histoire de l'Albanie (novembre 1916-mai 1917); fin. — Georges CLEMENCEAU. Essai bibliographique. = Documents. Le Conseil de Potsdam du 5 juillet 1914 et les confidences de Wangenheim (souvenirs de M. Bompard sur la valeur et les circonstances de ces confidences). = Avril. Lieutenant-colonel G. LESTIEN. L'action du général Foch à la bataille de la Marne. — Pierre RENOUVIN. Le gouvernement austro-hongrois et la crise de juillet 1914 (d'après les *Diplomatische Aktenstücke des Österreichisch-ungarischen Ministeriums des Aussern*). = Documents. Joseph Pilsulski et les activistes polonais pendant la guerre. 1^{re} partie : Casimir Smogorzewski.

BELGIQUE

Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des beaux-arts. Tome XIII, 1931, nos 9-12. — G. VANZYPE. Constantin Meunier (biographie de ce grand sculpteur, mort à l'âge de vingt-six ans; il était né en 1832). — Jean DELVILLE. La raison d'être des écoles d'art. — P. JASPAR. Joseph Rulot (autre sculpteur, mort en 1919, professeur de la classe de sculpture à l'Académie royale de Liège; avec six planches). = Tome XIV, fasc. 1-3. Paul SAINTENOY. L'anastylose et la restauration des monuments, à la Conférence internationale d'experts : Athènes, octobre 1931 (sur la conservation des monuments historiques chez tous les peuples; jusqu'à quel point on doit ou l'on peut les restaurer; des moyens et matériaux à employer pour ce qui concerne les dégradations dues à l'usure des temps). = Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques, 1931, n° 12. H. GRÉGOIRE. L'épopée byzantine et ses rapports avec l'épopée turque et l'épopée romane (sur Digénis Akritas, mort en 788, et son poème; l'épopée turque de Sayyid Battâl ou Djaafar, remaniement d'une geste arabe du X^e siècle; l'épopée dite de Malatia concernant l'émir Omar qui fut vaincu en 863, puis remaniée au XII^e siècle après le triomphe des Turcs Seldjoudides; on y voit paraître un certain Serdjail, qui est Raimond de Saint-Gilles, comte de Toulouse).

CANADA

Bulletin des recherches historiques. 1931, décembre, et 1932, janvier. — Mémoires généalogiques sur Jacques-Alexis de Fleury Deschambault, mort en 1715, les Piercot de Bailleul, la famille Chabot. — E.-L. MASSICOTTE. Notes d'histoire économique et sociale : les fruits, épices et friandises sous le régime français. Autres notes sur l'emploi des vitres aux fenêtres (elles apparaissent en 1689), sur l'usage du travesti au XVIII^e siècle. — G. LANCTOT. Bibliographie du procès Bigot (simple énumération peu classée des imprimés et des manuscrits). — Lettres de Claude Bermen de La Martinière (12 mai 1714-28 octobre 1715) à l'intendant Bégon (elles fournissent d'utiles renseignements sur la situation du Canada). — Cl. DE

BONNAULT. Un colonial au temps de Colbert : mémoires de Robert Challes (c'est le témoignage curieux, amusant, d'un adversaire des Jésuites). — E. PRÉCLIN.

ÉTATS-UNIS

The American historical Review. 1932, janvier. — Carl BECKER. Everyman his own historian (après cinquante ans de recul, nous pouvons voir clairement que ce ne fut pas l'Histoire qui s'exprima par la voix de Fustel, mais Fustel qui, en des livres d'histoire, exposa les idées de ses contemporains). — William Thomas MORGAN. The expedition of baron de Pointis against Cartagena (par une héroïque folie, Pointis, se mesurant à quatre flottes supérieures à la sienne, contribua à emplir les coffres vides de Louis XIV, à faciliter les négociations de Ryswick). — Bernard FAÏ. Learned societies in Europe and America in the eighteenth century (les Sociétés savantes fondées en France : trente-six de 1674 à 1689 ; en Europe, une douzaine ; en Amérique, l'« American Philosophical Society », organisées sur le modèle de la « Royal Society » de Londres, ont subi l'influence de la franc-maçonnerie et de l'Encyclopédie). — Isabel M. CALDER. The authorship of a discourse « about civil Government in a new plantation whose design is Religion, 1663 » (l'auteur de ce discours est John Colton). — R. A. HUMPHREYS. Lord Shelburne and a projected recall of colonial governors (favorable aux coloniaux ; convaincu qu'il devait maintenir la dignité et l'autorité suprême d'un Parlement fidèle à l'équité et à la justice, Lord Shelburne essaya vainement, malgré Townshend, de rappeler les gouverneurs Barnard et Moore). — William MILLER. Recent publications on medieval and modern Greek history (indique de nombreux livres écrits en grec, de plus nombreux documents, notamment quatre-vingt-quatorze textes rassemblés par I. K. Bogiatzides sur les despotes de Morée). — E. Wilson LYON. Documents. The closing of the port of New Orleans (la fermeture de ce port, prescrite par Charles IV, le 14 juillet 1802, ne fut aucunement provoquée par le Premier Consul). — G. Frederick HOWE. President Hayes's notes of four Cabinet meetings (sur les troubles ouvriers en juillet 1877). — E. PRÉCLIN.

Foreign affairs. 1932, avril. — A. Lawrence LOWELL. Manchuria, the League and the United States. — Marques of ZETLAND. After the Indian conference (la conférence de la Table ronde, tenue à Londres en automne 1931, est un bon exemple de la politique de compromis si souvent pratiquée par le gouvernement britannique : ferme quant aux principes, mais prête aux concessions opportunes). — Paul SCHEFFER. Hitler ; phenomenon and portent. — Percy Wells BIDWELL. Trade, tariffs ; the depression. — Jules CAMBON. Bülow and the war (juge sévèrement le caractère et la politique du prince de Bülow ; s'il avait été encore chancelier en 1914, il aurait sans doute pensé, avec l'Allemagne tout entière, que la guerre serait un triomphe rapide, comme en 1866 et en 1870). — R. NEIGHBORS. A Canadian view (expose l'état actuel des relations entre le Canada et les États-Unis). — Edward P. WARNER. Can aircraft be limited? — James C. MILLS. Chemical warfare. — Bruce HOPPER. Soviet economy in a new phase (les Soviets paraissent vouloir faire triompher la révolution non par la force, mais par l'épuisement progressif des États capitalistes). — Walter LIPPMANN. The United States in world affairs (histoire des relations extérieures des États-Unis en 1931). — Allen W. DULLES. The protection of American foreign bondholders. — A. ANDREADES. Japanese finance since the war. — William O. SCROGGS. The American investment

in latin America. — L. Laszlo ECKER. Obstacles to Hungarian reconstruction. — William L. LANGER. Bibliographie des ouvrages sur les relations étrangères. — Denys P. MYERS. Liste des publications officielles de documents sur ces relations.

The Journal of modern history. 1932, mars. Vol. IV, n° 1. — Willson H. COATES. Some observations on the « grand remonstrance » (cette « remonstrance », rédigée par le Long Parlement en 1641, avait pour objet de limiter les pouvoirs de la royauté absolue; elle se heurta contre le fait qu'il n'existait alors aucun moyen légal d'en appeler directement au peuple). — Chester KIRBY. The attack of the english game law in the forties (montre comment l'attaque dirigée par John Bright en 1844-1846 contre la loi sur la chasse se rattache à son opposition aux droits sur les blés). — W. N. MEDLICOTT. Vice-consul Dupuis' « mining » dispatch of June 23, 1876 (une dépêche adressée par Hutton Dupuis, vice-consul d'Angleterre à Andrinople, le 23 juin 1876, qui contenait des détails sur les massacres des Bulgares en 1876, a été égarée au Foreign office, ce qui a permis à Disraeli d'accuser les libéraux d'avoir exagéré la gravité de cette répression). — David G. REMPEL. The expropriation of the german colonists in South Russia during the Great War (en 1915; avec 3 cartes). — Frank MONAGHAN. A new document on the identity of « Junius » (publie un mémoire secret remis au comte du Muy le 4 juillet 1774, où il est affirmé que Thomas Mante, « major de brigade », est l'auteur de différents écrits qui ont paru en Angleterre sous le nom de *Junius*. « En 1769, j'étois employé à Dieppe, où je l'ai vu écrire cette fameuse lettre au roy d'Angleterre qui a fait tant de bruit. C'est peut-être le plus grand génie de l'Europe... ») — Roland H. BAINTON. The present state of Servetus studies (bibliographie concernant Michel Servet, sa vie et ses écrits). — Harold L. HOSKINS. Some recent works on Mohamed Ali and modern Egypt. = Comptes-rendus critiques et bibliographie des livres récents.

Speculum. 1932, avril. — Ernest Hatch WILKINS. Petrarch's first collection of his italian poems (avec 4 fac-similés). — Gaines Post. Masters'salaries and students'fees in the mediaeval Universities (abondante bibliographie). — Daniel V. THOMPSON. The *schedula* of Theophilus presbyter (minutieuse description des mss. qui contiennent la *schedula diversarum artium*). — Lynn THORNDIKE. Calculator (vie et œuvre de Richard Suiseth ou Swimeshead, l'auteur des *Calculaciones*; étude sur l'histoire des sciences au xiv^e siècle). — Arthur BURKHARD. Hans Burgkmair, 1531-1931 (la vie et les œuvres de cet artiste, à l'occasion du 4^e centenaire de sa mort, avec 4 fac-similés). — Dorothy M. ROBATHAN. A fifteenth-century history of latin literature (celle de Siccio Polenton, humaniste padouan). — Erwin F. MEYER. Comments on the observations of Tait on the Common Council of the english borough (quelques additions à l'article de James Tait : *The Common council of the borough*, dans *E. histor. Rev.*). — Erika VAN ERHARDT-SIEBOLD. An archæological find in a latin riddle of the Anglo-Saxons. — George LA PIANA. Joachim of Flora; a critical survey (sa vie et ses œuvres).

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the Institute of historical Research. Vol. IX, n° 26. — Marjorie JOHNSTON. Bibliography of the registers (printed) of the universities, inns of court, colleges and schools of Great Britain and Ireland (2^e partie : Les registres sco-

lares, dont la plupart ne sont guère antérieurs au XIX^e siècle ; mais on donne la date à laquelle ces écoles ont été fondées). — The anglo-american Conference of historians, 1931 (dans cette conférence ont été étudiées et discutées les questions suivantes : rapports entre l'histoire et la sociologie ; les divers aspects de la Renaissance ; l'histoire militaire et navale de l'Angleterre au XVIII^e siècle ; l'histoire contemporaine : ère de Bülow, 1897-1909 ; la politique continentale de la Grande-Bretagne, 1740-1763 ; l'histoire coloniale, locale, économique de l'Angleterre ; les archives et leur conservation. A noter une discussion sur le fait de savoir « si le manoir est un mythe »). — A Colquhoun BELL. Summary of the Julian Corbett prize essay (concernant la guerre avec la Hollande en 1672-1674). — Sommaires des thèses (celles de John F. Nichols, sur les possessions du prieuré de Christ Church à Cantorbéry, dans les comtés d'Essex, de Suffolk et de Norfolk ; d'Elfreda Skelton, sur la Cour de la Chambre étoilée au temps d'Élisabeth ; de E. C. Walker, sur l'histoire de l'« enthousiasme » et de son influence sur les problèmes religieux et sociaux au XVIII^e siècle ; de A. T. Milne, sur la traite des nègres et les rapports anglo-américains, 1807-1862 ; de H. E. Priestley, sur la politique britannique dans la question italienne, 1866-1871 ; de S. E. Lewis, sur les relations diplomatiques de l'Angleterre et de l'Allemagne de 1898-1902, Rappelons qu'à la suite de chacun de ces sommaires l'auteur doit toujours indiquer les sources où il a puisé). = Supplément n° 2. Guy et Sirphie PARSLÖE. Guide to the historical publications of the Societies of England and Wales (suite au 1^{er} article, publié en 1929 ; préparation à un Guide général des publications dues aux Sociétés savantes).

Bulletin of the John Rylands library Manchester. Vol. XV, n° 2, 1931, juillet. (Cette livraison aurait dû prendre place avant celle de janvier 1932, qu'on trouvera plus haut, p. 445.) — S. ALEXANDER. Pascal the writer (le savant et l'écrivain dont le style est d'un poète, qu'on peut mettre à côté de Bridges, auteur du *Testament of beauty*). — R. S. CONWAY. The value of the Medicean codex of Vergil (avec un appendice sur la chronologie des mss. en capitales et six fac-similés). — E. F. JACOB. Some english documents of the conciliar movement (1398-1408 ; ces documents montrent que les théologiens anglais ne sont pas restés aussi indifférents qu'on l'a dit à la question du schisme). — L. S. B. LEAKEY. Some aspects of the Black and White problem in Kenya (sur la meilleure méthode à employer dans l'intérêt à la fois des colons européens et des indigènes du Kenya et comment s'est posé le problème depuis le début du siècle présent). — Thomas Eric PEET. Mathematics in Ancient Egypt. — F. J. POWICKE. Some unpublished correspondence of the Rev. Richard Baxter and the Rev. John Eliot, « the apostle of the American Indians », 1656-1682 ; suite et fin. — Moses TYSON. Unpublished manuscripts, papers and letters of Dr. Johnson, Mrs. Thrale and their friends, in the John Rylands library (ces mss. viennent de Mrs. Piozzi, morte en mai 1821 ; ils contribuent surtout à nous faire connaître le Dr. Johnson et la place éminente occupée par lui dans la société anglaise à la fin du XVIII^e siècle). — A. MINGANA. The work of Dionysius Barsalibi against the Armenians (traduction, suivie du texte reproduit en fac-similé. C'est le 9^e fascicule des « Woodbroke studies »).

The english historical Review. 1932, avril. — Gaillard LAPSLEY. *Buzones* (cette expression, qu'on a parfois eu le tort de vouloir corriger en *barones*, désigne des personnages assimilés aux « barones de comitatu » dans certaines instances judiciaires portées à la cour du comté. Elle doit donc être maintenue dans Bracton et

autres textes de nature juridique). — H. G. RICHARDSON et George SAYLES. *The king's ministers in Parliament, 1272-1377* (2^e partie : Les Parlements d'Édouard II; à cette époque de réaction féodale, on constate les efforts de la haute noblesse pour éliminer du Parlement les ministres du roi ou pour en diminuer le rôle). — Anthony STEEL. *Receipt roll totals under Henry IV and Henry V* (montre combien il est difficile d'établir exactement la balance définitive des finances royales par le simple examen des sommes portées sur le tableau des recettes et des dépenses). — Harold TEMPERLEY. *The last phase of Stratford de Redcliffe, 1855-1858* (expose, d'après des documents nouveaux, les efforts tentés par le comte Stratford pour réformer et moderniser la Turquie, afin de lui permettre de résister à ceux qui convoitaient l'héritage de l'homme malade). — Josiah C. RUSSELL. *Alexander Neckam in England* (de nouvelles recherches sur les œuvres de Neckam montrent qu'il a passé plusieurs années de son âge mûr en Angleterre comme professeur à Oxford et chanoine de Cirencester). — R. C. CHENEY. *A visitation of St. Peter's priory, Ipswich* (le texte de cette visite, qui est reproduit tout au long, contient non seulement les articles des fautes commises par plusieurs chanoines du prieuré, mais, ce qui est plus rare, la réponse de l'accusé : « negat » ou « fatetur »). La visite du prieuré a eu lieu entre décembre 1327 et septembre 1343). — T. R. GAMBIER-PARRY. *Alice Perrers and her husband's relatives* (publie deux documents, l'un en français, 1390, et l'autre en latin, 1384, concernant la maîtresse d'Édouard III, son mari, William de Windsor, et son neveu, John de Windsor, avec lesquels Alice paraît avoir été en mauvais termes). — H. G. WRIGHT. *Richard II and the death of the duke of Gloucester* (signale un fait nouveau prouvant que Richard II annonça officiellement la mort de son oncle à Calais avant qu'elle ait eu lieu, afin de faire croire à une mort naturelle et de mettre la main sur les biens possédés par le défunt dans les comtés d'Essex et de Hertford. Une note additionnelle énumère les dons faits par Richard II à William Serle, qui fut plus tard mis à mort comme ayant été le bourreau de Gloucester). — H. V. F. SOMERSET. *Burke and the Cavendishes* (les rapports épistolaires de Burke avec la famille de Cavendish montrent une fois de plus l'attachement qu'il professait pour l'aristocratie). = Comptes-rendus critiques.

ITALIE

Africa Italiana. Rivista di storia e d'arte a cura del Ministero delle Colonie. Vol. II, fasc. 3-4. Bergamo, 1929. — Carlo ANTI. Rilievo di Cirene con la strage dei Niobidi (détails du couronnement de l'autel d'Artémis, représentant un épisode du massacre des Niobides, travail exécuté à Cyrène vers 450 av. J.-C.). — A. L. PIETROGRANDE. Gruppo statuario Cirenaico di Afrodite con Tritone (découvert au nord-est de l'agora; peut être un groupe original du II^e siècle av. J.-C.). — Renato BARTOCCINI. Scavi e rinvenimenti in Tripolitania negli anni 1926-1927 (découverte à Sirte d'un hypogée chrétien du IV^e siècle, dont les parois sont creusées d'étroites niches funéraires; lorsque les *loculi* furent tous occupés, les cadavres furent inhumés dans une fosse creusée sous le pavage. Lampes de type africain; l'une porte au centre la représentation d'un apôtre). — Enrico CEROLLI. I risultati scientifici del viaggio Chiomo-Ceravegna nel sud etiopico (découverte de statues-menhirs en pierre et de grandes dalles gravées dans la région de Buquissa et de Doda). — Sulle orme di Callimaco a Cirene. I. — Manara VALGIMIGLI. Inno ad Apollo e Inno

a Demetra di Callimaco (traduction italienne en vers). — Carlo ANTI. I luoghi e i monumenti (les découvertes archéologiques ont précisé les renseignements fournis sur la topographie sacrée que font connaître les textes de Callimaque et permettent de reconstituer l'itinéraire de la procession du *calathos*). — Giacomo GUIDI. La data di costruzione della basilica di Leptis Magna (commencés sous Septime-Sévère au début de son règne, les travaux semblent avoir duré une vingtaine d'années; sa construction se rattache à celle du *Forum novum*). — Salvatore AURIGEMMA. Mosaici di Leptis Magna tra l'uadi Lebda e il circo (on a découvert, dans les ruines d'un grand édifice, des mosaïques décoratives dont les *emblemata* représentent la chasse du sanglier de Calydon et une chasse au lion dans le style du I^{er} siècle ap. J.-C.). — Enrico CERULLI. La Somalia nelle cronache etiopiche (nouvel indice de la réunion, sous le nom générique de Somalis, de populations différentes les unes des autres). — Vol. III, fasc. 1-4, 1930. Giacomo GUIDI. Il teatro romano di Sabratha (la grande nouveauté apportée par ces fouilles est la découverte d'un *pulpitum* qui, du côté de l'orchestre, est terminé par des niches alternativement rondes et semi-circulaires ornées de sujets en ronde bosse : deux femmes en génies protecteurs de la cité, soldats romains, scènes de sacrifice et de libation, scènes de théâtre, le jugement de Pâris, les Muses; entre les niches, sur les avant-corps, apparaissent entre les colonnettes les images de la Fortune, d'Hercule, de Mercure portant Bacchus enfant). — Pietro ROMANELLI. La vita agricola tripolitana attraverso le rappresentazioni figurate (groupement des mosaïques et reliefs d'origine africaine relatifs aux travaux des champs). — Salvatore AURIGEMMA. Iscrizioni leptitane. — Giacomo GUIDI. Ritratto ellenistico da Cyrene (portrait probable de Ptolémée II Philadelphie). — Anton Luigi PIETROGRANDE. Sarcofagi decorati della Cirenaica (inventaire des sarcophages décorés découverts en Cyrénaïque; la région forme, au point de vue de l'art, comme un pays intermédiaire entre l'Asie Mineure et l'Afrique du Nord; les influences grecques y dominent). — Gaspare OLIVIERO. Campagna di scavi a Cirene nell'estate del 1928 (dans la partie nord-est des grands thermes, dégagement de la salle septentrionale, à l'est du frigidarium et d'une chambre du caldarium; travaux de restauration aux propylées.) — DU MÊME. Indice dei nomi propri e dei termini ricorrenti nelle iscrizioni ricordate nei quattro rapporti preliminari sugli scavi di Cirene. — Salvatore AURIGEMMA. Federico Halbherr e la missione archeologica italiana in Cirenaica. R. LANTIER.

ROUMANIE

Académie roumaine. Bulletin de la section historique. Tome XVIII, 1931. — N. IORGA. Les grandes familles byzantines et l'idée byzantine en Roumanie (communication faite au Congrès d'études byzantines à Athènes. L'auteur signale les familles nobles de Roumanie qui trouvèrent asile à Venise après la prise de Constantinople par les Turcs : les Cantacuzène, les Paléologue, qui devaient plus tard contribuer à reformer l'unité de la grande famille roumaine). — G. BALS. État actuel des études sur l'art ancien roumain. Communication faite au Congrès d'histoire de l'art de Bruxelles en 1930. — N. IORGA. Une ville « romane » devenue slave : Raguse. Trois conférences données en Sorbonne (1^{re} Origines et rapports avec Venise. 2^e Soumise d'abord à Venise, Raguse s'en sépara au milieu du XIV^e siècle et, depuis lors, elle considéra les Vénitiens comme ses plus grands ennemis. Au XVI^e siècle, elle cesse d'être une ville latine, pour devenir une vraie ville slave,

se considérant comme le centre même du slavisme, avec un grand mépris pour les autres Slaves. L'auteur signale les Occidentaux, Catalans et Français, qu'on trouve alors à Raguse. 3^e Rapports de Raguse avec les Turcs depuis le x^v^e siècle ; alors elle a conscience qu'elle représente l'idée slave ; on y parle slave et c'est en slave qu'elle rédige les actes juridiques. Elle tient désormais une grande place dans la civilisation générale). — N. IORGA. Les commencements de Venise (expose pourquoi ils n'ont pas encore été présentés d'une façon vraiment critique et cherche à séparer ce qui, dans les sources, a une valeur authentique. Il montre comment, vers l'an 1000, Venise, reprenant la Dalmatie, reconstitue l'unité continentale sous son hégémonie. Elle est vraiment alors une « Romania », qui entre en contact avec Byzance et fait partie de l'Empire byzantin, tout en se rattachant de plus en plus étroitement au royaume italien du ix^e siècle. Depuis, elle ne pourra plus être séparée de l'unité morale de l'Italie).

L. B.

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Sbornik příspěvků k dejinám hlavního města Prahy. Contributions à l'histoire de Prague, travaux des archives municipales publiés sous la direction de V. Vojtěšek. 6. Prague, la Municipalité, 1930, in-4^o, 427 p. — Ce beau volume, dont d'excellents résumés en français permettent d'utiliser facilement les travaux, contient les articles suivants : Marie VALKOVA-FRYZOVA, L'office de maître des vignobles Pragois ; Milosch KRATOCHVIL, Les offices des Six Messieurs dans la Vieille-Cité et dans la Nouvelle-Cité de Prague (jusqu'en 1547) et leurs registres (créés vers 1400, ils étaient chargés de la police des marchés et des constructions) ; François ROUBIK, Les baillis royaux dans les villes Pragoises et dans les autres villes de 1547 à 1783 (ils furent établis lorsque l'échec de la révolte de la noblesse tchèque fournit à Ferdinand I^{er} l'occasion d'apporter des restrictions à l'autonomie des villes ; ils relevaient de la Chambre de Bohême et étaient fréquemment en conflit avec les municipalités ; c'est seulement en 1783 qu'ils obtinrent de prendre place parmi les conseillers municipaux avec droit de vote) ; Venceslas LIVA, Prague après la bataille de la Montagne-Blanche ; tome I : L'émigration (elle s'éleva à près de 3,000 personnes).

EMPIRE BYZANTIN

Byzantion. Tome VI, dédié à Sir William M. Ramsay, 1931. — W. RAMSAY. Phrygian Orthodox and Heretics, 400-800 A. D. (étude critique sur les divisions ecclésiastiques de la *Phrygia Pacatiana* d'après les notices épiscopales ; ordre de préséance des évêchés ; date du Synecdemus d'Héraclès, antérieure à Justinien, fixée à 460 environ). — VOGT. Études sur le théâtre byzantin ; I : Un mystère de la Passion (réédition et traduction d'un scénario déjà publié par Lambros et prouvant l'existence d'un théâtre religieux à Byzance ; date probablement du xi^e siècle). — MUŠKOV. Une monnaie d'argent de l'empereur Alexandre. — OSTROGORSKY. Das Steuersystem im Byzantinischen Altertum (changement du système fiscal au vi^e siècle ; c'est de cette époque que doit dater la séparation entre l'impôt foncier (συνονία) et la capitation (καπνικόν) réunis antérieurement en un seul impôt (capitatio-iugatio). Le καπνικόν est l'impôt par feu. L'allelengyon se substitue à l'adiec-tio sterilium ou επιβολή). — RADOJČIĆ. Die griechischen Quellen zur Schlacht am

Kosovo Polje (notice insuffisante de Phrantrès, plus détaillée de Doukas). — H. GRÉGOIRE. L'opinion byzantine et la bataille de Kossovo. — V. LAURENT. Un sceau inédit du protonotaire Basile Kamateros. Contribution à la prosopographie byzantine (recherches sur les membres de la famille des Kamateroi). — BANESCU. Ein ethnographisches Problem am Unterlauf der Donau aus dem XI Jahrhundert (la population des villes du duché de Paristrion, qui se révolte contre la fiscalité de Michel VIII, est de race valaque). — V. MOŠIN. Les Khazares et les Byzantins d'après l'Anonyme de Cambridge (fragment d'une lettre en hébreu adressée en même temps que celle du Khagan Joseph au rabbin Chisdai, ministre d'Abderrhman III, calife de Cordoue vers 950. Les deux documents permettent de placer vers 730 la conversion des Khazares au judaïsme ; ils éclairent l'histoire des rapports entre ce peuple et Byzance). — ANASTASIJEVIĆ. La chronologie de la guerre russe de Tzimisçès (adopte pour le début le printemps de 971. Critique du témoignage de Léon le Diacre qui fait durer quatre mois le siège de Dristra et se contredit lui-même en donnant des indications chronologiques qui reportent la fin de la guerre à 974, ce que confirme le texte de Yahya d'Antioche). — V. LAURENT. L'histoire byzantine de Georges Pachymère (découverte d'un nouveau manuscrit, Athen. Gennad. 40, XVI^e siècle). — BUCKLER. Un discours de consulaire sous Justinien (inscription de Sardes qui semble être un fragment de discours du gouverneur de Lydie pour porter à la connaissance de ses administrés des nouvelles impériales, comme le montrent les allusions aux nouvelles 8 et 17). — G. GEROLA. L'effigie del despota Giovanni Cantacuzeno (sur une icône de l'église S. Samuele de Venise, provenant de Morée. Le portrait serait celui de Jean Cantacuzène, fils de Mathieu et petit-fils de Jean VI, à qui Jean V Paléologue avait conféré le titre de despote en 1359 et qui, vers 1380, aurait disputé la Morée au despote Théodore I^{er} Paléologue). — A. SOLARI. Sulla morte del *magister equitum* Teodosio (père de l'empereur Théodose I^{er}). — H. GRÉGOIRE. Le tombeau et la date de Digenis Akritas (la version originale du poème serait antérieure à 944, à cause d'une allusion à la présence du mandylion à Édesse, et postérieure à 923. Le tombeau de Digénis a été retrouvé par Grégoire près de Samosate). — FRANZ CUMONT. L'archevêché de Pedachtoé et le sacrifice du faon (curieuse contamination entre une gracieuse légende chrétienne et un ancien rite païen de la région de Yildiz-dagh, au nord de Sivas ; exemple de la formation d'une cité autour d'un monastère). — VOGT. Études sur le théâtre byzantin. II (analyse d'un texte syriaque, probablement traduit du grec, scénario d'une pièce où était représentée la conversion de comédiens, chargés de bafouer les cérémonies chrétiennes et leur martyre, qui en a été la conséquence. Le texte serait du VI^e siècle). — G. I. BRATIANU. L'approvisionnement de Constantinople sous les Paléologues et les empereurs ottomans (même conception étatiste au XIV^e et au XVIII^e siècle. Détails intéressants sur l'expansion économique de l'Autriche dans les Balkans et vers la mer Noire sous Joseph II). — V. LAURENT. Bulletin de sigillographie byzantine (très important, accompagné de tables). L. B.

Epeteris. Annuaire de la Société des études byzantines. Athènes, VIII, 1931. — COUCOULÈS. Proverbes populaires chez Eustathe de Thessalonique. — DYVOU-NOTIS. Homélie d'Anthime, archevêque d'Athènes (XIV^e siècle), sur la procession du Saint-Esprit (intérêt du titre d'*exarque de toute la Grèce et proèdre de Crète* attribué à Anthime). — EUSTRATIADES. La coiffure chez les Byzantins, d'après le discours inédit de Jean Eugenikos, nomophylax de Thessalonique, sur les parures

féminines (Jean, l'auteur du discours, est le frère de Marc, l'adversaire de l'Union). — *Id.* Syméon logothète Métaphraste (montre que cet hagiographe célèbre a vécu, non au x^e siècle, comme on le croit d'ordinaire, mais en plein xi^e siècle, comme le prouvent ses manuscrits, dont un, celui de Lavra, est autographe, et ses relations avec Psellos, qui a écrit son éloge. Logothète du Drome et magistros, il paraît être le même personnage que Syméon Seth, qui exerça les mêmes fonctions sous Michel VII et traduisit en grec une légende hindoue). — *GIANNPOULO.* La forteresse de Volo. — *THEOTOKIS.* Ambassade de Roger de Lluria au Sénat de Venise, le 25 juillet 1365 (Roger de Lluria, maréchal et vicair général du duché catalan d'Athènes, en conflit avec le bailli vénitien de Nègrepont, obtient un renouvellement de la trêve de vingt ans ; textes grec et latin des demandes des Catalans et des réponses du Sénat). — *THEOTOKIS.* La prétendue cause de la révolte de la Crète en 1363 (textes grec et latin de la décision du Sénat de Venise, établissant de nouvelles taxes à l'exportation ; mais cette mesure ne suffit pas à expliquer la révolte des colons vénitiens qui se laissèrent entraîner par les Crétois indigènes, désireux, sous couleur de créer une Crète indépendante, de se rattacher à Constantinople qui venait d'être reprise par Michel Paléologue). — *STEPHANIDÈS.* Constantin le Grand et le culte des empereurs (examen des textes relatifs à la statue de Constantin identifiée à Hélios. Interdiction de l'adoration des statues impériales, vénération de celles qui portent un emblème chrétien). — *SAROU.* Chiakia (notes sur l'histoire de l'île de Chio aux xvi^e et xvii^e siècles et sur les églises fondées pendant la domination franque). — *KOUSIS.* Deux méthodes thérapeutiques de Magistriano pour la guérison de la lèpre (Vienne, med. gr. 45, fol. 73 v^o. Le portrait de Magistriano figure dans le manuscrit médical de Bologne, xiv^e siècle. Historique de l'apparition et du traitement de la lèpre).

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS¹

Adams (Thomas). Regional plan of New York and its environs. *T.*, n° 1576.
Allen (Frederik Lewis). Only yesterday : an informal history of the Nineteen-Twen-

ties. *T.*, n° 1579 (les États-Unis d'après les journaux pendant les années 1914-1930).

AnceI (Jacques). La Macédoine ; son évolu-

1. Liste alphabétique des revues analysées, avec le sens des abréviations employées :

A. M. = Annales du Midi. — *Am. h. Rev.* = American historical Review. — *An. h. éc.* = Annales d'histoire économique et sociale. — *An. h. Rév.* = Annales historiques de la Révolution française. — *A. st. it.* = Archivio storico italiano. — *A. st. l.* = Archivio storico lombardo. — *B. H.* = Bulletin hispanique. — *B. Éc. ch.* = Bibliothèque de l'École des chartes. — *Bull. Prot.* = Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme. — *E. h. R.* = English historical Review. — *H.* = History. — *H. T. O.* = Historisk tidsskrift Oslo. — *J. mod. h.* = Journal of modern history. — *J. S.* = Journal des savants. — *M. Fr.* = Mercure de France. — *Pol.* = Polybiblion. — *R. C.* = Revue critique d'histoire et de littérature. — *Rév. fr.* = La Révolution française. — *R. A.* = Revue archéologique. — *R. ét. nap.* = Revue des études napoléoniennes. — *R. h. dr.* = Revue d'histoire du droit. — *R. h. éc.* = Revue d'histoire économique. — *R. h. mod.* = Revue d'histoire moderne. — *R. h. rel.* = Revue de l'histoire des religions. — *Spec.* = Speculum. — *T.* = Times, Literary supplement.

- tion contemporaine. *M. Fr.*, n° 814 (excellent; c'est un « impressionnant travail de documentation »).
- Anderson* (Miss R. M. C.). The roads of England. *T.*, n° 1581.
- Archives rouges (les), n° 46. *M. Fr.*, n° 814 (extraits des mémoires de Polovtsev et de Lamsdorf concernant le début du règne de Nicolas II).
- Arici* (Z.). Luisa di Savoia, reggente di Francia, 1476-1531. *A. st. I.*, 1931, 503 (bonne étude, d'un caractère un peu trop apologétique).
- Arnaud* (Jean-André-Michel). Recueil des événements qui eurent lieu au Puy depuis l'an 1755 jusqu'en 1815; publ. par *Ulysse Rouchon*. *Rév. fr.*, 1932, 87.
- Aron* (Marguerite). Un animateur de la jeunesse au XIII^e siècle. *B. Éc. ch.*, 1931, 412 (il s'agit du bienheureux Jourdain de Saxe, successeur de saint Dominique).
- Aspinal-Oglander* (général C. F.). The official history of the Gallipoli campaign, t. II. *T.*, n° 1578.
- Aubin*. Der Kölner Pfennig im 12 u. 13 Jahrh. *An. h. éc.*, n° 14.
- Auriol* (chanoine A.) et *Rey* (Raymond). La basilique Saint-Sernin de Toulouse. *A. M.*, 1932, 84 (très instructif; nombreuses corrections indiquées par H. Graillot).
- Baker* (J. P.). Justinian. *T.*, n° 1578.
- Bale* (John). King John. *T.*, n° 1578 (réimpression mécanique du drame de John Bale sur le roi Jean).
- Bartels* (Albert). Fighting the French in Morocco; trad. par H. J. Stenning. *T.*, n° 1576.
- Bauer* (Walter). Der Wortgottensdienst der älteren Christen. *R. C.*, 1931, n° 11 (dissertation claire et bien conduite sur le culte chrétien par la parole).
- Beeson* (Charles Henry). Lupus of Ferrières as scribe and text critique. *R. C.*, 1931, n° 12 (le ms. harleien 2736 a sans doute été écrit par Loup de Ferrières).
- Belloc* (Hilaire). Cranmer, archbishop of Canterbury, 1533-1536. *J. mod. h.*, 1932, 113 (sans valeur).
- Berenson* (Bernhard). Italian pictures of the Renaissance. A list of the principal artists and their works. *T.*, n° 1571.
- Beresford* (John). Mr. Du Quesne and other essays. *T.*, n° 1581.
- Bertiére* (dom Uramer). La « familia » dans les monastères bénédictins du Moyen Age. *Pol.*, 1932, 190.
- Bignami* (Luigi). Castelli lombardi. *A. st. I.*, 1931, 502.
- Bimba* (Anthony). The history of the American working classe. *T.*, n° 1578.
- Blegen* (Theodore C.). Norwegian migration to America, 1825-1860. *Am. H. R.*, 1932, 572.
- Bloch* (Marc). Les caractères originaux de l'histoire rurale française. *R. C.*, 1931, 543 (livre d'un puissant intérêt).
- Boissonnade* (P.) et *Charliat* (P.). Colbert et la Compagnie du commerce du Nord. *H. T. O.*, 1931, fasc. 4 (intéressant; mais on n'a pas vu que les succès commerciaux remportés par les concurrents hollandais furent la conséquence du fait que leurs armements étaient moins coûteux que ceux des Français).
- Bompaire* (F.). Du principe de la liberté économique dans l'œuvre de Cournot et dans celle de l'École de Lausanne: Walras, Pareto. *R. h. écon.*, 1932, 110.
- Borries* (Kurt). Preussen im Krimkrieg, 1853-1856. *E. H. R.*, 1932, 346.
- Boulenger* (Jacques). Dans la vieille rue Saint-Honoré. *J. S.*, mars 1932.
- Bowman* (William Dodgson). The story of « The Times ». *J. mod. h.*, 1932, 136.
- Brackmann* (Albert). Die Anfänge der Slavenmission, und die Renovatio Imperii des Jahres 800. *A. st. it.*, 1932, 159.
- Bradley* (A. G.). The United Empire: loyalists, founders of British Canada. *T.*, n° 1576.
- Brinton* (Clarence Crane). The Jacobins; an essay in the new history. *J. mod. h.*, 1932, 130.
- Brooke* (George C.). English coins, from the seventh century to the present day. *T.*, n° 1576.
- Brunel* (Clovis). Recueil des actes des comtes de Pontieu, 1026-1279. *B. Éc. ch.*, 1931, 394 (l'introduction est un « chef-d'œuvre d'analyse »).
- Bryant* (Arthur). King Charles II. *J. mod. h.*, 1932, 118 (brillante réhabilitation).
- Bukdahl* (Jørgen). Dansk national kunst. *R. C.*, 1931, 573 (bonne étude sur le caractère danois tel qu'il se dégage de sa littérature, de 1864 à 1920. « Kunst » ici a le sens de « culture » en général).
- Campbell* (Anna Montgomery). The black death and men of learning. *Am. H. R.*, 1932, 586.
- (Thomas D.). Russia; market or menace? *T.*, n° 1580.
- Caspar* (Erich). Geschichte des Papsttums. I: Römische Kirche und Imperium romanum. *E. H. R.*, 1932, 293 (très important; le t. I expose le développement des

- prétentions pontificales jusqu'à la mort du pape Léon le Grand).
- Cattaui Pacha (Joseph)*. Coup d'œil sur la chronologie de la nation égyptienne. *R. C.*, 1931, n° 11 (imposant exposé d'une histoire générale de l'Égypte).
- Chamberlin (Frederick)*. The private character of Henry VIII. *T.*, n° 1576 (ouvrage déraisonnable; c'est du commérage).
- Chambers (Sir Edmund)*. Matthew Arnold. *T.*, n° 1577 (simple causerie).
- Cheney (C. R.)*. Episcopal visitation of monasteries in the thirteenth century. *E. H. R.*, 1932, 302.
- Chesterton (G. K.)*. Chaucer. *T.*, n° 1576.
- Chevillon (André)*. La formation de la pensée de Taine. *R. C.*, 1932, avril.
- Chlumecky (Leopold von)*. Erzherzog Franz Ferdinands Wirken und Wollen. *R. h. mod.*, 1932, 100.
- Clark (George T.)*. Leland Stanford, war governor of California, railroad builder and founder of the Stanford University. *T.*, n° 1576 (excellent).
- (*William Bell*). Lambert Wickes. *T.*, n° 1580 (instructive biographie du capitaine américain Wickes, qui, depuis 1776, contribua puissamment à organiser une marine capable de lutter contre l'Angleterre).
- Cohen (Gustave)*. La « Comédie » latine en France au XII^e siècle. *R. C.*, 1931, 530 (art. à noter d'Edmond Faral).
- Cole (Charles Woolsey)*. French mercantilist doctrines before Colbert. *J. mod. h.*, 1932, 110.
- Collection publiée sous le patronage du Commissariat général de l'exposition coloniale de Paris, 9 vol. *R. P.*, 15 mai 1932 (important recueil, mais inégal et qui laisse le lecteur déçu et insatisfait).
- Colligan (Rév. J. Hay)*. The Geneva service book of 1555. *Bull. prot.*, 1932, 54.
- Connolly (James L.)*. John Gerson, reformer and mystic. *Spec.*, 1932, 283.
- Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle, tome III. *B. H.*, 1932, 181.
- Crawley (C. W.)*. The question of Greek independence. A study of British policy in the Near East, 1821-1833. *J. mod. h.*, 1932, 133 (instructif).
- Crump (Helen J.)*. Colonial admiralty jurisdiction in the seventeenth century. *T.*, n° 1581.
- (*W. B.*). The Leeds wollen industry, 1780-1820. *E. H. R.*, 1932, 319 (d'après des souvenirs de famille et des livres de commerce).
- Dahlmann (Charlotte)*. Untersuchungen zur Chronik von Saint-Bénigne in Dijon. *B. Éc. ch.*, 1931, 405.
- Davis (V. D.)*. A history of Manchester college. *T.*, n° 1576.
- Davy (Georges)*. Sociologues d'hier et d'aujourd'hui. *R. P.*, 15 mai 1932.
- Dawkins (R. M. J.)*. Recital concerning « the Sweet land of Cyprus » entitled « Chronicle » by Leontios Makhairas. *T.*, n° 1580 (importante étude sur les sources de cette chronique).
- Delattre (Edmond)*. Recherches sur le droit pénal à Cambrai et dans le Cambrésis au Moyen Age. *B. Éc. ch.*, 1931, 398.
- Delsaux (M^{me} Hélène)*. Condorcet journaliste. *An. h. Rév.*, 1932, 182 (c'est du « verbiage vague et prétentieux »).
- Deutsches Rechtswörterbuch*. *R. C.*, 1931, 570 (ouvrage de premier ordre; cinq fasc. déjà parus).
- De Visscher (Fernand)*. Études de droit romain. *R. h. dr.*, 1932, 161.
- Dinsmoor (William Bell)*. The archons of Athens in the hellenistic age. *Am. H. R.*, 1932, 529. — *T.*, n° 1579.
- Dodwell (Henry)*. The founder of modern Egypt : a study of Muhammad 'Ali. *Am. H. R.*, 1932, 532.
- Donat (Jean)*. Consultation en Sorbonne sur la question du mariage des protestants. — La carrière politique du général Dupuy. *A. M.*, 1932, 125.
- Dorn (Arno)*. Robert Heinrich, Graf von der Goltz, ein hervorragender Diplomat im Zeitalter Bismarcks. *R. h. mod.*, 1932, 99.
- Du Bus*. Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la Révolution monarchique, 1757-1792. *Rév. fr.*, 1932, 92.
- Dutcher, Shipman, Fay, Shearer et Allison*. A guide to historical literature. *J. mod. h.*, 1932, 104 (ouvrage considérable; omissions assez nombreuses constatées par G. P. Gooch).
- Fanfani (Aminère)*. Le soluzioni tomistiche e l'atteggiamento degli uomini dei secoli XIII e XIV, di fronte ai problemi della ricchezza. *A. st. it.*, 1932, 149.
- Fassbinder (Klara Marie)*. Der Trobador Raimbaut von Vaqueiras. *R. C.*, 1931, 536.
- Fava (Domenico)*. Tesori delle biblioteche d'Italia. *A. st. it.*, 1932, 136 (important ouvrage de 700 pages).
- Feiler (Arthur)*. L'expérience du bolchévisme. *M. Fr.*, n° 814 (Laloy : ce livre est « le plus complet et le plus clair de

- tous ceux qui ont été publiés sur le bolchevisme »).
- Fifoot (C. H. S.)*. English law and its background. *T.*, n° 1577.
- Fizaine (M^{lle} Simone)*. La vie politique dans la Côte-d'Or sous Louis XVIII : les élections et la presse. *Rév. fr.*, 1932, 88.
- Forman (Archibald)*. From Baltic to Black Sea. *T.*, n° 1580.
- Fremerey (Gustav)*. Guicciardinis finanzpolitische Anschauungen. *A. st. it.*, 1932, 167.
- Gabriel (Albert)*. Monuments turcs d'Anatolie. T. I : Kayseri-Nigdé. *R. A.*, 1930, 332.
- Galland (Marie)*. La vie du Bouddha et les doctrines bouddhiques. *R. h. rel.*, 1931, 464 (compilation de troisième ou de quatrième main).
- Gardiner (Alan H.)*. The Chester Beatty papyri, n° 1. *T.*, n° 1580.
- Gardner (A.)*. Medieval sculpture in France. *Spec.*, 1932, 285 (excellent ; très bien illustré).
- Garrigues (Georges)*. Les districts parisiens pendant la Révolution française. *An. h. Rév.*, 1932, 172.
- Gaston-Martin*. Capital et travail à Nantes au cours du XVIII^e siècle. *R. C.*, 1931, 547.
- Nantes au XVIII^e siècle : l'ère des Négriers, 1714-1774. *Ibid.*
- Gatti (C.)*. Verdi. *A. st. I.*, 1931, 510 (abondante biographie, intéressante aussi pour l'histoire de l'Italie).
- Gessler (Jean)*. Le « Livre des mestiers » de Bruges et ses dérivés. *Pol.*, 1932.
- Quatre anciens manuels de conversation. *Pol.*, 1932, 217.
- Gide (Charles)* et *Oualid (William)*. Le bilan de la guerre pour la France. *R. h. écon.*, 1932, 116.
- Gilpatrick (Delbert Harold)*. Jeffersonian democracy in North Carolina, 1789-1816. *T.*, n° 1576.
- Gilson (Étienne)*. L'esprit de la philosophie médiévale. *Pol.*, 1932, 188 (très remarquable).
- Gower (J. E. B.)*, *Mauer (A.)* et *Stenton (F. M.)*. The place-names of Devon. *T.*, n° 1580.
- Goyau (Georges)*. Le catholicisme. *R. C.*, 1931, n° 11 (cette œuvre appartient à la rhétorique chrétienne, avec les qualités et les défauts du genre).
- Grandin*. Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales, de 1800 à 1926. 4^e supplément. *An. h. éc.*, n° 14.
- Grant (I. F.)*. Everyday life in Old Scotland. Vol. III. *T.*, n° 1580.
- Green (F. C.)*. Eighteenth-century France. Six essays. *J. mod. h.*, 1932, 128.
- Greenaway (George William)*. Arnold of Brescia. *A. st. it.*, 1932, 161.
- Greig (J. Y. T.)* et *Beynon (Harold)*. Calendar of Hume mss. in the R. Society of Edinburgh. *T.*, n° 1581.
- Grenier (Albert)*. Manuel d'archéologie gallo-romaine, tome I. *R. A.*, 1931, 325.
- Griveaud (Martial)*. Un évêque constitutionnel chef de brigands, ou J.-B. Flavigny. *Rév. fr.*, 1932, 95.
- Gross (Lothar)*. Die Registerbücher Kaiser Karls V. B. *Éc. ch.*, 1931, 408.
- Grunzweig*. Correspondance de la filiale de Bruges des Medici. *R. h. écon.*, 1932, 116.
- *R. C.*, 1931, 546 (46 lettres intéressantes en français, latin et italien, de 1439 à 1464).
- Hacker (Louis M.)* et *Kendrick (Benjamin B.)*. The United States since 1865. *T.*, n° 1579.
- Hamilton (Miss Cicely)*. Modern Italy. *T.*, n° 1579 (sur les conséquences funestes ou bienfaisantes, selon les cas, du fascisme).
- Hassinger (Hugo)*. Geographische Grundlagen der Geschichte. *Am. H. Rev.*, 1932, 578.
- Haumant (Émile)*. La formation de la Yougoslavie. *R. h. mod.*, 1932, 104 (remarquable).
- Haupt (A.)*. Renaissance palaces of Northern Italy and Tuscany. *T.*, n° 1586.
- Hawes (Harry B.)*. Philippine uncertainty ; an american problem. *T.*, n° 1581.
- Heck (Philipp)*. Uebersetzungsprobleme im frühen Mittelalter. *R. H. dr.*, 1932, 166 (expose les procédés de traduction usités pendant le haut Moyen Age pour écrire en latin les coutumes germaniques conservées par la tradition orale et, réciproquement, pour rédiger plus tard en langue vulgaire des coutumes fixées une première fois par un texte latin).
- Henry (Paul)*. L'abdication du prince Cuza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie. *R. h. mod.*, 1932, 110 (précieuse contribution à la période de 1864-1866).
- Herman (Arthur)*. Metternich. *T.*, n° 1578.
- Hessel (Alfred)*. Jahrbücher des deutschen Reichs unter König Albrecht I von Habsburg. *B. Éc. ch.*, 1931, 407. — *E. H. R.*, 1932, 306.
- Hillier (Frank)*. England's industrial salvation. *An. h. éc.*, n° 14.
- Hindus (Maurice)*. Red bread. *T.*, n° 1580

- (l'auteur, Russe de naissance et Américain par adoption, expose l'effet produit par les révolutions en Russie en ce qui concerne la morale et la situation économique des paysans).
- Howland (Charles P.)*. Survey of american foreign relations. Vol. IV. *Am. H. R.*, 1932, 573.
- Humbert (Paul)*. Recherches sur les sources égyptiennes de la littérature sapientiale d'Israël. *R. C.*, 1931, n° 11 (art. d'Isidore Lévy).
- Hume*. The letters of David Hume; publ. par J. Y. T. Greig. *T.*, n° 1581.
- Hutchinson (Lincoln)*. Hidden springs of the Russian revolution: memoirs of Katerina Breschkovskaia. *J. mod. h.*, 1932, 150.
- Huxley (Julian)*. A Scientist among the Soviets. *T.*, n° 1580.
- Hyma (Albert)*. The youth of Erasmus. *E. H. R.*, 1932, 331 (insuffisant).
- Ibarguren (Carlos)*. Juan Manuel de Rosas. *An. h. Réc.*, 1932, 176 (bonne biographie du futur dictateur de l'Argentine).
- Innes (Arthur D.)*. The maritime and colonial expansion of England, 1603-1714. *T.*, n° 1576.
- Irwin (Ray W.)*. The diplomatic relations of the United States with the Barbary powers, 1776-1816. *Am. H. R.*, 1932, 563.
- Ishwari Prasad*. L'Inde du VII^e au XVI^e s.; trad. par H. de Saugy. *R. C.*, 1931, n° 11 (remarquable).
- Ithurriague (Jean)*. La croyance de Platon à l'immortalité de l'âme et à la survie de l'âme humaine. — Les idées de Platon sur la condition de la femme au regard des traditions antiques. *M. Fr.*, n° 814 (deux remarquables thèses de doctorat).
- Jacob (E. F.)*. Studies in the period of baronial reform and rebellion, 1258-1267. *B. Éc. ch.*, 1931, 409.
- Jacobson (Ljubow)*. Russland und Frankreich in den ersten Regierungsjahren der Kaiserin Katharina II, 1762-1772. *R. C.*, 1931, 550.
- Jean (C.-F.)*. La religion sumérienne d'après les documents sumériens antérieurs à la dynastie d'Isim. — 2186. *T.*, n° 1580.
- Johnson (Allen) et Malone (Dumas)*. Dictionary of american biography. Vol. VI-VII: Echols-Grimké. *Am. H. R.*, 1932, 553 (on signale un assez grand nombre d'omissions).
- Journal de M^{me} Smirnov-Rosset*. *M. Fr.*, n° 814 (texte authentique de cet intéressant Journal, qu'avait falsifié sa fille).
- Kantorowicz (Hermann)*. Der Geist der englischen Politik, und das Gespenst der Einkreisung Deutschlands. *R. h. mod.*, 1932, 96.
- Karst (Joseph)*. Origines mediterraneae. *R. h. rel.*, 1931, 466 (travail considérable et qui soulèvera de nombreuses controverses).
- Klein (Walter)*. Der Vertrag von Bjoerkoe. Wilhelm II, Bülow und Holstein im Kampf gegen die Isolierung Deutschlands. *J. mod. h.*, 1932, 143.
- Knoll (Kurt)*. London im Mittelalter. *T.*, n° 1580.
- Krüger (Gustav)*. Das Papsttum; seine Idee und ihre Träger. *A. st. it.*, 1932, 155 (bon ouvrage de vulgarisation).
- Kuhn (A.)*. Die französische Handelsprache im 17. Jahrh. *R. C.*, 1931, 559 (bon livre, bien documenté).
- Laistner (M. L. W.)*. Thought and letters in Western Europe, 500-900. *Am. H. R.*, 1932, 531.
- La Roërie (G.) et Vivielle (commandant J.)*. Navires et marins. De la rame à l'hélice. *R. h. mod.*, 1932, 90.
- Latimore (Owen)*. Manchuria, cradle and conflict. *T.*, n° 1580.
- Le Cacheux (Paul)*. Rouen au temps de Jeanne d'Arc et pendant l'occupation anglaise, 1419-1449. *B. Éc. ch.*, 1931, 402.
- Lehugueur (Paul)*. Philippe le Long, roi de France, 1316-1322. Le mécanisme du gouvernement. *B. Éc. ch.*, 1931, 389 (Jules Viard signale certaines erreurs ou précises des points douteux dans ce livre d'ailleurs remarquable).
- Leifer (Franz)*. Studien zum antiken Aemterwesen. I: Zur Vorgeschichte des römischen Führeramts. *Am. H. R.*, 1932, 581 (étude critique des magistratures municipales à Rome et dans les villes étrusques).
- Lemaître (Henri)*. Géographie historique des établissements de l'ordre de Saint-François en Touraine, du XIII^e au XIX^e siècle. *B. Éc. ch.*, 1931, 402.
- Lévy-Brihl*. Le surnaturel et la nature dans la mentalité primitive. *R. P.*, 15 mai 1932 (très remarquable).
- Lockhardt (J. G.)*. The peacemakers, 1814-1815. *T.*, n° 1581 (bonne histoire du Congrès de Vienne. De tous les négociateurs, c'est Talleyrand que l'auteur paraît avoir étudié avec le plus de complaisance).
- Loewe (Victor)*. Bio-bibliographien der Wissenschaften. *An. h. éc.*, n° 14 (biographies des auteurs qui se sont occupés de l'histoire d'Allemagne).
- Lorer*. Les souvenirs d'un Décembriste. *M. Fr.*, n° 814 (nouvelle édition, d'après le

- manuscrit original récemment retrouvé à Moscou).
- Lucas (Henry Stephen)*. The Low Countries and the hundred years' war, 1326-1347. *A. st. u.*, 1932, 164.
- Luttrell Psalter (the)*. Introd. par *Eric George Millar*. T., n° 1579 (belle reproduction mécanique des illustrations du fameux psautier).
- MacLagan (Sir Edward)*. The Jesuits and the Great Mogul. T., n° 1580 (très instructif).
- Maclean (Donald)*. The Counter Reformation in Scotland, 1560-1930. T., n° 1576 (intéressant).
- Maillard (André)*. Expédition du général romain Labienus contre Lutèce en l'an 52 av. J.-C. *R. C.*, 1931, n° 11 (beaucoup d'observations justes et nouvelles).
- Makhairas (Leontios)*. Voir *Dawkins (R. M.)*.
- Marburg (Clara)*. Sir William Temple. T., n° 1580.
- Marich (Streten)*. Histoire du mouvement social sous le Second Empire à Lyon. *R. ét. nap.*, 1932, 102.
- Marquès-Rivière*. La trahison spirituelle de la franc-maçonnerie. *M. Fr.*, n° 813.
- Marriott (Sir John A. R.)*. The crisis of english liberty. A history of the Stuart monarchy and the Puritan revolution. *E. H. R.*, 1932, 311.
- The English in India; a problem in politics. T., n° 1578.
- Martin-Chabot (Eugène)*. La chanson de la Croisade albigeoise, tome I. *A. M.*, 1932, 97 (excellente édition et bonne traduction).
- Mater (André)*. Les Jésuites. *Bull. prot.*, 1932, 58 (par un élève des Jésuites qui traite durement ses anciens maîtres et, parfois aussi, les Réformés).
- Mattingly (Harold)*. Coins of the roman Empire in the British Museum. Vol. II : Vespasian to Domitian. *E. H. R.*, 1932, 290.
- Matulka (Barbara)*. The novels of Juan de Flores and their european diffusion. *B. H.*, 1932, 175.
- Mayer (Kurt)*. Genealogisch-heraldische Untersuchungen zur Geschichte des alten Königreichs Burgund. *B. Éc. ch.*, 1931, 406.
- Ments (Arthur)*. Die Entstehungsgeschichte der römischen Stenographie. *A. st. u.*, 1932, 138.
- Meyer (Eduard)*. Die ältere Chronologie Babylonien, Assyrien und Ägyptens. *R. C.*, 1931, n° 1 (section additionnelle au t. I de l'histoire de l'antiquité. Longue dissertation de R. Weill sur le sujet).
- Meyer (Eduard)*. Geschichte des Altertums. II²: Der Orient von XII bis zur Mitte des VIII Jahrhunderts. *Ibid.*
- Michels (Robert)*. Das psychologische Moment im Welthandel. *R. C.*, 1931, 542 (c'est un de ces livres qui font penser).
- Middleton (W. L.)*. The French political system. T., n° 1581.
- Miscellanea Agostiniana*, t. II. *A. st. u.*, 1932, 155 (ce vol. contient 31 études particulières).
- Montefiore (C. G.)*. Rabbinic literature and gospel teachings. *R. C.*, 1931, n° 11 (diminue l'originalité de Jésus en montrant qu'il était étroitement rattaché à la tradition rabbinique).
- Monzie (Anatole de)*. Petit manuel de la Russie nouvelle. *M. Fr.*, n° 813 (les renseignements fournis par l'auteur sont tous tirés des publications soviétiques).
- Morison (Stanley)*. The english newspaper in London, between 1622 and the present day. T., n° 1581 (c'est au point de vue typographique que s'est placé l'auteur).
- Morse (Hosea Ballou) et MacNair (Harnley Farnsworth)*. Far Eastern international relations. *J. mod. h.*, 1932, 141.
- Moule (A. C.)*. Christians in China before the year 1550. *R. h. rel.*, 1931, 464 (bon instrument de travail).
- Moura (Jean) et Louvet (Paul)*. Calvin. *Bull. prot.*, 1932, 60 (étude romancée, où l'œuvre de Calvin est condamnée).
- Mowat (R. B.)*. England in the XVIIIth century. T., n° 1581.
- Muret (Ernest)*. Les noms de lieu dans les langues romanes. *B. Éc. ch.*, 1931, 414.
- Les noms de lieu germaniques en -ens ou -ans, -enges ou -anges dans les pays de domination bourgogne. *Ibid.* (F. Lot se défend contre les critiques de l'auteur à ce sujet).
- Murray (Rev. Robert H.)*. Edmund Burke. *J. mod. h.*, 1932, 121 (n'apprend rien de nouveau).
- Myres (J. L.)*. Who were the Greeks? *E. H. R.*, 1932, 287.
- Nicolson (H.)*. Sir A. Nicolson, first lord Carnock; a study in the old diplomacy. *R. h. mod.*, 1932, 95.
- Nulle (Stebelon H.)*. Thomas Pelham-Holles, duke of Newcastle, 1693-1724. *E. H. R.*, 1932, 316.
- Nyhl (A. R.)*. A book containing the risals about love and lovers, par Ali ibn-Hazm al-Andalusi. *B. H.*, 1932, 166 (montre les rapports étroits qui existent entre ce fameux traité arabo-andalou sur l'Amour et la poésie provençale).

- O'Flaherty (Liam)*. I went to Russia. *T.*, n° 1580.
- Olmstead (A. T.)*. History of Palestine and Syria, to the Macedonian conquest. *Am. H. R.*, 1932, 526.
- Oudard (Georges)*. Vieille Amérique. La Louisiane au temps des Français. *R. h. écon.*, 1932, 119.
- Paetow (Louis John)*. A guide to the study of medieval history. *An. h. éc.*, n° 14 (nouvelle édition revue d'un guide indispensable).
- Page (William), Proby (Granville) et Ladds (S. Inskip)*. The Victoria history of the county of Huntingdon. Vol. II. *T.*, n° 1576.
- Pages (Amédée)*. Andreae, capellani regis Francorum, *De amore libri tres*. *B. H.*, 1932, 170 (édition critique du texte latin, avec une traduction catalane du xiv^e s.).
- Pannier (Jacques)*. L'Eglise réformée de Paris sous Louis XIII, 1621-1629. *Pol.*, 1932, 208 (remarquable).
- Pantin (William Abel)*. Documents illustrating the activities of the chapters of the english black monks, 1215-1540. *B. Éc. ch.*, 1931, 410.
- Patterson (M. W.)*. Sir Francis Burdett and his times, 1770-1884. *J. mod. h.*, 1932, 123 (publie beaucoup de documents nouveaux).
- Patzelt (Erna)*. Die fränkische Kultur und der Islam. *A. st. it.*, 1932, 153 (contredit la thèse d'Henri Pirenne).
- Paz (Julian)*. Catálogo de la colección de documentos inéditos para la historia de España. *B. H.*, 1932, 183.
- Pepe (G.)*. Taddeo da Sessa e la politica religiosa di Federico II di Svevia. *A. st. it.*, 1932, 163.
- Perreux (Gabriel)*. Au temps des Sociétés secrètes : la propagande républicaine au début de la monarchie de Juillet, 1830-1835. *R. C.*, 1931, 551.
- Petrie (Sir Charles)*. The Jacobite movement. *T.*, n° 1579.
- Petazzoni (Raffaele)*. La confession des péchés, 1^{re} partie, t. I. *R. h. rel.*, 1931, 449 (dans les sectes religieuses du Japon, de la Chine et de l'Inde).
- Plessner (Martin)*. Die Geschichte der Wissenschaften im Islam, als Aufgabe der modernen Islamwissenschaft. *R. C.*, 1932, 539 (simple esquisse, mais très instructive).
- Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.)*. Henri IV en Gascogne ; sa correspondance avec Denis de Mauléon de Savallan. *B. Éc. ch.*, 1931, 404.
- Pohle (Ludwig)*. Das deutsche Wirtschaftsleben seit Beginn des xix en Jahrh. *An. h. éc.*, n° 14 (excellent manuel).
- Pomfret (John E.)*. The struggle for land in Ireland, 1800-1923. *An. h. éc.*, n° 14.
- Porri (Vincenzo)*. La storia economica europea : età medioevale e moderna. *An. h. éc.*, n° 14.
- Preisendanz (Karl)*. Papyri graecae magicae, tome II. *R. C.*, 1931, n° 11.
- Ralli (Augustus)*. A history of Shakespearian criticism from the xviith until our own time. *T.*, n° 1578.
- Ramsey (Robert)*. Studies in Cromwell's family circle. *E. H. R.*, 1932, 335.
- Ranieri (Ranuccio)*. L'invasione francese degli Abruzzi nel 1798-1799. *A. st. it.*, 1932, 173 (publie une relation inédite de G. B. Simone).
- Ravage (M. E.)*. Empress Innocence. *T.*, n° 1579 (sur la vie et le caractère de l'impératrice Marie-Louise).
- Recoura (G.)*. Les Assises de Roumanie. *Spec.*, 1932, 289 (important compte-rendu par John L. Monte).
- Robinson (Howard)*. Bayle, the Sceptic. *Am. H. R.*, 1932, 535 (erreurs et omissions relevées par Preserved Smith).
- Rost (Kurt)*. Die Historia pontificum romanorum aus Zwettl. *A. st. it.*, 1932, 141 (bonne étude critique sur les sources de l'Historia).
- Sainsbury (Miss E. B.)*. A calendar of the Court minutes of East India Company, 1671-1673. *T.*, n° 1581.
- Sartiaux (Félix)*. Joseph Turmel, prêtre, historien des dogmes. *R. C.*, 1931, n° 11 (très intéressant).
- Savadjian (Léon)*. Bibliographie balkanique, 1920-1930. *R. h. mod.*, 1932, 107 (très utile).
- Schinz (Albert)*. La pensée de J.-J. Rousseau. *R. C.*, 1931, 557 (ce livre marque une date dans l'histoire littéraire).
- Scholz (Richard)*. Aegidius Romanus, De ecclesiastica potestate. *R. h. Dr.*, 1932, 171 (important).
- Scott (Sir Walter)*. The minstrelsy of the Scottish border ; publ. par T. F. Henderson, 4 vol. *T.*, n° 1576.
- Sencourt (Robert)*. Spain's uncertain crown : the story of the Spanish sovereigns, 1808-1931. *T.*, n° 1579.
- Sharp (Miss D. E.)*. Franciscan philosophy at Oxford in the thirteenth century. *E. H. R.*, 1932, 304.
- Shear (F. S.)*. Froissart, chronicler and poet. *E. H. R.*, 1932, 328.
- Simiand (François)*. Le salaire, l'évolution

- sociale et la monnaie. *R. h. écon.*, 1932, 121 (remarquable; modèle d'observation méthodique).
- Smith (R. W. Innes)*. English-speaking students of medicine in the University of Leyden. *T.*, n° 1576.
- Solmi (Arrigo)*. Ciro Menotti e l'idea unitaria nell'insurrezione de 1831. *A. st. it.*, 1932, 176.
- L'amministrazione finanziaria del regno italico nell'alto medioevo. *Ibid.*, 146.
- Somerville (E. E.) et Ross (Martin)*. An incorruptible Irishman: chief Justice Charles Kendal Bushe and his wife, 1767-1843. *T.*, n° 1579.
- Sosnosky (Theodor von)*. Erzherzog Franz Ferdinand. *R. h. mod.*, 1932, 100 (hagiographie pure et simple).
- Soyer (Jacques)*. L'origine du nom de la ville de Gien. *B. Éc. ch.*, 1931, 400 (il vient de *Giomus*, forme constatée aux VI^e et VII^e siècles, mais remontant à *Divomagus*. En tout cas, la forme *Genabum* doit être rejetée).
- Sparr (Enrique)*. Las sociedades científicas y técnicas del mundo con mas de 1000 miembros. *J. S.*, mars 1932.
- Sprietsma (Cargill)*. We imperialists; notes on Ernest Seillière's philosophy of imperialism. *J. mod. h.*, 1932, 109.
- Stählin (Karl)*. Geschichte Russlands. Vol. II: Von Peter dem Grossen bis zum Ende Katharinas II. *J. mod. h.*, 1932, 125 (important).
- Stawell (F. Melian)*. A clue to the Cretan scripts. *R. A.*, 1931, 328 (il n'y a ici que des hypothèses plus que téméraires).
- Steinmann (Ernst)*. Michelangelo im Spiegel seiner Zeit. *T.*, n° 1577.
- Tea (Eva)*. Giacomo Boni, nella vita del suo tempo. *T.*, n° 1579 (intéressante biographie du célèbre archéologue).
- Telford (John)*. The letters of the Rev. John Wesley. *Am. H. R.*, 1932, 538.
- Thackeray (H. St. J.)*. A lexicon to Josephus. *R. A.*, 1931, 330 (1^{er} fasc. d'une œuvre considérable).
- Thomas (Charles Marion)*. American neutrality in 1793; a study in Cabinet government. *Am. H. R.*, 1932, 609.
- (Paul). Textes historiques sur Lille et le nord de la France, tome I. *R. h. Dr.*, 1932, 169.
- Thompson (Grace E.)*. The patriot king: the life of William IV. *T.*, n° 1576.
- (Sir Herbert). The coptic version of the Acts of the apostles and the Pauline epistles in the sahidic dialect. *T.*, n° 1576.
- (J. W.). The Middle Ages. *Spec.*, 1932, 302 (important; mais les chapitres sur l'histoire ecclésiastique prêtent le flanc à la critique, thèse que George La Piana expose très longuement).
- Thomson (Mark A.)*. The secretaries of State, 1681-1782. *T.*, n° 1578.
- Tibal (André)*. La Roumanie. *R. h. mod.*, 1932, 109 (le meilleur livre de vulgarisation qui ait été publié sur la Roumanie).
- Turmel (Joseph)*. Histoire des dogmes. I: Le péché originel; la Rédemption. *R. C.*, 1931, n° 11 (ouvrage indispensable à tous les esprits curieux de connaître les doctrines chrétiennes). — *Pol.*, 1932, 186 (le livre a été mis à l'index).
- Vaillandet*. Le conventionnel Rovère et les Montagnards du Midi. *Rév. fr.*, 1932, 86.
- Vallery-Radot (Jean)*. Églises romanes, filiations et échanges d'influences. *B. Éc. ch.*, 1931, 419 (apporte beaucoup de nouveau sur l'archéologie romane).
- Valon (François de)*. Les pairs de France primitifs et leur cour. *B. Éc. ch.*, 1931, 387.
- Valsecchi (F.)*. Le corporazioni nell'organismo politico del medio evo. *A. st. I.*, 1931, 436.
- Van Buren (E. Douglas)*. Foundation figures and offerings. *R. h. rel.*, 1931, 461.
- Van Marle (Raimond)*. The development of the italian schools of painting. Vol. XII and XIII. *T.*, n° 1577 (beaucoup de documents et d'illustrations).
- Varga (Lucie)*. Das Schlagwort vom « Finsternen Mittelalter ». *A. st. it.*, 1932, 152 (intéressante histoire de l'expression: les ténèbres du Moyen Age).
- Vernadsky (George)*. Lenin, red dictator. *J. mod. h.*, 1932, 151.
- Viard (Pierre-Paul)*. Histoire générale du droit privé français, 1789-1830. *R. H. Dr.*, 1932, 184.
- Vidal (Mgr J.-M.)*. Schisme et hérésie au diocèse de Pamiers, 1467-1626. *Pol.*, 1932, 209.
- Viélas (A.)*. Le consistoire de Montauban et les événements de 1789 à 1816. *Bull. prot.*, 1932, 57.
- Villari (Luigi)*. On the road from Rome. *T.*, n° 1580.
- Villiers (baron Marc de)*. L'expédition de Cavellier de La Salle dans le golfe du Mexique, 1684-1687. *Am. H. R.*, 1932, 557.
- Vulliod (Amédée)*. Aux sources de la vitalité allemande. *R. C.*, 1931, 563 (étude fort instructive sur le nouvel idéal éducatif adopté par l'Allemagne républicaine).
- Waldman (Milton)*. King, queen, jack: Philip of Spain courts Elizabeth. *J. mod. h.*, 1932, 115 (insuffisant).

- Waller (W. Chapman)*. Extracts from the court books of the weavers' Company of London. *Bull. prot.*, 1932, 52 (intéresse l'histoire des huguenots réfugiés à Londres).
- Walls (J. E. W.)*. A history of the Church in Blackburnshire. *T.*, n° 1578.
- Walsh (Langton Prendergast)*. Under the flag, and Somali coast stories. *T.*, n° 1580.
- Waltz (Pierre)*. Anthologie grecque; anthologie palatine, tome III. *R. C.*, 1931, n° 11.
- Warren (Charles)*. Jacobin and Junto, or early American politics as viewed in the diary of Dr. Nathaniel Ames, 1758-1822. *T.*, n° 1577.
- Weill (Julien)*. Le judaïsme. *R. C.*, 1931, 508 (exposé sobre et précis).
- West (Louis C.)*. Roman Britain. The objects of trade. *J. S.*, 1932, mars.
- Whipple (Sidney B.)*. Scandalous princess. *T.*, n° 1580 (biographie de M^{me} Tallien).
- Whiting (C. E.)*. Studies in english puritanism, 1660-1688. *E. H. R.*, 1932, 337.
- Wilcken (Ulrich)*. Alexander der Grosse. *Am. H. R.*, 1932, 528.
- Williamson (G. C.)*. The book of Amber. *T.*, n° 1580.
- Wilson (J. Dover)*. The essential Shakespeare. *T.*, n° 1577.
- Woodward (E. L.)*. War and peace in Europe 1815-1870. *T.*, n° 1579 (recueil de onze études différentes par le même auteur sur le problème de la guerre et de la paix).
- Wrede (Ferdinand)*. Deutscher Sprachatlas. *R. C.*, 1931, 566 (remarquable).
- Wright (Benjamin Fletcher, Jr.)*. American interpretations of natural law; a study in the history of political thought. *Am. H. R.*, 1932, 561.
- (*Ernest Hunter*). The meaning of Rousseau. *R. C.*, 1931, 555 (livre vivant et original).
- (*F. A.*). A history of later greek literature. *T.*, n° 1571 (bonne histoire de la littérature grecque, de 323 av. à 565 ap. J.-C.).
- Wuhr (Wilhelm)*. Studien zu Gregor VII. *R. C.*, 1931, n° 11 (quelques vues intéressantes).
- Zechlin (Egmont)*. Bismarck und die Grundlegung der deutschen Grossmacht. *Am. H. R.*, 1932, 547 (étude fondée sur un grand nombre de documents inédits).

CHRONIQUE

LE PREMIER CONGRÈS DE L'ASSOCIATION GUILLAUME BUDÉ

- Fondée en 1917, mais en 1919 seulement assurée du lendemain par la création, à ses côtés, de la Société des Belles-Lettres, l'Association Guillaume Budé a jugé cette année qu'elle avait déjà donné assez de marques de sa vitalité pour convier à un congrès ses nombreux adhérents et amis. L'appel a été si bien entendu que ce congrès a pris l'importance d'une véritable manifestation en faveur de la culture gréco-latine, et c'est le rôle même réservé à l'Association qui s'en est trouvé comme renouvelé et enrichi.

Les circonstances extérieures et de précieux concours favorisaient le succès. L'idée avait été heureuse de convoquer les congressistes à Nîmes. Nulle ville ne pouvait offrir un cadre qui fût plus en harmonie avec leurs travaux. Lorsqu'ils quittaient le lycée, où ils tenaient leurs séances, la masse puissante des Arènes, le fin profil de la Maison Carrée, telle rue ou telle avenue décorée d'un nom romain, dressaient encore devant eux le souvenir de cette antiquité dont ils venaient de s'entretenir. A l'accueil des monuments se joignait celui des gens. On ne saura jamais trop dire combien il fut chaleureux et cordial. En particulier, les congressistes garderont longtemps le souvenir de la réception qui leur fut offerte par la municipalité dans l'incomparable décor du jardin de la Fontaine, devant le temple de Diane. A cette réception, le maire de Nîmes avait convoqué toutes les autorités, tous les corps constitués, toutes les personnalités nîmoises. Dans les allées, la foule était nombreuse. On eut là l'impression que le congrès prenait figure d'événement local et que toute la population s'y sentait associée. Pour ne prononcer qu'un seul nom, il n'est pas un congressiste qui ne sache quel admirable guide fut pour tous, à Nîmes et au cours des excursions, le dévoué et érudit président de l'École antique, l'infatigable commandant Espérandieu.

M. Gaston Doumergue avait accepté la présidence d'honneur du congrès. Il devait, en réalité, par sa présence active et en prenant la parole dans toutes les occasions importantes, avec ce sens des nuances et cette simplicité souriante qui ajoutent encore à l'autorité de sa personne, rehausser l'éclat de toutes les séances publiques. L'Académie française s'était fait représenter par MM. Louis Bertrand et Paul Valéry ; l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, par M. Aimé Puech, qui était président effectif du congrès. La plupart des Universités françaises, un grand nombre d'Universités et d'Associations étrangères avaient également délégué des représentants.

Ni le bénéfice des circonstances extérieures, ni l'action de tous ces concours, si précieux qu'ils aient été, ne doivent cependant faire perdre de vue ce qui a déterminé le succès de ce premier congrès et lui assure une influence durable. On y a travaillé, et bien travaillé, sur un programme soigneusement concerté entre ceux qui allaient avoir à en assurer l'exécution. De ce travail il ne peut être question de donner autre chose ici qu'un aperçu tout à fait sommaire, en signalant quelques-

uns des vœux les plus importants adoptés au cours des discussions. Cinq sections avaient été prévues. Trois d'entre elles se rattachaient plus étroitement et plus directement à cette étude scientifique de l'antiquité qui est l'objet propre de l'Association Guillaume Budé : Philologie, Art et Archéologie, Relations scientifiques internationales. A la section d'Art et Archéologie, les communications annoncées étaient si nombreuses que M. Ch. Picard, président, avait dû minuter à chacun son temps de parole. Sans méconnaître l'importance des exposés relatifs à l'archéologie romaine, il semble que l'intérêt se soit surtout porté sur la question, très opportunément inscrite au programme par M. Picard, de la *Gallia Graeca*. Mise au point avec autant de précision que de prudence par M. Demangel, elle fut l'occasion d'une remarquable communication de M. Jacobsthal, professeur à l'Université de Marbourg, sur la céramographie de cette période et elle a permis de mettre en relief l'importance des fouilles de M. l'abbé Sigal à Ensérune (le site lui-même avait fait l'objet dans une séance précédente d'une très intéressante hypothèse de M. E. Mouret). Grande activité aussi, naturellement, dans les deux sections de Philologie et des Relations scientifiques internationales. La question même des rapports entre la philologie et la linguistique et des services mutuels que les deux disciplines peuvent se rendre, très clairement exposée par M. Chantraine, donna lieu entre MM. Desrousseaux, Ernout, Vendryès et Bayet à une utile discussion. Précédemment, on avait entendu un rapport très riche en aperçus et en suggestions envoyé par M. Faider, professeur à l'Université de Gand, sur l'état présent de la philologie classique et sur les tâches multiples auxquelles ses progrès même lui imposent de se préparer. Parmi les vœux exprimés, il y a lieu de retenir les suivants : 1° qu'on encourage les études byzantines et qu'un accord s'établisse pour le travail d'édition, entre l'Association Guillaume Budé et la direction du *Corpus* de Bruxelles ; 2° que les textes du latin médiéval soient publiés le plus rapidement et le plus complètement possible ; 3° qu'une étude générale de la langue latine « impériale » soit entreprise ; 4° que l'Association Guillaume Budé n'abandonne pas la collection, qui avait été commencée, de commentaires aux textes difficiles. — Une troisième séance, commune celle-ci aux deux sections, fut consacrée à la discussion d'un excellent rapport de M. Dain sur les différentes façons de concevoir l'utilisation et le classement des manuscrits en vue de l'édition des textes. — En même temps, au cours des séances particulières tenues par la section des Relations scientifiques internationales, MM. Bidez, professeur à l'Université de Gand, Marouzeau et Samaran, avaient, dans de lumineux rapports, attiré l'attention sur quelques propositions tendant à faciliter le travail scientifique : accord sur certains principes bibliographiques, communication ou photographie de manuscrits, nécessité de publier des listes de manuscrits datés. Une des mesures ainsi préconisées et qui peut entrer immédiatement en pratique rencontrera la faveur de tous ceux qui ont à consulter des éditions de textes : M. Bidez ayant déposé sur le bureau de la section une brochure éditée, sous les auspices de l'Union académique internationale, par ses soins et ceux de M. Drachmann (l'éminent professeur de Copenhague, également présent au congrès), en vue d'unifier l'emploi des signes appropriés à l'appareil critique, il avait été décidé que l'Association Guillaume Budé ferait siennes les règles proposées et s'emploierait par tous ses moyens à en favoriser la diffusion.

Les deux autres sections étaient consacrées, l'une à l'Enseignement (présidents : MM. Henri Bernès et Ph.-E. Legrand ; secrétaire : M. Maurice Lacroix), l'autre à

l'Humanisme (présidents : MM. Georges Davy et Albert Thibaudet ; secrétaires : MM. Emmanuel Leroux et Jean Thomas). L'activité y fut grande. Ce qui doit être retenu, ce sont les questions soulevées et l'intérêt qu'elles rencontrèrent. A l'humanisme, il semble que l'attention se soit portée d'abord sur cette notion même d'humanisme, considérée à la fois historiquement et théoriquement, mais que l'on ait cherché surtout à revendiquer, en la définissant, la place d'un humanisme gréco-latin-provençal même, dans une conception moderne de l'humanisme. A l'enseignement, les débats portèrent sur quelques-unes des questions qui, dans ces dernières années, ont le plus ému les milieux universitaires : formation des professeurs du secondaire. La section, sur un rapport très serré et pressant de M. Bernès, se prononça nettement pour le principe, comme base de toute licence d'enseignement, d'une formation commune, à la fois grecque et latine, adaptation à des exigences nouvelles des anciennes méthodes d'enseignement du latin et du grec, formation humaniste des maîtres de l'enseignement primaire. Sur cette question, un vœu en faveur de « réformes permettant d'assurer aux maîtres de l'enseignement à tous les degrés une formation générale, fondée sur une initiation commune à la culture humaniste », mérite d'être signalé. Bien qu'il y fût spécifié que cette formation devrait être « complétée, pour chaque ordre d'enseignement, par une instruction générale et pédagogique appropriée », son adoption se heurta à des réserves très nettes de la part des membres de l'enseignement primaire présents à la séance.

La vie du congrès aurait été sans doute bien austère si elle se fût confinée dans les sections. Les matinées seules étaient réservées au travail. Le programme avait prévu des excursions : dans ce pays riche en souvenirs, les monuments de l'antiquité se mêlent à ceux d'un passé plus rapproché ; on vit en trois jours sinon tout ce qu'on aurait voulu, du moins tout ce que l'on put : Avignon et le pont du Gard, Les Baux et Saint-Rémy, Aigues-Mortes, les Saintes-Maries-de-la-Mer et Arles. Pour associer plus étroitement la population de Nîmes à l'activité du congrès, pour donner aussi une forme concrète aux idées qui inspirent et dirigent les efforts de l'Association, on avait également prévu des conférences. Il y en eut trois. Devant la cathédrale Saint-Castor, à deux pas du palais épiscopal, M. Hubert Morand fit revivre, en un brillant et solide portrait, la figure singulièrement prenante de Fléchier, évêque de Nîmes et élégant humaniste, dont le tricentenaire de naissance tombait précisément cette année. Au lycée, dans la grande salle des fêtes, l'honneur était échu à M. Carcopino et à M. Paul Valéry d'entretenir le public, l'un, de ce qu'il avait appelé « l'héritage gallo-romain » ; l'autre, de ce qu'il avait intitulé « l'Hellade et nous ». En une sorte de méditation parlée, profonde et subtile, M. Valéry reprit quelques-unes des idées qui lui sont chères sur la « discipline de l'Esprit » que nous devons à la Grèce et sur l'action du « logos », dont les Grecs ont connu toutes les ressources, comme stimulant de la pensée. A ces différentes manifestations oratoires, la Société de la « Tour Magne » avait donné elle-même pour prélude une conférence du poète Joseph d'Arbaud sur la vie en Camargue, tableau d'un coloris sobre et intense, très évocateur.

Au terme de cet exposé, qu'on a fait aussi objectif que possible, est-il téméraire d'affirmer que le congrès de Nîmes marque une date importante dans la vie de l'Association Guillaume Budé ? Société d'édition, l'Association s'est montrée préoccupée de perfectionner ses méthodes, d'élargir ses cadres, d'organiser et de faciliter les relations scientifiques internationales. En même temps, on l'a vue

aborder, dans l'esprit le plus large, mais avec la conscience nette d'une mission à remplir, les problèmes que soulève le maintien, dans une civilisation en perpétuel renouvellement, d'une culture fondée sur la tradition grecque et latine. Ce n'est pas un fait à négliger que toutes ces questions aient été agitées à Nîmes sous les auspices de l'Association, devant un public de savants, de professeurs, de simples particuliers curieux des choses de l'esprit, venus de tous les points de la France et de l'étranger. Il n'est pas non plus indifférent que, devant ce public, le président de l'Association, M. Aimé Puech, ait prononcé un discours de clôture, remarquablement ferme et net, dont les lignes suivantes résument l'inspiration essentielle : « Cette manifestation aura montré aux plus indifférents que la culture classique reste, chez nous, une puissance active avec laquelle il est impossible de ne pas compter. Nous sommes ici, Messieurs, des défenseurs aussi résolus de cette culture que nous sommes réfractaires à tout système exclusif... L'Association Guillaume Budé est issue de cette double conviction — confirmée par l'expérience — que l'éducation, sinon de toute la jeunesse, du moins d'une élite (nous n'avons pas peur de ce mot), doit être, avant tout, libérale, selon la belle expression qu'aimaient nos pères, c'est-à-dire profondément humaine, et qu'une telle éducation trouve un de ses meilleurs instruments dans l'étude de la Grèce et de Rome. » — L. BODIN.

UN CONGRÈS INTERNATIONAL D'HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS EN ESPAGNE

A diverses reprises déjà, nous avons signalé ici même l'activité féconde déployée depuis quelques années par le groupe des jeunes historiens espagnols à qui l'on doit la fondation de l'important *Anuario de historia del derecho español*. Cette revue, qui paraît à raison d'un gros volume annuel, s'est classée dès le début (1924) au premier rang des publications périodiques consacrées à l'histoire des institutions et du droit. On sait qu'ouverte à tous les collaborateurs étrangers, elle a aussitôt débordé largement le cadre national pour s'intéresser à toutes les questions d'ordre général dont l'étude peut en quelque façon servir à éclairer l'histoire de la péninsule.

Les animateurs de l'*Anuario*, parmi lesquels une place à part doit être faite au nouveau recteur de l'Université de Madrid, M. Sanchez-Albornoz, un des plus remarquables professeurs d'histoire du Moyen Age que compte aujourd'hui l'Espagne, ont eu l'heureuse idée d'organiser à la fin d'avril dernier, sous le titre de « Semaine d'histoire du droit », un petit congrès international qui a obtenu le plus vif succès. Les professeurs espagnols d'histoire et d'histoire du droit y étaient venus en grand nombre ; la France y était représentée par MM. Ferdinand Lot, Petit-Dutaillis, Olivier-Martin, Marc Bloch et L. Halphen ; l'Allemagne, par MM. Konrad Beyerle, de Munich, et C. von Schwerin, de Fribourg ; l'Italie, par M. Roberti, de Milan ; le Portugal, par MM. Cabral, de Moncada, et Mereia, de Coimbra. Ouvert à l'Université de Madrid le 25 avril, sous la présidence du ministre de l'Instruction publique, le congrès a siégé successivement à la cité universitaire de Madrid, à la bibliothèque de l'Escorial, enfin à l'Université de Salamanque, où sous la présidence de l'illustre recteur Unamuno, a eu lieu, le 3 mai, la séance de clôture. Des fêtes charmantes, des excursions à Tolède et à Avila, de somptueuses réceptions, organisées tant à Madrid qu'à Salamanque en l'honneur des congressistes étrangers, ont fait de la « Semaine d'histoire du droit » une semaine inoubliable et dont les heures ont fui si vite que nul ne s'est même aperçu qu'elle avait

dépassé de deux jours les limites assignées à une semaine normale. Dans toutes les villes, le congrès a rencontré auprès des autorités municipales et provinciales l'accueil le plus chaleureux ; à Madrid, le président de la République, M. Alcalá Zamora, est venu en personne assister à une des séances de travail.

Les communications ont été nombreuses et souvent d'un vif intérêt. Cinq d'entre elles ont été faites sous forme de conférences publiques : celles de M. Sancher-Albornoz, sur *Le prétendu rôle de la cavalerie arabe dans la naissance de la féodalité* ; de M. Manuel Torres, sur *L'idée d'Empire dans le Livre des états de don Juan Manuel* ; de M. Ramos Loscertales, sur *Les institutions politiques du royaume d'Aragon jusqu'à l'avènement de la maison catalane* ; de M. Olivier-Martin, sur *La réunion de la Basse-Navarre à la couronne de France* ; enfin, de M. von Schwerin, sur *Les rapports entre les formules wisigothiques et les formules d'Anjou*. La première de ces conférences surtout a piqué la curiosité de l'auditoire par la nouveauté des thèses soutenues. Les autres communications ont porté sur les sources de l'histoire du droit et des institutions, sur les institutions médiévales, sur l'histoire du droit privé et pénal, sur l'histoire de la procédure, sur le droit et les institutions des temps modernes tant en Espagne que dans l'Amérique espagnole, sur l'histoire du droit musulman, enfin sur l'enseignement de l'histoire du droit.

Il n'y avait pas moins de soixante-dix orateurs inscrits. Leurs exposés ont été écoutés avec une attention soutenue et suivis de féconds échanges de vues. On trouvera l'écho de ces joutes courtoises dans un prochain volume de l'*Anuario*. Dès maintenant signalons — mais à titre d'exemples seulement — quelques communications : à la section des sources, R. Riaza, *Les « Libri feudorum » et les « Partidas »* ; F. Valls Taberner, *Pierre Albert et le droit féodal catalan* ; M. Usón Sesé, *Deux formulaires de la chancellerie royale aragonaise* ; le P. Zarco, *Les manuscrits de l'Escorial et les « Ordenamientos » des Cortes de Castille*. A la section des institutions médiévales, M. Roberti, *La lettre de saint Paul à Philémon et son influence sur la disparition de l'esclavage au Moyen Age* ; M. Bloch, *La notion de liberté et de servitude personnelle au Moyen Age* ; F. Lot, *Le bénéfice à l'époque mérovingienne et à l'époque carolingienne* ; Merea, *Réflexions sur l'origine de la « jugada »* ; García Valdeavellano, *La paix du marché en Léon et Castille au Moyen Age* ; K. Beyerle, *Le problème des libertés au Moyen Age en tant qu'annonciatrices des libertés modernes* ; L. Halphen, *La place de la royauté dans le système féodal* ; Petit-Dutaillis, *L'établissement pour le commun profit au temps de saint Louis* ; R. Carande, *L'évêque, le conseil et les « regidores » de Palencia, 1352-1422* ; G. de Balparda, *La « Hermandad » de Biscaye*. A la section moderne, J.-M. Ots, *Contribution à l'étude de l'Église dans l'Amérique espagnole pendant la période coloniale* ; R. Reyes, *Le droit colonial espagnol et la constitution mexicaine* ; R. Prieto, *Une œuvre inédite de Martínez Marina*. A la section du droit musulman, le P. Antuña, *Ordonnances d'un cadí de Grenade sur l'entretien des enfants de parents divorcés* ; le P. Lopez Ortiz, *La jurisprudence des tribunaux hispano-musulmans*. A la section de l'enseignement, Cabral de Moncada, *La méthode dans l'étude de l'histoire du droit privé portugais* ; S. Magariños, *L'enseignement des institutions américaines en Espagne* ; Olivier-Martin, *L'enseignement de l'histoire du droit en France* ; M. Torres, *L'enseignement de l'histoire du droit en Espagne*.

Le congrès s'est déroulé d'un bout à l'autre dans une atmosphère de cordialité qui a beaucoup contribué à son succès. On peut espérer que les liens qui se sont noués sous le ciel d'Espagne seront durables et que cette « Semaine » castillane d'histoire du droit aura en France sa contre-partie.

Louis HALPHEN.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le prix Langrange à M. E. Martin-Chabot pour le tome I de son édition et traduction de la *Chanson de la Croisade contre les Albigeois*.

— L'Académie des sciences morales et politiques a partagé les revenus de la fondation Louis Bernier entre les ouvrages suivants : *Les châteaux de Normandie*, par SOULANGE-BODIN ; *Gabriel de Saint-Aubin*, par Émile DACIER ; *L'Afrique méditerranéenne*, par F. BENOÎT ; *L'âge classique de l'art*, par ROCHEBLAVE, et la réédition, par SCHLAEFFLER, du *Dictionnaire de musique* de Rimann.

Grande-Bretagne. — La « Society for the study of mediæval languages and literature » entreprend de publier, sous le titre : *Medium ævum*, une revue paraissant trois fois par an, en février, juin et septembre, à la librairie Basil Blackwell, Oxford. L'abonnement annuel est de 15 s. Dans le premier numéro (mai 1932), on trouve les articles suivants : Dante et le « regnum italicum », par B. H. SUMMER ; la langue de la première et de la troisième rédactions des *Chroniques de Froissart*, par F. S. SHEARS ; deux mss. de Christine de Pisan, par Kathleen CHESNEY, etc. La *Revue historique* donnera régulièrement l'analyse de ce nouveau périodique anglais, destiné à prendre rang auprès du *Speculum* américain.

— Pour fêter le 70^e anniversaire de Sir George Macdonald, un Comité, composé de MM. R. G. COLLINGWOOD et M. V. TAYLOR, lui a offert un volume de *Mélanges relatifs pour la plupart à la Bretagne romaine*. Ont contribué à cet hommage : MM. E. BIRLEY : Les garnisons romaines dans le nord de la Bretagne ; H. MARTINGLY : Trésors de monnaies romaines trouvés en Bretagne ; J. P. BUSHE-FOX : Les défenses du littoral maritime ; J. G. C. ANDERSON : Dioclétien et la réorganisation provinciale ; E. FABRICIUS : Les camps romains d'après Polybe ; M. ROSTOVITZEFF : Les divinités protectrices des caravanes à Palmyre, etc. — Ces dissertations constituent la première partie du *Journal of roman studies*, 1932, publié par la « Society for the promotion of roman studies ».

Italie. — La librairie Giusti (Livourne) publie, sous le titre : *Corsica antica e moderna*, une revue bimestrielle d'histoire, des lettres, des sciences, de l'art et du tourisme. Elle a pour directeur M. Francesco GUERRI (Livourne, 15, Via Corsica) et se propose de renforcer « les liens de cordialité et d'amitié entre les intellectuels de Corse et d'Italie, tels que Tommaseo, Guerrazzi, Giubega, Biadelli, Viale et Multedo ». — Dans la première livraison, nous signalerons les articles suivants : Un marinaio della flotta romana ad Algaïola in Corsica, par G. Q. GIGIOLI (avec deux planches où est reproduite la « tabula honestae missionis » de Salone). — Panorama della poesia Corsa di lingua italiana, par Roberto DUCCI. — Il fascismo in Corsica, par Francesco GUERRI (d'après les journaux de Corse. L'île, dit l'auteur, devrait devenir le but idéal du tourisme italien). — Ugo Peretti di Levia, 1747-1838, par Marco ANGELI. — Un' antica carta geografica della Corsica nella biblioteca Labronica di Livorno, par Francesco GUERRI (avec une carte de 1769). — La Corsica economica, par Piero PARISELLA. — Il nuovo archivescovo di Pisa, e primate di Corsica e Sardegna.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Acts of the Privy Council of England in the reign of James I; vol. VI: July 1621 to may 1623, 688.
- Alazard (J.)*. L'abbé Luigi Strozzi, correspondant artistique de Mazarin, de Colbert, de Louvois et de La Tullière, 375.
- Aldanov (M.-A.)*. 9 thermidor; trad. par L. et J.-M. Aimot, 131.
- Alderisio (F.)*. Machiavelli, 364.
- Allen (J. W.)*. History of political thought in the sixteenth century, 366.
- (*T. W.*). The Homeric scholia, 208.
- Allison (William Henry)*, *Fay (Sidney Bradshaw)*, *Shearer (Augustus Hunt)*, *Shipman (Henry Robinson)*. A Guide to historical Literature, 698.
- Almaga (R.)*. L'Italia di G. A. Magini e la cartografia dell'Italia nei secoli XVI e XVII, 178.
- Alphabetical guide (An) to certain War Office and certain other military records preserved in the Public Record Office, 212.
- American Council of learned societies. A catalogue of publications in the humanities by American learned Societies, 255.
- Annuaire de l'Institut international de droit public, 1931, 418.
- Anzilotti (A.)*. Movimenti e contrasti per la unità italiana, 359.
- Arata (A.)*. Il processo del cardinale Alberoni, 352.
- Arese*. L'industria serica piemontese dal sec. XVII alla metà del XIX, 371.
- Atkinson (B.)*. Les relations de voyages au XVIII^e siècle et l'évolution des idées, 170.
- Auriac (J. d')*. Voir Turquan (J.).
- Bainville (J.)*. Napoléon, 148.
- Balet (J.-C.)*. Que veut le Japon? Que veut la Chine? 420.
- Barbagallo (C.)*. Le origini della grande industria contemporanea, 373.
- et *Masnovo (O.)*. Storia e storiografia nel pensiero di Benedetto Croce, 160.
- Barton (Sir Dunbar Plunket)*. Bernadotte, 1763-1845, 157.
- Barvadiu Pons (V.)* et *Thouvenot (Raymond)*. Fouilles dans la région d'Alcañiz (province de Teruel), 402.
- Bascapé (Carla)*. I Barnabiti e la controriforma in Lombardia, 342.
- Basch (V.)*. Titien, 375.
- Bastin (Julia)*. Recueil général des Isopets, t. II, 403.
- Battaglia (F.)*. L'opera di Vincenzo Cuoco e la formazione dello spirito nazionale in Italia, 368.
- Battistella (A.)*. La Repubblica di Venezia e i suoi undici secoli di storia, 361.
- Battistini (M.)*. Per la storia dell'inquisizione fiorentina, 342.
- Baynes (Norman H.)*. Constantine the Great and the christian Church, 208.
- Beaumont (H. et M.)*. La Révolution à Luxeuil et dans le district de Luxeuil, 138.
- Bechtel (Hermann)*. Wirtschaftstil des deutschen Spätmittelalters: der Ausdruck der Lebensform in Wirtschaft, Gesellschaft, Ausbau und Kunst, 1350-1500, 622.
- Becker (Beril)*. Paul Gauguin the calm madman, 696.
- Bédarida (H.)*. Les premiers Bourbons de Parme et l'Espagne, 1731-1802, 361.
- Parme et la France de 1748 à 1789, 361.
- Begouen (comte)*. Charles-Ambroise de Caffarelli, 150.
- Bellot (H. Hale)*. The study of American history, 681.
- Belotti (B.)*. Il dramma di Gerolamo Olgiati, 171.
- Bellugou (H.)*. La Révolution dans le canton de Saint-Pargoire (Hérault), 1789-1800, 140.
- Benassi (U.)*. Guglielmo Du Tillot, un ministro riformatore del secolo XVIII^e, 360.
- Rileggendo la « Storia d'Italia » del Guicciardini, 168.
- Bendioccoli (M.)*. La bolla « In Cena Domini » e la sua pubblicazione a Milano nel 1568, 344.
- L'inizio della controversia giurisdizionale a Milano tra l'arcivescovo Carlo Borromeo e il Senato Milanese, 1566-1568, 344.
- Benedikt (H.)*. Das Königreich Neapel unter Kaiser Karl VI, 352.
- Béraud (H.)*. Le 14 juillet, 131.
- Bergadani (R.)*. Carlo Emanuele I^o, 348.

- Berland (J.)*. Les dommages de guerre après Valmy : département de la Marne, 119.
- Bernardi (M. de)*. Il concetto di « ragion di Stato » in Giovanni Botero, e la filosofia della politica, 367.
- Bernardino (A.)*. La finanza sabauda in Sardegna, 372.
- Bertoni (G.)*. Il concetto della storia e della storiografia di L. A. Muratori, 357.
- L'Orlando Furioso e la Rinascenza a Ferrara, 177.
- Berve (H.)*. Griechische Geschichte ; I : Von den Anfängen bis Perikles, 665.
- Bezzi (G.)*. Il Pensiero sociale di L. A. Muratori, 357.
- Biagi (B.)*. L'Università dei giuristi di Padova nel Cinquecento, 369.
- Bialkowski (D^r Léon)*. Archiwum panstwowe w Lublinie. Inventarz ksiąg dawnych, 214.
- Bibliotheca Aegyptiaca*, 403.
- Bidou (Henry)*. Le château de Blois, 406.
- Blaikie (Thomas)*. Diary of a Scotch Gardener, 695.
- Blanchart (Paul)*. Ce qu'il faut connaître de la Belgique, 410.
- Blanchet (Adrien)*. Forma Orbis Romani. Carte archéologique de la Gaule romaine. Partie orientale du département des Alpes-Maritimes, par *Paul Couissin*. Partie orientale du département des Basses-Alpes, par *Henry de Gérin-Ricard*, 378.
- Bloch (Marc)*. Les caractères originaux de l'histoire rurale française, 189.
- Boncompagni-Ludovisi (U.)*. Roma nel Rinascimento, 176.
- Bondois (P.-M.)*. La communauté des chirurgiens parisiens et la seigneurie de Marigny, 404.
- Bonenfant (Paul)*. Les blessés de 1830 soignés dans les hôpitaux bruxellois, 409.
- Bonneau (Georges)*. Japon et Mandchourie, 693.
- Book of remembrances of Southampton (The)*; publ. par *Henry W. Gidden*, t. I et II, 210.
- Borchling (Conrad) et Gierke (Julius von)*. Die deutschen Rechtsbücher des Mittelalters und ihre Handschriften. Zweite Abteilung, Verzeichniss der Handschriften, 641.
- Botero (G.)*. Della ragion di Stato, 169.
- Delle cause della grandezza delle città, 169.
- Bourgin (G.)*. La formation de l'unité italienne, 363.
- Bourguignon (Marcel)*. Inventaires des archives de la Belgique. Les chartes du Luxembourg, 409.
- Bouvier (A.)*. Jean-François Rozier fils, 1762-1854, et les débuts de la Révolution à Orléans, d'après des documents inédits, 141.
- Bozzi (C. L.)*. Ottocento Goriziano, 361.
- Brabant (A.)*. In Russland und in Sachsen, 1812-1815. Aus den Erinnerungen des sächsischen Generalleutnants und Generaladjutanten des Königs, Ferdinand von Funck, 146.
- Bréhier (Louis)*. Le coffret d'Auzon, 406.
- Brinton (Clarence Crane)*. The Jacobins, an essay in the new history, 125.
- Broad (C. D.)*. William Ernest Johnson, 1858-1931, 208.
- Brogger (A. W.)*. Ancient emigrants. A history of the Norse settlements of Scotland, 694.
- Brunner (Anton)*. Die Vorarlberger Landstände von ihren Anfängen bis zum Beginn des 18. Jahrhunderts, 654.
- (*Heinrich*). Abhandlungen zur Rechtsgeschichte : gesammelte Aufsätze ; hgg. von *Karl Rauch*, 641.
- Grundzüge der deutschen Rechtsgeschichte ; hgg. von *Claudius von Schwerin*, 642.
- Buchi (H.)*. Finanzen und Finanzpolitik Toscanas im Zeitalter der Aufklärung in Rahmen der Wirtschaftspolitik, 1737-1790, 372.
- Buckland (C. S. B.)*. Gentz : mémoire sur la paix maritime of march 1810, 147.
- Burdach (K.)*. Reformation, Renaissance, Humanismus, 174.
- B. W.* Sir George Otto Trevelyan, 1838-1928, 208.
- Bycanck (A. V.)*. Excerpta romana. De bronnen der Romeinsche geschiedenis van Nederland, 202.
- Caggese (R.)*. Firenze dalla decadenza di Roma al risorgimento d'Italia ; vol. III : Il Principato, 165.
- Calmette (J.)*. Les fouilles de Saint-Bertrand-de-Comminges (Lugdunum Convenarum), 1920-1929, 682.
- Campanella (T.)*. Città del Sole, 169.
- Campori (M.)*. Epistolario di L. A. Muratori, 170.
- Canal (Séverin)*. Notes historiques sur le département de Tarn-et-Garonne en 1830, 685.
- Cantimori (Delio)*. Bernardino Ochino, uomo del Rinascimento e riformatore, 340.
- Capasso (C.)*. Paolo III, 343.
- Capitan (L.) et Faguet (Michel)*. La préhistoire, 401.
- Caramella (S.)*. Voir *Croce (B.)*.
- Carano-Donvito (G.)*. La politica finanziaria del marchese Palmieri, 373.

- Carano-Donvito (G.)*. — L'economia meridionale prima e dopo il Risorgimento, 373.
- Carcereri (L.)*. Cosimo I^o Granduca, 1560-1569, 349.
- Carmina Burana*. Mit Benützung der Vorarbeiten Wilhelm Meyers; hgg. von *Alfons Hilka* und *Otto Schumann*, t. I et II, 624.
- Carnéades (Dicéarchos)*. La matière, l'esprit et l'intellect vivant; essai de vulgarisation philosophique, avec collaboration de *Basile Recatas*, 418.
- Caron (Pierre)*. Le maximum général; instructions, recueil de textes et notes, 120.
- Carré (Henri) et Monsabert (R. P. de)*. Correspondance de M^{me} de Médel, 1770-1789, 685.
- Casella (M.)*. Voir *Mazsoni (G.)*.
- Casey (Magdalen)*. Catalogue des brochures aux Archives nationales du Canada, 683.
- Cassirer*. Individuum und Kosmos, 174.
- Castagnoli (P.)*. Il cardinale Giulio Alberoni, 352.
- Catalano (M.)*. La vita di Ludovico Ariosto, 177.
- Cesareo (G. A.)*. Buffoni, parassiti e cortigiane alla corte di Leone X^e, 176.
- Cessi (R.)*. Aspetti economici nella storia del Risorgimento italiano, 373.
- Chabod (F.)*. Del « Principe » di Niccolò Machiavelli, 179.
- Charbonneau (Jean)*. L'art égéen, 403.
- Chemin de fer du Métropolitain (Le)*, 687.
- Childe (V. Gordon)*. The Bronze Age, 677.
- Chiminelli (P.)*. Il contributo dell'Italia alla riforma religiosa in Europa, 342.
- Il debito della Riforma all'Italia, 341.
- Chinard (Gilbert)*. The letters of Lafayette and Jefferson, 200.
- Church Assembly (The) and the Church*, 413.
- Cione (E.)*. Il dramma religioso dello spirito moderno e la Rinascita, 340.
- Claude (Georges)*. Souvenirs et enseignements d'une expérience électorale, 406.
- Clemenceau-Jacquemaire (M.)*. Vie de M^{me} Roland, 143.
- Clough (Shepard B.)*. A history of the Flemish movement in Belgium, 409.
- Clouzot (H.) et Farault (A.)*. Niort et sa banlieue. Dictionnaire topographique et historique, avec plan, du XI^e au XVIII^e siècle, 684.
- Cockaine (G. E.)*. The complete peerage, 412.
- Cognasso (F.)*. Amedeo VIII, 171.
- I problemi politici del Rinascimento, 180.
- Colin (G.-S.)*. Voir *Muhammad as Sakati*.
- Collection de manuscrits, livres, estampes et objets d'art relatifs à Marie Stuart, reine de France et d'Écosse, 211.
- Colombo (D. Ferdinando)*. Le historie della vita e dei fatti di Cristoforo Colombo, par *R. Caddeo*, 169.
- Compagnoni (G.)*. Memorie autobiografiche, par *A. Ottolini*, 170.
- Constant (G.)*. La légation du cardinal Morone près l'Empereur et le Concile de Trente, 1543, 343.
- Constantin-Weyer (M.)*. Champlain, 679.
- Corcos (Fernand)*. Catéchisme des partis politiques. Historique, doctrine et programmes de tous les partis politiques en France pour les élections de 1932, 405.
- Corpus inscriptionum Semiticarum*. Pars secunda, t. III, fasc. 1, 681.
- Cortese (N.)*. I ricordi di un avvocato napoletano del Seicento: Francesco d'Andrea, 164.
- La Calabria Ulteriore alla fine del secolo XVIII, 362.
- Lo studio di Napoli nell'età spagnuola, 370.
- Stato e ideali politici nell'Italia meridionale nel Settecento, 368.
- Storia politica d'Italia e storia del Regno di Napoli, 164.
- Cortini (G. F.)*. La Riforma e l'inquisizione in Imola, 1551-1578, 342.
- M. A. Flaminio Luterano, 342.
- Coudere (Camille)*. Bibliographie historique du Rouergue; 1^{re} livraison: A-C, 683.
- Couissin (Paul)*. Voir *Blanchet (Adrien)*.
- Cour permanente de justice internationale: dix ans de juridiction internationale, 1922-1932, 418.
- Craig (Mary Elizabeth)*. The Scottish periodical Press, 1750-1789, 412.
- Croce (Benedetto)*. Filosofie di G. B. Vico, 356.
- Intorno alle condizioni presenti della storiografia, 161.
- Storia dell'età barocca in Italia, 164.
- Storia del Regno di Napoli, 163.
- Uomini e cose della vecchia Italia, 164.
- et *Caramella (S.)*. Politici e moralisti del Seicento, 169.
- Cuoco (V.)*. Saggio storico sulla Rivoluzione Napoletana del 1799, 368.
- Cutolo (A.)*. Maria d'Enghien, 171.
- Cuvelier (Joseph)*. Les Archives de l'État en Belgique, de 1919 à 1930, 408.
- Czibulcka (A. Freiherr von)*. Andrea Doria, ein Freibeuter und Held, 177.
- Dal Zotto (Attilio)*. Vicus Andicus. Storia critica e delimitazione del luogo natale di Virgilio, 182.
- Damerini (G.)*. Pittori veneziani del Settecento, 376.
- Dami, Tarchiani, Ojetti*. La pittura italiana del Sei e Settecento, 375.
- Daresté (F.-R. et P.)*. Les constitutions mo-

- dermes. Europe; t. III : Additions aux t. I et II et Appendice, 417.
- Dauphin (Victor)*. Voir *Pasquier* (abbé *Émile*).
- Déchelette (Joseph)*. Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine; t. V : Archéologie gallo-romaine, par *Albert Grenier*; 1^{re} partie : Généralités, travaux militaires, 656.
- Delogu (G.)*. Pittori veneti minori del Settecento, 376.
- De Ruggiero*. Rinascimento, riforma e controriforma, 174.
- Deschamps (J.)*. Sur la légende de Napoléon, 149.
- (*Paul*). Voir *Dussaud (René)*.
- Desforges (E.)* et *Fournier (P.-F.)*. La nécropole de la Maison-Blanche, commune de Pardines, 401.
- Deutsches Rechtswörterbuch Bd. I. H. 3. et Quellen-Ergänzungsheft, 642.
- Dictionnaire de l'Académie française, fasc. I et II, 207.
- Dina (A.)*. Isabella d'Aragona, duchessa di Milano e di Bari, 1471-1525, 176.
- Documents diplomatiques français, 1871-1914; 2^e série : 1901-1911; t. III : 3 janvier-4 octobre 1903, 404.
- Donati (B.)*. L. A. Muratori e la giurisprudenza del suo tempo, 369.
- Dotin (Paul)*. La littérature anglaise, 413.
- Driault (E.)*. L'immortelle épopée du drapeau tricolore. Napoléon le Grand, 147.
- Dubois*. L'assistance dans le district de Bar pendant la Révolution, 136.
- (*E.*). Histoire de la Révolution dans l'Ain; t. I : La Constituante, 1789-1791, 139.
- (*J.*). Voir *Sée (H.)*.
- Dubreuil (Léon)*. Histoire des insurrections de l'Ouest, 195.
- Un révolutionnaire de Basse-Bretagne : Nicolas Armez, 1764-1825, 142.
- Ducaunès-Duval (G.)*. Ville de Bordeaux. Inventaire sommaire des archives municipales. Période révolutionnaire, 1789, t. IV, 116.
- Dufourg (R.)*. Le 12 mars 1814 à Bordeaux, 150.
- Duguet (Dr)*. Le pèlerinage de La Mekke, 694.
- Dumesnil de Gramont (M.)*. Voir *Klugmann (N.)*.
- Dungern (baron Otton von)*. Wie Baiern das Österreich verlor : Geschichte einer staatsrechtlichen Fälschung, 650.
- Dupont (M.)*. La garde meurt..., 1815, 157.
- Duportal (Jeanne)*. Voir *Percier (Charles)*.
- Dussaud (René)*, *Deschamps (Paul)* et *Seyrig (H.)*. La Syrie antique et médiévale illustrée, 382.
- Eckhardt (Karl-August)*. Deutschenspiegel mit Augsburger Sachsenspiegel und ausgewählten Artikeln der oberdeutschen Sachsenspiegelübersetzung, 644.
- Rechtsbücherstudien; II : Die Entstehungszeit des Sachsenspiegels und der sächsischen Weltchronik. Beiträge zur Verfassungsgeschichte des 13 Jahrhunderts, 643.
- Egidi (P.)*. Emanuele Filiberto, capitano e uomo di Stato, 346.
- Emery (L.)*. Religione e politica nella mente di frà Paolo Sarpi, 366.
- Enim (Pierre)*. La sublime épopée de Jeanne d'Arc. Son 5^e centenaire, 203.
- Epstein (M.)*. The Annual Register. A review of public events at home and abroad for the year 1934, 689.
- Ercole (F.)*. La calata di Carlo VIII^e e l'inizio della lotta europea per la conquista del primato in Italia, 172.
- La politica di Machiavelli, 365.
- Étienne (Ch.)*. Cahiers de doléances du bailliage de Vézelize (Cahiers des bailliages des généralités de Metz et de Nancy, t. III), 118.
- Évain (Emmanuel)*. Le problème de l'indépendance de l'Ukraine et de la France, 393.
- Évrard (F.)*. Le commerce des étoffes à Versailles avant la Révolution, 683.
- Facsimiles in collotype of irish manuscripts, t. I; publ. par *I. Best* et *Rud. Thurneysen*, 691.
- Faguet (Michel)*. Voir *Capitan (L.)*.
- Falk (Hans)*. Die Mainzer Behördenorganisation in Hessen und auf dem Eichsfelde bis zum Ende des 14 Jahrhunderts, 653.
- Farault (A.)*. Voir *Clouzot (H.)*.
- Fay (Sidney Bradshaw)*. Voir *Allison (William Henry)*.
- Febvre (Lucien)*. Le problème historique du Rhin, 618.
- Ferorelli (N.)*. La riforma scolastica di un filosofo imperatore, 370.
- Ferrara (M.)*. Savonarola prediche e scritti, 178.
- Ferrari (A.)*. Il pensiero politico di F. Guicciardini, 365.
- La préparation intellectuelle du Risorgimento Italiano, 1758-1789, 358.
- Fiocco (G.)*. L'arte di Andrea Mantegna, 374.
- Firth (C. H.)*. Sir Sidney Lee, 1859-1926, 208.
- Flach (Willy)*. Die Urkunden der Vögte von Werda, Gera und Plauen bis zur Mitte des 14 Jahrhunderts, 653.

- Flassch (A.-H.)*. Fouché, l'homme aux yeux de fauve, 151.
- Foa (S.)*. Vittorio Amedeo I^{er}, 349.
- Franchini (V.)*. Contributi alla storia dei prezzi in Italia, 373.
- Franzel (Emil)*. König Heinrich VII. von Hohenstaufen : Studien zur Geschichte des « Staates » in Deutschland, 630.
- Gabory (Émile)*. L'Angleterre et la Vendée, 195.
- Gaillard (E.) et Vermales (F.)*. Mémoires d'un jeune militaire savoyard, de 1793 à 1800, 117.
- Gain (A.)*. De la Lorraine au Brésil, 130.
- Liste des émigrés et condamnés pour cause révolutionnaire du département de la Moselle. 4^e (L-O) et 5^e (P-T) parties, 117.
- Gandilhon (Alfred)*. Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Cher. Série G ; t. I : Archevêché de Bourges, 1^{re} partie, 214.
- Ganshof (F.-L.)*. Recherches sur les tribunaux de châtellenie en Flandre, 649.
- Gardner (Edmund G.)*. Virgil in italian poetry, 208.
- Garsia (A.)*. Il Magnifico e la Rinascita, 174.
- Garufi*. Contributo alla storia dell'Inquisizione in Sicilia nei secoli XVI e XVII, 342.
- Gasser (Adolf)*. Entstehung und Ausbildung der Landes-Hoheit im Gebiete der Schweizerischen Eidgenossenschaft, 647.
- Gaston-Martin*. Nantes au XVIII^e siècle. L'ère des négriers (1714-1774), d'après des documents inédits, 669.
- Gaszlowitz (Anne-Marie)*. Pierre Lasserre, 1867-1930, 204.
- Gebhardt's Handbuch der deutschen Geschichte* ; Bd. I : Von der Urzeit bis zur Thronbesteigung Friedrichs des Grossen, 616.
- G. E. C.* Voir *Cockaine*.
- Gennaro (Mario di)*. Giovanni Law e l'opera sua, 1671-1727, 213.
- Gentile (G.)*. Giordano Bruno e il pensiero del Rinascimento, 173.
- Vincenzo Cuoco, 368.
- Gérin-Ricard (Henry de)*. Voir *Blanchet (Adrien)*.
- Germania Romana*. Ein Bilder-Atlas, 380.
- Gernoux (Alfred)*. La chouannerie de 1832 dans la région de Châteaubriant, 686.
- Les pionniers de l'enseignement public dans l'arrondissement de Châteaubriant, 405.
- Gervais (André)*. Un grand ennemi : Nelson, 689.
- Ghika-Budesti (N.)*. Evolutia arhitecturii im Muntenia si Oltenia. Vechiul stil românesc din veacul al xvi, 383.
- Ghisalberti (A.)*. Gli alberi del Risorgimento Italiano, 1748-1815, 363.
- Giardina (C.)*. La vita e l'opera politica di Scipione Di Castro, 367.
- Gierke (Julius von)*. Voir *Borchling (Conrad)*.
- Gignoux (C.-F.)*. L'abbé Galiani et la querelle des grains au XVIII^e siècle, 373.
- Giovio (Paolo)*. Le vite del Gran Capitano e del Marchese di Pescara, volgarizzate da Ludovico Domenichi, 168.
- Girard (Joseph)*. Le musée d'Avignon, 699.
- Gnoli. P.* Perregino, 374.
- Goetz (Walter)*. Propyläen Weltgeschichte ; t. VIII : Liberalismus und Nationalismus, par *Alfred Stern, F. Luckwald, H. Herkner* et *W. Goetz*, 397.
- Voir *Roes (Alexander von)* et *Osnabrück (Jordanus von)*.
- Gordon (F. G.)*. Through basque to Minoan. Transliterations and translations of the Minoan tablets, 202.
- (*George*). Virgil in english poetry, 208.
- Gottschalk (Louis R.)*. The french Revolution. Conspiracy or circumstance, 390.
- Gradmann (Robert)*. Süd-Deutschland, 621.
- Grenier (Albert)*. Voir *Déchelette (Joseph)*.
- Grundmann (Herbert)*. Voir *Roes et Osnabrück*.
- Guicciardini (F.)*. Dall'assedio di Firenze al secondo convegno di Clemente VII^e e Carlo V^o, 168.
- Storia d'Italia, 168.
- Gurian (Waldemar)*. Der Bolschewismus. Einführung in Geschichte und Lehre, 389.
- Güterbock (Ferdinand)*. Ottonis Morenae et continuatorum Historia Frederici I, 628.
- Güthling (W.)*. Lafayette und die Ueberführung Ludwigs XVI von Versailles nach Paris, 122.
- Hadengue (A.)*. Les gardes rouges de l'an II ; l'armée révolutionnaire et le parti hébertiste, 127.
- Halfants (Paul)*. Études de critique littéraire, 5^e série, 698.
- Halphan (Louis)*. Voir *Pirenne (Henri)*.
- Handelsman (Marcel)*. Voir *Pirenne (Henri)*.
- Hanotaux (Gabriel)*. En Belgique, par les pays dévastés, 409.
- Hauser (Henry)*. La modernité du XVI^e siècle, 175.
- et *Renaudet (A.)*. Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme, 180.
- Heck (Philipp)*. Uebersetzungsprobleme im frühen Mittelalter, 620.
- Herkner (H.)*. Voir *Goetz (Walter)*.
- Hessel (Alfred)*. Jahrbücher des deutschen Reichs unter König Albrecht I von Habsburg, 632.

- Hildebrand (Ruth)*. Studien über die Monarchie Heinrichs des Löwen, 633.
- Hilff (Maria Maria)*. Studien zur Kaiser-Kronik, 625.
- Hillmann (Helmuth)*. Das Gericht als Ausdruck deutscher Kulturentwicklung im Mittelalter; ein geistesgeschichtlicher Versuch als Beitrag des ostsächsischen Rechtes auf Grund des Sachsenspiegels und des Magdeburger Rechts, 622.
- Hintze (Hedwig)*. Goethe und die französische Revolution, 678.
- Hirschauer*. La politique de saint Pie V en France, 1565-1572, 166.
- Holborn (Hajo)*. La formation de la constitution de Weimar, problème de politique extérieure, 419.
- Hommage à Dom Ursmer Berlière, 407.
- Horn (D. B.)*. British diplomatic representatives, 1689-1789, 413.
- (*Émile*). Sainte Elisabeth de Hongrie, 407.
- Hourticq (Louis)*. La jeunesse de Titien, 375.
- Les Chambres du Vatican, 696.
- Huart (G.)*. L'art royal. Essai sur l'histoire de la franc-maçonnerie, 390.
- Hubert (Eugène)*. Correspondance de Bouteville, t. I, 116.
- Huguet (Adrien)*. Raoul Bouteiller, capitaine du Crotoy pendant la captivité de Jeanne d'Arc, 684.
- Huisman (G.)*. Mémoires particuliers de M^{me} Roland, 117.
- Hutton (E.)*. Pietro Aretino. The scourge of princes, 177.
- Ibsen (Henrik)*. Œuvres complètes; t. III : Œuvres de Bergen; trad. par P.-G. La Chesnais, 415.
- Insh (George Pratt)*. The study of local history and other essays, 689.
- Isaac (Jules)*. L'histoire des origines de la guerre dans les manuels allemands, 420.
- Jahresberichte für deutsche Geschichte, 616.
- Janin (H.)*. Augustin Rousseau, maître d'armes du dauphin, 1748-1794, 142.
- Jemolo (A. C.)*. Il Giansenismo in Italia prima della Rivoluzione, 359.
- Jeu de sainte Agnès (Le); édit. par *Alfred Jeanroy*, 202.
- Joad (C. E. M.)*. Philosophical aspects of modern science, 697.
- Johnsen (O. A.)*. Norges handel på Spania under Kristian IV, 415.
- Johnston (Miss Marjorie)*. Bibliography of the registers of the Universities, Inns of Court, Colleges and Schools of Great Britain and Ireland, 688.
- Domination, 150.
- Jouanne (R.)*. Cahiers de doléances des corps et corporations de la ville d'Alençon pour les États-Généraux de 1789, 118.
- Journal of the Commissioners for trade and plantations from January 1741 to December 1749, preserved in the P. Record Office, 212.
- Julien (Ch.-André)*. Histoire de l'Afrique du Nord : Tunisie-Algérie-Maroc, 665.
- Jusselin (M.)*. Les cahiers de 1789 dans les circonscriptions qui ont formé le département d'Eure-et-Loir, 120.
- Kantorowicz (Ernst)*. Friedrich II. Ergänzungsband, 629.
- Kaplan (A. D. H.)*. Henry Charles Casey; a study in American economic thought, 410.
- Karayovoff (T.)*. Les causes de la crise yougoslave, 417.
- Kaser (K.)*. Späteres Mittelalter, 171.
- Kehr (P.)*. Diplomatum regum et imperatorum Germaniae; t. V, pars II : Henrici III Diplomata, 1047-1056, 626.
- Vier Kapitel aus der Geschichte Kaiser Heinrichs III, 627.
- Kennedy (W. P. M.)* et *Lancetot (G.)*. Rapport sur les lois de Québec, 1767-1770, 679.
- Keussen (Hermann)*. Die Matrikel der Universität Köln. Bd. III, 625.
- Kienast (Walther)*. Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich. Bd. II, 1^{ste} Hälfte, 631.
- Kisch (Guido)*. Die Kulmer Handfeste : rechtshistorische und textkritische Untersuchungen nebst Texten, 642.
- Klapper (Joseph)*. Deutsches Volkstum am Ausgang des Mittelalters, 626.
- Klugmann (N.)* et *Dumesnil de Gramont (M.)*. De Luther à Wagner; essai de psychologie ethnologique, 394.
- Kneer (Martin)*. Die Urkunde über die Heiligssprechung Karls d. Gr. von 8 Januar 1166 und ihr Verfasser, in der Kanzlei Kaiser Friedrichs I, 639.
- Labat (R. P.)*. Voyage aux Isles de l'Amérique. Antilles, 1693-1705, 678.
- La Chesnais (P. G.)*. Voir *Ibsen (Henrik)*.
- La Faye (J. de)*. La princesse Charlotte de Rohan et le duc d'Enghien, 150.
- Lancetot (G.)*. Voir *Kennedy (W. P. M.)*.
- Landogna (F.)*. La politica dei Visconti in Toscana, 171.
- Lanzoni (F.)*. La Controriforma nella città e diocesi di Faenza, 342.
- La Sizeranne (R. de)*. César Borgia et le duc d'Urbino, 176.
- Les masques et les visages. Béatrice d'Este et sa cour, 176.

- Laski (Harold J.)*. Studies in law and politics, 413.
 — The socialist tradition in the French Revolution, 127.
- Laurent (G.)*. Département de la Marne. Cahiers de doléances pour les États-Généraux de 1789; t. IV : Bailliage de Reims. Partie marnaise; t. V : Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution; la convocation des États-Généraux de 1789, 119.
- Le Bras (Gabriel)*. Statistique et histoire religieuses, 407.
- Leclercq (Dom H.)*. Vers la Fédération, janvier-juillet 1790, 121.
- Le Goffic (Charles)*. La chouannerie, 195.
- Leman (A.)*. Urbain VIII et la rivalité de la France et de la maison d'Autriche; de 1631 à 1635, 350.
- Le Menestrel (lieutenant-colonel)*. Dreux pendant la Révolution, 139.
- Lemmi (F.)*. Le origini del Risorgimento Italiano, 1748-1815, 363.
- Lemoine (H.)*. Le démolisseur de la Bastille, 142.
- Le Moy (A.)*. Le XVIII^e siècle breton. Autour des États et du Parlement : correspondances inédites de MM. de Robien et de La Bellangerais, 1765-1791, 386.
- Lennhoff (Eugen)*. Politische Geheimbünde, 392.
- Lenôtre (G.)*. La Compagnie de Jésus; épisodes de la réaction lyonnaise, 1794-1800, 129.
- Le Parquier (E.)*. Cahiers de doléances du bailliage du Havre (secondaire de Caudébec) pour les États-Généraux de 1789, 118.
- Lettere di Georges Sorel a Roberto Michels*, 683.
- Lévy (Paul)*. Plaudereien über Elsassische Sprache und Litteratur, 206.
- Lévy-Bruhl (Henry)*. Un document inédit sur la préparation de l'Ordonnance sur le commerce de 1673, 683.
- Lévy-Provençal (E.)*. Voir *Muhammad as Sakati*.
- Lhonde (Pierre)*. La France rayonnante : Argentine, Chili, Uruguay, 1930, 687.
- Library of Congress (The)*. Exhibit of books printed during the xvth century and known as Incunabula, 682.
- Lobel (E.)*. Cardinal Pole's manuscripts, 208.
- Loewe (Viktor)*. Deutsche Geschichte, 616.
- Lollis (C. de)*. Cristoforo Colombo nella leggenda e nella storia, 177.
- Londres (Albert)*. Les Comitadjis ou le terrorisme dans les Balkans, 415.
- Loppens (K.)*. Histoire de Coxyde et de l'abbaye des Dunes, 208.
- Lot (F.)*. La « vicaria » et le « vicarius », 649.
- Lote (René)*. Les visages de l'Allemagne à travers la géographie et l'histoire. Payages. Villes. Arts. Civilisation, 618.
- Lucarelli (A.)*. La Puglia nel Risorgimento, 362.
- Lucien-Graux*. Boutier de Catus, commissaire des guerres aux armées de la Révolution, 1765-1839, 135.
 — Le maréchal de Beurnonville, 134.
- Luckwaldt (F.)*. Voir *Goetz (Walter)*.
- Luzio (A.)*. Fra Paolo Sarpi, 366.
 — La « Storia d'Italia » del Guicciardini nella collezione Laterza, 365.
 — et *Sella (G.)*. Sisto V^o e Carlo Emanuele I^o, 167.
- Macdonald (Sir George)*. Roman Britain, 1914-1928, 208.
- Machiavelli (N.)*. Discorsi, 364.
 — Istorie fiorentine, 168.
- Magnaghi (A.)*. Amerigo Vespucci, 178.
 — Le avventure di Colombo in America, 177.
- Magne (Félix-V.)*. La reine Aliénor, duchesse d'Aquitaine, 203.
- Maillart (Jehan)*. Le roman du comte d'Anjou; publ. par *Mario Roques*, 202.
- Malaguzzi-Valeri (F.)*. La corte di Lodovico il Moro, 374.
- Malaparte (G.)*. Technique du coup d'État, 213.
- Man (Henri de)*. Réflexions sur l'économie dirigée, 419.
- Manfroni (C.)*. Genova, 165.
- Mann (Julia de Lacy)*. Voir *Wadsworth (Alfred P.)*.
- Manno (G.)*. Degli ordinamenti giudiziari del duca di Savoia Emanuele Filiberto, 347.
- Mansuy (A.)*. Jérôme Napoléon et la Pologne en 1812, 152.
- Maranini (G.)*. Le origini dello statuto Albertino, 369.
- Marion (Élie)*. Voir *Mémoires inédits*.
- Martin (William)*. La Suisse et l'Europe, 1813-1815, 156.
- Mascarel (Arnold)*. Mussolini. Son programme. Sa doctrine, 213.
- Masnovo (O.)*. Voir *Barbagallo (C.)*.
- Masson (Paul)*. Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône; t. IV, 2^e volume : Dictionnaire biographique, des origines à 1800, 205.
- Mathiez (A.)*. Girondins et Montagnards, 124.
 — Le dix août, 125.
- Mattei (R. de)*. Il pensiero siciliano fra il Sette e l'Ottocento, 368.

- Mattei (R. de).* La politica di Campanella, 368.
- Matter* (abbé J.-L.). Un général alsacien. A.-B. de Schauenbourg, 1748-1831, 134.
- Mazwell (Constantia).* Chateaubriand and the French romantics, 404.
- Mazet (Abraham).* Voir Mémoires inédits.
- Mazzoni (G.) et Casella (M.).* Tutte le opere di N. Machiavelli, 168.
- Meinecke (F.).* Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte, 364.
- Mémoires inédits d'Abraham Mazet et d'Élie Marion* sur la guerre des Cévennes, 1701-1708; édités par *Charles Bost*, 404.
- Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, avec une introduction de *G. Girard*. Souvenirs historiques sur le Consulat, t. IV. Souvenirs historiques sur l'Empire, t. I, 147.
- Mengozi (G.).* La città italiana nell'alto medioevo, 162.
- Mesnil (Jacques).* Masaccio et les débuts de la Renaissance, 374.
- Meyer (Hans).* Die militärpolitik Friedrich Barbarossas im Zusammenhang mit seiner Italienpolitik, 618.
- Meynier (André).* Ségalar, Levézou, Châtaigneraie, 687.
- Miller (the Rev. Thomas).* The site of the battle of Bannockburn, 209.
- Mirabaud (R.).* Rabaut-Saint-Étienne, 144.
- Mirot (Léon).* Bonaccorso Pitti, aventurier, joueur, diplomate et mémorialiste, 414.
- Mommmsen (Theodor E.).* Studien zum Ideengehalt der deutschen Aussenpolitik im Zeitalter der Ottonen und Salier, 636.
- Monsabert (R. P. de).* Voir *Carré (Henri)*.
- Montecuccoli (R.).* I viaggi; publ. par *A. Gi-morri*, 170.
- Montenevosi (O.).* Beatrice Cenci davanti alla giustizia dei suoi tempi e della storia, 177.
- Monti (A.).* Filippo II^e e il cardinale Cristoforo Madruzzo, governatore di Milano, 1556-1557, 345.
- (*G. M.*). Dal Duecento al Settecento, 369.
- Due grandi riformatori del Settecento : A Genovesi e G. M. Galante, 373.
- Giuseppe Maria Galanti, 373.
- Ricerche su Paolo IV Carafa, 343.
- et *Zazo (A.).* Da Roffredo di Benevento a F. de Sanctis, 370.
- Morandi (C.).* Idee e formazioni politiche in Lombardia dal 1748 al 1814, 360.
- La politica nell'età dell'assolutismo, 353.
- Problemi storici della Riforma, 341.
- Moreland (W. H.).* Relations of Golconda in the early seventeenth century, 198.
- Mottini (E.).* Pittura italiana da Leonardo a Tiepolo, 376.
- Muhammad as Sakati* (de Malaga). Un manuel hispanique de hisba; publ. par *G.-S. Colin et E. Lévy-Provençal*, 693.
- Negri (P.).* Studi sulla crisi italiana alla fine del xv^o secolo, 172.
- Urbano VIII e l'Italia, 350.
- Newald (Richard).* Voir *Wilhelm (Friedrich)*.
- Nicolini (F.).* Sulla vita civile, letteraria, religiosa, napoletana, alla fine del Seicento, 164.
- Nieri (Nora).* Arcangelo Michele Migliarini, 1779-1865, etruscologo ed egittologo, 381.
- Nina (L.).* Le finanze pontificie sotto Clemente XI, 372.
- Noberasco (F.).* Savona, 165.
- Nogara (B.).* Scritti inediti e rari di Flavio Biondo, 168.
- Norsa (A.).* Il fattore economico nella grandezza e nella decadenza di Venezia, 371.
- Nouaillac (J.).* Histoire du Limousin et de la Marche, 205.
- Ojetti.* Voir *Dami*.
- Olgiati (F.).* L'anima dell'Umanesimo e del Rinascimento, 173.
- Olschki (L.).* G. Bruno, 177.
- Omang (Reidar).* Norges historie, bibliographi for 1928, 415.
- Omodeo (A.).* L'età del Risorgimento, 363.
- O'Neill (J. C.).* Ancient Corinth; part I : From the earliest times to 404 B. C., 659.
- Osnabrück (Jordanus von).* De prerogativa imperii romani; publ. par *Herbert Grundmann*, 644.
- Oletea (A.).* F. Guicciardini : sa vie publique et sa pensée politique, 365.
- Ottolini (A.).* Pietro Verri e i suoi tempi, 360.
- Pacifici (V.).* Ippolito II d'Este, 177.
- Pailleron (M.-L.).* M^{me} de Staël, 144.
- Paladino (G.).* Opuscoli e lettere di riformatori italiani del Cinquecento, t. II, 169.
- Per la storia della congiura dei baroni : Documenti inediti dell'archivio estense, 1485-1487, 172.
- Panella (A.).* Firenze, 165.
- Paolo Sarpi* e i suoi tempi, 366.
- Parry (John J.).* A bibliography of critical Arthurian literature for the years 1922-1929, 410.
- Paschini (P.).* Un amico del cardinale Polo : Alvise Priuli, 341.
- Pasquier* (abbé Émile) et *Dauphin (Victor).* Imprimeurs et libraires de l'Anjou, 686.
- Pastine (O.).* La Repubblica di Genova e le gazzette, 353.
- Pastor (Ludwig von).* Geschichte der Papste

- seit dem Ausgang des Mittelalters, t. VII et VIII, 265.
- Pastor (Ludwig von)*. Supplemento ai volumi I^o e III^o, 166.
- Pellegrini (S.)*. La Corsica e la Savoia nel secolo XVIII^o, 353.
- Pensée catholique dans le monde contemporain* (La), 695.
- Percier (Charles)*. Reproductions de dessins conservés à la bibliothèque de l'Institut. Biographie et notices, par M^{lle} Jeanne Duportal, 385.
- Perieteanu (Alexandre)*. Production et répartition des richesses. Traité de mécanique économique, 419.
- Peroni (B.)*. La politica scolastica dei principi riformatori in Italia, 370.
- La riforma dell'Università di Pavia nel Settecento, 370.
- Perrier (J.-L.)*. Le charroi de Nîmes, 202.
- (Paul). L'unité humaine; histoire de la civilisation et de l'esprit humain, t. I, 377.
- Perrin (E.)*. Sur le sens du mot « centena », 649.
- Perroy (Édouard)*. Voir *Pirenne (Henri)*.
- Peter* (chanoine J.) et *Poulet* (Dom Ch.). Histoire religieuse du département du Nord pendant la Révolution, 1789-1802; t. I : De la fin de l'ancien régime au 9 thermidor an II (28 juillet 1794), 133.
- Peyroni (D.)*. Les Eyzies; ses musées d'art préhistorique, 401.
- Pézaré (Maurice)*. Qadesh, mission archéologique à Tell Nebi Mend, 1921-1922, 403.
- Picotti (G. B.)*. La giovinezza di Leone X^o, 176.
- Pieri (Piero)*. Intorno all'arte della guerra di Niccolò Machiavelli, 181.
- Rassegna Ferrucciana, 181.
- Piétresson de Saint-Aubin (P.)*. Les archives de l'Aube, 1790-1927, 116.
- Pilté (E.)*. Petit répertoire archéologique des édifices religieux du diocèse actuel de Blois et des monuments civils du département de Loir-et-Cher, à partir du Moyen Age, 382.
- Pirchan (Gustav)*. Italien und Kaiser Karl I in der Zeit seiner zweiten Romfahrt, 635.
- Pirenne (Henri)*, *Renaudet (Augustin)*, *Perroy (Édouard)*, *Handelsman (Marcel)*, *Halphen (Louis)*. La fin du Moyen Age, 184.
- Pittaluga (Mary)*. L'incisione italiana nel Cinquecento, 375.
- Tintoretto, 375.
- Pivéc-Stélé (Melitta)*. La vie économique des provinces illyriennes, 1809-1813, 155.
- Plasemann (J. O.)*. Das Leben Ottos des Grossen, 626.
- Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.)*. Le due François II et l'alliance anglaise, 204.
- Poëte (Marcel)*. Introduction à l'urbanisme. L'évolution des villes. La leçon de l'antiquité, 402.
- Pola (S.)*. I moti delle campagne di Sardegna dal 1793 a 1802, 362.
- Political handbook of the world*, 1932, 698.
- Pollard (A. F.)*. Factors in modern history, 411.
- Pontieri (E.)*. La Calabria del sec. xve e la rivolta di Antonio Centeglia, 171.
- Portigliotti (G.)*. I Borgia, 176.
- Die Familie Borgia, 176.
- Donne del Rinascimento, 176.
- Poulet* (Dom Ch.). Voir *Peter* (chanoine E.).
- Powell (Frederick York)* et *Tout (Thomas Frederick)*. Histoire d'Angleterre des origines à nos jours; édition française par Édouard Guyot, 662.
- Powicke (F. M.)*. Sir Henry Spelman and the « Concilia », 208.
- Praussnitz (Otto)*. Feuda extra curtem. Mit besonderer Berücksichtigung der Brandenburgischen Lehen in Esterreich, 652.
- Prentout (Henri)*. La Normandie dans les souvenirs du passé, 205.
- Pugliese (S.)*. Condizioni economiche e finanziari della Lombardia nella prima metà del sec. XVIII^o, 371.
- Quatrième centenaire du Collège de France (Le), 18 et 19 juin 1931, 255.
- Quazza (R.)*. Emanuele Filiberto e Guglielmo Gonzaga, 1559-1580, 346.
- Ferdinando Gonzagua e Carlo Emanuele I^o, 348.
- La guerra per la successione di Mantova e del Monferrato (1628-1631), 350.
- La lotta diplomatica tra Genova e la Spagna dopo la fuga dell'Alberoni dalla Liguria, 352.
- La politica di Carlo Emanuele I^o durante la guerra dei Trent'anni, 348.
- Mantova e il Monferrato nella politica europea alla vigilia della guerra per la successione, 1624-1627, 351.
- Quidde (Ludwig)*. Histoire de la paix publique en Allemagne au Moyen Age, 649.
- Radet (Georges)*. Alexandre le Grand, 657.
- Rauch (Karl)*. Voir *Brunner (Heinrich)*.
- Raulet (J.)*. Un cœur aux quatre-vents. Charlotte Corday, 144.
- Ravage (M.-E.)*. Grandeur et décadence de la maison Rothschild, 388.
- Ravenne (L.)*. Pasquale Paoli, 353.
- Récatas (Basile)*. Voir *Carnéades (Di-céarchos)*.
- Register of Edward, the Black Prince, preserved in the P. Record Office; 3^e partie: Palatinate of Chester, 1351-1365, 688.

- Régné (Jean)*. Répertoire alphabétique des anciens inventaires manuscrits conservés aux archives de l'Ardèche, 406.
- Renaudet (Augustin)*. Le concile gallican de Pise-Milan. Documents florentins, 1510-1511, 170.
- Voir *Hauser (H.)* et *Pirenne (Henri)*.
- Renouvin (Pierre)*. Les idées et les projets d'union européenne au XIX^e siècle, 419.
- R. E. R.* Sir Richard Temple, 1850-1931, 208.
- R. I. B.* Charles Plummer, 1852-1927, 208.
- Richard (A.)*. L'ancienne métallurgie landaise. Les progrès de 1800 à 1840, 151.
- Les forges des Landes et les fabrications de guerre pendant la Révolution, 136.
- Richardson (A. E.)*. Georgian England. A survey of social life, trades, industries and art from 1700 to 1820, 411.
- Righi (G.)*. G. B. Vico, 357.
- Robin (P.)*. Le séquestre des biens ennemis sous la Révolution française, 130.
- Rodocanachi (E.)*. Histoire de Rome : une cour princière au Vatican pendant la Renaissance, 1471-1503, 176.
- La Réforme en Italie, 341.
- Rodolico (N.)*. Gli amici e i tempi di Scipione Ricci, 358.
- Il municipalismo nella storiografia siciliana, 167.
- Italia e Europa nei primi due secoli dell'età moderna, 354.
- Roes (Alexander von)*. De translatione imperii, publ. par *Herbert Grundman*, 641.
- Rosi (M.)*. Il primato di Carlo V^o. La resistenza degli Italiani e i precedenti relativi, 172.
- Rossi (M.)*. Lutero e Roma, 341.
- Rota (E.)*. Il giansenismo in Lombardia e i prodromi del Risorgimento italiano, 358.
- Roth (C.)*. L'ultima repubblica fiorentina, 180.
- Rotta (E.)*. Economia e italianità nel nostro Risorgimento, 373.
- G. Poggi e la formazione psicologica del patriota moderno, 358.
- Rouchès (G.)*. Le Caravage, 375.
- Rouchon (Ulysse)*. Le musée du Puy-en-Velay, 695.
- Rousseau (I.-J.)*. The peninsular journal of Major-general Sir Benjamin d'Urban, 1808-1817, 145.
- Rovelli (L.)*. L'opera storica ed artistica di Paolo Giovio, 167.
- Roy (Antoine)*. Les lettres, les sciences et les arts au Canada sous le régime français, 679.
- Rüfer (Alfred)*. Pestalozzi. Die französische Revolution und die Helvetik, 675.
- Ruffini*. Il giureconsulto Chierese Matteo Gribaldi Mofa e Calvino, 369.
- Ruggiero (G. de)*. Il pensiero politico meridionale nei secoli XVIII^o e XIX^o, 368.
- Storia del liberalismo europeo, 368.
- Rumilly (R.)*. Sir Wilfrid Laurier, 679.
- Russo (L.)*. Prolegomeni a Machiavelli, 179.
- La politica del Vaticano nella dieta di Ratisbona del 1630, 349.
- Ruysbroeck (Jean)*. Volledige werken, 408.
- Ryan (F. W.)*. The house of the Temple, 131.
- Saintoyant (J.)*. La colonisation française pendant la période napoléonienne, 1789-1815, 151.
- La colonisation française pendant la Révolution, 136.
- Samanek (Vincent)*. Studien zur Geschichte König Adolfs : Vorarbeiten zu den Regesta Imperii VI², 1292-1298, 632.
- Sánchez Cánton*. Antonio Rafael Mengs, 1728-1779, 696.
- Santini (E.)*. Firenze e i suoi oratori nel Quattrocento, 174.
- Sapene (B.)*. Découvertes à Saint-Bertrand-de-Comminges en 1929, 682.
- Sassi (G.)*. Figure e figure del Cinquecento : P. Aretino, Vittoria Colonna e il marchese del Vasto, 177.
- Relazioni d'arte e di cortesia nel nostro Rinascimento : Vittoria Colonna e Baldesar Castiglione, 375.
- Saubert (Pierre)*. Notre bourgeoisie. Réflexions sur l'origine, la formation et le rôle des bourgeois, 685.
- Saumade (G.)*. Le camp d'instruction de Launac « sous Montpellier », et l'état de l'armée, 133.
- Savignon (André)*. Saint-Malo, nid de corsaires, 203.
- Schaafhausen (Friedrich Wilhelm)*. Das Leben Heinrichs des Löwen, 626.
- Scherillo (M.)*. Il Rinascimento, 174.
- Schipa (M.)*. Il regno di Napoli al tempo di Carlo III di Borbone, 361.
- Masaniello, 351.
- Schmidt (Jammy)*. Les grandes thèses radicales, 699.
- Schneider (Hermann)*. Deutsche Helden-sage, 624.
- Schnitzer (G.)*. Savonarola, 178.
- Schramm (Ernst)*. Kaiser, Rom und Renovatio, 639.
- Schröfl (Aloys)*. Und dennoch die Niebelungenfrage gelöst ! 623.
- Schumacher-Festschrift, 677.
- Schumann (Otto)*. Voir *Carmina Burana*.
- Schwerin (Claudius von)*. Voir *Brunner (Heinrich)*.
- Scovazzi (I.)* et *Noberasco (F.)*. La rivolu-

- zione democratica e l'Impero napoleonico a Savona, secondo una cronaca contemporanea, 146.
- Sée (Henri)*. Science et philosophie d'après la doctrine de M. Émile Meyerson, 420.
- et *Dubois (J.)*. Études sur la vie économique en Bretagne, 1772-an II, 135.
- Semprini (G.)*. Le idee religiose di Leon Battista Alberti, 340.
- Seregni (G.)*. Don Carlo Trivulzio e la cultura milanese dell'età sua, 358.
- Sérieux (W.)*. Drouot et Napoléon. Vie héroïque et sublime du général Drouot, 157.
- Serrano*. La liga de Lepanto entre España, Venezia y la Sante Sede, 166.
- Seyrig (H.)*. Voir *Dussaud (René)*.
- Shearer (Augustus Hunt)*. Voir *Allison (William Henry)*.
- Shipman (Henry Robinson)*. Voir *Allison (William Henry)*.
- Sicé (Eugène)*. Le problème social. Ce que chacun doit savoir du socialisme, 699.
- Silva (P.)*. Emanuele Filiberto, 346.
- Il Mediterraneo, dall'unità di Roma all'unità d'Italia, 165.
- Silcigni (V.)*. Il cardinal Mazzarino, 351.
- Simeoni (L.)*. Francesco I° d'Este e la politica italiana del Mazarino, 351.
- Verona, 165.
- Simioni (A.)*. Le origini del Risorgimento politico dell'Italia meridionale, 361.
- Skalkowski (A. M.)*. Korrespondencya księcia Jozefa Poniatowskiego z Francya; t. III et IV: 1810-1813; 145.
- Sol (chanoine E.)*. Église constitutionnelle et Église réfractaire, 132.
- La Révolution en Quercy, t. II et III, 137.
- Solmi (A.)*. La storia del diritto italiano, 369.
- L'unità fondamentale della storia italiana, 161.
- Soranzo (G.)*. La Lega italica, 1454-1455, 171.
- Sorel (Albert-Émile)*. Charlotte de Corday, 144.
- Sorrento (L.)*. Battaglie e sorgenti di idee, 357.
- Souvenirs d'une femme du peuple, Marie-Victoire Monnard, de Creil, 1777-1802, 688.*
- Speziale (C. G.)*. Storia militare di Taranto, 181.
- Spiegel (Käthe)*. Kulturgeschichtliche Grundlagen der Amerikanischen Revolution, 682.
- Stengel (Edmund E.)*. Avignon und Rhens: Forschungen zur Geschichte des Kampfes um das Recht am Reich in der ersten Hälfte des 14 Jahrhunderts, 634.
- Stengel (Edmund E.)*. Nova Alamannia: Urkunden, Briefe und andere Quellen, besonders zur deutschen Geschichte des 14 Jahrhunderts. 2 Hefte. I Teil, 633.
- Regnum und Imperium: engeres und weiteres Staatsgebiet im alten Reich, 636.
- Stern (Alfred)*. Voir *Goetz (Walter)*.
- Storia della letteratura italiana per secoli, 167.
- Strupp (Karl)*. La situation juridique des Macédoniens en Yougoslavie, 692.
- Tacchi Venturi (P.)*. S. J. Il beato Roberto Bellarmino, 343.
- Storia della Compagnia di Gesù in Italia, 341.
- Tarchiani*. Voir *Dami*.
- Tarlé (A. de)*. L'esprit public à Naples sous le règne de Murat, 1808-1812, 157.
- Taylor (Asborn)*. Thought and expression in XVI century, 174.
- (F. L.). The art of war in Italy, 1494-1529, 181.
- Temperley (Harold)*. The Bulgarian and other atrocities, 1875-1878, in the light of historical criticism, 209.
- Tervarent (Guy de)*. Le diptyque de Saint-Bertin au musée de Dijon, 382.
- Textes d'histoire lorraine, du VI^e siècle jusqu'à nos jours, 206.
- Thompson (R. Campbell)*. Harry Reginald Hall, 1873-1930, 208.
- Thouvenot (Raymond)*. Voir *Barvadiu Pons (V.)*.
- Tocco (V. di)*. Ideali di indipendenza in Italia durante le preponderanza spagnuola, 355.
- Toesca (P.)*. Masaccio, 374.
- Toffanin (G.)*. Che cosa fu l'Umanesimo? 174.
- La fine del Umanesimo, 175.
- L'eredità del Rinascimento in Arcadia, 357.
- Machiavelli e il Tacitismo. La politica storica della Controriforma, 167, 367.
- Torelli (P.)*. L'archivio Gonzaga di Mantova, 170.
- Tournés (général R.)*. La campagne de printemps en 1813. Lützen. Étude d'une manœuvre napoléonienne, 157.
- Tournier (G.)*. La réaction thermidorienne à Labruguière et le drame d'Enlaure, 12 thermidor an V, 30 juillet 1797, 141.
- Tout (Thomas Frederick)*. Voir *Powell (Frederick York)*.
- Trentin (Silvio)*. Le fascismo a Genève, 692.
- Treves (P.)*. Il realismo politico di F. Guicciardini, 365.
- La filosofia politica di Campanella, 368.
- La religione di stato nel Seicento in Italia, 367.

- Turquan (J.) et Auriac (J. d').* M. le comte d'Artois, 144.
- Valente (A.).* Filippo II° e l'Italia, 345.
- Valori (Aldo).* La difesa della Repubblica fiorentina, 181.
- Van Dillen.* Die Girobankin von Genua, Venetie en Hamburg, 373.
- Van Houtte (Hubert).* Les occupations étrangères en Belgique sous l'Ancien Régime. Tables alphabétiques des noms de personnes et des noms de lieux, 208.
- Van Tieghem (Paul).* Littérature comparée, 697.
- Venturi (A.).* L'architettura del Quattrocento, 374.
— Michelangelo, 375.
— Storia dell'arte italiana, t. IX, 375.
- Verga (Ettore).* Bibliografia vinciana, 1493-1930, 695.
- Vermale (F.).* Voir *Gaillard (E.)*.
- Verri (Pietro).* I bilanci di commercio dello Stato di Milano, 373.
- Vidal (Mgr J.-M.).* Dans l'entourage de Caulet; I: Henri Dorat, archiprêtre d'Ax, 1638-1701, 695.
- Vidari (G.).* L'educazione in Italia dall'Umanesimo al Risorgimento, 370.
- Vierhandt (Alfred).* Handwörterbuch der Soziologie, 2° et 3° livraisons, 399.
- Villa-Urrutia (Marques de).* Lucrecia Borja. Estudio histórico, 176.
- Villecourt (L.).* L'Estonie, 692.
- Viora (M.).* Le costituzioni piemontesi, 369.
— Storia delle leggi sui Valdesi di Vittorio Amedeo II°, 369.
- Visconti (A.).* Le condizioni degli operai agli alberi dell'industria libera in Lombardia nel sec. XVIII°, 371.
— Le scuole palatine di Milano, 370.
— L'opera del governo austriaco nella riforma universitaria durante il ventennio 1755-1773, 370.
- Vivier (L.).* Petite histoire du collège et du lycée de Roanne, 1607-1931, 684.
- Vivonne (maréchal de).* Correspondance relative à l'expédition de Messine, 1674-1678, 352.
- Volpe (G.).* Corsica, 353.
— Europa e Mediterranea nei secoli XVII e XVIII, 363.
— Italia e Savoia; Italia ed Europa, 164.
— La Rinascenza in Italia e le sue origini, 174.
— Medioevo, 170.
— Piano per una storia d'Italia, 160.
- Wadsworth (Alfred P.) et Mann (Julia de Lacy).* The cotton trade and industrial Lancashire, 1660-1780, 395.
- Walberg (E.).* Principien und Methoden für die Herausgabe alter Texte nach verschiedenen Handschriften, 415.
- Weiss (Dr Georges).* L'Alsace. Problèmes actuels, 207.
- Wendel (H.).* Danton, 143.
- Whitham (J. Mills).* A biographical history of the french Revolution, 145.
- Wilhelm (Friedrich) et Newald (Richard).* Althochdeutsches Lesebuch; I: Prosaische Denkmäler, 624.
- Wolledge (Brian).* L'Atre périlleux. Étude sur les manuscrits, la langue et l'importance littéraire de ce poème, avec un spécimen du texte, 203.
- Wohlhaupter (Eugen).* Hoch- und Niedergericht in der mittelalterlichen Gerichtsverfassung Bayerns, 647.
- Wölter (Dr D.).* Les inscriptions de Glozel: Une discussion avec le Dr Morlet, 401.
- Wright (Jean Gray).* La résurrection du Sauveur, 203.
- Zabughin (W.).* Storia del Rinascimento cristiano in Italia, 174.
— Vergilio nel Rinascimento italiano, da Dante a T. Tasso, 174.
- Zazo (A.).* L'istruzione pubblica e privata nel Napoletano, 370.
— Voir *Monti (G. M.)*.
- Zweig (S.).* Joseph Fouché, 150.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

	Pages
CHARLES-ROUX (F.). France et Afrique du Nord avant 1830.	496
HANDELSMAN (Marcel). La guerre de Crimée, la question polonaise et les origines du problème bulgare.	271
LABRIOLLE (Pierre DE). Celse et Origène.	1
PAGÈS (G.). La vénalité des offices dans l'ancienne France.	477
PARIBENI (R.). Les anciens monuments de style français en Italie et leur conservation actuelle.	257
POUTHAS (Charles-H.). Guizot et la tradition du Désert.	45

MÉLANGES

DURRY (Marcel). Le règne de Trajan d'après des monnaies.	316
GUIGNEBERT (Ch.). Alfred Loisy d'après lui-même.	90
GUYOT (Raymond). Quelques aspects nouveaux du règne de Victoria.	594
HOROVITZ (Philippe). Le problème de l'évacuation de la Dacie transdanubienne.	82
RICARD (Robert). La période coloniale de l'histoire du Mexique, d'après les publications récentes.	604
SANCHEZ ALBORNOZ (Claudio). L'Espagne et l'Islam.	327

BULLETIN HISTORIQUE

Histoire d'Allemagne. Moyen Age, par Marc BLOCH (<i>1^{re} partie</i>).	615
Histoire de France. Révolution et Empire, par G. LEFEBVRE.	116
Histoire d'Italie du XV^e au XVIII^e siècle, par Carlo MORANDI.	159, 340

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

BERVE (H.). Griechische Geschichte. T. I (Paul Cloché).	661
BLANCHET (Adrien). Forma Orbis Romani (A. Grenier).	378
BLOCH (Marc). Les caractères originaux de l'histoire rurale française (Lucien Febvre).	189
CHINARD (Gilbert). The letters of Lafayette and Jefferson (G. Lefebvre).	200
DAL ZOTTO (Attilio). Vicus Andicus. Storia critica e delimitazione del luogo natale di Virgilio (Jérôme Carcopino).	182
DÉCHELETTE (Joseph). Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine. T. V, par Albert GRENIER (Raymond Lantier).	656
DUBREUIL (Léon). Histoire des insurrections de l'Ouest (G. Lefebvre).	195
DUSSAUD (René), DESCHAMPS (Paul), SEYRIG (H.). La Syrie antique et médiévale illustrée (Id.).	382
ÉVAIN (Emmanuel). Le problème de l'indépendance de l'Ukraine et la France (Émile Laloy).	393
GABORY (Émile). L'Angleterre et la Vendée (G. Lefebvre).	197
GASTON-MARTIN. Nantes au XVIII ^e siècle. L'ère des négriers, 1714-1774, d'après des documents inédits (Léon Vignols).	669
Germania Romana. Ein Bilder-Atlas (A. Grenier).	380
GHIKA-BUDESTI (N.). Evolutia architecturii in Muntenia si Oltenia (Vincent Flipo).	383
GOETZ (Walter). Propyläen Weltgeschichte. T. VIII (Louis Eisenmann).	397
GOTTSCALK (Louis R.). The french Revolution. Conspiracy or circumstance (Henri Sée).	390
GURIAN (Waldemar). Der Bolchewismus. Einführung in Geschichte und Lehre (Id.).	389

TABLE DES MATIÈRES

747

Pages

390

HOART (G.). L'art royal. Essai sur l'histoire de la franc-maçonnerie (Id.) . . .	390
JULIEN (Ch.-André). Histoire de l'Afrique du Nord : Tunisie-Algérie-Maroc (Henri Hauser)	665
KLUGMANN (N.) et DUMESNIL DE GRAMONT (M.). De Luther à Wagner ; essai de psychologie ethnologique (Henri Sée)	394
LE GOFFIC (Charles). La chouannerie (G. Lefebvre)	198
LE MOY (A.). Le XVIII ^e siècle breton. Autour des États et du Parlement : correspondances inédites de MM. de Robien et de La Bellangerais, 1765-1791 (Henri Sée)	386
LENNHOFF (Eugen). Politische Geheimbünde (Id.)	392
MORELAND (W. H.). Relations of Golconda in the early seventeenth century (Henri Dehérain)	198
NIERI (Nora). Arcangelo Michele Migliarini (1779-1865) etruscologo ed egittologo (A. Grenier)	381
O'NEILL (J. G.). Ancient Corinth (Paul Cloché)	659
PERCIER (Charles). Reproductions de dessins conservés à la bibliothèque de l'Institut, par Jeanne DUPORTAL (Vincent Flipo)	385
PERRIER (Paul). L'unité humaine : histoire de la civilisation et de l'esprit humain. T. I (Henri Sée)	377
PILTÉ (E.). Petit répertoire archéologique des édifices religieux du diocèse actuel de Blois et des monuments civils du département de Loir-et-Cher, à partir du Moyen Age (Vincent Flipo)	382
PIRENNE (Henri), RENAUDET (Augustin), PERROY (Edouard), HANDELSMAN (Marcel), HALPHEN (Louis). La fin du Moyen Age (J. Calmette)	184
POWELL (Frederick York) et TOUT (Thomas Frederick). Histoire d'Angleterre, des origines à nos jours (Charles Bémont)	662
RADET (Georges). Alexandre le Grand (Paul Cloché)	657
RAVAGE (M.-E.). Grandeur et décadence de la maison Rothschild (Henri Sée)	388
RUFER (Alfred). Pestalozzi. Die französische Revolution und die Helvetik (G. Lefebvre)	675
TERVARENT (Guy DE). Le diptyque de Saint-Bertin au musée de Dijon (Vincent Flipo)	382
VIERKANDT (Alfred). Handwörterbuch der Soziologie (Henri Sée)	399
WADSWORTH (Alfred P.) et MANN (Julia de Lacy). The cotton trade and industrial Lancashire, 1660-1780 (Id.)	395

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES : Préhistoire, 401 ; Antiquité, 201, 403, 677 ; Allemagne, 677 ; Belgique, 208, 407 ; Canada, 678 ; État libre d'Irlande, 691 ; États-Unis, 410, 681 ; France, 202, 403, 682 ; Grande-Bretagne, 208, 410, 688 ; Italie, 213, 414, 692 ; Norvège, 415 ; Orient, 692 ; Pays-Bas, 214 ; Pays scandinaves, 415 ; Péninsule balkanique, 415 ; Pologne, 214 ; Histoire de l'art, 695 ; Histoire générale, 417, 697 ; Histoire religieuse, 214, 695.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

France. Académie des inscriptions et belles-lettres. Bulletin, 215, 421. Anjou historique, 215. Annales de Bourgogne, 216. Annales de l'Université de Paris, 216, 421. Annales d'histoire économique et sociale, 216, 422, 701. Annales du Midi, 701. Annales historiques de la Révolution française, 217, 422, 701. Bibliothèque de l'École des chartes, 702. Bulletin hispanique, 702. Bulletin de la Société des études locales dans l'enseignement public, groupe de la Seine-Inférieure, 700. Carnet de la Sabretache, 215, 703. Le Correspondant, 217, 423, 703. Études, 218. La Grande Revue, 219, 424. Journal des Savants, 220, 704. Mémoires de la Société éduenne, 704. Mercure de France, 220, 425. La Révolution française, 221. Revue archéologique, 426, 706. Revue celtique, 221. Révolution de 1848 et les révolutions du XIX^e siècle, 221. Revue de l'histoire des colonies françaises, 222. Revue de l'histoire des religions, 222, 706. Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise, 222. Revue de littérature comparée, 223. Revue de Paris, 224, 426, 706. Revue de Saintonge et d'Aunis, 225. Revue de synthèse, 428, 707. Revue des Deux Mondes, 226, 428, 707.

Revue des études anciennes, 227, 429. Revue des études historiques, 227, 430. Revue des études napoléoniennes, 228, 430, 708. Revue des questions historiques, 430. Revue d'histoire diplomatique, 431. Revue d'histoire des missions, 432. Revue d'histoire de l'Eglise de France, 434. Revue d'histoire économique et sociale, 434, 708. Revue d'histoire moderne, 435, 709. Revue historique de Bordeaux, 709. Revue historique de droit français et étranger, 710. Revue d'histoire de la guerre mondiale, 711. Revue maritime, 435. Romania, 436. Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin, 710. Syria, 437. L'Esprit international. The international Mind, 439.

Allemagne. Historische Zeitschrift, 228.

Belgique. Académie royale, 440, 711. Analecta Bollandiana, 440. Analecta Praemonstratensia, 440. Revue belge de philologie et d'histoire, 441.

Canada. Bulletin des recherches historiques, 441, 711.

États-Unis. The American historical Review, 442, 712. Foreign Affairs, 443, 712. Journal of Economic and Business History, 443, 713. The Journal of Modern History, 444, 713. Speculum, 444, 713.

Grande-Bretagne. Bulletin of the Institute of historical Research, 447, 713. Bulletin of the John Rylands library Manchester, 445, 714. The Cambridge historical Journal, 445. The English historical Review, 446, 714. History, 446. The Times. Literary Supplement, 446. Transactions of the Royal historical Society, 447.

Italie. Accademia dei Lincei. Rendiconti, 448. Africa italiana, 715. Archivio storico italiano, 449. Archivio storico lombardo, 449. Archivio veneto, 450. Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna, 450. Historia. Studi storici per l'antichità classica, 450. Nuova Rivista storica, 451. Rivista storica italiana, 451.

Pays-Bas. Tijdschrift voor geschiedenis, 451.

Pologne. Kwartalnik historyczny, 452. Roczniki dziejów społecznych i gospodarczych, 453. Roczniki historyczne, 453.

Roumanie. Académie roumaine. Bulletin de la section historique, 716.

Tchécoslovaquie. Sborník příspěvků k dějinám hlavního města Prahy, 717.

Empire byzantin. Byzantion, 717. Epeteris, 718.

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS, 231, 454, 719.

CHRONIQUE : Congrès et questions internationales, 467, 728 ; Antiquité, 469 ; Autriche, 255 ; Belgique, 470 ; États-Unis, 255, 470 ; France, 242, 471, 733 ; Grande-Bretagne, 256, 475, 733 ; Italie, 256, 733 ; Suède, 256. — Nécrologie : Victor Bérard (par Ch. PICARD), 242 ; le P. Delattre (par Alfred MERLIN), 253 ; Henri Gaidoz, 471 ; Julien Hayen (par H. SÉE), 471 ; Charles Gide, 255 ; Léonce Grasilier, 254 ; Stéphane Gsell (par Eugène ALBERTINI), 251 ; Paul Marmottan, 254 ; Marcel Morand, 255 ; Albert Mathiez, 255, 471 (par G. LE FEBVRE).

ERRATA, 476.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 734.

TABLE DES MATIÈRES, 746.

Le gérant : R. LISBONNE.

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Abd Allah Muhammad.** Un manuel hispanique de *Hisbra*. Traité sur la surveillance des corporations et la répression des fraudes en Espagne musulmane; texte et trad. par *G.-S. Colin* et *E. Lévi-Provençal*. Tome I. E. Leroux, 1931, xiii-73 p.
- Alain.** Vingt leçons sur les beaux-arts. Gallimard, 1931, 300 p.; prix : 18 fr.
- Albitreccia (A.).** Ce qu'il faut connaître des grands moyens de transport. Boivin, 156 p.; prix : 8 fr.
- Almanach catholique français pour 1932.** Préface de *Mgr R. Fontenelle*. Bloud, 1932 [1931], 480 p.
- Alton (J. F. d').** Roman literary theory and criticism. Londres, Longmans, 1931, 608 p.; prix : 21 s.
- Ames saintes du Grand Siècle : abbesses et religieuses de Faremoutiers.** Collection Pax, vol. XXXIV. Desclée, de Brouwer et Cie. Abbaye de Maredsous, 1931, 128 p.; prix : 7 fr.
- Annuaire de documentation coloniale comparée, année 1930.** Bruxelles, Établissements généraux d'imprimerie, s. d. (1931), 628-1xxx p.
- Archives (les) de l'État de Belgique de 1919 à 1930.** Rapports publiés sous la direction de *Joseph Cuvelier*. Table onomastique par *H. Cosemans*, 133 p.
- Archives départementales antérieures à 1790.** Inventaire sommaire. Cher, archives ecclésiastiques, série G. T. I. Archives de Bourges, 1^{re} partie. Bourges, 1931, in-4° à 2 col., xx-571 p.
- Aubert (Marcel).** Nouvelle histoire universelle de l'art. Tome I. Firmin-Didot et Cie, 1931, viii-380 p.
- Au service de la paix.** La pensée catholique dans le monde contemporain. Conférences de la deuxième semaine catholique internationale de Genève, 15-21 septembre 1930. Editions Spes, 1931, 246 p.; prix : 15 fr.
- Aus Roms Zeitwende.** Vom Wesen und Wirken des Augusteischen Geistes. Leipzig, Dieterich, 1931, 117 p.; prix : 4 m. 70.
- Baissette (Gaston).** Hippocrate. Bernard Grasset, 272 p.; prix : 20 fr.
- Bakounine (Michel).** Confession (1857); trad. par *Paulette Brupbacher*. Editions Rieder, 1932, 335 p.; prix : 16 fr. 50.
- Barbusse (Henri).** Zola. Gallimard, 1932, 296 p.
- Bastian (Franz).** Oberdeutsche Kaufleute in den älteren Tiroler Ratbüchern (1288-1370). Rechnungen und Rechnungsauszüge samt Einleitungen und Kaufmannsregister. Munich, Verlag der Kommission für bayerische Landesgeschichte, 1931, vii-193 p.
- Battistini (Mario).** La confrérie de Sainte-Barbe-des-Flamands à Florence. Documents relatifs aux tisserands et aux tapisiers. Bruxelles, Lamertin, 1931, 215 p.
- Baynes (Norman H.).** Constantine the Great and the Christian Church. Londres, H. Milford, 1931, 105 p.; prix : 6 s.
- Beardwood (Alice).** Alien merchants in England, 1350-1377. Their legal and economic position. Cambridge (Mass.). The mediaeval Academy of America, 1931, 212 p.; prix : 4 doll.
- Beatson (major general F. C.).** Wellington : The Bidassoa and Nivelle. Londres, Edward Arnold, 1931, xi-224 p., 10 illustr., 1 carte; prix : 15 s.
- Bernard (Félix).** Histoire du décanat de la Rochette (décanat de Val-Penoux). Chambéry, Imprimeries réunies, 1931, 252 p.; prix : 25 fr.
- Bertrand (J.-J.-A.).** Sur les vieilles routes d'Espagne. Collection Hispania. Société d'édition « Les Belles-Lettres », 1931, 270 p.; prix : 25 fr.
- Bidou (Henry).** Le château de Blois. Calmann-Lévy, 1931, 224 p.; prix : 15 fr.
- Bloch (Camille) et Renouvin (Pierre).** L'article 231 du traité de Versailles. Sa genèse et sa signification. Alfred Costes, 1932, 26 p.
- Boas (F. S.).** The Year's work in English studies. Vol. X, 1929. Londres, H. Milford, 1931, 418 p.; prix : 10 s. 6 d.

Suppl. à la Rev. Histor. CLXIX. 1^{er} Fasc.

- Bondois (Paul-M.).** L'industrie sucrière française au XVIII^e siècle. La fabrication et les rivalités entre les raffineries. Marcel Rivière, 1931, 32 p.
- Bordeaux (Henri).** Le visage de Jérusalem. Grenoble, B. Arthaud, 1931, 158 p.
- Bordewyk (H. W. C.).** Les finances aux Pays-Bas à la fin de la guerre, 1918-1922. Les éditions du Monde nouveau, 1931, xi-149 p.
- Bossuat (Robert).** Histoire de la littérature française. Tome I : Le Moyen Age. J. de Gigord, 1931, 441 p., 24 planches.
- Bot (Charles).** Voir Mazel et Marion.
- Botha (C. Graham).** The public Archives of South Africa, 1652-1910. Cape Town, Cape Times, 1928, x-108 p.
- Bourguignon (Marcel).** Inventaire des archives de la Belgique. Les chartes du Luxembourg. Introduction à l'inventaire des chartes et cartulaires du Luxembourg. Bruxelles, impr. E. Guyot, 1931, 59 p.
- Bousquet (G.-H.).** Institutes de science économique. Tome II : Les bases du système économique. Marcel Giard, 1932, 213 p.; prix : 35 fr.
- Brackmann (Albert) et Hartung (Fritz).** Jahresberichte der deutschen Geschichte. 5 Jahrg., 1929. Leipzig, Köhler, 1931, xiv-773 p.
- Breshkoskaizi (Katerina).** Personal memoirs. Hidden springs of the Russian Revolution; publ. par Lincoln Hutchinson. Stanford, California, University Press; Londres, Humphrey Milford, xxi-369 p.; prix : 5 doll.
- Bresslau (Harry).** Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien; publ. par Hans Walter Klewitz, t. II, 2^e partie, 2^e édit. Berlin et Leipzig, Walter De Gruyter, 1931; prix : 18 rm.
- Brunner (Heinrich).** Abhandlungen zur Rechtsgeschichte. Gesammelte Aufsätze, herausgegeben von Karl Rauch. Weimar, H. Böhlau, 1931, 2 vol., vi-722 et vi-672 p.; prix : 75 m. les 2 vol.
- Burnett (Edmund C.).** Voir Letters of members.
- Burtin (Nicolas).** Un semeur d'idées au temps de la Restauration : le baron d'Eckstein. E. de Boccard, 1931, xviii-408 p.
- Camm (Dom Bede).** Nine martyr monks. The lives of the English benedictine martyrs beatified in 1929. Londres, Burns, Oates et Washbourne, 1931, xv-386 p.; prix : 15 s.
- Camon (général).** Quand et comment Napoléon a conçu son système de manœuvre.
- Berger-Levrault,** 1931, vii-169 p.; prix : 18 fr.
- Capasso (Carlo).** Italia e Oriente. Florence, « La nuova Italia », 1932, 292 p.; prix : 20 l.
- Cappati (Louis).** Belvédère sous la Révolution. Nice, Annales du comté de Nice, 1932, 11 p.
- Carneades (Diciarchos).** La matière, l'esprit et l'intellect vivant. Avec la collaboration de Basile Recatas. Les Presses universitaires de France, 1932, xi-180 p.
- Carpenter (Jesse T.).** The South as a conscious minority, 1789-1861. New-York University Press, 1930, x-315 p.; prix : 6 doll.
- Case (Lynn M.).** Franco-italian relations 1860-1865. The Roman question and the Convention of September. Philadelphie, University of Pennsylvania Press. Londres, H. Milford, 1932, xii-351 p.; prix : 3 doll. 50.
- Cénival (Pierre de).** Sources inédites de l'histoire du Maroc. 2^e série : Dynastie italienne. Archives et bibliothèques de France. T. IV : Mai 1693-novembre 1698. Paul Geuthner, 1931, xvi-731 p.
- Cérémonial du sacre des rois de France,** avec le formulaire en latin et en français. La Rochelle, éditions Rupella. Charles Millon, 1931, 121 p.
- Chaponnière (Paul).** Voltaire chez les Calvinistes. Genève, édit. du Journal de Genève, 1932, in-4^e, xix-180 p.
- Chazelas (Victor).** Territoires africains sous mandat de la France. Cameroun et Togo. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, 240 p.
- Chesnelong (Charles).** Les derniers jours de l'Empire et le gouvernement de M. Thiers. Mémoires publiés par son petit-fils. Librairie académique Perrin, 1932, ii-245 p.; prix : 15 fr.
- Clark (John Maurice).** The costs of the world war to the American people. Yale University Press, 1931, x-316 p.; prix : 3 doll. 50.
- Claude (Georges).** Souvenirs et enseignements d'une expérience électorale. Nouvelle Librairie française, 1931, 286 p.; prix : 12 fr.
- Cole (the Rev. William).** The Blecherley diary, 1765-1767; publ. par Francis Giffin Stokes. Londres, Constable, 1931, xiii-392 p.; prix : 16 s.
- Contenau (Dr G.).** Manuel d'archéologie orientale, depuis les origines jusqu'à l'époque d'Alexandre. T. II et III. Auguste Piccard, 1931, 2 vol., p. 547 à 1685.
- Corcos (Fernand).** Catéchisme des parties

- politiques. Historique, doctrine et programme de tous les partis politiques en France pour les élections de 1932. Éditions Montaigne, 1932, 251 p.; prix : 15 fr.
- Cornelia Connelly, fondatrice de la Société du Holy Child Jésus, 1809-1859, par une religieuse de son ordre. Plon, 1931, 308 p.
- Coulon (Marcel). La poésie priapique dans l'Antiquité et au Moyen Age. Éditions du Trianon, 1932, 166 p.
- Courau (Robert). Ferdinand de Lesseps. Grasset, 1932, 293 p.; prix : 20 fr.
- Dacier (Émile). Gabriel de Saint-Aubin, peintre, dessinateur et graveur, 1724-1780. Tome II : Catalogue raisonné. Van Oest, 1931, xvi-263 p. et XLI pl.
- Danton (George H.). The culture contacts of the United States and China. The earliest Sino-american culture contacts, 1784-1844. Londres, H. Milford, 1931, xiv-133 p.; prix : 14 s.
- Dearborn (H. A. S.). The life of William Bainbridge, Esq. of the United States Navy; edited by James Barnes. Princeton University Press et Londres, H. Milford, 1931, xvii-218 p.; prix : 35 s. 6 d.
- Dechéne (Abel). Le dauphin, fils de Louis XV. Librairie du Dauphin, 1931, 366 p.; prix : 20 fr.
- Deimling (Berthold von). Souvenirs de ma vie. Ed. Montaigne, s. d. (1931), 319 p.; prix : 15 fr.
- Delachenal (R.). Histoire de Charles V. T. IV : 1368-1377. T. V : 1377-1380. Aug. Picard, 1931, 2 vol., 610 et 529 p.
- Delacroix (Eugène). Journal; nouvelle édition publiée par André Joubin. 3 vol. in-8°, xxv-503, 483, 518 p.; prix : 50 fr. chaque.
- Delavignette (Robert). Afrique occidentale française. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, 244 p.
- Delchaye, S. J. (Hippolyte). « In Britannia » dans le martyrologe hiéronymien. Londres, H. Milford, 1931, 21 p.; prix : 2 s.
- Deloche (Mazimin). Richelieu et les femmes. Émile-Paul, 1931, 200 p.; prix : 13 fr. 50.
- Delsaux (Hélène). Condorcet, journaliste, 1790-1794. Honoré Champion, 1931, 354 p.; prix : 50 fr.
- Detrez (chanoine L.). Mère Natalie, fondatrice de la Congrégation des Filles de l'Enfant-Jésus, 1778-1858. Lille, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1930, ix-420 p.
- Donat (Jean). Consultation en Sorbonne sur la question des mariages de protestants. Extrait des « Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse ». Imprimerie Toulousaine, 1931, p. 131-136.
- Donat (Jean). La carrière politique du général Dupuy. Ibid., p. 83-129.
- Donnan (Elizabeth). Documents illustrative of the history of the Slave Trade to America. Vol. II : The eighteenth century. Washington, Carnegie Institution, 1931, LXII-731 p.
- Doubek (Franz A.) et Schmid (Heinrich Felix). Das Schöffenchuch der Dorfge-meinde Krzamenica, 1451-1482. Leipzig, Hirzel, 1931.
- Douglas (D. C.). Feudal documents from the abbey of Bury St. Edmunds. Londres, H. Milford, 1932, xiv-clxxi-247 p., 1 fac-similé; prix : 30 s.
- Dubech (L.) et Espezel (P. d'). Histoire de Paris, t. II. Les Éditions pittoresques, 1931, 238 p.
- Du Bus (Charles). Démocartographie de la France, des origines à nos jours. Félix Alcan, 1931, xiii-205 p.; prix : 50 fr.
- Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la révolution monarchique, 1757-1792. Ibid., 1931, xix-524 p.; prix : 80 fr.
- Duinker (A. C. M.). Claude de Sainte-Marthe, prêtre et confesseur de Port-Royal. Haarlem, Willink et fils, 1932, 171 p.; prix : 2 fl. 50.
- Dumolin (Maurice). Le château d'Oiron. Henri Laurens, 1931, 93 p., 31 gravures et 3 plans; prix : 7 fr. 50.
- Duthuit (Georges). La sculpture copte. Statues. Bas-reliefs. Masques. Van Oest, 1931, 63 p., LXXII pl.
- Edmonds (Sir James E.). Military operations. France and Belgium (t. V de la « History of the Great War »). Londres, Macmillan, 1931, 2 vol. : I, 533 p.; II, appendices, 231 p.; III, cartes; prix : 12 s. 6 d., 7 s. 6 d. et 5 s. 6 d.
- Edward VII. Personal letters; publ. par le lieutenant-colonel J. P. C. Sewell. Londres, Hutchinson, 254 p., illustr.; prix : 12 s. 6 d.
- Egert (baron B. d'). Les révolutions sociales dans l'Antiquité et dans le Moyen Age. Aperçu historique. 2^e édit., revue et complétée. Alexandrie, Albert Molco, 1931, 74 p.
- Elgood (lieutenant-colonel P. G.). Bonaparte's adventure in Egypt. Londres, H. Milford, 1931, 262 p., 16 pl. et 2 cartes; prix : 12 s. 6 d.
- Elsass-Lothringischer Atlas, hgg. von Georg Wolfram et Werner Gley. Wissenschaftlicher Institut der Elsass-Lothringer in Reich. Francfort-sur-le-Main, 1931, 45 cartes; prix : 30 m.
- Erlanger (Philippe). Marguerite d'Anjou,

IV LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- reine d'Angleterre. Édit. Émile-Paul, 1932, 287 p.; prix : 18 fr.
- Evans (Sir Arthur)*. The earlier religion of Greece in the light of Cretan discoveries. Londres, Macmillan, 1931, 42 p.; prix : 2 s. 6 d.
- Eydoux (Henri-Paul)*. Savorgnan de Brazza. Médailleurs coloniaux. Larose, 1932, 122 p.
- Fajj (Bernard)*. Georges Washington, gentilhomme. Bernard Grasset, 315 p., 1 carte; prix : 20 fr.
- Felicio dos Santos (Joaquim)*. Le diamant au Brésil; trad. de *Manoel Gahisto*. Société Les Belles-Lettres, 1931, 288 p.; prix : 20 fr.
- Ferrat (A.)*. Histoire du parti communiste français. Bureau d'éditions, 1931, 259 p.; prix : 12 fr.
- Février (J.-G.)*. Essai sur l'histoire politique et économique de Palmyre. J. Vrin, 1931, viii-157 p.
- La religion des Palmyréniens. J. Vrin, 1931, xx-249 p.
- Flavius Josephé*. Œuvres complètes. T. VI : Guerre des Juifs, livres I-VII; trad. par *René Harmand*. Ernest Leroux, 1932, 286 p.; prix : 40 fr.
- Fliche (Augustin)*. Histoire du Moyen Age. T. II : L'Europe occidentale de 888 à 1125. Les Presses universitaires, 1931, 672 p.; prix : 60 fr.
- Foa (Salvatore)*. Vittorio Amedeo I, 1587-1637. Turin, G. B. Paravia, s. d. (1930), vi-312 p.; prix : 17 l.
- Frey-Sallmann (Alma)*. Aus dem Nachleben antiker Göttergestalten. Die antike Gottheiten in der Bildbeschreibung des Mittelalters und der italienischen Frührenaissance. Leipzig, Dieterich, 1931, xvi-184 p. et 12 planches; prix : 7 m.
- Frisbee (George)*. Edward de Vere, a great Elizabethan. Londres, Cecil Palmer, 1931, ix-145 p.
- Froissart*. Chroniques. T. XII : 1356-1388; publ. par *Léon Mirot* (Société de l'histoire de France). Champion, 1931, lxxvii-391 p.
- Froment (Pierre)*. L'insurrection ouvrière de 1831. Bureau d'éditions, 1931, 96 p.; prix : 3 fr.
- Gaudefroy-Demombynes*. Les institutions musulmanes. Nouvelle édition revue. E. Flammarion, 1931, 236 p.; prix : 9 fr.
- Gay (J.)*. Les deux Romes et l'opinion française. Les rapports franco-italiens depuis 1815. Félix Alcan, viii-246 p.; prix : 30 fr.
- Gazier (Cécile)*. Ces Messieurs de Port-Royal. Perrin, 1932, 255 p.; prix : 25 fr.
- Gebelin (François)*. La Sainte-Chapelle et la Conciergerie. Laurens, 1932, 120 p.; prix : 7 fr. 50.
- Geiss (Hans)*. Geld-und naturalwirtschaftliche Erscheinungsformen im staatlichen Aufbau Italiens während der Gotenzeit. Stuttgart, Kohlhammer, 1931, xi-66 p.; prix : 4 m. 20.
- Gernour (Alfred)*. La chouannerie de 1832 dans la région de Châteaubriant. Châteaubriant, imprimerie L. Lemarrie, 1929, 71 p.
- Les pionniers de l'Enseignement public dans l'arrondissement de Châteaubriant. Ibid., 1931, 83 p.
- M^{me} de Senonnes, 1783-1828. Ibid., 1931, 127 p.; prix : 15 fr.
- Gervais (André)*. Un grand ennemi : Nelson. La Renaissance du livre, in-12, 246 p.; prix : 15 fr.
- Geyer (Fritz)*. Makedonien bis zur Thronbesteigung Philipps II. Munich et Berlin, R. Oldenburg, 1930.
- Gibb (H. A. R.)*. The Damascus chronicle of the Crusades. Extracted and translated from the chronicle of Ibn Al-Qalanisi. Londres, Luzac, 1932, 368 p.
- Gibert (J.-A.)*. Le musée des Beaux-Arts de Marseille. H. Laurens, 1932, in-16, 62 pl.; prix : 5 fr.
- Gignoux (C.-J.)*. Rouvier et les finances. Gallimard, 1931, 254 p.
- Girault (Arthur)*. Principes de colonisation et de législation coloniale. T. IV, 3^e partie : L'Afrique du Nord; 1 : L'Algérie. 5^e édit. revue et augmentée. Librairie du Recueil Sirey, 1931, 478 p.; prix : 25 fr.
- Goethals (Augustin)*. Mélanges d'histoire du christianisme. Anti-Eisler : Un peu de polémique. Bruxelles, Lamertin, et Paris, Fischbacher, 1932, 123 p.; prix : 15 fr.
- Golovine* (lieutenant général *Nicholas N.*). The Russian army in the World War. New-Haven (Conn.), Yale University Press; Londres, H. Milford, 1931, xix-286 p.; prix : 3 doll. 25.
- Goodykoontz (Colin B.)*. Voir Willard (*James F.*).
- Grand (Georges)*. Sommes-nous riches? Le franc d'aujourd'hui, 1913-1931. Sa valeur. Marcel Giard, 1932, in-8°, 141 p.; prix : 20 fr.
- Granzin (Martin)*. Die Arenga (Einleitungsformel) der mittelalterlichen Urkunde. Chez l'auteur, Torgau, Friedrichplatz 11, 80 p.
- Green (Fletcher M.)*. Constitutional development in the South Atlantic States, 1776-1860. A study in the evolution of Democracy. Chapel Hill. The University

- of North Carolina Press. Londres, H. Milford, 1930, xiv-328 p.; prix : 18 s.
- Greenaway (G. W.)*. Arnold of Brescia. Cambridge, at the University Press, 1931, xi-237 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Grub (Isabel)*. Quakerism and industry before 1800. Londres, Williams et Norgate (1930), 192 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Halfants (chanoine Paul)*. Le cardinal Pie. Discours choisis, 2^e édit. Bruxelles, éditions Halfants, 1924, 177 p.; prix : 6 fr. 50.
- Hall (Hubert)*. Voir Select cases.
- Haristoy (Just)*. L'épargne des travailleurs. La spéculation et le néo-capitalisme aux États-Unis. Marcel Giard, 1932, 427 p.; prix : 60 fr.
- Hermelink (Heinrich) et Maurer (Wilhelm)*. Reformation und Gegenreformation. Handbuch der Kirchengeschichte. Tome III. Tubingue, J. C. B. Mohr, 1931, xi-395 p.; prix : 13 m. 50.
- Herzog (Rudolf)*. Die Wunderheilungen von Epidauros. Ein Beitrag zur Geschichte der Medizin und der Religion. Leipzig, Dietrich, 1931, 164 p.; prix : 10 m. 50.
- Hess (Fanny)*. Albert Sorel als Historiker. Léna, Frommann, 1932, 64 p.; prix : 2 m. 70.
- Hofmeister (Adolf)*. Die geschichtliche Stellung der Universität Greifswald. Rede gehalten am Gedenktag des 475 jährigen Bestehens der Universität am 13. november 1931. Greifswald, L. Bamberg, 1932, 50 p.; prix : 2 m. 50.
- Holand (Hjalmar R.)*. The Kensington stone. A study in pre-columbian american history. Ephraim Wisc., H. R. Holand, 1932, viii-316 p.; prix : 3 doll.
- Homeyer (G.)*. Die deutschen Rechtsbücher des Mittelalters und ihre Handschriften. Zweite Abteilung. Verzeichnis der Handschriften. Weimar, Böhlau, 1931, 323 p.; prix : 18 m.
- Hommel (Hildebrecht)*. Metoikoi. Terminologie, Geschichte und System des athenischen Beisassenrechts. Stuttgart, Metzler (extrait de la Real Encyclopädie), t. XV, p. 1416-1458.
- Homo (Léon)*. Les empereurs romains et le christianisme. Payot, 1931, 234 p.; prix : 24 fr.
- Honeywell (Roy J.)*. The educational work of Thomas Jefferson. Cambridge, Harvard University Press, 1931, xiv-295 p.; prix : 3 doll.
- Howard (Harry N.)*. The partition of Turkey. A diplomatic history, 1913-1923. Norman, University of Oklahoma Press, 1931, 486 p.; prix : 5 doll.
- Ibbeken (Rudolf)*. Das aussenpolitische Problem. Staat und Wirtschaft in der deutschen Reichspolitik, 1880-1914. Schleswig, J. Ibbeken, 1928, 285 p.
- Insh (George Pratt)*. The Company of Scotland trading to Africa and the Indies. Londres et New-York, Charles Scribner, 343 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Institut colonial international. XXI^e session. Paris, 5, 6, 7, 8 mai 1931. T. I : Rapports préliminaires. La répartition des activités économiques entre les colonies et les métropoles. T. II : Compte-rendu. Bruxelles, Établissements généraux d'imprimerie, 2 vol., 246 et 292-clxxx p.; prix : 20 fr. belges le vol.
- Irwin (Ray W.)*. The diplomatic relations of the United States with the Barbary Powers, 1776-1816. Chapel Hill. The University of North Carolina Press. Londres, H. Milford, 1931, x-225 p.; prix : 18 s.
- Ithurriague (Jean)*. Les idées de Platon sur la condition de la femme au regard des traditions antiques. J. Gamber, 1931, 161 p.
- Jalabert (Denise)*. La sculpture française. Évolution et tradition, des vieux maîtres romans à Carpeaux. A. Colin, 1931, 218 p. et 32 pl. hors texte; prix : 30 fr.
- James (Montague Rhodes)*. The Apocalypse in Art. Londres, H. Milford, 1931, 115 p.; prix : 6 s.
- Jammy-Schmidt*. Les grandes thèses radicales. Éditions des Portiques, [1932], 346 p.
- Jaurès (Jean)*. Études socialistes. I : 1888-1897; textes présentés par Max Bonnafous. Rieder, 1931, 432 p.; prix : 50 fr.
- Journal of the Commissioners for trade and plantation, janv. 1741-42 to dec. 1749, preserved in the Public Record Office. Londres, H. M.'s stationery office, 1931, 510 p.; prix : 1 £ 12 s. 6 d.
- Jung (Nicolas)*. Un franciscain théologien du pouvoir pontifical au xiv^e siècle : Alvaro Pelayo, évêque et pénitencier de Jean XXII. J. Vrin, 1931, 245 p.; prix : 25 fr.
- Just (Leo)*. Das Erzbistum Trier und die Luxemburger Kirchenpolitik von Philipp II bis Joseph II. T. I. Leipzig, Hiersemann, 1931, xxviii-453 p.
- Kaplan (A. D. H.)*. Henry Charles Carey. A study in american economic thought. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1931, 96 p.
- Kellogg (Charlotte)*. Jadwiga, Poland's Great Queen. New-York, The Macmillan Company, 1932, xxvi-304 p.; prix : 2 d. 50.

- Knaplund (Paul)*. Letters from Lord Sydenham, governor-general of Canada to Lord John Russell, 1839-1841. Londres, George Allen et Unwin, 185 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Krüger (Gustav)*. Das Papsttum. Seine Idee und ihre Träger. 2^e édit. Tubingue, Mohr, 1932, vii-158 p.; prix : 4 m.
- La Brière (Yves de)*. L'organisation internationale du monde contemporain et la Papauté souveraine. 3^e série : 1927-1928-1929. Éditions Spes, 1930, 282 p.; prix : 20 fr.
- Lacoste (L.)*. La marine algérienne sous les Turcs. L'amirauté d'Alger à travers l'histoire. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, 64 p.
- Lama (Fr. de)*. Chronique de Konnersreuth. Année 1929; trad. de Vincent Lavrot. Mulhouse, Salvator, 1932, 333 p.; prix : 15 fr.
- Lambruschini (Raffaello)*. Dell' autorità e della libertà. Pensieri d'un solitario; édit. critique par *Angiolo Gambaro*. Florence, La Nuova Italia, [s. d.], xii-440 p.; prix : 24 l.
- Langdon (Stephen Herbert)*. The mythology of all races. Vol. V : Semitic mythology. Boston : Archaeological Institute of America. Marshall Jones Company, 1931, xx-454 p.
- Langlois (Marcel)*. Les provinces françaises. L'Orléanais. Anthologies illustrées. H. Laurens, 1932, 236 p. et 134 gravures; prix : 20 fr.
- Lantier (Raymond)*. Ausgrabungen und neue Funde in Frankreich, 1915-1930. Palaolithikum bis Römerzeit (extrait du 20^e rapport de la « Römisch germanische Kommission », 1931), 146 p., 17 pl.
- La Révérende Mère Marie-Thérèse des Anges*. Bloud et Gay, 1931, 256 p.; prix : 12 fr.
- Laski (Harold J.)*. Studies in law and politics. Londres, George Allen et Unwin, 1932, 299 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Latouche (Robert)*. Les mesures de capacité en Dauphiné, du xiv^e siècle à la Révolution française. Grenoble, impr. Allier, 1931.
- Lavedan (Pierre)*. Dictionnaire illustré de la mythologie et des antiquités grecques et romaines. Hachette, 1931, 1,039 p. et 105 illustrations.
- Lebey (André)*. Main votive aux Gracques. Albin Michel, 1932, 188 p.; prix : 10 fr.
- Leclercq (Dom Henri)*. Saint Jérôme. Éditions Haflants, 1927, in-12, 175 p.; prix : 12 fr. 50.
- Leenhardt (Franz J.)*. La mission intérieure et sociale de l'Église, d'après Wichern, 1808-1881. Éditions « Je sers », 1931, xv-398 p.
- Le Foyer (Jean)*. Exposé du droit pénal normand au xiii^e siècle. Librairie du Recueil Sirey, 1931, 315 p.
- Legendre (Dr A. F.)*. La crise mondiale. L'Asie contre l'Europe. Plon, 364 p.
- Lenôtre (G.)*. Les derniers terroristes. Histoires de France. Firmin-Didot, 1932, 218 p.; prix : 20 fr.
- Le Trocquer (Yves)*. La route et sa technique. Les questions du temps présent. Félix Alcan, 1931, viii-116 p.; prix : 12 fr.
- Letters of members of the Continental Congress; edited by *Edmund C. Burnett*. Vol. V : Jan. 1, 1780, to Feb. 28, 1781. Washington, Carnegie Institution, 1931, lxiv-611 p.
- Lhermet (J.)*. Pascal et la Bible. J. Vrin, 1931, v-708 p.; prix : 60 fr.
- Lloyd (J. E.)*. Owen Glendower. Oxford, at the Clarendon Press, 1931, viii-161 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Locher (Th. J. G.)*. Die nationale Differenzierung und Integrierung der Slovaken und Tscheschen in ihrem geschichtlichen Verlauf bis 1848. Haarlem, H. D. Tjeenk Willink et fils, 1931, 208 p.
- Londres (Albert)*. Les comitadjis, ou Le terrorisme dans les Balkans. Albin Michel, 250 p.; prix : 15 fr.
- Lote (René)*. Les visages de l'Allemagne à travers la géographie et l'histoire. Grenoble, Didier et Richard, 1931, 146 p.
- Lozoya (marqués de)*. Historia del arte hispanico. T. I. Barcelone, Salvat, 1931, xxxii-532 p.
- Lüdthe (Gerhard)*. Voir Minerva Handbücher.
- Macalister (R. A. S.)*. Tara, a pagan sanctuary of Ancient Ireland. Londres, Scribner's sons, 1931, 208 p.
- MacKertie (E. Marianne)*. Mary of Guise-Lorraine, Queen of Scotland. Londres, Sands, 1931, 278 p., 16 illustr.; prix : 10 s. 6 d.
- Madol (Hans Roger)*. Godoy ; das Ende des alten Spanien. Der erste Diktator unserer Zeit. Berlin, Deutsche Verlags-Aktiengesellschaft, 1931, 325 p., 8 portraits et 3 fac-similés.
- Mahieu (chanoine Léon)*. Vie de M. l'abbé Libert, professeur au grand séminaire de Cambrai, vicaire général de Rouen. Desclee, de Brouwer et C^{ie}, 1930, x-187 p.; prix : 20 fr.
- Maigret (Julien)*. Afrique équatoriale française. Société d'éditions géographiques et coloniales, 1931, 220 p.

- Mainage (Th.).** La Révérende Mère Saint-Dominique de La Croix, fondatrice et prieure générale des Dominicaines de la Congrégation de Sainte-Catherine de Sienna. Téqui, 1929, 2 vol., xix-361 p. et 374 p.
- Mallory (Walter H.).** Political handbook of the world, 1932. New-York, Harper et frères, 1932, 200 p.; prix : 2 doll. 5 c.
- Malo (Henri).** Thiers, 1797-1877. Payot, 1932, 599 p.; prix : 40 fr.
- Maranini (Giuseppe).** La costituzione di Venezia dopo la serrata del Maggiore Consiglio. Venise, Pérouse et Florence, « La Nuova Italia », 503 p.; prix : 30 l.
- Mardrus (J.-C.).** Pages capitales. Fasquelle, 1931, 218 p.; prix : 30 fr.
- Marguet (F.).** Histoire générale de la navigation, du x^v au x^x siècle. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, 306 p.
- Martin (Alfred von).** Soziologie der Renaissance zur Physiognomik und rhythmik bürgerlicher Kultur. Stuttgart, Ferd. Enke, 1932, xii-135 p.
- Marionne (Emm. de).** Géographie universelle. T. IV : Europe centrale. 2^e partie. Armand Colin, 845 p.; prix : 120 fr.
- Mater (André).** Les Jésuites. Rieder, 1931, in-12, 199 p.; prix : 15 fr.
- Mauclair (Camille).** Au soleil de Provence. Grenoble, Arthaud, 1931, 141 p.
- Mauri (Angelo).** Pietro Verri riformatore. Milan, Società editrice « Vita e pensiero », 1931, 83 p.
- Mavrogordato (John).** Modern Greece. A chronicle and a survey, 1800-1931. Londres, Macmillan, 1931, xi-251 p.; prix : 10 s. 6.
- Mazel (Abraham) et Marion (Élie).** Mémoires inédits sur la guerre des Cévennes, 1701-1708; publ. par Charles Bost. Fischbacher, 1931, 237 p.; prix : 40 fr.
- Mc Clellan (George B.).** Venice and Bonaparte. Princeton University Press. Londres, H. Milford, 1931, ix-307 p.; prix : 18 s. 6 d.
- Megaro (Gaudence).** Vittorio Alfieri, forerunner of italian nationalism. New-York, Columbia University Press, P. S. King et fils, 1930; prix : 3 doll.
- Melange (F.).** Par la voie étroite : Frère Mutien Marie. Namur, La Procure, 1928, 247 p.
- Mélanges Albert Dufourcq; études d'histoire religieuse.** Plon, 1932, xxii-316 p., 7 gravures; prix : 25 fr.
- Messenger (Rev. E. C.).** Evolution and theology. The problem of Man's origin. Londres, Burns, Oates et Washbourne, 1931, 313 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Meunier (Mario).** Sappho. Anacréon et Anacréontiques. Bernard Grasset, 1932, 248 p.; prix : 20 fr.
- Minerva-Handbücher.** 2^{te} Abteilung; hgg. von Paul Wentzke und Gerhard Lüdtke. Band I : Deutsches Reich, Dänemark, Estland, Finnland, Lettland, Litauen, Luxemburg, Niederlande, Norwegen, Oesterreich, Schweden, Schweiz. Berlin et Leipzig, W. de Gruyter, 1931, 3 fasc., 120, 121-280, 281-440 p.; prix : 10, 12 et 12 m.
- Momigliano (Arnoldo).** L'opera dell'imperatore Claudio. Florence, Vallecchi, 1932, 143 p.; prix : 10 lire.
- Mondaini (G.) et Cabrini (A.).** L'evoluzione del lavoro nelle colonie, e la Società delle Nazioni. Padoue, Cedam, 1931, xiv-378 p.; prix : 48 l.
- Montagne (Robert).** La vie sociale et la vie politique des Berbères. Éd. du Comité de l'Afrique française, 1931, 137 p.
- Morandi (Rodolfo).** Storia della Grande Industria in Italia. Bari. Laterza, 1931, 300 p.; prix : 22 l.
- Moreau (Dom Hildebrand de).** Dom Hildebrand de Hemptinne, abbé de Maredsous, premier primat de l'ordre bénédictin, 1849-1913. Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1930, 395 p.; prix : 15 fr.
- Moura (Jean) et Louvet (Paul).** Calvin. Grasset, 1931, 358 p.; prix : 25 fr.
- Neilson (N.).** Voir Year-books.
- Niccolini (Giovanni).** Il tribunato della plebe. Milan, Hoepli, 1932, viii-202 p.; prix : 25 l.
- Nieri (Nora).** Arcangelo Michele Migliarini, 1779-1865, etruscologo ed egiptologo. Rome, Bardi (Memorie della R. Accademia dei Lincei. 6^e série, vol. III, fasc. VI).
- Nogaro (Bertrand) et Moye (Marcel).** Le régime douanier de la France. Politique douanière et traités de commerce. Librairie du Recueil Sirey, 1931, 358 p.; prix : 45 fr.
- Norton (Clarence Clifford).** The democratic Party in ante-bellum North Carolina, 1835-1861. Chapel Hill. The University of North Carolina Press. Londres, H. Milford, 1931, 276 p.; prix : 18 s.
- Obermaier (Hugo).** Urgeschichte der Menschheit, Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1931, xiv-347 p.; prix : 14 m. 50.
- Oman (Sir Charles).** The coinage of England. Oxford, at the Clarendon Press. Londres, H. Milford, 1931, xii-395 p. et XLV planches; prix : 21 s.
- Omodeo (Adolfo).** L'età del Risorgimento

VIII LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- italiano. Nuova edizione riveduta ed ampliata. Messine, Giuseppe Principato, [1931], 564 p.; prix : 40 l.
- Palhories (F.)*. Dante et la Divine Comédie. F. Lanore, 1931, 210 p.
- Patzelt (Erna)*. Die fränkische Kultur und der Islam. Baden, Vienne, Leipzig, Brünn, Rudolf M. Rohrer, 1932, 244 p.
- Peake (Harold) et Fleure (John)*. Merchant venturers in bronze. Londres, H. Milford, 1931, vii-168 p., 67 illustr. et cartes; prix : 5 s.
- Pelau (Margaret)*. L'influence du Brut de Wace sur les romanciers français de son temps. E. Droz, 1931, 171 p.
- Peretti (Lydie)*. Letizia Bonaparte, la mère de l'Empereur. Plon, 1932, ix-246 p.; prix : 12 fr.
- Perieteanu (Alexandre)*. Traité de mécanique économique. Marcel Giard, 1932, 297 p.; prix : 40 fr.
- Pérouse (Gabriel)*. Carte féodale de la Maurienne au xv^e siècle. Chambéry, Dardel, 1931, 15 p. et une carte; prix : 4 fr.
- Petù (le R. P. François)*. Un mystique rhénan du xiii^e siècle : le Bienheureux Hermann-Joseph, prêtre chanoine régulier de l'ordre de Prémontré. Abbaye de Mondaye, 1930, 143 p.; prix : 9 fr.
- Pfeilschifter (Georg)*. Korrespondenz des Fürststabs Martin II Gerbert von St Blasien. I Band : 1752-1773. Karlsruhe, C. F. Müller, 1931.
- Phipps (colonel Ramsay Weston)*. The armies of the first French Republic, and the rise of the marshalls of Napoleon I. Londres, H. Milford, 1931, xvi-286 p.; prix : 18 s.
- Picavet (C.-G.)*. L'Europe politique, de 1919 à 1929. Félix Alcan, 1931, x-190 p.
- Pickman (Edward Motley)*. The collapse of the scholastic hierarchy in seventeenth-century France. Boston, Massachusetts, 1931, 34 p.
- Picotti (G. B.)*. Il senato romano e il processo di Boezio. Florence, Leo S. Olschki, 1931, 26 p.
- Un episodio di politica ecclesiastica Medicea. Pise, Arti grafiche Pacini Mariotti, 1930, p. 77-116.
- Pictet (Paul)*. Affaire des zones franches de Gex et de la Haute-Savoie. Duplique. Genève, impr. du « Journal de Genève », 1931, 34 p.
- Pirenne (H.)*. Histoire de Belgique. T. VII : De la révolution de 1830 à la guerre de 1914. Bruxelles, Lamertin, 1932, 416 p.
- Pivert (Marceau)*. L'Eglise et l'Ecole. Perspectives prolétariennes. Eugène Figuière, 1932, 256 p.; prix : 15 fr.
- Plus (le R. P. Raoul)*. Le baptême dans l'archéologie et l'art chrétien. Bloud et Gay, 1931.
- Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.)*. Le second différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel, 36 p. (extrait des « Mélanges Albert Dufourcq »).
- Poëte (Marcel)*. Une vie de cité : Paris, de sa naissance à nos jours. T. III : La spiritualité de la cité classique. Les origines de la Cité moderne (xvi^e-xvii^e siècles). Auguste Picard, 1931, ix-576 p. et un plan de Paris; prix : 60 fr.
- Poirier (Alice)*. Les idées artistiques de Chateaubriand. Les Presses universitaires de France, 1930, xv-462 p.
- Politique extérieure (la) de l'Allemagne, 1870-1914. Documents officiels. T. XV : 31 août 1898-20 février 1899; trad. par J. Molitor. Alfred Costes, 1932, xxxi-273 p.
- Porter (Arthur Kingsley)*. The crosses and culture of Ireland. New-Haven, Yale University Press, 1931, xxiii-143 p. et 215 figures.
- Poux (Joseph)*. La Cité de Carcassonne. Histoire et description. 3 vol. Toulouse, Privat et Paris, H. Didier, 1927-1931. I, 336 p., 40 figures, 1 carte; II et III, 381 p., 17 pl. et figures, 622 p., 117 figures, 41 pl., 1 plan général de la cité.
- Problèmes (les) de la Révolution espagnole. Les cahiers de contre-enseignement prolétarien, 1931, 47 p.; prix : 1 fr.
- Registres du Conseil de Genève. T. XI : Du 9 février 1528 au 27 juin 1531. Genève, Société d'histoire et d'archéologie, 1931, 709 p.
- Reicke (Siegfried)*. Das deutsche Spital und sein Recht im Mittelalter. I^{ster} Teil : Geschichte und Gestalt. Stuttgart, Ferdinand Enke, 1932, ix-326 p.; prix : 29 m.
- Richardson (A. E.)*. Georgian England; a survey of the social life, trades, industries and arts, 1700-1820. Londres, Batsford, 1931, viii-202 p.; prix : 21 s.
- Ridgeway (Sir William)*. The early age of Greece, vol. II; publ. par A. S. F. Gow et D. S. Robertson. Cambridge University Press, 1931, 747 p.; prix : 30 s.
- Robinson (Howard)*. Bayle the sceptic. New-York, Columbia University Press, 1931, vii-334 p.; prix : 28 s.
- Rocheblave (Samuel)*. L'âge classique de l'art français. Firmin-Didot, 1932, 204 p. et 20 pl. hors texte; prix : 25 fr.

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8° ; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Acton (Harold)*. The last Medici. Londres, Faber et Faber, 358 p. ; prix : 18 s.
- Acts of the Lords of Council in public affairs, 1501-1554. Selection from the *Acta dominorum Concilii* introductory to the register of the privy Council of Scotland edited by *Robert Kerr Hannay*. Edimbourg, H. M's General Register House, 1932, LXXVII-719 p. ; prix : 25 s.
- Acts of the Privy Council of England, 1621-1623. Londres, H. M's Stationery Office, 1932, 598 p. ; prix : 1 £ 15 s.
- Acuerdos del extinguido Cabildo de Buenos-Aires, série II, t. IX, livres 25-27, années 1745 à 1750. Buenos-Aires, Archivo general de la Nacion, 1931, 701 p.
- Alazard (Jean)*. Ceria, Crès, 1932, 12 pages et 32 planches ; prix : 12 fr.
- Allison (William Henry)*, *Fay (Sidney Bradshaw)*, *Shearer (Augustus Hunt)*, *Shipman (Henry Robinson)*. A Guide to historical Literature. New-York, The Macmillan Company, 1931, xxviii-1.222 p. ; prix : 10 d. 50.
- Altmann (Wilhelm)*. Kammermusik-Katalog. Ein Verzeichnis von seit 1841 veröffentlichten Kammermusikwerken, 4^e édit. Leipzig, Carl Merseburger, 1931, viii-251 p. ; prix : 9 m.
- Angeli (Diego)*. Storia romana di trent'anni, 1770-1800. Milan, Treves, 1931, 276 p. et 26 illustrations ; prix : 25 l.
- Annuaire de documentation coloniale comparée, année 1930. Colonies britanniques. Bruxelles, Établissements généraux d'imprimerie, 1932, 872-xxliii p.
- Archivo del general Miranda. Revolucion francesa ; t. IX et X : Comunicaciones oficiales 1792 a 1793. Caracas, Leon Hermanos, 1931, xxvii-457 p., xxvii-473 p.
- Augustin (saint)*. Choix d'écrits spirituels ; trad. par *Pierre de Labriolle*. J. Gabalda, 1932, 189 p.
- Babelon (Jean)*. Pisanello, 1932. Crès, 28 p. et 64 planches ; prix : 20 fr.
- Bailly (Auguste)*. Jules César. Les grandes études historiques. A. Fayard, 1932, 286 p. ; prix : 12 fr.
- Bardy (abbé Gustave)*. Origène. Les moralistes chrétiens. J. Gabalda, 1931, 312 p. ; prix : 20 fr.
- Origène. De la prière. Exhortation au martyre. Introduction et traduction par *G. Bardy*. J. Gabalda, 1932, 285 p.
- Barrès (Maurice)*. Chronique de la Grande Guerre ; IV : 12 mars-31 mai 1915. Plon, 384 p.
- Basler (Adolphe)* = Modigliani. Crès, 13 pages, 32 pl. ; prix : 20 fr.
- Beaufils (Marcel)*. Schumann. Rieder, 1932, 76 p., 40 pl. ; prix : 20 fr.
- Benoist (Charles)*. Canovas del Castillo. La Restauration rénovatrice. Plon, 1930, iv-400 p.
- Bérard (Victor)*. Tables odysséennes. A. Colin, 1932, 70 p. ; prix : 15 fr.
- Bertrand (Paul)*. Histoire des chevaliers hospitaliers de Saint-Lazare. Édit. du chancelier, 1932, 200 p., 160 illustr. ; prix : 50 fr.
- Bertry (abbé L.)*. Vie de Léon de Jouvanel, député de la Corrèze, 1811-1886. Brive, impr. Chastrousse, Praudel et C^{ie}, 1931, 236 p. ; prix : 12 fr.
- Bieler (Mgr Victor)*. Notice sur les rapports entre l'Église et l'État en Valais depuis 1847. Sion, Chancellerie de l'évêché, 1930, 133 p.
- Bobrzynski (Michal)*. Dzielje Polski w Zarysie, t. III. Varsovie, Gebethner et Wolff, 1931, 442 p., 4 cartes.
- Bonaventura (Arnaldo)*. Boccherini. Milan, Treves, 1931, 218 p. ; prix : 30 l.
- Boninsegna*. Un conflitto tra Francia e Corsica nella Roma del secolo XVII. Livourne, Raffaello Giusti, 1931, ix-80 p. ; prix : 9 l.
- Bonnet-Devilliers (René)*. La guerre du Rif. Ce que j'ai vu au Maroc. Éditions Occitania, s. d. (1926), 140 p.
- Borchardt (Julien)*. Le matérialisme historique. Introduction à la conception matérialiste de l'histoire ; traduit et annoté par *W. K. Bruxelles*, L'Églantine, 1931, 72 p.
- Boucard (Robert)*. Les dessous de l'espionnage allemand. Des documents, des faits.

Suppl. à la Rev. Histor. CLXIX. 2^e Fasc.

II LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- Les éditions documentaires, 247 p.; prix : 12 fr.
- Bouglé (C.)*. Socialismes français. A. Colin, 1932, viii-200 p.; prix : 10 fr. 50.
- Bourcet (Marguerite)*. Miroirs du temps. Psychologie de quatre-vingts ans d'expositions. Ars et Fides. Bloud et Gay, 1932, 190 p.; prix : 12 fr.
- Bourgeois (E.)*, *Chlapowski (de)*, *Henrys (général)*, *Osusky (M.)*, *Rain (P.)*, *Sokolnicki*, *Novakovich (M.)*, *Slavik*. Aperçus européens, 1932, vi-149 p.; prix : 12 fr.
- British documents on the origins of the War, 1898-1914; edited by G. P. Gooch and Harold Temperley; vol. III : The Agadir Crisis. Londres, His Majesty's Stationery Office, 1932, LXXII-917 p.; prix : 17 s. 6 d.
- Brooke (Alan England)*, *Mc Lean (Norman)* et *Thackeray (Henry St. John)*. The old Testament in Greek. Londres, Cambridge University Press, 1932, vol. II, vi et p. 391 à 555.
- Brugger (Otto)*. Geschichte der deutschen Handwerkervereine in der Schweiz 1836-1843. Die Wirksamkeit Weillings (1841-1843). Berne et Leipzig, Paul Haupt, 1932, 209 p.
- Bruneau (André)*. Traditions et politique de la France au Levant. Félix Alcan, 1932, xii-446 p.; prix : 45 fr.
- Buchan (John)*. Julius Caesar. Londres, Peter Davies, 1932, 170 p.; prix : 5 s.
- Cabon (P.-A.)*. Mgr Alexis-Jean-Marie Guilleux, deuxième archevêque de Port-au-Prince (Haïti). Saint-Jacques, Grand Séminaire d'Haïti, 1929, 626 p.; prix : 25 fr.
- Cahen (Léon)*. Les débuts du monde contemporain, 1789-1848. Félix Alcan, 1932, 460 p.; prix : 20 fr.
- Calabi (Augusto)*. La gravure italienne au XVIII^e siècle. Édit. Van Oest, 1931, 74 p. et XCIV pl.
- Campania del Brasil. Antecedentes coloniales; t. I : 1535-1749. Buenos-Aires, Kraft, 1931, LXXXIII-571 p.
- Canal (Séverin)*. Notice historique sur le département de Tarn-et-Garonne en 1830. Montauban, impr. Georges Forestié, 1932, 58 p.; prix : 8 fr.
- Cantinelli (R.)*. Joseph Bernard. Soixante-huit reproductions, notice, catalogue de l'œuvre sculpté. Édit. Van Oest., 1928, 36 p., LXVIII pl.
- Caracciolo (Mario)*. L'Italia e i suoi alleati nella grande guerra, con nuovi documenti. Milan, Mondadori, 329 p.; prix : 20 l.
- Carcopino (Jérôme)*. Ce que Rome et l'Empire romain doivent à la Gaule. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, 36 p.; prix : 2 s.
- Carrière (Victor)*. Bossuet au XX^e siècle : les travaux de Charles Urbain relatifs à Bossuet. Société d'histoire ecclésiastique de France, 1931, 32 p.
- Cartellieri (Alexander)*. Die Weltstellung des deutschen Reiches, 911-1047. Munich et Berlin, Oldenbourg, 1932, xxxviii-573 p.; prix : 28 m.
- Cassi (Gellio)*. Il cardinal Consalvi ed i primi anni della Restaurazione pontificia, 1815-1819. Milan, Società editrice Dante Alighieri, 1931, 213 p.; prix : 12 l.
- Cassou (Jean)*. Le Gréco. Rieder, 1931, 68 p. et 60 pl.; prix : 20 fr.
- Casteels (Maurice)*. L'art moderne primitif. Les éditions Jonquières, 1930, in-4^e, 128 p., 144 pl.
- Cavour (C. Benso di)*. Discorsi parlamentari; t. I : 1848-1850; publ. par Adolfo Omodeo. Florence, La Nuova Italia, cxv-473 p.; prix : 35 l.
- Cecchini (Giovanni)*. Il caleffo vecchio del comune di Siena, vol. I. Florence, Olshki, 1932, in-4^e, xv-424 p.; prix : 200 l.
- Chamberlin (Frederick)*. The private character of Henri VIII. Londres, John Lane, 1932, 390 p.; prix : 18 s.
- Chapman (Maristan)*. Imperial brother. A life of the Duc de Morny. Londres, Philip Allan, 1932, 418 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Chew (Helena M.)*. The english ecclesiastical tenants in chief and knight service xivth. centuries. Londres, H. Milford, xi-203 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Chotzen (Th. M.)*. Primitieve Kelshstiek in de Nederlanden. La Haye, M. Nijhoff, 1931, 58 p.; prix : 1 fl. 20.
- Ciampini (Raffaele)*. Napoleone. Florence, Vallecchi, 1932, 340 p.; prix : 3 l.
- Clark (William Bell)*. Lambert Wickes, sea raider and diplomat. The story of a naval diplomat of the Revolution. New-Haven, Yale University Press; Londres, Humphrey Milford, 1932, xviii-466 p.; prix : 5 doll.
- Conway (Agnes)*. Henri VII's relations with Scotland and Ireland, 1485-1498. With a chapter on the acts of the Poynings Parliament 1494-1495, by Edmund Curtis. Cambridge University Press, 1932, xxii-260 p.; prix : 15 s.
- Cooke (Harold P.)*. Osiris. A study in myths, mysteries and religion. Londres, The Daniel Company, 1931, 169 p.; prix : 5 s.
- Couillard-Després (abbé A.)*. Charles de Saint-Étienne de La Tour, gouverneur-lieutenant général en Acadie, et son temps, 1593-1666. Athabaska. P. O., Canada, 1930, 497 p., 1 carte.
- Croce (Benedetto)*. Storia d'Europa nel secolo

- decimonono, 2^e édit. Bari, Laterza, 1932, 368 p.; prix : 25 l.
- Curtis (Muriel E.)*. Some disputes between the city and the cathedral authorities of Exeter. Manchester, University Press, 1932, 98 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Curtius (Ernst-Robert)*. Essai sur la France; traduit de l'Allemand par J. Benoist-Méchin. Grasset, [1932]; Prix : 15 fr.
- Curzon (H. de)*. Ellevion. Félix Alcan, 1930, 123 p.; prix : 15 fr.
- D'Amia (Amerigo)*. Schiavitù romana e servitù medievale. Contributo di studi e documenti. Milan, Hoepli, 1931, xxiv-310 p.; prix : 40 l.
- Danilov (général Youri)*. Le premier généralissime des armées russes : le grand-duc Nicolas; son rôle dans la guerre mondiale, 1914-1915. Berger-Levrault, 1932, vi-180 p.
- Dedoures (chanoine Louis)*. Le Père Joseph de Paris, capucin : L'Éminence Grise. Beauchesne, 1932, 2 vol., 464 et 372 p.; prix : 125 fr.
- Delaven (Gaston)*. Cléopâtre. Armand Colin, x-254 p.; prix : 20 fr.
- Del Grande (Carlo)*. Espressione musicale dei poeti greci. Naples, Riccardo Ricciardi, 1932, xii-275 p.; prix : 25 l.
- Desdèvises du Désert (G.) et Bréhier (Louis)*. Riom, Mozac, Volvic, Tournol. H. Laurens, 1932, 152 p.; prix : 18 fr.
- Deygas (capitaine F.-J.)*. L'armée d'Orient dans la guerre mondiale, 1915-1919. Préface du maréchal Franchet d'Espérey. Payot, 1932, 319 p.; prix : 20 fr.
- Dölger (Franz)*. Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches; 3^e partie : 1204-1282. Munich, Oldenbourg, 1932, in-4^o, 77 p.; prix : 10 m. 50.
- Donati-Petténi*. Donizetti. Milan, Treves, 1930, 361 p.; prix : 40 l.
- Doughty (Arthur G.)*. Dominion du Canada. Rapport sur les Archives publiques pour l'année 1931. Ottawa, F. A. Acland, 1932, xx et p. 201-522; prix : 1 dollar.
- Ducati (Bruno)*. Maometto. Florence, Le Monnier, 1931, 210 p.; prix : 5 l.
- Duguet*. Le pèlerinage de La Mecque. Rieder, 1932, in-8^o, xii-336 p.; prix : 30 fr.
- Dunan (Marcel)*. L'automne serbe. Le drame balkanique de 1915. Berger-Levrault, 1931, viii-269 p.; prix : 12 fr.
- Duportal (M^{lle} Jeanne)*. Charles Percier. Reproductions de dessins conservés à la Bibliothèque de l'Institut. Biographies et notices. Maurice Rousseau, 1931, 105 p. et LII planches.
- Duvivier (Maurice)*. Le masque de fer. Armand Colin, 330 p.; prix : 25 fr.
- Eleutheriades (N. P.)*. Πελαγονική Έλλάς; οί Προελλήνες. Athènes, Papadiogiannē, 1931, 350 p.
- Emmanuel (Maurice)*. César Frank. Laurens, 126 p.; prix : 10 fr.
- Ercole (Francesco)*. Da Carlo VIII a Carlo V. La crisi della libertà italiana. Florence, Vallecchi, 1932, 409 p.; prix : 20 l.
- Ermarth (Fritz)*. Theorie und Praxis des fascistisch-korporativen Staates. Heidelberg, Carl Winter, 1932, 127 p.; prix : 6 m.
- Fay (Sidney)*. The influence of the Pre-war in Europe. Boston, Massachusetts histor. Society.
- Ferguson (William Scott)*. The treasurers of Athena. Cambridge (Mass), Harvard University Press, 1932, ix-198 p.; prix : 4 d.
- Fokker (T. H.)*. Jan Siberechts. Bruxelles et Paris, Librairie nationale d'art et d'histoire, 1931, 127 p. et 48 pl.
- Ford (Jeremiah D. M.) et Lansing (Ruth)*. Cervantes. A tentative bibliography of his works and of the biographical and critical material concerning him. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1931, xii-239 p.
- Foster (C. W.)*. The Registrum antiquissimum of the cathedral church of Lincoln; vol. I. The Lincoln Record Society, LXXI-352 p., XX planches et fac-similés.
- Fouchet (Maurice)*. Notes sur l'Afghanistan. Œuvre posthume. Maisonneuve frères, 1931, 228 p.; prix : 20 fr.
- Fourier (Charles)*. Pages choisies. Introduction, par Charles Gide. Librairie du Recueil Sirey, 1932, Lxv-262 p.; prix : 24 fr.
- Fournier (Paul) et Le Bras (Gabriel)*. Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien; t. I : De la réforme carolingienne à la réforme grégorienne. Librairie du Recueil Sirey, 1931, xv-462 p.; prix : 120 fr.
- François-Primo (Jean)*. La jeunesse de Brissot. Bernard Grasset, 1932, viii-340 p.; prix : 15 fr.
- Francolini (Bruno)*. Africa bianca. Panorama fra Mediterraneo e Sahara. Florence, Vallecchi, 1932, 266 p.; prix : 10 l.
- Frenkel (Wladimiro)*. Pompei. Terza edizione. Naples, Alfredo Guida, in-16, 207 p.
- Gandon (abbé Zéphirin)*. Histoire de la congrégation des religieuses du S.-C. de Jésus de Privas, 1810-1930. Avignon, Aubanel, xxiv-270 p.; prix : 15 fr.
- Gardner-Smith (P.), Burkitt (F. C.) et Raven (C. E.)*. The Church of to-day. Cam-

IV LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- bridge University Press, 1930, xiv-379 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Garnier* (chanoine *Adrien*). Frayssinous et la jeunesse. Conférences faites à l'Institut catholique de Paris en 1931. De Gigord, 1932, in-32, 202 p.
- Gelardi* (*Giuseppe Cartella*). Achille Alberti. Turin, Edizioni L'Inprenta, 1932, 303 p.
- Geoffroi de Grandmaison*. L'Espagne et Napoléon. Plon. T. I : 1804-1809, 3^e édit., 1931, xiii-520 p.; prix : 36 fr. T. II : 1809-1811, 2^e édit., 1925, vii-370 p.; prix : 40 fr. T. III : 1812-1813, 1931, v-421 p.; prix : 36 fr.
- Gessler* (*D^r Jan*). Het Brugsche « Livre des Mestiers » en zijn navolgingen. Bruges, 1931, 6 fascicules.
- Ginsburger* (*Ernest*). Les Juifs de Belgique au XVIII^e siècle. Librairie Lipschutz, 1932, 100 p.
- Giraud* (*Victor*). Saint Vincent de Paul. Flammarion, 203 p.; prix : 12 fr.
- Glück* (*Franz*). Adolf Loos. Crès, 15 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Gorce* (*Denys*). Lettres spirituelles de saint Jérôme; I : La doctrine spirituelle. J. Gabalda, 1932, 222 p.
- Gothin* (*Percy*). Francesco Barbaro. Früh-Humanismus und Staatskunst in Venedig. Berlin, Die Runde, 1932, 419 p.
- Goyau* (*Georges*). Les prêtres des missions étrangères. B. Grasset, 1932, 286 p.; prix : 15 fr.
- Gray* (*Cecil*). Sibelius. Londres, Humphrey Milford, 1931, in-12, x-224 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Halévy* (*Daniel*). Courrier de Paris. Les mœurs et l'esprit des nations. Éditions du Cavalier, 1932, 314 p.; prix : 15 fr.
- Haller* (*Johannes*). Tausend Jahre deutsch-französischer Beziehungen. Stuttgart et Berlin, Cotta, 1930, xi-243 p.; prix : 4 m. 50.
- Hanotaux* (*Gabriel*) et *Martineau* (*Alfred*). Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde; t. IV : Afrique occidentale française, par *Maurice Delafosse*; Afrique équatoriale française, par *Auguste Terrier*; La côte des Somalis, par *Alfred Martineau*. Plon, 1932, 611 p.; prix : 150 fr.
- Hantos* (*Elemér*). L'Europe centrale. Une nouvelle organisation économique. Félix Alcan, 1932, xii-258 p.; prix : 15 fr.
- Hartley* (*Dorothy*). Medieval costume and life. Londres, B. T. Batsford, 1931, xiv-142 p.; prix : 12 s.
- Helps* to the study of the Bible. Second edition. Londres, Humphrey Milford, 1931, avec 105 pl. et 12 cartes; prix : 8 s. 6 d.
- Henkel* (*M.-D.*). Le dessin hollandais, des origines au XVIII^e siècle. Éditions Van Oest, 1931, 140 p., 73 pl.
- Héritier* (*Jean*). Trois erreurs politiques : Louis XVI, Robespierre, Napoléon, suivies de Louis XVIII. Librairie de France, 1932, 217 p.; prix : 15 fr.
- Hierarchie catholique (la) et le problème social depuis l'Encyclique « Rerum novarum », 1891-1931. Répertoire bibliographique des documents émanés des souverains pontifes et de l'épiscopat. Éditions Spes, 1931, xvi-336 p.
- Hoste* (*Victor*). Les évêques de La Sallette. Desclée, De Brouwer, 1931, in-12, 450 p.; prix : 15 fr.
- Hourtie* (*Louis*). Hollande. Hachette, 1932, 320 p.
- Hubert* (*Henri*). Les Celtes et l'expansion celtique jusqu'à l'époque de La Tène. La Renaissance du livre, 1932, xxvi-403 p., 12 cartes, 43 figures dans le texte et 4 planches hors texte; prix : 40 fr.
- Institut colonial international. Rapports préliminaires. L'enseignement aux indigènes. Bruxelles, Établissements généraux d'imprimerie, 1931, 796 p.; prix : 20 belgas.
- Jardillier* (*Robert*). La musique de chambre de César Franck. Mellotée, 1931, 228 p.; prix : 20 fr.
- Jarry* (*Paul*). La guirlande de Paris, ou Maisons de plaisance des environs aux XVII^e et XVIII^e siècles. Contet, 1928 et 1931, 2 vol., xii p. et 36 pl. chacun.
- Jenkinson* (*Hilary*) et *Formoy* (*Beryl E. R.*). Select cases in the Exchequer of pleas. Londres, Quaritch, 1932, cxxxvii et 297 p. doubles.
- Joad* (*C. E. M.*). Philosophical aspects of modern science. Londres, George Allen et Unwin, 1932, 344 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Jouan* (*René*). Histoire de la marine française; t. I : Des origines jusqu'à la Révolution. Payot, 1932, 382 p.; prix : 25 fr.
- Kelly* (*Francis M.*) et *Schwabe* (*Randolph*). A short history of costume and armour, chiefly in England, 1066-1800. Londres, B. T. Batsford, 1931, xii-82 p. et xii-86 p. reliés ensemble; prix : 25 s.
- Kienast* (*W.*). Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich; t. II, 1^{re} partie : Utrecht Instituut voor middeleeuwse Geschiedenis. Leipzig et Munich, Duncker et Humblot, 1931, xxxv-228 p.
- Kincaid* (*C. A.*) et *Rao Bahadur D. B. Parasnis*. A history of the Maratha people.

- Londres, H. Milford, 1931, xi-503 p.; prix : 16 s.
- Klein (Paul)*. L'évolution contemporaine des Banques alsaciennes. Histoire d'un essai de régionalisme bancaire. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1931, 414 p.
- Kosch (Wilhelm)*. Das katholische Deutschland. Biographisch-bibliographisches Lexikon. Augsburg, Literarisches Institut von Haas et Grabherr, s. d., 8 fascicules (A-Hagn), 1,280 colonnes.
- Kralik (Richard)*. Histoire de Vienne, depuis l'Empire romain jusqu'à nos jours. Payot, 1932, 408 p.; prix : 30 fr.
- Krarup (Alfred) et Norvin (William)*. Acta processuum litium inter regem Danorum et archiepiscopum Lundensem. Nouv. édit. Copenhagen, Gad, 1932, x-404 p.
- Krusemarck (Götz)*. Württemberg und der Krimkrieg. Halle, Max Niemeyer, 1932, ix-113 p.
- Kunstler (Charles)*. Forain. Rieder, 1931, 62 p. et 60 pl.; prix : 20 fr.
- Laborier-Tradens (A.)*. Les doutes d'un croyant, 2^e édition augmentée. Les Presses universitaires de France, 1931, 230 p.; prix : 20 fr.
- Lally (Frank Edward)*. French opposition to the Mexican policy of the Second Empire. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1931, 163 p.
- Lefevre (Pierre)*. Courte histoire des reliques. Rieder, 1932, 249 p.; prix : 15 fr.
- Léger (Charles)*. Manet. Grés, 13 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Lemmi (F.)*. Carlo Felice, 1765-1831. Turin, Paravia, 1931, vi-264 p.; prix : 16 l.
- Lewis (Charles Bertram)*. Classical mythology and Arthurian romance. A study of the sources of Chrestien de Troyes, « Yvain » and other Arthurian romances. Londres, Humphrey Milford, 1932, xvii-332 p.; prix : 12 s.
- Lhonde (Pierre)*. La France rayonnante : Argentine, Chili, Uruguay, 1930. Gabriel Beauchesne, 1931, 143 p.
- Library of Congress. Report of the librarian of congress for the fiscal year ending June 30, 1931. Washington, United States printing office, 1931, 463 p.
- Loosli (C. A.)*. Hodler. Grés, 16 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Looten (chanoine)*. Chaucer; ses modèles, ses sources, sa religion. Lille, A l'économat des facultés catholiques, 1932, 253 p.; prix : 30 fr.
- Loustaunau-Lacau (capitaine G.) et Montjean (capitaine P.)*. Au Maroc français en 1925. Le rétablissement de la situation militaire. Berger-Levrault, 1928, xii-120 p.; prix : 10 fr.
- Lycourgue contre Léocrate. Fragments; texte établi et traduit par *Félix Durrbach*. Soc. d'édit. Les Belles-Lettres, 1932, lvi-98 p. doubles (texte et traduction); prix : 25 fr.
- Mc Callum (E. D.)*. The iron and steel industry in the United States. Londres, King, 1931, 333 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Macurdy (Grace Harriet)*. Hellenistic Queens. A study of woman-power in Macedonia, Seleucid Syria and Ptolemaic Egypt. Baltimore, The Johns Hopkins Press; Londres, H. Milford, 1932, xv-250 p., 12 pl.; prix : 4 doll.
- McKissack (May)*. The parliamentary representation of the english boroughs during the Middle Ages. Oxford University Press; Londres, H. Milford, 1932, vi-180 p.; prix : 10 s.
- Man (Henri de)*. Réflexions sur l'économie dirigée. Paris-Bruxelles, L'Églantine, 1932, 48 p.
- Marriott (Sir John A. R.)*. The English in India. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, x-322 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Martineau (Alfred)*. Le général Perron, généralissime des armées de Sündia et du Grand-Mogol, 1753-1834. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, 228 p.; prix : 35 fr.
- Matthes (Walter)*. Die nördlichen Elbgermanen in spätromischer Zeit. Leipzig, Curt Kabitzsch, 1931, v-108 p., 27 planches et 9 cartes; prix : 10 m. 80.
- Maxwell (Constantia)*. The english traveller in France, 1698-1815. Londres, Routledge, 1932, ix-301 p., illustr., 1 carte; prix : 15 s.
- Méjaceze (abbé F.)*. Fr. Ozanam et l'Église catholique. Lyon et Paris, E. Vitte, 1932, xii-382 p.
- Meng (John J.)*. The comte de Vergennes. European phases of his American diplomacy, 1774-1780. Washington, The catholic University of America, 1932, 129 p.
- Méthode d'Olympe*. Le banquet des dix vierges; trad. par *Jacques Farges*. J. Gabalda, 1932, 204 p.
- Michel (commandant René)*. Un combat de rencontre : Monthyon, les 5 et 6 septembre 1914 à la 55^e D. R. Berger-Levrault, 1931, 182 p.; prix : 20 fr.
- Mitchell (W. Fraser)*. English pulpit oratory from Andrewes to Tillotson. A study of its literary aspects. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1932, xii-516 p.; prix : 21 s.
- Moeckli-Celtier (Maurice)*. La Révolution

VI LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- française et les écrivains suisses-romands, 1789-1815. Attinger, 1931, 391 p.
- Monument Michel Servet (le) de Joseph Bernard, avec un avant-propos de R. Cantinelli, suivi du catalogue complet de l'œuvre de Joseph Bernard. Éditions Van Oest, 1932, 30 p. et 18 planches.
- Moore (George Foot). Judaism in the first centuries of the christian era. The Age of the Tannaim; vol. III : Notes. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1930, x-206 p.; prix : 22 s.
- Moussinac (Léon). Mallet-Stevens. Crès, 16 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Muller (Daniel). Janáček. Rieder, 1930, 94 p. et 60 pl.; prix : 20 fr.
- Musées royaux d'art et d'histoire à Bruxelles. Belgique ancienne. Catalogue descriptif et raisonné par le baron de Loë; t. II : Les âges du métal. Bruxelles, Vromant et C^{ie}, 1931, 270 p.
- Nordslesvigske sporgsmaal (Det) 1864-1879. Akstykker og breve til belysning af den Danske regerings politik, udgivet af Aage Friis, t. III, 1^{er} janvier 1871-31 décembre 1877. Copenhagen, H. Koppels, 1932, 540 p.
- Norès (Edmond). L'œuvre de la France en Algérie. La Justice. Collection du Centenaire de l'Algérie. Félix Alcan, 1931, 738 p.
- Nouveau supplément à l'Histoire littéraire de la Congrégation de Saint-Maur. Notes de Henry Wilhelm, publiées et complétées par Dom Ursmer Berlière et Dom Antoine Dubourg, t. II (M-W) et III (additions, anonymes, index). Maredsous, abbaye de Saint-Benoît, 1931 et 1932, x-282 et 159 p.
- Ojetti (Ugo). Ritratti d'artisti italiani, 1^{re} et 2^e série. Milan, Treves, 1931, xix-277 p. et xi-254 p.; prix : 15 l. chaque.
- Papiri greci e latini; vol. X, fasc. 1 : 1097-1162. Florence, Treves-Tumminelli, 101 p.; prix : 100 l.
- Paquier (J.). La création et l'évolution. La révélation et la science. J. Gabalda, 1932, 364 p.; prix : 15 fr.
- Parmentier (Dr René). Le couvent des Ursulines à Clermont-en-Beauvaisis. Laval, imprimerie Barnéoud, 1927, 163 p.
- L'Hôtel-Dieu et l'Hôpital général de Clermont-en-Beauvaisis. L'hospice civil actuel, 1492-1900. Senlis, imprimeries réunies, 1931, 169 p.
- Peters (Eduard). Die altsteinzeitliche Kulturstätte Petersfels. Augsburg, Benno Filser, 1930, 75 p., 1 carte et 27 planches; prix : 25 m. 20.
- Petitbon (commandant). La 9^e division en 1918. Étude tactique. Berger-Levrault, 1931, viii-185 p.
- Pieri (Piero). Storia illustrata del Risorgimento nazionale. Le società segrete ed i moti degli anni 1820-1821 e 1830-1831. Milan, Vallardi, 1932, in-4^e, 232 p., nombreuses illustrations; prix : 45 l.
- Pirajno (général A.). Guida storica politico militare del risorgimento italiano. Livourne, Bellforte, 103 p.
- Pirenne (Henri). Bibliographie de l'histoire de Belgique; 3^e édition revue et complétée avec la collaboration de Henri Nowé et Henri Obreen. Bruxelles, Maurice Lamertin, 1931, 440 p.
- Poisson (Jacques). Le romantisme et la souveraineté. Enquête bibliographique sur la philosophie du pouvoir pendant la Restauration et la monarchie de Juillet (1815-1848). J. Vrin, 1932, 188 p.; prix : 25 fr.
- Le romantisme social de Lamennais. Essai sur la métaphysique des deux sociétés, 1833-1854. J. Vrin, 1932, 472 p.; prix : 40 fr.
- Politique extérieure (la) de l'Allemagne, 1870-1914. Documents officiels publiés par le ministère allemand des Affaires étrangères; t. XVI : 4 mars-30 juillet 1899; trad. par Ernest Loisel. Alfred Costes, 1932, xxviii-324 p.
- Pologne (la) et la Baltique. Conférence donnée à la Bibliothèque polonaise de Paris. Gebethner et Wolff, 1931, xii-358 p.
- Poulet (Dom Charles). Histoire du christianisme. Gabriel Beauchesne, 1932, 1^{er} fascicule, 160 p.
- Powell (F. York) et Tout (T. F.). Histoire d'Angleterre, des origines à nos jours. Édition française par Édouard Guyot. Payot, in-8^e, 1,296 p. et 25 croquis; prix : 120 fr.
- Puryear (Vernon John). England, Russia and the Straits question 1844-1856. University of California Press. Berkeley, California, 1931, xvi-480 p.; prix : 4 doll.
- Quérél (abbé). Histoire de la confrérie des Pénitents-Blancs et de la paroisse de Saint-Pierre de Rabastens (diocèse d'Albi) depuis 1608 jusqu'à 1899. Albi, imprimerie Henri Amalric, 1899, 195 p.
- Histoire de la paroisse de Saint-Pierre des Pénitents-Blancs depuis 1896 jusqu'à 1931, suivie de l'histoire de l'hôpital de Rabastens (diocèse d'Albi), t. II. Toulouse, les frères Douladoure, 1932, 125 p.
- Quinte-Curce. Histoire d'Alexandre le Grand; trad. de V. Crépin. Garnier, 1932, 2 vol., 375 et 342 p.; prix : 15 fr. chaque.
- Register of Edward The Black Prince, pre-

- served in the P. Record office; part III : Palatinate of Chester, 1351-1365. Londres, H. M.'s Stationery office, 1932, 574 p.; prix : 1 £ 10 s. 6 d.
- René-Jean*. Raoul Dufy. Crès, 14 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Richardson (Lyon N.)*. A history of early american magazines 1741-1789. New-York, Thomas Nelson, 1931, xi-414 p.; prix : 5 d.
- Ricaud (Albert)*. Les crises allemandes, 1919-1931. Armand Colin, 1932, 218 p.; prix : 10 fr. 50.
- Roger-Marx (Claude)*. Jongkind. Crès, 19 p. et 32 p.; prix : 20 fr.
- *Seurat*. Crès, 14 p. et 32 pl.; prix : 20 fr.
- Rosenthal (Erwin)*. Ibn Khalduns Gedanken über den Staat. Ein Beitrag zur Geschichte der mittelalterlichen Staatslehre. München, R. Oldenbourg, 1932, viii-118 p.; prix : 6 m. 50.
- Saba (Jean-S.)*. L'Islam et la nationalité. Chauny et Quinsac, 1931, 166 p.; prix : 25 fr.
- Sainte-Foix (G. de)*. Les symphonies de Mozart. Étude et analyse. Mellotée, 1932, 283 p.; prix : 20 fr.
- Sapori (Armando)*. Una compagnia di Calimala. Ai primi del Trecento. Florence, Leon S. Olschki, 1932, 420 p.; prix 60 l.
- Sauet (abbé J.), Gagnière (Sylvain) et Germand (Léon)*. Essais historiques sur le département de Vaucluse; 1^{re} partie : La préhistoire. Lyon, A. Rey, 1931, viii-101 p.
- Schacht (Joseph)*. Der Islam mit Ausschluss des Qorâns. Tubingue, J. C. B. Mohr, 1931, xii-196 p.; prix : 8 m. 30.
- Schmidt (R. S.)*. Jungsteinzeit-Siedlungen im Federseemoor, mit Beiträgen von Hans Reinerth et Georg Kraft. Augsburg, Benno Filser, 1930, 80 p. et 12 planches.
- Scholes (Alex. G.)*. Education for Empire settlement. A study of juvenile migration. Londres, Longmans, 1932, xii-250 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Schwarz (Ernst)*. Die Ortsnamen der Sudetenländer als Geschichtsquelle. Munich et Berlin, R. Oldenbourg, 1931, xv-507 p.; prix : 36 m.
- Sénèque le Rhéteur*. Controverses et suaves; nouvelle édition revue par H. Bornecque. Garnier, 1932, 2 vol., 478 et 574 p.; prix : 18 fr. chaque.
- Seton-Watson (R. W.)*. The role of Bosnia in international politics, 1875-1914. Londres, H. Milford, 1931, 36 p.; prix : 2 s.
- Seydoux (Jacques)*. De Versailles au plan Young. Réparations. Dettes interalliées. Reconstruction européenne; publ. par Jacques Arnauv et Étienne de Felcourt. Plon, 1932, xxi-334 p.; prix : 36 fr.
- Sheldon (Gilbert)*. The transition from Roman Britain to christian England A. D. 368-664. Londres, Macmillan, 1932, xxiv-219 p.; prix : 10 s.
- Silberschmidt (Max)*. Grossbritannien und die Vereinigten Staaten. Ihr Machtpolitisches Verhältnis von amerikanischen Unabhängigkeitskrieg bis zum Weltkrieg. Leipzig et Berlin, Teubner, 1932, viii-82 p.; prix : 3 m. 60.
- Sikes (J. G.)*. Peter Abailard. Cambridge, at the University Press, 1932, xvi-282 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Sisé (Eugène)*. Le problème social. Ce que chacun doit savoir du socialisme. Marcel Giard, 1932, in-32, 238 p.; prix : 14 fr.
- Solmi (Arigo)*. L'amministrazione finanziaria del regno italico nell'alto medio evo. Pavia, Tipografia cooperativa, 1932, xv-288 p.; prix : 20 l.
- Southworth (Constant)*. The french colonial venture. Londres, King and Son, 1931, xii-204 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Stadelmann (Rudolf)*. Vom Geist des ausgehenden Mittelalters. Studien zur Geschichte der Weltanschauung, von Nicolaus Cusanus bis Sebastian Franck. Halle, Niemeyer, 1929, viii-294 p.; prix : 14 m.
- Stella (Achille)*. Il restauro di Castel Nuovo. Premesse e conseguenze di un irrazionale rifacimento. Naples, A. Miccoli, 1931, 86 p. et 4 tables; prix : 12 l.
- Stolz (Otto)*. Die Ausbreitung des Deutschums in Südtirol im Lichte der Urkunden, t. III. Munich et Berlin, R. Oldenbourg, 1932, xix-424 p.; prix : 16 m. 50.
- Stresemann*. Ses papiers; t. I : La bataille de la Ruhr. La conférence de Londres, 1923-1924; trad. de Henri Bloch et Paul Roques. Plon, 1932, in-8°, xxxv-382 p. et 8 gravures hors texte; prix : 36 fr.
- Suétone*. Vies des douze Césars. III. Texte établi et traduit par Henri Ailloud. Les Belles-Lettres, 1932, 102 pages doubles et p. 103-142; prix : 20 fr.
- Teper (Lazare)*. Hours of labor. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1932, 92 p.
- Terrien (Eugène)*. Monseigneur Freppel, 1827-1891, 2 vol. Angers, chez l'auteur, 2, rue Volney, 1931-1932, 659 et 785 p.; prix : les 2 vol. 70 fr.
- Thomson (Mark A.)*. The secretaries of State 1681-1782. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, 206 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Tilmans (Ege)*. Calme sur le front belge. Bruxelles et Paris, la Renaissance du livre, 1932, 234 p.; prix : 12 fr. belges.
- Torrebranca (Fausto)*. Le origini italiane del

VIII LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- Romanticismo musicale. I primitivi della sonata moderna. Turin, Bocca, 1930, xv-780 p.; prix : 80 l.
- Trahard (Pierre)*. Les maîtres de la sensibilité française au XVIII^e siècle (1715-1789), t. II. Boivin, 1932, 336 p.; prix : 30 fr.
- Trentin (Silvio)*. Le fascisme à Genève. Marcel Rivière, 1932, 262 p.; prix : 15 fr.
- Trésors des bibliothèques de France (les). Les édit. Van Oest, 1931, 87 p., 13 pl. et 3 figures.
- Trevelyan (George Macaulay)*. Sir George Otto Trevelyan. Londres, Longmans, 1932, x-213 p.
- Umbdenstock (Raymond)*. William Penn et les précurseurs de Genève, de 1500 à 1815. Saint-Dizier, André Brulhiard, 1932, 259 p.
- Underwood (Eric G.)*. A short history of French painting. Londres, H. Milford, 1931, xiii-356 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Valayer (Paul)*. On aurait fait pire. A propos des zones franches. Hachette, 1932, 67 p.
- Valon (François de)*. Les pairs de France primitifs et leur cour. Toulouse, impr. Cléder, 1931, 277 p.
- Van Empel (M.) et Pieters (H.)*. Zeeland door de eeuwen. Middelburg, G. W. den Boer, 1931, 3 fascicules, p. 1 à 96.
- Vaunois (Louis)*. Le roman de Louis XIII. Bernard Grasset, 1932, 315 p.; prix : 15 fr.
- Vayson de Pradenne (A.)*. Les fraudes en archéologie préhistorique. Émile Nourry, 1932, 676 p., 46 planches et 40 figures.
- Vibraye (comte Henri de)*. Un homme d'État du XVI^e siècle : le chancelier de Cheverny. Émile Hazan, 1932, 241 p.
- Vidal (Mgr J.-M.)*. Dans l'entourage de Caulet; I : Henri Dorat, archiprêtre d'Ax (1638-1701). Foix, impr. Fra, 1931, 38 p.
- Vidal (C.)*. Louis-Philippe, Metternich et la crise italienne de 1831-1832. E. de Boccard, 1931, 292 p.
- Vidrari (Giovanni)*. Le civiltà d'Italia nel loro sviluppo storico; I : Le civiltà organizzatrici. Turin, Unione tipografico-editrice, xii-480 p.; prix : 40 l.
- Villa-Urrutia (marques de)*. El general Serrano, duque de la Torre. Madrid, Espasa-Calpe, 1929, 255 p.; prix : 5 pesetas.
- Villecourt (L.)*. L'Estonie. Rieder, 1932, 123 p.; prix : 18 fr.
- Villien (A.)*. Les sacrements. Histoire et liturgie. J. Gabalda, 1931, 450 p.; prix : 25 fr.
- Vincent (R. P. Hugues)*. L'authenticité des lieux saints. J. Gabalda, 1932, 117 p.
- Vivier (L.)*. Petite histoire du collège et du lycée de Roanne, 1607-1931. Roanne, impr. Souchier, 1931, vi-139 p.
- Vojtěšek (Václav)*. Shorník Příspěvků k Dějinám hlavního města Prahy. Díl VI. V Praze nakladem důchodu obce hlavního města Prahy, 1930, 427 p.
- Volta (Sandro)*. Ottone Rosai. Arte moderna italiana, n° 21. Milan, Hoepli, 1931, 12 p. et 32 pl.
- Wagner (Donald O.)*. The Church of England and social reform since 1854. New-York, Columbia University Press, 1930, 341 p.; prix : 5 d. 25.
- Walsh (William Thomas)*. Isabella of Spain. Londres, Sheed et Ward, 1931, 644 p.; prix : 15 s.
- Webb (Clement C. J.)*. John of Salisbury. Londres, Methuen, 1932, viii-186 p.; prix : 6 s.
- Wege (Erich)*. Die Zünfte als Träger wirtschaftlicher Kollektivmassnahmen. Stuttgart, Kohlhammer, 1930, iv-125 p.; prix : 6 m. 40.
- Weigall (Arthur)*. Néron. Payot, 1931, 347 p.; prix : 30 fr.
- Wendel (Adolf)*. Das israelitisch-jüdische Gelübde. Berlin, Philo-Verlag und Buchhandlung G. M. B. H., 1931, 157 p.
- (*Hermann*). Danton; trad. par Paul Borel. Payot, 387 p., 8 gravures hors texte, 1932, 387 p.; prix : 30 fr.
- Weulersse (Jacques)*. Noirs et blancs. A travers l'Afrique nouvelle, de Dakar au Cap. A. Colin, 1931, 242 p.; prix : 15 fr.
- Yver (Jean)*. Les offices municipaux à Caen au XVIII^e siècle. Caen, impr. Ch. Le Tendre, 1931, 34 p.
- Une administration municipale « orageuse » à Caen à la fin de l'ancien régime : la mairie de M. de Vendœuvre. Caen, Jouan et R. Bigot, 1931, 30 p.
- Yvon (Paul)*. Le gothique et la Renaissance gothique en Angleterre (1750-1880). Caen, Jouan et Bigot. J. Vrin, 1931, 167 p.
- Zatschek (Heinz)*. Beiträge zur Diplomatik der Mährischen Immunitätsurkunden. Prague, Deutsche Gesellschaft der Wissenschaften und Künste für die Tschechoslowakische Republik, 1931, viii-80 p.
- Ziegler (Aloysius K.)*. Church and State in visigothic Spain. Washington, The Catholic University of America, 1930, 221 p.

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8° ; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Anitchkof (Eugène)*. Joachim de Flore et les milieux courtois. Droz, xxiii-462 p.
- Arici (Z.)*. Luisa di Savoia. Turin, Paravia, 1930, 277 p. ; prix : 17 l.
- Aubenat (Roger)*. Étude sur le notariat provençal au Moyen Age et sous l'ancien régime. Aix-en-Provence, aux éditions du Feu, 1931, 274 p. ; prix : 35 fr.
- Aurand (Aimé)*. Statistique des élections parlementaires et des partis politiques en Vaucluse, de 1848 à 1928. Vaison-la-Romaine, A.-E. Macabet, s. d., viii-312 p. ; prix : 25 fr.
- Barthou (Louis)*. Danton. Les grands révolutionnaires. Albin Michel, 1932, 446 p. ; prix : 20 fr.
- Baudrillard (Mgr)*. A la jeunesse. Conseils d'hier et d'aujourd'hui, 2 vol. J. de Gigord, 1932, 230 et 238 p. ; prix : 20 fr.
- Vingt-cinq ans de rectorat. L'Institut catholique de Paris, 1907-1932. J. de Gigord, 1932, iii-382 p. ; prix : 30 fr.
- Benoist (Charles)*. Souvenirs ; t. I : 1883-1893 : Léon XIII, Crispi, Bismarck. Plon, vii-367 p.
- Biggar (H. P.)*. The works of Samuel Champlain in 6 volumes ; vol. IV : 1608-1620 ; trad. par H. Langton. Toronto, the Champlain Society, 1932, xvi-371 p.
- Bijdragen en Mededeelingen van het historisch Genootschap*, 3^e et 4^e parties. Utrecht, Kemink et fils, 1932, xliii-261-58 p.
- Blondeau (Ange)*. L'Escaut, fleuve international, et le conflit hollando-belge. Recueil Sirey ; Bordeaux, Delmas, 1932, 39 p., 1 carte.
- Bodin (Jean)*. La « Réponse à M. de Malesherbes », 1568 ; nouv. édit. par Henri Hausser. A. Colin, 1932, lxxx-137 p.
- Bonno (Gabriel)*. La Constitution britannique devant l'opinion française, de Montesquieu à Bonaparte. H. Champion, 1932, iii-318 p. ; prix : 50 fr.
- Bouchard (Georges)*. Chevreul. Éditions de la Madeleine, 1932, 208 p. ; prix : 15 fr.
- Boyer (le P. Charles)*. Saint Augustin. Gabalda, in-32, 322 p. ; prix : 20 fr.
- Bradley (A. G.)*. Canada, 1754-1911. Londres, Thornton Butterworth, 1932, 256 p. ; prix : 2 s. 6 d.
- The United Empire loyalists, founders of British Canada. Ibid., 1932, 288 p., 12 illustr. ; prix : 15 s.
- Brampton (C. Kenneth)*. Guglielmi de Ockham *epistola ad fratres Minores*. Oxford, Basil Blackwell, 1929, in-12, xxxv-55 p. ; prix : 6 s.
- Brown (Paul Alonzo)*. The development of the legend of Thomas Becket. Philadelphie, University of Pennsylvania, 1930, 302 p.
- Brughmans (Victor)*. Les anciennes institutions politiques de Louvain. Louvain, Librairie universitaire, 1931, 286 p.
- Butcher (E. E.)*. Bristol corporation of the poor selected records, 1696-1834. Bristol Record society, 1932, 196 p.
- Cabaton (Antoine)*. L'Indochine. H. Laurens, 1932, 256 p., 148 gravures et une carte ; prix : 20 fr.
- Calendar of select plea and memoranda rolls, 1381-1412 ; publ. par A. H. Thomas. Cambridge University Press, 1932, xli-369 p. ; prix : 15 s.
- Cappatti (Louis)*. Quelques notes sur Garibaldi, la France et Nice en 1870 et 1871, d'après la presse locale. Nice, les Annales du comté de Nice, 1932, 16 p.
- Carré (J.-R.)*. La philosophie de Fontenelle ou le sourire de la raison. Félix Alcan, 705 p. ; prix : 70 fr.
- Cary (M.)*. A history of the Greek World from 323 to 146 B. C. Londres, Methuen, 1932, xvi-448 p. et 3 cartes ; prix : 15 s.
- Casimir (Philippe)*. Le trophée d'Auguste à la Turbie. La fondation de la Provence ; les campagnes romaines dans les Alpes ; la paix d'Auguste. Marseille, Tacussel, 1932, viii-166 p., planches et croquis ; prix : 30 fr.
- Chaine (J.)*. Introduction à la lecture des

- Prophètes. J. Gabalda, 1932, 274 p., 10 pl. et deux cartes ; prix : 20 fr.
- Chalancón (Louis)*. Révélation de l'Apocalypse de saint Jean. Aix-en-Provence, L. Bonnefoy, 1932, 48 p. ; prix : 3 fr.
- Chambers (R. W.)*. Beowulf, 2^e édit. Cambridge Univ. Press, 1932, xvi-565 p. ; prix : 25 s.
- Chantavoine (Jean)*. Les symphonies de Beethoven. Mellottée, s. d. (1932), 287 p.
- Church (Frederic C.)*. The Italian Reformers, 1534-1564. New-York, Columbia University Press ; Londres, H. Milford, 1932, xii-428 p. ; prix : 31 s.
- Ciaceri (Emanuele)*. Storia della Magna Grecia ; t. III : Decadenza e fine degli Stati italiani ; romanizzazione del mezzo giorno d'Italia. Milan, Soc. Dante Alighieri, 1932, viii-350 p. ; prix : 40 l.
- Clavery (Edouard)*. Trois précurseurs de l'Indépendance des démocraties sud-américaines : Miranda, Narino, Espejo. Impr. Fernand Michel, 1932, 192 p. ; prix : 10 fr.
- Cloché (Paul)*. Les classes, les métiers, le trafic. La vie publique et privée des anciens Grecs. Les Belles-Lettres, 1931, vi-128 p. et XL planches.
- Codrul Cosminului*. Buletinul « Institutului de istorie și limbă » ; t. VII : 1931-1932. Cernauti (Chernovitz), 1931, xxxii-588 p.
- Collingswood (R. G.)*. Roman Britain. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, xi-160 p., 6 pl. et 1 carte ; prix : 6 s.
- Combarieu (Abel)*. Sept ans à l'Élysée avec le président Émile Loubet. De l'affaire Dreyfus à la conférence d'Algésiras, 1899-1906. Hachette, 1932, x-338 p. ; prix : 30 fr.
- Cooper (Lane)*. A concordance of Boethius : the five theological tractates and the Consolation of philosophy. Publ. de la Mediaeval Academy of America. Cambridge, Mass., 1928, xi-467 p.
- Coville (Alfred)*. Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du x^ve siècle. A. Picard, 1932, xi-614 p.
- Croce (Benedetto)*. Il personaggio italiano che esortò il Commynes a scrivere i « Mémoires » (Angelo Catone). Naples, tipogr. Sangioanni, 1932, 18 p.
- Crozet (René)*. L'abbaye de Noirlac et l'architecture cistercienne en Berry. E. Leroux, 1932, 153 p.
- L'art roman en Berry. E. Leroux, 1932, xii-436 p. et 1 carte.
- Cunningham (Audrey)*. The loyal clans. Cambridge, at the University Press, 1932, viii-590 p. ; prix : 30 s.
- Dahlmann-Waitz*. Quellenkunde der deutschen Geschichte. 9. Auflage. Registerband ; bearbeitet von Hermann Haering. Leipzig, K. F. Koehler, 1932, p. 994-1292.
- Davy (M.-M.)*. Les sermons universitaires parisiens de 1230-1231. Contribution à l'histoire de la prédication médiévale. Librairie J. Vrin, 1931, vi-423 p. ; prix : 60 fr.
- De Boor (Helmut)*. Das Attilabild in Geschichte, Legende und heroischer Dichtung. Berlin, A. Francke, 1932, 51 p. ; prix : 3 m. 50.
- Debost (Louis)*. Une agonie de soixante-quinze jours, août 1793-avril 1894. Journal inédit publ. par G. Lenôtre. Librairie académique Perrin, 1932, in-12, viii-321 p. ; prix : 15 fr.
- Deferrari (Roy Joseph) et Campbell (James Murshal)*. A concordance of Prudentius. The mediaeval Academy of America. Cambridge, Mass., 1932, 833 p. ; prix : 12 d. 50 c.
- Deutsche Staatenbildung und deutsche Kultur im Preussenlande ; hgg. vom Landeshauptmann der Provinz Ostpreussen. Königsberg, Gräfe und Unger, 1931, xv-677 p. et 207 planches.
- Dibdin (Sir Lewis)*. Establishment in England. Londres, Macmillan, 1932, 185 p. ; prix : 7 s. 6 d.
- Dilhac (Pierre)*. Les accords de Latran. Leurs origines, leur contenu, leur portée. Recueil Sirey, 1932, 460 p. ; prix : 60 fr.
- Dölger (Franz Joseph)*. Antike und Christentum. Kultur- und Religionsgeschichtliche Studien ; Band III : Heft 1. Münster, Aschendorffsch, 1932, 80 p. et 7 planches ; prix : 5 m.
- Dubois (Georges)*. La généralité de Rouen à la fin du xviii^e siècle, d'après le mémoire de l'intendant. Rouen, Albert Lainé, 1932, 36 p.
- Dumond (Dwight Lowell)*. The secession mouvement, 1860-1861. New-York, Macmillan Co, 1931, 294 p. ; prix : 2 doll. 50 c.
- Dupont-Ferrier (Gustave)*. Études sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Âge ; t. II : Les finances extraordinaires et leur mécanisme. Firmin-Didot, 1932, 454 p.
- Epstein (M.)*. The Annual Register 1931. Londres, Longmans, Green and Co, 1932, xv-316 et 169 p. ; prix : 30 s.
- Festschrift Ernst Mayer. Weimar, Böhlau, 1932, 202 p. ; prix : 1 l. 50 m.
- Ffoulkes (C. J.)*. European arms and armour. Londres, Bell and Sons, 1932, 16 p. ; prix : 1 s.

- Figueiredo (Fidelino de).** *Historia da litteratura classica*; 2^e et 3^e époques : 1580-1756. Lisbonne, Teixeira, 2 vol., 1930 et 1931, 323 et 318 p.
- Fish (T.).** *Catalogue of Sumerian tablets in the John Rylands Library.* The Manchester University Press, 1932, vii-160 p.
- Flechter (C. R. L.) et Kipling (Rudyard).** Une histoire d'Angleterre pour la jeunesse; trad. par *Louis Fabulet* et lieutenant-colonel *E. Cavaillès*. Delagrave, 1932, 257 p.; illustr.; prix : 35 fr.
- Fontenelle.** De l'origine des fables. Édition critique par *J.-R. Carré*. Félix Alcan, 1932, 105 p.; prix : 20 fr.
- Fortescue (Sir John).** *Marlborough.* Londres, Peter Davies, 1932, in-12, 175 p.; prix : 5 s.
- Fournier (Paul) et Le Bras (Gabriel).** Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien, t. II. Recueil Sirey, 1932, 386 p.; prix : 100 fr.
- Fried (Ferdinand).** La fin du capitalisme. Grasset, 1932, 310 p.
- Friese (Christian).** *Russland und Preussen vom Krimkrieg bis zum Polnischen Aufstand.* Berlin, Ost-Europa Verlag, 1931, viii-388 p.
- Funck-Brentano (Frantz).** *Lucrèce Borgia.* Tallandier, 241 p.; prix : 25 fr.
- Getty (Sister Marie-Madeleine).** *The life of the North Africans as revealed in the sermons of saint Augustine.* Washington, the Catholic University of America, 1931, xv-158 p.
- Geyl (P.).** *The revolt of the Netherlands, 1555-1609.* Londres, Williams et Norgate, 1932, 310 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Gheusi (P.-B.).** *Galliéni et Madagascar.* Éditions du *Petit Parisien*, s. d. [1931], 207 p.; prix : 15 fr.
- Giraud (Victor).** *Brunetière. Chefs de file.* Flammarion, 1932, 22 p.; prix : 12 fr.
- Gougoud (dom Louis).** *Christianity in Celtic lands. A history of the Churches of the Celts, their origin, their development, influence and mutual relations.* Londres, Sheed et Ward, LXII-458 p.; prix : 18 s.
- Goury (Georges).** *L'homme des cités lacustres.* A. Picard, 1931, 778 p. en 2 vol. et XL pl.
- Grandchamp (Pierre).** *La France en Tunisie au xviii^e siècle; IX : Correspondance de Nicolas Béranger, de Marseille, marchand à Tunis, 1692-1700.* Tunis, impr. générale J. Aloccio, 1932, XLII-443 p.
- Grolleau (Charles) et Chastel (Guy).** *L'ordre de Cîteaux : la Trappe.* B. Grasset, in-16, 282 p.; prix : 15 fr.
- Guentin (G.).** *L'épopée coloniale de la France racontée par les contemporains.* Larose, 1932, 388 p.
- Gundolf (Friedrich).** *Goethe.* Grasset, 1932, 352 p.; prix : 20 fr.
- Halfants (Paul).** *Études de critique littéraire, 5^e série.* Bruxelles, éditions Halfants, 1932, 175 p.; prix : 12 fr. 50.
- Hartley (Dorothy) et Elliott (Margaret M.).** *Life and work of the people of England. A pictorial Record from contemporary Sources; I : The eleventh to thirteenth Century. A. D. 1000-1300; II : The Eighteenth Century, 2 vol.* Londres, Batsford, 36 et 47 pl. chaque volume.
- Hauser (Henri).** Voir *Bodin (Jean)*.
- Herlaut (colonel).** *L'éclairage de Paris à l'époque révolutionnaire. Bibliothèque d'histoire révolutionnaire.* Mellottée, 1932, 278 p.
- Herriot (Édouard).** *La porte océane. Sur les terres des abbayes. Les foyers spirituels de Rouen.* Hachette, 1932, 177 p.; prix : 10 fr.
- Hoffherr (René).** *L'économie marocaine, t. III. Recueil Sirey, 1932, 332 p. et 2 cartes; prix : 50 fr.*
- Hohlfeld (Andreas).** *Das Frankfurter Parlament und sein Kampf um das deutsche Heer (Historische Studien, fasc. 24).* Berlin, Ebering, 1932, 175 p.; prix : 7 m. 20.
- Holborn (Hajo).** *Kriegsschuld und Reparationen auf der Pariser Friedens-Konferenz von 1919.* Leipzig, Teubner, 1932, 37 p.; prix : 1 m.
- Holtzmann (Walther).** *Papsturkunden in England. Bibliotheken und Archive in London; I : Berichte und Handschriftenbeschreibungen; II : Texte.* Berlin, Weidmann, 1932, 209 p. et p. 210-658; prix : 13 et 28 m.
- Horace.** *Satires. Texte établi et traduit par François Villeneuve.* Les Belles-Lettres, 1932, 214 et viii p. (les pages de texte en double); prix : 25 fr.
- Hoyaek (Louis).** *Spiritualisme historique. Étude critique sur l'idée de progrès.* Marcel Rivière, 1932, 250 p.; prix : 20 fr.
- Huber (Michel).** *La population de la France pendant la guerre, avec un appendice sur les revenus avant et après la guerre. Histoire économique et sociale de la guerre mondiale (série française). Les Presses universitaires, s. d. (1932), 1,025 p.; prix : 165 fr.*
- Huysmans (Rud.).** *Wazo van Luik in den*

- ideënstrijd zijner dagen. Nimègue, J. V. Van Leeuwen, 1932, xxxii-206 p.
- Ibarguren (Carlos)*. Juan Manuel de Rosas. Su vida. Su Tempo. Su drama, 4^e édition corrigée. Buenos-Ayres, Juan Roldán et C^{ie}, 1931, 470 p.; prix : 2 doll. 50.
- Jahresschrift für die Vorgeschichte der Sächsisch-Thüringischen Länder. Band XIX. Halle, Landesanstalt für Vorgeschichte Halle, 1931, 104 p. et XXIII pl.
- Jenkins (R. T.) et Rees (William)*. A bibliography of the history of Wales. Cardiff, University of Wales Press Board, 1931, xiv-218 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Jitta (Zadoks-Josephus)*. Ancestral portraiture in Rome, and the art of the last century of the Republic. Amsterdam, N. V. Nord-Hollandsche Uitgevers, 1932, xi-119 p. et 22 pl.
- Jouanny (Joseph)*. Le tissage de la soie dans le Bas-Dauphiné. Grenoble, Didier et Richard, 1931, 146 p.
- Les origines de la population dans l'agglomération grenobloise. Ibid., 1931, 47 p.
- Jourda (Pierre)*. Une princesse de la Renaissance : Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, 1492-1549. Desclee, De Brouwer et C^{ie}, 288 p.
- Julien (l'empereur)*. Œuvres complètes; t. I, 1^{re} partie : Discours de Julien César; texte établi et traduit par J. Bidez. Les Belles-Lettres, 1932, xxxiii-235 p. (les pages de texte en double); prix : 40 fr.
- Kelsen (Hans)*. La démocratie. Sa nature, sa valeur. Recueil Sirey, 1932, iv-121 p.; prix : 16 fr.
- Kenney (F.)*. Voir *Knight (James)*.
- Knight (captain James)*. The founding of Churchill; publ. par James F. Kenney. Toronto et Londres, Dent, 1932, x-213 p.; prix : 2 doll. 50 c.
- L. (E.-M. du)*. M^{me} Elisabeth de France, 1764-1794, 2 vol. Librairie académique Perrin, 1932, ii-665 p. et 690 p.; prix : 90 fr.
- La Monte (John L.)*. Feudal monarchy in the latin kingdom of Jerusalem, 1100 to 1291. Cambridge Mass (Mediaeval Academy of America). 1932, xviii-293 p.; prix : 4 doll. 50.
- Landman (J. H.)*. The history of the sexual sterilization movement. New-York, the Macmillan Company, 1932, xviii-341 p.; prix : 4 d.
- Langer (William L.) et Blake (Robert P.)*. The rise of the Ottoman Turks and its historical background. Extrait de l'*American historical Review*, 1932, p. 468-505.
- Laqueur (Richard)*. Das deutsche Reich von 1871 in weltgeschichtlicher Beleuchtung. Tübingue, Mohr, 1932, 36 p.
- La Rocca (Vincenzo)*. La crisi economica mondiale. Naples, Alfredo Guida, s. d. (1932), 143 p.; prix : 5 l.
- La Tourette (Gilles de)*. Léonard de Vinci. Albin Michel, 1932, 169 p. et 96 planches.
- Lacergne, O. P. (C.)*. Évangile selon saint Luc. J. Gabalda, 1932, 279 p.; prix : 18 fr.
- Lee (Orient)*. Les comités et les clubs des patriotes belges et liégeois, 1791-an III. Jouve et C^{ie}, 1931, 248 p.
- Leland (Waldo G.)*. Guide to materials for American history in the Libraries and Archives of Paris; vol. I : Libraries. Washington, Carnegie Institution, 1932, xiii-343 p.
- Letters and Papers foreign and domestic of the reign of Henry VIII preserved in the Public Record Office. Addenda, vol. I, part II. Londres, His Majesty's Stationery Office, 1932, iv p., 443-778 p.; prix : £ 1, 5 s.
- Lévi-Provençal (E.)*. L'Espagne musulmane au x^e siècle. Institutions et vie sociale. Larose, 1932, 265 p., 24 pl. et une carte hors texte; prix : 60 fr.
- L'hommédé (Edmond)*. Le Mont-Saint-Michel, prison politique sous la monarchie de Juillet. Boivin, 1932, 195 p.; prix : 20 fr.
- Lloyd George (David)*. La vérité sur les réparations et les dettes de guerre; trad. par Georges Blumberg. Gallimard, 1932, 218 p.; prix : 12 fr.
- Lo Tchen-Ying (M^{me})*. Les formes et les méthodes historiques en Chine. Une famille d'historiens et son œuvre. Paul Geuthner, 1931 (Univ. de Lyon. Institut franco-chinois, t. IX), 116 p.; prix : 30 fr.
- Macdonald (A. J.)*. Hildebrand (Gregory VII). Londres, Methuen, 1932, ii-254 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Mackenzie (W. C.)*. The Western Isles. Their history, traditions and place-names. Paisley, Alexander Gardner, 1932, xv-351 p.; prix : 6 s.
- Macler (Frédéric)*. Quatre conférences sur l'Arménie faites en Hollande, suivies d'une note sur la Hollande et les Arméniens. Adrien Maisonneuve, 1932, 294 p.
- M'Kerlie (Marianne H.)*. Mary of Guine-Lorraine, queen of Scotland. Londres, Sands, 278 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Maillet (Germaine)*. Sainte Marthe. L'art et les saints. H. Laurens, 1932, 64 p. et 36 illustrations; prix : 5 fr.
- Mâle (Émile)*. L'art religieux après le concile de Trente. Étude sur l'iconographie

- de la fin du xvi^e siècle, du xvii^e, du xviii^e siècle : Italie, France, Espagne, Flandres. A. Colin, 1932, in-4^e carré, 532 p.; prix : 160 fr.
- Maler.** Un scandaleux procès ecclésiastique. Le Général des Jésuites, Pie XI et le cas Bremer. Vald. Rasmussen, 1932, 140 p.; prix : 12 fr.
- Marfan (Albert).** Le combat de Souilhe, 3 novembre 1627. Toulouse, E. Privat, 1931, 65 p.
- Maricourt (André de).** Ce bon abbé Prévoist, l'auteur de *Manon*. Hachette, in-16, 220 p.; prix : 12 fr.
- Marnas (Francisque).** La « Religion de Jésus » (Yaso-Ja-Kyo) ressuscitée au Japon dans la seconde moitié du xix^e siècle, 2^e édit., Séminaire des missions étrangères, 1931, 689-592 p. et 1 carte.
- Marolles (vice-amiral de).** La dernière campagne du commandant Rivière, 1881-1883. Souvenirs. Plon, in-16, 244 p.
- Marongiu (Antonio).** I parlamenti di Sardegna nella storia e nel diritto pubblico comparato. Rome, Anonima Romana editoriale, 1932, xvi-249 p.; prix : 15 l.
- Marsay (vicomte de).** De l'âge des privilèges au temps des vanités. Essai sur l'origine et la valeur des prétentions nobiliaires. H. Champion, 1932, x-477 p.
- Minerva Handbücher; 2^e Abteilung : Die Archive; Bd. I : Deutsches Reich, Danemark, Estland, Finnland, Lettland, Litauen, Luxembourg, Niederlande, Norwegen, (Esterreich, Schweden, Schweiz; hgg. von Paul Wentzke et Gerhard Lüdtke, fasc. IV. Berlin et Leipzig, Walter de Gruyter, 1932, p. 441-658.**
- Monceaux (Paul).** Saint Jérôme; sa jeunesse; l'étudiant et l'ermite. Bernard Grasset, in-16, xxiii-238 p.
- Mowat (R. B.).** England in the eighteenth century. Londres, G. Harrap, 281 p.; prix : 4 s. 6 d.
- Mussolini (Benito).** Mon journal de guerre; trad. par E. Bestaux. Éditions du Cavalier, 1932, 248 p.; prix : 12 fr.
- Nilsson (Martin P.).** The Mycenaean origin of greek mythology. Berkeley, University of California Press, 1932, 258 p.; prix : 3 doll. 50.
- Oltremare (André).** Spurius Cassius et les origines de la démocratie romaine. Genève, librairie A. Jullien, 1932, 18 p.
- Orgeval (Gabriel Le Barrois d').** Le maréchal de France, des origines à nos jours. Édit. Occitania, 1932, 2^e vol., xviii-599 et 511 p.
- Ormesson (Wladimir d').** Enfances diplomatiques : Saint-Petersbourg, Copenhague, Lisbonne, Athènes, Bruxelles. Hachette, in-12, 256 p.; prix : 12 fr.
- Palikao (comte de).** Souvenirs du général Cousin de Montauban, comte de Palikao : l'expédition de Chine de 1860. Plon, xviii-450 p.
- Pathier-Bonnelle (F.).** Alphabets des écritures cunéiformes : Assyrie, Babylonie, Arménie, Perse. Maisonneuve, 1931, 49 p.
- Paz (Julián).** Catálogo de la colección de documentos inéditos para la historia de España. Madrid, Instituto de Valencia de don Juan, 2 vol., xvii-728 et 870 p.
- Perrot (Maurice).** Prisonniers et fugitifs. Épisodes d'histoire. Les captifs de Baylen; les pontons de Cadix et l'île de Cabrera. Librairie académique Perrin, in-12, 278 p.; prix : 15 fr.
- Pfitzner (Josef).** Bakuninstudien. Prague, Deutsche Gesellschaft der Wissenschaften, 1932, 244 p.
- Pichon (Jean).** Sur la route des Indes, un siècle après Bonaparte. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1932, x-368 p.
- Politique extérieure de l'Allemagne, 1870-1915 (La).** Documents officiels publiés par le ministère allemand des Affaires étrangères; t. XVII : 30 juillet 1899-28 janvier 1900; trad. par J. Molitor. Alfred Costes, 1932, xviii-246 p.
- Powys (A. R.).** The english parish Church. Londres, Longmans, in-12, xix-165 p.; prix : 3 s. 6 d.
- Premoli (Orazio M.).** Contemporary Church history, 1900-1925. Londres, Burns, Oates et Washbourne, 1932, xvi-407 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Prims (Floris).** Geschiedenis van Antwerpen; III : 1294-1312. Bruxelles, N. V. Staandaard bockhandel, 1931, xv-301 p.; prix : 30 fr.
- Ravaisse (P.).** Une lampe sépulcrale en verre émaillé au nom d'Argün En-Nasiri. Geuthner, 1931, 69 p. et 15 pl. hors texte.
- Rasmiritsa (N.).** Essai d'économie roumaine moderne, 1831-1931. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1932, viii-411 p.
- Regnault (Raymond).** Le courroux nationaliste en Irlande. Recueil Sirey, 1932, 55 p.; prix : 6 fr.
- Reiche (Siegfried).** Das deutsche Spital und sein Recht im Mittelalter. Zweiter Teil : Das deutsche Spitalrecht. Stuttgart, F. Enke, 1932, 320 p.; prix : 29 m.
- Rekeningen van het bisdom Utrecht, 1378-1573; publ. par le Dr H. Heeringa, 2 vol.**

VI LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- Utrecht, Keminik et fils, 1932, 632 et LXXXI-171 p.
- Rellini (Ugo)*. Le origini della civiltà italiana. Rome, G. Bardi, 1929, 118 p.
- Reparaz (Gonzalo de)*. Los Borbones de España. Historia patológica de una dinastía degenerada. Madrid, Javier Morata, 1931, 298 p.; prix : 5 pes.
- Ritter (Gerhard)*. Gneisenau und die deutsche Freiheitskriege. Tubingue, Mohr, 1932, 37 p.
- Stein, eine politische Biographie. Stuttgart et Berlin, Deutsche Verlagsanstalt, 2 vol., 1931, xi-542 et 408 p.
- Robinson (Charles Alexander)*. The Epimerides of Alexander's expedition. Providence (R. I.), Brown University, 1932, 81 p. et 1 carte; prix : 3 dollars.
- Rolland (Paul)*. Les origines de la commune de Tournai. Histoire interne de la seigneurie épiscopale tournaïenne. Bruxelles, Lamertin, 1931, 263 p.
- Rosemont (Dr L. Reutter de)*. Histoire de la pharmacie à travers les âges. T. I : De l'Antiquité au xvi^e siècle. J. Peyronnet et C^{ie}, 1931, 605 p.
- Rost (Kurt)*. Die Historia pontificum Romanorum aus Zwetli. Greifswald, L. Bamberg, 1932, 180 p.; prix : 4 m. 80.
- Roupain, S. J. (R. P. Eugène)*. La Révérende Mère Marguerite de Saint-Preux, 1851-1928. Desclée, de Brouwer et C^{ie}, [1932], 488 p.
- Roux (Georges)*. L'Italie fasciste. Stock, 1932, 215 p.; prix : 12 fr.
- Roy (Antoine)*. L'œuvre historique de Pierre-Georges Roy. Jouve et C^{ie}, 1928, xxxi-267 p.; prix : 12 fr.
- (Pierre-Georges). La ville de Québec sous le régime français. Québec, Rédempti Paradis, 1930, 2 vol., 548 et 519 p.
- Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1922-1930, 6 vol. Québec, Proulx.
- Ruffini (Guido)*. Le cospirazioni del 1831 nelle memorie di Enrico Misley. Biografia del cospiratore. Bologne, Zanichelli, 1931, 330 p.; prix : 30 l.
- Saint-Aulaire (comte de)*. Richelieu. Dunod, in-12, 311 p.; prix : 15 fr.
- Sainte-Croix de La Roncière*. Le réveil d'Attila. Chez l'auteur, 74, avenue Marceau, 1931, 237 p.; prix : 15 fr.
- Salandra (Antonio)*. Souvenirs de 1914-1915. La neutralité italienne et l'intervention; édit. française par André Guieu. Payot, 260 p.; prix : 25 fr.
- Salembier (chanoine Louis)*. Le cardinal Pierre d'Ailly, chancelier de l'Université de Paris, évêque du Puy et de Cambrai, 1350-1420. Tourcoing, impr. Georges Frère, 1932, 380 p.
- Salvemini (Gaetano)*. Mussolini diplomate. Bernard Grasset [1932], 339 p.; prix : 15 fr.
- Sanbert (Pierre)*. Notre bourgeoisie. Réflexions sur l'origine, la formation et le rôle des bourgeois. Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1931, 63 p.; prix : 5 fr.
- Sangnier (Marc)*. Albert de Mun. Félix Alcan, 156 p.; prix : 15 fr.
- Sarrazin (Charles)*. Le carmel de Reims, 1633-1924. Reims, impr. Hirt, 1930, 223 p.
- Sauvaget (J.)*. Inventaire des monuments musulmans d'Alep (extrait de la Revue des études islamiques, 1931). Geuthner, 1931, 104 p. et XIV pl.
- Schaefer (Hans)*. Staatsform und Politik. Untersuchungen zur griechischen Geschichte des 6 und 5 Jahrhunderts. Leipzig, Dieterich, 1932, viii-283 p.; prix : 11 m.
- Scheuermann (Ludwig)*. Die Fugger als Montanindustrielle in Tirol und Kärnten. Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 500 p.; prix : 24 m.
- Schmidt-Phiseldack (Kay)*. Svensk historietœnkning. De historiske Problemers behandling i Sverige og Finland kritisk Fremstillet. Copenhagen, Paul Branner, 1932, 135 p.
- Schmökel (Hermann)*. Die Entstehung der Ober-Rechnungskammer, Gesetzes vom 27. März 1872, und das preussische Bürgerrecht. Berlin, Ebering, 1932, 105 p.; prix : 4 m. 40.
- Scorssery (chanoine A.)*. Une prieure d'Esquermes, dame Gérarde, et son œuvre. Lille, S. I. L. I. C., 1931, 308 p., 1 plan.
- Select cases concerning the Law merchant, 1239-1633. Vol. II : Central courts; publ. par Hubert Hall. Londres, B. Quaritch, 1930, cxi-192 p. (Public. of the Selden Society, vol. 46).
- Seltman (C. T.)*. The Cambridge ancient history. Vol. III of plates. Cambridge, at the University Press, xiii-198 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Sénèque*. Lettres à Lucilius; trad. de François et Pierre Richard. Garnier, s. d. (1932), 3 vol., viii-384 p., 374 p.; prix : 15 fr. chaque.
- Serleyx (W.)*. Cambronne. J. Taillandier, 1932, 252 p.; prix : 25 fr.
- Showerman (Grant)*. Rome and the Romans. A survey and interpretation. New-

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE » VII

- York, the Macmillan Company, 1931, xxi-643 p.; prix : 5 d.
- Shupp (Paul F.). The European Powers and the Near Eastern question, 1806-1807. New-York, Columbia University Press, 1931, 576 p.; prix : 6 d. 75.
- Sicard (Jules). Le monde musulman dans les possessions françaises. Larose, 1931, 268 p.
- Simiand (François). Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire. Félix Alcan, 1932, t. II, 620 p., et t. III, tableaux, diagrammes et annexes, 152 p.; prix : 120 fr.
- Sobanski (comte Ladislav). Tour d'horizon (le point de vue polonais). Gebethner et Wolff, s. d. (1931), 119 p.
- Soergel (Hs. Th.). Jahrbuch des Zivilrechts. 32 Jahrgang. Stuttgart, Kohlhammer, 1932, xi-797 p.
- Sol (chanoine Eugène). La Révolution en Quercy, t. IV. Auguste Picard, 1932, 640 p.; prix : 30 fr.
- Sous le régime de la Séparation, 1795. Auguste Picard, 1931, 740 p.; prix : 40 fr.
- Solmi (Arrigo). L'amministrazione finanziaria del regno italico nell' alto medio evo. Pavia, Tipografia cooperativa, 1932, xi-288 p.; prix : 20 lires.
- Spangenberg (H.). Territorialwirtschaft und Stadtwirtschaft. Ein Beitrag zur Kritik der wirtschaftsstufentheorie. Berlin, Oldenburg, 1932, vii-148 p.; prix : 8 m. 50.
- Spörl (Johannes). Das Alte und das Neue im Mittelalter. Studien zum Problem des mittelalterlichen Fortschrittsbewusstseins. Munich, Weiss, 1930.
- Standen (Gilbert). Shakespeare authorship. A summary of evidence. Londres, Cecil Palmer, 1930, 57 p.; prix : 1 s.
- Steeffel (Lawrence D.). The Schleswig-Holstein question. Cambridge, Harvard University Press, 1932, xii-400 p.; prix : 23 s.
- Stenton (F. M.). The first century of english Feudalism, 1066-1166. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, vii-311 p.; prix : 15 s.
- Stresemann. Les papiers de Stresemann; II : Locarno et Genève, 1925-1926; trad. par Henri Bloch et Paul Roques. Plon, 1932, 431 p., 9 pl. hors texte; prix : 36 fr.
- Suarez (Georges). Soixante années d'histoire française; Clemenceau, 2 vol. Jules Tallandier, in-32, 271 et 346 p.; prix : 12 fr. chaque.
- Suétone. Vie des douze Césars. T. II : Tibère, Caligula, Claude, Néron; texte établi et traduit par Henri Ailloud. Société d'éditions « Les Belles-Lettres », 1932, 214 p. doubles; prix : 30 fr.
- Suétone. Les douze Césars; trad. par Maurice Rat. Garnier, 2 vol., 358 et 420 p.; prix : 15 fr. chacun.
- Sühling (Friedrich). Die Taube als religiöses Symbol im christlichen Altertum. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1930, xxi-329 p. et 47 planches; prix : 25 m.
- Tavera (François). Le problème humain. L'idée d'humanité dans Montaigne. H. Champion, 1932, 352 p.
- Taylor (Lily Ross). The divinity of the roman emperor. Middletown (Conn.), The American philological Association, 1931, xv-296 p.
- Térence. Comédies. Garnier, 1932, 2 vol., xvi-488 p., 520 p.; prix : 15 fr. chaque.
- Terracher (L.-A.). L'histoire des langues et la géographie linguistique. Oxford, at the Clarendon Press; Londres, H. Milford, 1929, 31 p.; prix : 2 s.
- Terry (Charles Sanford). John Christian Bach. Londres, Oxford University Press, H. Milford, 1929, xvi-373 p.; prix : 25 s.
- Tervarent (Guy de). Le diptyque de Saint-Bertin au musée de Dijon. Van Oest, 1931, 35 p. et XXIV pl.
- Theobald (Bertram G.). Exit Shakespeare. Londres, Cecil Palmer, 1931, 88 p.; prix : 2 s.
- Tibal (André). La crise des États agricoles européens et l'action internationale, janvier 1930-mai 1931. Public. de la Conciliation internationale, 1931 (Bulletins, p. 71-426).
- Tilgher (Adr.). Le travail dans les mœurs et dans les doctrines. Histoire de l'idée de travail dans la civilisation occidentale. Félix Alcan, 1931, xv-172 p.; prix : 15 fr.
- T. Livii de Fruloisii de Ferrara Opera hactenus inedita recognovit C. W. Previté-Orton. Cantabrigiae, Typis Academiae, 1932, xxxvi-397 p.
- Tournier (Gaston). Au pays des Camisards. Publication du musée du Désert. Mas Soubeyran, par Mialet (Gard), 1931, 309 p.; prix : 40 fr.
- Trenchard (Ernest H.). Sketches from missionary life in Spain. Londres et Edimbourg, Marshall, Morgan et Scott, s. d. [1932], 120 p.; prix : 2 s. 6 d.
- Trente-deux ans de colonisation nord-africaine. Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, [1931], 170 p. et une carte; prix : 7 fr. 50.
- Trentin (Silvio). Aux sources du fascisme. Marcel Rivière, 1931, 212 p.; prix : 12 fr.
- Le code pénal fasciste. Les éditions de la

VIII LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- Ligue italienne des droits de l'homme, 1931, 42 p.
- Trotha (Friedrich von)*. Fritz von Holstein, als Mensch und Politiker. Berlin, Richard Schröder, xviii-222 p.
- Trumper (lieut.-commander Victor L.)*. The mirror of Egypt in the Old Testament. Londres, Marshall, Morgan et Scott, 1931, 174 p.; prix : 5 s.
- Türkische Schriften aus dem Archive des Palatins Nikolaus Esterházy, 1606-1645; redigiert von *Ludwig Fekete*. Budapest, Im Auftrage des Fürsten Paul Esterházy, 1932, LXXI-503 p., 10 planches et une carte.
- Vacchetta (Giovanni)*. La chiesa di S. Giovanni di Saluzzo. Turin, S. Lattes, 1931, 293 p.
- Valentin (Veit)*. Geschichte der deutschen Revolution, 1848-1849. Vol. II : Bis zum Ende der Volksbewegung von 1849. Berlin, Ullstein, 1931, xi-770 p.; prix : 21 m. 60.
- Valotaire (Marcel)*. David d'Angers. H. Laurens, 1932, 127 p.; prix : 12 fr.
- Van der Essen (Léon)*. Pour mieux comprendre notre histoire nationale. Louvain, éditions « Rex », s. d. (1932), 152 p.
- Van Eerde (J.-C.)*. Ethnologie coloniale. L'européen et l'indigène. Éditions du Monde nouveau, 1927, xx-274 p.
- Varga (Lucie)*. Das Schlagwort vom « Finsternen Mittelalter ». Veröffentlichungen des Seminars für Wirtschafts- und Kulturgeschichte. Brünn, Rudolf Rohrer, 1932, 152 p.
- Varley (Frederick John)*. The siege of Oxford, 1642-1646. Londres, H. Milford, 1932, vii-179 p., illustrations et une carte; prix : 7 s. 6 d.
- Vieriet (Auguste)*. Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique. Plon, 1932, 493 p.
- Virgile*. Il libro di Didone. Teste con traduzione a fronte, seguito da ampio commento interpretativo ed estetico, per *Corso Buscaroli*. Milan, Soc. Dante Alighieri, 1932, xvi-520 p.
- Vollbehr (Friedel)*. Die Holländer und die deutsche Hanse. Pfingstblätter des Hanseischen Geschichtsvereins. Lubeck, Selbstverlag des Vereins, 1930, 91 p.
- Warren (Charles)*. Jacobin and Junco, an early american politics as viewed in the diary of Dr *Nathaniel Ames*, 1758-1822. Cambridge (Mass.), Harvard University Press; Londres, H. Milford, 1931, 324 p.; prix : 19 s.
- Wehmer (Carl)*. Die Namen der gotischen Buchschriften. Ein Beitrag zur Geschichte der lateinischen Paläographie. Inauguraldissertation. Berlin, s. d. (1932), 48 p.
- Wheeler-Bennett (John W.)*. Documents on international affairs, 1930. Londres, Humphrey Milford, xii-264 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Wilkinson (Spenser)*. The rise of general Bonaparte. Oxford, at the Clarendon Press, 1930, 179 p., 1 carte; prix : 12 s. 6 d.
- Willard (James F.) et Goodyksoontz (Celia B.)*. The Trans-Mississippi West. Boulder, Univ. of Colorado, 1930, xi-366 p.
- Williams (Basil)*. Stanhope. A study in eighteenth-century war and diplomacy. Oxford, at the Clarendon Press, 1932, xv-478 p., illustrations, 6 cartes; prix : 18 s.
- Wilson (J. Dover)*. The essential Shakespeare. Cambridge University Press, viii-148 p.; prix : 3 s. 6 d.
- Wolfram (Georg) et Gley (Werner)*. Erläuterungsband zum Elsass-Lothringischen Atlas, 1931. Francfort-sur-le-Main, Institut d'Alsace-Lorraine, 1931, viii-167 p.
- Year books of Edward IV, 10 Edward IV and 49 Henry VI, 1470; publ. par *H. Neilson*. Londres, Quaritch, 1931, xi-216 p. (Publ. of the Selden Society, vol. 47).
- Yourcenar (Marguerite)*. Pindare. Grasset, 1932, 291 p.; prix : 20 fr.

7
;
a
e
r

n
-
l
al
a
d.
ia
g,
in
y.
2,
:

-
n-
d-
con
ti-

IV
N.
xi-
ty,
est,